

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

**N° 146-147**

**Mai-Juin 1997**

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,  
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : France : 30 FF — Etranger : 35 FF  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.  
ISSN 0761 1285

**INSTITUT KURDE**, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : (1) 48 24 64 64 - Fax : 47 70 99 04

## SOMMAIRE

- ANKARA : INTERDICTION D'UNE CONFÉRENCE INTERNATIONALE POUR «UN RÈGLEMENT PACIFIQUE DE LA QUESTION KURDE EN TURQUIE»
- FORMATION D'UN NOUVEAU CABINET TURC APRES LA DÉMISSION FORCÉE DE M. ERBAKAN
- TÉHÉRAN: L'ÉLECTION DE L'AYATOLLAH KHATÉMI
- NOUVELLE INTERVENTION DE L'ARMÉE TURQUE DANS LE KURDISTAN IRAKIEN
- LA TURQUIE DEVIENT-ELLE UN NARCO-ÉTAT ?
- LA COUR DE SURETÉ DE L'ÉTAT D'ANKARA CONDAMNE 31 DIRIGEANTS DU PARTI PRO-KURDE HADEP À DES PEINES DE PRISON
- AINSI QUE...
- LA REVUE DE PRESSE EN BREF

---

### Ankara : INTERDICTION D'UNE CONFÉRENCE INTERNATIONALE POUR «UN RÈGLEMENT PACIFIQUE DE LA QUESTION KURDE EN TURQUIE»



ETTE conférence pacifique, qui devait se tenir les 8 et 9 mai à Ankara, était organisée par l'Association des droits de l'homme de Turquie avec le soutien d'une dizaine d'ONGs et de syndicats turcs, dont l'Union des chambres de médecins (TTOB), l'Union des chambres d'architectes et d'ingénieurs (TMMOB) et la Confédération des

employés des services publics (KESK) qui représentent au total plus d'un million de citoyens. Elle bénéficiait également de l'appui d'une trentaine d'ONGs d'une douzaine de pays d'Europe et d'Amérique du Nord. Parmi celles-ci, la Fondation Olof Palme de Suède, la Fondation André Sakharov, CCFD, France-Libertés, Médecins du Monde, la Fédération Internationale des ligues des droits de l'homme, Minority

Rights Group, Norwegian Labour Movement (LO). Une soixante de personnalités occidentales, dont Mme Mitterrand, Mme Claudia Roth, M. Bernard Kouchner et plusieurs parlementaires européens devaient assister à cette conférence se tenant au Grand Hotel Ankara, avec la participation de plus de 500 personnalités turques et kurdes représentatives des partis politiques légaux, du mouvement syndical, du monde associatif, des milieux intellectuels et des media. Les ministres des Affaires étrangères danois et suisse avaient apporté leur soutien à la Conférence et indiqué soit qu'ils y assisteraient personnellement soit qu'ils s'y feraient représenter.

Préparée et annoncée depuis plusieurs mois, cette conférence a été interdite, in extremis, le lundi 5 mai en fin de matinée par un arrêté préfectoral signé d'un « directeur de sûreté de 3ème classe » invoquant « la présence de certaines personnes et organisations menant des activités contre notre pays », « les atteintes à l'intégrité indivisible de l'Etat avec son Territoire et sa Nation » et le risque de provoquer « un climat de troubles ».

Malgré cette interdiction et de nombreuses tracasseries administratives et policières, plus d'une quarantaine de personnalités occidentales se sont rendues à Ankara pour témoigner de leur solidarité avec les pacifistes turcs et kurdes qui essaient, dans des conditions très périlleuses - près de 3500 démocrates kurdes et turcs ont été assassinés depuis 1992 par des escadrons de la mort des forces paramilitaires turques et 84 journalistes ont été emprisonnés en 1996 pour délit d'opinion -, de défendre des valeurs de démocratie, de paix et de respect d'autrui dans un pays dominé par le militarisme, l'ultranationalisme, la violence et l'intolérance, déchiré par la guerre et la montée de l'islamisme.

Une vingtaine de parlementaires turcs et six anciens ministres, de tous bords, ont tenu à prendre ostensiblement part aux dîners-débats et à la conférence de presse organisés, sous l'étroite surveillance policière en remplacement du programme de la Conférence Internationale interdite. Onze ministres en exercice (sept du Refah islamiste et quatre du Parti de la Juste Voie de Mme Çiller) ainsi que le vice-président de l'ANAP, principale formation de l'opposition parlementaire, ont envoyé des messages de solidarité aux organisateurs laissant clairement

entendre que la mesure d'interdiction émanait du Conseil de sécurité nationale dominé par les militaires. Une vingtaine de participants occidentaux ont tenu à se rendre en visite à la capitale kurde Diyarbakir où ils ont pu rencontrer des représentants du barreau, de la Chambre du commerce et de l'industrie, de l'Ordre des médecins et de la Plate-forme démocratique qui regroupe les associations locales afin de s'informer directement du sort de la population kurde. Par ailleurs, la délégation qui s'est rendue à Diyarbakir, a souhaité se rendre au village de Gir (Tepe) dans le district de Lice, pour enquêter sur le sort de la population civile sous embargo alimentaire et encerclée par les militaires depuis le mois de mars dernier; l'accès du village leur a été interdit par les militaires 30 km avant d'arriver dans le village, « pour raisons de sécurité ».

Malgré l'embargo décrété par le « Bureau des médias » de l'état-major des armées sur cette initiative importante de la société civile plusieurs journaux turcs et une télévision privée ont informé le public de ces événements. Une dizaine d'ambassades, dont celles des États-Unis, d'Allemagne, d'Espagne, d'Italie, de Grande-Bretagne, de Suisse et des pays scandinaves ont tenu à se faire représenter à la Conférence de presse-marathon qui s'est tenue le jeudi 8 mai de 9h 30 à 13h30 au Grand Hotel Ankara avec les participants occidentaux, turcs et kurdes. On a toutefois remarqué l'absence de représentants de la France. Selon plusieurs sources, cela s'expliquerait par les négociations en cours entre Paris et Ankara pour la vente à la Turquie d'une centrale nucléaire et de chars Leclerc. En échange de ce contrat, Paris se ferait l'avocat de la

Turquie au sein de l'UEO et de l'Union européenne. Déjà le 12 février dernier, devant l'hostilité du Congrès à des ventes d'hélicoptères américains à l'armée turque, qui, selon un rapport très documenté de *Human Rights Watch*, les utilise contre les populations civiles kurdes et dans les destructions de villages kurdes (de source officielle 2674 villages kurdes ont été « évacués » depuis 1992 (les ONGs locales parlent de la destruction de 3185 villages), la Turquie avait conclu avec Paris un contrat de 400 millions de dollars pour l'acquisition de 30 hélicoptères Cougars AS-532 qui s'ajoutent aux 20 autres achetés en 1994.

A Washington, le porte-parole du Département d'État, M. Nicholas Burns a, le 9 mai, réagi en ces termes à l'interdiction de la Conférence : « Je sais que de nombreuses ONGs européennes, turques et américaines s'organisaient à Ankara pour discuter de leur espoir d'un règlement pacifique du problème kurde en Turquie. Nous soutenons fortement l'objectif de cette conférence. Nous avons montré publiquement notre soutien parce que nous avons envoyé à la Conférence des membres de haut rang de l'équipe de notre ambassade d'Ankara (.). Nous regrettons beaucoup la décision du gouvernement turc d'interdire la Conférence. Nous avons compris que malgré cela, la plupart des conférenciers ont pu se réunir informellement, malgré l'interdiction du gouvernement turc, et cela est un développement encourageant car nous croyons que c'est dans l'intérêt à long terme de la Turquie que ces questions soient discutées librement et ouvertement en Turquie ».

En interdisant à Ankara même une conférence pacifique de réflexion et

d'information, réunissant des experts, des universitaires, des personnalités connues pour leur combat en faveur de la paix et de la démocratie, le pouvoir turc a fourni au monde entier la preuve incontestable que la liberté d'expression est un leurre en Turquie. La présence ouverte et massive des caméras de la police à l'entrée de l'hôtel et lors des dîners réunissant les personnalités locales et étrangères, ont mis en lumière de façon caricaturale la nature policière de l'État turc.

Outrés par ce qu'ils ont vu à Ankara et à Diyarbakir, les délégués scandinaves ont dès leur retour, alerté les autorités et les personnalités de leurs pays. Quelques jours plus tard, quatre anciens haut dirigeants nordiques, M. Anker Joergensen, ex-Premier ministre du Danemark; M. Ulf Sundqvist, ancien ministre et dirigeant du parti social-démocrate finlandais; Madame Vigdis Finnbogardottir, ancien président d'Islande et M. Ingvar Carlsson, ancien Premier ministre suédois, ont lancé un appel pressant pour la paix et la démocratie en Turquie. *"La Turquie est membre du Conseil de l'Europe et de l'OTAN, deux organisations dont la promotion des droits de l'homme est une tâche importante dans les Etats-membres. Nous nous adressons aux gouvernements nordiques pour qu'ils demandent à la Commission des droits de l'homme de l'ONU de nommer un rapporteur spécial et que le dit rapporteur fasse un rapport, en allant sur place, sur les violations des droits de l'homme à l'encontre des Turcs et des Kurdes"* soulignent-ils dans leur appel. Ils ajoutent que si la Turquie désire améliorer ses relations avec les autres États faisant partie des organisations internationales telles que le Conseil de l'Europe, l'Union européenne, l'OSCE...etc, le système juridique doit changer dans ce pays.

Enfin, ils concluent leur appel en s'adressant aux gouvernements de leurs pays respectifs dans les termes suivants: *"Nous exigeons des gouvernements nordiques de maintenir un dialogue critique avec la Turquie et*

*de se rendre disponibles à offrir leur aide à la Turquie afin de renforcer la démocratie et les droits de l'homme, qui sont des valeurs qui constituent la pierre angulaire des pays auxquels la Turquie désire instamment s'associer"*.

## FORMATION D'UN NOUVEAU CABINET TURC APRES LA DÉMISSION FORCÉE DE M. ERBAKAN



Le nouveau cabinet turc formé par Mesut Yilmaz et approuvé, le 30 juin, par le président Demirel comporte 38 membres, dont 7 transfuges du Parti de la Juste voie (DYP) de Mme. Çiller. Grâce à des transferts de députés réalisés au cours des deux dernières semaines de juin il dispose d'une majorité de 3 voix et semble assuré d'obtenir le 12 juillet prochain l'investiture du Parlement. Cependant, cette majorité théorique reste fragile. Les trois partis formant la coalition, l'ANAP (parti de la Mère-patrie, 132 sièges) de M. Yilmaz, le DTP (parti de la Turquie démocratique, 12 sièges) de H. Cindoruk et le DSP (parti de la Gauche démocratique, 67 sièges) de B. Ecevit, ne disposent ensemble que de 248 sièges sur 550. Outre les 49 voix du Parti républicain du peuple (CHP) de Deniz Baykal qui a promis de soutenir le gouvernement "jusqu'aux élections anticipées", celui-ci doit s'assurer les voix de 17 députés indépendants et celles des 2 députés du Parti de l'Action nationaliste (MHP), extrême droite. S'il parvenait à passer l'épreuve du vote d'investiture, il aura du mal à maintenir cette coalition hétéroclite formée à coup de promesses de portefeuilles ministériels et de millions de dollars. L'ex-Premier ministre Erbakan et Mme. Çiller dénoncent

publiquement *"le gouvernement des militaires et des salles de jeux (Kumarhane)"*, affirmant qu'il a été formé à la demande de l'armée et grâce à des millions de dollars provenant des salles de jeux pour financer le débauchage et les transferts des députés.

Autre fragilité de la coalition: le soutien conditionnel du CHP. Celui-ci ne soutiendra *"le gouvernement laïc que le temps d'organiser dans de bonnes conditions de nouvelles élections anticipées"*. Son chef, M. Baykal, accorde un délai de 6 mois, ce qui fait dès maintenant grincer les dents de son rival, l'ultra-nationaliste Bulent Ecevit, *"le conquérant de Chypre"*, qui l'âge de 72 ans devient vice-Premier ministre.

Le protocole signé entre les partenaires de la coalition prévoit la mise en oeuvre rapide des mesures demandées depuis fin février par l'armée. L'organisation d'un recensement de la population, la mise à jour des registres électoraux, la limitation du champ de l'immunité parlementaire et *"la lutte contre la corruption"*. Le problème kurde n'est même pas mentionné dans ce protocole qui, en revanche, souligne *"la nécessité de poursuivre avec détermination la lutte contre le terrorisme"*.

La naissance au forceps du nouveau cabinet turc est l'œuvre des militaires. L'épreuve de force engagée entre l'armée et la coalition gouvernementale dirigée par le Premier ministre islamiste a conduit à la démission forcée de M. Erbakan, présentée le 18 juin. La menace de l'usage de force brandie ouvertement par les généraux turcs qui avaient suspendu toutes les permissions dans l'armée et convoqué au siège de l'état-major général tour à tour des journalistes, des universitaires, des juges et des procureurs pour des briefings sur le "péril islamiste" a finalement contraint le Refah à jeter l'éponge, officiellement pour permettre à Mme. Çiller d'accéder au poste de Premier ministre pour atténuer la tension avec les généraux et organiser des élections législatives anticipées. Montrés du doigt par la presse pro-militaire pour "leur insolence envers l'armée", deux députés islamistes avaient dû démissionner de leur parti pour ne pas donner des prétextes supplémentaires à des procureurs s'appliquant à faire interdire le Refah. Les sociétés commerciales qualifiées de "pro-islamistes" par l'armée, qui appelle ses membres et ses partisans à les boycotter, tout en se plaignant du caractère "divisif et partiel de cet appel" s'attendent à des mesures coercitives de la part des tribunaux dont les procureurs restent très proches de l'état-major militaire.

C'est dans ce contexte très tendu que le président turc Suleyman Demirel a, le 20 juin, chargé le conservateur Mesut Yilmaz de former le nouveau cabinet. Mme. Çiller qui postulait depuis des semaines pour ce poste et qui affirmait jouir du soutien d'une majorité de députés a immédiatement dénoncé "le coup d'État" de Çankaya (Palais présidentiel turc). Quelques jours plus tôt, elle avait appelé le Parlement à ne

pas se soumettre à la pression des cartels de presse et au diktat des organes non élus (allusion à l'armée). Ces gesticulations venant de la part d'une personne qui n'a guère de crédibilité démocratique n'ont eu aucun effet.

Tout au long de ce bras de fer, l'armée, s'appuyant sur les grands media qu'elle contrôle, a cherché à humilier publiquement le Premier ministre islamiste. Les réunions mensuelles du Conseil de sécurité nationale, dominé par les militaires, étaient devenues de véritables tribunaux d'inquisition pour M. Erbakan, qui a dû y subir maintes admonestations et menaces dont la teneur fut habilement filtrée vers des organes de presse proches de l'armée qui lui donnèrent un maximum de retentissement. Dans ce climat passionnel, nul ne s'avisa d'indiquer qu'il n'y a pas eu dans la période récente d'événements violents pouvant justifier l'épouvantail "l'islamiste soudainement brandi par l'armée, ni de rappeler que la plupart des écoles coraniques et religieuses dont les militaires veulent maintenant la fermeture furent créées par les gouvernements de coalition de M. Demirel et sous la junte militaire de 1980 dans le but de contrer "l'emprise du communisme et du séparatisme sur la jeunesse"

Dernier épisode de cette guèguerre: la réunion extraordinaire du Conseil militaire suprême du 26 mai au cours de laquelle les généraux ont décidé d'expulser d'urgence des rangs de l'armée 161 officiers et sous-officiers, dont trois colonels. 140 d'entre eux, dont deux colonels, ont été radiés pour "sympathies fondamentalistes" et 21 autres pour tendances d'extrême gauche ou implication dans des activités de gangs. Le Premier ministre

et son ministre de la défense sont les deux seuls membres civils de ce conseil de 15 membres qui décide souverainement des affaires militaires et "des menaces internes et externes pour la sécurité du pays". Normalement, ce conseil décide une fois l'an, le 30 août, des problèmes de carrière et de purges dans l'armée. En consacrant cette réunion extraordinaire largement médiatisée précédant elle-même une réunion dite critique du Conseil de sécurité nationale tenue le 30 mai, l'armée chercha à exercer un maximum de pressions psychologiques sur les islamistes. M. Erbakan a dû avaliser sans broncher les purges et les militaires se sont fait un malin plaisir à communiquer à la presse que le Premier ministre avait obtempéré à toutes leurs exigences, y compris à celle de ne pas employer dans les mairies islamistes les officiers radiés. Autre humiliation pour celui qui était censé conduire le gouvernement du pays: le directeur du quotidien *Hürriyet* affirme, dans son éditorial du 21 mai, qu'un commandant très haut placé lui a indiqué que le Premier ministre n'a été informé de l'intervention militaire turque que 12 heures après l'entrée effective des troupes en Irak "par crainte que cette information ne soit communiquée au PKK"

Après un général traitant publiquement et impunément M. Erbakan de "maquereau", voici donc "un commandant très haut placé" qui le soupçonne publiquement d'"intelligence avec l'ennemi"! Et comme tout cela ne suffisait pas, un procureur de la Cour de cassation, nommé en janvier dernier par M. Demirel et réputé pour son fondamentalisme kémaliste, a engagé, le 21 mai, une procédure auprès de la Cour constitutionnelle pour l'interdiction du Parti Refah qui selon lui serait devenu "un foyer d'activités

*incompatibles avec l'article de la Constitution sur la laïcité de l'État*". Dès le lendemain, le président de la Cour constitutionnelle, Yekta Özden, qui fut l'un des plus chauds partisans de la junte militaire de 1980 et qui, continue d'être l'un des hommes de paille de l'armée dans l'appareil judiciaire, a annoncé que "les membres de la Cour ont accepté l'appel du procureur et la procédure a commencé". Elle pourrait aboutir d'ici 4 à 6 mois. Les dirigeants

de ce parti au pouvoir, soutenu par 6 millions d'électeurs, ont déclaré qu'ils allaient poursuivre le procureur Savas (qui, ironie du sort, signifie guerre en turc) qui a insulté publiquement leur parti. Sans trop d'illusions car ils savent par l'expérience amère et récente de l'interdiction du parti de la démocratie (DEP) qu'en Turquie la justice est au service des militaires chargée de trouver un habillage juridique aux décisions prises par les généraux.

Tandis que nombre d'Occidentaux ont tendance à voir en Khatémi un Gorbatchev iranien, une bonne partie de l'opposition iranienne le perçoit comme un nouveau leurre destiné à miroiter des espoirs d'ouverture à un moment où le régime iranien décrié par les Etats-unis, pour son soutien au terrorisme, en conflit diplomatique avec l'Union européenne après le verdict du Tribunal de Berlin mettant en cause "le plus haut sommet de l'Etat iranien", est plus isolé que jamais. Considéré comme un "modéré" par rapport à Khomeiny le président Rafsandjani avait, en son temps, donné des espoirs d'ouverture à des gouvernements européens tout prêt à le croire et à justifier ainsi aux yeux de leurs opinions publiques "leur dialogue critique" et leurs relations commerciales, y compris dans le domaine des ventes d'armes, avec la République islamique. Le personnage ayant fait son temps, ce serait le tour de l'ayatollah Khaménei de remplir maintenant ce rôle.

Dès son élection plusieurs personnalités américaines, dont deux anciens conseillers présidentiels, Zbigniew Brzezinski et Brent Scowcroft ont commencé à plaider en faveur d'une autre politique américaine à l'égard de Téhéran.

Pour leur part les autorités allemandes ont renoncé à poursuivre en justice les hauts dirigeants iraniens commanditaires de l'assassinat de quatre personnalités kurdes à Berlin. Dès lors, le retour à Téhéran des ambassadeurs européens, "rappelés en consultations" après le verdict du tribunal de Berlin n'est plus qu'une question de temps pour reprendre le *business as usual*.

## TÉHÉRAN : L'ÉLECTION DE L'AYATOLLAH KHATÉMI



ES élections présidentielles iraniennes du 23 mai ont mis en compétition 4 candidats agréés par l'establishment religieux de la République islamique.

Appelés à choisir entre eux, les 32 millions d'électeurs iraniens ont voté massivement en faveur de l'ayatollah Mohamed Khatémi. Cet ancien ministre de la Culture, de 1982 à 1992, et conseiller du Président Rafsandjani a paru eux secteurs les dynamiques de la société, aux jeunes et aux femmes, comme un "modéré" dans le contexte iranien, moins pire que ses concurrents, en particulier le très conservateur président du Parlement, Ali Akbar Nertegli-Nouri, candidat de l'aile la plus fanatique du régime.

Cet événement qualifié de "tremblement de terre" dans une grande partie de la presse occidentale a

le mérite de souligné l'ampleur du ras-le-bol de la population iranienne après 19 ans de "mollarchie" liberticide et despotique qui saisit ainsi l'opportunité d'exprimer son mécontentement profond et ses espoirs d'un assouplissement du régime. Tout au long de sa campagne électorale l'ayatollah Khatémi s'est fait l'interprète de cette aspiration au changement dans l'ordre. Désormais élu, le voilà aux pieds du mur. A supposer qu'il en ait réellement la volonté, aura-t-il les moyens politiques et institutionnels de conduire un tel changement au sein d'un régime où le pouvoir absolu est détenu par "le guide de la révolution", l'ayatollah Khamenei dont les décisions priment sur les lois, le Président, le gouvernement et le Parlement? Khatémi aura donc à composer avec le successeur de Khomeiny et un Parlement dominé par des éléments fanatiques rétifs au changement.

## NOUVELLE INTERVENTION DE L'ARMÉE TURQUE DANS LE KURDISTAN IRAKIEN

**L**E 14 mai à l'aube, environ 50 000 soldats appuyés par des centaines de chars turcs ont pénétré dans le Kurdistan irakien. Le gros de ces troupes est entré par le poste frontalier de Habur en franchissant la rivière Hezil tandis que d'autres unités pénétraient par la région de Hakkari, à la jonction des frontières turco-irako-iranienne. Selon l'AFP, cette nouvelle intervention militaire turque viserait les régions de Kanimasi, Metina et Derkar «pour détruire définitivement les bases du PKK qui s'y trouvent». Depuis début avril l'aviation turque avait soumis ces régions à un pilonnage intensif. Depuis la création en 1991 d'une «zone de protection» dans le Kurdistan irakien, l'armée turque intervient quant elle veut dans cette région, avec la bienveillance des alliés occidentaux. La dernière, et la plus importante de ces opérations a eu lieu au printemps 1995. 35000 soldats turcs avaient été engagés dans cette opération qui avait duré 43 jours et fait officiellement 616 morts. Ankara avait annoncé à cette occasion que «le PKK a été nettoyé de cette région». La population sinistrée du Kurdistan irakien en a assez de voir son territoire déjà dévasté par 30 années de guerre menées par Bagdad devenir maintenant un champ de bataille entre les troupes turques et le PKK. Dans une déclaration solennelle rendue publique le 14 mai, le gouvernement régional kurde qui est une coalition de plusieurs partis, dont le parti démocratique du Kurdistan, le parti communiste kurde, le mouvement islamique du Kurdistan, appelle « les

*parties au conflit à ne pas utiliser notre région comme un champ de bataille pour régler leur comptes, à respecter la souveraineté nationale du pays et la loi internationale et à mener leurs affrontements et leur conflit loin de notre peuple, de nos villages et de nos fermes (...). Cette situation expose à nouveau notre peuple aux calamités de la guerre et empêche la reconstruction de près de 400 villages dans les régions frontalières malgré la disponibilité et les ressources des ONGs étrangères et locales»*

Cet appel n'a eu guère d'impact. Pas plus que les protestations fermes des pays arabes comme la Syrie, l'Égypte, le Bahreïn et l'Irak. Pour Washington «la Turquie a le droit de se défendre contre le terrorisme du PKK. Cette opération sera limitée dans le temps et dans l'espace. Nous nous attendons à un retrait rapide des forces turques». Le secrétaire général de l'ONU, M. Kofi Annan, en visite en Autriche a, le 20 mai, publiquement condamné l'offensive militaire turque et appelé la communauté internationale à exercer des pressions sur la Turquie afin qu'elle retire rapidement ses troupes. «L'intégrité territoriale de l'Irak doit être respectée» a-t-il affirmé. Depuis, l'Italie, la France et la Grande-Bretagne ont réitéré leur appel à «un retrait le plus vite possible» des troupes turques. Dans un message adressé, le 27 mai, au président du Conseil de sécurité, le vice-Premier ministre irakien Tarek Aziz a dénoncé «l'attitude indifférente de l'ONU face à cette invasion qui constitue une violation flagrante et grave de la souveraineté de l'Irak, de sa

*sécurité et de son intégrité territoriale». Enfin l'Iran, qui a massé d'importantes forces à sa frontière avec le Kurdistan irakien a, le 25 mai, par la voix du porte-parole de son ministre des Affaires étrangères, demandé une nouvelle fois à Ankara de «mettre fin à son incursion en Irak». Le lendemain, son homologue turc a rejeté cette demande en déclarant que l'offensive turque se poursuivrait jusqu'à ce que «les terroristes du PKK soient totalement éliminés de la région». «Nous avons précisé que le but de l'opération est de garantir la sécurité de la région et de se débarrasser du PKK» a déclaré à la presse O. Akbel, porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères. «Les troupes turques se retireront quand les objectifs opérationnels auront été atteints» a-t-il ajouté avant de conclure: «Nous aimerions que l'Iran coopère avec nous contre le terrorisme plutôt que de s'inquiéter de cette opération».*

Finalement, après avoir envisagé un moment l'instauration d'une «zone de sécurité», le corps expéditionnaire turc a retiré l'essentiel de ses forces, ne laissant sur place que quelques détachements spécialisés dans la lutte contre la guérilla a annoncé, le 26 juin, le colonel turc Süleyman Canpolat. Selon ce porte-parole militaire, cette opération aurait permis «la destruction de toutes les bases du PKK dans la région» et «la mise hors combat de 3350 terroristes, dont 2811 tués». Les pertes turques s'élèveraient à 113 morts, celles du PDK irakien à 49 morts. D'importantes quantités d'armes et de munitions auraient été saisies. De son côté le PKK, qui a abattu deux hélicoptères turcs, clame victoire et affirme qu'il a contraint l'armée turque à se retirer. Sa presse publie chaque jour des pleines pages de messages de félicitations pour «la victoire historique

remportée sur les forces d'invasion turques". Pour sa part, le parti démocratique du Kurdistan irakien qui contrôle cette région frontalière avec la Turquie et l'Iran, affirme qu'"il n'y a plus de présence militaire du PKK en territoire kurde irakien à l'exception des actions ponctuelles des militants du PKK s'infiltrant à partir de l'Iran contre

les districts de Haj Umran et Choman". La presse turque évoque ces opérations en pages intérieures en se contentant de publier les communiqués victorieux de l'armée. La presse étrangère n'a pu se rendre sur place en raison du *black-out* appliqué par l'armée turque; la vérité entre ces versions contradictoires semble difficile à établir.

de l'argent noir". Les banques turques et près de 80 banques implantées dans le petit territoire de Chypre du Nord sous occupation turque sont réputées pour leur efficacité dans le blanchiment de sommes gigantesques d'argent noir des mafias turque et russe. A la suite de pressions internationales, la Turquie avait fait voter, le 19 novembre 1996, une loi réprimant le blanchiment de l'argent noir. Mais cette loi n'est toujours pas entrée en vigueur et ses décrets d'application attendent toujours.

## TURQUIE DEVIENT-ELLE UN NARCO-ÉTAT ?



DANS un long article consacré à cette question dans son édition du 5 juin, le quotidien turc *Hürriyet* qui cite, entre autres, des informations de l'hebdomadaire italien *Il Mondo* et de la Drug Enforcement Agency (DEA) américaine, affirme que la mafia turque a réalisé en 1996 un chiffre d'affaires record de 42,8 milliards de dollars et des gains annuels de 38 milliards de dollars. 37,5 de cette dernière somme proviennent du trafic de stupéfiants, 0,5 milliard d'autres affaires écrit le journal qui publie un palmarès mondial où la mafia turque se classe en deuxième position, derrière la mafia russe. Appelée "le croissant noir" la mafia turque gagne annuellement plus d'argent que les mafias italienne et colombienne réunies. Le journal indique que lors d'une réunion des polices narcotiques d'Europe, tenue en avril dernier, les participants étaient d'avis que toutes les familles de la mafia turque travaillaient avec le soutien de l'État turc.

C'est cette masse énorme d'argent noir qui permet à l'économie turque de survivre et de croître malgré des taux d'inflation de l'ordre de 80% à 90%. Selon les experts, la Turquie est

devenue une véritable " lessiveuse " de l'argent noir.

"La Turquie est le seul État membre de l'OCDE à ne pas appliquer les mesures décidées par cet organisme pour empêcher le blanchiment de l'argent noir et les organisations criminelles comme la mafia" vient de rappeler avec amertume M. Fernando Carpentieri, président de Financial Action Task Force de cet organisme regroupant 26 États. "Cette situation ne peut durer encore longtemps et nous accordons aux autorités turques jusqu'au mois de septembre pour promulguer la législation nécessaire afin de se conformer aux normes de l'OCDE pour lutter le blanchiment de l'argent noir, sinon ce pays pourrait faire face à la réaction potentiellement destructive de la communauté bancaire mondiale" a averti ce responsable à l'issue d'une réunion tenue le 17 juin à Rome, qui a ajouté: "Si des pas accélérés ne sont pas faits dans ce sens nous pourrions donner des consignes aux banques des pays membres de prêter une attention spéciale à toutes les relations d'affaires et à tous les transferts avec la Turquie"

Plusieurs organismes internationaux avaient déjà qualifié ce pays de "paradis

Le 19 juin, la chaîne de télévision allemande ARD a consacré son émission "Kontraste" à cette *Turkish connection* désormais de notoriété internationale. Les journalistes ont rappelé les informations déjà connues et étayées par des sources judiciaires sur la participation de l'État turc au trafic international de trafic de stupéfiants. "Tous les deux ou trois mois la police turque fait état de saisies de 800kg ou une tonne d'héroïne. Mais cette drogue n'est jamais détruite. Elle est commercialisée par l'État turc pour financer ses opérations contre le PKK" a affirmé le journaliste qui a désigné la Direction Générale de la Sûreté turque comme "le siège de la mafia de drogue". "Le chiffre d'affaires de l'héroïne d'origine turque pour le seul marché allemand est estimé à un milliard de marks par an. Comble d'ironie, notre gouvernement accorde aussi chaque année une somme de 5 millions de marks à la police turque pour combattre ce trafic de drogue", a commenté le présentateur de l'émission. Selon ce dernier, les autorités allemandes sont parfaitement au courant de l'implication du gouvernement turc dans ce trafic mais "pour des raisons diplomatiques Bonn préfère se taire". Un ancien responsable des services secrets allemands (BND), M. Erich Schmidt

Eenbohm a confirmé ce pont de vue: "En vérité, le BND informe parfaitement le gouvernement au sujet de l'implication du gouvernement et des services secrets turcs dans l'organisation des gangs et des trafiquants d'héroïne. Mais à cause du caractère sensible pour sa politique

étrangère le gouvernement allemand évite de dire directement cela à Ankara". L'émission s'est terminée avec une image de Tansu Çiller scrutant avec des jumelles l'héroïne accompagnée de ce mot de la fin du présentateur: "L'argent même s'il est sale ne pue pas. C'est pourquoi lorsque

Madame Tansu Çiller apparaît tantôt comme Premier ministre, tantôt comme ministre des Affaires étrangères, Bonn ne sent pas son odeur. Et quand l'odeur dégagée pue vraiment fort, comme l'OTAN a besoin de la Turquie, le ministre des Affaires étrangères Klaus Kinkel se bouche le nez".

## LA COUR DE SÛRETÉ DE L'ÉTAT D'ANKARA CONDAMNE 31 DIRIGEANTS DU PARTI PRO-KURDE HADEP À DES PEINES DE PRISON



ARRÊTÉS à la suite du 2ème congrès de leur parti, tenu le 23 juin 1996, le président du parti pro-kurde HADEP, Murat Bozlak, ainsi que douze autres dirigeants de ce parti avaient été remis en liberté provisoire le 14 avril dernier. Ce dénouement intervenait quelques jours après les aveux d'un provocateur de police, Murat Ipek, qui lors de ce congrès avait, sur les instructions de ses chefs, décroché le drapeau turc et accroché le drapeau du PKK. Mais la Cour de sûreté d'État d'Ankara a fait une autre lecture de ces événements et a condamné à 6 ans Murat Bozlak

président du HADEP et Hikmet Fidan, président de séance lors de l'incident; 29 autres dirigeants, sur les 47 prévenus, ont écopé, le mercredi 4 juin, des peines de prison de 4 ans et 6 mois tandis que 14 autres ont été acquittés et le procès d'un autre membre se poursuivait devant une autre Cour. Un prévenu, Faysal Akçan, accusé d'avoir décroché le drapeau turc a été condamné à 22, 5 ans de prison! "Un lien étroit entre HADEP et le parti terroriste illégal le PKK a été découvert" a déclaré à la Cour le juge Orhan Karadeniz et demandé à la Cour de cassation d'engager la procédure d'interdiction du HADEP. L'avocat du

HADEP, Me Yusuf Alatas, a pour sa part déclaré à la presse que "c'est un procès complètement politique" et que "la Cour n'a pas porté un regard juridique sur l'affaire".

Condamner un jeune à 22,5 ans de prison parce qu'il aurait décroché un drapeau turc et 29 dirigeants d'un parti légal à de lourdes peines de prison alors qu'ils avaient fermement condamné cet acte, la justice turque a assurément perdu le sens de la mesure et la passion ultra-nationaliste qui l'égare inquiète les alliés occidentaux d'Ankara en peine d'expliquer de telles outrances.

### AINSI QUE...

• BILAN DES DROITS DE L'HOMME EN MAI. Selon le bilan mensuel établi par l'Association des droits de l'homme (IHD), rendu public le 18 juin, en mai 11 civils ont été tués par des escadrons de la mort, 6 autres sont morts sous la torture ou à la suite d'exécutions extrajudiciaires, 1559 citoyens ont été gardés à vue et 387 d'entre eux ont été écroués au cours de mois; 23 livres ont été saisis, 11 associations, syndicats et

publications ont été interdits. Selon ce bilan, le nombre de prisonniers d'opinion actuellement détenus dans les prisons turques est 150.

En mai, pour la première fois depuis des années aucun village kurde n'a été évacué relève le rapport. Car tous les villages dont l'évacuation avait été programmée par l'armée ont été soit déjà évacués, soit les villageois, sous la

pression des militaires, ont accepté de faire partie des milices pro-gouvernementales afin de sauver leurs maisons. Ironisant sur les "briefings" donnés par les militaires aux juges, procureurs et journalistes pour endiguer, selon les généraux, "le danger fondamentaliste", le président de l'IHD, Akin Birdal, s'est demandé pourquoi ils ne donnaient pas un "briefing" sur les droits de l'homme. Il a, par ailleurs, ajouté que ces "briefings" étaient illégaux et antidémocratiques et qu'en cas d'élections législatives anticipées, la loi électorale doit être

amendée pour baisser le barrage de 10% au niveau national, requis pour pouvoir avoir des sièges au Parlement, afin que la population kurde puisse envoyer ses propres représentants au Parlement. La refonte des registres électoraux est également indispensable en raison des déplacements massifs de population ces dernières années.

Par ailleurs, à Londres, Amnesty International a publié son rapport annuel. La section de ce rapport consacrée à la Turquie détaille en 4 pages les principales violations des droits de l'homme perpétrées au cours de l'année écoulée en Turquie. Selon cette organisation humanitaire, des centaines de personnes ont été arrêtées; pour délit d'opinion. La plupart ont été rapidement libérées, mais d'autres ont été condamnées à des peines d'emprisonnement. Comme les années précédentes, le recours à la torture était systématique: au moins 25 personnes sont mortes en détention. Vingt-trois personnes ont "disparu" après avoir été arrêtées par les forces de sécurité. De très nombreuses personnes ont été tuées dans le Sud-Est kurde, dans des circonstances laissant à penser qu'elles avaient été exécutées de manière extrajudiciaire par des membres des forces de sécurité. Quatorze prisonniers ont été condamnés à mort au cours de l'année. On peut, par ailleurs, lire dans le rapport que "Comme les années précédentes, l'article 8 de la loi antiterroriste, qui réprime "la propagande séparatiste", a été utilisé pour poursuivre et emprisonner des personnes qui avaient exprimé leurs opinions sans recourir à la violence". " Les articles 168, 169 et 312 du Code pénal ont été utilisés pour poursuivre des écrivains, des journalistes et des militants politiques qui critiquaient la politique gouvernementale dans le Sud-Est. Des

défenseurs des droits de l'homme ont été jugés sur la base d'accusations, manifestement mensongères, d'appartenance ou de soutien à des groupes armés" relève encore le rapport.

• INTERDICTION DE PLUSIEURS SECTIONS DE L'ASSOCIATION DES DROITS DE L'HOMME. Le président de la section de Diyarbakir de l'Association des droits de l'homme de Turquie (IHD), Mahmut Sakar, ainsi que quatre de ses collaborateurs, ont été arrêtés par la police, le 22 mai. Immédiatement après leur arrestation, le responsable des régions du Sud-Est d'IHD, Vedat Çetin, a été lui aussi arrêté. Après 24h de garde-à-voir ces responsables ont été libérés mais la police a apposé des scellés sur les locaux de l'association qui restera fermée pour une durée indéterminée comme la quasi-totalité des branches de l'IHD dans les provinces kurdes. La Fédération internationale des ligues des droits de l'homme "condamne fermement" cette arrestation dans un communiqué, daté du 23 mai, et affirme que "le harcèlement, notamment judiciaire, à l'encontre des responsables de l'une des principales organisations de défense des droits de l'homme en Turquie franchit à nouveau un palier extrêmement critique". L'organisation appelle, en outre, "tout particulièrement les pays européens à rappeler avec vigueur Ankara ses obligations internationales en matière des droits de l'homme".

Le 4 juin la section de Malatya a également été interdite, suivie par celle d'Urfa. Le 18 juin, la préfecture d'Izmir a décidé, d'interdire la branche locale de l'IHD dans cette ville, créée il y a dix ans, pour possession de "publications illégales". Lors de la descente de la

police sans autorisation de perquisition, dans les locaux de l'association, les policiers ont saisi l'ouvrage "Panorama des droits de l'homme en Turquie" publié par la branche d'Ankara d'IHD sous prétexte que cet ouvrage est interdit. Le lendemain, des policiers de la section de sûreté de la préfecture d'Izmir ont notifié la décision de fermeture à l'association et l'ont mise sous scellé. Izmir, situé sur la côte égéenne, est par le nombre des habitants la troisième métropole turque après Istanbul et Ankara. Près d'un million de Kurdes déplacés s'y sont installés ces dernières années.

Le 28 juin, l'organisation de défense des droits de l'homme américain *Human Rights Watch* (HRW), a adressé une lettre de protestation au Premier ministre sortant N. Erdogan. Contre l'interdiction de plusieurs sections l'IHD. Le directeur exécutif de HRW, Holly Cartner, déclare que "la fermeture des bureaux de l'IHD contrevient aux règles internationalement reconnues permettant d'exprimer librement des critiques à l'égard de la politique gouvernementale tant en ce qui concerne les droits de l'homme que la population kurde de Turquie". HRW a dénoncé dans la même lettre l'arrestation, le 7 juin dernier, de 49 personnes parmi les gens qui manifestaient pacifiquement devant l'ambassade américaine protestant contre le soutien de Washington aux opérations militaires turques dans le Kurdistan irakien.

• JOSÉ RAMOS-HORTA, LAURÉAT DU PRIX NOBEL DE LA PAIX 96, LANCE UN APPEL POUR LA LIBÉRATION DE MME. ZANA. Lors d'une réception donnée par Washington Law Firm, le 28 mai, en l'honneur du dernier lauréat du Prix Nobel de la paix,

Jose Ramos-Horta, du Timor oriental, celui-ci a lancé un appel en faveur de la libération de Mme. Leyla Zana, elle-même deux fois candidate favorite du même Prix. Décivant l'oppression turque à l'égard de sa minorité kurde comme "moralement inacceptable et stratégiquement erronée", le lauréat du Prix Nobel a déclaré que "Leyla Zana mène un combat pour la sauvegarde d'une culture et d'une civilisation millénaires par des moyens pacifiques" et a demandé aux États-Unis de faire pression sur la Turquie pour exiger sa libération et de celle de tous les autres prisonniers politiques dans ce pays et que c'était "un minimum de ce que les États-Unis devaient faire". Dénonçant la Realpolitik appliquée par les grandes puissances, José Ramos-Horta a indiqué que le peuple kurde est "un peuple qui a pratiquement été trahi par toutes les grandes puissances du monde" avant d'ajouter que les ventes d'armes par celles-ci dans le contexte actuel à la Turquie "est extrêmement dangereux". Il a par ailleurs comparé la lutte du peuple kurde pour ses droits nationaux à celle du Timor Oriental en Indonésie et à celle des Tibétains en Chine.

De son côté, dans ses émissions de soirée du jeudi 12 juin, la chaîne américaine CNN a diffusé une image de Leyla Zana avec cette question "Vous souvenez-vous d'elle?" Puis dans la réponse, le commentateur a rappelé que "cette première femme député kurde se trouve depuis plus de trois ans en prison à Ankara pour sa défense des droits de l'homme et des Kurdes. Elle est condamnée à 15 ans de prison".

Par ailleurs, le 16 juin, l'un des collègues de Leyla Zana, l'ex-député kurde Hatip Dicle déjà en prison et condamné à 15 ans, vient à été condamné à une nouvelle peine de 4

mois de prison par la Cour de sûreté de l'État d'Ankara. La Cour reproche à H. Dicle une lettre de solidarité adressé par celui-ci aux prisonniers politiques en grève de la faim dans la prison de Çankiri la qualifiant de "provocation à la haine raciale et à la violence". M. Dicle s'est défendu devant la Cour, par l'intermédiaire de son avocat, qu'il n'a fait qu'exercer son droit dans le cadre de la "liberté d'expression".

Le 20 juin, la Cour de Sûreté de l'État de Diyarbakir a condamné à un an de prison Munir Ceylan, ancien président du syndicat des ouvriers du pétrole, Petrol-Is, pour un discours prononcé lors du 11ème congrès de la section de Batman de son syndicat pour "incitation à la haine raciale et à la violence". Le directeur de la publication du Journal de Batman, qui a publié le texte de ce discours a été condamné à 2 ans de prison ferme et à une amende de 600 000 LT.

• LE QUOTIDIEN DEMOKRASI SUSPENDU POUR UN MOIS. La cour de Sûreté de l'État n°1 d'Istanbul a suspendu pour un mois la parution de Demokrasi, l'unique quotidien pro-kurde de Turquie. Cette décision est entrée en vigueur le 3 mai. Héritier du quotidien *Özgür Gündem* dont les locaux avaient été détruits par la police avant qu'il ne soit interdit définitivement, *Demokrasi*, objet de tracasseries et de menaces incessantes de la part des autorités, était devenu un lieu d'expression critique pour des journalistes kurdes et turcs. Dans cette période de crise politique aiguë et du déballage des crimes des mafias et des polices parallèles, nombre de repentis et de dissidents, interdits d'expression dans les grands média turcs contrôlés par la cellule presse de l'état-major des armées, faisaient régulièrement des révélations très dérangeantes pour les

autorités. C'est la raison principale de sa suspension sous l'habituel prétexte de "propagande séparatiste". Depuis 1992, la justice turque a interdit les quotidiens *Özgür Gündem*, *Özgür Ülke* et *Yeni politika*.

La veille de cette suspension, le 2 mai à Istanbul un groupe de quelque 50 assaillants a fait irruption dans les studios d'une chaîne de télévision privée, *Flash TV*, où ils ont brutalisé les journalistes, ont tiré en l'air et ont endommagé l'équipement.

Les assaillants, qui ont pris la fuite après l'attaque, sont liés au Parti de la juste voie (DYP, droite) du ministre turc des Affaires étrangères, Tansu Çiller, a déclaré l'AFP, un dirigeant de cette chaîne, Nazmi Baran. Il a déclaré avoir reçu plusieurs menaces de la part du DYP après les propos du mafieu, Alaatin Cakici, qui accusait le mari de Mme Çiller, Ozer Çiller, d'avoir obtenu un pot-de-vin de 20 millions de dollars pour avoir joué de son influence lors de la privatisation de la Banque Turquie Commerciale (TTB). Le mafieu qui a participé au programme télévisé en direct est officiellement recherché par la police pour implication dans des scandales politico-financiers et pour l'instigation de plusieurs meurtres.

• L'ALLEMAGNE ANNULE UN CRÉDIT DE 400 MILLIONS DE MARKS PRÉVU POUR LA TURQUIE. L'organisme public allemand de garantie de crédits à l'exportation, HERMES, a annoncé le 17 juin qu'il avait annulé un crédit de 400 millions de DM à long terme et à bas taux prévu dans son budget 1997 pour soutenir les exportations vers la Turquie. Cette annulation est motivée par "les risques élevés et l'incertitude que présente ce pays". La décision prise au cours de la réunion du 21 mai du conseil d'administration de HERMES

a été communiquée avec trois semaines de retard afin de laisser aux autorités turques le temps de prendre leurs dispositions. Ankara a qualifié cette décision de "choquante" et craint qu'elle n'incite d'autres institutions financières à adopter une position similaire.

• **AU KURDISTAN DE TURQUIE UN HABITANT SUR TROIS VIT EN DESSOUS DU SEUIL DE LA PAUVRETÉ.** A l'initiative du Fonds de développement des Nations-unies (PNUD) et la fondation turque des études sociales et économiques (TESEV), un sommet sur la pauvreté s'est tenue à Diyarbakir du 30 mai au 1er juin. Ont également pris part à cette réunion des dirigeants régionaux, des hommes d'affaires et des universitaires ainsi que 35 organisations de la société civile ont également été invitées. Le choix de la ville de Diyarbakir pour tenir cette réunion, unique dans son genre en Turquie, est symbolique pour mettre l'accent sur le rôle que devrait jouer les organisations de la société civile et ne plus laisser l'initiative aux seuls militaires, a notamment déclaré l'influent homme d'affaires Ishak Alaton. Il a, en outre, incité les politiciens du pays à trouver un cadre juridique pour ramener la paix dans la région et a encouragé les hommes d'affaires à y investir. Ces hommes d'affaires doivent, par ailleurs, bénéficier des réductions fiscales de la part de l'État pour une période de dix ans, a-t-il ajouté. Prenant la mesure de la gravité de la situation dans le Sud-Est kurde de la Turquie, le PNUD a décidé de mettre sur pied un programme de développement à long terme dans la région et de s'y faire représenter par un représentant permanent en la personne de Paul Von Haswick de Jonge, siégeant à Diyarbakir. Ce dernier a affirmé que

1,4% de la population turque vivant dans l'ouest de la Turquie vivent en dessous du seuil de la pauvreté tandis que ce chiffre s'élève à 30% dans les villes à majorité kurde. En se basant sur les données d'un rapport concernant le développement économique en Turquie, il a indiqué que les villes affichant les plus bas indices de développement sont situées dans l'Est et le Sud-Est du pays.

• **QUELQUES CHIFFRES SUR LE GOULAG TURC.** La Fédération internationale des Commissions de Helsinki, un consortium d'ONG de défense de droits de l'homme ayant des sections à travers le monde, a dressé, dans un rapport rendu public le 19 juin 1997, un tableau en quelques chiffres sur le monde pénitentiaire turc. A la fin de 1995 il y avait 49 705 prisonniers en Turquie dont 8751 prisonniers politiques. Seulement 124 des 650 prisons turques disposent d'une infirmerie et d'un façon générale d'un médecin par prison. Les prisons sont toutefois dépourvues de service d'urgence et d'un service médical à plein temps dans un monde pénitentiaire, ou on assiste à des grèves de la faim à répétition (en 1996 douze prisonniers politiques ont décédé à la suite d'une grève de la faim). Selon les chiffres donnés par le ministère de la justice en 1995, le gouvernement dépense 22500 livres par prisonnier et par jour, ce qui représente en Turquie le prix d'un pain! Lors des transferts des prisonniers vers les hôpitaux, les tribunaux ou vers d'autres prisons, les prisonniers sont enchaînés. Les restrictions des visites des familles et des avocats des prisonniers sont fréquentes. Dans ce rapport on également relève quelques chiffres concernant la destruction et l'évacuation par l'armée des villages

dans les provinces kurdes. Le rapport cite le Super-gouverneur de la région soumise aux lois d'urgence, Necati Bilican, qui dans un briefing donné, le 26 mai 1996, a déclaré que "706 villages ont complètement été évacués (détruits, corrige le rapport); 212 partiellement détruits; 1592 hameaux ont complètement été évacués et 175 partiellement". Un total de 2685 villages et hameaux ont complètement ou partiellement été évacués et détruits, selon ce bilan officiel datant d'il y a un an.

• **COOPÉRATION MILITAIRE RENFORCÉE ENTRE LA FRANCE ET LA TURQUIE.** La Turquie vise de plus en plus à se rendre sinon "autonome" en matière d'industrie d'armement du moins à fabriquer chez elle ce dont elle a besoin avec l'aide des compagnies américaines et européennes. C'est dans ce cadre que le vice-chef d'état-major des armées turques, le général Cevik Bir, a invité le président de la Direction générale de l'industrie militaire française, Jean-Yves Helmer, le lundi 30 juin. Le général turc a indiqué que des projets sont à l'étude pour la modernisation des forces armées turques pour les 15 à 20 années prochaines. Français et Turcs se sont mis d'accord sur les projets concernant les hélicoptères et les chars et d'autres projets pourraient encore aboutir. Le premier conseiller du Premier ministre, Sedat Celikdogan, a déclaré que "*les chars français Leclerc seront produits en Turquie*" que c'était le fruit d'un voyage effectué la semaine dernière en France d'une délégation militaire turque. Notons qu'une importante part du marché de l'industrie lourde en Turquie est également contrôlée par les militaires que des projets portant sur la vente de satellites de communication par la compagnie française Alstom à des sociétés proches des militaires ont également été conclus.

## LA REVUE DE PRESSE EN BREF

LA DÉLÉGATION DE L'OSCE AFFIRME QUE LES DÉPUTÉS EMPRISONNÉS DU DEP n'ont pas de " demandes particulières à formuler ". (*Turkish Daily News*, 1er mai 1997), p.1.

LES ÉTATS-UNIS ESPÈRENT ACTIVER LE PROCESSUS D'ANKARA alors que les combats inter-Kurdes ont repris. (*Turkish Daily News*, 1er mai 1997), p.2.

L'IRAN DÉCLARE QUE TOUS LES AMBASSADEURS EUROPÉENS PEUVENT RETOURNER SAUF CELUI DE BONN. (*Turkish Daily News*, 1er mai 1997), p.2.

L'AMBASSADEUR DANOIS N'EST PAS PERSONA NON GRATA À TÉHÉRAN, selon l'ambassade d'Iran à La Haye. (*A.F.P.*, 1er mai 1997), p.3.

M. KINKEL SE FÉLICITE DE LA " SOLIDARITÉ EUROPÉENNE ". (*A.F.P.*, 1er mai 1997), p.4.

VOYAGE DANS UN PAYS OCCUPÉ. (*Pogrom*, mai-juin 1997), p.5-9.

LES ÉTATS-UNIS: " LE DIALOGUE AVEC LES TERRORISTES EST PARFOIS NÉCESSAIRE ". (*Turkish Daily News*, 2 mai 1997), p.10-11.

LES OPÉRATIONS MILITAIRES S'INTENSIFIENT À TUNCELI. (*Turkish Daily News*, 2 mai 1997), p.11.

LA TURQUIE DEMANDE À LA RUSSIE DE METTRE FIN AUX ACTIVITÉS DU PKK À MOSCOU. (*Turkish Daily News*, 2 mai 1997), p.11.

L'EUROPE GÈLE LE " DIALOGUE CRITIQUE " AVEC L'IRAN MAIS NE

PREND PAS DE SANCTIONS ÉCONOMIQUES. — Les ambassadeurs des Quinze vont retourner à Téhéran. (*Le Monde*, 2 mai 1997), p.12.

DANIELLE MITTERRAND EN TURQUIE LA SEMAINE PROCHAINE. (*A.F.P.*, 2 mai 1997), p.13.

42 REBELLES KURDES ET SEPT MEMBRES DES FORCES DE SÉCURITÉ TUÉS DANS LE SUD-EST. (*A.F.P.*, 3 mai 1997), p.13-14.

IHD (association turque des droits de l'homme) ORGANISE UNE CONFÉRENCE DE PAIX LES 8 ET 9 MAI. (*Turkish Daily News*, 3 mai 1997), p.15.

NOUVEAU REBONDISSEMENTS DANS L'ASSASSINAT DES KURDES EN AUTRICHE APRÈS LE PROCÈS DE MYKONOS. (*Turkish Daily News*, 3 mai 1997), p.16-17.

LES TROUPES TURQUES TUENT 42 REBELLES KURDES. (*Associated Press*, 3 mai 1997), p.18.

17 IRAKIENS MORTS NOYÉS ALORS QU'ILS ESSAYAIENT DE REJOINDRE LA GRÈCE. (*Associated Press*, 4 mai 1997), p.19.

POUVONS-NOUS TOLÉRER CET ÉTAT DE NON-DROIT ? (*Turkish Daily News*, 5 mai 1997), p.20.

L'IHD VA POURSUIVRE LE GOUVERNEUR D'ANKARA EN JUSTICE POUR SA DÉCISION D'INTERDIRE LA CONFÉRENCE DE LA PAIX. (*Turkish Daily News*, 5 mai 1997), p.21.

L'IRAK DÉCLARE QUE L'EAU A ÉTÉ COUPÉE DANS LA RÉGION SOUS CONTRÔLE KURDE. (*Turkish Daily News*, 6 mai 1997), p.21.

L'IMMUNITÉ PARLEMENTAIRE DE DEUX DÉPUTÉS DE MME ÇILLER CONTESTÉE. (*A.F.P.*, 6 mai 1997), p.22.

LA TURQUIE INTERDIT LA CONFÉRENCE DE PAIX. (*Upsala Nya Tidning; Arbetet Nyheterana*, 7 mai 1997), p.23.

NO MAN'S LAND!- PREMIER FILM EN LANGUE KURDE, " BEKO " LEVE LE VOILE SUR UN DRAME ETHNIQUE QUI NE DATE PAS D'HIER. (*Nova Magazine*, mai 1997), p.23.

NOUVELLES NÉGOCIATIONS ENTRE LES DEUX FACTIONS KURDES À ANKARA. (*Reuter*, 7 mai 1997), p.24.

PLUS DE 100 PERSONNES ONT ÉTÉ TUÉES DANS LES COMBATS DANS LE SUD-EST DE LA TURQUIE. (*Reuter*, 7 mai 1997), p.25.

LE GOUVERNEMENT TURC CHOISIT DE SE BOUCHER LES YEUX ET LES OREILLES. (*Mrap*, 7 mai 1997), p.26.

UN SYMPOSIUM SUR LES LIENS ENTRE L'ÉTAT ET LES GANGS EN TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 8 mai 1997), p.27-28.

LA RUSSIE PEU DISPOSÉE À PRENDRE DES MESURES CONTRE LA MENACE DU PKK. (*Turkish Daily News*, 8 mai 1997), p.28.

L'ALLIANCE TURCO-ISRAËLIÈNE DÉSÉQUILIBRE-T-ELLE OU BIEN MODIFIE-T-ELLE LES RAPPORTS DE FORCE ? (*Turkish Daily News*, 8 mai 1997), p.29-30.

29 REBELLES KURDES TUÉS DANS LE SUD-EST. (A.F.P., 8 mai 1997), p.30.

DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE: LES SAMEDIS DE GALATASARAY. - La Turquie vit une situation politique extrêmement tourmentée. Dans ce pays où sévit la torture et les " disparitions " inexpliquées, les mères bravent, depuis cent samedis, en silence et sereines, les forces de l'ordre. (l'Humanité, 14 mai 1997), p.31.

LES DERNIERS CHRÉTIENS D'ANATOLIE. Victime de brimades, la communauté syriaque du sud-est de la Turquie a rétréci comme peau de chagrin. (Le Figaro, 8 mai 1997), p.32-33.

ARRESTATION DE 41 RÉFUGIÉS IRAKIENS TENTANT D'ENTRER CLANDESTINEMENT EN GRÈCE. (A.F.P., 8 mai 1997), p.33.

L'APPEL DE DANIELLE MITTERRAND AUX FUTURS ÉLUS FRANÇAIS. — A la suite de l'interdiction par les autorités turques de la tenue à Ankara d'une conférence sur la paix, à laquelle elle a été invitée, la présidente de France-Libertés exprime son indignation dans une interview à " l'Humanité ". (l'Humanité, 8 mai 1997), p.34.

MADAME MITTERRAND EST UN OBSTACLE DANS LES RELATIONS DIPLOMATIQUES TURCO-FRANÇAISES. (Turkish Daily News, 9 mai 1997), p.35.

MOYEN-ORIENT: LA SYRIE ET L'IRAN DISCUTENT " LES MENACES CROISSANTES À LA PAIX ". (Turkish Daily News, 9 mai 1997), p.36.

SOUTIEN DE L'EUROPE À LA CONFÉRENCE DE LA PAIX

D'ANKARA. (Radikal, 9 mai 1997), p.37.

LE " COUP RATÉ " DE LA CIA EN IRAK EST UNE DÉFAITE INÉGALÉE DANS L'HISTOIRE DE L'AGENCE (CIA). (International Herald Tribune, 9 mai 1997), p.38.

SADDAM POURRAIT ATTAQUER DE NOUVEAU AFFIRMENT LES KURDES. (Washington Post, 9 mai 1997), p.39-40.

LE VERDICT DU TRIBUNAL ALLEMAND CONCERNANT ÇILLER EST " SANS FONDAMENT ". (Turkish Daily News, 10 mai 1997), p.40.

DANS L'AFFAIRE DE HADep LE VERDICT SERA RENDU FIN JUIN. (Turkish Daily News, 10 mai 1997), p.41.

L'ACCÈS À LA MER CASPIENNE EST CRUCIAL POUR L'OCCIDENT. (International Herald Tribune, 10-11 mai 1997), p.42.

LA TURQUIE NE PERMETTRA PAS LA CRÉATION D'UN ÉTAT KURDE, déclare le président du Parlement turc, Mustafa Kalemli. (Turkish Daily News, 12 mai 1997), p.42.

CINQ HOMMES EN LIBERTÉ TRÈS PROVISOIRE. Yol : Yılmaz Güney a refait ce long métrage tourné par son assistant Serif Gören alors qu'il était lui-même incarcéré. (Le Monde, 12 mai; Libération, 16 mai 1997), p.43, 82.

UN GROUPE TURCO-KURDE VISE A DONNER UNE APPROCHE À LA QUESTION DU SUD-EST. (Turkish Daily News, 12 mai 1997), p.44-47.

DES RÉFUGIÉS KURDES IRAKIENS EMPRISONNÉS AUX ÉTATS-UNIS. —

Les Irakiens qui ont collaboré avec la CIA dans leur complot contre Saddam sont arrêtés aux États-Unis. (Turkish Daily News, International Herald Tribune, 12 mai 1997), p.48, 49.

SIGNATURE D'UN CONTRAT GAZIER ENTRE LA TURQUIE ET L'IRAK. (Turkish Daily News, 12 mai 1997), p.48.

LE RAPPROCHEMENT ENTRE ISRAËL ET LA TURQUIE INQUIÈTE FORTEMENT LES PAYS ARABES. (Le Monde, 13 mai 1997), p.50.

TRENTE REBELLES KURDES TUÉS PAR LES FORCES TURQUES. (A.F.P., 12 mai 1997), p.51.

UNE INITIATIVE POUR UN LOBBY KURDE AUX ÉTATS-UNIS. (Turkish Daily News, 13 mai 1997), p.52.

LA REPRISE DES NÉGOCIATIONS DE PAIX POUR LE NORD DE L'IRAK. — L'Irak et la Turquie dénoncent l'embargo imposé par l'ONU. (Turkish Daily News, 13 mai 1997), p.53.

GENÈSE DE LA QUESTION KURDE. / Livre: L'émergence des États, au Moyen-Orient, s'est opérée au détriment des Kurdes. — Hamit Bozarslan, " La Question kurde. États et minorités au Moyen-Orient ", Presse de Sciences-Po, 384 pp. (Libération, 13 mai 1997), p.54.

DES AVIONS TURCS BOMBARDENT DES POSITIONS KURDES DANS LE NORD DE L'IRAK. (A.F.P., 12 mai 1997), p.55.

ATTAQUE D'UN EXTRÉMISTE CONTRE LE JOURNAL HÜRRIYET. (A.F.P., 12 mai 1997), p.55.

UN INSTITUT DE RECHERCHE

- PUBLIE UN RAPPORT .. CONCERNANT LE TERRORISME. (*Turkish Daily News*, 14 mai 1997), p.56.
- L'AFFAIRE DES DÉPUTÉS KURDES DEVANT LA COUR EUROPÉENNE. (*Turkish Daily News*, 14 mai 1997), p.57.
- LES KURDES IRAKIENS SE RENCONTRENT AUJOURD'HUI À ANKARA. (*Turkish Daily News*, 14 mai 1997), p.57.
- ANKARA MENACE D'ACHETER DES ARMES AILLEURS QU'ÀUX ÉTATS-UNIS. (*Gamk*, 14 mai 1997), p.58-59.
- EMBARGO, DE L'ERREUR AU CRIME. (*Le Monde*, 14 mai 1997), p.59.
- ÇILLER: " PAS DE NOUVEAU MUR ENTRE L'EUROPE ET ANKARA ".- Un entretien avec le ministre des Affaires étrangères turc. (*Le Figaro*, 14 mai 1997), p.60.
- NOUVELLE OFFENSIVE TURQUE AU NORD DE L'IRAK. — Cette opération vise les bases des rebelles kurdes situées à la frontière. (*Libération*, 15 mai 1997), p.61.
- DANS LES HÔPITAUX IRAKIENS RAVAGÉS PAR L'EMBARGO DE L'ONU. — La résolution " Pétrole contre nourriture " n'a qu'à peine soulagé la population, toujours soumis à des sanctions vieilles de sept ans qui épargnent le régime et ne l'ont aucunement déstabilisé. — LE DIFFICILES RELATIONS ENTRE BAGDAD ET LES ONG. — L'ONU JUGE " BONNE " LA COOPÉRATION AVEC BAGDAD. (*Le Monde*, 14 mai; *Le Monde*, 15 mai 1997), p.62-63, 66.
- LES TROUPES TURQUES POURSUIVENT LES REBELLES KURDES EN IRAK. (*International Herald Tribune*, 15 mai 1997), p.64.
- YACHAR KEMAL LAURÉAT DU PRIX DE LA PAIX DES LIBRAIRES ALLEMANDS. (*A.F.P.*, 15 mai 1997), p.65.
- DÉFIANT LES TABOUS: UN FILM CHOC SUR LA RÉBELLION KURDE. — Un rayon de lumière courageux sur la guerre dans l'est de la Turquie. (*International Herald Tribune*, 16 mai 1997), p.67-68.
- SUR FOND DE COMBAT INTER-KURDES LES TURCS ENTRENT DANS LE NORD DE L'IRAK. (*International Herald Tribune*, 16 mai 1997), p.68.
- LES ALLEMANDS NE POURSUIVront PAS EN JUSTICE LES DIRIGEANTS IRANIENS IMPLIQUÉS DANS L'ASSASSINAT DE KURDES. (*International Herald Tribune*, 16 mai 1997), p.68.
- L'ARMÉE TURQUE A LANCÉ UNE OPÉRATION DANS LE NORD DE L'IRAK. (*Le Monde*, 16 mai 1997), p.69.
- NOUVELLE INTERVENTION MILITAIRE TURQUE AU KURDISTAN IRAKIEN. (*Gamk*, 16 mai 1997), p.70.
- L'OPPOSITION SOUMET UNE MOTION DE CENSURE. (*International Herald Tribune*, 17-18 mai 1997), p.70.
- LA POLITIQUE BRITANNIQUE CONCERNANT LE NORD DE L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 17 mai 1997), p.71.
- LES MILITAIRES ATTAQUENT LES CAMPS DU PKK, TUANT 90 REBELLES, DANS LE NORD DE L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 17 mai 1997), p.71-72.
- L'UPK " CLARIFIERA SA POSITION " DANS LE PROCESSUS DE PAIX D'ANKARA. (*Turkish Daily News*, 17 mai 1997), p.72-73.
- LES DOCUMENTS CONCERNANT LES ARMES IRAKIENNES EN POSSESSION DE L'ONU RESTERONT TOP-SECRETS. (*Turkish Daily News*, 18 mai 1997), p.73.
- LES TROUPES TURQUES ENTRENT EN PROFONDEUR DANS LE NORD DE L'IRAK DANS LEURS POURSUITES DES MILITANTS DU PKK. — Le président iranien déclare que les États-Unis ne peuvent s'opposer au contrat gazier. (*Turkish Daily News*, 18 mai 1997), p.74-75.
- UN SUPER COBRA TURC S'ÉCRASE AU NORD DE L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 19 mai 1997), p.75-76.
- ACHARNEMENT TURC EN IRAK DU NORD. — 998 " rebelles " kurdes du PKK auraient été tués. (*Libération*, 19 mai 1997), p.76.
- ANKARA DÉTERMINÉ À ANÉANTIR LES REBELLES DANS LE NORD DE L'IRAK. (*International Herald Tribune*, 19 mai 1997), p.77.
- LA FERVEUR CORANIQUE SECOUE LES FONDATIONS LAÏQUES DE LA TURQUIE. (*International Herald Tribune*, 19 mai 1997), p.78.
- LE BILAN DES COMBATS DANS LE NORD DE L'IRAK S'ALOURDIT ALORS QUE LE PKK BLOQUE LA ROUTE MARDIN-SIRNAK. (*Turkish Daily News*, 20 mai 1997), p.79.
- IRAK: RENFORTS TURCS ET

**MASSACRES DE KURDES.**  
(*l'Humanité*, 19 mai 1997), p.80.

**ANKARA AFFIRME AVOIR TUÉ 998 COMBATTANTS KURDES EN IRAK.**  
(*Le Monde*, 20 mai 1997), p.80.

**LE COLLECTIF DE SOUTIEN AU PEUPLE KURDE DEMANDE DE FAIRE PRESSION SUR LES TURCS.**  
(*Ouest-France*, 20 mai 1997), p.80.

**LES MILITAIRES TUENT " 1300 TERRORISTES " ET LES COMBATS ENTRE LE PKK ET LE PDK FONT RAGE DANS LE NORD DE L'IRAK.**  
(*Turkish Daily News*, 21 mai 1997), p.81.

**ANKARA S'ÉLOIGNE DE L'EUROPE.**  
(*Le Monde*, 21 mai 1997), p.82.

**L'ARMÉE TURQUE AFFIRME AVOIR PRIS LE CONTRÔLE DU QG KURDE EN IRAK.** (*A.F.P.*, 21 mai 1997), p.83.

**L'UPK CRITIQUE À MOTS COUVERTS L'OFFENSIVE TURQUE CONTRE LE PKK.** (*A.F.P.*, 21 mai 1997), p.84.

**LES REBELLES KURDES MÈNENT DES REPRÉSAILLES EN TURQUIE.**  
(*CNN Interactive*, 19 mai 1997), p.85.

**LE NOUVEAU PARTI KURDE CHERCHE DES SOUTIENS EN SUÈDE.**(*Svenska Dagbladet*, 21 mai 1997), p.86.

**LA TURQUIE A L'INTENTION DE RESTER AU NORD DE L'IRAK JUSQU'EN AOÛT.** (*Turkish Daily News*, 22 mai 1997), p.87-88.

**UN PARLEMENTAIRE DU R.P. FAIT DÉFECTION.** (*Reuter*, 19 mai 1997), p.88.

**LE SECRÉTAIRE-ADJOINT DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT AMÉRICAIN, STROBE TALBOTT:** La Turquie se trouve encore sur la ligne de front. (*Turkish Daily News*, 22 mai 1997), p.89.

**L'IHD REND PUBLIC SON RAPPORT DU MOIS D'AVRIL:** 14 meurtres extrajudiciaires. (*Turkish Daily News*, 22 mai 1997), p.90.

**LA PRESSE FRANÇAISE CRITIQUE L'OPÉRATION MILITAIRE TURQUE.**  
(*Turkish Daily News*, 22 mai 1997), p.91.

**LE PDK IMPOSE UN BLACK-OUT SUR L'INFORMATION.** (*A.F.P.*, 21 mai 1997), p.92.

**L'IMBROGLIO DES ALLIANCES AU KURDISTAN IRAKIEN.** — Washington est la seule capitale à approuver l'offensive turque contre le PKK dans le nord de l'Irak. (*Le Monde*, 22 mai 1997), p.93.

**LE PARLEMENT TURC REJETTE UNE TROISIÈME MOTION DE CENSURE.**  
(*Le Monde*, 22 mai 1997), p.94.

**UNE INSTALLATION PÉTROLIÈRE ATTAQUÉE DANS LE SUD-EST DE LA TURQUIE.** (*Reuter*, 22 mai 1997), p.94.

**UNE MANIFESTATION DE PROTESTATION DEVANT LE SIÈGE DE L'ONU À GENÈVE.** (*Reuter*, 22 mai 1997), p.95.

**49 REBELLES DU PKK TUÉS EN TERRITOIRE TURC.** (*A.F.P.*, 22 mai 1997), p.96.

**LE REPRÉSENTANT DE L'OSCE VICTIME DES COMBATS DANS LE NORD DE L'IRAK.** (*A.F.P.*, 22 mai

1997), p.97.

**DES DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME ARRÊTÉS DANS LE SUD-EST DE LA TURQUIE.** (*A.F.P.*, 22 mai 1997), p.97.

**200 KURDES MANIFESTENT DEVANT LE SIÈGE DE L'ONU CONTRE L'INTERVENTION TURQUE DANS LE NORD DE L'IRAK.** (*Reuter*, 22 mai 1997), p.98-99.

**LES TROUPES TURQUES MÈNENT DES OPÉRATIONS DE " NETTOYAGE " À LA FRONTIÈRE IRAKIENNE.** (*Associated Press*, 22 mai 1997), p.100-101.

**LE REPRÉSENTANT DE L'OSCE VICTIME DES COMBATS DANS LE NORD DE L'IRAK.** (*A.F.P.*, 22 mai 1997), p.101.

**DES MANIFESTANTS KURDES PRENNENT D'ASSAUT LE SIÈGE DE L'ONU.** (*Associated Press*, 22 mai 1997), p.102.

**49 REBELLES DU PKK TUÉS EN TERRITOIRE TURC.** (*A.F.P.*, 22 mai 1997), p.103.

**LE NORD DE L'IRAK, UN VÉRITABLE CASSE-TÊTE POUR LE PRÉSIDENT CLINTON.** (*International Herald Tribune*, 22 mai 1997), p.104.

**TURQUIE: PROCÉDURE D'INTERDICTION À L'ENCONTRE DU REFAH.** — Des syndicats appellent à renverser le gouvernement. (*l'Humanité*, 22 mai 1997), p.105.

**POURSUITES JUDICIAIRES CONTRE LES DIRIGEANTS ISLAMISTES.** (*International Herald Tribune*, 22 mai 1997), p.106.

DES ÉLECTIONS CONTROVERSÉES POUR ÉLIRE UN PRÉSIDENT EN IRAN. (*International Herald Tribune*, 22 mai 1997), p.106.

SADDAM HUSSEIN RESPONSABLE DE L'OFFENSIVE TURQUE SELON L'OPPOSITION IRAKIENNE. (A.F.P., 22 mai 1997), p.107.

LE DÉPARTEMENT D'ÉTAT RÉPOND AU JOURNALISTE GREC: " NE CONFONDEZ PAS LE PEUPLE KURDE AVEC LE PKK ". (*Turkish Daily News*, 23 mai 1997), p.108.

LA TURQUIE POURSUIT SON INTERVENTION MALGRÉ LES RÉACTIONS. (*Turkish Daily News*, 23 mai 1997), p.109-110.

PRESSIONS ACCRUES SUR LE PREMIER MINISTRE TURC. (*Les Echos*, 22 mai 1997), p.110.

LA TURQUIE NE SIGNERA PAS LA CONVENTION DE L'ONU CONCERNANT LES FLEUVES TRANS-FRONTALIERS. (A.F.P., 23 mai 1997), p.111.

LA GUERRE D'USURE SE POURSUIT CONTRE LE PARTI ISLAMISTE TURC. — Le refus de députés de voter une motion de censure, introduite par l'opposition, à l'encontre du gouvernement de Necmetin Erbakan a provoqué un regain de tension dans la capitale où les partisans de la laïcité comptent sur une interdiction du Refah, qui dirige la coalition au pouvoir. — LES " MODERNISTES " COINCÉS ENTRE INTÉGRISME ET ARMÉE. (*Le Monde*, 23 mai 1997), p.112-114.

DES DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME ARRÊTÉS DANS LE SUD-EST DE LA TURQUIE. (A.F.P., 22 mai 1997), p.114.

TURQUIE: DÉMOCRATIE AU PAS MILITAIRE. (*Le Soir-Bruxelles*, 22 mai 1997), p.115.

LE SCRUTIN PRÉSIDENTIEL A PERMIS L'EXPRESSION DE CERTAINES REVENDICATIONS EN IRAN. (*Le Monde*, 24 mai 1997), p.116-117.

LES KURDES METTENT FIN À LEUR MANIFESTATION DEVANT LE SIÈGE DE L'ONU À GENÈVE. — La frontière irako-syrienne va rouvrir. (*International Herald Tribune*, 23 mai 1997), p.117.

UNE PROCÉDURE VISANT LA DISSOLUTION DU PARTI REFAH. - L'État turc s'en prend au Premier ministre islamiste. (*Le Soir-Bruxelles*, 22 mai 1997), p.118.

LA FIDH " CONDAMNE FERMEMENT " L'ARRESTATION DU DÉFENSEUR DES DROITS DE L'HOMME, MAHMUT SAKAR. (A.F.P., 23 mai 1997), p.119.

CE CINÉASTE KURDE A TOURNÉ " BEKO " AVEC L'ARMÉNIE ET LA TÉLÉ ALLEMANDE. — Primé au Festival du film de Strasbourg en 1993, " Beko ", le très beau film de l'artiste kurde Nizamettin Arıç, sort enfin sur les écrans français. (*l'Humanité*, 23 mai 1997), p.120-121.

PARIS APPELLE AU RETRAIT " AUSSI RAPIDE QUE POSSIBLE " DES TROUPES TURQUES DU NORD DE L'IRAK. (A.F.P., 23 mai 1997), p.123.

DES KURDES OCCUPENT LES LOCAUX DE PARTIS. (A.F.P., 23 mai 1997), p.124.

DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ANTICIPÉES EN TURQUIE, AFFIRME MME. Çiller. (*Reuter*, 23 mai 1997), p.125.

ANKARA ENVOIE DES RENFORTS AU NORD DE L'IRAK. - Des Kurdes ont manifesté à Genève et à Strasbourg contre l'offensive tuque au Kurdistan. (*Libération*, 23 mai 1997), p.126.

LA POLICE ATTAQUE LE SIÈGE DE L'IHD À DIYARBAKIR. (*Turkish Daily News*, 24 mai 1997), p.126.

LES FORCES ARMÉES TURQUES ENTRENT EN PROFONDEUR DANS LE NORD DE L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 24 mai 1997), p.127.

DRAPEAUX ROUGES ET GERBE NOIRE. — Plusieurs centaines de ressortissants kurdes ont manifesté hier à Strasbourg, Genève et Bruxelles. (*Dernières Nouvelles d'Alsace*, 23 mai 1997), p.128.

DE LONGUES QUEUES DEVANT LES BUREAUX DE VOTE EN IRAN POUR ÉLIRE UN NOUVEAU PRÉSIDENT. (*International Herald Tribune*, 24-25 mai 1997), p.128-129.

LES TURCS ESTIMENT QUE LA POLITIQUE DE LA PORTE FERMÉE DE L'UE N'EST BASÉE QUE SUR DES PRÉJUGÉS. (*International Herald Tribune*, 24 mai 1997), p.130-131.

ANKARA OUVRE L'ACTE DE GUERRE. (*Libération*, 24 mai 1997), p.132-133.

UN DIRIGEANT KURDE ACCUSE ET MET EN GARDE LA TURQUIE. (*Washington Post*, 24 mai 1997), p.134-135.

FERMETURE SINE DIE D'UNE DIRECTION LOCALE DE L'ASSOCIATION DES DROITS DE L'HOMME À DIYARBAKIR. (A.F.P., 24 mai 1997), p.135.

DE NOUVELLES DÉFECTIONS AU SEIN DE LA COALITION TURQUE. (*Washington Post*, 24 mai 1997), p.136-137.

POURSUITE DE L'OPÉRATION TURQUE DANS LE NORD DE L'IRAK. (*A.F.P.*, 24 mai 1997), p.137.

LES KURDES MENACENT DE LANCER DES OPÉRATIONS SUICIDES SI LES TURCS NE SE RETIRENT PAS DU NORD DE L'IRAK. (*Cnn-Interactive*, 24 mai 1997), p.138.

50.000 MILITANTS DE GAUCHE PROTESTENT CONTRE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE. (*A.F.P.*, 25 mai 1997), p.138.

PDK: " NOUS ESPÉRONS QUE LES TURCS METTRONT FIN À LEUR OPÉRATION PROCHAINEMENT ". (*Turkish Daily News*, 26 mai 1997), p.139.

NETANYAHU APPELLE LA SYRIE À NE PAS SOUTENIR LE PKK. (*A.F.P.*, 26 mai 1997), p.140-141.

LES KURDES D'IRAK ESPÈRENT LA FIN PROCHAINE DE L'OPÉRATION TURQUE. (*A.F.P.*, 26 mai 1997), p.141.

NOUVELLE MOTION DE CENSURE CONTRE LE GOUVERNEMENT S'IL RESTE AU POUVOIR. (*A.F.P.*, 26 mai 1997), p.142.

DES OFFICIERS ET SOUS-OFFICIERS ISLAMISTES RADIÉS DE L'ARMÉE. (*A.F.P.*, 26 mai 1997), p.142-143.

LES IRAKIENS SOUFFRENT ENCORE À CAUSE DE L'EMBARGO, DÉCLARE L'ONU. (*International Herald Tribune*, 26 mai 1997), p.144.

LA RANCUNE DES GÉNÉRAUX. (*Der Spiegel*, 23-30 mai 1997), p.145-146.

ANKARA ÉLARGIE LA ZONE D'INFLUENCE AU NORD DE L'IRAK. - L'invasion turque provoque de nouvelles alliances au Proche-Orient. (*Neue Zürcher Zeitung*, 23 mai 1997), p.147.

BAGDAD MENACE LA TURQUIE. CHANGEMENT DE RAPPORT DE FORCES DANS LE NORD DE L'IRAK. (*Neue Zürcher Zeitung*, 17-18 mai 1997), p.148.

RAPPORT DU GOUVERNEMENT À PROPOS DES ASSASSINATS DE KURDES À VIENNE. (*Neue Zürcher Zeitung*, 25 mai 1997), p.149.

LE BÂTON, LE COUTEAU, LE POING PENDANT LA RÉUNION DES KURDES À STOCKHOLM. (*Expressen*, 26 mai 1997), p.150-151.

ILS AVAIENT POUR L'OBJECTIF DE ME TUER, DÉCLARE LUTFI BAKSI. (*Metro*, 26 mai 1997), p.151.

LA RÉUNION DES KURDES A FINI EN VIOLENCE. (*Dagens Nyheter; Expressen*, 26 mai 1997), p.152, 153-154.

EN IRAN, LES PREMIERS RÉSULTATS DE LA PRÉSIDENTIELLE DONNENT UN NET AVANTAGE AU CANDIDAT MODÉRÉ. (*Le Monde*, 25-26 mai 1997), p.158.

LES ÉTATS-UNIS S'INTERROGENT SUR LEUR POLITIQUE À L'ÉGARD DE TÉHÉRAN. (*Le Monde*, 25-26 mai 1997), p.159.

LA COALITION DIRIGÉE PAR LES ISLAMISTES À L'ORDRE DU JOUR DE LA RÉUNION DU CONSEIL DE

SÉCURITÉ NATIONALE. (*Reuter*, 26 mai 1997), p.159.

L'ARMÉE TURQUE ET LE PKK SE PROCLAMENT VICTORIEUX. (*Reuter*, 25 mai 1997), p.161.

LES MILITAIRES EXERCENT PLUS DE PRESSION SUR LA COALITION DIRIGÉE PAR ERBAKAN. (*Reuter*, 25 mai 1997), p.162.

UN DIRIGEANT DU PKK MENACE DE RECOURIR À DES ATTENTATS-SUICIDES EN TURQUIE. (*Associated Press*, 25 mai 1997), p.163.

UNE NOUVELLE DÉFECTION AU SEIN DE LA COALITION DIRIGÉE PAR LES ISLAMISTES. (*Associated Press*, 25 mai 1997), p.164.

PAS DE RETRAIT PRÉVU DES FORCES TURQUES DU NORD DE L'IRAK. (*Reuter*, 23 mai 1997), p.165.

L'IRAK DEMANDE À L'ONU DE METTRE FIN À L'AGRESSION MILITAIRE TURQUE CONTRE LE PKK.— L'Irak reproche à l'ONU son inaction face à l'offensive turque. (*Turkish Daily News; A.F.P.*, 27 mai 1997), p.166, 170.

UN " MODÉRÉ " ÉLU PRÉSIDENT EN IRAN.— L'élection d'un modéré pourrait amener les Américains à changer leur politique envers l'Iran. (*International Herald Tribune*, 27 mai 1997), p.167, 168.

DES OFFICIERS PRO-ISLAMISTES RADIÉS PAR LE CONSEIL DE SÉCURITÉ NATIONALE TURC. — 161 MILITAIRES ONT ÉTÉ RADIÉS DE L'ARMÉE LUNDI EN TURQUIE. (*International Herald Tribune; A.F.P.*, 27 mai 1997), p.167, 169.

LA COALITION AU POUVOIR EN TURQUIE NE DISPOSE PLUS QUE D'UNE VOIX DE MAJORITÉ AU PARLEMENT. — Les militaires maintiennent leur pression sur le Premier ministre. (*Le Monde*, 28 mai 1997), p.173.

1835 TERRORISTES TUÉS PAR LES MILITAIRES DANS LE NORD DE L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 29 mai 1997), p.173-174.

JUSQU'À QUAND CE GOUVERNEMENT POURRAIT-IL TENIR ENCORE ? (*Turkish Daily News*, 28 mai 1997), p.174.

LA TURQUIE VA LIVRER LE NORD DE L'IRAK AU PDK, APRÈS L'AVOIR NETTOYÉ. (*Turkish Daily News*, 28 mai 1997), p.175.

LES ÉTATS-UNIS: LA TURQUIE N'A PAS DEMANDÉ DE NOUVELLES MESURES POUR COMMERCER AVEC L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 29 mai 1997), p.176-177.

LE PNUP DISCUTE DES MESURES DE PRÉVENTIONS DE LA PAUVRETÉ EN TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 29 mai 1997), p.177.

PARIS MÈNE " UNE DIPLOMATIE DE LA CULTURE " EN IRAK. (*Le Monde*, 29 mai 1997), p.178.

DES ROQUETTES KATIOUCHA D'ORIGINE IRANIENNE SAISIES DANS LES CAMPS DU PKK. (*A.F.P.*, 29 mai 1997), p.179.

DES CENTAINES D'ÉTUDIANTS MANIFESTENT DEVANT L'AMBASSADE DE TURQUIE À BAGDAD. (*A.F.P.*, 29 mai 1997), p.180.

L'OFFENSIVE TURQUE VOUÉE À

L'ÉCHEC, SELON LE CHEF DES SÉPARATISTES KURDES. (*A.F.P.*, 29 mai 1997), p.181.

LA TURQUIE REJETTE L'OFFRE DE L'IRAK DE COOPÉRATION CONTRE LE PKK. (*Turkish Daily News*, 30 mai 1997), p.182.

SELON L'UPK, L'AVIATION TURQUE A PRIS POUR CIBLE DES VILLAGES KURDES. — Les forces armées contrôlent la plupart des camps du PKK dans le Nord de l'Irak. (*Turkish Daily News*, 31 mai 1997), p.183.

L'IRAK A VENDU LA QUANTITÉ DU PÉTROLE AUTORISÉE PAR L'ONU. (*Turkish Daily News*, 31 mai 1997), p.184.

ANKARA: GRANDES MANŒUVRES CONTRE L'ISLAMISME.- Montée des tensions en Turquie. (*Le Nouvel Observateur*, 29 mai-4 juin 1997), p.185.

CLINTON DONNE LE FEU VERT AU FONDS D'AIDE ÉCONOMIQUE À LA TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 1er juin 1997), p.186.

RÉVEILLE-TOI ET DEMANDE AU CLERGÉ IRANIEN: " NOUS VOULONS DES CHANGEMENTS ". (*Turkish Daily News*, 1er juin 1997), p.187.

DES OBSTACLES SUR LE CHEMIN DE LA PRISE DE POUVOIR DE ÇILLER EN TURQUIE. (*International Herald Tribune*, 3 juin 1997), p.188.

TURQUIE: LIBÉRER ISIK YURTÇU. (*Faits & Arguments*, juin 1997), p.188.

LE CHEF DU GOUVERNEMENT PRÊT À CÉDER SON POSTE. (*Libération*, 2 juin 1997), p.188.

LES KURDES MENACENT D'ATTAQUER LES SITES AMÉRICAINS EN TURQUIE. (*Associated Press*, 3 juin 1997), p.189-190.

L'HÉLICOPTÈRE TURC QUI S'EST ÉCRASÉ DANS LE NORD DE L'IRAK ÉTAIT UN COUGAR. (*A.F.P.*, 4 juin 1997), p.190.

LES RÉACTIONS ARABES À L'OPÉRATION MILITAIRE DANS LE NORD DE L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 3 juin 1997), p.191.

LES PRÉVENUS IMPLIQUÉS DANS L'AFFAIRE DE SUSURLUK SONT NONVOQUÉS PAR LE TRIBUNAL. (*Turkish Daily News*, 3 juin 1997), p.192.

KRIEGEL: " L'ONU EST RESPONSABLE DE LA PRÉSENCE DU PKK DANS LE NORD DE L'IRAK ". (*Turkish Daily News*, 3 juin 1997), p.192-193.

TURQUIE: LE REFAH DÉFIE L'ARMÉE ALORS QUE SON GOUVERNEMENT EST DE PLUS EN PLUS MENACÉ. (*A.F.P.*, 4 juin 1997), p.194-195.

DES DIRIGEANTS DU PARTI PRO-KURDE HADEP CONDAMNÉS À PLUS DE 6 ANS DE PRISON. (*Reuter*, 2 juin 1997), p.195.

CATHERINE PORTER RESTE LA SEULE MILITANTE PRO-PKK. (*Turkish Daily News*, 4 juin 1997), p.196.

INVASION TURQUE: UNE AGRESSION AMÉRICAINNE EXÉCUTÉE PAR ANKARA, SELON BAGDAD. (*A.F.P.*, 7 juin 1997), p.197.

LA TURQUIE ACCUSE SIX PAYS

D'ARMER ET D'ENTRAÎNER LE PKK. (A.F.P., 6 juin 1997), p.197-198.

CEUX QUI VEULENT VOIR HADEP AU PARLEMENT. (*Turkish Daily News*, 5 juin 1997), p.199.

LE PREMIER MINISTRE TURC VA PROVOQUER DES ÉLECTIONS ANTICIPÉES. (*International Herald Tribune*, 5 juin 1997), p.200.

FRANCE: QUARANTE MANIFESTANTS SAMEDI DEVANT LA PRÉFECTURE. Mobilisation en faveur des Kurdes. (*Ouest-France*, 9 juin 1997), p.201.

LA COUR DE SÛRETÉ DE L'ÉTAT CONDAMNE DES MEMBRES DU HADEP. (*Turkish Daily News*, 5 juin 1997), p.202.

LA TURQUIE ANNONCE LA FIN PROCHAINE DE L'OFFENSIVE CONTRE LES REBELLES KURDES DU PKK. (*Le Monde*, 10 juin 1997), p.202.

TURQUIE: BRAS DE FER ENTRE L'ARMÉE ET LE GOUVERNEMENT. (*l'Humanité*, 10 juin 1997), p.203.

SELON UN EXPERT ISRAËLIEN: LES SERVICES SECRETS AMÉRICAINS AIDENT LES TURCS DANS LE NORD DE L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 10 juin 1997), p.205.

LES TURCS PLANIFIENT L'ÉTABLISSEMENT D'UNE ZONE DE SÉCURITÉ EN IRAK. (*International Herald Tribune*, 11 juin 1997), p.206.

TURQUIE: LES TROUPES VONT RESTER EN IRAK POUR COMBATTRE LES REBELLES; (*Washington Post*, 12 juin 1997), p.206-207.

LA TURQUIE VA COMBATTRE L'INFLUENCE MUSULMANE. (*Associated Press*, 11 juin 1997), p.209.

LES CHARS TURCS COMMENCENT À RENTRER DU NORD DE L'IRAK. (A.F.P., 13 juin 1997), p.209-210.

TURQUIE: LE NOUVEAU MINISTRE DES AFFAIRES FÉMININES A DEUX ÉPOUSES. (A.F.P., 11 juin 1997), p.210.

ENTRETIEN TÉLÉPHONIQUE ASSAD-HUSSEIN SUR L'INCURSION TURQUE EN IRAK. (A.F.P., 11 juin 1997), p.211.

LA TURQUIE DEMANDE À L'IRAN DE COOPÉRER CONTRE LES SÉPARATISTE KURDES. (A.F.P., 10 juin 1997), p.212.

ATTENTAT AU LANCE-ROQUETTES CONTRE LE QUARTIER GÉNÉRAL DE LA POLICE D'ISTANBUL. (A.F.P., 16 juin 1997), p.213.

ERBAKAN APPELLE L'ARMÉE À S'OCCUPER DE SES AFFAIRES. (A.F.P., 16 juin 1997), p.213.

LES MILITAIRES TURCS CRAIGNENT " DES ÉMEUTES CIVILES " ISLAMISTES. (*International Herald Tribune*, 12 juin 1997), p.214.

DES COMBATS INTER-KURDES EN IRAK. (*International Herald Tribune*, 12 juin 1997), p.214.

SELON LES MILITAIRES LE NOYAUTAGE DES ISLAMISTES AU SEIN DE L'ADMINISTRATION MENACE LA LAÏCITÉ EN TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 12 juin 1997), p.215-217.

LE BOYCOTTAGE MILITAIRE DES

COMPAGNIES ISLAMISTE DIVISE LA TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 12 juin 1997), p.217-218.

BRUJERDI: " LES RELATIONS TURCO-IRANIENNES NE SONT PAS AU NIVEAU ESCOMPTÉ ". (*Turkish Daily News*, 12 juin 1997), p.218-219.

LA COALITION AU POUVOIR EN TURQUIE EST MENACÉE D'ÉCLATEMENT. — L'armée précise ses menaces contre les islamistes. (*Le Monde*, 13 juin 1997), p.220.

SELON LE QUOTIDIEN HÜRRIYET, LE TRAFIC DE DROGUE RAPPORTE DÉSORMAIS 37,5 MILLIARDS DE DOLLARS À " LA MAFIA TURQUE ". — Au Kurdistan de Turquie un habitant sur trois vit en dessous de seuil de la pauvreté. (*Gamk*, 13 juin 1997), p.221.

DERNIER COUP DE SEMONCE DES GÉNÉRAUX EN TURQUIE. — Les rumeurs d'un coup d'État contre Erbakan se précisent. (*Libération*, 13 juin 1997), p.222.

LES MILITAIRES TURCS SONT EN FUREUR. — Selon les généraux, Erbakan conduit la nation vers un désastre. (*International Herald Tribune*, 13 juin 1997), p.223.

GUERRE DES NERFS EN TURQUIE. — Le ton monte entre l'armée et le gouvernement. (*Le Figaro*, 13 juin 1997), p.224.

LE PDK DEMANDE À LA TURQUIE DE NE PAS SE RETIRER DU NORD DE L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 13 juin 1997), p.224.

LE TRAITÉ IRAKO-TURC DE 1946 EST À L'ORIGINE DES OPÉRATIONS TURQUES DANS LE NORD DE L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 13 juin 1997), p.225.

LA COALITION AU POUVOIR EN TURQUIE EST AU BORD DE L'ABÎME. (*The Wall Street Journal-Europe*, 14 juin 1997), p.226.

L'AMRÉE TURQUE FACE À LA TENTATION DU " COUP ". (*Le Monde*, 14 juin 1997), p.227.

SE TROUVANT AU PIED DE MUR, LE PREMIER MINISTRE TURC CÈDE SA PLACE À SON ALLIÉ. — Les généraux turcs. (*International Herald Tribune*, 14-15, juin; 16 juin 1997), p.228.

APPEL POUR LA PAX ET LA DÉMOCRATIE EN TURQUIE. (*The Danish Centre for Human Rights*, 2 juin 1997), p.229.

LA DÉMOCRATIE VERSION AYATOLLAHS. (*Time*, 23 juin 1997), p.230.

LE DILEMME DE LA TURQUIE ET DE SES ALLIÉS OCCIDENTAUX. (*International Herald Tribune*, 14-15 juin 1997), p.231.

LES PRINCIPAUX DIRIGEANTS DES PAYS MUSULMANS SE RÉUNISSENT POUR DÉFIER LE G7. (*The Guardian*, 16 juin 1997), p.232.

BARZANI DEMANDE À CE QUE LES PESHMERGAS DU PDK SOIT PAYÉS. (*Turkish Daily News*, 17 juin 1997), p.232-233.

WILLIAM COHEN: " LA TURQUIE ATTAQUE DES TERRORISTES DANS LE NORD DE L'IRAK ". (*Turkish Daily News*, 18 juin 1997), p.233.

LE MESSAGE AMÉRICAIN EST FORT ET TRÈS CLAIR. (*Turkish Daily News*, 17 juin 1997), p.234.

LES AMÉRICAINS METTENT EN

GARDE L'ARMÉE TURQUE : "PAS DE COUP D'ÉTAT ". (*Turkish Daily News*, 17 juin 1997), p.235.

L'ARMÉE NE FAIT PAS CONFIANCE AUX GARANTIES IRANIENNES CONCERNANT LE PKK. (*Turkish Daily News*, 18 juin 1997), p.236.

900 KURDES SERAIENT TUÉS DANS LES COMBATS EN IRAK. (*Washington Post*, 18 juin 1997), p.237.

TURQUIE: UNE FÉDÉRATION INTER-KURDE ? (*Le Nouveau Afrique-Asie*, juin 1997), p.237.

KURDISTAN: LES VRAIES RAISONS D'UNE SALE GUERRE. — Une radiographie des déchirements kurdes. — " DÉMOCRATIE " OU LA RAGE DE SURVIVRE À LA CENSURE. (*l'Humanité*, 19 juin 1997), p.238-239.

LA CRISE EN TURQUIE, OU S'AFFRONTENT L'ARMÉE, L'ISLAMISME ET LES KURDES. — Une bipolarisation dangereuse. — LA TOILE D'ARAIGNÉE DU REFAH. (*l'Humanité*, 19 juin 1997), p.240-241.

ERBAKAN QUITTE LE POUVOIR EN ÉVOQUANT SON DEVOIR DE " PATRIOTE ". — Le dirigeant turc quitte mais espère retourner. (*International Herald Tribune*, 19 juin 1997), p.242-243.

LE PRÉSIDENT D'IHD: " IL N'Y A PLUS DE VILLAGES À ÉVACUER ". (*Turkish Daily News*, 20 juin 1997), p.244.

AMNESTY INTERNATIONAL: LE BILAN DES DROITS DE L'HOMME RESTE ACCABLANT EN TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 19 juin 1997), p.244-245.

ANKARA RESTE SCEPTIQUE SUR

LES PROPOSITIONS IRANIENNES CONTRE LE PKK. (*Turkish Daily News*, 20 juin 1997), p.246.

UN CENTRISTE A DE GRANDES CHANCES DE GOUVERNER LA TURQUIE. (*International Herald Tribune*, 21-22 juin 1997), p.247.

CE DONT LA TURQUIE A BESOIN. (*International Herald Tribune*, 21-22 juin 1997), p.248.

L'UPK AFFIRME QUE LE PDK A DÉCLARÉ UN CESSEZ-LE-FEU À ERBIL. (*Turkish Daily News*, 23 juin 1997), p.248.

MESUT YILMAZ VA FORMER LE NOUVEAU GOUVERNEMENT TURC. - Le Premier ministre démissionnaire Necmettin Erbakan et son alliée Tansu Çiller ont dénoncé un " coup d'Etat ". (*Le Monde*, 23 juin 1997), p.249.

LE GÉNÉRAL BIR PARLE DES DROITS DE L'HOMME AVEC DES " REPRÉSENTANTS INTERNATIONAUX ". (*Turkish Daily News*, 24 juin 1997), p.250.

BURKAY, LE PARTI SOCIALISTE DU KURDISTAN, POUR DES SOLUTIONS PACIFIQUES AU PROBLÈME KURDE DE TURQUIE — Portrait d'un poète politicien kurde. — part-I & part-II. (*Turkish Daily News*, 24-25 juin 1997), p.252-261.

SERAFETTIN ELÇI ACQUITTÉ. (*Turkish Daily News*, 24 juin 1997), p.256.

SADDAM REVIENT À LA CHARGE. (*International Herald Tribune*, 25 juin 1997), p.261.

REFUS DE L'ARRETATION DE QUATRE POLICIERS IMPLIQUÉS

DANS LA MORT D'UN JOURNALISTE TURC. (A.F.P., 26 juin 1997), p.262.

LA SYRIE NE SOUTIENT PAS LE PKK, AFFIRME FAROUK AL-CHAREH. (A.F.P., 21 juin 1997), p.263.

L'OPÉRATION TURQUE DANS LE NORD DE L'IRAK ARRIVE À SON TERME, SELON LE PDK. (A.F.P., 20 juin 1997), p.263-264.

NORD DE L'IRAK: L'ARMÉE TURQUE RÉAFFIRME S'ÊTRE PRESQUE ENTIÈREMENT RETIRÉE. (A.F.P., 26 juin 1997), p.265-266.

LA SYRIE ACCUSE LA TURQUIE ET ISRAËL DES MANOEUVRES NON EXISTANTS. (*Turkish Daily News*, 26 juin 1997), p.266.

AMNESTY INTERNATIONAL DÉNONCE UNE DÉPÊCHE DE L'AGENCE DE PRESSE TURQUE ANATOLIE. (*Turkish Daily News*, 26 juin 1997), p.267.

L'IRAK MENT SUR SON PROGRAMME D'ARMEMENT, DÉCLARE L'INSPECTEUR DE L'ONU QUI QUITTE SES FONCTIONS. (*International Herald Tribune*, 26 juin 1997), p.268.

LE CONSEIL DE SÉCURITÉ NATIONALE DISCUTE DE FONDATIONS FONDAMENTALISTES ET DES PROTECTEURS DE VILLAGES. (*Turkish Daily News*, 26 juin 1997), p.269.

TURQUIE: HATIP DICLE CONDAMNÉ À 4 MOIS DE PRISON SUPPLÉMENTAIRES. — Selon le rapport d'Amnesty International 97, la torture reste systématique en Turquie. (*Gamk*, 24 juin 1997), p.271.

CHARGÉ DE FORMER LE GOUVERNEMENT EN TURQUIE, M. YILMAZ PEINE À RASSEMBLER UNE MAJORITÉ. (*Le Monde*, 26 juin 1997), p.272.

UN JOURNALISTE CONTESTATAIRE IRANIEN TRADUIT EN JUSTICE POUR " ESPIONNAGE ". (*Le Monde*, 26 juin 1997), p.272.

L'OCDE AVERTIT ANKARA AU SUJET DU BLANCHIMENT DE L'ARGENT NOIR. (*Gamk*, 27 juin 1997), p.273.

HUIT PAYS ARABES SE METTENT D'ACCORD SUR LE MARCHÉ ÉCONOMIQUE COMMUN. (*Turkish Daily News*, 27 juin 1997), p.274.

LA TURQUIE RETIRE SES TROUPES DU NORD DE L'IRAK. (*Le Monde*, 28 juin 1997), p.275.

LE CONGRÈS AMÉRICAIN DEMANDE À CE QU'UNE PARTIE DE SON AIDE À LA TURQUIE ALILLE AUX ONG. (*Turkish Daily News*, 28 juin 1997), p.275.

L'EX-OFFICIER DE LA CIA: " LE COMLOT POUR RENSER SADDAM ÉTAIT DE TROP ". (*Turkish*

*Daily News*, 28 juin 1997), p.276.

UN TRIBUNAL TURC CONVOQUE UN JOURNALISTE DÉCÉDÉ. (*Le Monde*, 29-30 juin 1997), p.277.

LES LAÏCS TURCS SONT PRÈS, D'AVOIR LA MAJORITÉ, APRÈS LA DÉFECTION DE CINQ DÉPUTÉS. (*International Herald Tribune*, 28-29 juin 1997), p.277.

LE GOUVERNEMENT YILMAZ APPROUVÉ PAR LE CHEF DE L'ÉTAT. (A.F.P., 30 juin 1997), p.278-279.

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT DROITE-GAUCHE TURC DE MESUT YILMAZ. (A.F.P., 30 juin 1997), p.279-280.

KURDISTAN : CONFÉRENCE INTERDITE. - Les 8 et 9 mai devait avoir lieu à Ankara une conférence internationale intitulée " Dialogue pour un régiment pacifique de la question kurde en Turquie ". (*La lettre de la Maison du Monde*, 30 juin 1997), p.281-282.

LA TURQUIE VA ÉQUIPER SES HÉLICOPTÈRES DU SYSTÈME ANTI-MISSILES. (*Turkish Daily News*, 30 juin 1997), p.283.

L'IHD PREND DES MESURES CONTRE L'INTERDICTION DE SES BRANCHES. (*Turkish Daily News*, 30 juin 1997), p.284.

# Revue de Presse



# OSCE delegation says imprisoned DEP deputies have no complaints

Leading a possibly 'overly positive route' throughout their visit, delegation head Ruperez said they support Turkey's EU bid

Ankara- Turkish Daily News

■ The visiting delegation from the Organization for Security and Cooperation in Europe (OSCE) met on Wednesday in Ankara with the imprisoned deputies from the pro-Kurdish Democracy Party (DEP). The group, led by OSCE Parliamentary Assembly President Javier Ruperez, indicated that they had seen the incarcerated deputies, saying "they have no complaints."

Ruperez, stating that their interest as an organization lay in basic human rights, said, "We believe that Turkey as an OSCE member is making efforts to improve human rights, and we will also do everything in our power to help."

Ruperez added that, in general, the OSCE could not tolerate two things — resorting to violence and dividing a country by the use of violence. The head of the OSCE Parliamentary Assembly's Turkish group, Korkut Ozal, said the deputies couldn't accept the fact they had been put in prison.

The delegation is expected to take an investigative trip to the southeastern province of Diyarbakır. They also met on Tuesday with Demir Berberoğlu, head of the Turkish Parliament's Human Rights Commission.

Ruperez said that his group had attached great importance to Turkey's domestic affairs during this visit, having met with Interior Minister Meral Akşener and National Intelligence Organization officials in this regard.

The OSCE group also conferred with the Human Rights Foundation (HRF) on Wednesday. Before the meeting, Ruperez told reporters that their first priority was to support Turkey's efforts to improve human

rights. He said that Turkey was an important country because of its strategic position as well as being a bridge between civilizations, adding that they were aware of the importance of Turkey's potential role with Central Asian countries.

HRF chairman Yavuz Önen said that in the 10 years they had been dealing with the struggle for human rights, the one basic principle they had come to understand was that human rights did not have borders, indicating that this was not a meeting between a Turkish group and a European delegation but rather a meeting between people.

## OSCE supports Turkey's EU bid

Ruperez, affirming that Turkey was part of Europe and declaring Turkey's full EU membership quest as "very righteous and natural," was received by both Justice Minister Şevket Kazan and President Süleyman Demirel on Wednesday.

"Although it is not in our office's realm, we support Turkey's membership in the EU", said Ruperez, adding that the OSCE is an organization that greatly values a state which operates according to the law. Kazan, like other Turkish officials the delegation met with, reiterated that both Europe and Turkey have paid a high price in terms of terrorism in return for the recently stabilized situation, which the minister called "a time of healing."

Kazan also said that his ministry is closely following the rights violations of more than four million Turks living in Europe.

He explained that they had visited the European Human Rights Court, where they had beneficial talks about individual cases of European-residing Turks who are alleging human rights violations.

Kazan went on to denounce the law requiring visas for foreign minors living in Germany, and said that this not only indicates a racist attitude, but also constitutes a violation of human rights in European countries.

# Kurds fight, US hopes to move 'Ankara process'

Washington-Turkish Daily News

■ While acknowledging the recent renewal of fighting among a new set of Kurdish groups in northern Iraq, the U.S. Administration nevertheless expressed its hopes to renew the "Ankara Process" initiated by the U.S. and Turkey. The process aims to settle the old scores between Iraqi Kurds and establish a monitoring force dominated by Iraqi Turcomans.

## Kurdistan Islamic Movement

The fighting which in the past end up with thousands of casualties between Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and Masoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) seems to be triggered this time between PUK and a new group: Kurdistan Islamic Movement.

"We know that over the weekend there were clashes between the Patriotic Union of Kurdistan and the Kurdistan Islamic Movement," said Nicholas Burns, spokesman for State Department. "We believe that those clashes have now died down."

"The Kurdistan Islamic Movement is a small armed group with which we do not have close relations.

It is not one of the groups that is part of the Ankara Process of Conciliation among the various peoples of Northern Iraq. But we do hope to continue that process, which essentially is centered on the relationship between the KDP and the PUK. We hope that those two groups will remain peaceful, as well as with the Assyrians and Turcomans and others."

"We remain committed to working along with Turkey and the United Kingdom to help the people of Northern Iraq bring stability to their area so they can fend off Saddam Hussein and minimize these problems among the rest of them," Burns said.

Burns could not confirm if the Islamic Movement in question has received any assistance from Iran. PUK received a lot of help from Tehran in the past.

## Barzani and Talabani

Burns said Washington was counting on Ankara for providing a platform for Barzani and Talabani to meet as well.

Did the two Iraqi Kurdish leaders decline a very recent U.S. invitation to meet in Ankara, someone asked.

"Well, we hope that they will get together. We think they ought to get together, and we will try to bring them together, along with the Turkish Government.

There will be follow-up meetings to the ones that David Welch, our acting assistant secretary, had a couple of weeks ago," Burns said.

# Iran says Bonn envoy not welcome, others returning

Talking tough: Spiritual leader Khamenei says that Iran does not need Europe

Tehran- German Press Agency

■ Iran's spiritual leader Ayatollah Ali Khamenei said Wednesday that his country should not permit the German ambassador to return to Tehran until further notice, capping a day of Iranian fury over the European Union's decision to end its policy of "critical dialogue" with the Islamic Republic.

Saying Iran does not need Europe, Khamenei said the EU could send their ambassadors back to Iran "if they want" but that "we can manage by ourselves."

"First of all, don't let the German ambassador return for the time being," he said in a public meeting in Tehran.

EU ambassadors were called back to the EU capitals on April 10 following a Berlin court ruling that the Tehran leadership was responsible for the murder of four Kurdish dissidents in a Berlin restaurant in 1992. The only EU country which did not follow suit and withdraw its ambassador was Greece.

The European Union's foreign ministers on Tuesday agreed to send their ambassadors back to Iran, seemingly ending the three-week old rupture in diplomatic ties with Tehran.

But the EU suspended its so-called "critical dialogue" with Iran under which senior officials and diplomats from both sides hold regular meetings to discuss international and regional issues. EU officials said the Union was sending a "strong signal to Iran" that government backing for terrorist attacks would not be tolerated.

However, Khamenei and other Iranian leaders Wednesday rejected the EU effort to smooth over the affair.

President Akbar Hashemi Rafsanjani was quoted by IRNA as saying, "The Europeans should not think that ending critical dialogue is something they can pull off by sleight of hand."

Iran's Foreign Minister Ali Akbar Velayati told a news conference Wednesday, "The EU declaration from Luxembourg, which to a certain degree is based on political immaturity, is something we had anticipated and whose baseless claims we have consistently denied."

He added, "We knew from the start that the EU ambassadors would return and whether some of them, including the German and Danish ambassadors, return later or not at all, is entirely immaterial to us."

Velayati however termed the EU statement a "slap in the face of the United States" and said that all the American efforts to push Europe to join its anti-Iran policies prior to the Luxembourg meeting "did indeed fail." Velayati added that it EU countries need Iran more than Iran needs Europe.

"Therefore, neglecting Iran would eventually only turn out to be political suicide," Velayati said.



17:37  
GMT, 01  
Mai  
1997

©AFP  
1997

## ● L'ambassadeur danois n'est pas persona non grata à Téhéran, selon ambassade d'Iran à La Haye

LA HAYE, 1er mai (AFP) - L'ambassadeur du Danemark en Iran n'est pas persona non grata à Téhéran, a assuré jeudi un diplomate de l'ambassade d'Iran à La Haye.

"Nous avons dit qu'il n'était pas le bienvenu parce que le chef de la diplomatie danoise avait lui-même indiqué que (Copenhague) n'était pas disposée à renvoyer son ambassadeur en Iran", a expliqué à l'AFP ce diplomate, qui a requis l'anonymat.

"Nous lui avons en quelque sorte rendu la réciprocité", a-t-il précisé.

Le diplomate a en revanche confirmé que l'ambassadeur d'Allemagne, lui, était bien persona non grata à Téhéran "pour l'instant", sans pouvoir préciser à quel moment le chef de mission allemand pourrait réintégrer sa chancellerie.

Le représentant de l'ambassade d'Iran à La Haye a toutefois souligné que cette période de purgatoire ne signifiait pas que son gouvernement souhaitait abaisser le niveau de relations avec l'Allemagne.

Les Quinze avaient rappelé leurs ambassadeurs de Téhéran le 10 avril après la mise en cause par la justice allemande de l'Iran dans un quadruple assassinat de Kurdes à Berlin en 1992.

A peine avaient-ils décidé, mardi à Luxembourg, de renvoyer leurs chefs de mission à Téhéran, que l'ayatollah Khamenei, numéro un du régime iranien, et le ministre des Affaires étrangères, Ali Akbar Velayati, avaient affirmé le lendemain que le retour des représentants de l'Allemagne et du Danemark n'était pas souhaitable pour l'instant.

Les Quinze avaient alors indiqué qu'il n'était pas question que les autres ambassadeurs européens regagnent Téhéran dans ces conditions.

Jeudi après-midi, la présidence néerlandaise de l'UE avait indiqué dans un communiqué que le chargé d'affaires de la mission diplomatique iranienne à La Haye, M. Gholamreza Ebrahim Pour, avait été convoqué au ministère des Affaires étrangères afin de fournir des explications sur la décision de Téhéran, qualifiée d'"inacceptable".

hms/gil/ia tf



11:36  
GMT, 01  
Mai  
1997

©AFP  
1997

## ● M. Kinkel se félicite de la "solidarité européenne"

BUCAREST, 1er mai (AFP) - Le ministre allemand des Affaires étrangères Klaus Kinkel a salué jeudi à Bucarest la "solidarité européenne" dans la crise qui oppose son pays à l'Iran, et a annoncé que Bonn "réévaluerait sa politique vis-à-vis de Téhéran après l'élection présidentielle en Iran", qui a lieu dans trois semaines.

M. Kinkel a estimé que la suspension du retour des ambassadeurs européens à Téhéran était "une bonne réaction". "L'attitude de Téhéran est liée à la campagne électorale présidentielle" en Iran, a-t-il ajouté.

Le ministre allemand, qui s'exprimait à l'issue d'une conférence de presse tenue conjointement avec son homologue roumain Adrian Severin, a apparenté le comportement de Téhéran à du "chantage". "Nous n'avons pas à être tributaires de la campagne présidentielle en Iran. Cette élection ne doit pas se faire sur notre dos", a-t-il déclaré.

"Il ne faut pas s'énerver", a poursuivi le chef de la diplomatie allemande, qui a qualifié de "démessurée" la position de Téhéran, opposé au retour dans la capitale iranienne de l'ambassadeur allemand. L'Iran a en outre rejeté mercredi toute discussion avec l'Union européenne sur les droits de l'Homme, le terrorisme et les armements, après que les Quinze eurent annoncé mardi l'arrêt de leur "dialogue critique" avec Téhéran.

Les pays de l'UE avaient annoncé mardi leur intention de renvoyer à Téhéran leurs ambassadeurs, rappelés en consultations le 10 avril après le verdict d'un tribunal de Berlin incriminant "le plus haut sommet de l'Etat iranien" dans l'assassinat de quatre opposants kurdes dans un restaurant berlinois en 1992.

Mais ils avaient également gelé les rencontres ministérielles avec l'Iran et suspendu le "dialogue critique" avec ce pays.

JMC/bm e.f



Tiefer Winter in Hakkari: kurdische Bergwelt und ein im Schnee „erblindeter“ Atatürk

Foto: Th. Benedikter

Newroz, das kurdische Neujahrsfest am 21. März, ist für die Kurden nicht nur ein Kalendertermin, sondern auch ein Ausdruck für ihren Wunsch nach Freiheit. Aus diesem Anlaß besuchte der Autor, Vorsitzender der GfbV-Südtirol, im Rahmen einer Beobachtermission aus Italien verschiedene Regionen Türkisch Kurdistan.

#### VON THOMAS BENEDIKTER

**F**ast teilnahmslos schildert uns die 20-jährige Nasrin B. aus Lice ihre Folterung im vergangenen Oktober. „Sie fesselten mich an einen Stuhl, schlugen mich. Dann trieben sie mir Nägel durch meine Kniegelenke und Füße.“ Seither ist Nasrin gelähmt. Ihr einziges Verbrechen: Sie war nach der Mißhandlung ihres Vaters in der Kleinstadt Lice zum Menschenrechtsverein in Diyarbakir gegangen, um den Vorfall zu melden.

In Lice hatte die türkische Armee noch bis Ende 1996 versucht, die Männer zu den Einheiten der „Dorfschützer“ zu pressen, den von der Regierung bezahlten Kollaborateuren im Krieg gegen die PKK. Mehr als 200 Häuser waren als Strafe für die Verweigerung der Zusammenarbeit zerstört, die kurdischen Bewohner mißandelt oder gefoltert worden.

Die meisten von ihnen sind inzwischen geflüchtet. Selbst eine türkische

parlamentarische Untersuchungskommission konnte bis heute noch keinen Bericht veröffentlichen, weil sich das Militär querlegt. Als wir im März versuchen, in den Ort vorzudringen, verweigert uns die Armee den Zugang. Das ganze Gebiet ist abgeriegelt. Das Militär will keine Zeugen seiner Strafaktionen.

**Newroz bedeutet wörtlich „Neuer Tag“.** Nach einem uralten Mythos trug der Tyrann Dehok zwei Schlangen auf den Schultern, die er täglich mit den Hirnen zweier Jünglinge füttern mußte. Der damit beauftragte Knecht verschonte jeweils einen und nahm stattdessen das Hirn eines Widders. Die verschonten Jünglinge, so die Sage, waren die ersten Kurden. Am 21. März 612 v.C. führte der Schmied Kawa einen Aufstand gegen den Tyrannen Dehok. Er tötete ihn und verkündete den Sieg mit Feuern auf den Berggipfeln. Seitdem feiern die Kurden diesen Tag als Tag der Befreiung.

Auch heutzutage begehen die Kurden dieses Fest mit großen Feuern. Sie tanzen ums Feuer und springen hindurch, singen Lieder zum Trommelklang. Dazu schwenken sie Fahnen und Bänder der in der Türkei verbotenen kurdischen gelbgrün-roten Nationalflagge. Jahrelang hat der türkische Staat versucht, das Newrozfest zu unterbinden. Militär und Polizei hatten 1992 in Sirnak und Cizre an der türkisch-syrischen Grenze die friedlich feiernde Zivilbevölkerung eingekes-

selt: 70 Tote und hunderte Verletzte waren die blutige Bilanz. In der gesamten kurdischen Region der südöstlichen Türkei ist das Newrozfest - wie jede Art politischer Kundgebungen - offiziell nicht erlaubt. Es herrscht der Ausnahmezustand, über den ein mit allen Befugnissen ausgestatteter „Supergouverneur“ wacht.

Trotzdem beginnen die Kurden auch am 21. März 1997 in vielen Städten ihr Newroz. Auf dem Batikend-Platz in Diyarbakir strömten Tausende zusammen. Volksfestatmosphäre, von den Sicherheitskräften argwöhnisch beobachtet. Immer wieder überflogen Armeehubschrauber den Platz zur Einschüchterung. Als sich die Menge nachmittags zu einem Demonstrationszug formiert, wird sie von der Polizei auseinandergejagt.

**Sieben Bus-Stunden** weiter östlich, in der Provinzhauptstadt Van am gleichnamigen See, war die Polizei am Newroztag weniger zimperlich. Gleich 600 feiernde Kurden wurden festgenommen. Wir protestieren, versuchen ins Gefängnis vorge lassen zu werden. Vergeblich. Weiter südlich, in den Städten Hakkari und Yüsekova nahe der Grenze zum Irak konnte überhaupt kein Newroz gefeiert werden. Entsprechende Plakate der kurdenfreundlichen Partei HADEP durften nirgends ausgehängt werden. Begründung: Newroz sei ein kurdisches Wort.

Als „Nevruz“ gibt es das Fest neuerdings aber auch offiziell: Als der türki-

**KURDEN**

**TÜRKEI**

sche Staat den Kurdenfeiern nicht bekommen konnte, erklärte er sie in der türkischen Abwandlung kurzerhand zum eigenen, aus der Tradition der „Bergtürken“ stammenden Fest. Seit der Präsidentschaft Turgut Özals ist Kurdisch-Sprechen zwar erlaubt; die Kurden als eigenes Volk anzuerkennen, davon ist der türkische Staat aber immer noch weit entfernt.

Die „**Halkin Demokrasi Partisi**“ (HADEP), Volksdemokratische Partei, ist überall in der Türkei präsent, genießt aber in den kurdischen Provinzen die größte Unterstützung. Sie ist die einzige Kraft, die sich für kurdische Belange einsetzt, auch wenn sie das nicht als ihr Anliegen bezeichnen darf. Denn das zu tun würde sofort als Separatismus ausgelegt und hätte ein Verbot zur Folge. Dies widerfuhr bereits ihren beiden Vorgängerparteien HEP und DEP.

Vier der ehemaligen DEP-Abgeordneten sitzen noch heute im Gefängnis. Im Parlament in Ankara stellt die HADEP derzeit keine Abgeordneten, weil sie die Sperrklausel von 10 Prozent nicht schafft. Staat und Armee versuchen mit allen Mitteln, eine reguläre politische Arbeit der HADEP zu verhindern. Zudem konnten Hunderttausende von potentiellen HADEP-Wählern nicht wählen, weil sie aus ihren Heimatorten vertrieben wurden und in den Städten nicht registriert sind. So wurde in der Kurdenregion die islamistische Refah-Partei des jetzigen Premierministers Erbakan zur stärksten Partei, allerdings bei einer sehr geringen Wahlbeteiligung.

Die frühere DEP-Abgeordnete Leyla Zana sagte 1991 auf Kurdisch im türkischen Parlament: „Ich leiste diesen Eid auf die Brüderlichkeit des türkischen und kurdischen Volkes.“ 1994 wurde ihr wegen „Hochverrats“ der Prozeß gemacht. Todesstrafe forderte die Staatsanwaltschaft, aufgrund internationaler Proteste wurde sie „nur“ zu 15 Jahren Gefängnis verurteilt. Dabei hatte Leyla Zana nichts anderes getan, als offen über die Leiden des kurdischen Volkes zu sprechen: über die Zerstörung des Kurdengebiets durch die Armee und die Ermordung von Demokraten durch die Todesschwadronen. Für viele Kurden ist sie zum Symbol geworden.<sup>1</sup> Derzeit stehen wieder HADEP-Verantwortliche vor Gericht: Außenstehende entrollten während des Parteikongresses im Sommer 1996 eine PKK-Fahne. Immer wieder wird die HADEP als politischer Arm der PKK diffamiert, um gegen sie vorgehen zu können. So wird Demokratie für die Kurden zur Farce.

**Hakkari liegt Ende März** noch in tiefem Winter. Die Stadt wird jetzt von dreimal soviel Menschen bewohnt wie vor zehn Jahren, vor allem vertriebene Kurden vom Land. Wir besuchen das HADEP-Büro in Hakkari, einst eine Hochburg der politischen Bewegung der Kurden. Unsere Delegation wird auf Schritt und Tritt von türkischen Agenten überwacht. Der Ortsvorsitzende der HADEP begrüßt uns, seit 1995 sind wir die ersten ausländischen Gäste.

Wir bitten die Agenten, uns alleine zu lassen. „Sie dürfen ganz offen sprechen.

Wenn Sie keine staatsfeindlichen Äußerungen tun, braucht Sie unsere Anwesenheit nicht zu stören“, ist die Antwort. Die Begegnung platzt. Wir verlassen das HADEP-Büro und gehen schnurstracks zum Bürgermeister, Abdulrahman Keskin, einem regimerefreundlichen Mann der „sozialdemokratischen“ CHP. Er werde den Polizeidirektor anrufen, damit dem HADEP-Obmann nichts geschehe, versichert er uns. „Ich bin Kurde und Sozialdemokrat“ beginnt Herr Keskin seine Belehrung, die in der Feststellung gipfelt, es gebe keine kurdische Frage, sondern bloß jene der sozialen und wirtschaftlichen Unterentwicklung Südostanatoliens.

Yüksekova ist ein geschäftiger Ort an der Grenze zum Iran. Hier findet die Begegnung mit der HADEP unter Polizeiaufsicht statt. Im Büro hängt ein Porträt des Staatsgründers Kemal Atatürk, der den Grundstein für die Unterdrückung der Kurden legte. So als ob im Sitz der Südtiroler Volkspartei SVP ein Bild Mussolinis hinge. „Der Staat schreibt uns das vor“, meint der HADEP-Ortsobmann, „aber wir kommen gut mit der Obrigkeit aus“. Kein Satz darf die mithörenden Polizistenohren provozieren.

In Van, der durch die Flüchtlinge auf 500.000 Einwohner angeschwellenen Provinzhauptstadt, spricht der örtliche HADEP-Vorsitzende Klartext: Die Wahlen seien gefälscht, die Mehrheit habe HADEP gewählt. Da die meisten Vertriebenen aus den zerstörten Dörfern nicht registriert seien, dürften sie auch nicht wählen. In der Stadt Diyarbakir, die jetzt zwei Millionen Einwohner zählt, sei der Refah-Bürgermeister nur durch Wahlmanipulation an die Macht gekommen.

**Ständig eskortiert** von Armeefahrzeugen fahren wir von Hakkari durch das wildromantische Zap-Tal Richtung türkisch-irakische Grenze nach Cukurca. Immer neue Militär-Checkpoints kündigen uns die Nähe des Kampfgebietes an. Im Talgrund kaum zerstörte Dörfer, hier hat die Armee mit Hilfe der Dorfschützer alles unter Kontrolle. Doch sämtliche höher gelegenen Dörfer sind geräumt und meist zerstört worden. Man will den kurdischen Widerstandskämpfern den Rückhalt entziehen. Schon gleich nach Kriegsbeginn ist den kurdischen Bauern das Weiden der Herden auf den Hochalmen verboten worden. Das hat die Landwirtschaft der Kurden schwer getroffen.

Im Grenzort Cukurca wimmelt es von Soldaten. 20.000 Einwohner hatte der



Zu Gast bei der kurdischen Partei HADEP in Van (rechts der Autor)



**KURDEN  
TÜRKEI**

Kurdisches Newroz-Fest auf den Straßen von Diyarbakir

Fotos: Th. Benedikter

Ort vor 10 Jahren, jetzt sind es 5.000 in Gesellschaft von 10.000 Soldaten. Der Bürgermeister beklagt die elende soziale Situation. Die meisten Männer lungern herum, andere bedienen die Soldaten. Er hätte gerne Hilfe von außen und mehr Geld für die Gemeinde, aber die Leute wandern ab: nach Hakkari, nach Van und Diyarbakir. Dort füllen sie die Vorstadtlums. Diyarbakir, politisch-kulturelle Hauptstadt Kurdistans, ist in zehn Jahren auf das Dreifache angewachsen. Einschüsse in den Häusern zeugen von den letzten Angriffen der PKK. Die Häuser am Ortsende sind in Brand geschossen worden. Martialische „Dorfschützer“ säumen die einzige Hauptstraße. Ein Mädchen steckt uns in einem Laden ein Päckchen Fotos zu: gräßlich verstümmelte Leichen, auch von Kindern. Im vergangenen Dezember sei es passiert, mehr könne sie nicht sagen, weil jeder Anwesende ein Spitzel sein könne.

Im Osten der Türkei werden neuerdings Jugendliche im wehrfähigen Alter zwangsausgewiesen oder umgesiedelt. Zurück bleiben die Alten, die Frauen und die Kinder. Die jungen Kurden dagegen bilden in Istanbul und Izmir ein städtisches Subproletariat.

Vedat, unser kurdischer Übersetzer, setzt sich nach Ende der Fahrt nach Istanbul ab. Er studiert Rechtswissenschaften in Diyarbakir. Doch jetzt befürchtet er, wie manche seiner Kollegen, die Kontakt mit Ausländern hatten, bei

seiner Rückkehr verhaftet und gefoltert zu werden. Erst nach einigen Monaten wird er sich zurückwagen.

Menschenrechtsvereine haben ständig mit Drohungen zu kämpfen. Immer wieder verschwinden ihre Mitarbeiter spurlos. Sondereinheiten der Polizei haben sich auf dieses Verschwindenlassen spezialisiert. Der Rechtsstaat ist in diesem Teil der Türkei außer Kraft gesetzt. Immer mehr Männer werden mit Gewalt zu den Dorfschützern gepreßt. Wer nicht mitmacht, riskiert sein Leben.

**Die kurdische Guerrilla-Organisation** PKK kämpft seit 1984 für die Befreiung der Kurden als Nation und gegen die türkische Unterdrückung. Der Krieg hat bisher mindestens 30.000 Menschen das Leben gekostet und zwischen zwei und drei Millionen heimatlos gemacht. An die 3.000 kurdischen Dörfer sind zerstört oder geräumt worden. NATO-Mitglied Türkei wird mit Kriegsgeräten aller Art beliefert, Helikopter aus Italien, Kampfflugzeuge aus den USA und Panzer aus Deutschland. Unter anderem treffen wir auf Ariete-Kampfpanzer, zum Teil bei IVECO in Bozen gefertigt. Der Krieg findet abseits der Öffentlichkeit statt, auch der Kleinkrieg gegen kurdische Politiker, Intellektuelle und einfache Leute.

Die Kurdenfrage in der Türkei ist jedoch mehr als ein bloßes Problem innerer Sicherheit. „Der Krieg wird noch lange dauern. Aber auch wenn die Armee die

PKK in den nächsten Jahren fertigmachen würde,“ sagte uns der Bürgermeister von Cukurca, „gäbe es für die Kurden kein zurück. Sie wissen jetzt, was ihnen zusteht“. Was die Kurden der Türkei heute als erstes fordern und brauchen, sind Demokratie und Rechtsstaatlichkeit. Doch das Militär nutzt den Krieg auch zum Ausbau seiner Machtpositionen. Es ist ein offenes Geheimnis: in der Türkei regiert eigentlich der MGK, der nationale Sicherheitsrat, mehrheitlich Generäle.

**Am letzten Tag** besuchen wir das Mesopotamische Kulturzentrum in Istanbul. Unter diesem Pseudonym dürfen sich Kurden in der Bosphorus-Metropole treffen. Frauenorganisationen, Gewerkschaften und Menschenrechtsorganisationen können hier zaghaft Protest artikulieren: Jeden Samstag treffen sich am zentralen Galatasaray-Platz an die 100 Frauen und Mütter von Verschwundenen. Sie halten große Fotos ihrer Angehörigen in die Höhe. Abgeschirmt von doppelt soviel Polizisten fordern die „Mütter vom Galatasaray-Platz“ Gerechtigkeit. Doch die Regierung stellt sich taub. Äußerst selten werden Folterer und staatlich beauftragte Killer zur Rechenschaft gezogen. Und dieser Staat möchte in die Europäische Union aufgenommen werden?

1. Sie können sich an der GfV-Kampagne zur Freilassung von Leyla Zana beteiligen. Fordern Sie das Kampagnenblatt „Bedrohte Völker Aktuell“ Nr. 112 und die entsprechende Protestpostkarte an. Adresse: GfV, Postfach 2024, D - 37010 Göttingen.

**KURDEN**

**SYRIEN**

# „In den Reis taten sie kleine Steine“

## Ein Kurde berichtet von sieben Jahren Willkürhaft in Syrien

**I**m März 1997 besuchte der syrische Kurde **Kamal Al-Khalaf** das Büro der Gesellschaft für bedrohte Völker in Göttingen. Al-Khalaf war von 1987 an während sieben Jahren politischer Häftling in Syrien. Ein ordentlicher Prozeß fand nicht statt. Nach seiner Entlassung gelang Al-Khalaf die Flucht nach Deutschland. Sein Bericht zeugt davon, wie grausam kurdische und arabische Oppositionelle in Syrien verfolgt werden.

**pogrom:** *Wie lange und warum waren Sie in Syrien im Gefängnis?*

**Al-Khalaf:** Ich bin am 3.12.1987 festgenommen worden. Damals war ich Mathematik-Student an der Universität von Aleppo. Der Anlaß für meine Verhaftung war, daß ich die Zeitung Alreialhamra („Rote Fahne“) der oppositionellen Partei für Kommunistische Aktion (PCA) gelesen habe. Dies hätte ich dem Staat melden müssen. Ich war aber kein Mitglied der Partei, sondern habe lediglich mit ihr sympathisiert, weil sie sich auch für die Kurden in Syrien einsetzt. Sieben Jahre habe ich im Gefängnis verbracht, von 1987 bis zu meiner Entlassung am 31. März 1994.

**pogrom:** *Wie kam es konkret zur Verhaftung?*

**Al-Khalaf:** Ich habe mich mit Leuten von der PCA auf der Strasse unterhalten und die Zeitung von ihnen bekommen. Die Polizei kam vorbei, kontrollierte uns und verhaftete mich, als sie die Zeitung entdeckten. Zuerst kam ich in Aleppo in Einzelhaft. Dann wurde ich in das Gefängnis Sayed Naya in der Nähe von Damaskus gebracht und dort vernommen. Während der Vernehmungen durch die militärische Geheimdienstabteilung Nr. 235 „Falestina“ wurde ich gefoltert. In allen syrischen Gefängnissen wird ähnlich vorgegangen. Die Häftlinge werden zum Beispiel mit Händen und Beinen an einen Stuhl ohne Lehne gefesselt. Dieser wird dann umgestoßen, und die Beamten schlagen mit Stöcken,

Peitschen und Kabeln auf dich ein. Es ist eine sehr gefährliche Methode, da das Rückgrat brechen kann. Häufig wurden mir auch die Beine auseinandergedehnt und Beamte setzten sich auf jedes Bein. Bei der Folter ist immer ein Arzt anwesend, damit der Gefangene nicht stirbt.

**pogrom:** *Und wie waren Ihre Haftbedingungen?*

**Al-Khalaf:** Die Vernehmungen dauerten anderthalb Monate. Diese Zeit mußte ich in einem dunklen Kellerraum zusammen mit 60 Leuten verbringen. Der Raum war sehr dreckig und wir hatten keine Betten. Die Verpflegung war sehr schlecht. Wir hatten weder richtige Teller oder Besteck, noch die Möglichkeit, unsere Behelfsutensilien zu säubern. Dem Reis, den wir bekamen, waren immer kleine Steine beigemischt, so daß wir ihn nicht richtig essen konnten. Während der sieben Jahre Haft war meine Unterbringung etwas humaner, doch litt ich u.a. an Ekzemen und Läusen.

**pogrom:** *Wurden Sie irgendwann vor ein Gericht gestellt?*



Kamal Al Khalaf

Foto: F. Rohder

**Al-Khalaf:** Die ersten fünf Jahre gab es keine Gerichtsverhandlung, und ich bekam auch keinen Rechtsanwalt. Drei Jahre lang galt ich als verschwunden, meine Familie wußte nicht, wo ich mich befand und ob ich überhaupt noch lebte. Zwei meiner Mitgefangenen, die Araber Mohammed Issam und Moder Aljendi sind an der Folter gestorben. Ich selber wurde oft gedemütigt und als „dreckiger Kurde“ beschimpft.

**pogrom:** *Wie kam es dann zu Ihrer Freilassung?*

**Al-Khalaf:** Nach fünf Jahren bekam ich ein Verfahren mit Pflichtverteidigung vor einem Sondergericht in Damaskus. Insgesamt waren es fünf Verhandlungen, die sich über einen Zeitraum von einem Jahr erstreckten. Man bekommt aber keine Einzelverhandlungen, sie finden immer in Gruppen statt. Meine endeten ohne ein Urteil. Ich wurde dann zur Abteilung Falestina zurückgebracht, wo ich noch fast ein Jahr zubrachte, bevor ich am 31. März 1994 entlassen wurde. Vor meiner Entlassung mußte ich mich schriftlich für meine „Aktivitäten“ entschuldigen und versichern, daß ich nichts mehr gegen den Staat unternehmen werde.

**pogrom:** *Dürfen internationale Beobachter den Gerichtsverhandlungen beiwohnen?*

**Al-Khalaf:** Nein, normalerweise haben sie keinen Zutritt. Ich weiß aber von einer Gruppenverhandlung von Mitgefangenen Ende 1993, bei der eine Rechtsanwältin aus Jordanien im Auftrag von Human Rights Watch/Middle East anwesend war. Bei dieser Verhandlung wurden die Gefangenen besser behandelt, es waren keine „normalen“ Bedingungen, die Human Rights Watch dort zu sehen bekam.

**pogrom:** *Wurden mit Ihnen noch andere Kurden verhaftet?*

**Al-Khalaf:** 1987 gab es eine Welle von Verhaftungen. 35-40 Kurden

**KURDEN**  
**SYRIEN**



Zeichnung: Robert Stajner

## GfbV-Faltblatt und Aktionspostkarte für kurdische Gefangene in Syrien

**W**er sich in Syrien öffentlich zu seinem Kurdentum bekennt, demonstrierend Kurdisch spricht oder kulturelle und politische Rechte für Kurden fordert, wird verfolgt, verhaftet und gefoltert. Trotz einer Ende 1995 verkündeten Amnestie gibt es im Reich des Hafez Al-Assad noch immer politische Gefangene, darunter zahlreiche Kurden. Der Gesellschaft für bedrohte Völker (GfbV) liegen Listen mit den Namen von 43 betroffenen Kurden vor.

Mit einem Faltblatt und einer Protestpostkarte will die GfbV in diesem Frühjahr besonders auf das Schicksal von 16 Kurden aufmerksam machen, die 1995 in der nordsyrischen Stadt Kamishli verhaftet wurden. Sie hatten mit Plakaten und Flugblättern daran erinnert, daß 120.000 Kurden 1962 die syrische Staatsbürgerschaft aberkannt worden war. Obwohl sie friedlich für ihre Bürgerrechte eintraten, sitzen sie bis heute im Gefängnis, werden gedemütigt und gefoltert.

Das Los der in Syrien lebenden Kurden ist in Europa weitgehend unbekannt. Ihre Zahl wird auf eine bis zwei Millionen geschätzt. Die Kurden werden statistisch als „Araber“ geführt, mehr als 200.000 als „Ausländer“ ohne Staatsbürgerschaft. Hinzu kommen nach offiziellen Angaben mehr als 75.000 „Maktoumeen“, ebenfalls staatenlose Kurden, die nicht einmal in den Bevölkerungsregistern geführt werden.

Daß Kurden, die in Syrien geboren wurden, die Staatszugehörigkeit verweigert wird, verstößt gegen das Völkerrecht.

Sie bekommen nur Sonderausweise, durch die sie von den üblichen Bürgerrechten ausgeschlossen werden. Sie werden von Behörden oder staatlichen Unternehmen nicht angestellt, ihren Kindern wird jede höhere Bildung verwehrt, sie dürfen weder Land noch Häuser oder Geschäftsbetrieben besitzen. Nach Angaben kurdischer Exilkreise wurden im Januar 1997 in Nordsyrien 600 staatenlose kurdische Familien enteignet. Staatenlose Kurden werden in öffentlichen Spitälern nicht behandelt. Wenn sie einen syrischen Staatsbürger heiraten, gelten beide Ehepartner offiziell als „ledig“. Weil sie keine Pässe erhalten, können sie das Land nicht legal verlassen.

Die Verweigerung der syrischen Staatsangehörigkeit ist Teil jenes Arabisierungsprogrammes, das die Baath-Partei seit ihrer Machtübernahme 1962 gegen die syrischen Kurden gerichtet hat und zu dem u.a. die Errichtung eines 15 Kilometer breiten „arabischen Gürtels“ an der Grenze zur Türkei gehörte (vgl. **pogrom** 199/1996, S. 33ff.).

ANDREAS SELMECI

*Wenn Sie sich für die verhafteten 16 Kurden aus Kamishli einsetzen möchten, dann können Sie kostenlos unser Faltblatt mit der Postkarte bestellen. Wegen des großen Formates bitten wir Sie, uns mindestens fünf Stück davon abzunehmen und weiterzuverteilen. Adresse: Gesellschaft für bedrohte Völker, Postfach 2024, 37010 Göttingen, Tel. 0551/49906-11, Fax: 0551/58028.*

wurden in Kamischli, Amuda, Aleppo, Afrien, Kobaneh und Derik festgenommen. Vier davon, die ich während meiner Haft kennengelernt habe, befinden sich meines Wissens immer noch im Gefängnis. Fanaz Hasan, ein Chemiestudent aus Aleppo, bekam 12 Jahre, Abdelhamid Barazi und Merwam Mohamed 15 Jahre und Omar Rassoul 10 Jahre Haft. Sie alle sind unter dem Vorwand der Mitgliedschaft in der PCA verurteilt worden, drei von ihnen sind wirklich Mitglieder.

**pogrom:** *Setzen sich syrische Menschenrechtsorganisationen für die Gefangenen ein?*

**Al-Khalaf:** Ja, aber diese Menschen sind ihrerseits nicht sicher vor Verhaftungen. Ich kenne den Fall des „Komitees für die Verteidigung von Demokratie, Freiheit und Menschenrechten in Syrien“ (CDF), dessen Vorsitzender, der Anwalt Neessy, im Gefängnis fast erblindete. Mit ihm wurden neun weitere Mitglieder der Organisation festgenommen.

**pogrom:** *Wann und weshalb haben Sie sich entschlossen aus Syrien zu fliehen?*

**Al-Khalaf:** Ab August 1996 habe ich daran gearbeitet, Syrien zu verlassen. Ein Freund aus Gefängniszeiten, Mitglied der PCA, blieb nach meiner Entlassung 1994 weiterhin in Haft.

Nach meiner Entlassung habe ich von Parteifreunden erfahren, daß ein Freund aus dem Gefängnis, ein Mitglied der PCA, in der Haft gestorben ist. Man bat mich, bei der Weiterverteilung eines Flugblattes zu helfen, das über seinen Tod informiert. So ging ich zu zwei Freunden, ebenfalls PCA-Mitglieder und zeitweise mit mir in Haft. Da ich sie nicht antraf, gab ich die Faltblätter der Mutter, die mich persönlich kannte. Sie ist Analphabetin. Um zu verhindern, daß ihre Söhne in Schwierigkeiten gerieten, hat sie jedoch die Blätter den Sicherheitsbehörden vorgelegt. Durch einen Vetter der beiden erfuhr ich davon. Er teilte mir auch mit, daß bereits nach mir gesucht wird. So habe ich mich die Monate bis zu meiner heimlichen Ausreise bei Freunden in verschiedenen Städten versteckt. Eine Rückkehr nach Syrien ist mir aus diesen Gründen nicht mehr möglich. □

*Das Interview führte Felicitas Rohder. Bearbeitung für pogrom: Maren Rößler.*

US: Dialogue with terrorists is sometimes necessary

PKK responsible for 25 percent of all terrorist attacks in the world in 1996

UĞUR AKINCI

Washington- Turkish Daily News

■ During the introduction of the 1996 Global Patterns of Terrorism report, a senior State Department official responsible from the preparation of the report made an on-the-record admission that sounded like a sharp departure from the department's past policy in dealing with terrorists. Replying to a question on the issue, Ambassador Philip Wilcox Jr., counter-terrorism coordinator of the department, admitted that sometimes one is forced to talk to terrorists, and the results may turn out to be not be too bad after all.

"There are certain times when dialogue is necessary and can save lives," Wilcox said. "For example, in hostage rescue situations dialogue is the method of first resort. We do not, as a matter of course, conduct dialogue with terrorist organizations — until they have given indication that they're prepared to renounce terrorism."

'Preparation' is enough?

Such a willingness to take a terrorist organization's "indication" that it was "prepared" to renounce terrorism in the future as a sufficient condition of establishing a dialogue with Washington hit some observers as too liberal an innovation compared to the department's past policy on the matter. In the past, the Clinton administration steadfastly defended that no dialogue was possible with any terrorist group.

As to those seven states which sponsor terrorism, dialogue with Washington is apparently nothing new, as the case of Syria proves.

"We do ... have contacts with many states who sponsor terrorism, and we have urged them to take specific steps to get rid of that taint so that they could join the rest of the world as states which oppose terrorism," Wilcox offered.

The report cited Greece and Germany as two countries that gave support to the Kurdistan Workers' Party (PKK). As a reaction, Wilcox said, "We have strongly discouraged any government from offering any kind of moral or other support to the PKK" — which he characterized as a "notorious terrorist organization."

Shaky on PKK

The sections of the report which dealt with PKK actions raised some eyebrows in Washington. First of all, the Turkish Army's increasingly effective military campaign against the PKK was not acknowledged in the report. One of the world's respected military intelligence periodicals, Jane's Defence Intelligence, reported in its January issue that the Turkish Army had managed to get control of the situation and that the PKK was "faltering"



Retired Greek General Dimitris Matafias together with terrorist A.Ocalan at the Bekaa Valley PKK Halve Camp.

after persistent campaigns the Turkish special units had launched against the Marxist-Leninist Kurdish separatist group. Instead, the report said the drop in PKK-related incidents in 1996 was "significantly due to the group's unilateral cease-fire from December, 1995 to the fall of 1996."

Yet, shortly after, the same report gave examples of "suicide bombings" that took place during that period.

PKK leader Abdullah "Apo" Öcalan was given some credit as an important figure, and was visited by none other than Klaus Gruenewald, German Security Services Chief. Later on, we understand, Öcalan "apologized" for the PKK violence in Germany.

Iran: 'Premier terrorist'

Iran, the "premier state sponsor of terrorism in 1996" according to the report, also received its share from Wilcox on Wednesday.

Iran's acts of terrorism abroad "are not the result of rogue elements within the Iranian bureaucracy. They are sanctioned at the very highest levels," Wilcox said. "Iran has sought, by exporting terrorism and subversion, to create instability in the Persian Gulf region and elsewhere."

Full text of the section on Turkey in the 1996 Global Patterns of Terrorism report:

# Military operations intensify in Tunceli

The number of terrorist incidents committed by the Kurdistan Workers' Party (PKK) in Turkey in 1996 declined significantly due to the group's unilateral cease-fire from December, 1995 until the fall of 1996. Nonetheless, the PKK was responsible for sporadic terrorist attacks during the cease-fire period, most notably the 30 June suicide bombing against a Turkish military parade in Tunceli. The attack killed nine security forces personnel and wounded another 35. The suicide bombing marked the first time the PKK had used this tactic even though PKK leader Abdullah Öcalan had threatened earlier in the year to use suicide bombings against Turkey's western cities in an effort to drive away tourists.

Since the end of the cease-fire, the PKK has stepped up its attacks against military and civilian targets in southeastern Turkey. The most noteworthy incidents include two more suicide bombings — in Adana and Sivas — in late October that killed two civilians in addition to eight security forces personnel. The suicide bombing in Sivas is of note because the city, well outside of the southeast, is in an area that the Turkish government previously considered to be relatively secure. In two other incidents, four schoolteachers were murdered outside of Diyarbakır in October and three tourists—including a U.S. citizen—were kidnapped outside of Bingöl in September. The U.S. citizen and his Polish traveling companion were later released unharmed. There is no word on the status of the third hostage, reportedly an Iranian. The killing of schoolteachers and kidnapping of foreigners are traditional PKK terrorist acts but had not been seen in almost two years.

The number of violent PKK activities in western Europe also was down in 1996, particularly after German Security Services Chief Klaus Gruenewald visited Öcalan in late 1995 to demand the cessation of PKK-instigated violence in Germany. PKK violence continued at a negligible level until early March, when a PKK-affiliated demonstration in Bonn turned violent, injuring several German policemen. Öcalan later apologized for the incident and promised to suspend further PKK incidents on German soil.

The Marxist-Leninist Revolutionary People's Liberation Party/Front (DHKP/C) — the successor group to Devrimci Sol — pulled off a spectacular terrorist act in January with the high-profile assassination of prominent Turkish businessman Özdemir Sabancı in his high-security office building in Istanbul. Previously, DHKP/C had managed only a few low-level assassinations against unprotected Turkish targets. The group also conducted several drive-by shootings of policemen in Istanbul. Although the drive-by shootings are not characteristic of DHKP/C's usually intensive surveillance and planning, its successful murder of Sabancı suggests that it is acquiring greater capabilities and that it could once again become a real threat.

*Ankara- Turkish Daily News*

■ Anti-terrorist operations carried out in the southeastern region intensified in and around Tunceli province, the Anatolia news agency reported. 17 militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party were killed in the southeastern operations and two of them surrendered to security officials in Bingöl and Hakkari.

The PKK suffered heavy losses as a result of clashes in the region, said Anatolia. Officials said the operations were intensified around Tunceli and that many PKK hideouts had been discovered and destroyed.

Officials also noted that extensive security measures were taken at the frontier area

to prevent terrorist penetration into Turkey.

In anti-terrorist operations in the Southeast between Jan. 1 and May 1, 761 terrorists were killed, 2 were injured, 50 of them were captured and 51 surrendered to security officials by their own will. 73 security officials, including some village guards, died in the clashes, Anatolia reported.

The officials noted that many weapons and equipment belonging to the PKK were seized in operations in the first four months of 1997, in addition to 156 kilograms of hashish found in the hideouts. Security officials arrested 17 Hizbollah members in searches in residential areas in the past four months.

# Turkey to urge Russia to discourage PKK activities in Moscow

*Ankara- Turkish Daily News*

■ Turkey reacted strongly as outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) members in Moscow openly announced future terrorist acts planned against civilians in Turkey, the Anatolia news agency reported on Thursday.

The PKK leader for Eastern Europe, Mahir Velat, reportedly announced that future terrorist acts would be conducted against civilians and in tourist-populated areas in Turkey at a press conference that has infuriated Ankara.

The Turkish Embassy in Moscow sent a dossier prepared on the press meeting to the Russian Embassy, which will be followed in upcoming days by a meeting between Russian

and Turkish authorities in the capital. At the meeting, Turkish authorities from the embassy will reportedly ask Russian officials how it is possible that terrorists can go around declaring their intentions in Moscow.

The issue of PKK militants' activities have been a sore point between Turkey and Russian authorities for some time. On several occasions, Turkish authorities have expressed their displeasure that PKK militants have been allowed to organize activities which they oppose. And in response, Russian authorities have said that they are conducting cultural activities. In the coming meeting, according to Anatolia, Turkish officials will point out specific threats made by PKK militant Velat at the press conference.

# L'Europe gèle le « dialogue critique » avec l'Iran mais ne prend pas de sanctions économiques

Les ambassadeurs des Quinze vont retourner à Téhéran

Les Etats-Unis ont accueilli « avec beaucoup de satisfaction », mardi 29 avril, la décision prise le même jour par les quinze pays membres de

l'Union européenne de restreindre leurs relations avec l'Iran. Washington se félicite de la suspension du « dialogue critique » euro-ira-

nien, mais « aurait préféré que la menace de sanctions économiques ait été incluse » dans la décision des Quinze.

**LUXEMBOURG**  
(Union européenne)  
de notre correspondant

Les ministres des affaires étrangères des quinze pays membres de l'Union européenne ont réussi à adopter, mardi 29 avril, une position plutôt modérée sur l'Iran. L'Union s'est montrée soucieuse de réitérer sa réprobation à l'égard des actions terroristes - dont l'une, le meurtre de quatre opposants kurdes à Berlin, en 1992, a été commanditée, selon la justice allemande, par « le plus haut sommet de l'Etat » iranien. A cette fin, elle a confirmé solennellement la suspension du « dialogue critique » qu'elle entretenait depuis 1992 avec le régime des mollahs. Mais elle a évité tout ce qui pourrait ressembler à des sanctions économiques et annoncé le retour de ses ambassadeurs à Téhéran.

Mis à part le gel du « dialogue critique », « faute de bases pour le poursuivre dans les circonstances actuelles », le texte adopté n'apporte guère d'éléments nouveaux. Les Quinze rappellent leur embargo sur les armes, annoncent la suspension des visites au niveau ministériel, ou encore leur volonté de coopérer pour ne pas accorder de visas à des agents des services spéciaux iraniens, et pour expulser



ceux qui résideraient encore dans l'Union.

Plusieurs Etats membres, dont le Royaume-Uni, l'Allemagne, le Danemark, la Suède, l'Autriche, auraient souhaité une prise de position plus « musclée ». Mais ceux qui avaient le souci de ne pas couper complètement les ponts avec Téhéran, au premier rang desquels les Français, l'ont emporté. La pré-

sidence néerlandaise s'est félicitée d'avoir réussi à faire adopter par le Conseil une position commune, évitant ainsi que l'Europe apparaisse une fois de plus divisée.

## DE NOUVELLES BASES

Lors du débat, on a assisté à quelques passes d'armes entre Michel Barnier, le ministre français délégué aux affaires européennes,

et les ministres allemand et autrichien des affaires étrangères. Ceux-ci se montraient perplexes à l'idée de renvoyer en poste des ambassadeurs qu'on avait rappelés il y a à peine quinze jours. « On ne les a rappelés que pour consultation », a fait valoir M. Barnier, qui aurait souhaité que le « dialogue critique » ne soit suspendu que « dans ses modalités actuelles ». « Cela veut dire qu'on le reprend sur d'autres bases ; ce serait inacceptable pour l'opinion publique », a répondu Klaus Kinkel, le ministre allemand. S'agissant du retour des ambassadeurs, le principe en a bien été acquis, mais il a été entendu que chaque Etat membre en fixerait la date à sa guise.

Hervé de Charette, le ministre français des affaires étrangères, arrivé pour le déjeuner, aurait tenté de modérer le texte. Sans succès, même si l'interprétation qu'il en donne ne laisse guère de doutes sur ses intentions : « Il faut que ce dialogue fasse l'objet d'un réexamen sur la base des données nouvelles, il faut lui donner un nouveau contenu... On obtient plus par le dialogue que par le silence ; ce n'est pas un dialogue de faiblesse, mais de conviction », a-t-il déclaré après la réunion.

Philippe Lemaître



## ● Danielle Mitterrand en Turquie la semaine prochaine

10:02  
GMT, 02  
Mai  
1997

©AFP  
1997

ANKARA, 2 mai (AFP) - Danielle Mitterrand, veuve de l'ancien président François Mitterrand et présidente de la fondation France-Libertés, se rendra la semaine prochaine en Turquie, a annoncé vendredi le président de l'Association turque des Droits de l'Homme (IHD), Akin Birdal.

Mme Mitterrand participera, avec la présidente du groupe des Verts du parlement européen, Claudia Roth, à une conférence internationale sur la paix organisée les 8 et 9 mai à Ankara par l'IHD, a indiqué M. Birdal.

La conférence portera sur les moyens de résoudre pacifiquement le problème kurde en Turquie, selon M. Birdal. Des représentants d'une trentaine d'organisations d'une dizaine de pays sont attendus à cette conférence, a-t-il ajouté.

CE/hc/ob eua.f



## ● 42 rebelles kurdes et sept membres des forces de sécurité tués dans le sud-est

14:05  
GMT, 03,  
Mai  
1997

©AFP  
1997

DIYARBAKIR (Turquie), 3 mai (AFP) - Quarante-deux rebelles séparatistes kurdes et sept membres des forces de sécurité turques ont été tués au cours des trois derniers jours dans de violents affrontements dans le sud-est à majorité kurdes, ont annoncé samedi les autorités.

Le ministre turc de la Défense Turhan Tayan a déclaré, samedi à Ankara, que les troupes turques pourraient entrer dans le nord de l'Irak pour y pourchasser les rebelles kurdes dans le cadre d'un accord de "poursuite à chaud" avec Bagdad.

"Nous avons pris toutes les mesures nécessaires sur notre territoire contre les terroristes séparatistes", a dit M. Tayan dans une conférence de presse, dans une allusion au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

"Mais nous ne pouvons pas rester les bras croisés alors que le vide d'autorité dans le nord de l'Irak fait le jeu des terroristes", a-t-il ajouté.

"Nous avons un accord de poursuite à chaud avec l'Irak dont nous respectons en même temps l'intégrité territoriale", a dit M.

Tayan, sans autre précision.

Il n'a pas été possible de clarifier si la Turquie a récemment renouvelé secrètement un accord avec Bagdad datant de 1986 aux termes duquel les troupes turques étaient autorisées à pénétrer dans le nord de l'Irak à la poursuite des militants du PKK, ou si le ministre faisait référence à l'accord de 1986 qui a en principe expiré en 1990.

Au cours des dernières semaines, la Turquie a déployé des renforts de troupes et d'équipement le long de sa frontière avec l'Irak, semblant indiquer l'imminence d'une opération transfrontalière.

Lors des combats qui se sont déroulés sur le sol turc, les forces gouvernementales ont tué depuis jeudi 23 membres du PKK dans la province de Sirnak près de la frontière irakienne, ont annoncé les autorités de la région du sud-est. Les rebelles du PKK ont de leur côté tué trois "gardiens de village" (milices kurdes pro-gouvernementales).

19 autres militants séparatistes du PKK et quatre membres des troupes de sécurité ont trouvé la mort dans d'autres affrontements dans les provinces de Siirt, Batman et Hakkari.

La Turquie se plaint de ce que le PKK, qui a des bases dans le nord de l'Irak, profite du vide d'autorité dans cette région, qui échappe au contrôle de Saddam Hussein depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991, pour se renforcer et lancer des attaques en territoire turc.

Ces dernières années, l'armée turque a envoyé fréquemment des unités, généralement peu nombreuses, dans le nord de l'Irak pour y combattre le PKK.

Toutefois en mars 1995, elle avait lancé une opération d'envergure, avec quelque 35.000 hommes soutenus par des chars et l'aviation, qui avait duré six semaines.

"Notre combat déterminé contre le terrorisme continuera jusqu'à ce qu'il disparaisse pour de bon", a dit M. Tayan.

Plus de 24.000 personnes ont été tuées dans les violences liées à la rébellion du PKK depuis 1984, date à laquelle les rebelles ont lancé leur campagne pour la création d'un Etat kurde indépendant dans le sud-est.

Des responsables gouvernementaux ont indiqué jeudi dernier que plus de 750 rebelles et 73 membres des forces de sécurité ont été tués dans la région dans les quatre premiers mois de cette année.

ue/hc/mr ANK + T

Turkish Daily News SATURDAY, MAY 3, 1997

# iHHD plans 'Peace Conference' for May 8-9

## HR Association chief Birdal: 'A peaceful solution to the Kurdish issue is urgent'

Ankara-Turkish Daily News

■ Turkey's Human Rights Association (iHHD) will hold a "Peace Conference" May 8-9 to discuss issues surrounding the Kurdish problem in Turkey, iHHD Chairman Akin Birdal stated at a press conference on Friday.

Turkish participants as well as those from other countries are scheduled to attend. Demonstrating a more positive outlook, Birdal said of the gathering, "While everybody is focusing on war nowadays, we will talk about peace instead of war." Danielle Mitterand, widow of the late French President Francois Mitterand, will deliver the conference's opening speech. The meeting will examine at all aspects of the Kurdish issue, including the ecological, health, sociological, economic, legal, and foreign and domestic political effects.

Birdal said they had invited all Turkey's key political figures, including the prime minister and the party chairmen. Characterizing the Turkish and Kurdish people as "willing to live together despite all provocative policies," Birdal said that peace would be achieved only through the common efforts of civil institutions.



iHHD Chairman Akin Birdal

In addition to Mrs. Mitterand, Claudia Roth, head of the Greens Group in the European Parliament and representatives from human rights groups, among them the Sakharov Foundation, the U.S. Center for Victims of Torture, the Federation of American Scientists, the U.S. Parliamentary Human Rights Foundation, Physicians for Human Rights and the World Organization against Torture, will attend the conference.

Turkish groups to be represented include the Turkish Human Rights Foundation, the pro-Islamic human rights group Mazlum-Der, the Turkish Medical Association and all the political parties except the far-right National Movement Party and Grand Unity Party.

When asked about the absence of these parties, Birdal said that "on principle" they had not been invited. The head of Mazlum-Der, Yılmaz Ensaroğlu, and the representative of the Confederation of Public Workers' Unions (KESK) Hasan Hayir praised iHHD's efforts to organize such a conference.

## iHHD case against Interior Ministry

Answering reporters questions, Birdal also confirmed a story first revealed by the TDN on April 18 that his association would bring a case against the Interior Ministry and the state-owned Ziraat bank.

The complaint involves the ministry's blocking of European Commission funds which were to be put toward a project to train young human rights activists in Turkey.

The scheme was to be financed by the European Commission in cooperation with the International Human Rights Federation. Funding of 80,000 ECU (approximately \$120,000) has been allocated and, although the sum is small, the organization fears its blockage by the Interior Ministry may also affect future credits for Turkey.

The stalemate began with a circular issued from the controversial former Interior Minister Mehmet Ağar during his term in office, iHHD officials were informed.

iHHD official Sedat Aslantaş charged that the state was attempting "to isolate them financially and bureaucratically," adding that this had already caused financial loss since they had rented halls and purchased materials in anticipation of the training project.

## 'iHHD will definitely get the money'

European Commission officials, briefing the TDN on the case, stressed that the iHHD would definitely get the allocated funding and said the commission's representatives in Ankara would do what was necessary to ensure this. "We are in regular contact with Brussels on the issue," one such representative told the TDN.

SATURDAY, MAY 3, 1997

# Murder of Kurds fresh waves after

**Controversy:** The alleged killers of a Kurdish opposition leader were not brought before a court because the then-Austrian gov't feared Iranian retaliation, Iran's ex-president says

**JOHN PORTER**

*Vienna - German Press Agency*

■ The murder of a Kurdish opposition leader and two of his aides in Austria seven years ago seemed to have been forgotten until the recent ruling in the Berlin Mykonos trial which implicated Iranian leaders in the killings of Kurds in a Berlin restaurant of the same name.

The question being raised again now is as follows: Did Austria allow the alleged killers of a Kurdish opposition leader to leave the country because it had received threats from Teheran?

The murder of Kurdish politician Abdul Rahman Ghassemlou and two of his aides in Vienna in 1989 seemed to have been swept under the carpet until a few weeks ago.

But the case was suddenly back on the political agenda in April after a German court ruled that the Iranian leadership had ordered both Ghassemlou's murder and the killing of his successor and three associates in Berlin in 1992.

Although the German court only dealt with the Berlin murders (it sentenced two defendants, including an Iranian, to life imprisonment), the shockwaves of the verdict immediately reached Vienna. "Austria gave in to blackmail by Iran," former Iranian President Abdhassan Bani-Sadr asserts.

He says Ghassemlou's killers were not brought before a court because the then-Austrian government feared retaliation by Iran. Germany, by contrast, had not, given in to Iranian threats. "Austria made a secret deal with a criminal regime," says Bani-Sadr, who now lives in exile in Paris in permanent fear for his life.

His claims were soon confirmed by a former senior Austrian diplomat. Ambassador Erich Maximilian Schmid told the Austrian media that Iran had exerted pressure on Austria to let Ghassemlou's alleged murderers go.

"The Iranian ambassador in Vienna told us that otherwise Austrians in Iran would be in danger," the former head of the political section of Austria's foreign ministry said. His statement was backed by a series of official documents published by Austrian newspapers which showed that Austria had stopped



**DID THEY BOW TO IRAN?**- Austria's former Interior Minister Later both admitted that in fact there had been unspecified three

its investigations into the murder.

Ghassemlou, the then-leader of the Kurdish Democratic Party-Iran, and two of his aides were shot dead in a Vienna apartment on July 13th, 1989.

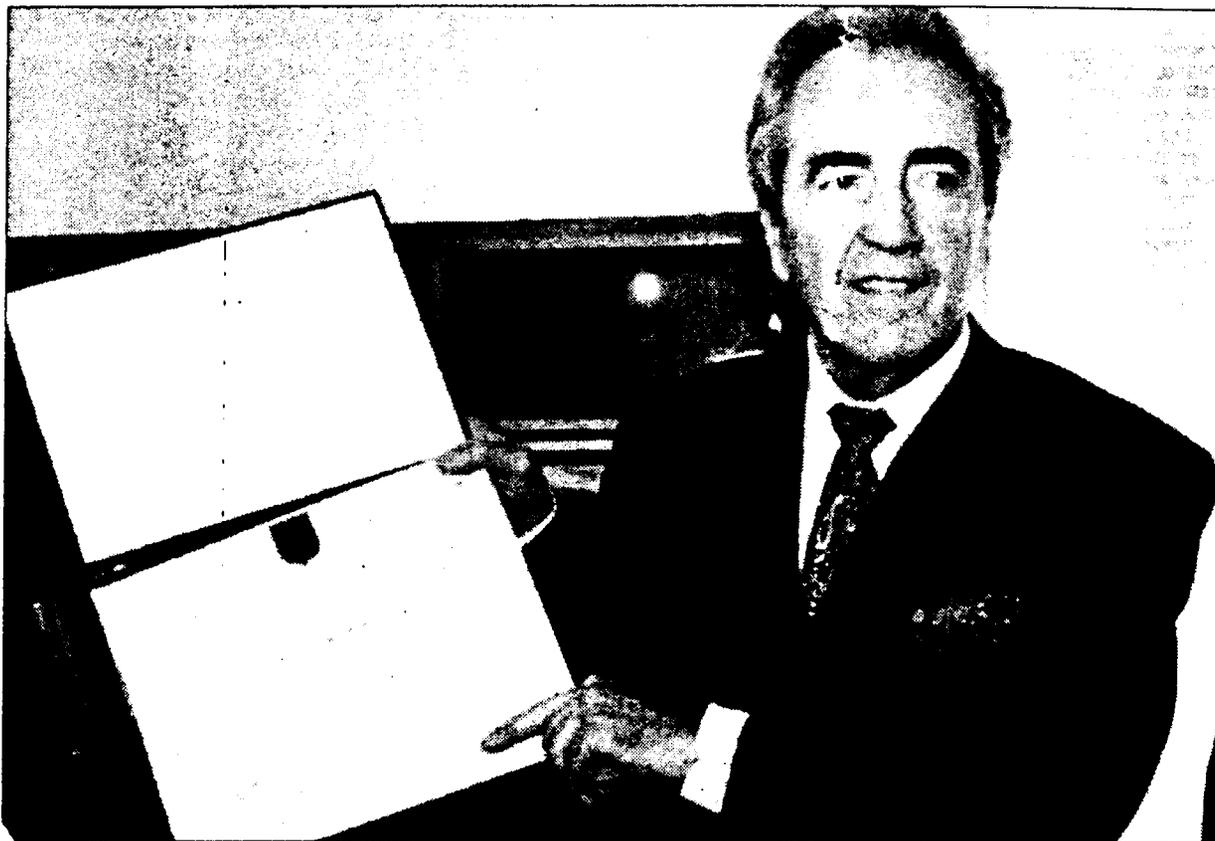
They had come to Vienna to have secret talks with representatives of the Iranian regime - instead they fell into a trap. One of the killers was himself shot and arrested soon afterwards. Austrian police identified two more killers some days later.

An arrest warrant was issued against them - but they could not be arrested because they had fled into the Iranian embassy in Vienna.

Police put the embassy under permanent observation to prevent the alleged killers from leaving. A few days later the arrest warrants were lifted and the suspects were able to leave the embassy and return to Iran.

At the time, the decision to let the alleged killers go free was criticized by the Austrian opposition and by Kurdish representatives, but soon the case was out of the headlines. Now it is back, causing the present

# in Austria makes Mykonos trial



Franz Löschnak (L) and former Foreign Minister Alois Mock (R) had initially rejected all accusations of giving in to Iranian blackmail.

Austrian government a major embarrassment.

Until Schmidt's statement, Austrian officials had maintained that there had been no pressure from Iran.

Former Foreign Minister Alois Mock had initially rejected all accusations as "totally false," as did the then-interior minister Franz Löschnak.

Both had to admit a few days later that in fact there had been unspecified threats by Iran. But they stressed they had not ordered the three Iranian suspects not to be further prosecuted. No member of the then-cabinet is still in office, but the parties forming the government coalition are still the same - the Social Democrats (SPÖ) and the People's Party (ÖVP).

The present Austrian government is, perhaps not uninfluenced by this fact, totally against a full parliamentary inquiry into the case.

The opposition Green Party and Liberal Forum want a parliamentary committee to be set up which might highlight how Austrian government ministers of SPÖ and ÖVP gave in to pressure by Teheran.

They allege that an illegal arms deal between Austria and Iran was also used by Teheran to blackmail Austria. The arms affair was covered up in the late 1980s. A court found that in the mid-1980s, Austrian firms had violated Austrian neutrality laws by selling "Noricum" cannons to Libya, knowing that from there the weapons would be shipped to Iran. Pressure is mounting, even within the rank and file of SPÖ and ÖVP, for a parliamentary committee to be set up to investigate Ghassemloo's murder.

The findings of such a committee could not only compromise the government and former ministers, but perhaps also President Thomas Klestil. He was general secretary of the Foreign Ministry at the time and as such the most senior Austrian diplomat. Klestil, who wants to run for a second presidential term next year, has also been accused of being involved in the case.

He denies any wrongdoing - but he could nevertheless become a late casualty in a murder case which occurred almost eight years ago.

washingtonpost.com

| home page | site index | search | help |

---

## Turkey Troops Kill 42 Kurd Rebels

Saturday, May 3, 1997 6:13 pm EDT

DIYARBAKIR, Turkey (AP) -- Troops killed 42 Kurdish rebels in the southeast over the past three days, regional officials said Saturday.

Four soldiers and three village guards were also killed in clashes in the southeastern provinces of Sirnak, Batman, Diyarbakir, Siirt and Hakari, the regional governor's office said.

The village guards help the troops in their fight against the autonomy-seeking Kurdish rebels.

Since March, the army has stepped up its crackdown on Kurdish rebels and reportedly deployed thousands of troops recently along the Iraqi border for a possible incursion into northern Iraq to hit the rebel bases there.

The military said earlier this week that the Kurdish guerrillas retreated into northern Iraq after suffering heavy losses in Turkey's southeast.

Turkey has launched cross border raids into Iraq in spring in recent years to take advantage of good weather on mountainous terrain.

Lack of authority allows Turkish troops to operate freely in northern Iraq, where Iraqi Kurds established a de facto state after the Gulf War in 1991.

Some 28,000 people have lost their lives in the Kurdish war since 1984.

© Copyright 1997 The Associated Press

[Back to the top](#)

---

washingtonpost.com

| home page | site index | search | help |

---

## 17 Iraqis Drown Going Into Greece

Sunday, May 4, 1997 1:42 pm EDT

KUSADASI, Turkey (AP) -- Seventeen Iraqis drowned while trying to make the passage from this coastal resort into Greece, the Anatolia news agency reported Sunday.

Four others were missing and feared drowned, it said.

One survivor who managed to swim ashore said a total of 22 Iraqis in two boats were crossing the sea to the Greek island of Samos, about 15 kilometers (9 miles) off the Turkish coast.

The first boat sank and its passengers caused the second boat to capsize while struggling to come aboard.

Last week, the bodies of five Iranians who also drowned while trying to reach Greece washed ashore near Kusadasi, which lies some 80 kilometers (50 miles) south of the Aegean port city of Izmir.

Eight Iraqis drowned in March during a similar attempt.

Thousands of illegal immigrants, most of them Kurds, Iraqis and Iranians, pay about dlr 2,000 each to Turkish smugglers to take them to the Greek islands near the Turkish coast.

© Copyright 1997 The Associated Press

[Back to the top](#)

---

# Can we tolerate this state of lawlessness?

The closing down of Flash TV and then its reopening all suggests an intolerably arbitrary decision-making process that has ruined our system

**O**n Thursday notorious mobster Alaattin Çakıcı, who has fled Turkey and is now living somewhere in the West, had a telephone interview televised live on Flash TV where he openly made allegations that Deputy Prime Minister Tansu Çiller and her husband Özer Çiller were involved in irregularities and then threatened them with assassination...

The next day, thugs broke into the Istanbul studios of Flash TV and held the staff at gunpoint while they roughed up people and broke some equipment. Then they fled the scene in cars whose licence plates were taken and handed to the police... On Saturday, officials from the Ministry of Transportation backed by police went to the main headquarters of Flash TV in Bursa and announced they had been authorized to close down the station because its equipment — which links it to the satellite for transmission — had been illegally imported...

After some rough scenes, the TV station went off the air. Later in the day Prime Minister Necmettin Erbakan personally intervened and ordered the TV station reopened.

All this sounds like a thriller yet it is not. These scenes have occurred in Turkey where we feel there is a growing concern about lawless-



## Editorial

İlnur Çevik

The second problem is the fact that there is a widespread belief that some politicians are involved in serious corruption and irregularities, yet they manage to hold on to power irrespective of the laws and regulations in the country. Thus the system is degenerating.

The third is that people seem to have their own armed supporters who seek justice for them. The fourth is that people are using the police force as their own private army, as in the case of the closure of Flash TV. In a country where laws are supreme the incidents that occurred at Flash TV would never have happened. Firstly, it would have been unthinkable that thugs would enter such a premises and run amok without any police interference. Even if they managed to stir up trouble they would be caught as the police managed to get their descriptions and the number plates of their cars...

Then, when authorities tried to close down a TV station on technicalities there would be laws protecting the TV station and the public against such arbitrary decisions. Yet here, the Transportation Ministry officials used the police to close down Flash TV without any prior warning and without giving it the chance to appeal. The reopening of the TV station was again through the orders of the prime minister and not through the legal channels.

All this points to a situation where arbitrary decisions decide events rather than laws and regulations.

This is the real threat to the very existence of the Republic rather than the separatist Kurdish terrorist groups or the fundamentalists... The people are losing their faith in the system.

ness.

Those who have the guns and control the police go off to impose their will on others.

In the past Mr. Çakıcı has often made declarations that he would "eliminate" people and he has kept his word. Despite this, the state has been unable to trace the whereabouts of this person and demand his extradition. We have had reports that Mr. Çakıcı has been seen in New York as well as in some major European cities.

Many people like him who have criminal records have managed to flee Turkey and avoid jail. These people too are roaming around in the West as free citizens.

So the first problem seems to be that those who have political muscle manage to avoid prison and play their own game. It is usually those who do not enjoy such facilities that end up in jail...

# IHD to file suit against governor's decision to halt Peace Conference

Ankara Governor Erdoğan Sahinoğlu issued a statement late Friday that the conference would not be permitted for security reasons

**ELİF SEMİHA KÜFLÜ**  
*Ankara- Turkish Daily News*

■ The Human Rights Organization (IHD) disclosed Sunday that it would file suit against a decision by the Ankara governor's office to ban the IHD Peace Conference scheduled for May 8-9 to discuss political solutions to the Kurdish problem. Ankara Governor Erdoğan Sahinoğlu issued a statement late Friday that the conference would not be permitted for security reasons. Erdoğan claimed that the conference would result in "provocation and incitement."

The conference organizers had invited many participants from abroad such as Danielle Mitterand, widow of the late French President Francois Mitterand, Claudia Roth, head of the Greens Group in the European Parliament and representatives from human rights groups including the Sakharov Foundation, the

U.S. Center for Victims of Torture.

An official document was delivered to IHD on Monday from the Security Department reminding them of the governor's decision and explaining that those invited were people whose efforts harm "the unbreakable territorial integrity of the state and nation."

It also said that according to the laws governing foundations, IHD needed to receive permission for the invited participants. "This is a scandal in the international arena." IHD official Sedat Aslantaş told TDN, commenting on the decision. Aslantaş said that IHD would ask the Administrative Court to suspend the enforcement of the decision and added, "Peace is a human right."

Aslantaş said that the conference organizers had started contacting the international participants to inform them of the decision and to request their presence despite that measure.

Turkish groups to be represented include the Turkish Human Rights Foundation, the pro-Islamic human rights group Mazlum-Der, the Turkish Medical Association and all the political parties except for the far-right National Movement Party and Grand Unity Party.

*Turkish Daily News*

TUESDAY, MAY 6, 1997

## Iraq says water in Kurd-held area cut down

*Baghdad - Reuters*

■ Iraq on Monday accused "foreign agents" of cutting the water flow in two dams in Kurdish-held northern Iraq and warned it would not "tolerate such acts" which have caused drought in areas under Baghdad's control.

Iraq's Irrigation Minister Mahmoud Diyab al-Ahmad said the water flow was halted in Dokan and Darbandikhan dams in the Kurdish north, which has been out of the reach of the Iraqi government since the 1991 Gulf War over Kuwait.

Ahmed did not name the parties who cut the water — only referring to them as "foreign agents" but the two major dams are in

Sulaimaniya province, the stronghold of rebels of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) led by Jalal Talabani. Iraq last September helped the Kurdistan Democratic Party (KDP) led by Massoud Barzani oust rival rebels of the PUK from the city of Arbil. The move prompted the United States to fire missiles against Iraqi air defences in the south.

Ahmad said the water cut from the two dams had caused severe shortages in Diyala (Ba'quba) province, 60 km (37 miles) north-east of Baghdad and Ta'meem (Kirkuk) province, 280 km (175 miles) north of the capital Baghdad.

"The foreign agents in northern Iraq have completely halted the water flow in Dokan dam since April 19 of this year until now, causing difficulty in providing drinking water to Ta'meem province and killing agricultural crops," Ahmad said in a statement reported by the official Iraqi News Agency. "Water flow of Darbandikhan dam were also reduced during the current year to a level preventing cultivation of rice and other crops in Diyala province," the minister said. Ahmad warned that Iraq "would not tolerate such acts whatsoever," stressing that water supplies should resume at normal speed.



16:04  
GMT, 06  
Mai  
1997

©AFP  
1997

## ● Immunités parlementaires de deux députés de Mme Ciller contestées

ANKARA, 6 mai (AFP) - Des documents demandant la levée des immunités parlementaires de deux députés du parti de Mme Tansu Ciller, afin de les déférer devant la justice pour être impliqués dans le récent scandale de la mafia, ont été présentés mardi au parlement turc par le gouvernement, a rapporté l'agence Anatolie.

Ces députés du Parti de la Juste Voie (DYP, droite) sont l'ancien ministre de l'intérieur Mehmet Agar et chef d'un clan kurde pro-gouvernemental à Sanliurfa (sud-est), Sedat Bucak.

Le parquet d'Ankara avait demandé la levée de leurs immunités en décembre dernier. Depuis cette date, ces documents étaient retenus par le gouvernement à dominance islamiste sans être présentés au parlement.

Ces documents doivent être examinés dans les jours prochains par une commission parlementaire qui doit présenter son rapport dans un mois à une commission supérieure qui préparera, à son tour, un rapport final sur le dossier.

Si cette dernière commission décide de lever les immunités parlementaire de ces deux députés, l'assemblée plénière doit voter sur cette décision selon la Constitution.

M. Agar était accusé par le parquet d'"usurpation de pouvoir" pour son rôle dans le scandale qui, début novembre, avait révélé l'existence de liens entre certains éléments de l'Etat, de la police et la mafia turque. Il est notamment accusé de fournir des faux documents à des mafieux impliqués dans le scandale.

Le scandale est né d'un accident de la route survenu le 3 novembre et qui a fait trois morts dont un mafieu ultra-nationaliste recherché pour une série de meurtres et trafic de drogue et un chef de police.

Le seul survivant était Sedat Bucak qui commande, dans le sud-est, un millier de "gardiens de village", miliciens kurdes pro-gouvernementaux payés par l'Etat pour lutter contre le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan, séparatiste).

kd/jj e

Arbetet Nyheterana — 7 .05. 1997

## Turkiet stoppar fredsmöte

● Turkiets myndigheter har förbjudit en fredskonferens som skulle hållas i landet på torsdag och fredag om det kurdiska problemet. Det sade turkiska människorättsförbundet IHD på måndagen.

Myndigheterna motiverar förbudet med att konferensen skulle kunna skada Turkiet och ställa till med oreda i landet, uppgav IHD.

Organisationen kritiserade det turkiska beslutet som odemokratiskt och godtyckligt.

Till konferensen väntades gäster från 30 organisationer i ett tiotal länder, framförallt i väst. Bland andra skulle Danielle Mitterrand – den bortgångne franska presidenten Francois Mitterrands änka – och ledaren för De gröna i EU-parlamentet Claudia Roth delta. Även från Sverige skulle representanter från Olof Palmes internationella center delta.

– Jag och advokat Hans Göran Franck åker på onsdagen ned till Turkiet och vi stannar där till på måndag för att stödja konferensen, sade Sven-Eric Söder till TT på tisdagen. Söder är chef för Olof Palmes internationella center.

ANKARA/STOCKHOLM/TT

Upsala Nya Tidning — 7 .05. 1997

## Turkiet förbjuder kurdkonferens

ANKARA/STOCKHOLM (TT). Turkiets myndigheter har förbjudit en fredskonferens som skulle hållas i landet på torsdag och fredag om det kurdiska problemet. Det sade turkiska människorättsförbundet IHD på måndagen.

Myndigheterna motiverar förbudet med att konferensen skulle kunna skada Turkiet och ställa till med oreda i landet, uppgav IHD.

Organisationen kritiserade det turkiska beslutet som odemokratiskt och godtyckligt.

– Vi är beslutna att kämpa tills det blir fred i vårt land, kommenterade IHD.

Till konferensen väntades gäster från 30 organisationer i ett tiotal länder, framförallt i väst.

– Jag och advokat Hans Göran Franck åker på onsdagen ned till Turkiet och vi stannar där till på måndag för att stödja konferensen, sade Sven-Eric Söder till TT på tisdagen. Söder är chef för Olof Palmes internationella center.

# Nomade's lands !

**Premier film en langue kurde, Beko lève le voile sur un drame ethnique qui ne date pas d'hier.**



1920. L'empire ottoman est balayé par le traité de Sèvres. Les Kurdes ont droit à leur Etat, sauf qu'en bons transhumants qu'ils sont, leur façon de vivre ne convainc pas les riches Occidentaux ni l'ambitieuse Turquie. Tous sont d'accord : ces gens-là ne peuvent

apprécier pleinement le pétrole qui coule sous leur terre... D'où l'éclatement du Kurdistan en 1923 en un morcellement international. La nation kurde se retrouve ainsi le cul entre quatre pays : l'Iraq, l'Iran, la Syrie et la Turquie. En 88, rien n'a changé : vingt-cinq millions de Kurdes dépendent des accords politiques virevoltants de leur "terre d'accueil". Kurde de Turquie, Beko est embarqué à la place de son déserteur de frère pour aller casser de l'Irakien. En face, le problème est le même : les Kurdes

d'Irak sont enrôlés malgré eux. Voici donc un peuple qui s'entretue dans une guerre qui n'est pas la sienne... Aberration qui pousse Beko à suivre les traces de son frangin et à risquer sa peau pour passer la frontière. De l'autre côté, il croise des patriotes fuyant les bombardements et se prend d'affection pour une orpheline. Le gaz moutarde les accompagne. L'exil vers l'Allemagne est inévitable. L'exil, de toute façon.

Scénariste-réalisateur-décorateur-compositeur-acteur, Nizamettin Arîç s'est fait une raison : "Etre réfugié est un destin normal pour un Kurde." D'autant plus si on a des aspirations artistiques. En 80, Arîç est condamné à quinze ans de prison pour avoir chanté dans sa langue. Il parvient à s'enfuir et vit depuis à Berlin, où il a monté *Beko*. Sans haine et avec le recul nécessaire aux films pédagogiques. Car fort d'une histoire aussi belle que bien filmée, Arîç explique clairement la tragédie kurde. D'aucuns diront qu'en 91, la résolution 688 de l'ONU accordait au peuple une zone de protection dans le nord de l'Irak... C'est oublier les ingérences turques et ces 35 000 soldats qui, de mars à avril 95, ont allègrement massacré frontière et villages. *Beko* ne se veut pas exhaustif des malheurs kurdes, mais remet quand même certaines pendules à l'heure. Car on ne peut pas dire que les médias soient vraiment en avance sur ce coup-là. Trop économiquement incorrect pour eux, peut-être ?

C. C.  
Avec Nizamettin Arîç, Bezara Arsen, Laila Heesen...



Quelque part. Beko, éternel déraciné, à l'instar du peuple kurde, entre exil et gaz moutarde.

Copyright 1997 Reuters Ltd. All rights reserved.  
The following news report may not be republished or redistributed, in whole or in part, without the prior written consent of Reuters Ltd.

By Christine Hauser

CAIRO, May 6 (Reuter) - An Iraqi Kurd leader said rival Kurdish factions were trying to pave the way for parliamentary elections in northern Iraq and would meet next week, but there was little guarantee their fragile ceasefire would hold.

Patriotic Union of Kurdistan (PUK) leader Jalal Talabani said PUK and the Kurdistan Democratic Party (KDP) would meet in Ankara on May 14 in talks with U.S., Turkish and British representatives.

"We hope that there will be some steps forward to solve political problems, not only to have this truce or ceasefire but to have some steps forward to solve problems including the problem of revenues, customs, which we think must be given to all the area," Talabani told Reuters late on Monday.

He was speaking in an interview on the next step after his group signed a peace agreement last week with the Kurdistan Islamic Movement (KIM) following clashes in Halabja in April. The PUK has said its traditional rival KDP supports KIM.

"They will now become part of our regional government, our regional administration and then they will join us in our struggle for a democratic Iraq," Talabani said.

PUK and rival KDP have met often for peace talks since they declared a ceasefire last October after intense fighting.

"Now we are in Iraqi Kurdistan trying to solve our internal problems, to solve politically and peacefully the conflict and issues remaining between us and KDP," said Talabani.

"We are preparing ground for a new election for a regional parliament, and then for a new regional government which must represent all Kurdish parties according to their seats in parliament," said Talabani, in Cairo on an official visit.

Steps to any elections included "these meetings in Ankara and this peace process which is going on with the support of the United States, the United Kingdom and Turkey - this is the only hope," Talabani said. "We are hoping (elections will be held) at the end of this year."

Kurdish rebels have controlled northern Iraq since Baghdad's defeat in the 1991 Gulf War over Kuwait, but the region has been plagued by their factional fighting. Iraqi forces helped the KDP seize the key city of Arbil from the PUK last August.

Talabani said despite the ceasefires the Kurds could not guarantee peace. "There is no guarantee, there is only the peace monitoring force which belongs to the United States, United Kingdom and Turkey. This is the only guarantee."

Talabani said he saw no contradiction between the U.S. role in northern Iraq and the role of Iran, which Washington accuses of supporting terrorism, in sponsoring the KIM peace deal.

Copyright 1997 Reuters Ltd. All rights reserved.

The following news report may not be republished or redistributed, in whole or in part, without the prior written consent of Reuters Ltd.

DIYARBAKIR, Turkey (Reuter) - Turkey said Tuesday more than 100 people, most of them Kurdish rebels, had died in two days of fighting between troops and separatist guerrillas in the rugged southeast of the country.

The regional governor's office in the city of Diyarbakir said in a short statement that security forces had killed 93 Kurdistan Workers Party (PKK) fighters.

Nine members of the security forces also died in the clashes in the provinces of Diyarbakir and Hakkari, near the Iraqi border.

No independent confirmation of the death toll was immediately available.

Tens of thousands of troops have been building up near the mountainous border with Iraq in recent weeks in preparation for a possible assault on PKK positions.

The rebels have bases on both sides of the border. More than 22,000 people have died in 12 years of conflict between troops and the guerrillas, fighting for Kurdish self rule.

Rebel leader Abdullah Ocalan renewed a call at the weekend to Turkish authorities for dialogue on bringing the conflict to an end.

"We are ready for dialogue, we have alternatives. There must at last be a Turkish and Kurdish political solution," Ocalan said by telephone in a MED TV program broadcast Sunday evening.

Turkey has rejected similar calls by Ocalan in the past.

Copyright 1997 Reuters Ltd. All rights reserved.

The following news report may not be republished or redistributed, in whole or in part, without the prior written consent of Reuters Ltd.

ANKARA, May 6 (Reuter) - Nine members of Turkey's anti-rebel forces went on trial on Tuesday for abusing their positions to kidnap a civilian, state-run Anatolian news agency said.

The agency said the prosecutor at Diyarbakir State Security Court demanded jail sentences of up to 50 years for each of the suspects for forming an illegal organisation.

Three special forces policemen, five state-backed militia members and a repentant Kurdish rebel now working with security forces were part of a gang that kidnapped a man in the remote province of Hakkari in September.

At the time masked and armed gang members posed as rebel Kurdistan Workers Party (PKK) guerrillas to abduct the man, Necip Baskin, and demand a ransom of 200,000 German marks (\$116,000).

The victim was later rescued by the gendarmerie and the gang confessed to the kidnapping.

Last year a popular campaign was launched against so-called state gangs in response to a security scandal which erupted when a senior police officer and a wanted gangster died together in a car crash, which a government MP survived.

But only 10 people, most of them low-ranking policemen, have been charged by an Istanbul court investigating the crash.

The media and opposition has called for a revision of the fight against Kurdish rebels because of the number of local policemen, soldiers and repentant guerrillas said to be involved in drug smuggling and common crime.

The Turkish government pays and arms around 70,000 village guards, mostly Kurds, to fight against the PKK guerrillas.

More than 22,000 people have died in the 12-year conflict between the troops and the PKK, fighting for autonomy or independence in the southeast.

(\$1 - 1.7240 German marks) REUT



## **mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples**

siège : 89, rue oberkampf - 75543 paris cedex 11 - tél. : (1) 43.14.83.53 - fax : (1) 43.14.83.50

### **Communiqué de presse**

**07/05/1997**

Réf: JJK/n°037

### **LE GOUVERNEMENT TURC CHOISIT DE SE BOUCHER LES YEUX ET LES OREILLES**

Une réunion devait avoir lieu à Ankara, organisée par des partis politiques légaux et des organisations syndicales et sociales, avec la participation d'un grand nombre de représentants d'ONG.

Elle devait essayer de formuler des propositions susceptibles d'engager un processus de pacification au Kurdistan turc, par la reconnaissance des droits du peuple kurde.

Cette entreprise fondée sur l'humanisme, le bon sens et le vrai patriotisme, a été interdite: le gouvernement turc préfère se boucher les yeux et les oreilles plutôt que de mettre fin à un conflit qui ensanglante et ruine tout l'Est de l'Anatolie et jette des millions de paysans sur le chemin de l'exil.

Ce faisant, le gouvernement turc ne peut espérer améliorer son image auprès des organismes internationaux. Ce n'est pas ainsi qu'il pourra accéder à l'Union Européenne.

Le MRAP renouvelle sa demande auprès des responsables de la politique européenne et internationale de la France ainsi que des candidats aux élections législatives: la Turquie doit prioritairement se mettre en règle avec les droits de l'homme, qu'elle bafoue imperturbablement aujourd'hui comme elle l'a fait hier et avant-hier.

# Politics and organized crime in Turkey debated

*Istanbul- Turkish Daily News*

■ Links between politicians and the underworld in Turkey and four European nations were debated in a symposium in Istanbul on Wednesday.

Speakers from Turkey, Germany, Italy, Belgium and Spain attended the one-day symposium, "Politics and Gangs," organized by the European Parliament (EP) Greens Group and Bilar, an Istanbul-based research and academic organization.

"We are not here to prosecute and accuse Turkey," Claudia Roth, co-chairwoman of the EP's Greens Party Group and a frequent critic of Turkey, told the audience. "We are forced to discuss the evolvement of organized crime and politics in the world as well as in Turkey."

Roth said Turkey had already been severely criticized for its poor human rights record, and issues related to people reported missing under police detention and the illicit transfer of weapons.

By debating of open cases of corruption in the world and Turkey, she stressed, the participants would be able to lift the fog surrounding organized crime and politicians.

Speaking at the same symposium, Ömer Erzeren, correspondent of the Berlin Tages Zeitung and a member of Bilar, said organized crime rings were in control in Turkey.

"The 'eskiya' (brigands) are in power in Turkey," the bearded Erzeren asserted, citing the example of how a gang of gunmen last week raided the offices of Flash TV channel after it broadcast an interview with a fugitive crime boss.

In the broadcast, the mafia kingpin accused Deputy Prime Minister Tansu Ciller and her husband of having ties with the underworld.

"Police did not interfere, and one hour later authorities shut down the TV channel," Erzeren said.

He also suggested that the anti-terror Counter Guerrilla organization and the extreme Islamist Hizbullah (Party of God) group had both secret and open ties with the state in carrying out political murders.

"Anticommunism was [the excuse] used for all these mystery murders and blood letting," Erzeren added. "Then Turkish idealism was stressed in a fight to destroy the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK). Those who form alliances with the devil become devils themselves. To say that all these murders were carried out in the name of the state is no longer sufficient."

Erzeren was referring to the pre-1980 period as well as the Turkey's continuing 13-year military operation against the PKK. In the two years that preceded the September 12, 1980 military takeover, 5,000 Turks, including university students, journalists and professors, were killed in an explosion of left-right feuding, political murders and sectarian violence.

More than 20,000 people have been killed in Turkey since 1984, when the PKK launched a bloody separatist terrorism campaign in southeastern parts of the country.

Member of European Parliament Greens Group and the mayor of Palermo in Italy, Leolico Orlando, gave a wide periodical information about

gangs and mafia. Orlando stated that if the mafia is a gang, new "gangs" should be formed against these gangs which consists of civilians and NGOs.

Orlando says two categories define "mafia". According to Orlando's division, one type of mafia commits normal crimes, and the other is an entrepreneur mafia. Orlando states that the entrepreneur mafia consists of the crimes of normal mafia and is against the state while participating within the state system, whereas the normal mafia stands against and outside of the state. Orlando continued his explanation on the classification of mafia by demonstrating examples from the Sicilian Mafia. Orlando said, "Mafia is Sicilian in the world. They pretend they work for people, but they use the social and ethic values of poor people, they contaminate and distort these values, which makes it even more difficult to see them."

"The Sicilian Mafia started in the agricultural sector," he continued, "they went on with cigarettes and today they exist with heroin and arms smuggling. We talk about international relations and the existence of The Mafia as well as regional mafias. The Mafia is Italian, not Sicilian anymore. We, the Sicilians, know the face of this enemy, which causes us great grief."

Orlando said the church, state and traditional landowning big families cooperate and the church's denial of the existence of the Mafia only indicates its existence in the very same region and gave an example of such a case in which a priest denied the existence of the Mafia, and later was shown to have been harboring The Mafia.

"The Mafia develops within the culture and tradition of the society that it exists in. Friendship is very valuable for Sicilians, and the Sicilian Mafia is based on the same values. The church, the state and these traditional big families have cooperated against the Italian Communists and established the Italian Republic, which contributed even more to the development of these relations."

"The Russian Mafia today tries to use the same relations by cooperating with the church and the state."

Orlando's statement that mafia resembles radical Islam received considerable criticism from pro-Islamist commentators, such as Abdurrahman Dilipak.

Dilipak said Orlando's information on Europe is insufficient, both heroin and arms come to the middle East over Europe, Europe is both the dealer and consumer of heroin. Dilipak also stated that comparing the Mafia to radical Islam is not ethical. Orlando elaborated on his statement, saying he did not discriminate between countries or races. "I submitted the general functions and operations. Mafia crimes discriminate the least among organized crime. Other crimes may discriminate. I am a Catholic. I compared the Mafia to radical Islam because when a radical Islamist makes a statement about Catholicism it is evaluated as the statement of the Islamic world."

"This shows two mistakes," he continued. "First the generalization of one radical Islamist's statement to the whole Islamic world, and secondly to provide the speaker with the opportunity to hide himself."



Claudia Roth

Orlando continued his statements on the organization model of mafia. He said that the Sicilian-American model is against violence and blood. This model of mafia, Orlando states, encouraged

their sons to have good education and participate in important posts within the state and in the American congress which allowed them to legitimize and legalize themselves in further decades.

He said the second model is a new understanding that was born in the early 1980s and is involved in violence. They follow a violent logic and want their children to take their place. They do not aim to promote the social status of their sons. "The mafia is where money exists," Orlando said. "The mafia expands as poverty increases. We have chosen poverty to liberate ourselves. We Sicilians returned to Sicily and the Mafia has gone elsewhere. We want to become both rich and liberated." Walter de Bock, a journalist for the Belgian newspaper *Der Morgen*, noted links between the child kidnap murders in his country, the killing of a Belgian cabinet member and criminal syndicates.

A Spaniard and secretary general of the EP Greens Group, Juan Behrend, spoke of the government's involvement in murder gangs aimed at eradicating the Basque separatist movement ETA. "State terrorism exists in Spain very clearly," Behrend declared. "It is described as the armed freedom movement and it is case where the state and the mafia work together." He said the Spanish Socialist Party's involvement in the murders led to its election defeat.

Addressing the audience Frieder Otto Wolf, a German member of the EP's Greens Group, noted examples of corruption in his own country, especially in eastern Germany after the unification of the country.

## Russia reluctant to make moves against PKK threat

*Ankara- Turkish Daily News*

■ Russia on Tuesday failed to give satisfactory answers to Turkey on questions regarding threats made from Moscow by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), the Anatolia news agency reported.

On April 29, Mahir Velat, the representative of the National Front for the Liberation of Kurdistan (ERNK), known to be the political organization of the PKK, openly announced at a press conference that future terrorist acts would be conducted against civilians and in tourist areas in Turkey. Voicing concern, diplomatic sources said the Turkish Embassy in Moscow had pointed out to the Russian Foreign Ministry that the "ease with which the terrorists revealed their plans in Moscow was noteworthy." Russia, on the other hand, reiterated its opposition to terrorism but gave no sign it would take any measures.

Asked how a person could freely announce such terrorist acts in Russia, a country known to be opposed to terrorism, Russian Foreign Ministry spokesperson Valery Nesterushkin said that

Russian security officials would act if the threats made by the PKK were, in fact, real.

Nesterushkin also called for Turkey's attention to these threats, saying, "We expect Turkish security officials to take measures and guarantee the security of Russian tourists who visit your hospitable country."

While Russia seems to be showing reluctance to take measures against the PKK, the country's Interior Minister Anatoly Kulikov said that any declaration of intent to carry out terrorist acts was considered a crime under Russian law. Kulikov made this statement in reference to Chechen commander Salman Raduyev's announcement that his people continue to carry out terrorist attacks in Russia.

The issue of PKK activities has been a sore point between Turkish and Russian authorities for some time. On several occasions, Turkish officials have expressed their displeasure over the freedom of PKK militants to organize activities in Russia while Russian authorities have repeatedly claimed the separatist group is merely involved in cultural activities.

# Will Turco-Israeli alliance wilt or alter balances?

*Turkish Daily News*

THURSDAY, MAY 8, 1997



**METEHAN DEMİR**  
Tel Aviv- *Turkish Daily News*

■ Following a series of military agreements that drew harsh criticism from Arab countries and great attention from the world, Israel and Turkey recently accelerated efforts in their current defense ties, taking new steps to evaluate threats against them, cooperating in new defense projects and working on joint military maneuvers on the world's chess board, the Middle East.

Chief of General Staff Ismail Hakkı Karadayı visited Israel in February. Turkish defense's leading figures have just concluded their trips to Israel. Defense Minister Turhan Tayan visited there last week and Deputy Chief of General Staff Gen. Çevik Bir has just returned to Turkey from Israel after high-level talks with the senior Israeli officials in an effort to further strengthen current ties.

Israel and Turkey — one is Jewish, the archrival of Arabs for centuries, and the other is Muslim. Despite the Arab countries' reaction that Turkey as a Muslim country is betraying the Arab world in its cooperation with Israel, the two countries see that on the slippery floor of the Middle East such a defense alliance is a must if peace is to be achieved.

Although, the Israeli administration fully supports the cultivation of further defense ties with Turkey, Ankara's stance is slightly different.

Voices are be raised from the capital. While Islamist Prime Minister Necmettin Erbakan is reluctant to get behind the cooperation and allegedly sends messages to the Arab world that he is against all cooperation with Jewish Israel, the Turkish military, which often slams Erbakan for fundamentalist activities, is backing and defending — even sometimes voicing anger — over Erbakan's negative attitude.

But it is reality that today, neither the Turkish Defense Ministry nor the general staff cares how Erbakan tries to hinder defense ties between Turkey and Israel. They are continuing to take giant steps in the field.

The official defense links between the two were launched with a military training cooperation agreement signed in Feb. 1996. The second agreement came last August with a defense industry cooperation deal. The two countries also signed a trade agreement. However, defense links between the two countries involve numerous activities in addition to the three agreements, including defense projects such as modernization of tanks. Recently, the two countries initiated a large-scale assessment project to evaluate threats against both countries, in an effort to prepare for and initiate joint measures in the event of future instability in the Middle East. The first step — threat assessment — was taken during negotiations when Israeli Foreign Minister David Levy visited Turkey in April, a plan about which Islamist Prime Minister Necmettin Erbakan was not informed.

According to a diplomatic source, Erbakan was bypassed in an effort to avoid his rejection of the proposal. Turkey and Israel are reportedly determining potential danger from Iran, Syria and Iraq, all of whom appear to be targeting the two countries. Referring to Erbakan's attitude and the full support of the Turkish military, senior Turkish and Israeli military officials said that relations between any two countries do not depend on personal bias or thoughts but are based on mutual interests and state policies.

Turkey and Israel are also focusing on security affairs and concerns about potential missile threats from neighboring countries such as Iran and Syria, and terrorism which both have been suffering for decades. It is also the reason why the two countries decided to gather for cooperation, according to some sources. Neither side hesitates to voice its concerns about Iran and Syria

## Invitation to Erbakan

Despite such developments, the Israeli administration, which usually follows clever policies in international diplomacy, is preparing to draw Erbakan's support for Turkish-Israeli relations. A senior Israeli official said that they would invite him to Israel to change his bias against their country and Prime Minister Benjamin Netanyahu is expecting Erbakan's invitation to come to Turkey. He added that through such visits, both countries can also take giant steps in commercial fields and also overcome trade difficulties.

The winds of the reaction from Muslim countries, including Iran, Syria and Egypt, were raised after recent visits by the Turkish officials. At every opportunity they condemn Turkey and Israel over the growing defense ties.

Are Turkey and Israel on a road in the defense field which is impossible to turn back from ?

Turkey has been rebutting all criticism, saying this was based on a misunderstanding of the terms of the agreements and cooperation. And, despite the statements and attitude of Turkish officials who play down the importance of the defense cooperation deals between the two countries, it is a fact that Israel is becoming Turkey's most important ally in the region. "The scenario in the Middle East has changed totally and the uncertainty continues in the

region. Turkey was late in setting up cooperation with Israel; ties which prevent Turkey from being left on its own in the Middle East," said a high ranking general summing up the situation and developments.

Expressing pleasure over the relatively recent and growing cooperative efforts, he added that Turkey must consider its strategic position within this disputed region and must take the necessary measures to remind neighboring countries of existing problems and threats. All the Turkish officials visiting Israel and Israeli officials insist that the ties between Israel and Turkey do not aim at any third party and would be a valuable contribution to the peace process. Referring to Muslim countries' reaction against growing relations, they also add that the two countries should not even lis-

ten to such reactions. Another interesting point is that Washington also supports growing ties between the two countries.

Playing down of the importance of the military ties or not, both countries today are sending messages to neighboring countries that they have established a new alliance despite all harsh criticism and signal that such an alliance is vitally needed. At secret levels, they are exchanging information and intelligence about security affairs and recently they tried to warn their neighboring countries that they are ready for all possibilities in the Middle East region both for armed conflict and peace. Analysts say that the ties between the two will not wilt despite the Arab world's reaction and will slightly change balances with a strong message that they are powerful in peace or war.



## ● 29 rebelles kurdes tués dans le sud-est

10:42  
GMT, 08  
Mai  
1997

©AFP  
1997

ANKARA, 8 mai (AFP) - Vingt-neuf rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués lors d'opérations militaires dans le sud-est de la Turquie, a annoncé la super-préfecture de Diyarbakir, chargée de la coordination de la lutte contre le PKK.

Ces opérations ont été menées dans la région de Semdinli de la province de Hakkari, située à la frontière avec l'Irak et l'Iran, faisant 25 morts chez les rebelles, et dans la province de Bitlis (sud-est), tuant quatre autres maquisards, indique un communiqué de cette préfecture, citée par l'agence Anatolie.

Le communiqué ne précise pas la date exacte de ces opérations, mais ajoute que celles-ci se poursuivaient jeudi contre les militants armés du PKK dans les mêmes régions.

Ce bilan vient s'ajouter à un autre annoncé mardi par les autorités de 93 rebelles kurdes et 12 membres des forces de sécurité turques tués dans les opérations et combats dans les provinces de Hakkari et de Diyarbakir, chef-lieu du sud-est anatolien à majorité kurde.

L'armée turque a multiplié depuis avril ses opérations contre le PKK. Au cours de ces dernières semaines, elle a déployé des renforts de troupes et d'équipements le long de la frontière avec l'Irak pour empêcher toute infiltration rebelle en territoire turc en provenance du nord de l'Irak, utilisé par le PKK comme base arrière.

Plus de 24.000 personnes ont été tuées dans les violences liées à la rébellion armée du PKK depuis 1984, date à laquelle les rebelles ont lancé leur campagne pour la création d'un Etat kurde indépendant dans le sud-est de la Turquie.

CE/bds e

## DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE

# Les samedis de Galatasaray

**La Turquie vit une situation politique extrêmement tourmentée. Dans ce pays où sévit la torture et les « disparitions » inexplicables, les mères bravent, depuis cent samedis, en silence et sereines, les forces de l'ordre.**

**D**ans les rues du luxueux quartier des affaires Levent d'Istanbul, les hommes parlent frénétiquement dans leurs portables. Leurs riches épouses, vêtues à la dernière mode occidentale, courent les magasins modernes de la tour Akmerkez. Dans les banlieues pauvres de la ville, les femmes portent plutôt des robes informes qui descendent jusqu'aux pieds. Chaussées de sandales en plastique, un foulard sur la tête, elles sont chargées de lourds cabas ou de jerricans d'eau potable.

Loin de Levent et loin des banlieues pauvres, comme tous les samedis depuis près de deux ans, les Mères du samedi arrivent devant le portail du lycée français de Galatasaray, sur Istiklâl, une avenue piétonne. Ici, c'est le quartier des intellectuels d'Istanbul. Les journalistes sont déjà sur place lorsque les premières mères arrivent. Policiers et militaires en renfort se placent de part et d'autre de la place « Gala ». Les femmes s'assoient sur les pavés. Chacune tend la photo d'un « disparu » : Hasan Gülnay, Erdogan Sakar, Ali Efeoglu, Yusuf Eristi et tous les autres...

Des œillets rouges à la main, les larmes tarées, les Mères du samedi disent en silence leur révolte, leur douleur, leur espoir. Puis l'une d'elles prend la parole : « On nous menace, on veut nous intimider. Mais nous continuerons à venir nous asseoir. Parce que nous avons « le front propre ». C'est notre force. Et avec cette force, nous reviendrons nous asseoir chaque samedi matin. » Comme les



NOA/LE BAR FLOREAL  
Comme à Buenos Aires, comme à Moscou, à Istanbul, des femmes réclament justice pour les « disparus ».

Folles de mai, leurs sœurs d'Argentine, ou les Mères de soldats qui réclament à Moscou les corps de leurs fils disparus en Tchétchénie.

Le mouvement des Mères du samedi a été lancé en 1995 par des paysannes kurdes illettrées que rien, hormis la douleur d'être sans nouvelle d'un proche, ne préparait à militer. Ces femmes venues de l'est du pays pour échapper à la guerre menée contre les Kurdes et à la misère de la vie paysanne appartiennent souvent à la communauté alévie (1).

Régulièrement dénoncée par l'organisation Amnesty International, la Turquie enregistre, depuis le début des années quatre-vingt-dix, une constante dégradation quant au respect des droits de l'homme. Paradoxalement, la Turquie, qui n'a que très peu de prisonniers

politiques, est aujourd'hui l'un des pays au monde où sont signalées le plus grand nombre de « disparitions » (plus de cinq cents cas depuis 1991) et le recours à la torture y est largement répandu.

Gukbahar, avocate militante qui soutient les Mères du samedi, est ressortie paralysée à vie d'un interrogatoire de police. Salma, elle, est sans nouvelle de son frère Murat depuis le 25 février 1996 : « Il a disparu en sortant du travail. Il est monté de force dans une fourgonnette de police. Nous sommes allés au commissariat mais nous n'avons jamais pu obtenir de renseignements. On nous a simplement dit que Murat est un terroriste. C'est faux, mon frère n'a jamais fait de politique. Nous sommes de simples paysans d'Anatolie. »

Malgré les intimidations, les

arrestations, les tortures, les mères reviennent... Un film de Bernard Debord consacré à leur mouvement a obtenu le FIPA d'or 1997. Ainsi est donnée la parole à ces résistantes jusqu'alors oubliées des médias, du moins en dehors de la Turquie. Aujourd'hui, de nombreux intellectuels et l'association turque des droits de l'homme les soutiennent. Une demi-heure après leur rassemblement, les femmes se dispersent. Jusqu'à samedi prochain. Les forces de l'ordre aussi.

**De notre envoyée spéciale  
Corine Lacrampe**

(1) Pacifistes et humanistes, les Alévis turcs — Alaouites au Moyen-Orient — sont musulmans chiites, minoritaires en Turquie. Politiquement « à gauche », souvent d'origine kurde, ils sont la cible des partis d'extrême droite.

# Les derniers chrétiens d'Anatolie

*Victime de brimades, la communauté syriaque du sud-est de la Turquie a rétréci comme peau de chagrin.*



Peuplée de 63 millions d'habitants, la Turquie compterait 100 000 chrétiens. (Photo Sipa-press.)

**MARDIN**  
(sud-est de la Turquie) :  
de notre envoyé spécial.  
**Claude LORIEUX**

Depuis qu'ils ont repris leurs études au lycée local, Hasyo et Marto ont la cote auprès des enseignants et des élèves, presque tous musulmans. Les deux jeunes chrétiens syriaques rentrent d'un séjour de plusieurs années en Scandinavie. Ils sont plus âgés que leurs condisciples et, de surcroît, connaissent une langue étrangère. Ce sont des atouts de taille dans les bourgs déprimés du Tur Abdin, au sud-est de l'Anatolie, où le destin des hommes s'inscrit entre les tables de tric-trac des cafés, l'exil vers les métropoles de l'ouest ou les ghettos d'Europe.

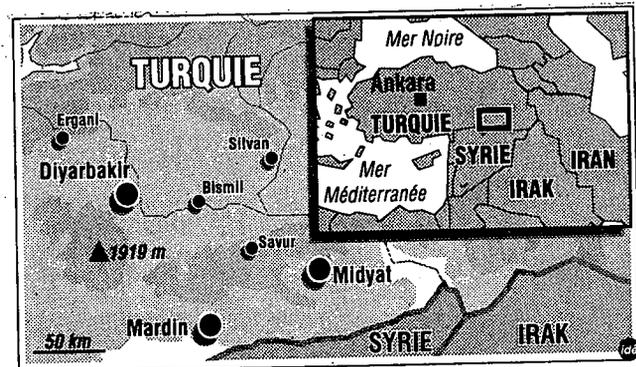
Hasyo précise : « *Quand nous avons quitté la Turquie pour la Scandinavie, la moitié des écoliers de ma classe étaient chrétiens. Il y avait des bagarres avec les musulmans. Aujourd'hui nous sommes moins d'une dizaine.* »

Marto, son condisciple, n'a

pas oublié les cours d'histoire où l'instigateur laïc et kémaliste dénonçait « *les minoritaires acharnés à diviser la patrie* ». « Les « *minoritaires* », c'étaient aussi nous, les non-musulmans. Je me faisais alors tout petit », rappelle ce grand gaillard, heureux, malgré tout, d'avoir renoué avec le pays de ses ancêtres, l'une des plus anciennes terres de chrétienté.

Plus de cinq siècles après la chute de Byzance aux mains des Ottomans, et soixante-dix ans après la proclamation de la République par Mustapha Kémal Ataturk, la communauté chrétienne d'Anatolie orientale ressemble à une peau de chagrin.

Proportionnellement, les chrétiens sont moins nombreux en Turquie que dans plusieurs pays arabes voisins, de l'Égypte à l'Irak ou à la Syrie. Peuplée de 63 millions d'habitants, la Turquie compterait moins de 100 000 chrétiens : 40 000 à 60 000 Arméniens, moins de 5 000 grecs-orthodoxes, 15 000 catholiques (en majorité résidents étrangers) et quelques centaines d'autres confessions presque symbo-



liques. Les syriaques sont l'une de ces communautés. Ceux qui n'ont pas émigré vivent aux frontières de la Syrie et de l'Irak. Les trois quarts des chrétiens de Turquie habitent la région d'Istanbul, traditionnellement la plus ouverte sur l'Europe.

Une vingtaine de villages totalement ou partiellement chrétiens s'accrochent au plateau rocaillieux centré sur Midyat, ville commerçante du sud-est et ville de garnison pour les soldats en lutte contre la guérilla kurde du PKK.

Le voyageur, une espèce assez rare dans ces contrées, arrive à Urkoy par une route sinueuse, coupée de barrages de gendarmerie et fermée au trafic de 16 heures aux petites heures du jour. Sécurité oblige. Les habitants d'Urkoy sont des paysans comme leurs voisins musulmans kurdes, qui guignent leurs terres et leur bétail... quand ils n'enlèvent pas les femmes. Kanso, un notable du hameau, assure qu'une dizaine de jeunes filles de la région ont été victimes de rapt ces dernières années.

## Des églises transformées en mosquées

Kanso produit un vin assez recherché. Il s'interdit pourtant d'en fabriquer en grande quantité. A cause, dit-il, des musulmans. « Ils ne nous permettraient pas de construire une fabrique. Ils nous tueraient. Les gendarmes du poste n'y peuvent rien. »

Les paysans aiment bien « leurs » gendarmes. Ils ont planté leur tente à Urkoy, après que les gens du village aient refusé d'organiser un groupe d'autodéfense : les syriaques ne veulent pas prendre part dans la guerre entre les séparatistes kurdes, souvent descendants des massacreurs de chrétiens du début du siècle, et l'Etat kémaliste qui encourage les chrétiens au départ. Depuis vingt-cinq ans, les deux tiers des habitants d'Urkoy sont partis pour Istanbul,

pour l'Allemagne ou la Scandinavie, à la recherche de travail, de sécurité, ou des deux.

Le destin des chrétiens de l'ex-Empire ottoman reste juridiquement fixé par le traité de Lausanne de 1923, avec son lot de garanties, dont la présence à Istanbul du patriarche œcuménique orthodoxe, et diverses contraintes. Les cours de langue syriaque et d'instruction religieuse sont tolérées. Mais les syriaques se plaignent, comme d'ailleurs les Kurdes, de ne pas avoir le droit de publier de livres dans leur langue, proche de l'araméen (l'idiome du Christ). En théorie, toute construction d'église est soumise à l'autorisation plus que problématique des gouverneurs. Le vrai problème n'est pas tant de bâtir de nouveaux lieux de culte que de maintenir ouverts les anciens. L'Islam turc a utilisé d'anciens sanctuaires abandonnés par les fidèles par suite des transferts de populations des années 1920.

Les derniers prêtres de Diyarbakir ou de Midyat et leurs rares paroissiens se déplacent d'églises en églises pour éviter qu'elles ne soient saisies par l'Etat et transformées en musée, en mosquée ou en entrepôt.

A Mardin, orgueilleuse cité accrochée à un éperon rocheux dominant la plaine syrienne, les fidèles assistent à la messe dans une église différente chaque dimanche. Il en existe sept : quatre syriaques et trois catholiques. Les rivalités interchrétiennes chroniques s'estompent devant la hantise de la confiscation de leurs biens par l'Etat.

Il en va de même à Diyarbakir, le chef-lieu régional. Une dizaine de familles syriaques ou nestorienne - le dernier carré - se rassemblent autour du père Yousuf dans l'impressionnante église de Mariam Ana. L'interdiction faite aux prêtres étrangers d'exercer leur ministère en Turquie (sauf rares exceptions à Istanbul) a

accélééré cette évolution.

Le grandiose monastère de Mor Gabriel, l'un des plus actifs du Sud-Est, célèbre cette année le 1 600<sup>e</sup> anniversaire de sa fondation. Il accueille encore, séparément, trois moines et quatorze moniales regroupés dans ses murs depuis les troubles du siècle dernier. Des échafaudages de bois défigurent l'édifice. Mor Gabriel est en plein travaux de restauration, ce qui frappe dans cette région où la présence chrétienne agonise.

Ce grand chantier fait illusion. Les cérémonies du 1 600<sup>e</sup> anniversaire devraient être modestes. Le patriarche ne viendra sans doute pas de Damas, à quelques heures de voitures. D'ailleurs, il n'a pas visité le sanctuaire depuis seize ans. Les syriaques préfèrent se faire oublier plutôt que remarquer. Leur stratégie est la discrétion. Ils ne l'ont pas choisie. Elle leur a été imposée. Par la vie !

C. L.



### ● Arrestation de 41 réfugiés irakiens tentant d'entrer clandestinement en Grèce

18:04  
GMT, 08  
Mai  
1997

©AFP  
1997

ANKARA, 8 mai (AFP) - Les forces de sécurité turques ont arrêté jeudi 41 réfugiés irakiens qui tentaient d'entrer clandestinement en Grèce, a annoncé l'agence Anatolia, citant des responsables turcs.

Pendant le premier trimestre de cette année, 1.275 réfugiés clandestins, la plupart irakiens, iraniens ou pakistanais, ont été arrêtés aux abords de la frontière avec la Grèce alors qu'ils essayaient de s'y introduire illégalement, ont précisé ces responsables.

Chaque année, des milliers de réfugiés clandestins essayent d'entrer en Grèce via la Turquie, pour ensuite se rendre en Europe occidentale et y chercher du travail.

str/ue/gic/ar ef



Samedi, à Istanbul, comme toutes les semaines depuis près de deux ans, les mères de disparus manifesteront pour la liberté.

## Droits de l'homme en Turquie

# L'appel de Danielle Mitterrand aux futurs élus français

**A la suite de l'interdiction par les autorités turques de la tenue à Ankara d'une conférence sur la paix, à laquelle elle a été invitée, la présidente de France-Libertés exprime son indignation dans une interview à « l'Humanité ».**

**D**ANIELLE MITTERRAND, présidente de France-Libertés, devait participer jeudi à Ankara à une conférence internationale consacrée « au dialogue pour un règlement pacifique du problème kurde en Turquie ». Organisée par l'Association turque des droits de l'homme (IHD), cette rencontre a été interdite par les autorités turques, sous prétexte

qu'elle pourrait « nuire à l'intégrité de la Turquie » et « provoquer le peuple » en créant une « atmosphère de désordre ».

Hier matin, à l'aéroport d'Orly, Danielle Mitterrand (1), qui a décidé de ne pas se rendre à Ankara, a exprimé sa révolte face au silence sur les violations quotidiennes des droits de l'homme en Turquie. Pourquoi cela n'« intéresse-t-il plus personne », ni les médias ni les hommes politiques en France ? a-t-elle lancé. Elle a répondu aux questions de « l'Humanité ».

**Pourquoi ne pas vous rendre à Ankara ?**

J'avais répondu à l'invitation pour participer à cette conférence pour la paix. La rencontre a été interdite par la sécurité militaire et les organisateurs ont annulé la conférence tout en maintenant des rencontres personnelles. Des délégations venant

de différents pays d'Europe, de Russie et du Canada devaient également se rendre à Ankara.

Je voudrais dénoncer l'attitude des responsables politiques face à la question de l'absence de démocratie en Turquie. Je voudrais demander à tous les candi-

dates aux élections législatives s'ils sont décidés, en tant que futurs députés, à dire la vérité sur la Turquie. Continueront-ils à soutenir cette dictature militaire ? Mettront-ils un terme aux ventes d'armes ?

**Bonn et Paris prétendent que la priorité doit être accordée à l'intégration de la Turquie dans l'ensemble européen pour empêcher qu'elle ne tombe sous la coupe des islamistes. Quelle est votre appréciation ?**

Doit-on choisir entre la peste et le choléra ? Les droits de l'homme, que ce soit avec les islamistes ou avec les militaires, sont de toute manière bafoués. L'armée, qui affirme défendre la laïcité, veut avant tout maintenir sa primauté sur la Turquie. Il y a dans ce pays des gens qui luttent pour la cause de la paix, des démocrates qui essaient d'instaurer un dialogue. Il faut faire comprendre aux militaires que c'est donnant-donnant : l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne en échange de la démocratie. Les futurs députés français doivent dire clairement s'ils sont pour une démocratie de marché ou pour une démocratie d'êtres humains.

Propos recueillis par  
MICHEL MULLEER

(1) *Étaient également présents : Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris, Sylvie Jan, responsable de la Fédération démocratique internationale des femmes (FDIF), une représentante de l'Observatoire international des prisons et Jean Wlos, du Comité de défense des libertés et des droits de l'homme.*

## Les mères d'Istanbul

**S**AMEDI, comme depuis près de deux ans, les mères, sœurs, épouses et enfants de démocrates turcs vont manifester à Istanbul. Kendal Nezan, de l'Institut kurde, a souligné, hier matin à Orly, que l'on compte actuellement plus de 400 personnes — des Kurdes mais aussi des Turcs — dont on est sans nouvelles parfois depuis plusieurs années. Sylvie Jan a, pour sa part, indiqué que la FDIF ainsi que l'Association des femmes d'Europe allaient envoyer un message de protestation au gouvernement turc pour exiger la lumière sur ces disparitions. Samedi, a-t-elle ajouté, 20<sup>e</sup> anniversaire des manifestations hebdomadaires des « Folles de la place de Mai » en Argentine, dont se

sont inspirées les femmes turques — et aussi celles de Chypre —, des actions de solidarité seront organisées internationalement.

Au nom du Comité de défense des libertés, Jean Wlos a adressé jeudi à Akim Birkal, principal organisateur de la conférence d'Ankara, un message dans lequel il souligne que l'interdiction de cette rencontre est d'autant plus choquante qu'elle aurait permis de répondre « à l'aspiration qui s'exprime de plus en plus largement d'en finir avec la violence et la guerre, et d'ouvrir par le dialogue une issue permettant aux peuples turc et kurde de vivre pacifiquement au sein d'un même État dans le respect de l'identité et la culture de chacun ».

# Madame Mitterrand seen as obstacle to Turco-French diplomatic ties

SAADET ORUC

Ankara-Turkish Daily News

■ Danielle Mitterrand, the widow of former French President Francois Mitterrand, made a U-turn in her trip to the airport when her plans to attend an international "Peace Conference" in Ankara were cancelled, Human Rights Organization (IHD) Chairman Akin Birdal told the Turkish Daily News on Thursday. "We were awaiting Mrs. Mitterrand for the conference. But unfortunately, we learned that diplomats had told her at the airport not to come to Ankara because of the Turkish Foreign Ministry's rejection of the planned conference, for the sake of the Turkish-French diplomatic ties," Birdal explained. The Welfare Party's (RP) Hasim Hasimi was quoted as saying that "the Foreign Ministry demanded the Peace Conference be stopped." A senior Foreign Ministry official told the TDN they had received inquiries from the French Embassy in Ankara but said the ministry had only informed the embassy about the

decision by the Ankara governate. The same official had no comment on Hasimi's claim.

Claudia Roth, head of the European Parliament's Greens Group who was also scheduled to attend the conference, did not participate at the meeting which was held instead.

Both Roth and Mitterrand received bitter criticism from some in this country who felt they're last minute pullouts were acts against Turkey.

## A conference-like gathering

The Grand Ankara Hotel was the venue for a large group of foreign and Turkish human rights activists who protested the decision of the Ankara governate to ban the IHD's "Peace Conference." Harshly criticizing what he called anti-democratic action of the state against activists, IHD chief Birdal pointed out that they would continue in their fight for peace. Welfare Party deputies Fethullah Erbaş and Haşimi attended at the gathering. When asked about the decision against the conference, Erbaş hesitated to comment but finally did so,

saying, "On some occasions, silence is the best choice."

While Haşimi pointed the finger at the Foreign Ministry, it was stated that the governate had banned the conference on grounds that it might provoke the public against the territorial integrity of the country.

Facing attack from another angle, it was reported that the Interior Ministry last week appealed to the court for the closure of IHD.

## Security, International reactions

Representatives from across the globe, including Belgium, the United States, Germany, France, Britain, the Russian Federation, United Nations Committee for Minorities and the European Parliament have come out publicly against the banning of the conference.

The Grand Ankara Hotel, the intended host of the conference, was the scene of tight security set up by Ankara's police. When asked by the TDN said the officers said they were at the hotel to provide security for the foreign participants at the gathering.

U.S. Department of State  
Daily Press Briefing  
Friday, May 9, 1997  
Briefer: Nicholas Burns

QUESTION: I understand the Turkish Government was supposed to have held a conference yesterday on the Kurdish situation but called it off. Do you have anything on that?

MR. BURNS: Yes, I do have something on that. I know that a number of European, Turkish, and American non-governmental organizations were organizing in Ankara to discuss their hope for a peaceful settlement of the Kurdish issue in Turkey and some of the Kurdish disputes there.

We strongly back the objective of this conference. We showed our support publicly because we sent senior members of our embassy team from Ankara to the conference. In fact, I think there was another conference last week that was similar to this where we also present. We regret very much the decision by the Turkish Government - the original decision - to ban the conference.

We understand that despite that, most of the conferees were able to gather informally, despite the Turkish Government ban, and that was an encouraging development because we believe that it's in Turkey's long-term interest that these issues be discussed freely and openly in Turkey. The presence of our embassy officers, I think, is testimony to the fact that we think that that kind of open dialogue builds cooperation, and to try to ban it didn't make much sense to us.

QUESTION: Any reason given for the ban?

MR. BURNS: You would have to address that with the Turkish Government. But I think the United States has made its view very clear. We were disappointed by that action. Yes, sir.

*Turkish Daily News*

FRIDAY, MAY 9, 1997

## MIDEAST: *Syria and Iran talk of 'growing threats' to peace*

after Velayati's meeting with Assad, "the very serious cooperation between Turkey and Israel, which is supported by the United States, was among the topics discussed during the Assad-Velayati meeting."

The Iranian official said: "This cooperation between Turkey, the big Islamic country, and Israel poses a danger to most of the states in the region."

Syria's state-owned media also criticized the Turkish-Israeli alliance, saying it poses a major threat to peace in the region.

Syria, which has borders with both Turkey and Israel, is in a formal state of war with the Jewish state and has long-

running border and other disputes with Turkey.

Diplomats said Velayati's talks in Syria also covered the situation in south Lebanon where pro-Iranian Hizbollah guerrillas are fighting Israel's occupation of the area.

Officials accompanying Velayati said the Iranian minister had talks in Beirut on Tuesday night with Hizbollah's Secretary-General Sheikh Hassan Nasrallah.

"The talks dealt with the Israeli aggressions against the towns, villages and civilians of south Lebanon and the role of the Lebanese resistance in confronting these aggressions," one official said.

RADİKAL 9 MAYIS 1997 CUMA

# Bariş Konferansı'na Avrupa desteđi

Yasaklanan Bariş Konferansı'na gelen Azınlık Hakları Grubu sözcüsü M. Mc Dowell, "Sorunun tam merkezinde olması gerekirken, çok merak ediyorum niçin bu konferansta Tansu Çiller yok da yerine polisleri gönderdi?" dedi

ANKARA - İnsan Hakları Derneđi'nin düzenlediđi, valilik kararıyla yasaklanan, Kürt sorununun tartışılacağı "Bariş Konferansı"na Avrupalı parlamenter ve sivil toplum örgütlerinden yoğun destek geldi. RP Van milletvekili Fethullah Erbaş, yazar Vedat Türkali, eski Dev - Genç lideri Ertuğrul Kürkçü, avukat Eşber Yağmurdereli ve yazar Doç. Fikret Başkaya gibi simaların katıldığı toplantıda, katılımcılar kısa basın açıklamaları yapmakla yetindi.

İnsan hakları sorunlarının ve Kürt sorununun Türkiye'nin başını çok ağrıttığını ve bundan sonra daha da ağrıtaçağının vurgulandığı açıklamalardan en



RP'li Fethullah Erbaş, AP Yeşiller Grubu üyesi Angelika Beer ile tokalaşmadı.

FOTOĞRAF: ADEM ALTAN

çarıcı olanı İngiliz Azınlık Hakları Grubu sözcüsü M. Mc Dowell'in konuşmasıydı. McDowell, Tansu Çiller'in Türkiye'nin insan hakları problemi olduğu yolunda bir ay önce söylediği sözleri hatırlatarak "Sorunun tam merkezinde olması gerekirken, çok merak ediyorum niçin bu konferansta Tansu Çiller yok da yerine polisleri gönderdi?" diye konuştu.

Yazar Vedat Türkali de, "Şu konferansı yasaklamakla ne kazandıklarını anlamıyorum. Konferansın yapılmamasından doğan tepki, konferansın yapılmasından çok daha zararlı. Demek ki bu insanlar, bağışlınsınlar aptallar dedi. (Radikal)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, MAY 9, 1997

EDITORIALS/OPINION

# CIA's 'Zipless Coup' in Iraq Is a Matchless Flop

By Jim Hoagland

WASHINGTON — The Central Intelligence Agency has spent six years and \$1.9 billion trying to overthrow Saddam Hussein in the most expensive sustained failure in agency history. Iraq is the Bay of Pigs in unending free fall, with fresh humiliation looming around the corner.

The agency could not stop throwing money at the Saddam problem if it wanted to. Refusing to admit defeat, the White House orders this international embarrassment prolonged. The current covert operation, which will cost about \$5 million this year, has dwindled into an ineffective propaganda effort carried out by two Arabic-language radio stations in Jordan and Kuwait.

Senators who normally line up to rail at executive agencies for wasting taxpayer money have kept quiet on the CIA debacle in Iraq. The Senate Intelligence Committee passed up a golden opportunity to educate itself and the American public on Tuesday when it failed to probe the CIA Director-designate George J. Tenet about Iraq and cost-effectiveness in Mr. Tenet's confirmation hearings.

It is now up to Mr. Tenet, all but assured confirmation as America's top spy, to decide what to do about this continuing failure, in which he played a not insignificant role as a member of President Bill Clinton's National Security Council staff and then as deputy director of the CIA.

The story he could assemble would

King Hussein is known to feel badly burned by the INA fiasco. The agency pressured Jordan to provide facilities and high-level political support for the group's amateurish coup plotting and then left the Jordanians to suffer the political consequences.

The king's shutting down the station would be a final humiliation for the agency in an effort that was conceived and pursued in halfhearted fashion after George Bush and his generals declined to use military might to remove Mr. Saddam in 1991.

President Bush put up \$40 million as a down payment on Mr. Saddam's removal when he secretly ordered the agency to create the conditions for Mr. Saddam's downfall in 1991. Much of that money went to buy and move a clandestine radio transmitter from Croatia and to finance a London-based propaganda operation that turned out to be fake Baghdad newspapers, television films and radio broadcasts.

About 15 American contract employees worked in London to produce the expensive propaganda. At one point, the agency used an unmanned aircraft based in northern Iraq to drop anti-Saddam leaflets across Iraq on the dictator's birthday.

Within the agency, the Iraq operation was seen by some — including Frank Anderson, former head of the Middle East department — as a can of worms. These officers knew they would never get enough money or political support

from the White House to engage in an all-out war against Mr. Saddam.

That feeling was reinforced when annual funding was cut to \$20 million in late 1992, and then to \$15 million in 1994, after Bill Clinton came to the White House and adopted Mr. Bush's program in a memorandum of notification to Congress. Ambitious junior officers targeted the money on flashy projects that led nowhere but allowed the White House to pretend something was happening.

The agency has been used as "the last resort of failed policy" in Iraq by two administrations. Mr. Tenet used those words on Tuesday to describe something that he said would never happen to the CIA on his watch. He did not mention Iraq, but agency veterans knew what he had in mind.

It still is unclear how deep and how self-critical Mr. Tenet's assessment of the Iraq failure runs. He enthusiastically backed the INA "zipless coup" option when he became deputy director of the CIA, according to agency sources. If there was a Saddam sting, he was one of its principal victims.

The Senate is on the verge of giving Mr. Tenet one of life's rare chances to clean up a mess he helped make. If he does not take it and shape a covert program capable of producing change in Iraq, Congress should step in swiftly with its own investigation of a national humiliation.

The Washington Post.

washingtonpost.com

| home page | site index | search | help |

---

## Kurds: Saddam May Attack

BY SALAH NASRAWI

Associated Press Writer

Friday, May 9, 1997 2:24 pm EDT

CAIRO, Egypt (AP) -- A Kurdish leader warned Friday that Iraqi President Saddam Hussein may be preparing to attack Kurds on the pretext that they are interfering with water supplies in Iraq.

Jalal Talabani, leader of the Iranian-backed Patriotic Union of Kurdistan, denied that his group was reducing the flow of water from northern reservoirs.

He said he would welcome a visit by international observers to prove his point.

"He (Saddam) is certainly preparing for a new aggression against our areas," Talabani told The Associated Press in a telephone interview. "He is using these claims as a new pretext."

Talabani has been in Cairo since Sunday for talks with Egyptian officials, including Foreign Minister Amr Moussa.

The Iraqi government claimed Monday that "stooges of the enemies" were cutting water supplies in the north, affecting 196,000 acres of southern farmland.

Mahmoud Dhyab al-Ahmed, Iraq's irrigation minister, said the Patriotic Union of Kurdistan had cut water flowing from the Dardbandi Khan and Dokan dams on the Tigris River, which are under its control, leading to widespread damage to crops.

He warned that the government would retaliate, but gave no clue as to how.

On Thursday, Iraqi government newspapers reported

water shortages in many towns in southern Iraq and said there were demonstrations in the provinces of Kirkuk in the north and Diyala near the capital, Baghdad.

Talabani did not say why he believed Iraqi troops would attack the Kurds.

But an exiled Iraqi general was quoted in the London-based Al-Hayat newspaper Friday as saying he received information from inside Iraq that Saddam was considering two options: moving against the dams or against Sulaimaniya, Talabani's headquarters.

"Saddam wants to stir the political situation, and the media campaign is only a pretext for the military operation," the paper quoted Maj. Gen. Wafiq al-Samarai as saying.

Talabani's group and the rival Kurdistan Democratic Party have controlled northern Iraq since shortly after the 1991 Persian Gulf War with backing from the United States, Britain and France. Their autonomy has angered Saddam, who has sought to re-exert his influence over the Kurdish enclave.

Last August, Saddam sent troops to help Kurdistan Democratic Party fighters drive Talabani's forces from Irbil, the Kurdish provincial capital. Large-scale clashes resumed a month later when Talabani launched a counteroffensive, reportedly with the help of Iran.

© Copyright 1997 The Associated Press

[Back to the top](#)

*Turkish Daily News*

SATURDAY, MAY 10, 1997

## Turkey: German court claim on Çiller 'baseless'

*Ankara- Turkish Daily News*

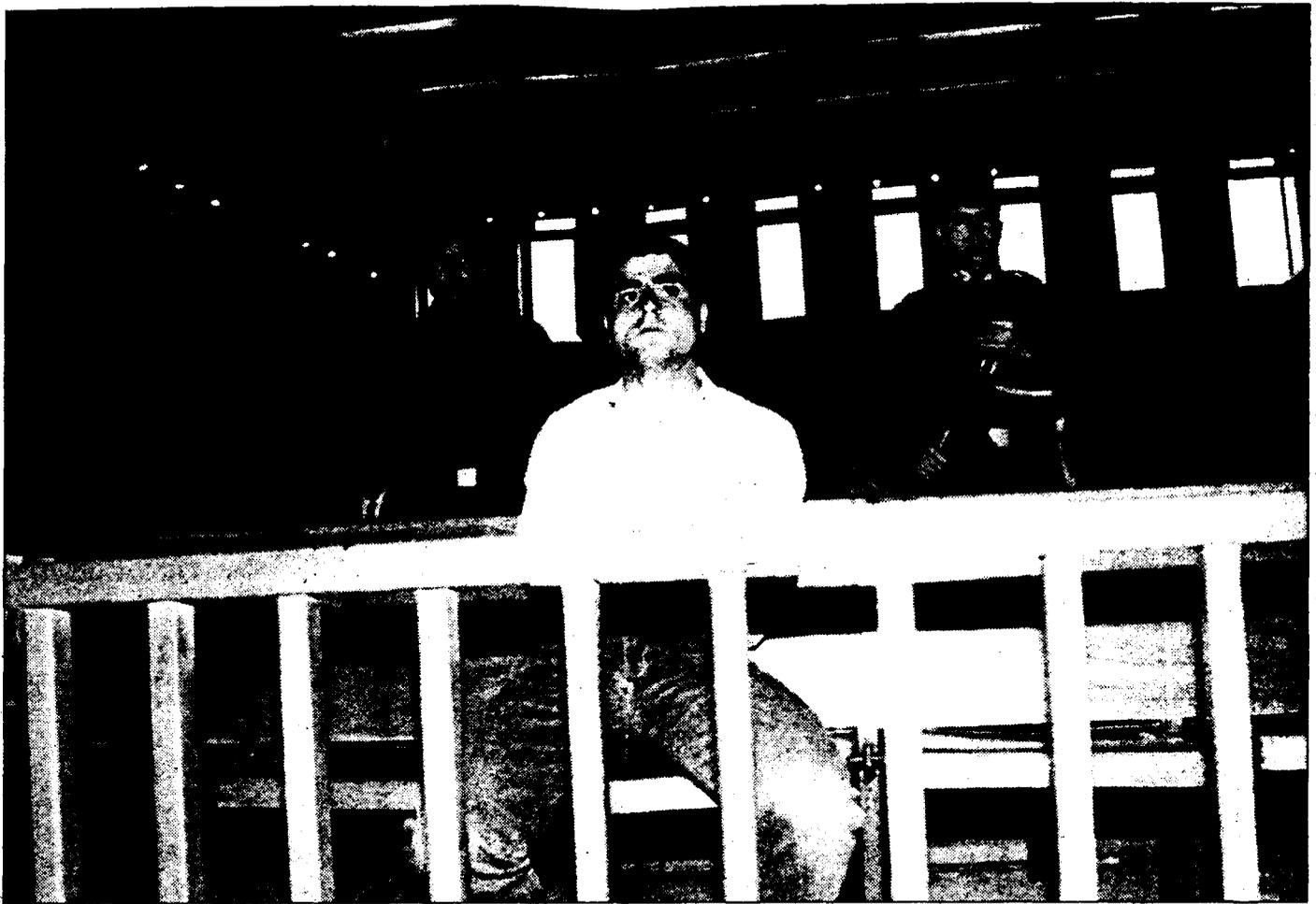
■ The Turkish Foreign Ministry, in a written statement on Friday, reacted to the explanation for an earlier decision by a Frankfurt court which made allegations of links between Foreign Minister Tansu Çiller and drug traffickers.

German Judge Rolf Schwalbe had announced the court's decision several months ago. At that time, the judge's words drew reaction from

Turkey but Ankara had said it would wait for an official explanation.

This week the Frankfurt court gave an official explanation in which it reiterated its claims of links between Turkey's government and narcotics smugglers.

The Turkish Foreign Ministry's statement said it was regretful that Judge Schwalbe had put such weight behind claims that were based on the testimony of a drug trafficker. These kinds of baseless claims are against the basic principles of law, the ministry said. "Turkey requested information and documents about this but until now no proof has been presented. Turkey is evaluating whether or not to take legal action. All this aside, it is hoped that this sort of development will not reflect on Turco-German relations in a negative way," the statement indicated.



## Decision in HADEP case set for June

'The sword of the justice is sharper for Kurds,' Alataş says

Ankara- Turkish Daily News

■ The lawyer representing the pro-Kurdish People's Democracy Party (HADEP) defendants, who are on trial for their involvement in last year's "flag incident," has called for their acquittal, saying, "The sword of justice in Turkey is always sharper for the Kurds." HADEP lawyer Yusuf Alataş also said that the charges against his clients contravene the European Human Rights Convention.

Prosecutors filed charges against the directors of HADEP after the Turkish flag was pulled down at the party's second general congress on June 23, 1996. Many party members, including HADEP leader Murat Bozlak, were imprisoned until the last trial session.

"This is a case which is impossible to explain with the usual standards. Pulling down the flag was just something used as an excuse to bring charges. The press created the crisis after the "flag incident." The pictures showing the flag being pulled down were repeated over and over. The members of the gangs [referring to

the reports of gangs which came to light after the Susurluk accident] and many other criminals are free, while the sword of Turkish justice is sharper for Kurds," Alataş said. The Ankara State Security Court (DGM) is expected to announce its verdict on June 4.

Sedat Yurtdaş of HADEP, a former Democracy Party (DEP), deputy, told the TDN that he hoped the court's decision would be a considerable step forward towards solving the Kurdish issue in general.

"This case is as important to solving the Kurdish issue as the DEP case was," Yurtdaş said.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, MAY 10-11, 1997

## Caspian Access Is Crucial for the West

By Caspar W. Weinberger and Peter Schweizer

**N**EW YORK—As the West celebrates the apparent expansion of NATO into Central Europe, Russia is making a concerted bid to achieve a strategic victory of its own: dominance of the energy resources in the Caspian Sea region.

If Moscow succeeds, its victory could prove more significant than the West's success in enlarging NATO.

The stakes in the Caspian are enormous. There are reportedly up to 200 billion barrels of oil and natural gas in the region. Azerbaijan alone could produce as much as 2 million barrels a day by 2010.

Open access to the Caspian is critical if the United States is to diversify its energy sources and reduce its dangerous reliance on Middle Eastern supplies. Oil in the Caspian region is now channeled principally through pipelines to Russian Black Sea ports, and Moscow wants to keep it that way because that means it controls the flow.

At the center of the new Great Game is Moscow's effort to put the squeeze on Azerbaijan, a secular Muslim state whose president, Heydar Aliyev, once a member of the Soviet Politburo, welcomes Western investment.

Over the past few years Russia has tried to push Azerbaijan to allow Russian military bases and to join the Commonwealth of Independent States, the confederation of former Soviet republics. At the same time, Russia has given critical military aid to neighboring Armenia, allowing it to occupy 20 percent of Azerbaijan.

Most disturbing is the admission by Aman Tuleyev, a Russian government minister, that more than \$1 billion in arms were shipped illegally to Armenia, apparently to be used against Azerbaijan. The Russian newspaper *Nezavisimaya Gazeta* reported that Armenian military experts were trained in the use of advanced rocket systems last year at a Russian missile range.

The Kremlin is also pressuring the United States to modify a new section of the Conventional Forces in Europe treaty,

which sets limits on troop levels. Russia wants to place more troops in the southern tier.

Moscow has struck a strategic bargain with Iran, the other player in this drama. Iran stands to lose enormously if oil is allowed to flow freely from the Caspian. Russia has provided Tehran with nuclear-related technologies, missile components and other advanced equipment.

In June 1996, Russia and Iran issued a joint statement: "Iran and Russia should cooperate with regional states to prevent the presence" of U.S. power in the Caspian Sea.

Iran sees the Azerbaijanis as a threat because they may provoke separatist sentiment among its large ethnic Azeri population.

Azerbaijan, for its part, has pointedly denied Iran entry into the consortium of countries invited to develop oil in the Caspian Sea. The Aliyev government has also resisted Iranian demands that it terminate friendly relations with Israel.

If Russia and Iran succeed in their designs on the Caspian, they will have potential leverage over Western economies, which will be left to rely on the unstable Gulf region for oil.

But our American policy has thus far failed to reflect the strategic interests we have in the region. Armenia, which has welcomed Russian troops, has received more aid from the United States per capita than any nation but Israel. And after lobbying by Armenian-Americans, Congress made it illegal to give direct American assistance to Azerbaijan.

The Clinton administration needs to encourage closer relations with Azerbaijan and persuade Congress to change its priorities on aid.

Our long-term security interests are at stake.

*Mr. Weinberger, secretary of defense from 1981 to 1987, and Mr. Schweizer, a research fellow at the Hoover Institution, are co-authors of "The Next War." They contributed this comment to The New York Times.*

*Turkish Daily News*

MONDAY, MAY 12, 1997

## Mustafa Kalemli: Turkey will not allow creation of a Kurdish state

**METİN DEMİRSAR**

*Istanbul - Turkish Daily News*

■ Turkey will quash any efforts by rebel Kurds to establish a Kurdish state on its territories or in the Middle East, Parliamentary Speaker Mustafa Kalemli has declared. "Twenty-six states were created following the breakup of the Ottoman Empire. The Turkish Republic was one of these nations. Turkey won't allow a 27th country to emerge," Kalemli told a banquet held Thursday night in Istanbul.

Kalemli addressed the Turkish Economic and Social Studies Foundation (TESEV) on "Turkey's place in the world: East or West?"

He accused Turkey's western allies of creating artificial divisions in the country by supporting the separatist Kurdistan Workers party (PKK).

"Turkey is facing heavy separatist propaganda from some countries and their intention is to create an artificial problem in Turkey related to minorities," Kalemli said.

As the cultural heir of the Ottoman Empire, Kalemli noted, Turkey pursues a policy of unifying all ethnic, religious and local cultural groups in the country.

"All citizens of the country regardless of their roots are first class Turkish citizens. Each individual has equal rights and opportunities," he asserted.

He said the European Union can't criticize Turkey for fighting the PKK. "No one can object to the use of state force against rebels and rebellions," he declared.

More than 20,000 people have been killed since the PKK, a Marxist group, launched a bloody insurgency against security forces in 1984 to establish a Kurdish state in southeastern Turkey.

VENDREDI 16 MAI 23.55 ARTE

# Cinq hommes en liberté très provisoire

**YOL.** Yilmaz Güney a refait au montage ce long métrage tourné par son assistant Serif Gören alors qu'il était lui-même incarcéré. Le film raconte la prison mentale où sont enfermés ceux qui portent en eux leur propre malheur



Seyit Ali  
(Tarik Akan)  
et sa femme

**A**U début des années 70, on apprit, grâce à la curiosité et à la vigilance de certains critiques de cinéma, qu'il existait un cinéaste turc, auteur de films aux préoccupations socio-politiques, Yilmaz Güney. Ce fut le début d'une étonnante aventure, destinée à trouver sa consécration au Festival de Cannes 1982, celui du 35<sup>e</sup> anniversaire. Comme le temps passe !

Né en 1937 dans l'est de la Turquie, de parents kurdes, Yilmaz Güney entre dans l'industrie cinématographique en 1958, comme acteur et scénariste, après des études de droit et d'économie. En 1961, il est condamné à dix-huit mois de prison pour un roman suspecté de propagande communiste. Il reprend sa carrière d'acteur deux ans plus tard. En cinq ans et une quarantaine de films, il devient un héros populaire. On le surnomme « le roi laid ». A partir de 1968, Güney abandonne son statut de vedette pour réaliser des films sur des sujets sociaux, influencés par le néoréalisme italien. Ainsi *Umut* (*L'Espoir*, 1970), qui est diffusé en France.

Mais les activités politiques du cinéaste gênent le pouvoir turc. En 1972, Güney récolte à nouveau deux ans de prison pour avoir aidé des étudiants anarchistes. Une campagne de protestation lui vaut une amnistie. Il commence alors à tourner *Endise* (*L'Inquiétude*). A la suite d'une rixe dans un bar, il est arrêté et condamné à vingt-quatre ans de travaux forcés (ramenés à dix-huit) pour le meurtre d'un magistrat, bien que sa culpabilité ne soit pas prouvée. C'est son assistant, Serif Gören, qui termine *Endise*. Les autorités turques ne digèrent pas le fait qu'à l'étranger cette punition de droit commun soit considérée comme une répression politique.

Mais Güney ne renonce pas. En 1974, il fonde sa société de production, dont des amis s'occupent au dehors. Du fond de sa prison, il écrit des scénarios que d'autres réalisent sur ses indications. En 1978, Elia Kazan lui rend visite à Toptashi, près d'Istanbul, ce qui ne passe pas inaperçu. A cette époque, il conçoit *Le Troupeau* et *L'Ennemi*, scénarios très détaillés avec tous

les mouvements de caméra, les éclairages, les déplacements pour les acteurs. Ces films sont réalisés par Zeki Okten et, en 1980, la sortie en France du *Troupeau* s'accompagne de la publication par la revue *Positif* d'un dossier extrêmement précis et détaillé. Le cas d'un cinéaste dirigeant, de sa prison, des films qu'il n'a pas la liberté de réaliser physiquement commence à devenir une affaire portée devant l'opinion internationale.

Güney a été placé en 1979 dans une prison au régime plus sévère, sur l'île de Marmara. Le 12 septembre 1981, un coup d'Etat militaire amène un changement de pouvoir en Turquie. Pas question de libérer Güney, mais on le transfère dans une autre prison, semi-ouverte, où les détenus travaillent et bénéficient parfois de permissions. 20 % d'entre eux ne rentrent pas, selon Güney. Il le sait bien, lui qui s'est échappé de Turquie quelque temps après le coup d'Etat. Il prépare alors *Yol*, en coproduction avec la Suisse. Serif Gören dirige le film. Tout le matériel se trouve en Suisse, où Güney vient se réfugier et refait entièrement *Yol* au montage.

A l'ouverture du Festival de Cannes 1982, on attend un film-surprise. Ce sera celui-là, programmé en compétition sans l'accord des autorités turques. Evénement considérable. Tous ceux qui l'ont vécu s'en souviennent, ainsi que de la manifestation de trois cents travailleurs protestant contre la dictature militaire, sur la Croisette le 15 mai. A Cannes, Güney, entouré d'amis, protégé par eux, se montre peu. Une grande solidarité s'établit autour de lui. *Yol* reçoit la Palme d'or, partagée - les jurés de Cannes ont toujours de ces arrangements ! - avec *Missing* de Costa Gavras, autre film politique. Le pouvoir d'Istanbul

réclame l'extradition de Güney. Finalement, il le déchoit de la nationalité turque.

Le cinéaste s'installe en France où il va tourner, grâce au producteur Marin Karmitz et au ministère de la culture, *Le Mur*, film sur les pénitenciers d'enfants de son pays. Une polémique s'élève à propos des méthodes employées par Güney avec ses jeunes acteurs. Ce sera le dernier drame personnel d'un homme qui, s'il a retrouvé la liberté, n'aura pas d'avenir. Yilmaz Güney meurt d'un cancer, le 9 septembre 1984, à Paris. Il est âgé de quarante-sept ans.

Renversons le cours du temps et revenons à *Yol* (*La Permission*), ce film admirable, tragique, bouleversant, qui témoigne du sort injuste et terrible fait aux humains dans une société où l'héritage de traditions barbares s'ajoute à l'oppression politique. Cinq hommes, condamnés de droit commun, reçoivent une permission de quelques jours. Dans un semblant de liberté, ils devraient pouvoir retrouver leurs familles ou des êtres chers.

Mais Yusuf, le plus jeune, est arrêté en route. Il a perdu ses papiers. Les autres, hors d'un univers concentrationnaire qui n'est pas décrit - ce n'est pas le vrai sujet -, vont rester prisonniers de leur mentalité. Les destins entrecroisés s'assemblent comme les morceaux d'un puzzle pour reconstituer certains paysages sociaux et moraux de la Turquie des gens du peuple. Un régime de terreur et de violence et des préjugés archaïques accentuent l'aliénation de ces hommes portant en eux leur propre malheur, et semant autour d'eux la souffrance. La douleur fait tache d'huile.

Parmi le foisonnement des situations et des affrontements, Güney a privilégié deux cas atroces. Mehmet arrache sa femme et ses deux enfants à sa belle-

famille (qui a de bonnes raisons de le haïr). Dans un train, il oblige son épouse à s'enfermer avec lui dans les toilettes. La malheureuse est ensuite massacrée par la foule. Mehmet est tué par le vengeur de la famille, qui l'a suivi. Deux orphelins hurlent de peur. Dans un village au-delà des montagnes enneigées, Seyit vient, avec son fils, juger sa femme adultère, enchaînée depuis huit mois dans une cave, sans avoir pu se laver. La coupable repart avec eux dans la neige. Loin derrière l'homme et l'adolescent, chaussés de raquettes, elle se traîne comme une bête blessée, mordue par le

froid des pieds à la tête, suppliant qu'on l'aide. En vain. Seyit comprend trop tard la cruauté de cette vengeance dictée par un vain code de l'honneur. Il reprend le train. Pour où ?

Quinze ans après, *Yol*, ce chef-d'œuvre, cette Palme d'or incontestable, est toujours aussi grand, aussi brûlant.

Jacques Siclier

# Turkish-Kurdish group aims fresh approach to Southeast

## About TOSAV

**T**OSAV (Foundation for the Research of Societal Problems), is the brainchild of a group of Turkish and Kurdish citizens of the Republic of Turkey. Members of the groups who represent different social sectors of society share the grave concern that the contentious nature of Turkish politics will lead ultimately to internal hemorrhage and political instability. The so-called "Eastern or Kurdish Question" is one, if not the primary, example of the internal conflicts of Turkey. Solving the "Eastern Question" requires a pluralistic understanding of culture and society. Supported by economic development, multiculturalism and democratic pluralism may ease ethnic and religious tensions that are borne out of a mono-ethnic understanding of nationhood and authoritarian centralism. These particularities of statecraft were more exclusive than inclusive; less responsive to local and popular demands and sensitivities than more liberal and participatory forms of government.

Sharing these concerns, the group (composed of an equal number of Turkish and Kurdish citizens of Turkey) met in neutral domestic and international locations such as France, Switzerland and Belgium detached from all forms of political or formal influences and discussed their mutual problem, their differences in perception and possible solutions. Their meetings were facilitated by renowned international experts at their request. The pool of experts was provided by the Peace Research Institute of Oslo and the European Center for Common Ground. The expenses

incurred during these meetings were met partly by the participants and partly by these organizations. The paths of Turks and Kurds coming from differing historical backgrounds converged at the end of a year's (1996) negotiations.

Their common path in history started as they agreed on a set of principles for peaceful coexistence as the citizens of the same country and polity. Now, they want to present the fruit of their voluntary agree-

ment to the people of Turkey in order to facilitate public debate and generate support for their "peace partnership project" which they are ready to launch.

TOSAV was founded particularly for this aim but with additional intentions. Its founders have planned to teach conflict resolution, mediation and arbitration techniques to interested individuals and parties as well as demonstrating their application in real life situations.

The foundation is in the process of developing projects for teaching human rights to children as well as adults with a special emphasis on law enforcement personnel.

TOSAV's general aim is to disseminate democratic culture through radio and TV programs, public and academic meetings as well as publications. One radio

program which is entitled "Culture of Democracy," is already underway and a book bearing the same name is being prepared for publication.

Any individual or party who believes in peace that is borne of respect for differences and equality before law, and social solidarity based on tolerance may be TOSAV's partner in peace.



TOSAV President Dogu Ergil

More Domestic News, pages A3, A4 & A5

# to bring st problem

'The so-called "Eastern or Kurdish Question" is one, if not the primary, example of the internal conflicts of Turkey. Solving the "Eastern Question" requires a pluralistic understanding of culture and society,' says TOSAV President Dogu Ergil



Perhaps nothing highlights the plight of the Southeast more than the image of hungry local children in Diyarbakir fighting over food aid as it is being distributed. Supported by economic development, multiculturalism and democratic pluralism may ease ethnic and religious tensions, TOSAV says.

# Document of mutual understanding or common set of principles

**T**urkey is experiencing serious difficulties in overcoming her systemic problems due to the bureaucratic nature of the political institutions that have been shaped since the creation of the republic in 1923. As a result of these conditions, Turkey is increasingly unable to keep up with the pace of change, to manage its complex social structure and to satisfy multiplying popular needs and demands.

In addition, the persistence of the state-centered structure of the polity has become too centralized, restrictive, and authoritarian. Hence, neither individual nor group expectations and demands (including cultural freedoms) are fully understood nor met by the central authority (the state). The detachment of the political "center" has led to the estrangement of society from the state. As a result, this has had an adverse effect on political unity and social solidarity.

Furthermore, there is an established belief that, "Whatever the state does, gives, or decides is good; neither its motive nor the consequences of its deeds can be questioned." The state is sacred (this statement was in the preamble of the Turkish Constitution until a year ago). Its actions cannot be criticized. Its mistakes cannot be questioned and corrected. The perception of any popular demand or objection to policies of the government represents an unjustified rebellion, undeserved quest or outright subversion. The centralist system looks upon the emergence of new social power centers or alternative policy proposals as extraordinary, subversive, and even deviant. As a result, popular demands are addressed inadequately, tardily, or are simply suppressed.

The fact that social expectations are met callously or simply suppressed causes violence in the society. The social fabric is seriously damaged when both the official method of problem solving and the method of conveying popular demands to the central authority are both violent. Violence "from above" and "from below" reinforces and legitimizes each other. At the root of Turkish society's problems lies the process of nation-building which progressed not from the nation towards the creation of the state, but rather evolved as a process of building a nation with the initiative of the existing state apparatus and bureaucracy. In the Turkish example, the state preceded the nation. This is not criticism, but a historic fact.

The forerunner of the Republic of Turkey, the Ottoman state, was not a nation-state. It was a cosmopolitan political union of diverse nationalities, ethnic and religious groups. The Republic of Turkey was founded as a nation-state. However, the already existing state and powerful bureaucracy took on the mission of creating a new concept of nationhood which was forged and shaped by the state. This may have been a historical necessity then. But, the state's role as the creator rather than the coordinator still persists. This phenomenon renders the state omnipotent and omnipresent vis-a-vis society. While a culturally rich and diverse society grew both in size and complexity, the authoritarian state structure that was created to meet the needs of the early 1920s remained, to a great extent, loyal to its policy of uniformity over unity which resulted in an increasingly incompatible relationship between the state and society. Tension and conflict which arises between the tutelar central authority and the populace can be likened to the immature son (the populace) of the

house (the state) in which the latter induced the former to be rebellious. Further problems arise from the perception that the "son" — who is neither satisfied nor free in his father's home — wishes to leave. Moreover, the Republic of Turkey has several children! Some of whom believe that they are treated like stepchildren.

One of Turkey's major political problems emanates from what we attribute to the notion of "nationhood," a fundamental concept in our political culture. At the time of the declaration of the republic, the pluralistic nature of the population and the multicultural richness of the society inherited from the Ottoman Empire was accepted by the republican elite. Disregarding their ethnic, cultural, religious, and linguistic heritage, the "nation" was deemed to be the political union of all groups living in Turkey. This understanding could have created a pluralistic political structure out of a plural demography in which the nascent pluralist political organization would inevitably be democratic. However, creating a nation based on pluralist principles out of a poor, backward, uneducated and cosmopolitan populace was not realized by the political elite of the time. The urgent need to create a common political culture as the basis of the envisaged nation prompted the ruling elite to adopt the policy of uniformity (liquidating cultural differences) rather than unity (respecting and reconciling differences). This preference led the republican elite to the acculturation of the "nation" with the qualities of the majority, namely Turkishness and Sunni, even Hanefi branch of Islam.

Based on the decision to standardize the population, the political elite or the central authority took on the task of defining "Turkishness" and "Islam" as well as the qualities of a "Turk" and "Muslim." Once these qualities were determined, they became the arsenal of nationalist and secularist standardization. This intense effort to the last 70 odd years has been partly successful. However, it is becoming clearer that this process is flawed because it emanates from a fictive reality rather than the existing realities of the country/society.

Failure to eliminate imbalances in lifestyles due to differential development of regions (especially eastern Anatolia, which still suffers from the yoke of tribalism and feudal landownership); the widening of inequalities amongst social strata; perception and treatment of cultural differences as deviant (this policy exhibited itself as an exclusionist attitude against nonethnic Turks, nonMuslims and nonSunnis among the Muslims) were combined with underdevelopment, unemployment and the insensitivity and inefficiency of the state thereby giving rise to criticism of the system. Successive military interventions, the first of which was staged in 1960, and authoritarian laws could not halt increasing opposition which from time to time took on a violent character. Violence, on the other hand, served as a dirty shawl concealing corruption and moral decadence.

Had the armed struggle been a conflict between security forces and a group of bandits on remote mountain tops, then society would not have been much affected by it, and the matter would not be regarded as a national security issue. But we are confronted with a widespread economic disaster that impoverishes the nation, minimizes investments, and aggravates inflation. Furthermore, the bloody struggle going on for years has become more than a mere conflict between two armed groups. It causes strife

**TOSAV'S BOARD OF DIRECTORS: TOSAV'S INTERNATIONAL ADVISORY BOARD:**

**DOĞU ERGİL** Dan Smith  
*President International Peace Research Institute,*  
**BEHLÜL YAVUZ** Oslo, PRIO, Norway  
*(Vice President)*

**FERDE CİLALIOĞLU** Jean F. Freymond  
*(Member of the EB) Center for Applied Studies in International*  
**S. HAŞİM HAŞİMİ** Negotiations, CASIN, Switzerland  
*(Member of the EB)*

**KORAY DÜZGÖREN** John J. Maresca Ambassador  
*(Member of the EB)*

**EYYÜB CİLALIOĞLU** John Marks  
**ŞEYHMUS DİKEN** Search for Common Ground, USA  
**YAHYA MUNİS**

**ÖMER ÇETİN** Joseph V. Montville  
*Preventive Diplomacy Program, Center for*  
*Strategic International Studies, USA*

**TOSAV'S NATIONAL ADVISORY BOARD:**

**ALİ BAYRAMOĞLU** David L. Phillips  
*(Academic - Journalist) European Center for Common Ground,*  
**AYSE ÖNAL** (Journalist) Belgium

**BASKIN ORAN** (Academic) John Roper  
*The Royal Institute of International*  
**BURHAN SENATALAR** (Academic) Affairs, Chatham House, England

**BÜLENT TANÖR** (Academic) Adam Daniel Rotfeld

**CELAL GÖLE** (Academic) Barnett R. Rubin  
*Council on Foreign Relations, USA*  
**CÜNEYD KARAGÜLLE** (Businessman)

**CETİN ALTAN** (Writer) William L. Ury  
*Program on Negotiation, Harvard Law*

**ELİF DAGLI** (Academic) School, USA  
**ETİYEN MAHCUPYAN** (Educationalist - Journalist)

**HÜSAMETTİN KAVI** (Businessman) Muhammad Yunus  
*Grameen Bank, Bangladesh*

**İSHAK ALATON** (Businessman) Mario Zucconi  
*CESPT (Centro Studi di Politica*  
**M. ALİ KILIÇBAY** (Academic) Internazionale), Italy

**MEHMET ALTAN** (Academic - Journalist)

**MÜJDE AR** (Actress) Jak Shalom  
*The Sorbonne, France*

**NIYAZİ ÖKTEM** (Academic)

**OSMAN KAYALA** (Businessman)

**RENGİM GÖKMEN** (Conductor)

**TARİK ZİYA EKİNCİ** (Doctor)

**TINAZ TITİZ** (Politician - Researcher) Hugo van Rompaey  
*Senator (Flemish Parliament), Belgium*

between the Turkish and Kurdish citizens of this country and damages social solidarity. On the other hand, this problem, which cannot be, or rather, is not solved domestically has become a regional (Middle-Eastern), and even international phenomenon which creates opportunities for outside intervention. This very fact makes the need to find a solution even more urgent.

Because the problem is seen merely as a security issue and not as a "social conflict," we suffer from an unnamed war fought on our own lands, amongst our own people in which citizens kill each other. Should this war not be controlled, it may migrate from the countryside to urban centers, further polarizing society.

Even society may have its share of fanatics who choose violence as a means of political expression. Effective police measures are needed to deter such people. However, when violence becomes a widespread method of protest involving thousands of armed peoples supported implicitly or explicitly by hundreds of thousands, then

such a phenomenon is of a social character. Therefore, the social dimension of the conflict needs to be taken into consideration and the roots of the conflict need to be examined.

Primarily and most importantly, the parties to the conflict should meet independently of the official institutions which are the creators of the conflict. These parties should work together to define the problem and formulate solutions. Their common assessment must be translated into policy proposals and presented to the public, the real bearer of the problem(s). It is with this vision and aim that we, the citizens of Turkish and Kurdish origin of the Republic of Turkey, got together motivated by the belief that watching the enfeeblement of our society, like a patient with internal bleeding, is partaking in the historical irresponsibility. We discussed our mutual problem(s) at length in environments clear of external political influences. As a result of long and heated discussion free of prejudices and ready political menus, we agreed that:

1. Turks and Kurds of Turkey are not the citizens of two inimical states. They are members of the same state. The root cause of the existing conflict is not the two parties/ communities, but the official institutions, practices, and ideology.

2. The official (political) institutions have lost their effectiveness. They have become unresponsive to local characteristics and exigencies of the people because of their ultra-centralized and hierarchical structures.

3. Official practices so far have reflected an unresponsive attitude to the existence of Kurdish and other cultural realities.

4. The official ideology adopted as the driving force of nation-building, i.e. (Turkish) nationalism has turned out to be perceived as exclusive rather than inclusive for nonethnic Turkish citizens of the state contrary to the intention of the founders of the republican regime. Indeed, citizenship has been based on ethnic Turkishness.

The republican regime has restored sovereignty to the people. However, due to inadequate democratization of the regime, the impact of people over the decisions concerning their own welfare has been minimal. The most important reason behind the bottleneck in the system is that the state has never really transferred power to the people. Despite official doubts, democratization of the regime is possible through the creation of a pluralist political structure without hampering the unitary nature of the state. However, neither individual politicians nor political parties the responsibility for realizing this outcome. Social conflict continues because of their opportunistic and irresponsible attitude.

The people of Turkey would have been able to solve their internal problems much more easily, we believe, if the political parties had not supported political factionalism and resisted change. The people wish to live together and have the common sense to produce practical solutions to achieve this end through mutual consensus. Quarrels, lack of understanding, insensitivity, and resistance to popular demands stem more from existing political structures and authoritarian mentality. The presence of Kurds in Turkey, i.e. "the Kurdish reality," was unfortunately discovered after considerable bloodshed.

Nevertheless, recognition of the Kurdish reality represents an achievement in itself. What does the recognition of the Kurdish reality mean? It implies the acknowledgement of the existence of a cultural group (people), which includes millions of persons. The Kurds have been and are one of the main elements of the republican and the Ottoman states. They lay claim to unique cultural characteristics and are sensitive about conserving them.

Such acknowledgement of cultural distinctiveness is based on not only a scientific observation, but also on political realities. The Kurds want official/legal acknowledgement of their existence as a unique cultural group (people). They would like this acknowledgement to extend beyond oral commitments to include legal warranties having effect on daily life, including the free exercise of their cultural identity.

The Kurds do not want these rights in order to distance themselves from the state or to divide Turkey. Neither do they want to alter the basic qualities of the state. Rather, they want to be able to preserve their cultural heritage and still live in safety as equal and respected citizens of Turkey in spite of the fact that they are from an ethnic group other than the majority.

# US to jail Kurdish Iraqi refugees

Washington - Turkish Daily News

Washington is considering a move that may help destroy what little credibility it has left among the Kurds of northern Iraq: the U.S. Immigration and Naturalization Service (INS) is considering jailing and then deporting some of the Kurdish refugees from northern Iraq for fear that they might in fact be spies of Saddam Hussein, according to the New York Times (NYT). At least 13 of the refugees, the NYT reported, are currently accused by the INS of being "a danger to the security of the United States." The FBI suspects these Iraqis could in fact be "Iraqi spies or potential terrorists," the NYT said. "The men are seeking political asylum in the United States, but if accusations are upheld by immigration judges they could be deported, possibly to Iraq," the newspaper reported. "The cruel irony here is that these individuals were led step by step by the United States, and if they had known they were going to be led into a trap — detained, forcibly separated from their families, and potentially facing a forced return to Iraq, perhaps they would have stayed and fought," said Niels Frenzen, a public-interest lawyer representing the eight accused Iraqis kept in Lancaster jail.

When Saddam Hussein drove his tanks north of the 36th parallel on Aug. 31, 1996 and caught the CIA-backed Iraqi National Congress in Erbil by surprise, Washington responded by bombing air defense

installations in southern Iraq while all the carnage was taking place in north. Senior administration officials justified their action by making a distinction between the "humanitarian interest" the United States was pursuing in the north, versus the "vital interest" that the U.S. had to protect by blocking the attack routes leading to oil-rich Kuwait and Saudi Arabia.

An initial group of 600 Iraqi men, women and children left Iraq via Turkey immediately after Saddam's attack up north. These were mostly Kurds directly employed by the American federal government. They were followed by over 5,000 other Iraqis and Kurds who worked for Western nongovernmental organizations and coalition forces. After waiting for five months in Guam, almost 6,000 Kurds were allowed into the United States for political asylum.

The refugees attribute the charges to false accusations brought about by the fratricidal infighting between the Erbil-based Iraqi National Congress (INC) and the Amman-based Iraqi National Accord (INA).

"We came to this land legally, on account of the U.S. government, and they put us into jail," said Ali Yasin Mohammed Karim, who reportedly is a 35-year-old doctor of radiology and worked with the Iraqi National Congress. "We worked with people more important than the INS — with the CIA. I am a doctor of radiology, not a radioactive substance. I have a death penalty against me from Saddam

Hussein. So I think it is not possible that I am his agent. Where is the law? I came here legally. I did nothing wrong."

Another Iraqi Kurd, Adil Hadi Awadh continued: "We ask ourselves why the United States did this to us. My opinion is they are slandering us," he said. Awadh said he was a military doctor, a first lieutenant in the Iraqi army, and defected last summer to join one of the CIA-backed resistance groups, the Iraqi National Accord, in northern Iraq. He spoke to the NYT by telephone from the Lancaster jail.

"The INS received letters from our enemies inside the INA and inside the INC in Guam. Those bad people said bad things about us which are not real. The motive that pushed them to speak these things is only the grudge which is provoked because of the competition inside the INA and the INC." Niels Frenzen, a public-interest lawyer representing the eight accused Iraqis jailed in Lancaster, said the FBI agents who interviewed the refugees "went to Guam looking for derogatory information, and they stirred up some existing tensions." The consequence, he said, was that "men who risked their lives for a cause they believe in, a cause in which the United States risked their lives" — are in jail, parted from their wives and children, who have received political asylum, and facing exile or death. The deported Kurds could also be returned to Turkey. But the NYT said it was certain that Turkey would not accept them.

# Iraq, Turkey sign gas pipeline deal

Ankara - TDN with wire dispatches

Iraq and Turkey over the weekend signed a preliminary deal for construction of a pipeline to carry Iraqi gas exports to the Mediterranean port of Ceyhan.

"We have signed an agreement under which gas would be transferred from Iraq to world markets," Turkish Energy Minister Recai Kutan said after putting his pen to the accord with Iraqi Oil Minister Amir Muhammad Rasheed.

The pipeline will provide Turkey with gas in return for meeting Iraq's needs for products such as food, Kutan said.

He added that they had also discussed oil and the border trade between two countries. The minister reiterated that the embargo on Iraq had also affected Turkey and that the trade between two countries had declined, but said that with effort from both sides economic ties would grow in the near future. Iraq's Rasheed said they had signed a proposal for implementation of the project. The financial arrangement was expected to be agreed on in the next few weeks.

"The most important project (agreed on) is the 1,300 kilometer (800 mile) gas pipeline," he said.

The ministers said the line would carry a

price tag of \$2.5 billion and would be capable of carrying 10 billion cubic meters of gas per year.

Neither official made mention of when work would start on the project or how long it would take to complete.

Apart from an oil-for-food concession, Iraq has been banned from exporting oil under United Nations sanctions imposed due to the country's 1990 invasion of Kuwait.

The U.N.-monitored oil-for-food deal allows Baghdad to sell \$2 billion worth of oil over six months to buy food, medicine and humanitarian needs.

# U.S. Holds Iraqis Who Aided CIA Plot to Oust Saddam

By Tim Weiner  
New York Times Service

WASHINGTON — A group of Iraqis who worked with the Central Intelligence Agency in a failed attempt to undermine President Saddam Hussein and were offered refuge by the U.S. government are now in jail in California, facing expulsion from the country.

The proceedings against them are secret, but court documents and interviews show that at least 13 of the refugees have been accused by the Immigration and Naturalization Service of being "a danger to the security of the United States."

Government officials and lawyers for the accused said the charges stemmed from the Federal Bureau of Investigation's suspicions that some or all of them might be Iraqi spies or potential terrorists. They are seeking political asylum in the United States, but if the accusations against them are upheld by immigration judges, they could be de-

ported, possibly to Iraq.

In telephone interviews from jail, four of the men insisted that they were not secret agents for Saddam Hussein, but had been falsely accused and were victims of fratricidal infighting among the resistance groups. The Iraqis in custody include defectors from the Iraqi military who joined the CIA-backed resistance groups, the Iraqi National Accord and the Iraqi National Congress. They fled their country with their families after the secret operation collapsed in disaster last year.

Ali Yasin Mohammed Karim, who said he was a 35-year-old doctor of radiology who worked with the Iraqi National Congress, said in a telephone interview from jail that his incarceration was "a mystery to me."

"We came to this land legally, on account of the U.S. government, and they put us inside of a jail," he said. "We worked with people more important than the INS — with the CIA. I am a doctor of radiology, not a radioactive

substance. I have a death penalty against me from Saddam Hussein. So I think it is not possible that I am his agent. Where is the law? I came here legally. I did nothing wrong."

The court records available in the case do not reflect the specific basis for the charges against the jailed men. Carole Florman, a spokeswoman for the Justice Department, said the federal regulation allowing a political asylum claim to be denied on national security grounds was "very vague and broadly constructed."

She said immigration officials had not denied the jailed men's requests for asylum, but had referred them to immigration judges for further review.

"The INS has not determined whether it will argue strongly against the requests for asylum," she said. "We are very much in the middle of the process." The immigration service would not comment on the case, nor would the CIA.

The Iraqi National Accord and the Iraqi National Congress had major roles in a \$20-million-a-year CIA operation to

try to undermine the Iraqi leadership. The clandestine effort began shortly after the Gulf War ended and went on for five years, without success. The two groups, along with the stateless Kurds of northern Iraq, were crippled by internal squabbles and suspicions that the resistance was penetrated by Iraqi intelligence.

On Aug. 31, the operation collapsed when the Iraqi military and secret police stormed into the Kurdish areas of northern Iraq. The Iraqi forces seized control of towns that had been protected by a U.S.-led security zone since the end of the 1991 Gulf War and had served as bases for the resistance.

The Iraqis jailed in California were among a group of 600 men, women and children who fled for their lives after that invasion. Along with two other groups of about 5,500 Iraqis and Kurds who had worked with the U.S.-led coalition forces and with relief organizations in northern Iraq, they sought help from the Americans.

After gathering at a NATO air base in Incirlik, Turkey, they were flown by U.S. military planes to Guam in the Pacific Ocean. They spent five months there at Andersen Air Force Base, where they were told to apply for asylum. As they waited while the authorities processed their applications, they received lessons in American civics and the English language. They also underwent interviews and security checks by the FBI.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, MAY 12, 1997

## Le rapprochement entre Israël et la Turquie inquiète fortement les pays arabes

**LE RAPPROCHEMENT** entre Israël et la Turquie, que conforte l'annonce de manœuvres navales communes, en compagnie des Etats-Unis, en Méditerranée, continue de causer des remous au Moyen-Orient. L'an dernier déjà, lorsque Ankara avait signé un premier accord de coopération militaire avec Jérusalem, permettant à l'armée de l'air israélienne de s'entraîner dans le ciel turc, les pays de la région avaient déjà exprimé leur inquiétude.

Depuis, en dépit de l'arrivée au pouvoir du premier ministre islamiste Necmettin Erbakan, plusieurs autres accords sont venus s'y ajouter et les visites ministérielles et militaires se sont multipliées. « *Le développement des relations entre la Turquie et Israël ne devrait déranger personne* », a déclaré le ministre de la défense turc, Turhan Tayan, espérant mettre fin aux protestations.

Dès le départ, les relations d'Ankara avec Israël ont été fondées sur une coopération militaire, sous l'impulsion à la fois des deux armées et des Etats-Unis, favorables à l'entente de ces deux Etats qui leur sont proches. L'apport technologique d'Israël permettra de moderniser l'équipement militaire en Turquie, notamment les avions F-4 turcs, et de compenser ainsi en partie le quasi-embargo sur les livraisons d'armes imposé sous la pression du Congrès et d'un lobby grec. Les deux pays échangeront également des renseignements sur leurs ennemis respectifs ou communs.

En fait, explique Ismail Soysal, un diplomate retraité qui dirige actuellement la Fondation d'études

sur le Moyen-Orient et les Balkans (OBIV), « *la lutte contre le PKK est la principale motivation du rapprochement turco-israélien* ». L'armée turque affirme régulièrement être venue à bout des rebelles kurdes mais, s'il est vrai que les militants du PKK semblent avoir perdu du terrain dans certaines régions du Sud-Est anatolien, des combats ont cependant repris au printemps, prouvant que le PKK n'est pas encore réduit à néant.

Les autorités turques accusent régulièrement la Grèce, la Syrie, l'Iran et l'Arménie de fournir une aide logistique aux combattants kurdes. Ankara a beau avoir des contacts fréquents avec Téhéran, les Turcs - et en particulier l'armée - n'en demeurent pas moins très méfiants à l'égard du régime des mollahs. La Syrie, en dispute avec Ankara pour le partage des eaux de l'Euphrate, est également une voisine hostile.

### ÉCONOMIES « COMPLÉMENTAIRES »

Les rêves du premier ministre Erbakan, qui envisageait une collaboration fraternelle entre pays musulmans, n'ont pas été pris au sérieux par les militaires qui sont en position de force, compte tenu de la fragilité du gouvernement. Les réalités du pouvoir ont même poussé M. Erbakan, qui avait souvent attaqué verbalement Israël lorsqu'il était dans l'opposition, à rencontrer le ministre des affaires étrangères israélien David Lévy lors de sa visite à Ankara en avril.

L'évolution fulgurante des relations politiques a de quoi surprendre, mais elle ne fait que suivre

une tendance économique déjà amorcée par le secteur privé dès le début des années 90. Ce volet est moins connu, mais tout aussi important. Les échanges commerciaux ont quintuplé depuis 1992 pour atteindre un volume d'un demi-milliard de dollars et cette somme devrait augmenter rapidement après la ratification d'un accord de libre échange qui permettra à Israël de concurrencer l'Europe - qui bénéficie déjà d'une union douanière avec la Turquie - sur le marché turc. « *Nos deux économies sont complémentaires : la Turquie dispose d'une industrie lourde, nous avons en revanche une haute technologie dont elle a besoin* », explique un diplomate israélien. Economiquement, les Israéliens perçoivent la Turquie comme un marché d'avenir, d'autant plus que des sociétés mixtes leur permettent d'accéder à l'Asie centrale.

Jusqu'à présent, la Turquie avait soigneusement équilibré sa politique moyen-orientale, maintenant des contacts polis sinon cordiaux avec Israël tout en défendant les Palestiniens. La diplomatie turque affirme que cette situation n'a pas changé. Et selon Sermet Atacanli, un porte-parole du ministère des affaires étrangères, « *les manœuvres navales* » qui suscitent les critiques « *seront plus civiles que militaires, et seront avant tout un exercice de recherche et de sauvetage* ». Mais au moment où le processus de paix se heurte à des obstacles considérables, ce développement risque de menacer le dialogue entre la Turquie et les pays arabes.

Nicole Pope



15:22  
GMT, 12  
Mai  
1997

©AFP  
1997

## ● Trente rebelles kurdes tués par les forces de l'ordre turque

ANKARA, 12 mai (AFP) - Vingt-huit rebelles kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués lors d'opérations des forces de l'ordre turque depuis dimanche dans l'est et le sud-est anatoliens, a rapporté lundi l'agence Anatolie citant un communiqué officiel.

Dix-neuf rebelles ont été abattus par l'armée turque près du village de Kaynarpinar dans la région de Karlioiva (sud-est, province de Bingol), selon la même source qui cite un communiqué de la préfecture de l'état d'urgence de Diyarbakir (chef-lieu du sud-est). Cet instance coordonne la lutte de l'Etat turc contre la rébellion armée du PKK, déclenchée en 1984.

Neuf autres maquisards du PKK ont été tués dans les régions rurales de Sirnak et de Tunceli (est), toujours selon la même source.

A Diyarbakir, deux militants armés du PKK ont été tués dimanche dans leurs locaux dans le centre de la ville, lors d'une opération policière, selon l'agence.

Par ailleurs, des avions turcs ont bombardé lundi des positions tenues par le PKK dans le nord de l'Irak.

Les appareils F-16 et F-4 qui ont participé à cette opération avaient décollé d'un aéroport militaire près de Diyarbakir, ont précisé les autorités. Plusieurs opérations semblables ont été menées récemment contre des bases kurdes dans le nord de l'Irak, ont-ils souligné.

L'armée turque a multiplié depuis avril ses opérations contre le PKK. Au cours de ces dernières semaines, elle a déployé des renforts de troupes et d'équipements le long de la frontière avec l'Irak pour empêcher toute infiltration rebelle en territoire turc en provenance du nord de l'Irak, utilisé par le PKK comme base arrière.

Plus de 24.000 personnes ont été tuées dans les violences liées à la rébellion armée du PKK qui vise à créer un Etat kurde indépendant dans l'est et le sud-est anatoliens à majorité kurde.

KG/mm      tf  
s

# An initiative for a Kurdish lobby in US?

**WKI's Mike Amitay: 'We try to assist with the recognition of the Kurdish community in the region'**

**SAADET ORUÇ**

*Ankara-Turkish Daily News*

■Mike Amitay, executive director of the Washington Kurdish Institute (WKI), in an interview with the Turkish Daily News, pointed out that they were increasing their efforts to encourage U.S. policy-makers to formulate a Kurdish policy.

Stating the aims of the institute, Amitay explained, "The United States has no single Kurdish policy. We try to affect the U.S. policy toward Kurds. Kurds are always a part of the U.S. policy on Turkey, Iraq or Syria. We focus our efforts to help the recognition of the Kurdish community in the region and to help U.S. policy-makers with that."

Amitay summed up his objection to the establishment of a separate Kurdish land with the words, "It is not realistic to create a Kurdish state in the 21st century and we do not advocate a Kurdish state." Claiming that Nüzhet Kandemir, Turkish ambassador to Washington, had a negative slant on his group, Amitay said that the WKI had been labeled "pro-PKK" by the ambassador. "We do not have to respond to him. The people and the U.S. government know it is not true. We have invited the Turkish Embassy to all our activities but they never come," he continued.

Further defending the WKI and its mission, Amitay said, "Our credibility is very important because of the fact that we are a research and advisory organization for all Kurds. Our credibility will be harmed when we get into closer relations with any organization. We basically help the organization of the Kurdish community. We help people establish contacts to assist with their day-to-day life," Amitay said.

Amitay was in Ankara last week for the "Peace Conference" originally planned by the Human Rights Association (IHD) but banned by the Ankara governor at the last minute on the grounds that it was potentially "provocative."

## **Increasing Kurdish diaspora**

Discussing the increasing Kurdish diaspora throughout the world he cited the examples of Kurds in Japan, Australia and Canada. "We also try to establish connections between these people," he said.

With reference to Kurdish refugees, he pointed to the approximately 8,000 Kurds who had been transported to the United States via Guam from northern Iraq in late 1996 according to the agreement between the United States and the Turkish government.

He said that these people would be provided with the best possible assistance.

These refugees, who were reportedly working for the U.S. nongovernmental organizations, stayed in Silopi for a few days and were taken under the protection of the U.S. government. There have been some reports in the last few days about the fear in Washington that some of these refugees could, in fact, be spies backed by Saddam Hussein.

## **Speakers program**

Amitay also told the TDN about a "Speakers Program" which would bring authorities focused on the Kurdish issue together. Among the planned speakers are the Socialist Kurdish Party's (PSK) Kemal Burkay, spokesman for the Minority Rights Group of the United Nations and author of the book, "The Modern History of the Kurds" David McDowall, author Martin van Brunissen, well-known Arabic newspaper Al-Hayat columnist and expert on northern Iraq and the Middle East Kamran Karadaghi, and Turkey's Dogu Ergil.

Former Democracy Party (DEP) Deputy Ahmet Türk, the leader of the Patriotic Union of Kurdistan Jalal Talabani, Massoud Barzani of the Kurdistan Democratic Party and Ahmet Celebi of the U.S.-backed opposition group Iraqi National Congress will also be invited to attend the program.

TUESDAY, MAY 13, 1997

*Turkish Daily News*

# Fourth round of northern Iraqi peace talks set for Wednesday

**Sinan Çelebi of the Turkmen Front: 'We want the Turkish government to be more merciful towards Turkmens'**

**SAADET ORUÇ**

*Ankara- Turkish Daily News*

■ Sinan Çelebi, the head of the Turkmen Front, told the Turkish Daily News that his organization wanted the Turkish government to be more merciful towards the Turkmens, who have suffered greatly and are being refused residence permits here. According to TDN sources, the National Security Council (MGK) decided to "suggest" that the Turkmens stay wherever they were without being assimilated.

Those Turkmens whose demand for residence permits from Turkey were rejected had reportedly experienced "interesting" accidents while they were trying to escape from this country.

## Talks to be held Wednesday

The fourth round of talks sponsored by Turkey, the United States and Britain to establish a stable peace plan in northern Iraq is to be held on Wednesday, May 14.

The participants in the "Ankara Process," which include representatives of the warring Kurdish factions — the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and

the Kurdistan Democratic Party (KDP), as well as the Turkmens — will discuss confidence-building measures and the overall peace process. David Welch, a senior U.S. diplomat, and undersecretary Onur Öymen are to co-chair the meeting.

Britain will be represented by a delegation headed by British Ambassador to Ankara David Logan. Edward Chaplin, the head of the Middle East department of the Foreign Office, will head the British delegation.

British diplomats contacted by the TDN hesitated to comment on the meeting, an attitude which may be attributed to uncertainty caused by the recent change of government in London. Although no statement was issued by the Labour Party, analysts say that the new government wanted to acquaint itself with the current situation and commented that the new government would be in closer cooperation with the Clinton administration regarding policy towards Iraq.

The talks will also focus on the Peace Monitoring Force. The peace monitoring force which is deployed on the cease-fire line between the PUK and the KDP regions consists of 200 Turkmens and Assyrians. Thirty of these monitors were

trained by the Turkish military in Ankara.

A TDN report based on information from a senior General Staff official about the deployment of 400 Turkish soldiers on the cease-fire line was denied by the Turkish Foreign Ministry.

## 'Pure backing of Iran on the PUK'

Regional sources briefing the TDN about the current situation in northern Iraq claimed that Iran had backed both the PUK and the Islamic Movement of Kurdistan (IMK) in order to create a confrontation in the region. "It is interesting that such clashes take place when a high-level delegation is in the area. Perhaps they were trying to show that despite efforts, the instability continues. Iran wanted to prove its influence and presence," a senior politician said, "So it has adopted the role of mediator between the IMK and the PUK." After the clashes, followed by an agreement between the PUK and the IMK, both Kurdish parties commented that peace in northern Iraq must include the Islamists, as well.

A northern Iraqi Kurdish source, commenting on the ongoing Ankara Process, drew the following picture: "The ball is partly in our (both the PUK's and KDP's) court. The three sponsoring states have lots to do."

# Iraq and Turkey blast UN embargoes

*Ankara- Turkish Daily News*

■ Justice Minister Şevket Kazan said on Monday that the U.N. embargo imposed on Iraq should be lifted, the Anatolia news agency reported.

Kazan, receiving his Iraqi counterpart Sebib Lazim Al-Maliki in Ankara, voiced his gratitude over the interest shown to him in Iraq during a joint visit there with Minister of Education Mehmet Sağlam and expressed his gratitude for the approval given by President Saddam Hussein for the transfer to Turkey of Turkish prisoners held in Iraq.

Kazan pointed out that years

of close contact between the people and the governments of the two countries showed that they could not remain estranged. "Even the implementation of the U.N. resolutions after the Gulf War didn't halt the relations between the two countries," he said.

Noting that the oil pipeline and the Habur border gate were opened under U.N. resolution 986, Kazan said: "We feel there is no need for the embargo. Turkey will make every effort to get the authorities to lift the embargo."

Al-Maliki stressed that the current bilateral relations

derived from historic ties and emphasized that these were the basic force uniting them.

The Iraqi justice minister emphasized that cooperation between the countries was developing in every field and that recently oil and natural gas deals were signed by the energy ministers of both countries.

He said that Iraq was doing all it could to create the conditions for the lifting of the embargo "that damaged Turkey almost as much as it did Iraq."

Iraq approved the transfer of about 15 Turkish prisoners from Iraq's Abu Gharip prison to Turkey.

6 L I B E R A T I O N

M A R D I 1 3 M A I 1 9 9 7

## Livre. L'émergence des Etats, au Moyen-Orient, s'est opérée au détriment des Kurdes

# Genèse de la question kurde

**Hamit Bozarslan, «La Question kurde. Etats et minorités au Moyen-Orient», Presses de Sciences-Po, 384 pp., 188 F (prix de lancement jusqu'au 31 octobre).**

Le recyclage des thèses en livres, pratique fort répandue, n'en fait pas toujours pour autant des textes lisibles. Le travail de Hamit Bozarslan, à l'origine une thèse de doctorat soutenue à l'Institut d'études politiques de Paris en 1994, échappe par bonheur à un tel écueil, en nous offrant un ouvrage fouillé et concis sur une question jusqu'ici appréhendée par bribes à partir des bruissements qu'elle suscita lors des massacres à répétition dont étaient victimes les Kurdes. L'auteur, chercheur au centre Marc-Bloch à la Freie Universität à Berlin, appréhende de la genèse de la question kurde à partir de l'histoire des Etats du Moyen-Orient.

Cette focale macrosociologique permet à l'auteur de scruter une série de questions essentielles telles que: «*Quel est le mode de fonctionnement du mécanisme d'exclusion des minorités, notamment de la minorité kurde?*», «*Comment s'opère son intégration?*», «*Selon quelle stratégie a vécu, voire survécu, la communauté kurde?*», «*Quel est le mode de gestion de la violence et de la contre-violence*», etc.?

Pour l'auteur, l'émergence des Etats modernes de la région s'est effectuée aux dépens des Kurdes; d'élément constitutif de la majorité «musulmane», ils se trouvent relégués au rang de minorité, dont les velléités émancipatrices seront étouffées par la force. Aussi, le prisme despotique et totalitaire, principe fondateur des Etats de la région, éclaire-t-il la condition et le statut des Kurdes.

Hamit Bozarslan décrypte la logique et les usages de la politique de la Turquie, de l'Irak, l'Iran, et de la Syrie à l'égard de la minorité kurde; en alternant coercition et assimilation, les quatre Etats tentent de délégitimer la cause kurde en semant la discorde au sein de son mouvement; dans les deux cas de figure, la répression a toujours été le viatique des quatre Etats.

«*La coercition demeure d'une façon générale l'élément principal de la gestion du problème kurde, surtout lorsque celui-ci engendre un mouvement de contestation violente sous forme de révolte ou de guérilla, ou lorsque l'Etat se trouve dans une position de force. Pour être efficace, cette coercition doit cependant être combinée à une certaine distribution de biens, impliquant des mécanismes intégrateurs, à laquelle la population kurde ou ses divers segments sont parties prenantes*», note Hamit Bozarslan.

La quête des Kurdes d'une visibilité politique sera désormais obérée par cette violence, dédoublée d'ailleurs d'une violence interkurde; «*la violence interne kurde ne s'explique pas uniquement par la frustration ou par des facteurs économiques, ni par les calculs de coûts et de profit faits par les dirigeants du mouvement. Tout comme la lutte armée, elle a des raisons historiques ou culturelles, allant de la tradition tribale à la réappropriation des pratiques des Etats les plus répressifs*», relève l'auteur.

En mobilisant l'histoire au profit d'une analyse sociologique, ce travail instruit d'une manière scientifique la condition d'une minorité enserrée dans les rets des frontières, subissant sans cesse les contrecoups de l'Histoire ●

MAATI KABBAL



11:43  
GMT, 12  
Mai  
1997

©AFP  
1997

## ● Des avions turcs bombardent des positions kurdes dans le nord de l'Irak

DIYARBAKIR (Turquie), 12 mai (AFP) - Des avions turcs ont bombardé lundi des positions tenues par des rebelles kurdes dans le nord de l'Irak, ont indiqué les autorités locales à Diyarbakir (sud-est), chargées de la coordination de la lutte contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste).

Les appareils F-16 et F-4 qui ont participé à cette opération, avaient décollé d'un aéroport militaire près de Diyarbakir, ont précisé les autorités. Plusieurs opérations semblables ont été menées récemment contre des bases kurdes dans le nord de l'Irak, ont-ils souligné.

L'armée turque a multiplié depuis avril ses opérations contre le PKK. Au cours de ces dernières semaines, elle a déployé des renforts de troupes et d'équipements le long de la frontière avec l'Irak pour empêcher toute infiltration rebelle en territoire turc en provenance du nord de l'Irak, utilisé par le PKK comme base arrière.

Plus de 24.000 personnes ont été tuées dans les violences liées à la rébellion armée du PKK depuis 1984, date à laquelle les rebelles ont lancé leur campagne pour la création d'un Etat kurde indépendant dans le sud-est de la Turquie.

ue/amc/nj t



09:29  
GMT, 12  
Mai  
1997

©AFP  
1997

## ● Attaque d'un extrémiste contre le journal Hurriyet: un blessé

ISTANBUL, 12 mai (AFP) - Un homme, soupçonné d'être un extrémiste pro-islamiste a ouvert le feu lundi dans les locaux du quotidien Hurriyet (centre), blessant une personne, avant d'être arrêté, a indiqué la chaîne de télévision privée NTV.

L'homme a commis cette agression pour protester contre la "politique anti-islamiste" du journal, avant d'être maîtrisé et arrêté par la police, a précisé la chaîne.

Selon un responsable du Hurriyet, l'assaillant, identifié comme un étudiant d'une université religieuse d'Istanbul, est entré de force dans le bâtiment et en faisant feu, a blessé un employé du journal.

Hurriyet comme les quotidiens Milliyet et Sabah ont sévèrement critiqué la ligne islamiste du gouvernement de coalition du Premier ministre Necmettin Erbakan au cours des derniers mois.

ue/amc/dfg eua

# Think tank hits United States terror report

## 'US may be overly sanguine' of its counterterror measures

Washington- Turkish Daily News

■ The U.S. State Department's recently released "1996 Global Patterns of Terrorism" report came under attack by a better known Washington think tank for its "overly sanguine" approach to the records of the Palestinian Authority, Syria, Iran and Iraq.

"The U.S. may be overly sanguine about the efficacy of current counter-terrorism policies," said a Washington Institute for Near East policy review penned by Hillary Mann, who is an attorney and former National Security Council aide, and an associate fellow of the Washington Institute.

### Syria

The report's section on Syria states that there is "no evidence" of direct Syrian involvement in "planning or executing" terrorist activities since 1986. At the same time, the report acknowledges that Syria "has not acted to stop anti-Israeli attacks" by terrorist groups acting from Lebanon and that it is host to the "headquarters" and "training camps" for several terrorist groups including the PKK, and that Syria provides "safe haven and support" as well as allowing "the resupply of arms" to terrorist groups.

"This alleged Syrian stand-down seemingly does not take into account Jordanian press reports in the fall that "firearms and military equipment" were being smuggled into Jordan from a neighboring "Arab state" which, for at least one of the attempts, was identified as Syria," the Washington Institute review said.

"It also ignores longstanding Turkish allegations of Syrian infiltrations into Turkey of members of the terrorist Kurdistan Workers' Party (PKK) to commit terrorist activities," Mann wrote.

"The report also does not include allegations that Syria may have had some knowledge or involvement in last year's al-Khobar bombing in Saudi Arabia and that a suspect wanted for questioning by the Saudis in relation to Khobar was mysteriously reported by Syria to have committed suicide while in Syrian custody."

### Iran & Syria

The report also fails to acknowledge "what Iran and Syria refer to as their 'strategic relationship,' even though the report documents a similar relationship between Sudan and Iran," Mann continued.

"The report should have noted that the weapons Syria allows to be supplied to terrorist groups in Lebanon come on flights directly from Iran into Syria. These weapons shipments were critical to the terrorist groups

in Lebanon. Hezbollah's spiritual leader, Sheikh Fadlallah, himself said in Dec. 1996: "Syrian President Hafez al-Assad assumed a firm and responsible stand on the side of the resistance; if it were not for [Assad's support], Israel's agents would have ... destroy[ed] the resistance."

The report also does not include in the Syrian section that Iran's Vice President Hassan Habibi held a meeting in Syria last year with the leaders of several terrorist organizations, including Hamas, the PFLP, the PFLP-GC, and Islamic Jihad, and praised their activities in the wake of last year's bombings in Israel that killed dozens of civilians," the Washington Institute paper said.

### Iraq

The State Department received criticism for its assessment of Iraq's terrorism record as well.

"While the report concludes that Iraq's ability to carry out terrorism has been "curbed by UN sanctions," it also warns that Iraq is "slowly rebuilding its intelligence network." In 1996, the report states, Iraq reportedly murdered more than 100 Iraqis associated with the opposition Iraqi National Congress (INC), renewed its threats against foreign relief personnel, and continued to provide safe haven to several Palestinian terrorist groups.

The report also notes that a Jordanian diplomatic courier traveling in Iraq was murdered and robbed of his diplomatic pouch containing 250 Jordanian passports which could be used by terrorists for travel under cover," Mann said.

"However, the report does not include repeated implicit threats by the Iraqi government-controlled press against Ambassador Rolf Ekeus, the head of the United Nations Special Commission (UNSCOM). Aside from its reference to the murdered Iraqis associated with the INC, the report does not touch on Iraq's terrorism aimed at its own citizens, such as the murder of several women and children from the al-Majid clan as a result of Hussein Kamel's defection and later return to Iraq last year. The report also neglects to cite the many visits of delegations of radical Palestinian groups to Iraq in 1996.

For example, a few weeks before the PFLP killed an Israeli mother and her son last December, a PFLP delegation visited Baghdad and met with Iraqi officials. A Hamas delegation also visited Baghdad in December and was received by Iraqi Vice President Taha Yasin Ramadan and other Iraqi officials.

According to an Israeli report, Saddam Hussein also has set up a committee in Baghdad to explore ways of channelling weapons to the PA," the Washington Institute review concluded.

WEDNESDAY, MAY 14, 1997

# European court to discuss jailed Kurdish deputies

**SAADET ORUÇ**  
*Ankara- Turkish Daily News*

■ The imprisonment of the closed-down Democracy Party (DEP) deputies is on the agenda of the European Commission of Human Rights for their May 20 meeting.

Yusuf Alataş, attorney for the pro-Kurdish DEP and the People's Democracy Party (HADEP), pointed out that the cases in the European Court of Human Rights will help in the democratization of Turkey.

Advising the TDN about the ongoing eight "DEP" cases in the court, Alatas noted that the case dealing with the lengthy detention period of the DEP deputies — from April 2-17 — had forced Turkey to decrease the time for detention. "The Turkish legal system will have to be adapted to the European system," he stated. This case was heard on April 25 in the European Court of Human Rights.

## **Eight cases**

There are eight cases in the court, two of which concern fair trials, two concerning the long detention of the deputies, one about the lifting of the DEP deputies' parliamentary immunity, and three pertaining to each of the closed pro-Kurdish parties: the People's Labor Party (HEP), the Freedom and

Democracy Party (ÖZDEP), and the DEP. Alatas said the decisions in all these cases would be handed down in one year's time, and he claimed that the court would ask the Turkish government to pay compensation for almost all of them.

The commission, which is the primary body of the court, will probably hear the main DEP case, which deals with the imprisonment of the deputies, in May, Alataş indicated, adding that they would gather on May 20 and render a decision within 20 days.

The case concerning the revocation of the deputies' parliamentary immunity will be sent to the court in the summer. Parliament had lifted the parliamentary immunity of the DEP deputies on March 2, 1994, after which the deputies were arrested and imprisoned. Leyla Zana, Orhan Doğan, Selim Sadak, and Hatip Dicle have been in Ankara Central Prison since that time.

Meanwhile, the third anniversary of the new pro-Kurdish People's Democracy Party (HADEP) was celebrated Monday in Diyarbakır with thousands of people participating. Sedat Yurtdaş, deputy chairman of HADEP, told the TDN. A trial concerning an incident in which the Turkish flag was pulled down at the second general congress of HADEP, is still continuing at Ankara State Security Court.

Turkish Daily News

# Iraqi Kurds to meet in Ankara today

*Washington- Turkish Daily News*

■ Washington and Ankara are kicking off another round of talks between Iraqi Kurdish and Assyrian factions to stabilize the ever-volatile situation in northern Iraq. Recently, Massoud Barzani's Kurdish Democratic Party (KDP) complained that its arch-adversary, Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK), was withholding water as a weapon against it. The PUK's Washington office categorically denied the allegation. In September 1996, the KDP took the local administrative center of Erbil back from the PUK, with considerable help from Saddam's Republican Guard divisions.

State Department spokesman Nicholas Burns told journalists on Monday that the State Department's northern Iraq coordinator, David Welch, was going to be traveling to Ankara for a new round of talks.

"On Wednesday and Thursday, the Turks, the

Americans, the British, the major Kurdish factions, and the Assyrian factions will meet in Ankara in our continuing effort to stabilize relations between the KDP and the PUK," Burns said. "This follows Welch's very successful foray into northern Iraq in April. I hope he will be available to the press in Turkey. He is starting another series of our Ankara Peace Process meetings," he added.

Burns noted that only "senior level advisors" from the KDP and the PUK will attend the face-to-face meetings. "I don't think Talabani and Barzani will show up in Ankara. If they want to come, they are welcome any time. But I don't expect them to be there," Burns said.

## **Iraqi pipeline: Not aware**

When asked his reaction to the contract Turkish officials signed in Baghdad recently for a 1,600 kilometer natural gas pipeline between Turkey and Iraq, Burns said he did not have much information about that specific project.

But, he said, in general, Turkey is expected to follow the letter of the U.N. sanctions against Iraq. "We believe Turkey will continue to apply the U.N. sanctions against Iraq. We are not aware that Turkey has deviated from the sanctions, or intends to deviate," Burns said.

## TURQUIE-USA

# Ankara menace d'acheter des armes ailleurs qu'aux États-Unis

**S**oumise à rude épreuve par un Congrès américain qui semble s'acharner à démentir les mots d'ordre d'amitié fraternelle unissant la Turquie aux États-Unis, la patience turque a des limites : c'est ce qu'a signifié sans détour le ministre turc de la défense Turhan Tayan, en mettant en demeure les Américains de montrer une meilleure volonté dans leur contribution à la modernisation de l'armée turque. La menace est proportionnelle aux enjeux évoqués, qui se chiffrent en milliards de dollars, et il est probable qu'elle fera réfléchir une administration américaine dont le Congrès gêne la mise en

sur des hélicoptères de secours et des vedettes de garde-côtes serait en butte à des menaces similaires.

Autant dire que le ministre turc de la défense n'a pas mâché ses mots pour presser les États-Unis de lever ce qu'il a appelé un "embargo non déclaré" exercé contre son pays, les menaçant sinon de réviser les modalités de leur participation à la course aux armements coûteuse dans laquelle s'est lancé Ankara, parallèlement à son voisin et "partenaire" au sein de l'OTAN, la Grèce. Une menace qui inquiète la Maison Blanche comme les industriels américains de l'armement, au premier rang desquels des compagnies telles que McDonnell Douglas Corp., Textron Inc. et General Electric Aircraft Engines, principaux fournisseurs de l'armée turque. C'est en effet une commande de quelque 145 hélicoptères de combat d'un montant de trois milliards de dollars, qui risque ainsi de leur passer sous le nez; encore cette commande ne constitue-t-elle qu'une petite part de l'énorme gâteau que représente l'ambitieux programme de développement militaire turc, estimé à 31 milliards de dollars sur une dizaine d'années au terme desquelles l'armée turque sera en mesure d'aligner 500 chars et des escadrilles d'avions et d'hélicoptères de combat flambant neufs. Soucieux de voir ses commandes honorées, le ministre turc demande des garanties politiques en ce sens, et donne jusqu'au 30 mai aux compagnies américaines pour les lui fournir, au risque sinon d'aller chercher d'autres fournisseurs. Les compagnies intéressées ont pris la menace assez au sérieux pour s'en inquiéter dans une lettre adressée le 18 avril dernier au président Clinton pour qu'il leur garantisse le respect du contrat sur la vente d'hélicoptères. Dans le même temps, la Maison Blanche dépêchait à Ankara le sous-secrétaire d'État à

la défense, Jan Lodal, qui a tenu à rassurer la partie turque, en réaffirmant que "la Turquie reste un partenaire stratégique crucial pour les États-Unis". De retour à Washington, M.Lodal faisait part de la "frustration" de ses interlocuteurs turcs, qui reprochent à l'administration américaine de ne pas apporter un soutien assez ferme aux compagnies américaines en contrat avec Ankara, ce qui risque de jouer en faveur des industries concurrentes, européennes notamment.

Une frustration qui s'est ainsi traduite par l'achat cette année de 30 hélicoptères de combat français de type Cougar. Plus qu'une tendance toutefois, cet achat constituait un signal net adressé à Washington par une armée turque qui se sent mal payée de retour pour ses bons et loyaux services fournis aux États-Unis dans le Moyen-Orient. Les militaires turcs ont en effet témoigné leur fidélité sans faille aux États-Unis en

muselant le premier ministre islamiste Necmettin Erbakan et ses sympathies pro-iraniennes trop bruyamment affichées, et en poursuivant malgré lui leur coopération militaire avec Israël, en se mettant à dos une grande partie du monde arabe et musulman. Mais s'ils attendent des États-Unis des témoignages plus tangibles de leur reconnaissance, ils ne semblent pas prêts à troquer leur assistance contre celle d'une Europe qui continue à leur fermer ses portes et se montre bien souvent plus intransigeante encore que les États-Unis sur la question délicate de ventes d'armes soupçonnées d'alimenter la répression contre les Kurdes. Conscients d'occuper un poste clé sur le dispositif stratégique de l'OTAN, amenée à s'élargir à l'Est de l'Europe à l'issue du sommet



oeuvre de ce "partenariat stratégique" turco-américain maintes fois affirmé : les résolutions du Congrès subordonnant la livraison de matériel militaire américain à la Turquie à l'observation par cette dernière des règles internationalement reconnues en matière de droits de l'homme, ont en effet provoqué le gel d'une série de contrats militaires. C'est en raison de telles campagnes, orchestrées selon Ankara par les lobbies grec ou arménien, que la vente de dix hélicoptères de combat américains de type Super Cobra et de trois frégates de type Perry, d'un montant de 150 millions de dollars, avait été suspendue l'an dernier; une commande turque faite au début de l'année et portant



## Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Téléx : 206 806 F  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

# Embargo, de l'erreur au crime

de Madrid en juin prochain, les Turcs continuent à miser sur les États-Unis, et à travers eux sur Israël -éventuel intermédiaire dans leur programme de modernisation militaire -, plus que sur l'Union européenne : ils n'ont ainsi pas hésité à exercer un chantage à peine déguisé sur les Quinze en usant de leur poids dans l'OTAN pour compromettre les projets de défense commune européenne.

Si les menaces du ministre turc n'annoncent donc pas une remise en question des choix stratégiques d'Ankara, elle n'en appellent pas moins un soutien toujours plus ferme de Washington, qui redoute que la Turquie diversifie ses sources d'approvisionnement en armements, comme elle le fait dans le domaine énergétique, en signant à tour de bras des contrats gaziers et pétroliers avec l'Iran, la Russie et tout dernièrement l'Irak. Les concurrents sont en effet nombreux sur le marché des armes, qui menacent de rogner le pactole de la modernisation militaire turque. En témoigne la levée récente par l'Afrique du Sud de l'embargo sur les armes qu'elle imposait à la Turquie. Une mesure annoncée par le ministre sud-africain des eaux et forêts et président de la commission sur la régulation des ventes d'armes, Kader Asmal; ce dernier, qui fut aussi un activiste des droits de l'homme et grand défenseur de la cause kurde, a justifié la levée de cet embargo par des "raisons politiques conformes aux intérêts" de l'Afrique du Sud.

G.U.

**I**l y a urgence à réviser la politique des embargos. C'est ce que prouve la situation en Irak telle que la rapporte notre envoyée spéciale (lire page 2).

Voilà sept ans que le Conseil de sécurité de l'ONU a imposé à Bagdad des sanctions plurielles, après que l'armée de Saddam Hussein eut envahi le Koweït, le 2 août 1990. L'objectif était de sanctionner le régime irakien et de le dissuader de toute velléité de récidive. Irréprochable, en théorie ! Mais en théorie seulement, parce que les sanctions ne tenaient aucun compte des Irakiens eux-mêmes. Quoi qu'en ait dit un jour une Margaret Thatcher particulièrement mal inspirée, les malheureux ne peuvent être considérés comme collectivement responsables, pas plus de l'invasion du Koweït que des méthodes de gouvernement de leur président-dictateur. Ils en sont, au contraire, les premières victimes. L'intention originelle des États-Unis, d'abord non dite, puis admise à l'occasion, était en réalité plus cynique : pousser une population à bout et l'inciter à renverser le régime...

Où en est-on sept ans après ? M. Hussein est toujours au pouvoir et il n'est pas prêt d'en être délogé. Lorsque son fils aîné, Qudal, a été la cible d'un attentat le 12 décembre 1996, il n'a manqué de rien : médecins irakiens et étrangers, payés au prix fort, se sont relayés à son chevet et Qudal se porte désormais aussi bien qu'il pouvait l'espérer. A l'inverse, et à l'exception d'une poignée d'entre eux qui peuvent encore s'offrir le luxe d'aller se

faire soigner en Jordanie ou ailleurs, les Irakiens sont condamnés à l'indigence. Totalement isolé du monde et pratiquement démuné, puisque le pétrole qu'il ne peut exporter est sa plus importante source de revenus et le secteur pétrolier le principal employeur, l'Irak manque de tout. Le système de santé, jadis performant, est sinistré. La ration alimentaire des Irakiens a été réduite de moitié. Les Irakiens sont humiliés. La formule « pétrole contre nourriture » allège à peine leurs souffrances.

Aussi longtemps que Saddam Hussein n'aura pas accepté d'être totalement désarmé - ce qui n'est pas encore le cas -, l'embargo pétrolier restera en l'état. Ce jeu du chat et de la souris peut durer longtemps. Il y aura toujours des zones d'ombre, d'autant plus que le président irakien n'accepte la transparence que contraint et forcé. Faut-il, pour autant, que le peuple irakien en soit réduit à la misère (dont certaines séquences risquent de perdurer même après la levée des sanctions) ? Faut-il que des enfants soient condamnés à mort dans des hôpitaux privés de matériel élémentaire ?

Pour qu'un embargo soit efficace, il faut qu'il soit dosé, tant dans son objectif que dans sa durée. Faute de quoi, non seulement il fait des victimes innocentes, mais il donne naissance à une floraison de réseaux de contrebande qui, là encore, enrichissent le régime. Mal conçu, l'embargo imposé à l'Irak était une erreur ; s'entêter à le maintenir devient criminel.

Un entretien avec le ministre des Affaires étrangères turc

# Ciller : « Pas de nouveau mur entre l'Europe et Ankara »

Malgré l'offensive de l'armée contre les dérives islamistes du gouvernement de coalition, elle parie sur sa survie.

pas de nature à effrayer encore davantage les quinze que l'imperturbable candidature d'Ankara à l'Union européenne laisse perplexes ? « Ma détermination à voir la Turquie devenir membre à part entière de l'Union européenne n'a pas faibli, répond le chef de la diplomatie d'Ankara. Nous sommes dans une phase de copilotage gouvernemental. Rien ne peut se faire sans mon aval. Et je ne donnerai jamais mon accord à une action qui éloignerait mon pays de la démocratie, des droits de l'homme, des valeurs occidentales. »

Mme Ciller qualifie d'« excellent pas dans la bonne direction » la récente décision des ministres européens des Affaires étrangères de traiter la Turquie selon les mêmes critères que les autres candidats à l'adhésion, essentiellement

## Plus de manœuvres israélo-turques

Le premier ministre islamiste, Necmettin Erbakan, a annoncé, hier, que les manœuvres navales controversées des marines américaines, israéliennes et turques sont « repoussées aux années à venir », annonce l'agence turque Anatolie. (AFP.)

est-européens. Mais, ajoute-t-elle en remerciant la France de son soutien, « les mots ne suffisent pas. Il faut passer aux actes ».

Tansu Ciller souligne les performances économiques de la Turquie (croissance record, progression des réserves, baisse de l'inflation, etc.). Puis elle conclut : « Ou bien l'Europe est à la hauteur de son idéal de rassembleur des différentes cultures sous le parapluie des droits de l'homme, de la liberté de culte, de la démocratie et de l'économie libérale, et la paix régnera dans la région. Ou bien, l'Europe laissera la Turquie en dehors, et construira un nouveau mur de Berlin dont l'existence menacera la paix et la prospérité dans la région. »

Propos recueillis par **Claude LORIEUX**



Tansu Ciller se dit convaincue de prendre en juillet 1998 le poste de premier ministre, comme le prévoit l'accord entre le Refah (islamiste) et la Juste Voie. (Photo Boulat/Sygma.)

NDLR), et qu'elles fonctionnent légalement « sous le contrôle des autorités ».

Quand on l'interroge sur ce dictat de l'armée, elle répond philosophique : « Cela fait des décennies que l'on discute du problème des écoles religieuses. Il n'y a rien de nouveau. Quant à l'armée, elle ne vient pas nous dire : « Faites ceci ! Faites cela ! »

Pourquoi l'état-major a-t-il décrété la fermeture de ces écoles ? Réponse : « Quand un problème prend trop d'ampleur, une décision s'impose. C'est ce qui s'est passé. » Sans doute.

Mais un député, membre du parti du premier ministre Erbakan, n'a pas hésité, au vu de l'engagement des militaires à évoquer la crise algérienne... « La Turquie est un pays libre, réplique Mme Ciller. Chacun dit ce que bon lui semble. L'essentiel est ailleurs. Entre 80 et 90 % de la population veut la poursuite des réformes laïques d'Atatürk. Mais, en même temps, les Turcs veulent être libres de prier et d'éduquer leurs enfants selon leurs souhaits. Cela aussi, c'est la démocratie. »

L'islamisme (même bon teint) du premier ministre et l'interventionnisme (même modéré) de l'armée ne sont-ils

de la politique étrangère suivie depuis Ataturk (occidentalisation et équilibre au Proche-Orient, rapprochement avec l'Europe). Aussi longtemps que le protocole sera respecté, la coalition vivra. Deuxièmement, il n'y a aucune raison que le gouvernement tombe tant qu'il conserve la confiance du Parlement. C'est la démocratie. »

L'équipe Erbakan-Ciller a pourtant du plomb dans l'aile. Pour plusieurs raisons. Deux ministres appartenant au parti de la « Dame de fer » d'Ankara ont démissionné. « C'est vrai qu'ils souhaitaient s'en aller. Mais c'est moi qui les ai remerciés, précise Tansu Ciller. Depuis lors quatre députés ont rejoint mon parti. Un cinquième devrait annoncer prochainement sa décision. Sept autres envisagent de suivre leur exemple ! »

## La querelle des écoles coraniques

La querelle sur la fermeture des écoles de formation religieuse s'envenimé. Tansu Ciller rappelle que « ce n'est pas le gouvernement actuel qui les a créées, mais le régime militaire (après le coup d'Etat de 1980.

Le Figaro - 14 mai 1997

« Copilote » - c'est son expression - d'un gouvernement de coalition à dominante islamiste. Mme Tansu Ciller traverse depuis le début de l'année l'une des périodes les plus chaotiques d'une carrière politique riche en rebondissement.

L'épreuve de force engagée entre le Conseil national de sécurité (CNS), où la voix de l'état-major des armées est prépondérante, et le premier ministre Necmettin Erbakan domine la scène politique d'Ankara depuis l'ultimatum lancé le 28 février par le CNS.

Las d'attendre que l'improbable tandem Erbakan-Ciller s'exécute, et que le premier ministre islamiste donne un coup d'arrêt à la « dérive islamiste », l'armée vient d'ordonner la fermeture d'un premier contingent d'écoles de formation religieuse.

A dire vrai, on pense de plus en plus à Ankara que l'intention profonde des militaires est d'en finir avec le gouvernement en obtenant l'éclatement d'une coalition frappée d'anathème par les défenseurs de l'héritage kémaliste.

Tansu Ciller, dont l'élection à la tête d'un parti d'hommes relevait déjà du tour de force, ne s'avoue pas vaincue. Tout au contraire ! Cette « battante », souvent contestée et parfois même honnie dans son propre pays, se dit convaincue de prendre en juillet 1998 le poste de premier ministre, comme le prévoit l'accord de gouvernement conclu l'été dernier entre le Refah (islamiste) et la Juste Voie.

« Absolument ! J'y compte bien ! », affirme-t-elle dans un entretien accordé au Figaro, lors de son séjour à Paris à l'occasion du Conseil ministériel de l'UEO (Union de l'Europe occidentale). Elle céderait alors à M. Erbakan le ministère des Affaires étrangères, qu'elle occupe depuis un an.

Mme Ciller justifie son optimisme. « Chaque mois, dit-elle, voire chaque semaine depuis que le gouvernement existe, il se trouve des Cassandre pour prédire sa fin. Mais il tient bon. Et pour deux types de raisons. Premièrement, ce gouvernement s'appuie sur un protocole rédigé et signé par les deux partis au pouvoir. Il prévoit notamment la poursuite des privatisations et le main-

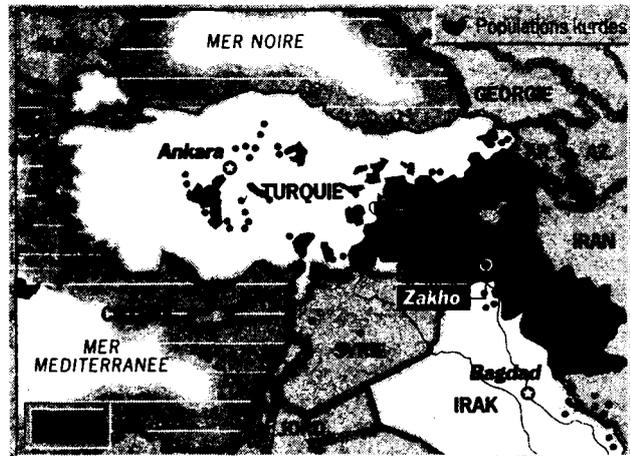
Libération - 15 mai 1997

## Nouvelle offensive turque au nord de l'Irak

*Cette opération vise les bases des rebelles kurdes situées à la frontière.*

**D**es milliers de soldats turcs ont une nouvelle fois pénétré, hier à l'aube, dans le nord de l'Irak dans la zone autonome kurde sous protection des Nations unies, échappant à l'autorité de Bagdad depuis 1991. Ils ont lancé leur offensive à l'est du poste frontalier de Habur, traversant la rivière Hazil, près de Zakho. «L'assaut a commencé à trois heures du matin avec plusieurs milliers d'hommes, des chars, et de l'artillerie. Et cela continue», a déclaré un témoin résidant près

de la frontière irako-turque. «Cette opération vise à évincer les rebelles séparatistes kurdes du PKK basés à la frontière, dans les régions irakiennes de Kanimasi, de Metina et de Derkar», a déclaré un porte-parole du ministère des Affaires étrangères à Ankara. Toujours selon lui, il s'agit d'une opération «limitée» visant à soutenir les peshmergas (kurdes irakiens) du Parti démocratique du Kurdistan, de Massoud Barzani, qui ont déclenché hier un assaut contre les rebelles du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, indépendantiste) qui mènent depuis douze ans le combat contre Ankara. Plus de 24 000 personnes (rebelles, militaires et civils) ont été tuées depuis le début de ce conflit. Cette offensive massive est menée en représailles d'attaques des rebelles du PKK qui ont installé leurs bases arrière dans la région frontalière. Le gouvernement irakien a demandé «le retrait immédiat» de l'armée turque, et dénoncé «vivement cette nouvelle agression» qui constitue une «violation de l'intégrité territoriale de l'Irak». Il affirme également que «cette opération a provoqué d'import-



tantes pertes en hommes et des dégâts matériels». Mais les autorités turques ne l'entendent pas ainsi et déclarent que «leurs troupes ne se retireront de l'Irak que lorsque l'opération sera terminée». Les soldats turcs franchissent régulièrement la frontière irakienne pour de brèves opérations contre les séparatistes du PKK. Au printemps 1995, l'armée d'Ankara avait engagé 35 000 hommes dans une opération de grande envergure qui dura six semaines et qui fit 616 morts (555 rebelles séparatistes et 61 militaires turcs). Cette fois-ci, les autorités turques déclarent n'être inter-

venues qu'à la demande de Massoud Barzani. Leur rôle se limite, selon elles, à apporter un appui logistique et à augmenter la puissance de feu des peshmergas. Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères a toutefois ajouté que les soldats turcs pourraient intervenir dans les combats entre le PKK et les peshmergas, aux côtés de ses derniers, «si cela était nécessaire». L'aviation turque a par ailleurs bombardé, hier et avant-hier, les camps des rebelles kurdes. Le gouvernement britannique s'est dit «préoccupé» par cette opération turque en Irak ●

S.P. (d'après AFP, Reuter)

**PROCHE-ORIENT** La population irakienne souffre de plus en plus des conséquences de l'embargo international imposé au pays en août 1990, après l'invasion du Ko-

weït. ● **DANS LES HÔPITAUX**, la situation est « déplorable », de l'aveu même du secrétaire général adjoint des Nations unies pour les questions humanitaires, Yasushi Akashi.

L'Irak manque de médicaments et d'équipements, mais le système alimentaire est lui aussi totalement perturbé, ce qui ne fait qu'aggraver le mal. ● **LES ORGANISATIONS HU-**

## Dans les hôpitaux irakiens ravagés par

La résolution « Pétrole contre nourriture » n'a qu'à peine sou toujours soumise à des sanctions vieilles de sept ans qui épargnent le régime

### BAGDAD

de notre envoyée spéciale

Des machines censées être des incubateurs ne protègent plus une demi-douzaine de prématurés. Ici, le capot est fissuré ; là, il manque un hublot ; plus loin, des sparadraps font office de joints. Les mouches tournoient que les mains de mères lasses, au regard vide, tentent en vain de chasser. Assises sur des lits dont les matelas de mousse souvent éventrés sont, parfois, couverts de draps couleur de fumée et maculés de taches, elles répondent mécaniquement aux questions du médecin.

Elles portent toute la résignation du monde dans leurs yeux. Une odeur de fauve enveloppe la pièce que les pales d'un ventilateur ont du mal à chasser. La climatisation ne marche plus. Le printemps a été exceptionnellement clément, mais lorsque viendront les grandes chaleurs de l'été...

« Nous transférons les nourrissons et les malades d'une salle à l'autre, selon les saisons et l'exposition des pièces », explique, en s'efforçant de garder la distance, le dr Mourad Abdel Karim Kanouna, chef du département de pédiatrie de l'hôpital général d'el Qadissiya, dans le quartier populaire de Saddam City, dans la banlieue de Bagdad. « Les draps sont propres mais usés », ajoute-t-il gêné, non sans avoir montré sa propre blouse virant au gris, comme pour vous prier de ne pas insister.

On ne devine plus quelle est la

couleur des murs. Sur un lit, un gamin de quatre ans qui en fait deux. Il a la peau toute ratatinée et les côtes saillantes : malnutrition et marasme. Ils sont plusieurs dans son cas.

Sur les vingt-deux incubateurs de l'hôpital d'el Qadissiya, sept fonctionnent encore, précise le docteur Kanouna. Fonctionner est trop dire. Et puis tout manque : les antibiotiques, les antiseptiques, le lait pour enfants, les cathéters, les seringues, les produits de laboratoire, les détergents, le savon, alors que la santé des Irakiens, des enfants surtout, est allée en s'aggravant. Les interventions chirurgicales sont différées, faute d'anesthésique.

### MALNUTRITION

Extrêmement rares avant l'imposition de sanctions internationales plurielles à l'Irak, après l'invasion du Koweït en août 1990, les admissions d'enfants pour malnutrition et déficit de croissance varient entre trois et cinq par jour.

Mères mal nourries, conditions de vie et d'hygiène de plus en plus précaires, pénurie de produits pharmaceutiques. Au point que nombre de médecins confient leurs malades « à Dieu et à la bonté du ciel ».

« Lorsque je vois ça, je suis révolté et j'ai peur. Je me dis que cela pourrait arriver à mes enfants », commente le docteur Kanouna. Alhane El Rached, directrice de la clinique d'obstétrique et de pédiatrie d'Ibn el Baladi est précisément dans ce



cas. Son fils, un adolescent âgé de 17 ans, est atteint d'une colite aiguë chronique, qui nécessite de la Salasopirine ou un équivalent. « Je pourrais peut être trouver ça sur le marché, mais je ne peux pas le payer. Cela coûte quelque 40 000 à 50 000 dinars » (160 à 200 francs).

C'est énorme, lorsqu'on sait que le salaire d'un fonctionnaire varie entre 6 000 et 7 000 dinars. Un médecin de l'hôpital de Baqouba, à une soixantaine de kilomètres au nord-est de Bagdad, affirme ne gagner que 4 500 dinars par mois après 21 ans de métier. Avant l'embargo des Nations unies, un dinar valait 3,5 dollars. Il faut aujourd'hui 1 300 dinars pour un dollar.

Six enfants accompagnés de leurs mères occupent les six lits de l'une des salles d'urgence de l'hôpital de Baqouba. C'est mercredi, jour de transfusion sanguine. Ils sont tous atteints de thalassémie, forme d'anémie aiguë d'origine héréditaire. L'équipement n'étant plus suffisant, ils attendront chacun leur tour. Il leur faut cinq injections de Desferal par semaine. « Comme il n'y en a pas, nous leur en faisons seulement une après la

transfusion. Quant au sang, les donneurs existent, mais l'hôpital manque souvent de poches pour recueillir leur don. Faute de produits de laboratoire, nous n'avons pas les moyens de contrôler le HIV », précise le médecin.

M<sup>me</sup> El Rached, elle, en est réduite à diagnostiquer le diabète aux seuls symptômes. L'insuline manque dramatiquement aussi. L'extrême urgence sont les vaccins, les antibiotiques, les équipements de base pour la pédiatrie et pour suivre les grossesses, relève un observateur de l'ONU. Il faut aussi remettre d'urgence à niveau le système d'assainissement de l'eau. Il faut que les professionnels de santé puissent être convenablement payés pour mener à bien leur mission. On pourrait ajouter qu'il faut aussi que les Irakiens puissent se nourrir de manière plus équilibrée pour enrayer les maux à la racine.

Alors, l'Irak un pays pauvre comme un autre ? Précisément non. Avant l'imposition des sanctions en 1990, il ne connaissait pas les pénuries. Le système de santé jusqu'à la fin des années 1989 était de « haute qualité », selon l'Orga-

### Etats-Unis : des opposants irakiens menacés d'expulsion

Un groupe d'Irakiens qui, pour le compte de la CIA, ont tenté de faire chuter le président irakien, Saddam Hussein, et qui se virent offrir un refuge aux Etats-Unis, sont aujourd'hui dans une prison de Californie et menacés d'expulsion, a rapporté, lundi 12 mai, le *New York Times*. Treize d'entre eux au moins sont accusés par les services d'immigration et de naturalisation d'être un « danger pour la sécurité des Etats-Unis ».

Selon des responsables officiels américains et des avocats, le FBI soupçonne certains d'entre eux d'être des espions irakiens ou des terroristes en puissance. Ils ont demandé l'asile aux Etats-Unis, mais, si les accusations portées contre eux sont retenues par les juges, ils pourraient être expulsés, peut-être vers l'Irak.

**MANITAIRES**, très présentes dans le Kurdistan irakien, ont des relations très délicates avec Bagdad, en raison des conditions posées à leurs activités. Certaines acceptent néan-

moins les exigences de Bagdad si elles peuvent, en retour, coopérer à l'allègement des souffrances des Irakiens (lire aussi notre éditorial page 17).

## L'embargo de l'ONU

lagé la population,  
et ne l'ont aucunement déstabilisé

nisation mondiale de la santé. 97 % de la population urbaine et 78 % des ruraux bénéficiaient des soins de santé. La malnutrition n'existait pas. Le revenu par habitant s'élevait à 2 800 dollars.

Le secrétaire général adjoint des Nations unies pour les questions humanitaires a été suffisamment clair l'autre jour, lors d'une conférence de presse à Bagdad : « *Les conditions dans les hôpitaux sont déplorable tant à Bagdad que dans le nord du pays (...). C'est l'une des conséquences de l'embargo international* », a déclaré Yasushi Akashi, au terme d'une visite de quelques jours en Irak, au cours de laquelle il s'est rendu - y compris de manière impromptue, a-t-il précisé - dans plusieurs établissements hospitaliers. « *Il y a un degré significatif de souffrances humaines.* »

### SYSTÈME GANGRÉNÉ

En réalité, le système de santé irakien est totalement gangrené. Sept années de sanctions d'une extrême sévérité ont eu raison du volontarisme irakien. De la cannibalisation de tout ce qui existe, à l'épuisement des stocks, en passant par une gestion remarquable de la pénurie - selon l'expression d'un observateur onusien - et par le recours aux vieilles recettes de grand-mère, le circuit est épuisé. Les Irakiens plus encore, même s'ils restent d'une très grande dignité.

Tout n'est pas interdit d'entrée en Irak. Les produits dont un ou

des composants pourraient être détournés à des fins militaires ne peuvent être importés ; le reste, pour peu que le Comité des sanctions de l'ONU donne son feu vert, peut être acheté.

Mais l'Irak, qui repose sur des réserves de brut évaluées à 112 milliards de barils, n'a pas d'argent. Non seulement ses avoirs sont gelés, mais il ne peut exporter son brut aussi longtemps qu'il n'aura pas satisfait toutes les exigences de son désarmement. Ce qui, d'après la commission spéciale de l'ONU chargée de cette mission, n'est toujours pas le cas, notamment pour ce qui concerne l'armement chimique.

Le fait est, néanmoins, que ce sont les 21 millions de citoyens irakiens qui en font les frais. Le pouvoir, que les Nations unies affirment vouloir sanctionner, ne s'en porte pas plus mal.

Le 10 décembre 1996, est entrée en vigueur la résolution 986 du Conseil de sécurité de l'ONU, que les autorités irakiennes ont fini par accepter un an après son adoption. Elle autorise l'Irak à vendre du pétrole pour un montant de 2 milliards de dollars, dont 1,32 milliard sera consacré aux besoins humanitaires de près de 22 millions d'Irakiens. Autant dire que malgré la légère amélioration escomptée, les Irakiens sont loin d'être sortis du tunnel. L'injustice est criante.

Mouna Naïm

## Les difficiles relations entre Bagdad et les ONG

### BAGDAD

de notre envoyée spéciale

Les organisations non gouvernementales (ONG) n'ont pas bonne presse à Bagdad. Le gouvernement irakien leur tient rigueur d'avoir opéré dans le nord du pays au mépris, dit-il, de sa souveraineté, dans la mesure où toutes les ONG passaient par la Turquie pour entrer sans visa dans le Kurdistan irakien.

Voulant agir en Irak, notamment après les insurrections chiite et kurde les 3 et 5 mars 1991, ceux que l'on appelle familièrement les « humanitaires » ont refusé les exigences de Bagdad : un droit de regard total sur toute action, sur le choix du personnel local et le passage systématique par la capitale, ce qui revenait à soumettre les ONG à la règle des visas au coup par coup.

Une ONG française, Equilibre, qui, parmi des dizaines d'autres de toutes nationalités, fut très active dans le Kurdistan, a néanmoins récemment trouvé un terrain d'entente avec les autorités irakiennes. Avec l'association Care, elles sont les seules organisations humanitaires internationales à être installées à Bagdad.

Ce qui a changé, explique Alain Michel, président d'Equilibre - qui vient d'organiser un convoi de cinq camions de médicaments, de matériel médical et de vivres pour l'Irak, le deuxième en quelques mois -, c'est que les autorités irakiennes ont été convaincues des « intentions humanitaires et non pas politiques » de l'association, grâce à l'intervention de certaines personnes au courant des activités d'Equilibre. « *Ceci m'a permis d'obtenir un visa pour Bagdad où j'ai pu me rendre, constater les dégâts de l'embargo, intervenir, puis témoigner* », ajoute M. Michel.

« *Je pense, ajoute-t-il, que la condition posée aujourd'hui par les autorités irakiennes pour l'acceptation des ONG est la fermeture préalable de leurs bureaux dans le nord du pays et le passage obligé par Bagdad, c'est-à-dire la reconnaissance de la souveraineté irakienne.* » Quitte à reprendre ensuite les activités dans le Nord et à en développer dans le Sud, ce qui

n'a jamais été possible jusqu'à présent. Les ONG, admet-il, prennent ainsi un risque, dans la mesure où elles n'ont pas la garantie absolue d'obtenir l'assentiment de Bagdad, ni celle de pouvoir opérer dans les mêmes conditions qu'au Kurdistan. Mais c'est un choix à faire. Equilibre a pu, pour sa part, en l'espace de quelques mois, affirme M. Michel, ouvrir un bureau à Bagdad, en janvier 1997, être acceptée par l'ensemble des administrations, dont le Croissant rouge irakien, et retourner dans le Nord pour la distribution de l'aide.

### « PAS DE TRUCAGE »

L'Irak, précise-t-il encore, ne veut pas non plus que les ONG se mêlent de politique. Dès lors que la confiance est établie, toutes les autres difficultés sont, selon lui, d'ordre administratif. Les besoins sont identifiés par le ministère de la santé, par le Croissant rouge, l'Unicef et les institutions internationales. Le choix des hôpitaux dans lesquels sont distribués les produits acheminés par Equilibre est fait en commun. Vérification faite, affirme-t-il, il n'y a pas de trucage.

Comme les autres ONG européennes, Equilibre émerge au programme Echo d'aide humanitaire d'urgence de l'Union européenne. Essentiellement consacré jusqu'à présent au nord de l'Irak, le programme Echo (24 millions de dollars pour 1996) concerne en réalité la totalité du territoire irakien et devrait pouvoir s'y déployer désormais. Alors que les ONG, qui opèrent toujours dans le nord de l'Irak, craignent l'interruption du financement pour 1997, elles ont été récemment informées, apprend-on auprès d'Aide médicale internationale (AMI) et de Médecins du monde à Paris (MDM), que le financement est disponible pour six mois encore dans cette région.

MDM prépare un projet pour le centre et le sud de l'Irak mais n'a pas encore pris langue avec Bagdad. AMI a décidé de ne pas le faire si la condition en est la fermeture des bureaux au Kurdistan.

M. Na.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, MAY 15, 1997

# Turkey Troops Enter Iraq in Drive Against Kurd Rebels

Reuters

ZAKHO, Iraq — Several thousand Turkish troops, backed by tanks and heavy artillery, pushed across the border into northern Iraq on Wednesday in a move against separatist Kurdish rebel bases.

Witnesses said the assault followed a security sweep by local Iraqi Kurdish authorities, who ordered all journalists to leave the border region, confiscated mobile telephones and film.

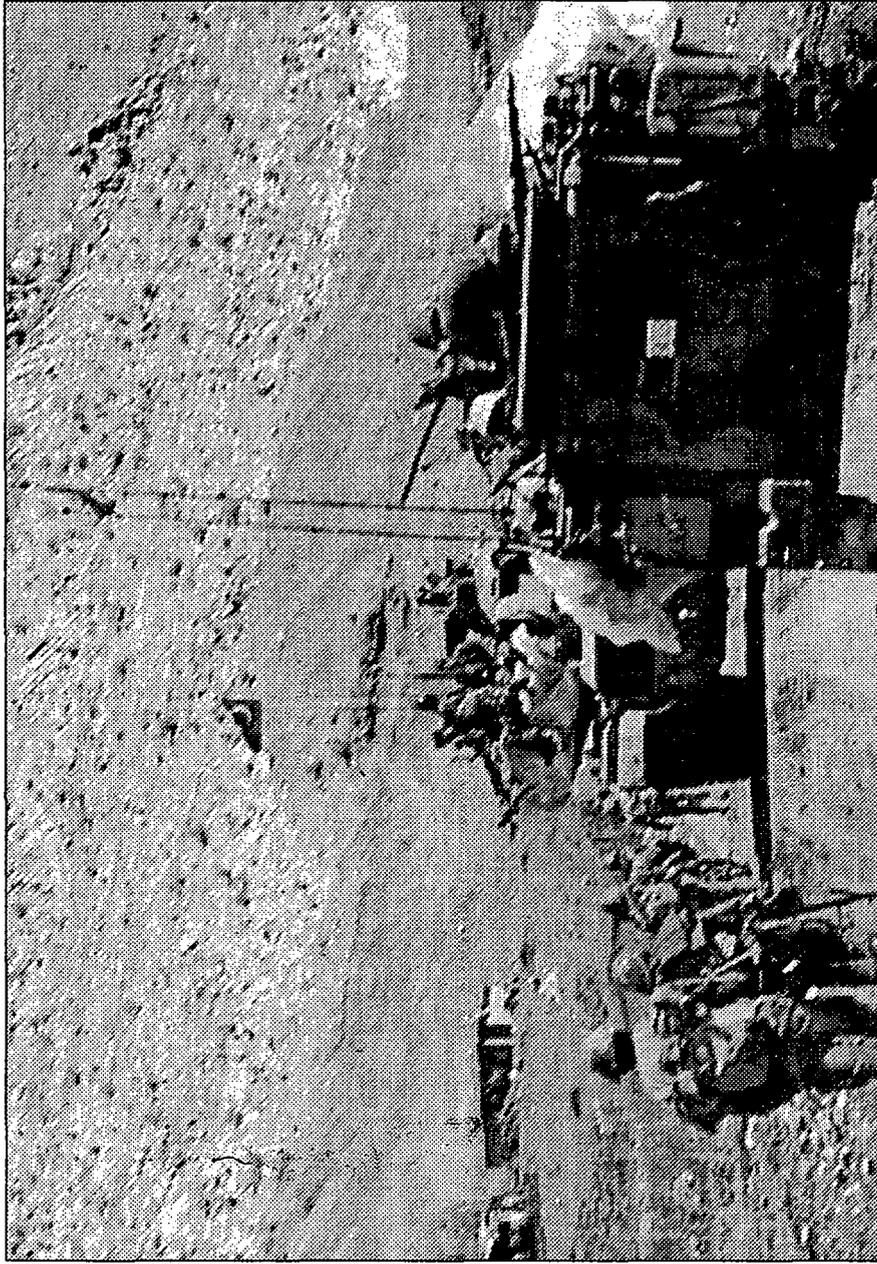
The state-run Anatolian news agency reported clashes between troops and the Turkish separatist Kurdistan Workers' Party, in a region it identified as Sarisarlir. It also said troops had cornered a group of Kurdish rebels just inside the Iraqi border opposite Turkey's eastern border region of Hakkari.

The agency said Turkish forces supported by Cobra helicopters had inflicted heavy losses on the rebels.

Baghdad protested against the move, saying it contravened international law. It said there had been many casualties.

An Iraqi Foreign Ministry spokesman said the Iraqi government "calls on the Turkish government to withdraw its invading troops from inside Iraqi territory immediately," the Iraqi press agency INA reported.

A Turkish Foreign Ministry spokesman said the operation was a "limited"



Ramazan Yavuz/Agence France-Press

**Turkish tanks and troops advancing toward the Turkish-Iraqi border Wednesday. The Iraq government denounced the action and demanded the immediate pullout of the troops chasing separatist Kurdish rebels.**

one, in coordination with local Iraqi Kurds, to oust separatist guerrillas from the border marshes.

## ■ Ankara Confirms Maneuvers

But a senior security source said, "This is a wide and comprehensive operation."

More than 22,000 people have been killed in more than 12 years of fighting between the army and the Kurdistan

Workers' Party, which is seeking autonomy or independence in mainly Kurdish southeastern Turkey.

Erdoğan suggested they may be postponed, Reuters reported from Ankara. "There is no question of such a postponement," Defense Minister Turhan Yavaş said. "At the moment it is not clear when these exercises will take place."

Mr. Erdoğan suggested earlier that the exercises might be postponed, according to the Anatolian news agency.



08:32  
GMT, 15  
Mai  
1997

©AFP  
1997

## ● Yachar Kemal lauréat du Prix de la paix des libraires allemands

FRANCFORT (Allemagne), 15 mai (AFP) - Le prestigieux Prix de la paix des libraires allemands a été décerné à l'écrivain turc Yachar Kemal, récemment condamné à la prison avec sursis dans son pays pour avoir critiqué la politique d'Ankara envers les Kurdes, a annoncé jeudi l'Association des libraires.

Kemal, 74 ans, "s'est fait l'avocat courageux et désintéressé des droits de l'Homme" et "constitue un exemple pour tous ceux qui oeuvrent pour la coexistence pacifique entre les peuples et les groupes ethniques", a souligné l'Association pour expliquer son choix.

Yachar Kemal, considéré comme le plus grand écrivain turc vivant, a été plusieurs fois emprisonné en Turquie pour ses opinions politiques.

Le 7 mars encore, il a été condamné à un an et huit mois de prison avec sursis pour "incitation à la haine" par la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul. La justice lui reprochait d'avoir publié un article dans un livre intitulé "La liberté d'opinion et la Turquie", dans lequel il critiquait l'Etat turc pour sa politique vis-à-vis des Kurdes de Turquie.

Son premier roman "Mehmed le Faucon" (1955), qui a connu un succès mondial, a été traduit en une trentaine de langues.

Le prix lui sera remis à la Foire du livre de Francfort, rendez-vous mondial de l'édition, le 19 octobre 1997, a précisé l'Association des libraires allemands dans un communiqué.

Le prix de la Paix des libraires allemands avait été décerné l'an dernier à l'écrivain et homme politique péruvien Mario Vargas Llosa. Il est remis chaque année depuis 1950 à une personnalité qui a contribué à "la réalisation de l'idée de paix". Il compte parmi ses lauréats le président tchèque Vaclav Havel, l'écrivain israélien Amos Oz, et l'auteur espagnol Jorge Semprun.

fb/bm t.f.p

LE MONDE / JEUDI 15 MAI 1997

# Irak : la formule « pétrole contre nourriture » pourrait être reconduite

## L'ONU juge « bonne » la coopération avec Bagdad

### BAGDAD

de notre envoyée spéciale

Le 10 juin, la résolution 986 du Conseil de sécurité des Nations unies, plus connue sous l'appellation « pétrole contre nourriture » pour l'Irak, vient à expiration. Le Conseil devra avoir décidé s'il la proroge pour une période de six mois supplémentaires, à la lumière du rapport que le secrétaire général des Nations unies lui aura présenté sur la base des compte rendus de la mission d'observation des Nations unies sur place.

A en juger d'après des entretiens avec des observateurs de l'ONU, rien ne devrait justifier l'arrêt du processus, qui autorise l'Irak à vendre du pétrole à hauteur de 2 milliards de dollars (environ de 11,5 milliards de francs), sur une période de six mois, dont 1,32 milliard consacré aux besoins humanitaires urgents de la population.

Eric Falt, porte-parole du coordinateur humanitaire pour l'Irak, Staffan de Mistura, affirme que « la coopération avec les autorités irakiennes est bonne », les

côté irakien, les a rappelés à l'ordre, respectueux en cela de la résolution 986, qui prévoit que les intéressés bénéficieront d'« une liberté illimitée de mouvement et d'accès aux informations utiles ».

### CARENES ONUSSIENNES

Sur les cent cinquante et un observateurs prévus pour le centre et le sud de l'Irak, cent quinze sont déjà en fonction - les autres devant s'occuper du secteur médical, plus lent à entrer en vigueur. Quatorze des vingt observateurs prévus pour le Nord, c'est-à-dire le Kurdistan, sont opérationnels. Tous les produits sont achetés par le gouvernement irakien. Dans le centre et le sud du pays, la distribution est assurée par les autorités. Dans le Nord, elle est confiée aux organismes de l'ONU, essentiellement le Programme alimentaire mondial (PAM), précise M. Falt.

Cette distinction entre les *modus operandi* au Nord d'une part, au centre et au Sud de l'autre, a été voulue par les Etats-Unis lors de l'élaboration de la résolution 986.

La mise en œuvre de la formule « pétrole contre nourriture » a révélé dans toute sa splendeur les carences de la machine onusienne. Nul, à New York, ne s'était soucié d'imaginer les rouages de ladite formule, unique en son genre, et pour laquelle l'équipe d'observateurs a déployé des trésors d'imagination. C'est un personnel d'une soixantaine de pays - les Etats-Unis n'en font pas partie -, venant d'horizons divers, qui sillonne le pays sur des distances de 300 à 500 kilomètres, et qui travaille dans des conditions épuisantes : il y a déjà eu trois évacuations sanitaires.

La distribution des produits achetés par l'Irak se fait conformément au plan de rationnement établi par les autorités irakiennes après l'entrée en vigueur des sanctions de l'ONU. A quelque chose le maillage policier de la population aura été bon : le comptage est d'une précision qui laisse les observateurs cois.

### CONCLUSIONS POSITIVES

Ces derniers ont forgé leur méthode de travail *ex nihilo*, créé leurs propres termes de référence au fur et à mesure de leur action. Ils ont inventé des méthodes de vérification : comparer les quantités et les qualités des produits qui arrivent avec ce qui est stocké dans les entrepôts gouvernementaux, faire des vérifications chez l'épicier, et au sein de la population, contrôler les zones dites « sensibles » - dans le sud du pays par exemple -, ou encore observer le flux d'un contrat, depuis l'arrivée aux frontières jusqu'au consommateur. Le contrôle aux frontières est assuré par trente-deux agents de la Lloyd's. Près d'une vingtaine d'agents de Symbolt sont en charge de la vérification du flux pétrolier.

Il y a trois catégories d'observateurs : géographiques, sectoriels (issus des agences spécialisées de l'ONU, qui ne vérifient que ce qui relève de leur secteur) et multidisciplinaires, ces derniers analysant les rapports des deux premiers groupes.

La mise en œuvre de la résolution 986 a souffert d'un sérieux retard à l'allumage. Les raisons en étaient pratiques (délais de rigueur entre l'acte de vente du pétrole et le versement du prix, entre l'entrée des sommes destinées à l'achat de produits sur le compte séquestre de la BNP à New York et l'ouverture d'une lettre de crédit, etc.), mais aussi politiques, les Etats-Unis ayant retardé des contrats et en ayant exclu d'autres.

Sur 500 demandes présentées par les autorités irakiennes, 143 - dont 84 dans le domaine médical - ont été agréées. Encore a-t-il fallu une intervention pressante du corps des observateurs pour en arriver à ce chiffre : début mars, une demi-douzaine de contrats seulement avaient été approuvés.

La résolution 986 permet d'améliorer la ration de chaque Irakien : la quantité de farine est passée de 7 à 9 kilos, celle de riz a été doublée pour atteindre 2,5 kilos. La ration de margarine a augmenté de 350 grammes, celle du lait pour enfants a presque été multipliée par deux. L'amélioration est aussi qualitative, de l'avis des Irakiens eux-mêmes, mais c'est bien loin d'être la solution miracle.

Si les premières conclusions du corps des observateurs sont positives, elles sont encore largement insuffisantes et l'on voit mal quelles raisons pourraient être invoquées par le Conseil de sécurité, ou l'un ou l'autre de ses membres, pour arrêter le processus. Ne fût-ce que parce qu'il n'y aurait qu'un début de réponse seulement à l'efficacité de ladite résolution.

Mouna Naim



grains de sable qui ont pu quelque peu gripper la machine ayant été éliminés. Il s'agit essentiellement, explique un observateur, de problèmes quasi dérisoires qui ont surgi avec certains membres des escortes irakiennes, guère habitués à autoriser des étrangers à se mouvoir librement au sein de la population. Le ministère du commerce, principal opérateur du

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, MAY 16, 1997

Challenging Taboos / Radical Film on Kurdish Rebellion

# A Daring Ray of Light on a Dark War in Eastern Turkey

By Stephen Kinzer  
New York Times Service

**D**İYARBAKIR, Turkey — On the mean streets of this crowded, depressed Kurdish city, the war that insurgent guerrillas are waging against the Turkish Army is the great unspoken topic.

Most of the people in Diyarbakir are Kurdish refugees who fled their ancestral villages, but few will talk about the circumstances that forced them to leave.

Those who hold political views favorable to Kurdish nationalism remain silent. Although death squads no longer hunt down perceived enemies of the state and military patrols have thinned out in recent months, police agents are everywhere and free discussion is a dangerous luxury.

In this environment, what is happening at a local cinema is almost beyond belief: A film is playing that seeks to give voice to secrets hidden inside many Kurdish hearts.

The film, "Let There Be Light," is in many ways a radical experiment. It pushes Turkey's restrictions on free expression to their outer limit, challenging taboos in place for decades.

Until only a few years ago, it was considered bad form even to mention the word Kurd in public, as if silence might erase the fact that about one-fourth of Turkey's citizens are of Kurdish descent. To this day there are strict rules, some written and others simply understood, about how the Kurds' plight may be portrayed in public.

The conflict that has shaken this southeastern region of Turkey for 13 years is often called a "situation," and rebel guerrillas are normally referred to as terrorists. Placing the insurgent Kurdistan Workers Party on the same moral level as the army, or suggesting that both forces are made up of idealists with valid political arguments, is strongly discouraged.

"Let There Be Light" defies these conventions and the laws in which they are codified. It is the first film to do so, and the fact that it has been released in Turkey and shown more or less freely suggests that the government, which has been strongly criticized for restricting free speech, may be turning more tolerant.

The film follows a rebel squad as it is chased through brutally cold mountains by an army patrol. Most of the fighters on both sides are killed in an avalanche, leaving only one soldier to pursue one guerrilla, who is burdened by having to carry a wounded comrade. In several encounters, the two have conversations that frame the conflict more frankly than has ever been done on film here.

"These traitors want to divide the country," the soldier asserts. "Their excuse is to claim that their rights are supposedly denied. Should we just sit by and watch?"

"What have you done for the Kurds?" the guerrilla demands. "It's you that are to blame, you and your years of oppression."

By daring to portray the two sides equally, the makers of "Let There Be Light" have caused a sensation in Diyarbakir and many other Turkish cities.

The National Security Court, which enforces laws against separatist propaganda, summoned the producer and director but decided not to press charges against them.

Evidently, the filmmakers correctly calculated just how far they could go, presenting the Kurdish case with new boldness but never insulting or demeaning the military.

Even so, cinema owners in several cities with large Kurdish populations refused to show the film, apparently under pressure from the military authorities. In theaters where the film has played, particularly in the southeast where most Kurds live, screenings have been punctuated by gasps, tears and applause. In Diyarbakir, the largest city in the southeast, the police at first harassed filmgoers but now allow showings to proceed freely.

**T**HE PROPRIETOR of a café near the theater, who like many people in Diyarbakir was unwilling to give his name to a stranger, said the film had been a major topic of discussion at his tables.

"It was completely new to see this conflict portrayed as having two legitimate sides," he said.

"There's a lot more to be told, but this is the first film that gives any idea of what's really happening in this region. We didn't expect ever to see something like this."

A university student said he especially liked the final scene, in which the two protagonists, trapped under fire in an abandoned village, run outside in an effort to stop the shooting and save a small child they have found among the village's ruins.

"In that scene you see human beings trying to protect life in an atmosphere full of violence," he said. "That's exactly the challenge we face living here."



The director of the film, Reis Celik, 35, is a passionate believer in political cinema. "Let There Be Light" is his first feature after several documentaries, and it was chosen for showing at the recent Istanbul Film Festival.

In a conversation after the festival, Mr. Celik said the example of dozens of intellectuals and politicians jailed for their views on Kurdish nationalism had intimidated many of the people he wanted to recruit for his project. The army also indignantly turned down his request for permits and other cooperation.

He said: "When we sent them the script, their answer was: 'How do you have the audacity to make a film like this when we're fighting a war? Forget the idea immediately.' But we were already in the mountains, and we went ahead. Basically we made the film illegally. Some officials and even a couple of local military officers looked the other way, but we never got any of the permits we were supposed to have."

Most reviews have been cautiously positive. One went so far as to call the Kurdish conflict "a gaping wound that has been borne in virtual silence" and praised the film as "a brave endeavor to break the silence."

But the Istanbul daily *Democrasi*, which is hated by many officials for its pro-Kurdish stand, dismissed it as a tepid failure that in effect takes the side of the army.

"The guerrillas are shown as being rough and messy, while the soldiers are polite and handsome," the newspaper said. "One still wishes for a film about this issue that is so good and truthful that it would be banned or burned."

## Kurds Clash As Turks Hit Northern Iraq

*Compiled by Our Staff From Dispatches*

ANKARA — Iraqi Kurdish fighters and Turkish Kurd separatists were locked in heavy fighting in northern Iraq, while Turkish warplanes and artillery were pounding separatist bases, the Turkish military said Thursday.

The fighting marked the second day of an incursion by 10,000 Turkish troops into northern Iraq in an effort to stop the separatists' cross-border raids. It is the biggest Turkish operation in Iraq in two years.

A senior Turkish military official said that the army's role was to provide "firepower and logistical support" for the Iraqi Kurds of the Kurdistan Democratic Party in their battle against the Turkish Kurd separatists of the Kurdish Workers Party.

He said casualty figures from the fighting were not yet available. But the semiofficial Anatolian News Agency said that more than 30 Turkish Kurd fighters had died since Wednesday.

There was no immediate word of casualties on the Turkish side.

Turkish F-4 fighters bombed Kurdish Workers Party camps in Iraq early Thursday, while attack helicopters continued an assault on rebel units.

Anatolian said Turkish troops had inflicted their first casualties in fighting around what it called the Sarisavaklar region, across the border from the Turkish province of Sirnak.

Kurdistan Democratic Party guerrillas were involved in fierce clashes with Kurdish Workers Party rebels in the Begova and Derkar areas northeast of Zakho, Anatolian said. (AFP, Reuters)

## Germans Won't Prosecute Iran Leaders in Kurd Murders

*Compiled by Our Staff From Dispatches*

KARLSRUHE, Germany — Prosecutors decided Thursday that it was in the "greater public interest" not to take legal action against Iranian leaders judged to have been implicated in the assassination of Kurdish dissidents in Berlin in 1992.

The decision puts Germany on an apparently reconciliatory track with Tehran after a German court ruling in April implicating the Iranian leadership in the killing. The ruling unleashed a diplomatic storm. Prosecutors did, however,

issue arrest warrants for three Iranian secret service officials suspected of taking part in the assassination. They said a warrant issued last year for the Iranian intelligence minister, Ali Fallahiyan, on suspicion of ordering the attack would remain in force.

The court concluded that Iranian political leaders ordered the killing of four Kurdish exiles. But the Federal Prosecutor's Office said it was not clear to what extent these leaders enjoyed immunity under international law. (AFP, Reuters)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, MAY 16, 1997

## Turk Opposition Gears Up

ISTANBUL — The head of Turkey's main opposition party, Mesut Yilmaz, said Thursday that his Motherland Party would submit a censure motion by the weekend to try to topple the Islamist-conservative coalition.

"We are planning to submit the censure motion by tomorrow evening," the Anatolian press agency quoted Mr. Yilmaz as saying. "Our aim is to ensure the censure motion is discussed in Parliament next week."

Opposition and dissident government legislators have been negotiating to try to bring down the government led by the Islamist prime minister, Necmettin Erbakan. (Reuters)

# Le Monde

VENDREDI 16 MAI 1997

## L'armée turque a lancé une opération dans le nord de l'Irak

ISTANBUL

de notre correspondante

Des milliers de soldats turcs, appuyés par l'aviation et l'artillerie, ont franchi la frontière irakienne en plusieurs points, à l'aube du mercredi 14 mai, pour une nouvelle offensive contre les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Selon les médias turcs, 25 000 à 50 000 hommes et 250 blindés sont engagés dans cette opération, qui semble de grande envergure, mais aucune chiffre officiel n'a été annoncé.

Le ministère des affaires étrangères à Ankara a déclaré que les forces turques s'étaient rendues dans le nord de l'Irak à la demande de Massoud Barzani, le dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), pour l'aider à déloger les combattants du PKK installés dans les montagnes de la zone frontalière. De son côté, le ministre de la défense, Turhan Tayan, a expliqué que l'incursion avait pour but de protéger la population locale « harcelée » par les militants du PKK. « Les troupes se retireront dès que l'opération sera terminée », a-t-il ajouté.

Le PDK, qui avait fait alliance avec Bagdad en septembre pour combattre son rival, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), a jusqu'à présent observé le silence. Des représentants des deux partis avaient entamé, mercredi à Ankara, de nouvelles discussions pour

consolider le cessez-le-feu – imposé en octobre sous l'égide des Etats-Unis, de la Grande Bretagne et de la Turquie – qui avait mis fin à des combats fratricides meurtriers. L'envoyé américain, David Welch, a affirmé à l'issue de la réunion que les deux factions kurdes irakiennes avaient accepté de coopérer pour empêcher la présence du PKK sur leur territoire.

FEU VERT DE WASHINGTON

Cette nouvelle offensive turque rappelle, une fois de plus, la fragilité de la paix dans le nord de l'Irak, une région soumise à l'influence de quatre Etats régionaux rivaux (Turquie, Iran, Irak et Syrie). Après l'attaque conjointe de la Turquie et

des partis kurdes irakiens contre le PKK en automne 1992, l'effondrement du gouvernement formé par le PDK et l'UPK avait permis aux militants kurdes de se réinstaller dans les montagnes de la zone frontalière. Malgré plusieurs offensives, les Turcs ne sont jamais parvenus à les en déloger complètement. En mars 1995, la Turquie, confrontée aux violentes protestations des Européens, qui s'inquiétaient pour la population civile locale, avait été forcée de mettre fin à une vaste opération de ratissage qui avait duré plus d'un mois.

Les premières réactions européennes sont venues, cette fois, du nouveau gouvernement britannique qui, exprimant son inquié-

tude, a demandé à Ankara de ne pas « prendre des mesures excessives pour protéger ses intérêts ». Les Etats-Unis avaient déjà donné un feu vert implicite à l'opération, voici deux semaines, lorsque, répondant à une question sur les mouvements de troupes turcs, le porte-parole du département d'Etat avait expliqué que « le PKK est une organisation terroriste... Il y a eu des incursions [turques en Irak] par le passé, mais elles ont toujours été limitées, en envergure et en durée ».

L'Irak, toujours soumis à une interdiction de survol au nord du 36° parallèle, a demandé le retrait immédiat des « troupes d'invasion » et condamné cette opération « qui contredit la promesse turque de respecter la souveraineté et l'intégrité de l'Irak ».

En bombardant les camps du PKK et en détruisant leurs bases logistiques, les militaires turcs espèrent réduire le nombre des attaques en Turquie même. Après douze ans de combats qui ont fait plus de 22 000 morts, les forces de sécurité semblent avoir repris le contrôle des principales villes du Sud-Est anatolien. Mais les combats se poursuivent dans les montagnes. Selon les déclarations officielles, ils ont causé la mort de plus de 200 militants au cours des deux dernières semaines.

Nicole Pope

### Manœuvres avec Israël : les militaires défient le premier ministre

Les militaires turcs ont déclaré, mercredi 14 mai, qu'ils n'avaient pas l'intention de se soumettre à la décision du premier ministre islamiste, Necmettin Erbakan, de reporter des manœuvres navales conjointes avec Israël. « La phase de planification de ces manœuvres continue. Tout commentaire suggérant une annulation ou un report peut mener à des malentendus », a déclaré le ministre de la défense, Turhan Tayan. « Légalement, le premier ministre n'est pas en position de ratifier ou reporter de telles questions, déjà décidées au niveau officiel par les responsables de l'Etat », a ajouté M. Tayan, proche des hauts responsables de l'armée turque. « La tenue de manœuvres pour tester les équipements qui seront achetés à Israël fait partie d'un accord. Mais ces manœuvres ont été repoussées aux années à venir », avait déclaré, mardi, le chef du gouvernement turc, lors d'une rencontre avec le ministre irakien de la justice, en visite à Ankara.

## Nouvelle intervention militaire turque au Kurdistan irakien

L'armée turque a entrepris mercredi matin son "grand nettoyage" de printemps dans le Kurdistan irakien, où elle tente une nouvelle fois d'anéantir les bases arrière des rebelles kurdes du PKK. L'offensive est massive, et impliquerait plusieurs milliers d'hommes - 50 000 selon certaines sources -, puissamment équipés en artillerie lourde et en blindés appuyés par un important dispositif aérien. Après le gel des opérations militaires imposé par l'hiver, les militaires turcs reprennent donc les hostilités, qui avaient été annoncées ces derniers temps par une série de raids aériens de l'autre côté de la frontière irakienne, ainsi que par des déclarations intempestives des dirigeants turcs. Ces derniers s'en étaient pris dernièrement aux pays voisins, y compris l'Arménie, accusés de venir en aide au PKK.

Dans le même temps, l'armée turque poursuit des manœuvres navales communes avec l'armée israélienne, dans le cadre d'un

accord bilatéral de défense qui a suscité les plus vives critiques dans le monde arabe et musulman. Mais c'est justement par la lutte anti-terroriste qu'Ankara prétend justifier cette coopération militaire controversée avec Israël. La lutte contre le PKK est d'ailleurs l'un des rares sujets de consensus d'un gouvernement divisé entre islamistes et conservateurs, et l'offensive turque constitue une bonne occasion pour les autorités d'Ankara de montrer un visage plus uni.

La nouvelle intervention militaire turque, qui semble la plus importante depuis celle du printemps 1995 qui avait vu les troupes turques stationner pendant plusieurs semaines au nord de l'Irak, sans pour autant parvenir à éradiquer les rebelles du PKK, a été vivement dénoncée par les autorités de Bagdad; accusant les troupes turques de violer l'intégrité territoriale de l'Irak, Bagdad les a appelées à se retirer sans délai. Cette offensive turque intervient pourtant peu après l'annonce d'un accord turco-irakien en vue de la reprise des livraisons de pétrole et de gaz naturel irakien vers la Turquie. Elle intervient aussi au moment où reprennent à Ankara les pourparlers entre factions kurdes rivales qui se déchirent le nord de l'Irak, que l'armée turque, qui affirme avoir été appelée par le PKK de Massoud Barzani, ne devrait pas être pressée de quitter.

VENDREDI, 16 MAI 1997

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, MAY 17-18, 1997

## Turkish Opposition Launches Censure Motion

Reuters

ANKARA — Opposition parties submitted a censure motion Friday against the government in a bid to topple the Islamist-led alliance, a senior opposition legislator said.

"The motion has been submitted to the Parliament speaker," said Cumhuriyetçi, a deputy from the Motherland Party, the main opposition party.

The motion, accusing Prime Minister Necmettin Erbakan and his cabinet of dividing the officially secular country along Muslim-sec-

ularist lines, carried signatures from four of the five opposition parties in Parliament.

"The present government, as well as increasing the problems of the country to an unprecedented degree, has dragged our people into fratricidal fighting," it says.

Opposition and dissident government legislators have been negotiating to try to bring down the government, which has been assailed by Turkey's traditional elite, particularly its powerful military, for putting the country's secularist basis in danger.

## —LETTERS TO THE EDITOR—

# British policy towards northern Iraq

Dear Mr. Çevik,

I am writing about the front page article in the Turkish Daily News of 15 May, headlined "Iraqi Kurds talk peace as military enters N. Iraq." Factual inaccuracies in the piece give an unfortunate and misleading impression of British policy towards northern Iraq.

The British Ambassador, Mr. David Logan, is said to have expressed caution about the peace process, and is quoted as saying that the region was "unlikely to find stability in the long term." Neither the statement nor the quotation is accurate. Britain remains wholly committed to the peace process, and believes it to be the only viable means of building lasting peace in the region. This was made clear in the Ambassador's actual statement, which said that "a cease-fire alone is unlikely to be stable in the long term," and that this was why the peace process was needed.

The article also reported that the British Ambassador had told reporters of British Foreign Office "objections" to the Turkish operation. This is also inaccurate. The Ambassador drew on the statement by Mr. Doug Henderson, Minister of State at the Foreign Office. The text of Mr.

Henderson's statement made no mention of any British objections. The full text of the statement was:

"We are concerned that Turkish troops are reported to be advancing over the border with Northern Iraq in a move against the PKK (Kurdistan Workers' Party). The U.K. recognises the difficulties of tackling a terrorist threat. We support Turkey's aim of maintaining her own territorial integrity and protecting her legitimate security interests. We are urging the Turks not to exceed measures necessary to protect these interests. We understand that Turkey has no wish to challenge Iraq's territorial integrity. We too respect Iraq's territorial integrity. We do not believe that the problem in South East Turkey can be solved by military means alone. We are also stressing to the Turks the importance of respecting human rights and of avoiding actions which might endanger innocent civilians in the region."

I would be grateful if you would publish this letter with the same prominence as the original article.

O.J. Jenkins  
Press and Public Affairs Officer

## Military hits PKK camps, killing 90 rebels in N. Iraq

Fighting continues and the death toll is expected to rise

Ankara- Turkish Daily News

■ Heavy fighting is continuing for the third day in northern Iraq as Turkish security forces backed by air support are attacking camps of the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK), killing dozens of PKK rebels.

Air force jets and Super Cobra helicopters are conducting air raids on the PKK camps in Sinat, Haqurk, Zap, Zeli, Hafthanin and Kesan. Nearly 90 PKK terrorists were reportedly killed in clashes with ground forces, particularly in the Sarsavaklar region across the border from the Turkish province of Şırnak. The security forces have lost one soldier while one state-employed village guard was killed. Four soldiers were injured during the clashes and two village guards were injured. Many of the PKK militants are now fleeing towards the Iranian border after being hit by Turkish security forces, said the semiofficial Anatolia news agency. The security forces also launched another operation against rebels who were trying to infiltrate Turkey from the border in northern Iraq, Anatolia said.

Thousands of Turkish troops backed by air and artillery support entered northern Iraq early Wednesday morning in pursuit of PKK members in the region.

The assault was launched to support the Iraqi Kurdistan Democratic Party (KDP) led by Massoud Barzani, who had launched his own operation against the PKK just hours

SATURDAY, MAY 17, 1997

Turkish Daily News

before the Turkish incursion.

The separatists, surrounded by security forces, have begun fleeing towards the Iraq-Iran border. Fighting is continuing and the death toll is expected to rise, sources said.

Military sources say that the operation in northern Iraq will continue until the area is swept free of the PKK.

KDP guerrillas are also involved in fierce clashes with the PKK in the Begova and Derkar districts northeast of Zakho, the main town in the area.

The operation aims to demolish camps of the PKK, whose members have reportedly spent the winter making preparations to infiltrate Turkey and carry out terrorist activities during the summer months in the country.

#### Arab storm of reaction

The operation has drawn storms of criticism from many countries, including members of the Arab league.

Russia officially expressed concerns about the operation

with the Russian Foreign Ministry announcing on Friday that "they cannot agree with any activity that would destabilize the already sensitive situation in the region or with anything that would alter the integrity or the independence of another country, Iraq (in this case)."

The official announcement said, "Russia has been strongly opposed to terrorism in the past as well as in the present and supports the fight against every form and practice of terrorism."

The announcement also said that they have asked Turkey to handle matters without the use of force and to assist in creating political stability.

Iraq has also asked the Arab league "to halt the operation" conducted by the Turkish Armed Forces.

The official news agency (INA) of Iraq reported Friday that Foreign Minister Muhammed Said El Sahaf has sent a letter to the Arab league requesting a halt to the opera-

tion.

"Iraq holds its right to reciprocate against Turkey's activity and demands compensation for the damage, under international law," read the letter.

Meanwhile the Arab league announced that "Organizing an operation into the territory of another country to solve its domestic problems can result in serious consequences in the region."

The league evaluated the cross-border operation as "an interference in Iraq's domestic affairs" and predicted that similar events can negatively affect the mutual interests and historical ties Turkey has with the Arab countries." The French Foreign Ministry spokesman Jacques Rummelhardt said that the French government hopes the Turkish troops will withdraw from the area as soon as possible.

Rummelhardt added, "France is concerned about the cross-border operation of Turkey, Northern Iraq is a highly sensitive region."

## PUK to 'discuss its position' in the Ankara peace process

SAADET ORUÇ

Ankara-Turkish Daily News

■ Muhammad Tofiq, a senior member of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), said on Thursday they had found the fourth round of the peace talks held on Wednesday in Ankara unsatisfactory. He added that the PUK would review its position after June 30, the likely date set for the next round of discussions between the rival Iraqi Kurdish groups involved in the "Ankara process" peace efforts.

"The result was weak. But we want the process to continue, that's why we accepted the final statement. Especially on the issue of revenue sharing, the result was not even close to what was acceptable. We accepted only that the process would continue," Tofiq stated in an interview with the Turkish Daily News.

Tofiq was a member of the PUK delegation headed by Dr. Fouad Masoum which attended the latest round of process discussions spon-

sored by the United States, Britain and Turkey. He stressed the fact that the PUK had not been informed about the cross-border operation of the Turkish security forces, saying: "Nobody asked our opinion. Also the timing of the operation affected the atmosphere of the talks. The time of the operation was not favorable to the talks in Ankara and we have a feeling that the Kurdistan Democratic Party (KDP) used that timing." He told the TDN that some of those at the talks had been discussing the cross-border move during a lunch break and said this was how his group had finally learned of the operation.

#### Assessment

The PUK will "review its position" after the upcoming meeting in late June. Emphasizing the effect of the unsolved "revenues issue" on the process, Tofiq summarized the PUK's expectations. He said that the Supervisory

Peace Monitoring Group (SPMG) must establish a committee to work on the revenue issue and all committees must work in parallel with

SATURDAY, MAY 17, 1997

Turkish Daily News

the other committees agreed upon. The border revenues accrued at the Habur gate are controlled by the KDP and are expected to be the main topic of discussion at next month's gathering.

#### **Egypt interested in N. Iraq**

Adnan Moufti, another leading member of the PUK, told the TDN about PUK leader Jalal Talabani's trip to Cairo. "He was invited by the Egyptian government. Since 1977, Cairo-Kurdish relations were cut. But now the relations are starting again and, in Cairo, the Egyptian officials said they were pleased to

hear that we did not want an independent Kurdish state," he said. During the visit which took place May 3-10, Talabani met with Egyptian Foreign Minister Amr Mousa.

#### **US opinion**

Meanwhile, U.S. State Department spokesman Nicholas Burns said there had been progress made in the Ankara process. Burns, in a statement Thursday, reported that during the talks an agreement had been reached on measures to strengthen the ceasefire between the rival Kurdish groups.

*Turkish Daily News*

SUNDAY, MAY 18, 1997

# Iraqi arms acquisition data are UN top secret

**Suspicion:** If Baghdad knows what the United Nations has not been told, it might think some of its clandestine activities can continue undetected

**ANTHONY GOODMAN**

*United Nations- Reuters*

■ One of the most closely guarded secrets at the United Nations is the intelligence provided to the world body by countries that supplied Iraq with arms, military equipment and weapons-production facilities before the 1991 Gulf war. Even the names of the countries that have given the United Nations information — as well as those that have so far refused to do so — are kept under tight wraps.

All of the Security Council's permanent members — the United States, Russia, Britain, China and France — are known to have helped Iraq build up its arms potential in one way or another.

But they were not alone as suppliers of weapons, equipment, know-how, machine tools or so-called dual-use items with military and civilian uses.

Knowing what assistance Iraq received from abroad is vital for the work of the U.N. Special Commission (UNSCOM) set up in 1991 to ferret out

and destroy Baghdad's chemical and biological weapons and ballistic missiles, and to prevent it from reacquiring them.

The Vienna-based International Atomic Energy Agency (IAEA) performs a similar function regarding Iraq's nuclear capability. Such intelligence tells UNSCOM inspectors and IAEA teams what to look for and what weapons-related programs Iraq might have been working on.

Conversely, if Iraq knows what the United Nations has not been told, it might think some of its clandestine activities can continue undetected.

#### **Extraordinary precautions**

Another consideration is that if UNSCOM discloses what information it has received from countries that helped arm Iraq, those governments might not only be pilloried internationally but find themselves in domestic political hot water — hardly an incentive to cooperation with the United Nations.

That is why the United Nations,

where diplomatic secrets are often hard to keep, takes extraordinary precautions to guard the information acquired by UNSCOM in locked filing cabinets in specially secured areas.

The importance of the information was highlighted in a recent report by UNSCOM's executive chairman, Rolf Ekeus, who said an important element in Iraq's acquisition of weapons of mass destruction "has been the supplies and other support from abroad."

"Many governments have gone to great lengths to give the commission access to individuals, data and material having significance for the procurement efforts by Iraq.

"These contributions are helpful in accelerating the implementation of the commission's mandate," said Ekeus, who will be succeeded July 1 by Australia's U.N. ambassador, Richard Butler.

#### **Noncooperation**

But the report continued: "A small number of governments have chosen so far not to respond to the commission's repeated and in some cases longstanding requests for information regarding procurement originating in their countries.

# Turkish troops expand search for PKK rebels in north Iraq

Turkish Daily News

SUNDAY, MAY 18, 1997

Dohuk, Iraq- TDN with Wire Dispatches

■ Turkish forces fanned into the mountains of northern Iraq on Saturday, hunting for Kurdish separatist terrorists as the four-day-old incursion drew fire from world capitals. Western aid workers said Turkish tanks and troops had taken up positions north of the Iraqi provincial center Dohuk. Others poured into nearby mountains, but most separatists of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) appeared to have fled, they said.

The aid teams inside the Kurdish "safe haven," carved out by the Western allies after the Gulf war, reported few signs of fighting and said the occupying forces appeared to be digging in for a lengthy stay.

Fresh supplies of men and equipment moved into Iraq, and United Nations aid convoys were back on the road, witnesses at Turkey's Habur border crossing said.

The Turkish sweep through Iraq, launched before dawn on Wednesday, has angered the Iraqi government and caused alarm in Western capitals.

Baghdad's leading newspaper said the operation reflected Turkey's dream of resurrecting the Ottoman Empire, which once included modern-day Iraq. "Turkish military operations inside Iraq's Kurdistan ...confirm that Turkey has political goals against Iraq and its people," said Babel, owned by President Saddam Hussein's eldest son, Uday. "Turkey is reopening files of the Ottoman Empire, particularly the one concerning Iraq," it said. Iraq's National Assembly has condemned the attack, saying Baghdad reserved the right to retaliate. The European Union called on Turkey to pull its military forces out of Iraq as soon as possible and warned against any loss of civilian life. "It (EU presidency) calls on Turkey to exercise the utmost restraint, to respect human rights, not to endanger the lives of innocent civilians and to withdraw its military forces from Iraqi territory as soon as possible," the EU said in a statement released by the Dutch government in The Hague.

The Dutch hold the EU Presidency until the end of June. "Notwithstanding its understanding of the Turkish wish to end terrorist actions, the EU Presidency stresses that a solution to the Kurdish problem can only be achieved politically, not militarily," the statement added.

It's call followed tough talk from Britain and France, and lukewarm backing from close ally Washington. Journalists were barred from the operations zone by Turkish troops and their Iraqi Kurdish allies, the Kurdistan Democratic Party (KDP). Communications were also tightly restricted, making

independent verification of the scope of the incursion and the number of casualties impossible. Near the Turkish-Syrian border to the west, troops backed by tanks and armored personnel carriers moved into Iraq's Hayırsız Mountains, Reuter correspondent Osman Şenkul reported from the Turkish border village of Aktepe. He said the encampment was part of an effort to prevent the PKK from moving in reinforcements from bases inside Syria. Turkey's state-run Anatolia news agency said some separatist units, their escape route to Iran cut off, had hidden in the mountains between Dohuk and Sersing, to the northeast. Others were trapped between the Turkish crossing at Habur and the Syrian border.

"Turkish forces have launched wide-ranging operations in these areas," Anatolia said.

The agency said Turkish jets flew fresh sorties on Saturday against PKK positions around the areas of Sinaht, Hakuk, Zeli, Shivi and Zap.

Anatolia said on Saturday that Turkish troops have killed 450 separatists since the operation was launched. It quoted sources at military headquarters as saying 12 members of the security forces, including state-sponsored village guards, had been killed and 23 wounded in the clashes.

The Turkish operation, involving at least 10,000 troops, is the biggest since March 1995. Army commanders vowed then to finish off the PKK but did no more than dent the insurgency, which has claimed more than 22,000 lives. Talk then of a permanent "security zone" inside Iraq was abandoned amid an international outcry but many senior commanders believe it is the only way to halt PKK infiltration.

## Protest in Germany

Meanwhile, about 2,000 Kurdish militants protested Saturday outside the Turkish consulate in the southwestern German city of Stuttgart against the latest Turkish offensive in northern Iraq.

# Iranian president says United States can't stop gas deal

Tehran- Reuters

■ Iranian President Akbar Hashemi Rafsanjani said the United States had failed in its attempt to prevent a mammoth gas supply deal between Iran, Turkey and Turkmenistan. Rafsanjani signed a memorandum with the presidents of Turkey and Turkmenistan on Wednesday that sees the export of up to 30 billion cubic meters (bcm) a year of Turkmen gas to Turkey and eventually Europe through pipelines crossing Iran. "This was what the Americans have been

opposing for the past five years and using threats and pressure to stop," Rafsanjani told a mass prayer meeting at Tehran university.

"When in that meeting three presidents officially signed such an important agreement it proved that America had missed its target," Rafsanjani said.

Turkish Energy Minister Recai Kutan said on Thursday three European firms were looking to set up a consortium to build a 3,200 km (2,000 miles) pipeline to carry the 30 bcm of Turkmen gas to Europe via Iran and Turkey in a \$1.6 billion project. The United States has sought to limit Iran's role as a

route for growing oil and gas exports from the resource-rich republics of the former Soviet Union and also to deter foreign investment in Iran's oil and gas industry.

Under last year's Iran-Libya Sanctions Act, U.S. President Bill Clinton can penalize non-U.S. firms that invest \$40 million or more a year in the two states' oil and gas sectors. The U.S. State Department on Wednesday said it was investigating if sanctions should be imposed on a

British-Canadian venture which has won a \$140 million-plus contract to develop Iran's Balal oilfield in the Gulf.



**MILITARY OFFENSIVE-** A Turkish soldier mans a sand-bag fortified checkpoint on the main road near Turkey's Habur border gate. In the background an armored personnel carrier (APC) drives past trucks lined up to cross the border into northern Iraq as Turkish troops continue to hunt PKK separatist terrorists. Reuters

Turkish Daily News

## Super Cobra crashes in N. Iraq

Turkey's operation into northern Iraq going on despite international outcry

Ankara- Turkish Daily News

■ A Turkish Super Cobra helicopter crashed early Sunday south of the southeastern town of Çukurca in Hakkari, killing the two pilots on board, as more than 900 members of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) have been killed in numerous clashes in the same area, where Turkish security forces launched a massive operation last week to demolish PKK camps.

Military sources told the TDN that the reason for the crash of the AH-1W Super Cobra was still under investigation, but that technical failure and terrorist attacks were being looked into. The bodies of the pilots - First Lt. Bülent Öztürk and First Lt. Mehmet Işkal- were sent to

Ankara late Sunday.

The Anatolia news agency, quoting a Turkish military announcement, said that 902 separatists were reported killed, while 126 had been captured while armed during operations. Twelve soldiers had been killed in the line of duty, and 25 were injured.

As of early Saturday, the number of terrorists killed in the clashes was set at 462, but due to the recent massive operation, that number had been doubled, and the death toll was expected to rise, military sources said.

Heavy fighting is still continuing for a sixth day in northern Iraq, as Turkish security forces, backed by air support, are attacking PKK camps.

Air force F-4 and F-16 jets along with Super

MONDAY, MAY 19, 1997

Cobra helicopters from southeastern bases are conducting air raids on the camps.

Many of the PKK militants are now fleeing towards the Iranian border, after being hit by Turkish security forces, said the semiofficial Anatolia news agency.

The Turkish forces also launched another operation against the separatists, who were trying to infiltrate Turkey from the Iraqi border, Anatolia reported.

Thousands of Turkish troops, backed by air and artillery support, entered northern Iraq early Wednesday morning in pursuit of PKK members in the region. The assault was launched to support the Iraqi Kurdistan Democratic Party (KDP), led by Massoud Barzani, who had launched his own operation against the PKK just hours before the Turkish incursion.

The separatists, surrounded by security forces, have begun fleeing towards the Iraq-Iran border. Fighting is continuing and the death toll is expected to rise, sources said.

Military sources say that the operation in northern Iraq will continue until the area is swept free of the PKK.

The operation aims to demolish PKK camps, whose members have reportedly spent the winter making preparations to infiltrate Turkey and conduct terrorist activities there during the summer months.

### Reactions and the Turkish response

Meanwhile, Turkey's recent operation into northern Iraq is still going on, despite international outcry, especially from Arab world.

The latest reaction came from Libyan leader

Muammar Kaddafi, whose earlier remarks over the Kurdish problem stirred controversy in Turkey. During a meeting in Tripoli, he condemned the operation going on in the region, claiming that one day, Kurdish initiatives to establish a free country would be impossible to ignore.

Kaddafi also slammed Turkey's growing military ties with Israel, adding that Turkey was exceeding its limits by working with Israel, noting that Turkey is promoting cooperation with the Arabs' enemies.

Egyptian Foreign Minister Amr Musa called the Turkish operation unacceptable, saying that it was directed at Iraq's territorial integrity and should be stopped immediately. The Turkish Foreign Ministry on Sunday defended the incursion into northern Iraq, stating that the aim of the operation was to sweep out the PKK, which was becoming a more dangerous problem for area's population, and to establish stability in the region. The ministry said in its written statement that the operation was not targeting any other forces or civilians in the area, adding that Turkey places special importance on Iraq's territorial integrity and right to freedom. The ministry also indicated that the operation will continue until the terrorists are removed from action, and the Barzani forces take the control in the region.

The Turkish Foreign Ministry also summoned on Sunday Iran's Charge de Affaires in Ankara, asking Iran to prevent the surrounded terrorists from infiltrating into Iran from Iraq. The ministry also urged Iran to take necessary measures against some circles in that country, which may support the PKK, which is being surrounded in Iraq.

M A I 1 9 9 7

Libération - 19 mai 1997

## Acharnement turc en Irak du nord

998 « rebelles » kurdes du PKK auraient été tués.

Le bilan ne cesse de s'alourdir dans le nord de l'Irak, où l'armée turque mène depuis mercredi une vaste offensive contre le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK). Selon l'agence kurde DEM, 14 blessés auraient été exécutés samedi dans un hôpital, lors d'une opération « de nettoyage » dans la ville d'Erbil. Le bilan de cinq jours d'affrontements s'élève à 998 morts côté rebelle, selon les militaires, tandis que le PKK affirme avoir tué plus de 40 soldats. L'opération se poursuivra

jusqu'à la « neutralisation » des séparatistes, ont déclaré hier les autorités turques, en rappelant qu'elle a pour objectif de soumettre la région au parti kurde irakien (PDK) de Massoud Barzani et en précisant qu'elle ne vise pas l'Irak. Les autorités irakiennes n'en ont pas moins protesté, appelant la Turquie à retirer immédiatement ses forces. Le coordinateur des activités humanitaires de l'ONU pour l'Irak, a aussi critiqué l'intervention menée dans cette zone autonome placée sous la protection des

Nations unies. Cette opération, d'une ampleur sans précédent depuis celle menée au printemps 1995, qui avait fait 600 morts est menée conjointement par des unités turques soutenues par les peshmergas du PDK.

Les journalistes turcs et étrangers ne sont toujours pas autorisés à traverser la frontière turco-irakienne pour pouvoir couvrir l'événement, rendant ainsi impossible une évaluation neutre de l'état des affrontements sur le terrain ●

O. S. avec Reuter et AFP

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, MAY 19, 1997

## EUROPE



A Turkish soldier manning a checkpoint near the Habur border crossing between Turkey and Iraq.

# Ankara Vows to Crush Rebels in North Iraq

*The Associated Press*

HABUR, Turkey — As Turkey vowed to keep troops in northern Iraq until it suppressed Turkish Kurdish rebels there, an Iraqi Kurdish faction said Sunday it also was continuing to battle the rebels.

The Iraqi Kurdish group that controls areas south of the Turkish border said it was battling the rebels of the Kurdish Workers Party, or PKK, in the Iraqi Kurdish capital, Arbil.

A spokesman for the Iraqi Kurdistan Democratic Party, or KDP, was quoted by the Middle East News Agency as saying that his group was trying to evict the Turkish Kurdish guerrillas from Arbil. He claimed that the Kurdish Workers Party's activities there threatened peace and security in the city and hampered relief work by the United

Nations and other aid agencies.

The Turkish Foreign Ministry said Sunday that its troops would not leave until the rebels were "rendered inefficient."

On Saturday, Turkish officials said 902 guerrillas had been killed since Wednesday, when Turkish troops, estimated to number from 25,000 to 50,000, crossed the border backed by tanks and air power. The death toll among Turkish troops was put at 12.

But Med-TV, a pro-Workers Party television network based in Brussels, said that the rebel death toll was exaggerated and that 40 soldiers had been killed. It also said the rebels had downed a Cobra helicopter near the border region. Irfan Dogan, a spokesman for the television network, said at least 14 Workers Party guerrillas were

killed Saturday. Each spring for four years, Turkey has made incursions across the border to destroy rebel bases there, but this time it claimed it went in to help the Kurdistan Democratic Party regain control of the region.

While the that party fought a rival Iraqi Kurdish faction last fall, the Kurdish Workers Party used the opportunity to increase its hold on the mountainous region that stretches 30 kilometers south of the Turkish border.

Turkey's incursion has drawn protests from Baghdad and Arab countries. The UN secretary general, Kofi Annan, also has also demanded that Turkey withdraw its troops from Iraq. UN relief operations, as well the food supply for the Iraqi Kurdish region, could be jeopardized by the incursion.

PAGE 6

# Koranic Fervor Shakes Turkey's Foundations

By Stephen Kinzer  
*New York Times Service*

ISTANBUL — When Turkey's National Security Council met in February, military commanders who were demanding that Prime Minister Necmettin Erbakan retreat from his Islamist ideology showed a video that police agents had secretly recorded.

Witnesses say the video showed students at a private Islamic school lining up to file past, and spit on, a bust of Mustafa Kemal Ataturk, the revered leader who transformed Turkey from an Islamic state into a secular one three-quarters of a century ago.

"I swear by Allah," the students then vowed in unison, "to strive to create a state based on religion and Islamic law in Turkey and to devote myself to the war against Mustafa Kemal atheism."

The country's top military officers consider themselves the ultimate guardians of Turkish secularism, and so after they showed the video and presented other evidence, they demanded a crackdown on all aspects of Islamic education here. Mr. Erbakan agreed — although he and members of his party remain highly reluctant to keep their commitment.

The issue of religious education is now at the center of the conflict between secularists and Islamists that is shaking Turkey. It has led to a highly emotional debate that could determine the fate of Mr. Erbakan's government, shape future election results and even tip the balance for or against a military coup.

No one knows how many unlicensed Koran courses exist, but at least some of them are evidently being used as training grounds for militants who hope to impose an Islamic-based political order here. Military commanders find that intolerable and want all the courses shut immediately.

In addition, hundreds of religious academies function legally, and those pose a more complex challenge. They offer religious instruction in addition to a full curriculum similar to that in other schools. The military has decided that they are shaping fundamentalists, and is insisting that the government close or restrict them.

Parents and alumni, backed by Islamist groups, are angrily resisting this demand, and last Sunday they drew a crowd of more than 100,000 people to a protest in Istanbul.

Two months after the meeting at which the video was shown, military commanders again confronted Mr. Erbakan and warned him that they would tolerate no further delay in the crackdown he promised. Soon afterward, the police shut down several dozen unlicensed Islamic schools like the one where the video was made.

But the commanders remain far from satisfied, and they have found support from leaders of the secular True Path Party, which is Mr. Erbakan's coalition partner. Interior Minister Meral Aksener, who is from True Path, said recently that the unlicensed Koran schools closed so far represented only 2 percent of those that exist. She vowed to close the rest.

According to Turkish law, all courses in the Koran, the Muslim holy book, must be registered with the government, which approves instructors, courses of study and textbooks. But hundreds of Koran courses are believed to be operating without government approval, and with the new crackdown many are dropping out of sight. Some apparently have closed voluntarily, but others are believed to be operating clandestinely.

At an Istanbul dormitory for public school students, a religious teacher emerged to greet visitors one day recently, pointedly refusing to shake the hand of a woman in the group. Asked if he was running an unlicensed Koran school, as neighbors believe, he replied, "This is only a dormitory, but we teach the Koran to anyone who asks."

Besides the Koran courses, military commanders and secularist civilians have focused their displeasure on religious grammar schools and high schools. Those academies first appeared decades ago to train imams, who lead Muslim prayers, and other Islamic scholars. But their numbers have grown in recent years to more than 600, and the military says they now produce at least 10 times more graduates each year than there are places for imams and religious teachers.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, MAY 19, 1997

# N. Iraq blitz toll mounts as PKK blocks Mardin-Şirnak road

Turkish Daily News

TUESDAY, MAY 20, 1997

## Ankara-Turkish Daily News

■ The toll of the cross-border operation of the Turkish Armed Forces into northern Iraq has reportedly risen to around 1200.

The clandestine Kurdistan Workers' Party (PKK) separatists, on the other hand, blocked Sunday night for several hours the Mardin-Şirnak main road by burning two oil tanker trucks, the Anatolia news agency reported on Monday.

The separatists escaped from the scene in Nusaybin, on the Syrian border in southeastern Turkey, after making a speech in support of their cause and then opening fire on the trucks, witnesses said.

The Turkish Armed Forces continue to carry out a cross-border operation against outlawed PKK bases in northern Iraq, in which nearly 1200 PKK terrorists have been killed, according to general staff reports. The operation, which the Turkish Foreign Ministry began after requests from leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP) Massoud Barzani, has the air support of F-4 fighters and Super Cobra helicopters.

In a separate incident, militants launched a rocket attack on the town of Derik in nearby Mardin province. Anatolia reported that the assault caused little damage. The news agency also said a PKK camp at Zap, near the Iranian border, had been destroyed by troops backed by F-4s and Cobras.

Some of the separatist terrorists were reportedly trying to escape across the border into Iran.

Correspondents have been barred from the area and communications are blocked, making independent confirmation of the reports impossible. Military sources say the PKK death toll stands at over 1,000, with around 150 guerrillas captured and 14 soldiers killed.

Pro-Kurdish MED-TV reported that

more than 30 Turkish soldiers had been killed during fighting with the separatists. It made no mention of PKK casualties in northern Iraq but said one guerrilla had been killed in clashes with soldiers in eastern Turkey. It reported that in the same confrontation 15 soldiers had died. MED-TV also said that terrorists had shot down three army helicopters since the start of the operation.

Western capitals and the United Nations have criticized the operation and urged Ankara to withdraw the troops, expressing their worry for the safety of civilians. Ankara has appealed to Tehran to stop the separatists from escaping into Iran and finding logistical support there.

Iraq's ruling Baath party newspaper Al-Tawra complained on Monday about the Turkish military presence, saying Ankara should reconsider its policy, according to Reuters. "Campaigns of condemnation and denunciation, albeit significant ones, are not enough. What is needed is that these campaigns turn into an organized international move to pressure Turkey into withdrawing its troops," the paper said in a commentary.

Iraq's U.N. coordinator in Baghdad has expressed concern at the incursion, saying it may block implementation of Iraq's oil-for-food deal, a six-month plan which allows Iraq to sell oil in exchange for basic needs for its people.

Four attack helicopters and

another four carrying supplies flew across the border towards the Batufa region on Monday. Roughly 20 military trucks ferried supplies through Habur to Iraq, witnesses said. Meanwhile, a Super Cobra crashed early Sunday, apparently due to a "technical fault," south of the southeastern town of Çukurca in Hakkari, killing the two pilots on board. The bodies of the pilots, First Lt. Bülent Öztürk and First Lt. Mehmet Isikal, were sent to Ankara.

## 17 separatists killed, six captured in Southeast

Meanwhile, in the operations carried out by Turkish security forces in southeastern Anatolia against the Kurdistan Workers' Party (PKK), 17 separatists were killed and six were captured, Anatolia news agency reported Monday.

According to the statement released by the governor of the Emergency Rule Region, during the clashes in operations carried out over the last four days, five separatists were killed near Van, five in the countryside region of Diyarbakır, four in the Bitlis and Tatvan region, two in Siirt and one in Tunceli. In addition, six separatists were arrested near Bingöl, while one surrendered.

Meanwhile, during the operations, three members of the extreme Islamist Hizbullah were captured also by security forces in Diyarbakır.

L'HUMANITÉ, 19 mai 1997

Irak

## Renforts turcs et massacres de Kurdes

**A**U cinquième jour de leur incursion au Kurdistan irakien, des unités turques fortement armées ont fait mouvement dimanche dans le nord de l'Irak, sur la route de Dohuk à Amadiya, tandis que des avions F-16 bombardaient les zones montagneuses. Des témoins ont vu une dizaine de chars à l'arrière de la colonne turque, qui a traversé dimanche matin la localité de Suara Tuka. D'autres sources ont fait état d'une centaine de chars qui seraient passés en direction de Bamarny et des montagnes du Matin, à l'ouest d'Amadiya.

Samedi, l'armée turque a affirmé avoir tué en quatre jours d'incursions 902 « séparatistes », n'ayant de son côté que 12 tués et 23 blessés.

De son côté, le centre d'information du Kurdistan faisait état samedi d'une soixantaine de militaires tués. Il affirmait en outre qu'au moins 14 civils, des jeunes Kurdes hospitalisés à Erbil dans un établissement du Croissant rouge du Kurdistan, avaient été massacrés par les forces d'invasion.

Bagdad a de nouveau protesté samedi contre cette incursion sur son territoire et demandé le retrait immédiat des troupes turques. L'opération turque a également été condamnée par la Ligue arabe et critiquée par plusieurs capitales européennes qui se disent inquiètes pour les populations civiles de la région.

Hier, le secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan a condamné l'attitude de la Turquie et enjoint Ankara de retirer ses troupes. Mais le porte-parole de M<sup>me</sup> Ciller, la ministre turque des Affaires étrangères, leur a

répondu en affirmant que l'opération commencée mercredi dernier « se poursuivra jusqu'à la « neutralisation des séparatistes du PKK et la prise sous contrôle de cette région par les forces de Massoud Barzani ». L'opération ne vise ni la République d'Irak, ni les autres forces de la région, ni les civils vivant dans le nord de l'Irak, a ajouté le porte-parole.

Il a rappelé que cette opération de grande envergure — la plus importante depuis celle du printemps 1995 qui avait fait plus de 500 morts — est menée conjointement par une dizaine de milliers de soldats turcs et par les peshmergas du Parti démocratique du Kurdistan (PDK, faction kurde irakienne) de Massoud Barzani.

FRANÇOISE  
GERMAIN-ROBIN

● **LA MINISTRE TURQUE** des droits de la femme et de la famille, M<sup>me</sup> Isilay Saygin, a démissionné samedi de son poste. Elle entendait protester contre le rejet par la commission de la justice du Parlement d'un « projet de loi pour la protection de la famille » qu'elle proposait et qui aurait permis de considérer comme des crimes les violences commises par les hommes contre les femmes au sein des familles. Les députés islamistes ont voté contre, mais aussi les députés de son propre parti, le DYP (Parti de la juste voie), membre de la coalition au pouvoir et dirigé par le ministre des Affaires étrangères, M<sup>me</sup> Tansu Ciller.

M<sup>me</sup> Saygin est la troisième ministre du DYP à donner sa démission en moins d'un mois. Elle était ministre d'Etat.

LE MONDE / MARDI 20 MAI 1997

## Ankara affirme avoir tué 998 combattants kurdes en Irak

**ANKARA.** Neuf cent quatre-vingt-dix-huit combattants kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués, depuis le mercredi 14 mai, dans le nord de l'Irak, lors de l'offensive de l'armée turque, ont affirmé, dimanche 18 mai à Ankara, des sources de l'état-major des armées citées par l'agence semi-officielle Anatolie. Ce bilan ne précise pas les pertes des militaires turcs, ni celles des gardiens de villages (miliciens kurdes turcs progouvernementaux), qui étaient de douze morts et de vingt-cinq blessés, selon un bilan rendu public samedi.

Quelque dix mille soldats turcs, soutenus par les chars et l'aviation, ont été engagés contre le PPK aux côtés des peshmergas du Parti démocratique du Kurdistan (PDK, faction kurde irakienne) de Massoud Barzani. Il s'agit de l'opération la plus importante depuis celle menée au printemps 1995 contre le PKK dans le nord de l'Irak, qui avait alors mobilisé plus de trente-cinq mille hommes, faisant cent cinquante-cinq morts dans les rangs du PKK et une soixantaine dans ceux de l'armée. — (AFP)

Ouest-France  
Mardi 20 mai 1997

## Le collectif de soutien au peuple kurde demande de faire pression sur les Turcs

Le collectif de soutien au peuple kurde a écrit au président de la république et au président du parlement européen. Il leur demande « de faire pression sur le gouvernement turc pour que soit mise en œuvre la résolution finale de la conférence internationale pour la paix en Turquie et pour le dialogue sur la question

kurde qui s'est tenue à Rome les 18 et 19 avril ».

Le collectif s'est également ému des informations provenant du Kurdistan, qui font état de bombardements et de l'invasion par l'armée turque de la zone kurde à la frontière turco-irakienne dont les populations civiles sont toujours victimes.

Turkish Daily News

WEDNESDAY, MAY 21, 1997

TDN with wire dispatches

# Military kills 1,300 terrorists, fierce battles between PKK, KDP rock N. Iraq

■ Fierce battles between the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) and the Kurdistan Democrat Party (KDP) are shaking northern Iraq, where Turkish security and KDP forces have been fighting in an effort to demolish the terrorist group. A spokesman for the Iraqi National Congress told Reuters that the KDP had overrun all six PKK offices in Erbil and had executed prisoners.

"The battles in Erbil resulted in 53 KDP [fighters] killed," the spokesman said. "Among the PKK and its allied parties, there was a total of 58 dead, 28 of whom were killed after capture," the spokesman, based in London, said.

Northern Iraq has been out of President Saddam Hussein's control since the Kurds broke from Baghdad under Western military protection after the Gulf War in 1991.

"Five women were captured, raped and then publicly executed by the KDP in full view of the citizens," said the Iraqi National Congress spokesman, citing satellite telephone communications from inside Iraq.

But there have been no reports of Turkish troops being as far south as Erbil during the cross-border operation. The Turkish Foreign Ministry and KDP officials were not immediately available for comment. In Erbil's Enkawa district, a Turkish Kurd printing house lay gutted and pockmarked with bullets after the weekend clashes. Local sources said three PKK members had been killed in the house which the Iraqi Kurd group attacked. Three others were taken into custody and later executed, they said. Blood stains marked a pathway leading out of the back of the building and posters had been ripped from scorched walls on the building's first floor. One rocket fired at the building during the shootout had hit a neighboring house.

The KDP, led by Massoud Barzani, used 106 mm. antitank guns on buildings occupied by the PKK and small affiliated groups during three days of clashes in Erbil, the opposition spokesman said.

The Iraqi opposition said the KDP was playing a leading role in the current Turkish drive. "We believe that Turkish ground troops have not participated in much of the fighting," he said. "They have limited their involvement to air and artillery," Reuters said.

Syria put aside rivalry with Baghdad to back Iraqi condemnation of the Turkish incursion. "It is an invasion and an occupation of Arab territory. It is a dangerous matter regardless of our view about any regime in the Arab world," the official Kuwait News Agency quoted Syrian Vice-President Abdel-Halim Khaddam as saying during a short visit to the Gulf Arab state.

## Military continues to hit PKK

Turkish security forces have reportedly killed more than 1300 terrorists and captured nearly 200 from the outlawed PKK in northern Iraq clashes which began last Wednesday when the military launched a massive operation to demolish PKK camps. The terrorists surrounded by the Turkish security forces are reportedly trying to flee toward the cities — close to the Iranian border — which are under the control of Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), the Anatolia news agency reported.

Turkish Air force F-16 and F-4 jets and Super Cobra helicopters are conducting air raids on PKK camps in Pirbela, Avagöze, Haftanın, Hakurk, Sivi,

Sinat, Zap, Zeli, Kani and Masi and are reportedly destroying the areas where PKK separatists are based. The state-paid village guards are also taking part in the clashes, contributing particularly in Yekmal, Dağdibi, Senoba, Ortabay, Gülyazi and Ortasu.

Meanwhile, some terrorists who have survived the attacks on the camps are reportedly trying to flee to the 36th parallel in Iraq. The country is amassing troops along that line to prevent PKK terrorists from entering. Turkish security forces have lost 15 soldiers while 25 have been injured in the clashes. Military sources say that the operation in northern Iraq will continue until the area is swept free of the PKK. KDP guerrillas are also involved in fierce clashes with the PKK in the Begova and Derkar districts northeast of Zakho, the main town in the area.

PKK members have reportedly spent the winter making preparations to infiltrate Turkey and carry out terrorist activities in the country during the summer months.

## Iraq asks UN to urge Ankara to end incursion

Iraq has asked the United Nations to exert pressure on Ankara to reconsider its "aggressive policies" in northern Iraq, newspapers said on Tuesday.

Foreign Minister Mohammed Saeed al-Sahaf reportedly sent letters to both the U.N. secretary-general and president of the U.N. Security Council urging them "to interfere with Turkey to reconsider its hostile policies with regard to the situation in northern Iraq."

"Iraq holds the Turkish government fully responsible for these aggressive actions inside Iraqi territories along with all the consequences regardless of the pretexts it mentions," one newspaper said. The minister stressed that the Turkish sweep into northern Iraq "will destabilize the region as a whole," according to a Reuters story.

U.N. Secretary-General Kofi Annan on Tuesday criticized the Turkish incursion into northern Iraq, saying that Turkey should immediately withdraw its forces from the region. He added that the U.N. cannot ignore the Turkish operation in Iraq, whose territorial integrity must be protected.

Turkey's Defense Minister Turhan Tayan slammed the Turkish media over early printing of the mention of a possible military incursion into northern Iraq saying: "There have been media reports for two months about the operation which started just last week."

If the media had not written anything about the operation, today the success of the military would have been greater." He also said two days ago that Turkey's military incursion into northern Iraq would continue until the aim of hunting down Kurdish separatist guerrillas has been achieved.

## Emotional farewell

Tuesday also saw anger and tears at the emotional funeral of the two helicopter pilots who lost their lives when a Super Cobra helicopter crashed last weekend during clashes in northern Iraq. Top military officials attended the ceremony where the pilots' families urged the state to bring down the PKK.

After the ceremony, the bodies of the pilots — First Lt. Bülent Öztürk and First Lt. Mehmet İsikâl — were sent to İzmir to be buried.

Libération - 16 mai 1997

## NOTRE SELECTION

### Yol

**ARTE, 23h55, film.** Fin des années 70, cinq détenus (dont un prisonnier politique kurde) retournent dans leurs villages à l'occasion d'une « permission », chacun renouant avec une histoire individuelle qui recoupe le drame de la Turquie alors soumise au fascisme. La répression politique ainsi qu'une charge contre l'oppression patriarcale sont omniprésentes dans le film de Yilmaz Güney, qui fut d'abord un acteur archipopulaire en Turquie avant de devenir un cinéaste engagé et un militant (dont la langue de bois marxiste-léniniste n'a jamais trop « contaminé » ses films). Autant dans



son contenu que dans l'histoire particulière de son tournage, *Yol* est indissociable du parcours politique de son auteur. Incarcéré pour délit d'opinion, Yilmaz Güney, devenu cinéaste par procuration, a réussi l'exploit de diriger le film depuis sa cellule, trouvant le moyen de transmettre scénario, story-board et conseils à son ancien assistant Serif Gören, avant de se faire la belle, d'aller monter son film en Suisse, et de poursuivre sa cavale jusqu'à Cannes où *Yol* remporta la palme. Yilmaz Güney est mort à Paris en 1984.

# Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 F  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

## Ankara s'éloigne de l'Europe

**T**OUT Etat est en droit de se protéger contre le terrorisme, la Turquie comme les autres, aux prises depuis 1984 avec la lutte armée que mènent dans l'est du pays les militants kurdes du PKK. Cela étant, la communauté internationale ne peut éternellement se satisfaire de l'invocation de ce principe par Ankara pour justifier tout à la fois le maintien de l'est du pays sous une loi militaire répressive et les interventions répétées de l'armée turque au-delà des frontières.

Les opérations militaires turques en Irak sont devenues depuis quatre ans une sorte de rituel de printemps. A chaque fois, les effectifs engagés sont énormes ; on parle cette fois-ci de 25 à 50 000 hommes. Dans une région fermée à la presse, aucun bilan indépendant n'est jamais dressé de ces interventions, en dehors du nombre - sujet à caution - de combattants du PKK que l'armée turque se vante d'avoir éliminés. La répétition même de ces opérations incite à penser que, du strict point de vue militaire, elles manquent d'efficacité : chaque fois, il s'agit d'éliminer définitivement les bases à partir desquelles le PKK lance ses opérations en Turquie, et, chaque fois, il faut recommencer.

L'armée turque mène l'opération avec les hommes de Masoud Barzani, un des clans kurdes irakiens, qu'elle envoie en première ligne et auxquels elle apporte le soutien de son aviation et de son artillerie. Cela ne changera rien : la Turquie n'aura pas raison de son pro-

blème kurde tant qu'elle le réduira à un pur problème terroriste et ne lui opposera pas d'autre solution que militaire. Le problème n'a fait que s'aggraver ces dix dernières années, en dépit des moyens militaires et policiers engagés. Il sera le même ou pire dans dix ans si l'on se refuse à l'aborder en termes politiques, et la Turquie continuera à regarder, frustrée, vers une Europe qui entre-temps se sera détournée d'elle.

C'est par la question kurde que l'armée détient dans la vie politique turque un pouvoir exorbitant qui exclut ce pays des normes européennes. La classe politique, incapable de dégager de ses rangs un gouvernement fort et respecté, contribue à cette dérive. Le résultat, c'est qu'aujourd'hui l'état-major assume non seulement une partie de la politique intérieure de la Turquie (le maintien de l'ordre dans l'Est), mais aussi une partie croissante de sa politique étrangère. Le rapprochement ostentatoire de l'armée turque avec Israël est à cet égard significatif. Il vise, entre autres, à montrer que c'est l'armée qui gouverne et pas le premier ministre Necmettin Erbakan, issu d'un parti islamiste. Mais il risque d'avoir aussi des effets secondaires peut-être mal appréciés par des généraux dont la diplomatie n'est pas le métier. La coopération militaire turco-israélienne exaspère la Syrie, qui, à coup sûr, y répondra en réarmant le PKK et en le remettant sur pied, quels que soient les dommages qui lui sont actuellement infligés. La boucle, une fois de plus, sera bouclée.



19:35  
GMT, 21  
Mai  
1997

©AFP  
1997

## ● L'armée turque affirme avoir pris le contrôle du QG kurde en Irak

ANKARA, 21 mai (AFP) - Le haut commandement militaire turc a annoncé mercredi avoir capturé, dans le nord de l'Irak, le principal quartier général des séparatistes kurdes.

Au huitième jour de l'incursion de l'armée turque en territoire irakien, le haut commandement militaire turc précise, dans un communiqué, que 1.146 (bien 1.146) membres du Parti des travailleurs Kurdes (PKK, illégal) ont été tués, depuis mercredi dernier, au cours des affrontements dans le nord de l'Irak.

"Nos troupes ont pris le contrôle, (mercredi) à 15h00 (1200 GMT), de la vallée Zap, utilisée par les terroristes séparatistes comme quartier général du nord de l'Irak" affirment le communiqué.

La vallée est située en territoire irakien à 25 km au sud de la frontière turque.

"L'opération suit son cours avec succès", selon la même source, ajoutant que "des centaines de membres du PKK pris de panique ont essayé de fuir la région."

Le communiqué n'a pas fait part de pertes parmi les soldats turcs et cette information n'a pas pu être confirmée de source indépendante.

Plus de 10.000 soldats turcs, protégés par des tanks et des avions de combat, se sont déployés dans le nord de l'Irak le 14 mai dans le cadre d'une opération avec leurs alliés du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK, faction kurde irakienne) de Massoud Barzani, contre le PKK. Le PKK, qui mène une lutte armée contre Ankara, dans l'est et le sud-est anatoliens à majorité kurde, dans le but d'y créer un Etat indépendant, a établi son principal quartier général dans le nord de l'Irak pour y lancer des attaques contre des cibles turques.

Plus tôt mercredi, le Congrès National Irakien (CNI, opposition irakienne) a annoncé que l'Irak et l'Iran étaient en train de renforcer leur frontière le long de l'enclave kurde irakienne dans le nord de l'Irak.

L'agence turque semi-officielle Anatolie a confirmé pour sa part les renforts de troupes irakiennes et iraniennes, tout en ajoutant que la Syrie y avait elle aussi positionné des troupes le long de sa frontière, sous couvert de manoeuvres.

L'incursion turque en Irak est la plus importante depuis 1995, lorsque plus de 35.000 hommes y étaient entrés pour une opération de six semaines. Les militaires turcs ont affirmé que l'opération actuelle se poursuivrait jusqu'à la défaite totale du PKK.

● **L'UPK critique à mots couverts l'offensive turque contre le PKK**

20:19  
GMT, 21  
Mai  
1997

©AFP  
1997

DUBAI, 21 mai (AFP) - L'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani) a critiqué mercredi à mots couverts l'offensive menée depuis une semaine par la Turquie contre les séparatistes kurdes turcs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le nord de l'Irak.

"La Turquie et les autres Etats de la région feraient mieux de concentrer leurs efforts sur le rétablissement de la paix entre les deux principaux partis kurdes de la région", l'UPK et la formation kurde irakienne rivale, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani), a déclaré la formation de M. Talabani dans un communiqué reçu à Dubai.

L'UPK a estimé qu'une normalisation avec le PDK permettrait "de reconstituer un gouvernement local" kurde irakien "qui étendrait son autorité sur la région frontalière" avec la Turquie "de manière à y assurer la stabilité".

"L'UPK ne participe d'aucune manière à l'opération militaire en cours, aucune partie ne l'a consultée à ce propos", ajoute la formation basée dans la ville de Souleimanieh, dans le nord de l'Irak, et qui contrôle la partie du Kurdistan irakien frontalière de l'Iran.

Le quotidien saoudien Al-Hayat, basé à Londres, avait affirmé mercredi que l'UPK avait assiégé les permanences du PKK dans la région de Souleimanieh.

La Turquie a parrainé avec les Etats-Unis des négociations qui s'étaient déroulés à Ankara entre l'UPK et le PDK, qu'un conflit endémique oppose depuis 1994 pour le contrôle du Kurdistan irakien qui échappe à l'autorité de Bagdad depuis 1991.

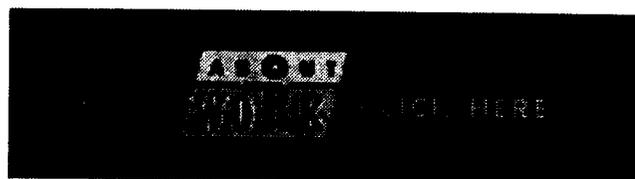
Le PDK s'est allié à la Turquie dans l'opération qu'elle mène dans le nord de l'Irak, et ses miliciens ont chassé vendredi d'Erbil, chef-lieu du Kurdistan irakien, les militants du PKK, qui ont dû fuir vers Souleimanieh.

mch/sb



## WORLD NEWS

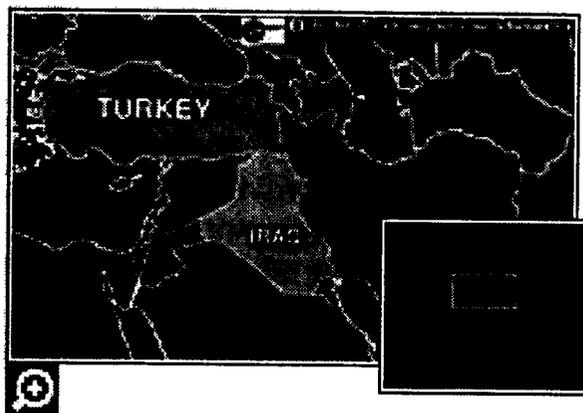
STORY PAGE



# Kurdish rebels hit back in Turkey

May 19, 1997  
Web posted at: 11:24 p.m. EDT (0324 GMT)

DIYARBAKIR, Turkey (AP)  
-- Kurdish guerrillas launched surprise attacks in southeastern Turkey Monday as thousands of Turkish troops chased Kurdish rebels in the Iraqi mountains for a sixth day.



The military, which also kept up an offensive inside Turkey, has killed 17 Kurdish guerrillas over the past four days in the southeastern region, the Anatolia news agency said.

The rebels raked a passenger bus with automatic weapons fire, killing one passenger and injuring seven, some 60 kilometers (37 miles) north of Diyarbakir, the news agency said. They also blocked a main road linking Diyarbakir to the Iraqi border for a couple of hours, and burned two oil tankers before fading away in the dark, local journalists said. They also fired rockets at government buildings early Monday, causing damage but no injuries, in Derik town, 100 kilometers (60 miles) south.

In northern Iraq, Turkish troops took positions in Dohuk city, 50 kilometers (30 miles) south of the border, the Brussels based pro-rebel MED-TV said Monday.

Journalists have been barred from entering Iraq since an estimated 25,000-50,000 troops crossed the border last Wednesday to pursue rebels of the Kurdistan Workers Party, or PKK.

Copyright 1997 The Associated Press. All rights reserved. This material may not be published, broadcast, rewritten, or redistributed.

POLITIK

# Nytt kurdiskt parti söker stöd i Sverige

**Politisk veteran hos landsmän i exil förklarar vägen till federalt Turkiet**

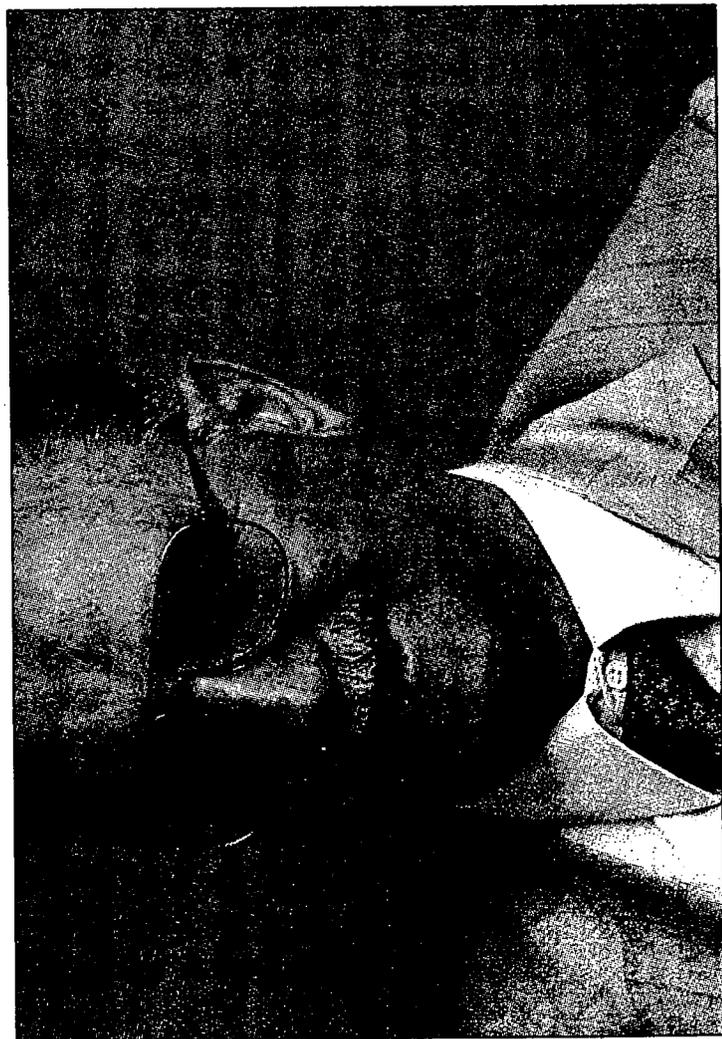


Foto: LENNART NYGREN

**Kurdfrågan viktigast.** – Den stora demokratifrågan i Turkiet är inte islam utan ett erkännande av den kurdiska frågan och identiteten, säger Sherafettin Elçi, partiledare för nybildade DKP och kurdisk veteranpolitiker i Turkiet.

● Sverige är det land i världen där det ges ut flest böcker på kurdiska. Till Sverige har också ett stort antal kurdiska intellektuella sökt sig.

Det hör därför till sakens natur att kurdiska politiker besöker Sverige inte bara för att för att träffa svenska riksdags-

män utan också för att knyta kontakter bland sina landsmän i exil.

**Två gånger i fängelse**

En kurdisk veteranpolitiker från Turkiet som nu gästar Sverige för tredje gången är Sherafettin Elçi.

Den tidigare advokaten har

funnits med i turkisk politik sedan 1970-talet, då han var minister i Bülent Ecevit's regering några år. I två omgångar efter de båda militärkupperna 1970 och 1980, har han suttit i fängelse.

Anledningen till det senaste Stockholmsbesöket är att She-

rafettin Elçi vill presentera sitt nybildade parti DKP, demokratiska masspartiet. Det är inte kurdiskt till namnet, eftersom det skulle strida mot turkisk lag, men väl till sin inriktning. Sherafettin Elçi placerar partiet i den politiska mittfåran och förordar en federal lösning för Turkiet.

**Tysk förebild**

– Förbundsstaten Tyskland är en förebild för oss, med dess egna delstatsparlament. Utrikespolitiken skall vara gemensam. En huvudprincip är att vi tar avstånd från väpnad kamp och respekterar Turkiet inom dess nuvarande gränser, säger Sherafettin Elçi som tar tydligt avstånd från det förbudna PKK.

Sherafettin Elçis ambition är att det nya DKP skall klara sig in i parlamentet av egen kraft. Mera troligt är dock att partiet måste söka en taktisk valallians på grund av 10-procentsspärren till parlamentet i Ankara.

**Viktig kritik från EU**

Den kurdiske partiledaren vill ha med Turkiet i EU, men inte till priset av att Europa ger efter i sina krav på Turkiets mänskliga rättigheter. Att Europaparlamentet blockerar en del av det utlovade miljardstödet till Turkiet har han förståelse för. Det är en reaktion på Turkiets

behandling av kurdfrågan, Cypern, Egeiska havet och den bristfälliga efterlevnaden av de mänskliga rättigheterna, kommenterar han.

**Stöd till återvändare**

– EU borde ge de infrusna stöd-pengarna till konkreta projekt i stället, till exempelvis flyktinsar som återvänder till de krisdrabbade områdena. Det har jag sagt till en delegation från Europaparlamentet. Men Turkiet accepterar inte det, säger Elçi.

Uttalandet från Helmut Kohl och andra konservativa ledare om att Turkiet inte hör hemma i EU av religiösa och kulturella skäl beskriver han som ett klavertramp som bara gynnar de turkiska islamisterna. Dessa islamister, som delar regeringsmakten med Tansu Çillers konservativa parti, ser han inte som något hot mot demokratin.

– Invånarna i Turkiet vill inte ha några shariatlagar. Militären, som har den verkliga makten, använder bara frågan om islam för att stärka sitt eget inflytande.

**Inmarsch i Irak**

Han tar avstånd från arméns nya inmarsch i norra Irak.

– Mensälänge PKK har baser i norra Irak och opererar därifrån kommer Turkiet att fortsätta att gå över gränsen, kommenterar Elçi den pågående våroffensiven i Mellanösterns bergiga gränstrakter.

BITTE HAMMARGREN

Turkish Daily News

THURSDAY, MAY 22, 1997

# Turkey plans to stay in northern Iraq until August

Ankara - Turkish Daily News

Turkish security forces plan to remain in northern Iraq for several more months, until the goal of the operation to sweep the region clean of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) members is achieved, senior military level military sources told the Turkish Daily News.

The planned end of the operation is August. Until then we plan to totally clear the region from the PKK terrorists, demolishing all PKK camps and completely cutting logistic support, said a source.

The plan was also reportedly submitted to President S. Leyman Demirel in a briefing last week. Turkish security forces will hand control of the region over to Kurdistan Democratic Party (KDP) in August and withdraw to positions inside the Turkish border. Turkey will also strongly urge Kurdistan Patriotic Union (PUK) leader Jalal Talabani, who is controlling an area near Iran's border with Iraq, not to support the PKK in the region and also ask to provide stability in the region in favor of Turkey.

## Neighboring countries amass forces near border

Syria, Iraq and Iran have reportedly gathered forces near the borders of a Kurdish enclave in northern Iraq where Turkish security forces had launched a massive operation against PKK separatists.

The PKK members surrounded by the Turkish security forces are reportedly trying to flee toward these bordering regions. The semiofficial Anatolia

Senior military sources said they planned to stay in the region until August to totally clear the region of the PKK, demolishing all separatist camps and completely cutting logistic support

news agency quoted unnamed sources who said that the buildup was apparently part of an effort by the three countries to provide shelter within their borders to PKK rebels fleeing the Turkish air and ground assault. Syria, the country which gives the biggest support to the (PKK) separatist organization, has built up troops at the northern Iraq border using the excuse of a military exercise, Anatolia reported.

Iran and Iraq have also reportedly amassed forces around the area of focus, which was carved out of northern Iraq as a safe haven for Kurds.

The incursion has drawn criticism from Ankara's Western allies, the United Nations, and other countries in the region. The United Arab Emirates (UAE) and Syria said Wednesday that they were deeply concerned over the Turkish military moves in northern Iraq and urged Ankara to pull its troops out of the area. The two countries made a joint statement following a meeting between Syrian Vice President Abdel Halim Khaddam and the UAE Minister of State for Foreign Affairs, Sheikh Hamdan bin Zayed al-Nahyan.

The statement also claimed that the Turkish-Israeli

alliance was harmful to all Arabs and that the situation demanded discussions by Arab leaders in order to take necessary measures to protect Arab interests. Khaddam denied reports of a Turkish mobilization along the borders with Syria.

Syria, which earlier described the cross-border operation as an invasion, drew harsh criticism from the Turkish Foreign Ministry on Wednesday. Syria is supporting the PKK, cursed by all the world as a terrorist organization, and is using terrorism as a tool in its foreign policy, ministry spokesman mer Akbel told reporters during the weekly press conference.

The Foreign Ministry said the ongoing military operation against the armed PKK separatists in northern Iraq was not aimed against civilians or any other group in the region, and urged calm.

Akbel said that Turkey was among the first countries to respect Iraq's territorial integrity and sovereignty, and that it would not allow the PKK to fill the power vacuum in the country's north.

Reminding reporters that the offensive was launched upon an invitation by Massoud Barzani's KDP, Akbel said everyone was aware that the PKK had threatened the region's stability. The operation's success will help the peace and stability of the region, as well as its people, he added.

Akbel also commented on the reported objection by U.N. Secretary-General Kofi Annan, who urged Turkey to withdraw from northern Iraq. He said he had read Annan's comments in the newspapers and he

believed the secretary-general's views were not different from those of the Turkish authorities.

**Figures around 1,300**

Official figures concerning the number of terrorists killed since the operation began surpassed 1300 on Monday, while 16 security forces members, including two state-paid village guards, were reported to have died in the fighting.

Turkish Air force F-16 and F-4 jets and Super

Cobra helicopters are still conducting air raids on PKK camps in Pırbela, Avagoze, Haftanin, Hakurk, Sivi, Sinat, Zap, Zeli, Kani and Masi and are reportedly destroying the areas where PKK separatists are based.

The operation has been focusing on destroying camps of the separatist group, whose members have reportedly spent the winter making preparations to infiltrate Turkey and conduct terrorist activities there during the summer months.

---

ISTANBUL, May 19 (Reuter) - A deputy from Turkey's ruling Islamist Welfare Party resigned from the party on Monday, cutting the troubled coalition's narrow majority in parliament ahead of a censure motion, Anatolian news agency said.

The state-run agency said Welfare's Mahmut Sonmez, MP for the eastern town of Bingol, handed in his resignation to the office of the parliament speaker, reducing the party's number of parliamentary seats to 159.

The move reduces to 280 the number of seats held by Welfare and its coalition partner, the conservative True Path Party (DYP), in the 550-member assembly.

Opposition parties on Friday submitted a censure motion against the government. Deputies are expected to hold an initial debate this week on whether to go ahead with a full censure motion.

The opposition would need 276 votes to topple the government in a final censure vote.

Prospects for the motion remain uncertain after the weekend resignation of a third DYP minister in three weeks from the government of Islamist Prime Minister Necmettin Erbakan, modern Turkey's first Islamist leader.

Isilay Saygin, minister for family and women's affairs quit the 11-month-old coalition on Saturday and called for the end of the beleaguered government.

She told a news conference in the western port city of Izmir that Islamist-held ministries, in particular the Justice Ministry, had made her position untenable.

Last month two other ministers from the junior-partner True Path quit in protest at Erbakan's refusal to heed military-backed demands for a crackdown on Islamist activism.

The two have since consulted members of the pro-Western True Path, as well as opposition figures, to craft an "Islamist-free government." REUTERS

---

# US Deputy Secretary of State Strobe Talbott: Turkey is still on the front line

The US hopes that Turkey will stay on the course of secular democracy

HARUN KAZAZ

Washington - Turkish Daily News

U.S. Deputy Secretary of State Strobe Talbott, replying to a question from the Turkish Daily News (TDN) on Turkey's future place in Europe, said, "We think it's very significant that Turkey has been an important ally in the Cold War version of NATO and we think it has an important role to play in the post-Cold War version of NATO, as well. While the rationale that obviously was so important in bringing Turkey in originally has largely receded, Turkey is still on the front line, as it were, of many of the important struggles and issues that face us.

These include, by the way, being on the front line of the struggle between what might be called multiethnic secular democracy and other forces that are loose in the world.

Deputy Secretary of State Talbott, speaking to an audience at the Atlantic Council of the United States, explained the current and upcoming NATO-related issues and agreements in a speech entitled, "A New NATO, a New Europe, a New Russia." In his remarks, he gave details related to NATO's upcoming July 8 Madrid meeting and the ongoing processes. He summarized the historical agreement reached last week between NATO

Secretary-General Solana and Russian Foreign Minister Primakov in what is formally called the Founding Act on Mutual Relations Cooperation and Security between NATO and the Russian Federation.

He explained the four parts of the agreement. Among them is the formation of a new forum stipulated under Paris Two and Three of the agreement, the NATO-Russia Permanent Joint Council, which sets forth a possible agenda. He explained that the council is the institutionalization of the so-called 16+1 mechanism, which has existed for some time for each of NATO's 27 partner states.

He stressed the fact that the NATO-Russia Permanent Joint Council is distinctly different from the North Atlantic Council, which remains NATO's governing body. According to Talbott, the new council is based on a Parallelism Concept.

At one point, TDN asked the question, NATO aside, how does the United States see Turkey? Does the U.S. see Turkey as within the geographical boundaries of Europe? Does the U.S. think it will have a role to play in Europe, regardless of what government it has in the future, including if it should have an Islamist government of some kind?

Talbott answered, "I sense a little bit of subtext in the question, because of course there is a debate, NATO aside, about when and on what terms Turkey might have even closer association, perhaps a membership, in the European Union."

We try to be, I hope successfully, very

respectful of the EU and its own deliberations, and express our views in a way that does not constitute any interference in the workings of the EU.

But I will tell you that we in this government definitely do see Turkey as a European power.

Virtually all of this century, since the end of World War I, Turkey has embarked on a course of not just modernization but of orientation towards the West, initially under Kemal Atatürk, of course, but continuing since then.

We think it's very significant that Turkey has been an important ally in the Cold War version of NATO and we think it has an important role to play in the post-Cold War version of NATO as well.

While the rationale that obviously was so important in bringing Turkey in originally has largely receded, Turkey is still on the front line, as it were, of many of the important struggles and issues that face us including, by the way, on the front line of the struggle between what might be called multiethnic secular democracy and other forces that are loose in the world.

Now, that said, of course the nature of the government that Turkey has will be an extremely important factor in the extent both to which Turkey can and will want to be fully integrated into what we think of as the West.

So, we all hope that Turkey will stay on the course of a secular democracy, which isn't to say we don't have the greatest respect for Islam as a force in the world and a force in Turkey as well.

THURSDAY, MAY 22, 1997

Turkish Daily News



Akin Birdal, the head of Human Rights Organization

## IHD releases April report: 14 mysterious killings

**Birdal: Turkish army should  
withdraw from N. Iraq**

*Ankara- Turkish Daily News*

Akin Birdal, the head of Human Rights Organization (IHD), announced on Wednesday that there had been 14 mysterious killings in April. While discussing the IHD's report on human rights abuses taking place in April, Birdal also said that a coup d'etat would most probably happen in the coming months. Commenting on the current political developments, Birdal also stated that the Turkish army should withdraw from northern Iraq and put an end to its cross-border operation which is a violation of the territorial integrity of a neighboring country.

According to the IHD report, human

rights abuses continued in April with increasing attacks against the press. In addition to the 14 mysterious killings, eight people were murdered in extrajudicial killings and 233 in armed clashes.

IHD also claims that 15 people were disappeared in April and two villages were evacuated. There are still 151 prisoners of conscience in Turkish prisons, he added.

### **Possibility of a coup d'etat**

Birdal said that there is a possibility of a coup d'etat in the country. Asked about the steps to close down the Welfare Party (RP), Birdal stated that IHD is against the closing of political parties. It is well-known what the head of the constitutional court targets. The decisions to close other parties strengthen RP as well. We are against such anti-democratic steps, Birdal said.

# Turkey's operation draws French media criticism

The positive tone toward Turkey in the French media comes to an end as two major dailies criticize the operation in Iraq and the Turkish policy toward the Kurdish problem

NAZLAN ERTAN

Paris- Turkish Daily News

Turkey's policy toward its persistent Kurdish problem is distancing the country from Europe, which cannot ignore the repressive rule in the Southeast and the repetitive military incursions beyond its own territory, French daily *Le Monde* said in its editorial Wednesday.

The article, which comes a week after the Turkish incursion into northern Iraq, marks a serious change of tone after the paper published a month ago a controversial article that said the

door of Europe should not be slammed in Turkey's face for cultural or religious reasons.

Ankara moves away from Europe, the main editorial said, saying that the spring operations had, for the past four years, become a ritual which caused enormous loss of life. In a region closed to the media, no independent account can be given of the number of losses. But the repetition of the operations leads one to think that, from a strictly military point of view, they lack efficiency.

The editorial indicated that the diminishing of the Kurdish question to simply a terrorism problem would undermine any prospects for a solution to the problem that has increased in the last six years. It will be the same or even worse in six years if it is not dealt with in political terms and Turkey continues to look toward a Europe who, at that time, turned its back to Turkey, the editorial said.

It said that the Kurdish problem was one of the reasons the army maintained its power in Turkey's political life, a situation unequalled by Western

standards. The situation was also aided by the political classes which were not able to maintain a strong government. As a result, the military not only plays a strong role in domestic politics but also in the foreign relations of Turkey, the editorial said.

Liberation, the center-left French daily, also highlighted the Turkish operation in northern Iraq, saying that the offensive could escalate as Syria and Iran move their troops to the border. It quoted a Turkish international relations expert as saying that the operation had no chance for success other than to aggravate the tension in the Middle East. The article also reported speculation that the army carried out the operation without informing the government.

The official reaction of the French government to the operation had been a soft one which urged Turkey to take maximum care for the life of the civilians in the region and asked that the Turkish army withdraw as quickly as possible, as they had promised.



19:36

GMT, 21

Mai

1997

©AFP  
1997

## ● Le PDK impose un black-out sur l'information (opposition irakienne)

DUBAI, 21 mai (AFP) - Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) a imposé un black-out sur les informations dans les régions où se déroulent des combats dans le nord de l'Irak, a affirmé mercredi un groupe d'opposition irakien.

D'après le Congrès national irakien (CNI), une coalition de l'opposition hostile au PDK de M. Massoud Barzani, cette formation a fermé les bureaux de téléphone se trouvant dans les régions sous son contrôle.

Il s'agit de bureaux privés équipés de téléphones satellitaires, unique moyen de télécommunication entre le Kurdistan irakien et le monde extérieur.

Dans un communiqué reçu par l'AFP à Dubaï, le CNI ajoute que "cinq bureaux de téléphone ont été autorisés à fonctionner à Dohouk", à 45 km de la frontière irako-turque, "mais à tour de rôle et en présence d'un représentant du PDK dont la tâche est d'empêcher toute information sur les combats".

La formation de M. Barzani a également interdit toute prise de photos dans les régions où se déroulent les combats qui opposent depuis une semaine dans le nord de l'Irak l'armée turque, soutenue par des miliciens du PDK, et les séparatistes kurdes turcs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), selon le CNI.

Le CNI fait en outre état d'un renforcement massif, mardi, du corps expéditionnaire turc dépêché dans le Kurdistan irakien et dont les effectifs étaient estimés initialement de source turque à une dizaine de milliers de soldats.

A Londres, le responsable des relations extérieures du PDK, M. Hoshyar Zibari, a démenti les informations diffusées par le CNI. "Ce n'est pas vrai, le CNI diffuse depuis plusieurs jours de fausses informations", a déclaré M. Zibari, contacté par l'AFP depuis Dubaï. Il a affirmé que c'était la Turquie qui interdisait aux journalistes de se rendre au Kurdistan irakien, et non sa formation.

mch/sb

# L'imbroglie des alliances au Kurdistan irakien

Washington est la seule capitale à approuver l'offensive turque contre le PKK dans le nord de l'Irak

Selon le commandement de l'armée turque, plus de mille combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan de Turquie (PKK) ont été tués depuis le

début de l'intervention militaire turque, mercredi 14 mai, dans le nord de l'Irak. Le Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDK), à l'appel duquel

Ankara affirme être intervenue, n'a pas confirmé en avoir fait la demande, mais ses forces n'en participent pas moins à la « chasse au PKK ».

**POUR MAINTENIR** son autorité sur le petit territoire qu'il contrôle dans le nord de l'Irak - à défaut de pouvoir l'étendre -, Massoud Barzani, le chef du Parti démocratique

## ANALYSE

### La dette du chef du PDK envers Saddam Hussein se double désormais d'une autre envers Ankara

du Kurdistan irakien (PDK) a l'art de se lier les mains. Si l'on en croit les déclarations officielles turques, c'est lui qui a demandé à Ankara d'intervenir dans le nord de l'Irak pour le débarrasser des rebelles kurdes turcs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) réfugiés dans cette région.

Lundi 19 mai, au sixième jour de l'intervention militaire turque, le PDK n'avait encore ni démenti ni confirmé avoir fait une telle demande. Il n'a pas dénoncé l'intervention turque ni accusé les troupes d'Ankara de s'en être pris aux civils kurdes, comme il le faisait lors des précédentes interventions de l'armée turque. Celle-ci ayant par ailleurs interdit l'accès des journalistes à la zone des combats, aucun témoin indépendant ne peut dire si la participation des combattants kurdes irakiens est plus que ponctuelle.

Si le chiffre de plus de 1 000 tués avancé mercredi par la Turquie est avéré, alors le PDK aura vraisemblablement surtout servi d'indicateur dans une région dont il connaît les moindres coins et recoins, l'aviation et les blindés turcs faisant l'essentiel. Si l'on en croit l'opposition irakienne et un employé d'une organisation humanitaire cités par l'AFP, le PDK a été particulièrement actif dans son fief, d'Erbil, où une cinquantaine de membres du PKK ont été tués.

Les relations du PKK avec le PDK n'ont pas toujours été acrimonieuses. A l'été 1996, le fils du chef du PKK avait même assisté au cinquantième anniversaire de la créa-

tion du PDK, au grand dam de la Turquie. « Mais dès lors que M. Barzani se sent menacé, il est prêt à tout », commente une source proche de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), de Jalal Talabani, formation rivale du PDK. Celui-ci « avait perdu pied, au profit du PKK, dans la région limitrophe de la Turquie. Il a fait appel à Ankara [qui trouve son compte dans une telle intervention] de la même manière qu'en août 1996, se sentant menacé par l'UPK, il n'avait pas hésité à appeler au secours l'armée irakienne ».

## FIN DE NON-RECEVOIR

Depuis cette dernière intervention, qui a permis au régime irakien de reprendre pied dans la partie du Kurdistan qui échappait à son contrôle depuis 1991, les relations entre Bagdad et le PDK feraient toutefois du « sur-place », selon la même source. M. Barzani, qui aurait demandé au gouvernement irakien de le reconnaître comme le chef incontesté d'un Kurdistan autonome, se serait vu opposer une fin de non-recevoir, les autorités irakiennes n'étant disposées à lui reconnaître que le statut de chef tribal et exigeant que l'autonomie du Kurdistan soit conforme à l'accord irako-kurde du 11 mars 1970.

En vertu d'un accord de cessez-le-feu conclu à l'automne 1996, l'UPK et le PDK se sont, il est vrai, engagés à tenir compte des « soucis légitimes de sécurité de la Turquie et d'autres pays voisins » de l'Irak, et à « œuvrer pour empêcher les éléments terroristes, notamment le Parti des travailleurs du Kurdistan [PKK], d'avoir une quelconque présence ou activité dans le nord de l'Irak ». Mais cet accord, que les Etats-Unis, soucieux de voir le PDK échapper à l'emprise de Bagdad, tentent de transformer en véritable réconciliation, ne prévoit aucune demande explicite d'intervention armée turque.

Le gouvernement irakien, qui a dénoncé l'incursion militaire turque, ne peut affirmer avoir été pris de court. Tous les voyageurs en provenance du Kurdistan faisaient état depuis le début du mois d'impor-

## Une intervention massive



tantes concentrations de l'armée turque à la frontière avec l'Irak. Toutefois, les ingérences turques répétées n'ont guère empêché les relations entre Bagdad et Ankara d'aller en se renforçant au cours des

dernières années. Au reste, contrairement à son allié américain, la Turquie souhaite le rétablissement de l'autorité de Bagdad dans le nord de son territoire. Et la dette de M. Barzani envers Saddam Hussein s'est doublée d'une autre envers Ankara.

Les Etats-Unis ont été les seuls à approuver l'intervention turque. Ankara « a le droit de se défendre », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, Nicholas Burns. Londres s'est dit « préoccupé » et a pressé la Turquie de « ne pas dépasser les mesures nécessaires pour protéger ses intérêts ». L'Union européenne a exprimé son « inquiétude » et a invité Ankara à « retirer ses troupes le plus vite possible du territoire irakien », en agissant « avec la plus grande circonspection dans le respect des droits de l'homme ». Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a affirmé ne pouvoir « admettre la violation de l'intégrité territoriale d'un Etat quel qu'il soit ». De nombreux pays arabes partagent cet avis.

Mouna Naim

LE MONDE / JEUDI 22 MAI 1997

## Le Parlement turc rejette une troisième motion de censure

### ISTANBUL

de notre correspondante

Malgré la pression constante des militaires et de la presse nationale, le gouvernement du premier ministre Necmettin Erbakan a, pour la troisième fois, survécu à l'assaut de ses opposants à l'Assemblée nationale. Après un débat particulièrement houleux, le Parlement a rejeté, mardi 20 mai, par 271 voix contre 265, une motion de censure présentée par quatre partis d'opposition. Durant les échanges acrimonieux qui ont précédé le scrutin, les députés en sont venus aux mains, forçant le président de l'Assemblée à suspendre brièvement les débats.

Savourant sa victoire, le premier ministre a affirmé que son gouvernement « poursuivrait sa mission jusqu'en l'an 2000 et donnerait à la Turquie une place respectée dans le monde ».

### UNE COALITION DIVISÉE

Son optimisme est cependant peu justifié. Vraisemblablement sous la pression des militaires, le parquet de la Cour de cassation turque a ouvert, mercredi, une procédure auprès de la Cour constitutionnelle visant à obtenir l'interdiction du Parti islamiste de la prospérité (Refah, au pouvoir). L'acte d'accusation affirme que le Refah « est devenu un foyer d'activités incompatibles avec l'article de la Constitution sur la laïcité de l'Etat ». Et même si, au Parlement, M<sup>me</sup> Ciller est, pour l'instant, parvenue à limiter les dégâts, en réussissant à faire échec à la motion de censure, elle est de plus en plus isolée. Sept députés de son Parti de la juste voie (DYP), ont voté contre la coalition, et six autres n'ont pas participé au scrutin. Un troisième ministre du DYP, Isilay Saygin, a démissionné le 17 mai.

La coalition est d'autre part toujours divisée sur la mise en applica-

tion des mesures anti-islamistes votées par le Conseil national de sécurité le 28 février, et le conseil des ministres ne s'est pas réuni depuis plus de six semaines. Récemment, plusieurs écoles religieuses illégales ont été fermées et la police, appliquant une loi qui interdit le port de vêtements religieux, a arrêté plusieurs dizaines de personnes.

L'armée, actuellement occupée par une vaste offensive contre le PKK au nord de l'Irak (*lire ci-dessus*) - qui, selon les chiffres officiels, démentis par les sources proches du PKK, aurait causé la mort de près de 1 300 militants kurdes -, n'a pas pour autant l'intention de relâcher sa pression sur un gouvernement qu'elle estime dangereux pour le pays. L'échec de la motion de censure rend plus probable la tenue d'élections anticipées, peut-être à l'automne.

En attendant, la guerre ouverte entre la Turquie institutionnelle et laïque et le gouvernement de M. Erbakan non seulement paralyse le gouvernement mais commence également à avoir des répercussions au niveau de la société. Lors d'un concert du chanteur-compositeur Zulfu Livaneli, organisé à Ankara le 19 mai, des centaines de milliers de personnes ont réaffirmé, à force de slogans, leur attachement à la république laïque. Quelques jours auparavant, le 11 mai, une foule similaire s'était réunie sur la place Sultanahmet, en plein cœur du quartier touristique d'Istanbul, pour protester contre la fermeture prévue des écoles religieuses.

A trois reprises au cours des dernières semaines, des attaques ont été dirigées contre les médias qui ont ouvertement pris parti contre le gouvernement.

Nicole Pope

DIYARBAKIR, Turkey, May 22 (Reuter) - Kurdish rebels attacked an oil installation in southeast Turkey, killing one soldier and causing light damage, oil company officials said on Thursday.

"A group of Kurdistan Workers Party (PKK) members attempted last night to attack the Bati Raman oil installation owned by the state-owned TPAO oil company," a company official in Batman province told Reuters by telephone.

He said one soldier died and parts of an oil pipeline were damaged by gun fire in a clash between the rebels and security forces guarding the site on Wednesday night.

There were no reports of casualties among the guerrillas, who fled the scene, he said.

The rebel group has stepped up actions in Turkey since the armed forces began a cross-border operation in northern Iraq nine days ago in pursuit of PKK guerrillas.

On Monday night, rebels fired on a small oil installation in the southeastern Turkish town of Adiyaman. Workers declined to say if there was damage to the installation, which also belonged to TPAO.

In other recent attacks, two people were killed and seven injured when two masked gunmen, thought to be PKK rebels, fired on a minibus in Diyarbakir province on Tuesday morning.

The guerrillas cut the main Turkish road into Iraq at the weekend and set fire to two petrol tankers.

State-run Anatolian news agency said on Thursday 22 PKK fighters were killed in two days of clashes inside Turkey, on the Duap plateau of remote southeastern Bitlis province.

More than 23,000 people have been killed in the rebels 12-year-old armed struggle with the military for self-rule in southeast Turkey. REUTER

Jeudi 22 Mai 1997

Copyright 1997 Reuters Ltd. All rights reserved.  
The following news report may not be republished or redistributed, in whole or in part, without the prior written consent of Reuters Ltd.

GENEVA (Reuter) Some 200 Kurdish demonstrators stormed into the United Nations' European headquarters in Geneva Thursday demanding international action to halt Turkey's offensive into northern Iraq.

The protesters, mainly men but including some women and at least one child, rushed past security guards at the main gate and forced their way into the main building of the U.N.'s Palais des Nations, smashing glass doors.

"We demand action by the United Nations and the international community to halt the massacre of our people in northern Iraq," said a spokesman who identified himself as Argun Leman.

"The Turks have killed over 100 civilians, including many women and children. Why is nothing being done to stop them?" He said condemnation of the Turkish action by U.N. Secretary-General Kofi Annan was "not enough for us."

The demonstrators occupied a reception hall normally used as the main entrance for high-level visitors, chanting slogans in support of Kurdish independence, brandishing red flags and banners and dancing.

One banner read: "War for Kuwait, Silence for Kurdistan. Why the double game?" Leman said the protesters wanted action similar to the U.S.-led action in northern Iraq in 1991 to protect Kurds against Iraqi forces.

A delegation was received by Mohammed Sebti, the Moroccan chief of general services for the U.N. administration in Geneva, and another was taken to the U.N. Human Rights Center in the sprawling 1930s complex for discussions.

More than 10,000 Turkish troops, allied with the local Kurdish Democratic Party (KDP), poured into northern Iraq last week in pursuit of activists from the Kurdistan Workers' Party (PKK) who want a separate state in Turkey.

Thursday, they were reported 200 km (125 miles) inside northern Iraq on what was officially announced as a nine-day offensive. Many of Turkey's Western allies have criticised the action, in which Ankara says 1,446 PKK fighters have been killed.

The Geneva protesters, who said they came from all over Switzerland, declared they would stay in the building -- the headquarters of the League of Nations before World War Two -- until the U.N. moved to stop the Turks.

Several of them were brandishing PKK banners as they tried to rush up stairs to the office of U.N. Director-General in Geneva Vladimir Petrovsky, once a deputy foreign minister of the old Soviet Union, who is currently away.

Swiss police said they were in contact with the U.N. authorities but could not intervene without a formal request from officials of the world body. However, police sources said a riot squad was on standby.

As the protesters stormed in, diplomats from 61 states were meeting just a few yards away at a regular session of the U.N.-sponsored Conference on Disarmament

Copyright 1997 Reuters Ltd. All rights reserved.  
The following news report may not be republished or redistributed, in whole or in part, without the prior written consent of Reuters Ltd.



11:23  
GMT, 22  
Mai  
1997

©AFP  
1997

## ● 49 rebelles du PKK tués en territoire turc

DIYARBAKIR (Turquie), 22 mai (AFP) - 49 rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués lors d'opérations militaires en territoire turc, a-t-on appris jeudi de source proches des forces de sécurité locales à Diyarbakir (sud-est).

Ces opérations, parallèles à une incursion de l'armée turque dans le nord de l'Irak contre le PKK, se sont déroulées dans les zones de Kirmizitas et Deliktas dans la province de Bitlis (sud-est), et ont pris fin mercredi, selon la même source.

Trois autres maquisards du PKK ont été capturés lors de ces opérations, baptisées "Confiance-4", a-t-on précisé de même source. Aucune perte dans les rangs de l'armée n'a été signalée.

Le responsable du PKK pour la région de Bitlis, dit "Kucuk Orhan", figure parmi les victimes, a-t-on affirmé de même source.

L'armée a multiplié depuis début avril en territoire turc ses opérations contre le PKK qui lutte pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est de la Turquie à majorité kurde, à la frontière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran.

Elle a lancé une opération, qui est train de prendre une ampleur accrue selon l'opposition irakienne, le 14 mai contre le PKK dans le nord de l'Irak, utilisé par le mouvement séparatiste armé comme base arrière.

Au total, 1.146 militants armés du PKK ont été tués depuis le début de l'opération turque dans le nord de l'Irak, selon le dernier bilan annoncé mercredi soir par l'armée à Ankara.

Au moins, 25.000 personnes --policiers, civiles, militaires et rebelles kurdes-- ont été tuées depuis 1984, date à laquelle le PKK a pris les armes contre Ankara.

STR-CE/hc/nev t



09:01  
GMT, 22  
Mai  
1997

©AFP  
1997

## ● Le représentant de l'OSCE victime des combats dans le nord de l'Irak

DIYARBAKIR (Turquie), 22 mai (AFP) - Le représentant de l'OSCE pour le nord de l'Irak Davut Dagistani a été tué à Erbil lors des combats entre le PKK et les troupes du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, a-t-on appris de source locale à Diyarbakir (sud-est).

Selon cette source, M. Dagistani fait partie des quelque 111 victimes dénombrées à Erbil, chef-lieu du Kurdistan d'Irak, après les combats de vendredi dernier entre le PDK et le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan, séparatistes kurdes de Turquie).

Le PDK s'est allié à la Turquie dans l'opération qu'elle mène dans le nord de l'Irak et ses miliciens avaient chassé vendredi d'Erbil les militants du PKK, qui avaient dû fuir vers Souleimanieh.

De même source, on indique que M. Dagistani était un Kurde de Turquie qui avait la nationalité allemande.

La représentation du PDK à Ankara a déclaré n'être pas au courant.

STR-CE/hc/pub



17:50  
GMT, 22  
Mai  
1997

©AFP  
1997

## ● Des défenseurs des droits de l'homme arrêtés dans le sud-est de la Turquie

DIYARBAKIR (Turquie), 22 mai (AFP) - La police turque a arrêté cinq administrateurs de la branche locale de l'Association des droits de l'homme (IHD) à Diyarbakir (sud-est), selon IHD.

Le responsable local d'IHD, Mahmut Sakar, ainsi que quatre de ses collaborateurs ont été arrêtés selon la même source cependant que la police a fouillé les locaux de l'association et a saisi les archives.

L'IHD en appelle au gouvernement turc et aux séparatistes kurdes pour trouver un terrain d'entente afin de mettre fin à la rébellion séparatiste, qui a fait près de 25.000 morts depuis 1984.

Cette action de la police survient alors que l'armée turque a lancé, il y a une semaine une vaste opération dans le nord de l'Irak contre les militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), basés dans cette région.

ue/hc/gic/ tf

Copyright 1997 Reuters Ltd. All rights reserved.

The following news report may not be republished or redistributed, in whole or in part, without the prior written consent of Reuters Ltd.

GENEVA, May 22 (Reuter) Some 200 Kurdish demonstrators forced their way into the United Nations' European headquarters in Geneva on Thursday, forcing their way past security guards and smashing glass doors.

The protesters, brandishing large red banners, said they were demanding action by the international community to halt action against their people by Turkey. They stormed into the main area of the building, the Palais des Nations. The Kurds entered the sprawling headquarters and many sat down to occupy the protocol entrance normally used for visiting dignitaries.

Several managed to climb a flight of stairs to the floor where Vladimir Petrovsky, the Russian director-general of the U.N. European headquarters, has his office overlooking Lake Geneva. But a U.N. security guard stopped others from following.

Diplomats from 61 states were convened in the building, also home of the annual U.N. Commission on Human Rights, for a regular meeting of the U.N.-sponsored Conference on Disarmament.

The mostly male protesters, who chanted slogans, carried a sign reading: "War for Kuwait, Silence for Kurdistan. Why the double game?" REUTER

Copyright 1997 Reuters Ltd. All rights reserved.

The following news report may not be republished or redistributed, in whole or in part, without the prior written consent of Reuters Ltd.

(Adds quote, details)

DIYARBAKIR, Turkey, May 22 (Reuter) - Turkish troops have pushed 200 km (125 miles) into northern Iraq in a nine-day cross-border offensive against Kurdish guerrillas, Iraqi Kurdish officials in Turkey said on Thursday.

This represents a far deeper penetration of Iraqi territory than past incursions, and follows Turkish reports that Iraq, Syria and Iran have all built up forces in the region.

"Turkish soldiers have set up a checkpoint near the town of Aqra which is 200 kilometres by road from the Turkish border," a KDP official in Diyarbakir told Reuters.

Aqra is 100 km (60 miles) east of the provincial capital Dohuk.

More than 10,000 Turkish troops, allied with the local KDP, poured into northern Iraq last week in a major operation in pursuit of Kurdistan Workers Party (PKK) separatists who use northern Iraq as a base to launch raids into southeast Turkey.

The operation has been criticised by Turkey's Western allies and the United Nations, and unnerved its neighbours.

The KDP official, who asked not to be identified, said Turkish forces had also established a presence in Atrush, the site of a former U.N. refugee camp, east of Dohuk.

"Some Turkish army units were installed in the former Atrush camp yesterday (Wednesday)," he said.

Iraqi Kurdish sources say the camp is now empty but it is of symbolic significance for Turkey which always maintained the camp was controlled by the PKK.

The Turkish army said on Wednesday it had killed 1,146 PKK rebels during the incursion and captured the Zap valley which it says was the main base for the PKK in the area.

Sources close to the PKK say these figures are exaggerated.

An Iraqi opposition group reported heavy fighting between Turkish troops and the PKK around Chamcha, to the north of Dohuk -- the main town in the area -- and between the KDP and the PKK in the Mateen mountains, 60 kilometres (40 miles) northeast of Dohuk.

The Iraqi National Congress spokesman said Turkish artillery bombarded PKK positions on the nearby Gara mountains from morning to nightfall on Wednesday, inflicting heavy casualties. He gave no figures.

On Thursday, Turkish security forces ferried further supplies into northern Iraq through the Habur border crossing, witnesses said. R Copyright 1997 Reuters Ltd. All rights reserved.

The following news report may not be republished or redistributed, in whole or in part, without the prior written consent of Reuters Ltd.

DIYARBAKIR, Turkey. May 22 (Reuter) - Turkish troops have pushed 200 km (125 miles) into northern Iraq in a nine-day cross-border offensive against Kurdish guerrillas, Iraqi Kurdish officials in Turkey said on Thursday.

This represents far a deeper penetration of Iraqi territory than past incursions, and follows Turkish reports that Iraq Syria and Iran have all built up forces in the region.

"Turkish soldiers have set up a checkpoint near the town of Aqra which is 200 kilometres by road from the Turkish border," a KDP official in Diyarbakir told Reuters. Aqra is 100 km (60 miles) east of the provincial capital Dohuk.

More than 10,000 Turkish troops poured into northern Iraq last week in a major operation in pursuit of Kurdistan Workers Party (PKK) separatists who use northern Iraq as a base to launch raids into southeast Turkey.

The operation has been criticised by Turkey's Western allies and the United Nations, and unnerved its neighbours.

The Turkish army said on Wednesday it had killed 1,146 PKK rebels during the incursion and captured the Zap valley which it says was the main base for the PKK in the area. MO Copyright 1997 The Associated Press. All rights reserved.

The information contained in this news report may not be published, broadcast or otherwise distributed without the prior written authority of the Associated Press.

## Turkish Troops Clear Iraq Border

By YALMAN ONARAN  
Associated Press Writer  
Thursday, May 22, 1997 10:21 am EDT

DIYARBAKIR, Turkey (AP) -- Turkish troops have wiped out Kurdish rebel bases along a 200-mile stretch of the Iraqi border, Turkey's official news agency said today.

The Anatolia news agency report, which the rebels disputed, came on the ninth day of Turkey's incursion into northern Iraq.

Anatolia said Turkish troops and air power destroyed nine rebels camps along a 200-mile stretch of the border. On Wednesday, the Turkish military said it had taken the Zap Valley, the main stronghold of the Kurdistan Workers Party, or PKK.

The Kurdistan Workers Party denied the Turkish gains in northern Iraq, saying the attack on the Zap Valley was repulsed. "They were not able to enter the camp," said Osman Ali, a spokesman for pro-Kurdistan Workers Party MED TV in Brussels.

The Kurdistan Workers Party set up its bases in northern Iraq after the 1991 Persian Gulf War and uses them for cross-border raids. It has been fighting Turkey for autonomy since 1984.

Between 25,000 and 50,000 Turkish troops are now said to be in northern Iraq. An Iraqi opposition group, the Iraqi Broadcasting Corp., said today that Turkey is sending in reinforcements

The Turkish military has long considered setting up a buffer zone in northern Iraq. It was not clear if that was the incursion's goal, but the reinforcements suggest Turkish troops could be in Iraq for an extended stay.

lives.

Iraqi Kurds established a de facto state in northern Iraq after the 1991 Persian Gulf War. Turkish Kurdish rebels took advantage of the power vacuum to set up bases there.

The Swiss chapter of the Committee of Kurdistan said the occupation of the United Nations was one of a series of demonstrations across Europe. It said there also were protests in front of Turkish consulates in the German cities of Bonn, Hamburg, Frankfurt, Berlin and Karlsruhe; as well as in Brussels, Belgium; Paris; Bern, Switzerland; the Hague, Netherlands; and Moscow.

Demonstrations are usually kept outside the gates of the Palais des Nations, sometimes with the help of Geneva riot police using tear gas or water cannons.

Swiss police, who can enter the building only upon the request from the United Nations, waited outside the building.

© Copyright 1997 The Associated Press



09:01  
GMT, 22  
Mai  
1997

©AFP  
1997

## ● Le représentant de l'OSCE victime des combats dans le nord de l'Irak

DIYARBAKIR (Turquie), 22 mai (AFP) - Le représentant de l'OSCE pour le nord de l'Irak Davut Dagistani a été tué à Erbil lors des combats entre le PKK et les troupes du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, a-t-on appris de source locale à Diyarbakir (sud-est).

Selon cette source, M. Dagistani fait partie des quelque 111 victimes dénombrées à Erbil, chef-lieu du Kurdistan d'Irak, après les combats de vendredi dernier entre le PDK et le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan, séparatistes kurdes de Turquie).

Le PDK s'est allié à la Turquie dans l'opération qu'elle mène dans le nord de l'Irak et ses miliciens avaient chassé vendredi d'Erbil les militants du PKK, qui avaient dû fuir vers Souleimanieh.

De même source, on indique que M. Dagistani était un Kurde de Turquie qui avait la nationalité allemande.

La représentation du PDK à Ankara a déclaré n'être pas au courant.

STR-CE/hc/pub

washingtonpost.com

| home page | site index | search | help |

---

## Kurd Demonstrators Rush U.N. Office

By ERICA BULMAN

Associated Press Writer

Thursday, May 22, 1997 8:50 pm EDT

GENEVA (AP) -- About 250 people protesting Turkey's treatment of its Kurdish minority kicked in a heavy glass door panel and rushed past guards to occupy part of the European headquarters of the United Nations on Thursday.

The demonstrators, waving red Kurdistan flags featuring a lone star, surged into a central courtyard of the Palais des Nations. Forming tight clusters on two floors, the demonstrators danced and chanted, "Turkey out of Kurdistan" and "The Turks are Terrorists."

The demonstrators then sat on the floor, continuing their chanting. Several spoke to U.N. officials and then told reporters they wouldn't leave until the United Nations expresses its support for Kurds.

Security officials said protesters occasionally have entered the 62-acre Ariana Park since it was first used by the League of Nations in 1936, but could not recall any of them being able to enter the building before.

"We are protesting because we want to be freed," said one demonstrator who refused to give his name. "We are simple Kurdish people, and we don't like fighting, but we'll fight if we have to. If we don't, we'll just get killed."

Turkey poured an estimated 25,000 to 50,000 troops into northern Iraq last Wednesday to wipe out members of the Kurdistan Workers Party, or PKK, who launch cross-border raids from bases inside Iraq.

The Kurdistan Workers Party is fighting for autonomy within Turkey; its 13-year campaign has claimed 28,000



● 49 rebelles du PKK tués en territoire turc

11:23  
GMT, 22  
Mai  
1997

©AFP  
1997

DIYARBAKIR (Turquie), 22 mai (AFP) - 49 rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués lors d'opérations militaires en territoire turc, a-t-on appris jeudi de source proches des forces de sécurité locales à Diyarbakir (sud-est).

Ces opérations, parallèles à une incursion de l'armée turque dans le nord de l'Irak contre le PKK, se sont déroulées dans les zones de Kirmizitas et Deliktas dans la province de Bitlis (sud-est), et ont pris fin mercredi, selon la même source.

Trois autres maquisards du PKK ont été capturés lors de ces opérations, baptisées "Confiance-4", a-t-on précisé de même source. Aucune perte dans les rangs de l'armée n'a été signalée.

Le responsable du PKK pour la région de Bitlis, dit "Kucuk Orhan", figure parmi les victimes, a-t-on affirmé de même source.

L'armée a multiplié depuis début avril en territoire turc ses opérations contre le PKK qui lutte pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est de la Turquie à majorité kurde, à la frontière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran.

Elle a lancé une opération, qui est train de prendre une ampleur accrue selon l'opposition irakienne, le 14 mai contre le PKK dans le nord de l'Irak, utilisé par le mouvement séparatiste armé comme base arrière.

Au total, 1.146 militants armés du PKK ont été tués depuis le début de l'opération turque dans le nord de l'Irak, selon le dernier bilan annoncé mercredi soir par l'armée à Ankara.

Au moins, 25.000 personnes --policiers, civiles, militaires et rebelles kurdes-- ont été tuées depuis 1984, date à laquelle le PKK a pris les armes contre Ankara.

STR-CE/hc/nev t

# Herald Tribune

INTERNATIONAL



PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

THURSDAY, MAY 22, 1997

## Clinton's Troubles in Northern Iraq Aren't About to Go Away

**WASHINGTON** — The Clinton administration's policies toward Iraq's fractious Kurds and its brutal dictator, Saddam Hussein, boil down to an implausible wish: Please go away. That is high diplomacy in Clintonian Washington.

Neither the Kurds nor Saddam will oblige. Nor do Turkey's military commanders pay the slightest attention to condemnations of their search-and-destroy invasions of northern Iraq. And Iran's ayatollahs laughingly defy U.S. commands not to support Kurdish rebels against the Turks and against Saddam.

Instead, these forces combine to set the strategic Mesopotamian crossroads aflame. The Clinton response? Have Madeleine Albright give a speech, appoint a secret committee headed by Vice President Al Gore's elusive foreign policy adviser to endorse

the status quo, and then pretend that there is no serious problem. But there is, and the administration has helped create it through blunders in Iraq and an attitude of neglect and drift toward Turkey.

Two years ago, the United States was deeply involved in defending the liberated Kurdish enclave in northern Iraq as a springboard for overthrowing Saddam. But two incompetent CIA covert operations in Iraq canceled each other out and left a strategic vacuum in the north, where Saddam has succeeded in pitting the Kurdish tribes against each other again.

The American commitments evaporated when Massoud Barzani, leader of one Kurdish faction, invited Saddam's troops into Kurdistan last August to help him put down Jalal Tala-

bani's forces and roll up the U.S. covert operation there. U.S. agents fled, leaving behind hundreds of Iraqis who had worked with them to be slaughtered by Saddam's troops.

A moment for U.S. leaders to get even, not angry, with Mr. Barzani? Not with this administration. An interagency working group on northern Iraq was formed and concluded that the United States had to deal with Mr. Barzani as the de facto power in the north.

Months of efforts to woo him away from Saddam have produced no results, while Saddam steps up defiance of U.S. restrictions on his behavior.

The few people who know of the working group, which gathers the CIA, the Pentagon, State and other agencies, have been intrigued that it is run by Leon

Fuerth, Mr. Gore's foreign policy aide, who shuns substantive contact with the press — and with other administration policymakers, for that matter.

His presence, in his first big foreign policy assignment, is seen by some as a damage control operation to benefit Mr. Gore. The debacle in Kurdistan rivals Somalia as the Clinton administration's greatest foreign policy defeat, and needs to be under wraps by the year 2000.

A muscular speech by Secretary of State Albright early this spring promising a continued firm stand on Iraq helped mute U.S. and foreign misgivings about policy drift. But it has not been followed up by any significant American action.

This is a pattern with the Clinton administration in Central Asia. Just two years ago, the State Department was describing Turkey as the world's most

important "front-line state," the focal point of the globe's most urgent crises and threats. But coherent, convincing action did not follow the grandiose words, and today Turkey is in the grips of a major struggle between the secular military and Islamic fundamentalists.

The one clear trend in Turkey is movement away from Washington. Denied military equipment that it feels it needs, Turkey's military command is increasingly turning to Israel for direct military help. This adds exponentially to tensions between the secular, Western-oriented military and the Islamic fundamentalist Prime Minister Necmettin Erbakan.

Washington's pleas to the Turkish military to stay out of politics at home, and to stay out of northern Iraq, now fall on totally deaf ears.

*The Washington Post.*

# Turquie : procédure d'interdiction à l'encontre du Refah

**L**E parti islamiste du premier ministre turc, Necmettin Erbakan, va-t-il être déclaré hors-la-loi ? C'est en tout cas la menace qui plane depuis hier sur le Refah (Parti islamiste de la prospérité), arrivé en tête lors des dernières élections (décembre 1995) et qui forme depuis bientôt un an un gouvernement de coalition avec le Parti de la juste voie (DYP) de Mme Ciller. Une demande d'interdiction du Refah a été déposée hier auprès de la Cour constitutionnelle par le procureur général de la Cour de cassation, Vural Savas. L'acte d'accusation — un document de 18 pages — affirme que le Refah « est devenu un foyer d'activités incompatibles avec l'article de la Constitution sur la laïcité de l'Etat », qu'il a « violé plusieurs articles de la loi

sur les partis politiques » et « plongé le pays dans une atmosphère de guerre civile ». Il demande la dissolution du Refah conformément aux articles 68 et 69 de la Constitution qui stipulent que « les programmes et les activités des partis politiques ne doivent pas être incompatibles avec les caractères démocratique et laïc de l'Etat ».

L'ouverture de cette procédure confirme la détermination des militaires turcs à se débarrasser du gouvernement actuel, à qui ils reprochent de favoriser une « dérive islamiste » du régime basé depuis Atatürk sur le principe de la laïcité.

Depuis février, le Conseil national de sécurité, dominé par les généraux, tente d'imposer à M. Erbakan toute une série de mesures de « désislamisation »,

notamment dans l'éducation et la fonction publique. Face aux tergiversations d'Erbakan, soumis aux pressions de la base de son parti — bien plus intégriste qu'on ne l'imagine dans les capitales européennes — les militaires ne cachent plus leur mécontentement et ont même repris directement dans l'ombre les rênes du pouvoir. Le gouvernement ne s'est pas réuni depuis six semaines et l'invasion du nord de l'Irak, il y a maintenant dix jours, a été décidée sans même qu'il en soit informé à l'avance.

Malgré tout, Necmettin Erbakan s'affirmait encore hier confiant dans l'avenir de son gouvernement — qui a échappé mardi à une motion de censure de l'opposition. Il a affirmé que les chefs d'accusation lancés par

le procureur « n'ont rien à voir avec la réalité ». « Le Refah est le plus grand parti du pays et est la garantie d'une vraie laïcité », a encore dit M. Erbakan.

Ce nouveau développement intervient alors que plus de dix mille soldats turcs sont depuis dix jours en opération dans le nord de l'Irak avec pour objectif avoué de démanteler les bases arrière dont y disposerait le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Cette incursion, qui a l'appui du parti kurde irakien de Massoud Barzani, le PDK, a été dénoncée par l'Irak et par les pays arabes. Ankara affirmait même hier que les forces syriennes, irakiennes et iraniennes massent des troupes aux limites de l'enclave kurde du Nord irakien.

FRANÇOISE  
GERMAIN-ROBIN

L'HUMANITE/JEUDI 22 MAI 1997 - 19

28 - L'HUMANITE/JEUDI 22 MAI 1997

## Turquie : des syndicats appellent à renverser le gouvernement

Quatre centrales syndicales et une patronale ont appelé, hier, le Parlement turc à remplacer le gouvernement à dominante islamiste de Necmettin Erbakan par un autre qui « défende la république laïque et démocratique ». Elles ont accusé le gouvernement de coalition de M. Erbakan d'« entraîner le pays vers un conflit interne », dans une déclaration conjointe. Toutefois, la solution devrait être trouvée dans le « cadre de la démocratie », souligne la déclaration. Cet appel vient s'ajouter à la forte pression exercée depuis février par les militaires sur le gouvernement qu'ils accusent de remettre en cause la laïcité de l'Etat. (Voir page 19.)

## Legal Threat to Turkey's Islamic Rulers

*The Associated Press*

ANKARA — In a major challenge to Turkey's Islamic political leaders, a prosecutor asked the country's highest court on Wednesday to ban the governing party.

The challenge to the Islamic Welfare Party added a new level of tension to the conflict between secularists and Welfare politicians, including the prime minister, who are seeking to put a stronger Muslim stamp on Turkey.

The prosecutor, Vural Savas, filed an 18-page indictment, accusing the party of violating Turkey's constitutional principle that the state is democratic and secular. "Welfare has become the center

of anti-secular activities leading the country into a civil war atmosphere," Mr. Savas said.

Prime Minister Necmettin Erbakan, who is also Welfare's leader, said the indictment surprised him and did not reflect reality. "Welfare is a truly secular party. It is the guarantor of secularism," Mr. Erbakan said.

Yekta Gungor Ozden, chief justice of the Supreme Court, said the court would issue a decision in six months. Analysts called the challenge a serious one. "There seems to be enough legal standing for the constitutional court to shut down Welfare," said Yavuz Sabuncu, a professor of constitutional law.

The indictment refers to anti-secular statements made by Mr. Erbakan and party members. The prime minister has alarmed Turkey's establishment with his moves to ease bans on Islamic clothing and to promote Islamic education. In February, the National Security Council, whose members include top generals, issued directives to halt attempts to make the country more Islamic. Mr. Erbakan has generally resisted the orders.

The development on Wednesday came a day after Mr. Erbakan's coalition survived a censure motion in Parliament. The motion was brought by opposition parties, which accused the government of undermining secularism.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, MAY 22, 1997

## In Iran, a Contested Vote for President

By Stephen Kinzer  
*New York Times Service*

TEHRAN — Iranians will take a modest but remarkable step toward a form of political pluralism on Friday when they choose a new president in the most competitive election held here since the 1979 Islamic Revolution.

The choice facing voters is narrow. A council of religious leaders selected the four candidates from 238 applicants, and the winner will have strictly limited powers. But as the two-week campaign period came to an end, many Iranians had the sense that something new was happening here.

"This election is very different, because in the past everyone more or less knew who was going to win before the voting," said Masoud Roustai, a 30-year-old engineer. "The candidates are still approved by clerics and they all

come from the framework of supporting the Islamic revolution, but in some areas, such as cultural freedom and privatizing business, there are differences. It's a step toward more freedom."

No matter who wins the election, ultimate power will remain in the hands of shadowy councils of clergymen and especially with Ayatollah Sayed Ali Khamenei, the country's "supreme leader." Under the revolutionary constitution here, the president is seen as reflecting merely the will of the people, while Ayatollah Khamenei, who is not subject to election, reflects the will of God.

Through the state-controlled media and statements by officials close to him, Ayatollah Khamenei has led many Iranians to believe that he favors the candidacy of Ali Akbar Nateq-Nouri, who is now the speaker of Parliament. As a result, Mr. Nateq-Nouri is widely viewed as the favorite, but his principal

rival, Mohammed Khatami, has won unexpectedly broad support from women, young people and others impatient for political change.

The other two candidates in the race, former intelligence chief Mohammed Mohammadi Rayshari and Sayed Reza Zavarei, a senior judge, have failed to win substantial support. Their weakness increases the likelihood that Mr. Nateq-Nouri will win a majority of votes and thereby avoid a run-off election. Early results are expected Sunday or Monday.

Many Iranians believe that Mr. Khatami, who was forced to resign his post as minister of culture and Islamic guidance in 1992 after conservatives charged that he was overly permissive, would seek to ease restrictions on private life and open the country to more commercial and cultural influences from abroad. But they are sharply divided on whether such policies are desirable.



17:46  
GMT, 22  
Mai  
1997

©AFP  
1997

## ● Saddam Hussein responsable de l'offensive turque selon l'opposition irakienne

DUBAI, 22 mai (AFP) - Le président Saddam Hussein est responsable de l'offensive turque dans le nord de l'Irak, ont affirmé jeudi, dans un communiqué parvenu à Dubaï, des opposants irakiens réunis à Londres.

Un groupe de 37 opposants irakiens de tendances diverses a "condamné la politique et les crimes du régime (du président irakien) de Saddam Hussein", estimant que celui-ci a fait de l'Irak "un lieu ouvert" à toutes les interventions étrangères.

"Ceci démontre qu'il n'est pas en mesure de préserver l'intégrité territoriale de l'Irak", a ajouté le groupe, formé en majorité par des personnalités chiites, et qui réuni également des libéraux, des anciens militaires, des baasistes dissidents, des nationalistes arabes, ainsi que l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talabani).

Ils ont dénoncé comme "contraire aux normes internationales" l'offensive turque, lancée le 14 mai contre la guerrilla séparatiste kurde turque basée dans le nord de l'Irak, et réclamé un retrait immédiat des troupes d'Ankara.

Les opposants ont estimé en outre que l'incursion entravait l'application de la résolution 986 du Conseil de sécurité de l'ONU, dite "pétrole contre nourriture", et qui autorise l'Irak à exporter du brut pour deux milliards de dollars par semestre, notamment pour importer de biens de première nécessité.

"Le régime de Bagdad, prêt à tout pour conserver le pouvoir, est responsable de l'invasion turque", a affirmé l'ayatollah Mohammad Baqer Hakim, chef de l'Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak (ASRII, basée à Téhéran), dans un communiqué reçu à Dubaï.

"D'après nos informations, l'invasion a été menée en accord entre le régime de Bagdad et les militaires turcs", a ajouté le chef de l'ASRII, une coalition de plusieurs formations chiites irakiennes.

Dans le nord de l'Irak, qui échappe au contrôle de Bagdad depuis 1991, les produits achetés avec les sommes générées par les ventes de pétrole devaient être distribués directement à la population par les Nations Unies.

Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK, de Massoud Barzani), rival de l'UPK, participe à l'offensive turque contre les séparatistes kurdes turcs du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

mch-may/vr

Turkish Daily News

FRIDAY, MAY 23, 1997

# State Dept. to Greek journalist: 'Don't confuse PKK with Kurdish people'

Burns, White House, Pentagon could not confirm story on Syrian and Iranian troops

Washington- Turkish Daily News

■ There are days when the State Department's daily press briefing resembles a tennis match when a hard serve is returned with an even harder volley. Wednesday was one such day when

spokesman Nicholas Burns replied to a Greek journalist's loaded question on the Turkish operation in northern Iraq with an unapologetic frankness that left no doubt as to where the State Department's sympathies lay in the matter.

Burns emphasized that one should not confuse the "Kurdish people" as such with the PKK, which the Clinton administration regards as a "vicious terrorist organization." In the latest operations, the Kurdistan Democratic Party (KDP) of Massoud Barzani is also fighting the PKK alongside the Turkish forces.

## PKK is 'drug cartel'

Senior KDP official Sami Abdurrahman told Reuters, "The PKK has made our lives hell here. There are 350 villages along the Turkish-Iraqi border to which displaced persons are unable to return because of the PKK."

Abdurrahman also described the PKK as

a "drug cartel," saying "The PKK's main activity involves smuggling drugs around the world. It is an international drugs cartel."

## Greek question

"Anything on the continuing Turkish invasion and occupation of northern Iraq against the Kurdish people?" the Greek journalist asked Burns. "Ankara is deploying more troops and weapons inside the Iraqi territory, and I am wondering what's happened to the territorial integrity of Iraq?"

## Point One

Burns started to take apart the Greek journalist's question by, first of all, reminding him that what Turkey is involved in is not an "occupation" but an incursion.

"I have nothing much to say on the incursion except to say that Prime Minister Erbakan and Foreign Minister Çiller have assured us that this will be short, brief, in both time and in scope," Burns said.

## Point Two

Then Burns corrected a second mistake the Greek journalist was committing: "Second, that the incursion is against the PKK, not against the Kurdish people, it is against a terrorist organization that has killed innocent Turks in southeastern Turkey."

## Point Three

"Third," Burns continued, "the United States, ever since the end of the Gulf War

in March 1991, has supported the territorial integrity of Iraq. We still do. Saddam Hussein just gave up the right to be responsible for the northern and southern thirds of his country because of his aggression during the war."

## Point Four

Still trying to find something wrong with the administration's position, the Greek journalist asked how reliable Washington's information source was. "So you rely on the Turkish government statements and assurances?" he asked cynically, to which Burns replied with his fourth volley:

"Turkey is an ally of the United States. We trust the Turkish government," Burns responded categorically.

## Defining 'limited'

What did the administration understand regarding assurances the Turkish operation would be "limited" in time and scope, another journalist asked. The Turkish press reported that the Turkish troops may stay in northern Iraq until August.

In all previous incursions Turkish troops pulled back from northern Iraq. "I don't believe we have ever quantified it, but there have been a number of Turkish incursions into northern Iraq for many years," Burns said.

"They have always been limited to a couple of days or a couple of weeks. They have never been six to eight-month occupations."

## No occupation

"The Turkish government has been clear. It does not seek to occupy northern Iraq. It seeks to destroy the base of a terrorist organization that threatens Turkey — particularly, the civilian population in the Southeast."

We believe that Turkey has a right to defend itself against terrorism. We also believe that this incursion should be short, brief in time, as well as scope," Burns concluded.

## Can't confirm story

Nick Burns, like White House and Pentagon sources that TDN contacted on Wednesday, could not confirm a Turkish wire story, which was picked by Reuters as well, that Syria, Iraq and Iran were massing troops near the Kurdish zone in northern Iraq.

The story was partially confirmed by the pro-PKK MED TV, which is based in Belgium, and the anti-Baghdad Iraqi National Congress (INC).

"We have seen the press reports. We have not been able to confirm those press reports," Burns said.

"Iran and Iraq have no business massing troops in northern Iraq, and neither does Syria. I can't confirm the reports. But without even being in a position to confirm them, I can tell you there is no reason for those three countries to be alarmed by Turkey's military movements," Burns concluded.

# Turkey presses on despite growing reaction



ON THE MOVE- Turkish soldiers waved from the top of a civilian truck near the southeastern Turkish town of Cizre as they head toward the northern Iraqi border. Reuters

Diplomatic sources say that the efforts by three countries, Iran, Iraq and Syria to amass forces near the borders will not affect Turkey's determination

Ankara- Turkish Daily News

■ Turkish security forces have gained control of the roads which the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) terrorists might use to flee toward bordering areas of Iran, Iraq and Syria.

The three countries have reportedly built up their forces near the borders of a Kurdish enclave in northern Iraq where Turkish security forces are conducting a massive operation against PKK separatists.

The semiofficial Anatolia news agency quoted unnamed sources as saying that the buildup was apparently part of an effort by the three countries to provide shelter within their borders to PKK rebels fleeing from the Turkish air and ground assault. Anatolia said on

Thursday that Syria's recent military exercise near its border with N. Iraq was an effort to provide safe routes for separatists who are planning to escape to Syria.

## Preventing the PKK fleeing to neighboring areas

Turkish Air Force jets and attack helicopters bombed rebel sites in the Hayırsız mountains and took control of the region, cutting possible escape routes from northern Iraq to Syria. Some reports said that military forces had demolished all PKK camps in the region. Turkey has called on the Kurds who evacuated the Atrush

Camp to return to Turkey, assuring them of assistance on every issue.

As of Thursday, the number of terrorists killed since the beginning of the operation has reached 1,300 and a large quantity of ammunition and weapons has been seized, while 16 members of the security forces members were killed in the line of duty.

Meanwhile, security forces killed 22 militants from the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) during operations in the southeastern Turkish province of Bitlis, the Anatolia news agency reported.

Turkish troops have pushed 200 kilometers (125 miles) into northern Iraq in a nine-day cross-border offensive against Kurdish guerrillas, according to Iraqi Kurdish officials in Turkey.

This represents a far deeper penetration of Iraqi territory than past incursions, and follows Turkish reports that Iraq, Syria and Iran have all built up forces in the region. "Turkish soldiers have set up a checkpoint near the town of Aqra which is 200 kilometers by road from the Turkish border," a KDP official in Diyarbakir told Reuters.

Meanwhile, diplomatic sources said that the efforts by Iran, Iraq and Syria to amass forces near bordering areas would not affect Turkey's determination to sweep PKK rebels from the region. The road linking Iraq and Syria will be reopened soon to handle Iraq's imports under its oil-for-food deal with the United Nations, a senior Syrian business-

man said in press remarks published on Thursday.

Earlier, senior military officials said that Turkish security forces plan to remain in northern Iraq for several more months, until the goal of the operation to sweep the region clean of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) members was achieved. The operation will reportedly continue until the region is totally cleared of PKK terrorists, all PKK camps are demolished, and all logistical support is cut off," said officials.

### **Kurdish demonstrators break into UN European headquarters**

Some 200 Kurdish demonstrators forced their way into the United Nations' European headquarters in Geneva on Thursday, making their way past security guards and smashing glass doors. The protesters, brandishing large red banners, said they were demanding action by the international community to halt action against their people by Turkey. They stormed into the main area of the building, the Palais des Nations, Reuters said. Diplomats from 61 states were convened in the building, also home of the annual U.N. Commission on Human Rights, for a regular meeting of the U.N.-sponsored Conference on Disarmament.

### **Iraqi government mouthpiece slams Turkish incursion**

The newspaper of Iraq's ruling Baath party, al-Thawra, said Turkey had failed in its declared aim of finishing off guerrillas of the Kurdistan Workers' Party (PKK) hiding in the mountains and remote villages of northern Iraq.

"This undoubtedly is a big failure and this failure will continue to be repeated as long as the Turkish authorities choose this path to solve their security problem," it said in a front-page editorial. Al-Thawra said the latest incursion by Turkey is the 36th so far in pursuit of PKK fighters and in all of them "Ankara failed to liquidate the PKK."

The operation has been criticized by Turkey's Western allies and the United Nations, and has unnerved its neighbors. Al-Thawra accused the Turks of killing Iraqi Kurds and then saying they were PKK members. It said there was no way for Turkish troops to differentiate between a PKK fighter and a villager in the area.

Al-Thawra said the best way for Ankara to stop the infiltration of PKK members across the border was to allow the central government in Baghdad to extend its authority to the region. Kurdish areas of northern Iraq are outside Baghdad's control, being under allied air protection since the end of the 1991 Gulf War over Kuwait.

Baghdad, which has criticized the incursion throughout as a violation of international law, lashed out again on Wednesday, warning it had the right to answer accordingly.

"Turkey must stop acting like a phoney policeman and realize that the era of aging and sick empires is gone forever," Issam Khalil, Iraq's ambassador to Greece, said in Athens, warning that Baghdad was entitled to "reply accordingly to Turkey's aggressive act."

Turkey says it moved in at the request of the KDP, which controls the Turkish border regions of the Kurdish-run area. A Reuters story also said that Turkey's Iraqi Kurdish allies have vowed to keep the Kurdistan Workers' Party (PKK) guerrillas out of northern Iraq once Ankara's week-old campaign against the rebels is over.

"We will not allow the PKK back into any region controlled by KDP...The PKK will no longer be able to operate in any manner whatsoever in any region controlled by the KDP," senior Kurdistan Democratic Party (KDP) member Sami Abderrahman told Reuters in an interview.

Recent reactions came from Moscow. Russia voiced its concerns on Thursday over the Turkish incursion into northern Iraq, saying that if Turkey continues its operation regional security will be imperiled. Russian Foreign Ministry Spokesman Gennadi Tarasov also urged Turkey to withdraw its forces from the region.

# **Les Echos**

Jeudi 22 mai 1997

## **Pressions accrues sur le Premier ministre turc**

**L**es pressions exercées sur le Premier ministre turc, Necmettin Erbakan, par le camp laïque pour l'amener à renoncer au pouvoir se sont encore accrues hier. A la demande du procureur général de la Cour de cassation, le parquet a en effet ouvert une procédure auprès de la Cour constitutionnelle visant à interdire le Parti islamiste de la prospérité (Refah), dirigé par le chef du gouvernement. Pour justifier cette initiative sans précédent en Turquie, le procureur Vurrah Savas a eu des mots très durs, allant jusqu'à accuser le Refah de mener le pays à la guerre civile. Estimant que la formation de Necmettin Erbakan était devenue « un foyer d'activités incompatibles » avec les caractères démocratique et laïque de l'Etat inscrits dans la Constitution, la Cour de cassation a donc demandé sa dissolution. L'ouverture de cette procédure, qui pourrait prendre un certain temps, intervient au lendemain d'une motion de censure déposée par l'opposition et rejetée à quelques voix près par le Parlement turc. Elle intervient surtout près de trois mois après l'ultimatum lancé au gouvernement, le

28 février, par l'armée turque, véritable fer de lance de la laïcité, demandant à Erbakan de mettre en application 18 mesures visant toutes à relâçiser l'Etat et à en finir avec les dérapages islamistes. La mauvaise volonté du Refah, appuyé par le Parti de la juste voie de la très opportuniste Tansu Çiller, a fini par exaspérer les responsables militaires. Ces derniers, par le biais du Conseil national de sécurité, exercent depuis plusieurs semaines un contrôle strict de l'action politique du gouvernement, qui est quasiment paralysé et n'a pas pu se réunir depuis six semaines. L'armée, qui vient de mener en Irak une vaste opération contre les Kurdes sans avoir averti Erbakan, entend remettre à leur place les islamistes et religieux de tout poil. Après des années de concessions et de compromissions de la part de l'ensemble de la classe politique, il est cependant difficile aujourd'hui de mesurer l'importance exacte des courants religieux. Ces incertitudes font craindre à certains un retour au pouvoir de l'armée. D'autres excluent un tel scénario, qui ruinerait les chances d'Ankara d'intégrer l'Union européenne.

# Turkey won't sign UN convention on international watercourses

*TDN with wire dispatches*

■ Representative to the United Nations Hüseyin Celem has stated in Parliament that Turkey refuses to put its pen to the "Convention on Non-navigational Uses of International Watercourses," a document which can potentially be signed up to the year 2000.

The U.N. General Assembly on Wednesday adopted the international convention which is designed to ensure the equitable and reasonable use of waters that flow through more than one country.

The 37-article document lays down principles to guide states in negotiating future agreements on shared watercourses. It deals with such issues as flood control, water quality, erosion, sedimentation, saltwater intrusion and living resources. The convention does not cover navigational uses of waterways, except as they may affect or be affected by other uses.

The vote on a resolution adopting the convention and asking Secretary-General Kofi Annan to open it for signature was 103 to three, with 27 abstentions.

Voting against were China, Turkey and Burundi. Among those abstaining were Argentina, Egypt, Ethiopia, France, India, Israel, Pakistan, Panama, Paraguay, Peru, Rwanda, Spain, Tanzania and Uzbekistan.

Countries voting for the convention included the United States, Russia, Britain, Germany, Japan, Australia and Canada. China made a point about territorial sovereignty and said there was a lack of balance between the rights and obligations of states in the upper and lower reaches of international watercourses. The convention will enter into force 90 days after it has been ratified by 35 signatories.

France said the convention was "negotiated in haste and carelessly drafted."

Pakistan had a problem with the term "ground waters," saying they could not be measured in the same precise way as the flow of rivers. Egypt, whose existence depends on the Nile, said the convention could not affect the status of bilateral or multilateral agreements relating to various rivers.

An international watercourse is defined as a system of surface waters and groundwaters normally flowing into a common terminus, parts of which are situated in different countries. Examples are rivers or streams that form or cross an international boundary, lakes through which a boundary passes, and tributaries of those watercourses.

When using an international watercourse in their territories, states must take appropriate measures to prevent significant harm to other states which use the same watercourse. If they do cause harm, they must take appropriate measures, in consultation with the affected state, to eliminate or mitigate such harm and, where appropriate, to discuss compensation. In case of disputes, if the parties cannot reach a negotiated settlement they can request mediation or conciliation by a third party, use joint institutions established by them, or submit the dispute to arbitration or to the International Court of Justice.

If the dispute remains unsettled after six months, the parties can submit it to an impartial fact-finding commission. The convention will not affect the rights or obligations of states made under prior agreements. But parties to other agreements may consider harmonizing them with the principles laid down in the convention. A TDN report that appeared on Apr. 28 quoted a senior Turkish Foreign Ministry official as stating that Turkey would not approve the convention.

# INTERNATION

LE MONDE / VENDREDI 23 MAI 1997

**TURQUIE** Après le rejet par le parlement turc d'une motion de censure à l'encontre du gouvernement de Necmettin Erbakan, le Parti islamiste de la prospérité (Refah, au

pouvoir depuis juillet 1996) fait l'objet d'une procédure légale visant à obtenir son interdiction pour « activités anti-laïques ». ● LES « MODERNISTES » critiquent verte-

ment le gouvernement islamiste qui écorne de plus en plus les principes de laïcité hérités d'Attatürk, mais estiment que la démocratie se trouve coincée « entre l'armée et l'islam ».

## La guerre d'usure se poursuit contre

Le refus des députés de voter une motion de censure, introduite par l'opposition, à l'enco un regain de tension dans la capitale où les partisans de la laïcité comptent sur une in

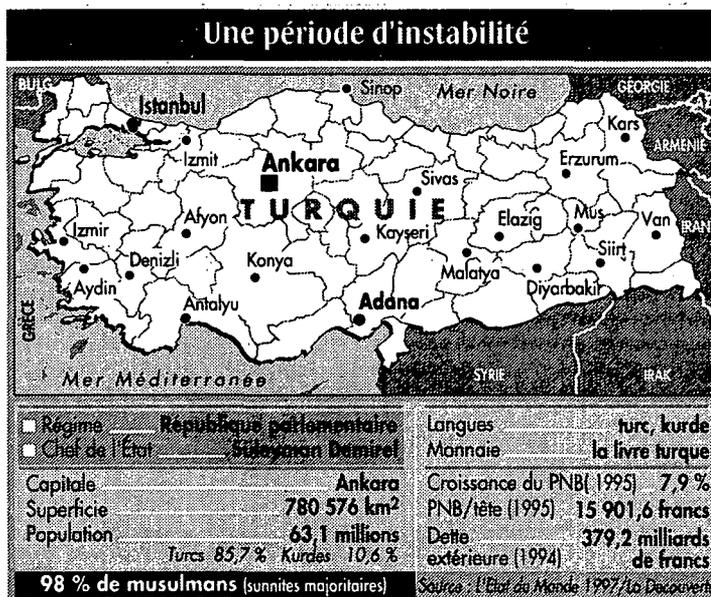
### ISTANBUL

de notre correspondante

Frustrées par l'échec, mardi 20 mai, de la motion de censure introduite par les partis d'opposition contre la coalition au pouvoir, les institutions étatiques ont durci le ton et entamé une bataille judiciaire contre le premier ministre Necmettin Erbakan : le procureur de la Cour de cassation à Ankara a annoncé, mercredi, une procédure devant la Cour constitutionnelle pour obtenir la fermeture du Parti de la prospérité (RP), qu'il accuse d'être devenu « un centre d'activités antilaïques » et de « créer une atmosphère de guerre civile dans le pays ».

Plusieurs membres du parti, dont le premier ministre, sont cités pour avoir violé le principe de la laïcité, inscrit dans la Constitution de la République turque. Les dix-huit pages du dossier soumis à la Cour constitutionnelle contiennent une longue liste de chefs d'accusation.

Le dossier cite le fait que les dix-huit mesures anti-islamistes imposées par le Conseil national de sécurité, le 28 février, n'aient pas encore été mises en application. « Même si certains de nos politiciens sont impliqués dans des actes de trahison, la République de Turquie, fondée par le grand Atatürk survira », a affirmé M. Savas, le procureur de la Cour de cassation, ajoutant qu'il considérait sa mission de lutter contre l'« islamisme,



le séparatisme, le fascisme et le communisme ». Depuis le retour au régime civil en 1983, la Cour constitutionnelle a interdit treize partis, pour la plupart de gauche ou pro-kurdes. Le Parti du salut national de Necmettin Erbakan avait déjà été fermé, il y a exactement vingt-six ans. Le chef du gouvernement a admis qu'il avait été pris de court par cette décision, mais il a tenté de minimiser son impact, en affirmant que « le dossier à charge n'a rien à voir avec la réalité ».

Mesut Yilmaz, dirigeant du Parti de la mère patrie, le principal parti

d'opposition, a mollement protesté contre une décision qu'il considère comme erronée d'un point de vue politique, mais il a invoqué le respect de la loi « à qui personne ne peut faire obstacle ».

Le président de la Cour constitutionnelle, Yekta Gungor Oren, a, pour sa part, expliqué que la procédure prendrait tout au plus six mois. Une période d'un mois, qui pourra être prolongée sur demande, sera accordée au parti pour présenter sa défense. Le Parti de la prospérité a immédiatement mis en place une commission judi-

ciaire. Selon la loi des partis, les personnes membres de l'exécutif d'une formation politique au moment de son interdiction n'ont pas le droit de participer à la fondation d'un autre parti. De plus, les personnes citées par la Cour constitutionnelle comme étant responsables ne peuvent ni présenter leur candidature pour le Parlement, ni être membres d'une formation politique pour une durée de dix ans.

### RAPPROCHEMENT

Il est cependant probable que, si la tournure des événements le nécessitait, le Parti de la prospérité choisirait de se dissoudre avant la décision judiciaire, une partie de ses membres formant alors un nouveau parti. Les ressources financières et immobilières du Parti de la prospérité seraient, cependant, gelées jusqu'à la décision finale et pourraient être confisquées par le Trésor. Le durcissement de l'attitude des institutions étatiques à l'égard du gouvernement de M. Erbakan ne fera rien pour diminuer la tension dans le pays. Ont-elles choisi les bonnes méthodes ? De nombreux observateurs en doutent.

Porté au pouvoir sur la base de promesses électorales peu réalistes, le Parti de la prospérité était victime d'une usure certaine, avant même son affrontement avec les militaires, le gouvernement n'ayant pas apporté les changements promis. N'avait-il pas accep-

AL

● ATHÈNES a, par ailleurs, engagé avec Ankara une tentative de rapprochement fortement soutenue par l'Union européenne, les Etats-Unis et l'OTAN. En rupture avec la poli-

tique de son prédécesseur Andreas Papandreou, le premier ministre grec, Costas Simitis, veut parvenir à une normalisation progressive des rapports entre les deux pays.

## le parti islamiste turc

Le chef du gouvernement de Necmettin Erbakan a provoqué la censure du Refah, qui dirige la coalition au pouvoir

de soutenir M<sup>me</sup> Ciller, accusée de corruption, alors même qu'il avait fait campagne contre la corruption ? De signer des accords avec Israël qu'il avait promis de re-

tenir - les islamistes de tous bords risquent maintenant de serrer les rangs.

On observe déjà un rapprochement entre le Parti de la prospérité

### Renforts de troupes autour du Kurdistan irakien

L'Irak et l'Iran ont renforcé les troupes à la frontière, le long de l'enclave kurde irakienne du nord de l'Irak, où l'armée turque mène une opération contre les rebelles kurdes de Turquie, a-t-on appris, mercredi 21 mai, auprès du Congrès national irakien (CNI, opposition irakienne). L'agence turque semi-officielle Anatolie a confirmé les renforts de troupes irakiennes et iraniennes, tout en ajoutant que la Syrie avait, elle aussi, positionné des troupes le long de sa frontière avec le nord de l'Irak, sous couvert de manœuvres. Ces renforts de troupes irakiennes, syriennes et iraniennes visent notamment à « accueillir les terroristes » (rebelles du Parti des travailleurs kurdes de Turquie, PKK), a affirmé un responsable militaire turc cité par Anatolie. La Turquie accuse la Syrie de soutenir militairement et financièrement le PKK et d'abriter son chef Abdullah Ocalan. Ankara accuse l'Iran de laisser les rebelles du PKK opérer sur son territoire. - (AFP)

jetter ? Ses rêves de fraternité islamique avaient également fait long feu, étouffés par la rhétorique pro-kurde du colonel libyen Mouammar Khadafi et l'ingérence de l'Iran dans les affaires internes de la Turquie.

La guerre d'usure en cours, qui entre désormais dans une nouvelle phase, risque d'avoir un effet contre-productif. Accusés de toutes parts - les syndicats et les chambres de commerce se sont joints, mercredi, à ceux qui demandent la démission de la coali-

tion - et celui de la Grande Turquie, une formation islamiste d'extrême droite. Le gouvernement de M. Erbakan finira, tôt ou tard, par céder à la pression. Mais le problème de l'islam en Turquie sera-t-il résolu si le gouvernement s'effondre ? Ejecuter le parti islamiste du pouvoir, l'interdire même, risque de radicaliser un mouvement qui, quelles que soient ses intentions futures, a pour l'instant choisi d'agir au sein du système.

Nicole Pope

## Les « modernistes » coincés entre intégrisme et armée

ISTANBUL

de notre envoyé spécial

La jeune fille qui photographie sans relâche son rédacteur en chef assis à la tribune porte une longue robe et un foulard islamique ; elle est seule dans ce cas au milieu de ses collègues, hommes et femmes, en blouson de cuir et blue jeans. L'éditorialiste d'un grand journal d'Istanbul, qui a fait ses études et ses classes en Europe, explique, dans un français parfait, que le pourcentage des femmes portant la tenue traditionnelle dans le pays est à peu près ce qu'il est dans cette salle de conférence. On ne sait s'il donne cette précision spontanée pour se rassurer lui-même ou pour éviter que l'interlocuteur occidental ne reparte avec l'idée qu'en Turquie l'islamisme est en marche.

Quoi qu'il en soit, son attitude illustre parfaitement le malaise des intellectuels occidentalisés d'Istanbul, manifeste lors d'une conférence sur « Médias et démocratie » organisée récemment par la fondation turque Tesev et deux quotidiens, *Milliyet* et *Sabah*. Pour montrer que la Turquie est digne d'appartenir à l'Europe, les « modernistes » ont tendance à minimiser la montée de l'islam dans leur pays, les progrès du parti Refah (Parti de la prospérité), les chances qui lui sont offertes depuis que son chef, Necmettin Erbakan, dirige une coalition avec Tansu Ciller. Ils critiquent vertement ce gouvernement, qui écorne de plus en plus les principes de laïcité hérités d'Atatürk et voudraient en finir avec lui pour provoquer de nouvelles élections.

UN PARLEMENT ÉMIETTÉ

Qu'en attendent-ils ? Ils ne le savent pas très bien. L'issue d'un nouveau scrutin ne devrait pas être fondamentalement différente des élections de décembre 1995 : un parlement émietté, des partis « laïques » divisés, à droite comme à gauche, par des rivalités personnelles autant que par des dissensions politiques, des islamistes qui risquent de gagner des voix et d'être, plus encore qu'aujourd'hui, les arbitres de la situation. L'idéal serait un renouvellement profond de la classe politique turque, mais les libéraux qui affichent ainsi leurs espoirs ajoutent dans le même souffle qu'ils n'y croient pas,

La tension est vive entre une presse foisonnante, sinon florissante, et un gouvernement qui voit en elle une ennemie. Les intégrismes, par définition, ne supportent pas la contestation, puisqu'ils sont porteurs de la vérité. En Turquie, la presse est, avec le système éducatif et les forces armées, un des trois piliers de l'occidentalisation, explique Derya Sazak, rédacteur en chef du quotidien *Milliyet*. Pas étonnant alors que, profitant de sa position au gouvernement, le Refah ait développé les écoles coraniques ni que la hiérarchie militaire ait exigé leur fermeture. Pas étonnant non plus que les attaques contre les médias et les journalistes se multiplient (fermetures de journaux et de studios de télévision, ar-

restations de journalistes, « accidents » inexplicables, etc.). Tansu Ciller et son Parti de la juste voie participent à cette campagne, non pour des raisons idéologiques mais parce que certains journalistes ont tenté de démonter les liens entre l'actuelle ministre des affaires étrangères et les milieux mafieux.

Les journalistes turcs craignent pour la liberté de la presse. Drôle de liberté de la presse, comme on disait la drôle de guerre. Des journaux nombreux et des télévisions privées qui ne se comptent plus, mais qui sont à 70 % la propriété de deux grands groupes ; une liberté d'expression à la fois débridée (sans un minimum de déontologie) et soumise à la censure dès qu'il s'agit des « événements du Sud-Est »,

comprendre le guérilla kurde (mais certains journalistes n'hésitent pas à parler publiquement du « terrorisme d'Etat » pour qualifier la répression menée par les forces armées).

#### LA CRAINTE D'UN COUP D'ÉTAT

En même temps, les lois limitant la liberté de la presse et datant du régime militaire n'ont pas été abrogées ; la plupart du temps elles ne sont pas appliquées mais elles sont réactivées dès que les autorités tentent une reprise en main.

La démocratie turque est coincée « entre l'armée et l'islam », vient de dire Deniz Baykal, président du Parti républicain du peuple (social-démocrate). Les « modernistes » se demandent où est le moindre mal. Contre l'islam, ils partagent les inté-

rêts des généraux mais ils ont aussi peur que les tensions actuelles - auxquelles la presse contribue largement par ses révélations sur les turpitudes du pouvoir - « dégénèrent en un coup d'Etat militaire », déclare Derya Sazak. Or ils savent par expérience que la laïcité, dont les forces armées se veulent les héritiers, ne se confond pas avec la démocratie.

Iran ou Algérie ? Ils refusent l'idée que la Turquie n'ait que le choix entre ces deux extrémités. L'Union européenne leur apparaît comme une bouée, mais ils savent qu'elle ne leur sera pas lancée avant qu'ils ne se soient sauvés eux-mêmes. La quadrature du cercle.

Daniel Vernet

### ● Des défenseurs des droits de l'homme arrêtés dans le sud-est de la Turquie

DIYARBAKIR (Turquie), 22 mai (AFP) - La police turque a arrêté cinq administrateurs de la branche locale de l'Association des droits de l'homme (IHD) à Diyarbakir (sud-est), selon IHD.

Le responsable local d'IHD, Mahmut Sakar, ainsi que quatre de ses collaborateurs ont été arrêtés selon la même source cependant que la police a fouillé les locaux de l'association et a saisi les archives.

L'IHD en appelle au gouvernement turc et aux séparatistes kurdes pour trouver un terrain d'entente afin de mettre fin à la rébellion séparatiste, qui a fait près de 25.000 morts depuis 1984.

Cette action de la police survient alors que l'armée turque a lancé, il y a une semaine une vaste opération dans le nord de l'Irak contre les militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), basés dans cette région.

ue/hc/gic/ tf

22/05/97 - © Rossel & Cie SA - LE SOIR Bruxelles

## Démocratie au pas militaire

Necmettin Erbakan sait décidément encaisser les coups sans broncher. Le voilà amené, lui le fier islamiste, à proclamer par exemple que le Refah, son parti, est en Turquie «le garant de la laïcité», comme il le fit le 13 mai, jour où il se sentit obligé de louer l'armée turque, celle-là même qui a juré de le défenestrer.

Forte d'un appui populaire plutôt large, cette armée auteur de trois coups d'Etat depuis 1960 hésite pourtant à renvoyer à Ankara et Istanbul les tanks avec l'étendard de la laïcité car l'usage de ce type de méthode anéantirait les minces espoirs locaux d'intégration européenne. Jusqu'à présent, l'état-major turc avait donc choisi de traiter l'objectif Erbakan par l'humiliation. Et d'imposer ainsi une étroite coopération militaire avec Israël à celui qui avait dénoncé en campagne électorale l'«impérialisme sioniste» et appelé au «jihad pour libérer Jérusalem». De même, l'armée turque vient-elle de pénétrer une fois de plus en Irak pour pourchasser le PKK sans même en avertir le Premier ministre!

Toutefois, jusqu'à présent, Erbakan plie mais ne rompt point. Même lorsqu'il s'agit d'appliquer les décisions du Conseil national de sécurité, organe «consultatif» par lequel l'armée impose traditionnellement ses vues au gouvernement. Car le Premier ministre est payé pour le savoir: en Turquie, les décisions importantes ne sont pas prises par les civils...

Le bilan d'Erbakan était-il à ce point catastrophique? La réponse des experts du très british «Economist» est négative, d'autant que les prédécesseurs du dirigeant islamiste n'avaient pas brillé par leurs réussites. Mais, plus fondamentalement, si l'on ose dire, l'expérience turque d'intégration de l'islamisme politique dans les institutions républicaines a-t-elle échoué? L'armée turque le prétend, sans le prouver. L'avis du spécialiste français Olivier Roy, directeur de recherche au CNRS, est plus nuancé: «Il y a une conjonction entre l'armée et la majorité de la classe politique pour mettre fin à l'expérience du Refah. Je pense que cela est prématuré et il faut laisser le Refah au pouvoir car le décalage entre sa pratique et son idéologie va croissant», a-t-il dit au «Monde» le 24 avril. Les précédents jordaniens et yéménites montrent qu'il est possible d'intégrer les islamistes au jeu politique. Mais, en Turquie comme dans d'autres pays de la région, certains «démocrates» aiment la démocratie seulement si elle leur assure pouvoir et privilèges.

BAUDOUIN LOOS

# Le scrutin présidentiel a permis l'expression de

La marge de manœuvre des candidats à l'élection pour la succession d'Ali Akbar. Cela n'a pas empêché les jeunes de se mobiliser en faveur de M. Khatémi, ancien ministre

Plus de 32 millions d'Iraniens, sur une population qui en fait le double, devaient élire, vendredi 23 mai, un successeur au président sortant, Ali Akbar Hachémi Rafsandjani, au terme d'une campagne électorale qui aura

surtout été marquée par la participation des jeunes au débat politique. Les électeurs ont le choix entre quatre candidats dont deux, l'actuel président du Parlement et un ancien ministre de la culture, tiennent le haut du

pavé. Si aucun des deux ne l'emporte au premier tour, un second tour aura lieu dans six semaines. En l'absence de partis, il n'y aura pas une majorité et une opposition constituées, les passerelles demeurant

**QUEL QUE SOIT** le candidat qui l'emportera à l'élection présidentielle iranienne du vendredi 23 mai, la clef du système demeure le Guide de la République, l'ayatollah Ali Khameneï, à qui revient toujours le dernier mot. Le scrutin ne sera pas pour autant de pure forme. Il sera révélateur de l'état d'esprit d'une opinion publique de plus en plus variée, dont une partie au moins voit dans l'un des candidats, l'ancien ministre de la culture et actuel conseiller présidentiel, Seyyed Mohamad Khatémi, l'espoir d'une libéralisation minimale des mœurs et de la politique.

Sur les 238 postulants à la candidature, le Conseil constitutionnel en a retenu quatre : MM. Khatémi, Ali Akbar Nategh-Nouri, le président du Parlement, Ali Mohamad Reyhchahri, un ancien ministre des renseignements et le président de l'Organisation du registre national, Réza Zavarei - seul candidat non religieux. En réalité, c'est un duel qui opposera, vendredi, M. Khatémi à M. Nategh Nouri - duel dont le président du Parlement devrait sortir vainqueur, de l'avis de nombreux Iraniens, y compris parmi les sympathisants de M. Khatémi. Les quatre candidats avaient d'abord bénéficié de l'aval du Guide, dans une sorte de pré-sélection inévitable dans le système en vigueur en Iran.

Les dés ne sont pas totalement pipés pour autant. Ce qui singula-

rise positivement l'Iran, c'est le recours régulier au suffrage universel, tant pour ce qui est des législatives que pour désigner le chef de l'Etat. Une femme a même, pour la première fois, postulé à la candidature. Si le trucage des résultats ne peut être totalement exclu, il n'atteint jamais des sommets. Et le président de la République, aussi bien que le Guide lui-même et l'ensemble des forces qui graviteront autour du pouvoir devront tenir compte - pour les réprimer, tenter de les « récupérer », ou au contraire chercher à les satisfaire - des courants qui traversent une population de 64 millions d'habitants, jeunes dans leur écrasante majorité.

## RAPPELS À L'ORDRE

La courte campagne électorale - douze jours - a fourni un échantillon assez éloquent des aspirations des uns et des autres et des contradictions qui minent la société iranienne. Les jeunes, surtout ceux d'entre eux qui viennent d'acquiescer le droit de vote - à l'âge de quinze ans révolus - et dont on pensait qu'ils étaient totalement désabusés par le jeu politique en vase clos des factions au pouvoir, se sont mobilisés massivement pour le candidat Khatémi, indiquent des habitants de Téhéran contactés par téléphone. Une partie des femmes, au moins, le plébiscitent, de même que les intellec-



tuels et les « technocrates ». Leur mobilisation, jugée trop intempestive et festive, leur a valu plusieurs interpellations et rappels brutaux à l'ordre. Leur vote présumé en faveur d'un homme dont les petites ouvertures, lorsqu'il était ministre de la culture, lui ont valu de perdre son poste en 1992 - avec la remontée spectaculaire des conservateurs -, sera surtout, estime un intellectuel, l'expression d'une protestation contre le « politique-ment et religieusement correct ». M. Khatémi promet une plus

grande liberté d'expression et d'association, et le respect des droits de l'homme.

Aucun des deux candidats ne se présente sur la base d'un programme politique et économique articulé, définissant un ordre des priorités. Il leur serait du reste difficile de le faire, dès lors que le futur chef de l'Etat est économiquement lié, au moins pour deux ans, par le second plan quinquennal 1995-1999 - que le Guide a placé sous le slogan : « La justice sociale doit prendre le pas sur le développement

## certaines revendications en Iran

Hachémi Rafsandjani, vendredi 23 mai, est réélu.  
de la culture, présenté comme le candidat de l'ouverture

constantes entre les différentes factions. 30 000 bureaux de vote sont ouverts à travers le pays et quelque 200 000 policiers ont été chargés d'assurer l'ordre. Tout citoyen iranien âgé de 15 ans révolus peut voter

« n'importe où », dans le pays ou à l'étranger, muni de sa seule carte d'identité. La campagne a surtout porté sur les problèmes économiques et sociaux (lire aussi notre éditorial page 20).

économique » - et auquel seuls des ajustements conjoncturels peuvent être apportés. Politiquement, le futur président et son gouvernement sont tenus par le concept-clé de la République islamique, le principe du *velayat e faqih*, ou gouvernement de la jurisprudence religieuse.

En admettant par hypothèse que le candidat Khatémi, qui bénéficie du soutien de ceux que l'on appelle les « reconstructeurs », ou modernistes l'emporterait, « il perdrait beaucoup de temps à calmer le jeu, puisque les conservateurs demeurent majoritaires, non seulement au Parlement mais au sein du Conseil de surveillance et au Conseil d'Etat », explique Fariba Adelhak, chargée de recherches au Centre d'études et de recherches internationale à Paris (Ceri). En cas de victoire, M. Nategh-Nouri devrait, lui, prendre en considération la mobilisation qui s'est faite autour de son principal rival.

### CHOIX ÉNIGMATIQUES

Déjà, la campagne pour les législatives de mars-avril 1996 avait révélé les nouveautés et la complexité du paysage politique iranien, de même que ses incertitudes. « *Le champ du possible*, écrivait M<sup>me</sup> Adelhak dans une étude sur ces élections - intitulée « *La somme des parti (e)s n'est pas égale au tout* », sera aussi tributaire d'autres facteurs : de la situation économique, d'éventuelles explosions so-

ciales, de la pression américaine, de l'évolution des cours du pétrole, de l'ouverture de l'Iran aux influences de l'Asie centrale et du Golfe et de la façon dont les détenteurs du pouvoir sauront (ou ne sauront pas) réagir à ces péripéties ». Si l'on y ajoute une dégradation des relations avec l'Union européenne, cette analyse paraît aussi pertinente pour le scrutin présidentiel.

Le Guide, pour l'heure, joue un rôle au-dessus de toutes les factions et insiste sur l'importance du suffrage populaire. Ses choix restent énigmatiques pour l'ensemble des observateurs. Alors qu'on le dit avoir toujours soutenu le président du Parlement contre le président de la république sortant, Ali Akbar Hachémi Rafsandjani, il a désigné, il y a quelques semaines, ce dernier comme son « conseiller suprême » à la tête du Conseil de discernement, institution d'arbitrage législatif aux pouvoirs désormais renforcés. M. Rafsandjani n'aurait jamais pu, en 1990, lancer un programme de libéralisation économique sans l'aval du Guide qui l'a ensuite lui-même stoppé. Cela signifie que le Guide trace sa politique en fonction de l'état de la société et de l'équilibre des forces, sans jamais exclure personne, tant il est vrai que l'équipe au pouvoir ne peut agir que solidaire, malgré ses divergences.

Mouna Naïm

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,

FRIDAY, MAY 23, 1997

## Kurds End Protest At UN in Geneva

GENEVA — Kurdish demonstrators ended an occupation of the European headquarters of the United Nations on Thursday after winning a fresh UN condemnation of Turkey's incursion into Iraq.

The 200 Kurds, whose demands included Security Council action against Ankara, held three hours of negotiations with UN officials in Geneva before leaving the premises peacefully, police and UN officials said. UN officials defused the crisis by reissuing a statement by the secretary general, Kofi Annan, in which he urged Turkish troops to withdraw "as soon as possible" and called on other governments to pressure Ankara to pull back.

Some 10,000 Turkish troops moved into Iraq last week in pursuit of Kurdish Workers Party separatists who use the area as a base to launch raids into Turkey. (Reuters)

## Iraq-Syria Road To Be Reopened

BAGHDAD — The main road linking Iraq and Syria will be reopened soon to handle Iraqi imports under its oil-for-food deal with the United Nations, a senior Syrian official said in a report Thursday.

Rateb Shallah, chairman of the Syrian Chamber of Commerce & Industry, told the Arab Ba'ath Socialist Party newspaper that the opening of the land link would be in the interest of both countries. The UN deal, which went into effect in December, allows Iraq to sell \$2 billion worth of oil over six months to buy food and medicine.

He also said he had discussed reviving other trade and industrial ties with Iraq, all of which were severed during the 1980s, when Damascus sided with Iran in its war against Iraq. (Reuters)

## Une procédure visant la dissolution du parti Refah

# L'Etat turc s'en prend au Premier ministre islamiste

L'Etat turc a resserré, mercredi, son étai autour du Parti islamiste de la Prospérité (Refah) du Premier ministre Necmettin Erbakan, en lançant une procédure légale visant à sa dissolution pour activités anti-laïques. Cet épisode survient au lendemain de l'échec d'une tentative de renverser le gouvernement au parlement par une motion de censure.

La procédure a été ouverte auprès de la Cour constitutionnelle par le Parquet de la Cour de cassation dont le procureur général, a accusé le Refah, sur un ton très dur, de mener le pays vers la guerre civile. L'acte d'accusation dit que le parti islamiste est devenu un foyer d'activités incompatibles avec l'article de la Constitution sur la laïcité de l'Etat. C'est la première fois que cette procédure est engagée contre un parti au pouvoir.

Le Refah était depuis longtemps dans le collimateur de la justice turque, qui cherchait à rassembler des éléments pouvant l'incriminer pour ses prises de position jugées contraires au principe sacro-saint de laïcité de l'Etat. Cette affaire survient sur fond de grande tension entre l'armée turque et le Refah, que les militaires veulent voir quitter le pouvoir car ils lui reprochent de favoriser une dérive fondamentaliste dans le pays. L'armée se considère comme la garante de la laïcité de l'Etat instituée en 1923 par Atatürk.

Le 28 février, le Conseil national de sécurité, organe par lequel l'armée exerce son influence politique, avait dicté au gouvernement des mesures très sévères pour stopper la montée du fondamentalisme religieux en Turquie. Depuis, les militaires surveillent de près la mise en oeuvre de ces mesures, pour laquelle M. Erbakan renâcle. Chaque fin de mois, à l'approche de la réunion mensuelle du MGK, la tension monte dans le pays où l'on se demande si tout cela ne finira pas par un coup d'Etat. L'activité normale du gouvernement s'en trouve complètement bloquée. Le Conseil des ministres ne s'est pas réuni depuis six semaines.

Ce qu'il est convenu en Turquie d'appeler «l'Etat» ou «les pouvoirs établis», c'est-à-dire l'armée, la presse pro-laïque, les milieux d'affaires laïcs, certaines organisations professionnelles et une partie du parlement, se sont ligüés pour écarter le Refah du pouvoir par tous les moyens, a déclaré un diplomate occidental.

Le Refah, qui avait remporté de peu les dernières élections législatives en décembre 1995 avec 21,38% des voix, est le premier parti au parlement, où il compte 159 sièges sur un total de 550. La coalition qu'il a formée avec le Parti de la juste Voie (DYP, droite) du ministre des Affaires étrangères Tansu Ciller détient la majorité au parlement avec 280 sièges.

De son côté, M. Erbakan a minimisé l'ouverture d'une procédure légale contre son parti: *Les chefs d'accusation, tels que divulgués par la presse, n'ont rien à voir avec la réalité. Ce n'est qu'une inculpation simple et insignifiante. Le Refah est le plus grand parti du pays et est la garantie d'une vraie laïcité*, a dit M. Erbakan, soulignant que son gouvernement de coalition continuerait à fonctionner. (AFP.)



15:00  
GMT, 23  
Mai  
1997

©AFP  
1997

## ● La FIDH "condamne fermement" l'arrestation de défenseurs des droits de l'homme

PARIS, 23 mai (AFP) - La Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) "condamne fermement" l'arrestation jeudi par les autorités turques de cinq membres de la branche locale de l'Association des droits de l'homme (IHD) à Diyarbakir (sud-est), dans un communiqué vendredi à l'AFP.

"Nous apprenons avec consternation que le vice-président de l'IHD (affiliée à la FIDH) et responsable de cette organisation à Diyarbakir, Mahmut Sakar, ainsi que quatre de ses collaborateurs seraient détenus dans cette localité depuis le 22 mai", affirme la FIDH dont le siège est à Paris.

Selon la FIDH, les quatre autres membres de l'IHD arrêtés sont: Sinan Tanrikulu, Vedat Cetin, et deux femmes, Ozmel Cetin et Pirozhan Dogrul.

"Le harcèlement, notamment judiciaire, à l'encontre des responsables de l'une des principales organisations de défense des droits de l'homme en Turquie franchit à nouveau un palier extrêmement critique", écrit la FIDH.

L'organisation appelle "tout particulièrement les pays européens à rappeler avec vigueur à Ankara ses obligations internationales en matière des droits de l'homme".

L'IHD avait annoncé jeudi l'arrestation de cinq administrateurs de sa branche locale à Diyarbakir. Cette action de la police contre l'IHD survient alors que l'armée turque a lancé, il y a 9 jours, une vaste opération dans le nord de l'Irak contre les militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), basés dans cette région.

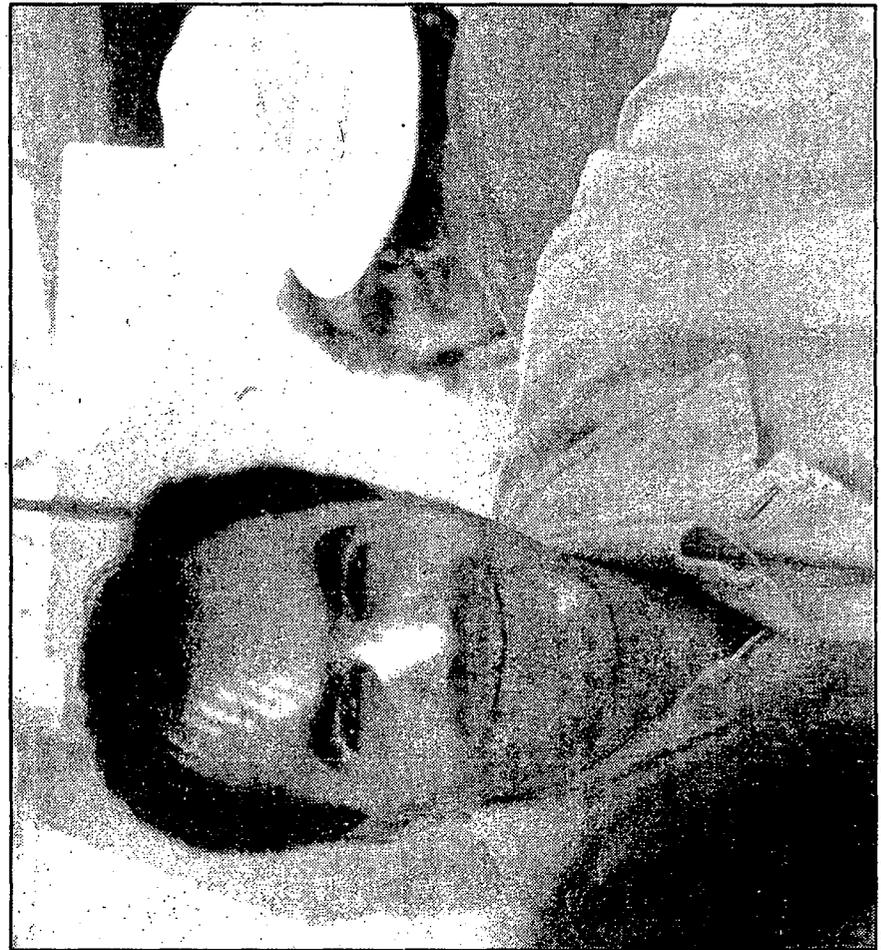
hm/soh/bir e

CULTURE

Nizamettin Ariç

# Ce cinéaste kurde a tourné « Beko » avec l'Arménie et la télé allemande

**Primé au Festival du film de Strasbourg en 1993, « Beko », le très beau film de l'artiste kurde Nizamettin Ariç, sort enfin sur les écrans français. Il représente une première à plus d'un titre. D'abord, c'est un film en langue kurde et la première production indépendante arménienne en collaboration avec la télévision allemande.**



Nizamettin Ariç, à Cannes, en mai 1993.

exemple, Yilmaz voulait dénoncer la condition des femmes mais il les montrait toujours soumises. Il montrait le patriarcat et l'islam, alors que moi j'ai connu la force des femmes dans ma culture. Yilmaz était un politique, je suis un artiste.

D'ailleurs dans votre film, face à vous, l'autre personnage principal, Zeyno, est une femme à la forte et attachante personnalité...

J'ai tourné en Arménie où il y a vingt et un villages kurdes. Les Kurdes habitent aussi dans les villes, il y en a en tout 60.000 sur le territoire arménien. Nous sommes allés dans les villages, les écoles, pour trouver des enfants qui ont un rôle très important dans le film et j'ai « repéré » Zeyno — chef de village » dans un camp de nomades. J'ai parlé avec son mari et toute sa famille l'a aidée à se faire à l'idée de jouer. Elle est formidable. Quant aux enfants, ils jouaient presque tous leur propre rôle, beaucoup parmi eux étaient vraiment orphelins, comme dans le film. De surcroît, on a tourné dans une Arménie en guerre. Même si les combats se situaient au Haut-

vit à Berlin et j'avais travaillé avec son mari, le réalisateur Don Askarian.

Cette atmosphère arménienne apporte une authenticité d'ordre documentaire à votre film. De plus, vous avez un directeur de la photo allemand absolument remarquable, Thomas Mauch, qui a travaillé avec Werner Herzog...

C'est vrai. Rien n'a été laissé au hasard dans ce film et je pense que lorsque Werner Herzog tournait « Aguirre » avec Thomas Mauch, ils faisaient un documentaire sur Klaus Kinski... Ce que j'aime chez Mauch, c'est qu'il commence vraiment à travailler quand les autres opérateurs en général abandonnent... De plus, il nous a beaucoup soutenu parce que, en Allemagne, actuellement, il est très difficile pour notre film d'être reconnu comme un « film allemand ». Pourtant « Beko » montré au Festival de Venise comme représentant l'Allemagne y a gagné deux prix. Mais la presse allemande ne l'a même pas signalé. Au Festival de Berlin, sa participation à la section allemande des films de l'année lui a

doivent subir les Kurdes... Quant au style généreux de ce poète et cinéaste qu'est Nizamettin Arîç, qui clame son désir ardent tout en scrutant ses frères au fond des yeux, il m'accompagnera désormais comme un vieil ami.»

Nous avions rencontré Nizamettin Arîç et sa femme Christine Kermich, scénariste avec lui et directrice artistique du film, à Strasbourg et nous ne les avons jamais oubliés.

**Vous avez dû fuir votre pays, le Kurdistan turc, dans des conditions aussi dramatiques que celles vécues par votre héros, Beko, que vous interprétez d'ailleurs. En quoi votre film est-il autobiographique ?**

Il ne l'est pas réellement, mais j'ai connu beaucoup de gens qui ont vécu l'expérience qui consiste à quitter son pays, ce qui est finalement proche de mon histoire. Le personnage de Beko est représentatif de tous ceux qui ont vécu cela. La situation politique est telle, chez nous, que non seulement les gens politiquement impliqués doivent partir mais aussi d'autres, qui ne le sont pas directement. En tout cas, cela ne m'intéressait pas de montrer des gens armés, parce que je pense que la vie et la culture ne viennent pas de la guerre et je voulais faire ressortir la vie et la culture avant tout. Spécialement dans notre pays où l'on doit vivre avec la violence, mais mon pro-

pos ne pouvait absolument pas être de reproduire la violence des militaires turcs au Kurdistan, car ils ont une imagination incroyable pour tuer les gens. De même dans le Kurdistan d'Irak, Saddam Hussein a fait lancer par avions des jouets pour les enfants et ensuite ces jouets explosaient. C'est si atroce que, pour moi, montrer cela dans un film aurait été comme si je me le faisais à moi-même. Cela me tuerait aussi.

Il y a une thèse kurde qui demande qu'on exprime plus de violence que je n'en montre dans mon film, mais je ne peux pas y adhérer. Ce ne serait qu'une humiliation de plus, un acte de violence de plus.

**Vous montrez l'autre côté des choses que l'on voit au journal télévisé. Vous montrez la dose de paix qui reste...**

Oui, c'est la seule chose qui reste à des gens comme nous, la seule chose qui nous fait vivre. J'ai fait un film pour qu'on comprenne. Pour moi, vivre en semble est la chose la plus sacrée qui soit, c'est au-dessus de tout. Ma démarche consistait à montrer l'abîme de vie qui existe derrière une certaine image « banalisée » de la violence.

**Vous êtes acteur et aussi un chanteur très populaire en Turquie, comment en êtes-vous venu à réaliser, pour la première fois, un film dans lequel la**

**musique — que vous avez composée — a une si grande présence à l'image ?**

Depuis que je suis né, j'ai toujours fait plusieurs choses. Dès l'enfance, j'allais à l'école mais je vendais aussi dans la rue pour gagner de l'argent. La situation économique est grave au Kurdistan, ainsi organisée par le gouvernement turc. Je suis né en 1956 dans la région d'Ararat, dans la montagne asiatique. Mon père ne trouvait plus de travail. J'ai dû partir pour Ankara à l'âge de quinze ans avec ma famille. J'y ai vécu huit ans, ainsi qu'à Izmir et Istanbul où ma musique a eu du succès. Si mon inspiration était le plus souvent kurde, ma langue étant interdite, je devais chanter en turc et je suis devenu un chanteur « turc » célèbre.

En 1979, je suis retourné pour la première fois à Agri, ma ville natale, pour un grand concert. Les gens me connaissent parce que j'ai aussi beaucoup joué comme acteur au cinéma et à la télévision et ils m'ont demandé de chanter en kurde. J'ai alors chanté cette chanson d'amour que je vous ai chanté hier soir, et j'ai été arrêté pour « humiliation envers l'Etat turc » et condamné à quinze ans de prison. En 1980, il y a eu le putsch militaire et mon procès « devenait militaire ». J'avais vingt-quatre ans et j'ai décidé de quitter le pays pour ne pas finir

Karabakh, on sentait la guerre partout : le pain manquait, l'électricité, le gaz, l'essence, tout manquait. En plus, avec le tremblement de terre, il ne restait plus un morceau de bois... Mais c'était la seule possibilité de faire le film avec des Kurdes et la productrice du film, Margarita Woskaman, est arménienne. Elle

**Propos recueillis par MICHELE LEVIEUX et traduits par CHRISTINE KERNICH**

été refusée... C'est du racisme ordinaire qui me rappelle celui pratiqué en Turquie, mais ceci explique combien il est difficile de trouver un distributeur dans ces conditions.

ma vie en prison. Je me suis donc évadé par la frontière syrienne. Je suis resté un an au Kurdistan de Syrie, en 1982, avant de m'exiler à Berlin, où il y avait à l'époque une communauté de près de 40.000 Kurdes. Il faut dire que la plupart des Kurdes ne vivent plus au Kurdistan. Beaucoup de petites villes et de villages n'existent plus car les populations ont été déportées.

**Quel était votre rapport avec le monde du cinéma turc, avec Yilmaz Güneç, par exemple ?**

J'ai connu Yilmaz quand il était en prison à l'île d'Imrali à un moment où j'ai pu faire un concert pour lui et tous les prisonniers. Il y a même eu des photos de cet événement qui a eu lieu dans la cour de la prison. Un jour, il m'a parlé de « Yol », pour lequel il avait imaginé onze performances et il voulait que je joue l'un d'eux, mais à l'époque je travaillais avec Erden Kiral et je faisais des concerts tous les jours dans un music-hall. Après, quand il est venu à Paris, j'étais à Berlin et n'ai pu obtenir de visa pour la France. Il avait alors un projet de film, « le Couteau grec », et il m'a fait savoir qu'il désirait toujours travailler avec moi. A cette époque, la politique de gauche voulait que chacun soit révolutionnaire mais à condition qu'on ne parle pas du Kurdistan, aussi je pense que nous avions des points de vue différents. Par



15:00  
GMT, 23  
Mai  
1997

©AFP  
1997

## ● La FIDH "condamne fermement" l'arrestation de défenseurs des droits de l'homme

PARIS, 23 mai (AFP) - La Fédération internationale des liges des droits de l'homme (FIDH) "condamne fermement" l'arrestation jeudi par les autorités turques de cinq membres de la branche locale de l'Association des droits de l'homme (IHD) à Diyarbakir (sud-est), dans un communiqué vendredi à l'AFP.

"Nous apprenons avec consternation que le vice-président de l'IHD (affiliée à la FIDH) et responsable de cette organisation à Diyarbakir, Mahmut Sakar, ainsi que quatre de ses collaborateurs seraient détenus dans cette localité depuis le 22 mai", affirme la FIDH dont le siège est à Paris.

Selon la FIDH, les quatre autres membres de l'IHD arrêtés sont: Sinan Tanrikulu, Vedat Cetin, et deux femmes, Ozmel Cetin et Pirozhan Dogrul.

"Le harcèlement, notamment judiciaire, à l'encontre des responsables de l'une des principales organisations de défense des droits de l'homme en Turquie franchit à nouveau un palier extrêmement critique", écrit la FIDH.

L'organisation appelle "tout particulièrement les pays européens à rappeler avec vigueur à Ankara ses obligations internationales en matière des droits de l'homme".

L'IHD avait annoncé jeudi l'arrestation de cinq administrateurs de sa branche locale à Diyarbakir. Cette action de la police contre l'IHD survient alors que l'armée turque a lancé, il y a 9 jours, une vaste opération dans le nord de l'Irak contre les militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), basés dans cette région.

hm/soh/bir e



12:50  
GMT, 23  
Mai  
1997

©AFP  
1997

## ● Paris appelle au retrait "aussi rapide que possible" des troupes turques

PARIS, 23 mai (AFP) - La France a appelé vendredi "au retrait aussi rapide que possible" des troupes turques qui mènent depuis plus d'une semaine une opération contre les séparatistes kurdes turcs dans le nord de l'Irak.

Paris a exprimé "sa vive préoccupation" après "les développements militaires dans le nord de l'Irak" et "les concentrations de troupes qui seraient actuellement en cours sur le pourtour des gouvernorats kurdes irakiens", a déclaré le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères, Jacques Rummelhardt.

La France "invite à la plus grande retenue les Etats voisins de l'Irak et leur demande de ne rien entreprendre qui puisse aggraver une situation régionale déjà très fragile", a ajouté M. Rummelhardt.

Paris réaffirme à cette occasion "son attachement à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Irak" et souhaite que "les populations civiles soient protégées", selon le porte-parole.

L'armée turque a accru l'ampleur de ses opérations dans le nord de l'Irak contre le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie), en doublant ses effectifs dans la région, selon le Congrès national irakien (CNI, opposition irakienne).

Le CNI avait affirmé mercredi que l'Irak et l'Iran avaient envoyé des renforts de troupes sur leur frontière le long de l'enclave kurde irakienne, dans le nord de l'Irak.

soh/az/boc/gic e



14:24  
GMT,  
23 Mai  
1997

©AFP  
1997

### ● Des Kurdes occupent les locaux de partis

HAMBOURG (Allemagne), 23 mai (AFP) - Environ 120 Kurdes ont occupé vendredi les locaux de deux partis politiques à Hambourg et Leer (nord) pour dénoncer les opérations militaires turques dans le nord de l'Irak contre les séparatistes kurdes.

Quelque 70 hommes, femmes et enfants ont envahi la représentation des Verts à la mairie de Hambourg, à l'appel de Komkar (organisation fédératrice d'associations kurdes), a indiqué un porte-parole du parti écologiste.

Une cinquantaine d'autres ont fait de même au siège du parti social-démocrate à Leer, selon un porte-parole du SPD.

Les Verts et le SPD ont choisi de ne pas demander l'intervention des forces de l'ordre. Les Verts ont dit soutenir les exigences kurdes d'un retrait turc d'Irak.

Dans un communiqué, Komkar a estimé que les opérations lancées dans le nord de l'Irak constituent une nouvelle violation du droit international par Ankara. De précédentes interventions ont fait de nombreuses victimes civiles, fait valoir l'organisation qui s'en prend aussi aux alliés de la Turquie et notamment à l'Union européenne. L'UE et l'Allemagne se sont contentés d'appels à un retrait immédiat et au respect des droits de l'homme "sans brandir la menace de conséquences politiques et militaires".

Quelque 400.000 Kurdes vivent en Allemagne, où résident deux millions de Turcs.

lal/jh t

Copyright 1997 Reuters Ltd. All rights reserved.  
The following news report may not be republished or redistributed, in whole or in part, without the prior written consent of Reuters Ltd.

(Updates with Ciller comments)

ANKARA, May 23 (Reuter) - Turkey's deputy prime minister, Tansu Ciller, said elections could solve the country's deepening government crisis, heightened on Friday by the resignation of a coalition deputy.

"We can see a road leading to elections. The solution is the people, your decision," she told a meeting of businessmen. "Whatever we do, we will do together. We will open the way to the ballot box," she said.

Earlier, the resignation of an MP dealt a fresh blow to the the government of Islamist Prime Minister Necmettin Erbakan, already hit by the departure of three ministers from the secularist wing of his coalition.

Anatolian news agency said deputy Samil Ayrim quit Ciller's conservative True Path Party, after he had been quoted in the Turkish press as saying he would step down in a row over the government's Islamist leanings.

The agency also said one of the True Path's deputy chairmen, Necmettin Cevheri, resigned his post. Cevheri was formerly close to True Path leader Ciller, who was Turkey's first woman prime minister and is now the foreign minister.

"I have forwarded my resignation to the chairwoman this morning," Anatolian quoted him as saying.

The MP's resignation leaves the coalition with 279 MPs, a slim majority in the 550-member parliament.

Intense pressure from the army for Erbakan to crack down on Islamist activists has opened up serious cracks in the 11-month-old coalition.

Erbakan won an opposition censure motion this week by only half a dozen votes. He was helped by six MPs from a small right-wing party who backed the government.

The Hurriyet daily quoted Ayrim as saying he wished he had withdrawn support for Erbakan at the censure motion. "I have realised how wrong I was," he said.

The cabinet failed to hold a scheduled meeting on Thursday for the eighth week running amid reports that Ciller had asked Erbakan to hand her the reins of power.

"Democracy is the solution. The people and the ballot box are also the solution for social compromise and secularism. That ballot box will come into play sooner or later," Ciller said.

Erbakan's Islam-based Welfare Party is facing a case in the constitutional court that could lead to its closure on grounds that it threatens Turkey's official secularism. REUTER Copyright 1997 Reuters Ltd. All rights reserved.  
The following news report may not be republished or redistributed, in whole or in part, without the prior written consent of Reuters Ltd.

Libération- 23 mai 1997

# Ankara envoie des renforts au nord de l'Irak

## Des Kurdes ont manifesté à Genève et à Strasbourg contre l'offensive turque au Kurdistan.

Les manifestations de protestation des militants kurdes se multiplient dans toute l'Europe alors que l'armée turque aurait doublé les effectifs engagés dans la vaste opération menée depuis huit jours dans le nord de l'Irak contre les rebelles kurdes turcs du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, séparatiste). Selon le Conseil national irakien, l'organisation regroupant l'essentiel de l'opposition, des renforts, com-

et contrôlent désormais la route entre Dohouk et Salahaddin. L'opération a été lancée, selon Ankara, après une demande de soutien de Masoud Barzani, le leader du PDK (Parti démocratique du Kurdistan) dont les *peştîmergastên* tentent de déloger de la région les militants armés du PKK. Le représentant de l'OSCE pour le nord de l'Irak, Davut Dagستاني, a été tué à Erbil, chef-à-leu du Kurdistan d'Irak, lors des com-

bats vendredi dernier entre le PKK et le PDK. La durée de l'intervention n'a pas été définie mais une source militaire a affirmé la semaine dernière qu'elle serait «*irritée dans le temps*». Elle pourrait néanmoins durer plusieurs semaines, sinon plusieurs mois, afin d'éliminer une fois pour toutes les militants du PKK. Les forces turques transmettraient alors au PDK le contrôle de la région. A Genève, quelque 200 mili-

S  
L  
I  
B  
E  
R  
A  
T  
I  
O  
N

the other detainees. The IHD was established in 1986.

Mahmut Şakar had condemned the cross-border operation of Turkish armed forces in northern Iraq in a statement released on May 19 and had urged the Red Cross and the Organization for Security and Cooperation in Europe to take action.

Meanwhile, three IHD members, Hasan Karakoç, Münevver İltumur and Birsen Güllünay were brought from Istanbul to Diyarbakır by the police, reportedly for questioning, according to IHD officials. Hasan Karakoç and Birsen Güllünay are the relatives of two "disappeared persons," Radvan Karakoç and Hasan Güllünay.

"The aim of the raid is to silence the human rights activists who are witnesses to the dirty war in the region. The activists will continue resisting oppression," IHD official Nazmi Gür told TDN.

# Police raid IHD's Diyarbakır branch

Ankara - Turkish Daily News

A police team from the anti-terrorist department raided and searched the offices of the Human Rights Organization's (IHD) Diyarbakır branch on Thursday. Mahmut Şakar, the vice president of IHD and head of the Diyarbakır branch, was detained along with eight other IHD members. Sinan Tanrıkulu, Vedat Çetin, Özlem Çetin, Pirozhan Doğrul, Nebahat Akkoç, Haydar Kılıçoğlu, Yusuf Akgün and Ahmet Altındağ are

Turkish Daily News

SATURDAY, MAY 24, 1997

# Turkish armed forces continue to push deeper into northern Iraq

Turkey increased security measures at its diplomatic missions in the Bulgarian cities of Plovdiv and Burgas. Security around the Turkish Airlines office in Sofia was also tightened against the possibility of an attack by PKK supporters

Ankara-TDN with Wire Dispatches

■ On the eleventh day of an operation by the Turkish military to wipe out the armed separatists of the Kurdistan Workers' Party (PKK), the troops pushed further south in the region. Friday's reports said the Turkish military had reached a few kilometers north of the 36th parallel where the Iraqi army also massed its troops. The Iraqi troops are not allowed to cross the 36th parallel due to a ban imposed by the allied forces after the Gulf War in order to protect the local Kurdish population there.

It was also reported that Turkish troops had cut off escape routes of the fleeing PKK rebels who were trying to seek refuge in Iraq, Iran and Syria.

According to an earlier confirmation by the Iraqi Kurdish authorities, Turkish troops had pushed 200 kilometers into northern Iraq, even more extensively than in past operations. A Turkish official told Reuters that the wiping out of the PKK terrorists was completed in the region where still no journalists are allowed.

The Anatolia news agency said the troops were destroying PKK camps near Iraq's eastern border with Iran. It had earlier reported that commandos had combed the Hayırsız mountains, close to Syria, devastating PKK hideouts. F-4 jets and Cobra helicopters bombarded the mountains.

The incursion began on May 13 as thousands of Turkish forces supported by armed vehicles and air power entered northern Iraq from the country's southern border. The Turkish Foreign Ministry had said Turkish

troops were invited to the region by Massoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) which was concerned about the strengthening of the PKK influence in the KDP-controlled territories.

The forces were already massed in the country's border region with Iraq, preparing to clean out northern Iraq from PKK terrorists who intensify cross border terrorist attacks

against Turkish security forces every spring.

Since journalists have not yet been allowed in the area, the number of Turkish troops in the region or how long they will stay there has not been clarified.

It is expected that the Turkish General Staff will fly journalists from Ankara to the region today.

## Security in Turkish missions abroad tightened

The international repercussions of the incursion in northern Iraq continued on Friday as security measures in various Turkish diplomatic missions abroad were stepped up.

Following an illegal occupation by hundreds of PKK sympathizers of the United Nations headquarters in Geneva, Turkey increased security measures at its diplomatic missions in the Bulgarian cities of Plovdiv and Burgas. Security around the Turkish Airlines office in Sofia was also tightened against the possibility of an attack by PKK supporters.

A day before, Turkish Foreign Ministry spokesman Ömer Akbel said he had contacted the Swiss government as well as the permanent UN representatives of Turkey and Switzerland in Geneva over Thursday's forced occupation of the UN building.

Akbel said he had asked the Swiss government to take

immediate legal steps against those who were responsible and to increase security around the Turkish missions in the Swiss cities against further attacks.

Sources from Turkey's permanent mission to the U.N. in New York had said earlier that Secretary-General Kofi Annan's remarks urging Turkey to respect Iraq's territorial integrity and withdraw from the region immediately were not true and they would inform him on the real motives of the operation.

## Objections from Iraq's neighbors

Meanwhile, most of the objections against Turkey's operation in northern Iraq came from Iraq's western neighbor Syria. Syrian Vice President Abdel Halim Haddam blamed Turkey's intensifying relations with Israel for the operation.

"Turkey's cross border operation in Iraqi territory is the fruit of Turkish-Israeli relations, and is a clear violation of Iraq's territorial integrity," Haddam said during a visit to Yemen.

A separate report from Damascus also criticized the military operation by Turkey, saying it was an "invasion of an Arab country and the violation of its territorial integrity." The report quoted Abdullah El Ahmar, the secretary general of Syria's Baath Party.

## Drapeaux rouges et gerbe noire

• • • Plusieurs centaines de ressortissants kurdes ont manifesté hier à Strasbourg, Genève et Bruxelles.

Une centaine de manifestants kurdes, avec des drapeaux rouges, se sont rassemblés hier matin devant le siège du Conseil de l'Europe, à Strasbourg, pour protester contre l'occupation du Sud-Kurdistan, dans le nord de l'Irak, depuis le 14 mai. Ils s'élèvent également contre le « massacre du peuple kurde par 70.000 soldats turcs qui sont rentrés à 40 km au nord de l'Irak ».

Une délégation de quatre « citoyens kurdes » a été reçue au Palais de l'Europe par Marc Scheuer, directeur de la communication au Conseil de l'Europe. Selon un représentant des Kurdes, la délégation a exigé des pressions internationales, le retrait des troupes turques au Kurdistan irakien et l'arrêt immédiat de la guerre au Kurdistan-Nord, occupé par la Turquie.

Les manifestants ont réclamé par ailleurs le respect des droits fondamentaux au Kurdistan et la reconnaissance de l'identité kurde. M. Scheuer « a promis de transmettre les revendications des manifestants aux autorités turques, ainsi qu'aux membres de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe », selon Meyda Kusoju, membre de la délégation.

Les manifestants, qui viennent d'Alsace où vivent plusieurs milliers de Kurdes, se sont ensuite dirigés vers le consulat de Turquie pour y déposer une gerbe noire sur laquelle un bandeau portait l'inscription « L'armée turque hors du Kurdistan irakien ».

© Dernières Nouvelles D'Alsace, Vendredi 23 Mai 1997.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, MAY 24-25, 1997

### Iranians Jam Polls for Rare Test of Policy

By John Lancaster  
*Washington Post Service*

AKBARABAD, Iran — In the closest presidential election since the 1979 Islamic revolution, Iranians turned out in high numbers Friday to cast their ballots in a contest that many regard as a referendum on the future of their hard-line religious government.

The polls were scheduled to close at 6 P.M., but the Interior Ministry twice extended the time for voting, by a total of four hours, to 10 P.M., because of a high voter turnout. The ministry said that anyone still waiting in line at that hour had to be allowed to vote.

Voters streamed to polling stations at mosques, schools and government offices to decide which of two Shiite Muslim clerics — one a hard-liner, the other a relative moderate — would lead this country of 60 million for the next four years.

Ali Akbar Nateq-Nouri, the Parliament speaker, enjoys the support of the rigorously conservative religious establishment and until a few weeks ago was thought to be a shoo-in to succeed Hashemi Rafsanjani, the popular president whose second four-year term will end in August.

# IRAN: Long Lines at Polls

Continued from Page 1

In recent weeks, however, he has faced an unexpectedly strong challenge from Sayed Mohammed Khatemi, the head of the national library and a former culture minister, whose relatively relaxed views on social and cultural matters have won him wide support among students and intellectuals.

Results from the voting were not expected to be available until Saturday night, at the earliest. If neither candidate wins a majority, the contest will be decided in a runoff tentatively scheduled for next Friday.

By most reckonings, the outcome of the presidential race is in doubt for the first time since Islamic revolutionaries toppled the pro-American monarchy in 1979. Many Iranians are fed up with the mullahs who, they believe, have mismanaged the economy and devoted too much energy to regulating private behavior such as women's dress.

According to political analysts and foreign diplomats, a Khatemi victory would most likely herald a more relaxed social atmosphere and possibly greater political pluralism, but would probably have little immediate effect on Iran's hostile attitude toward the West. The race includes two other candidates who are not considered serious contenders: Mohammed Reyshari, a hard-line former intelligence minister, and Reza Zavarei, the deputy head of the judiciary.

In Akbarabad, a grimy working-class suburb southwest of Tehran, voters lined up outside a telecommunications office — men in one line, women in another — to write their choices on paper ballots, then drop them into a cloth-covered box sealed with wax. A bearded cleric in a white turban, seated next to the box, filled out ballots for those unable to write.

"People are more excited about this election than before," said Fatah Asadi,



Dariko Bendic/The Associated Press

**Iranian women waiting to vote Friday in Tehran. The polling hours were extended because of the high turnout.**

28, the chief of the polling place and head of the telecommunications office. "They want to participate in the future of their country."

Mr. Nateq-Nouri, 54, enjoys the support of key government ministers and state-run broadcast media and is widely believed to have the backing of Iran's religious leader, Ayatollah Sayed Ali Khamenei, who recently urged voters to reject any candidate "who shows the slightest sign of leniency to the U.S."

For that reason, many Iranians believed the vote would be rigged against Mr. Khatemi, whose campaign headquarters was temporarily shut down Monday on grounds that it was improperly situated in a government building. The headquarters was allowed to reopen the next day after campaign officials proved that they were renting the office from the municipality of Tehran, ac-

ording to a Khatemi adviser who spoke on condition of anonymity.

Similarly, the interior minister this week imposed a last-minute ban on outdoor political rallies, forcing Mr. Khatemi to cancel a speech at a stadium in Tehran on Wednesday afternoon.

"They understand that they're losing," the Khatemi adviser said. "People are really looking for changes."

Despite such obstacles, Mr. Khatemi has continued to gain support, particularly in Tehran, where his campaign posters are taped to car windows or plastered on walls throughout the city of 12 million. Many of Mr. Nateq-Nouri's posters have been defaced with black spray-paint.

"The reason people are excited about Khatemi is he's religious and he's also intellectual," said Mehdi Musavi, 32, who manages a trading company in

Tehran, as he waited outside a polling place in an affluent neighborhood of north Tehran. "We have seen Nouri for eight years on television, so maybe people are tired of him."

Since Ayatollah Khamenei will remain as religious leader, Mr. Musavi said, "we are not going to have any big changes." But some things would be different, he said, if Mr. Khatemi won.

"Certainly it will be more relaxed," Mr. Musavi said.

Mr. Khatemi also seemed to have many supporters in Akbarabad, where an increase in bus fare sparked major rioting in April 1995.

"He's educated, open-minded and he knows everything," said Behnam Rafie, 24, a recent university graduate who just began his two-year compulsory military service. "We want to have an open policy toward all countries."

Snubbed by Europe / 'The Subtext is Fear'

# Turks See Prejudice in EU's Clo

By Stephen Kinzer  
New York Times Service

**I**STANBUL — Nowhere in the world is the divide between Europe and Asia as palpable as in this majestic city. Only here can one sit in a European café and gaze across a narrow waterway to Asia.

Behind are Vienna, Berlin and Paris; on the other side lies a vast, unbroken expanse that stretches to Baghdad, Tashkent and Beijing.

This geography has bequeathed to Turks an identity crisis. For centuries they have been asking themselves where they truly belong.

The question is more urgent than ever. Turkey is demanding entry into the European Union but cannot pry the door open. Turks are beginning to feel that Europe does not want them and to wonder if they should look for friends elsewhere.

European leaders insist that before Turkey can be considered for membership, it must improve its human rights record, end its war against Kurdish rebels and resolve its disputes with Greece. Many Turks consider these to be hypocritical arguments behind which Europeans hide their prejudice against Muslims.

"At every turn, Turkey is being snubbed by Europe," said Baran Tunçer, an economist and former World Bank official. "Countries like Bulgaria are being considered for membership ahead of us, countries which over the years have had no relation whatsoever with European political or economic values. The subtext is fear of what we represent religiously and culturally. People here are beginning to resent this attitude quite strongly, and anti-Western politicians are exploiting the resentment and fueling it."

Membership in the Union promises a host of benefits for Turkey, mostly economic but also psychological, holding out the prospect of steady progress toward greater democracy and prosperity here.

Prime Minister Necmettin Erbakan, modern Turkey's first Islamist leader, says he is as committed to EU membership as any of his predecessors. But some militants in his Welfare Party would, in the words of one government adviser, "love an excuse to throw up their hands; say 'Europe doesn't want us' and turn in another direction."

This impulse was on display in December, when Mr. Erbakan refused



Burhan Ozbilici/The Associated Press

Prime Minister Erbakan has said he is committed to joining the EU.

to travel to a EU summit meeting in Dublin. He said the Union was insulting Turkey because the dinner to which he was invited was scheduled after the meeting's official end, when not all heads of government would be present.

Many Turks applauded the prime minister's gesture, but European leaders took it as a signal that Ankara was not really serious about joining the Union or did not know how to press its case.

As further evidence that the government does not understand the ground rules of diplomacy, Europeans have pointed to the threat by Turkey, a NATO member, to veto expanding the alliance if it does not receive better treatment from the European Union.

European ambivalence toward Turkey is hardly a new phenomenon. It dates back hundreds of years to an era when "the Turk" was a European archetype, a symbol of "the other" and even the Anti-Christ.

Ottoman armies nearly took Vienna in 1683, and for a time the central question of Europe was whether the Ottomans would sweep into France and Germany, turning the continent into a vassal of the sultan.

Europe's treatment of Turkey is a sensitive subject not only here but also in the broad band of Turkic nations that stretches across the Caucasus and Central Asia. The success or failure of

Turkish efforts would probably affect perceptions of Europe across this region.

**I**N January 1996, Ankara entered into a customs union with the EU under which both sides dropped most tariffs and other trade restrictions. But rather than bringing the two sides closer, the agreement has been a source of new discord.

"The customs union created misconceptions on both sides," said Michael Lake, the EU envoy in Ankara. "The European side felt that Turkey would be preoccupied with making it work and not press for full membership for some time. Turkey had the misperception that the customs union was a stepping-stone toward full membership in the next year or two. This led to a drifting apart, which both sides are now determined to reverse."

"I do not feel that if the membership of Turkey arises naturally in the fullness of time, the EU can sustain a veto on the basis of religion or culture," Mr. Lake continued. "That would undermine the importance we place on democracy. Turkey is the only fully democratic Muslim country in the world. To keep Turkey out on this basis would send the wrong signal to the whole Mediterranean basin and the world at large."

Not every European official is so sure. In an unusually frank statement

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, FEBRUARY 24, 1997

TWO

# sed Door

This month, Hans van Mierlo, foreign minister of the Netherlands, said it was "time for us in Europe to be honest" about the religious aspect of the issue.

"There is a problem of a large Muslim state," he told a committee of the European Parliament. "Do we want that in Europe? It is an unspoken question."

Other obstacles to Turkey's membership are clearer. Certainly the most emotional is human rights. A host of reports by groups that have investigated conditions here say that torture is regularly practiced in Turkish jails. In addition, laws restrict freedom of expression, and dozens of writers and journalists are in prison. Army tactics in the war against Kurdish separatists often seem at least as brutal as those used by the separatists themselves.

"The human rights situation is a disaster," said a European ambassador in Ankara. "Turkey is far, far away from what the European Parliament will insist on."

Government officials acknowledge the problem, although they insist that it is not as serious as some outsiders say. They are considering a series of measures ranging from repeal of laws that restrict free speech to the creation of a judicial police force that would monitor conditions in detention centers.

On other issues that have been raised as obstacles to membership, Turkish negotiators have in recent months shown a new flexibility that contrasts with, or complements, the more militant position taken by Mr. Erbakan.

They are offering to prevent a flood of low-wage Turkish laborers into Western Europe and to refrain from claiming the large sums of aid that would be necessary to bring rural Turkey up to European standards of development.

In recent weeks, another concern was added to the list as officials in several European countries suggested that Turkish officials were protecting heroin smugglers.

**T**HE diplomat who is leading the Turkish bid to join the European Union, Onur Oymen, secretary-general of the Foreign Ministry, acknowledged that he faces "an uphill battle."

"If the EU presents objective criteria and says that the first countries which fulfill them will be the first to be admitted, we can accept that," he said.



Hand Photo Agency

Istanbul, where the divide between Europe and Asia is palpable.

"Let talks begin with all applicants, see which ones reach the targets, and then admit them in that order. What is really unacceptable to us is if different standards, different criteria are applied to us than are applied to other countries."

"It would be a very great mistake to make the EU a religious or cultural entity," Mr. Oymen continued. "It would be against everything we have learned about European values. We do not want a cultural or religious iron curtain to replace the political iron curtain that we fought for 50 years to remove."

Many foreigners here believe that although well-organized anti-Turkish lobbies are hard at work in Europe, Ankara could do much more to counter them. They say that Turkish govern-

ments have not tried hard enough to present their country's positive side.

"Behind us are 600 years as masters of the Ottoman Empire," said Yilidrim Akturk, an American-trained economist who is a member of Parliament. "We are children of the Ottoman experience. We don't believe in bending over, even if it's to pick up a big check. We want to preserve our pride."

Turkish diplomats who are waging the campaign for EU membership say they are engaged in a historic effort crucial to their country's future and cannot imagine that they will be kept out forever.

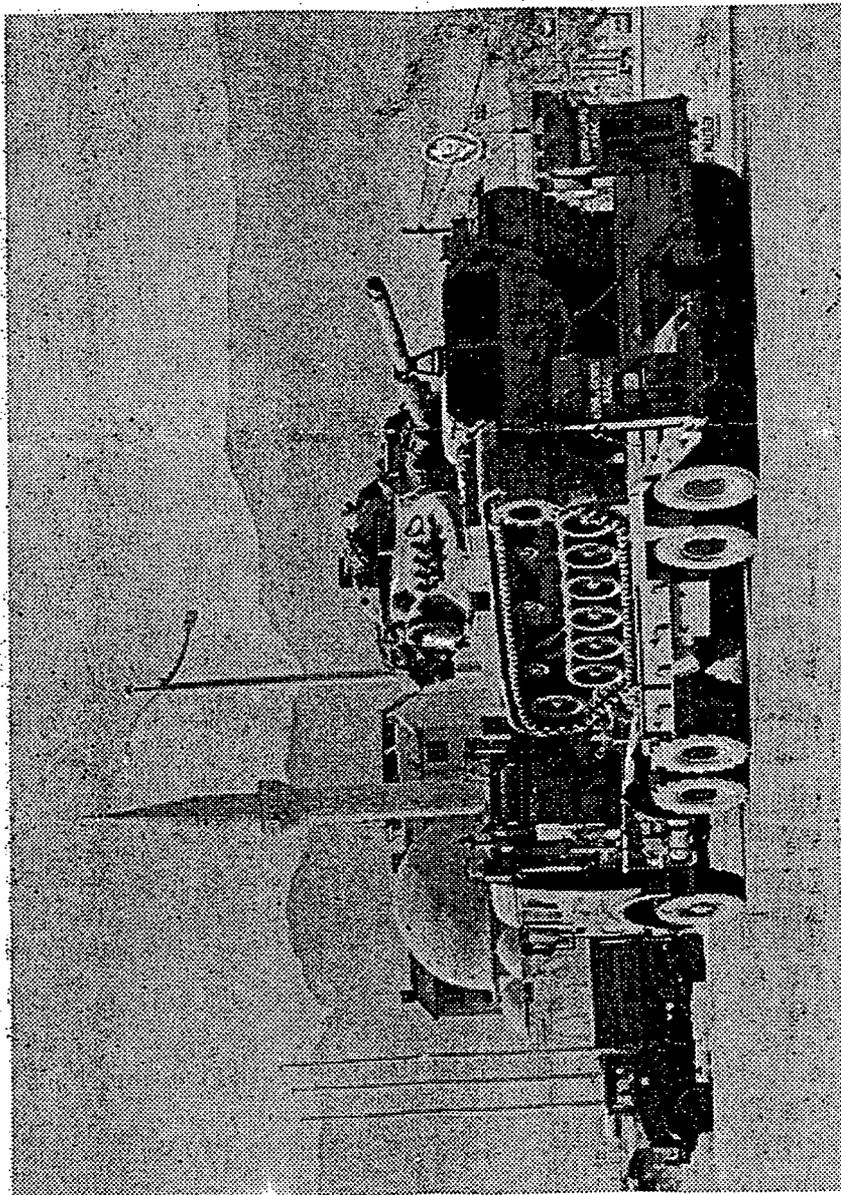
"Even in the worst of times," said Omer Akbel, chief spokesman at the Foreign Ministry, "we were the sick man of Europe, not Asia."

MONDO

Liberazione  
Sabato 24 maggio 1997

## IL MASSACRO DEI KURDI

*I militari avanzano in Iraq, anche Teheran avverte la Turchia di non sconfiggere altrimenti aprirà le ostilità. Ieri e oggi manifestazioni di solidarietà con il popolo kurdo nelle principali città italiane*



*L'esercito turco si avvicina a Mosul bloccando la fuga dei kurdi*

# Ankara apre scenari di guerra

*La sesta e più ampia offensiva scatenata contro il Pkk*

in Iraq, quello progressista è il Pkk, non a caso isolato, in seguito all'offensiva Baghdad-Barzani, nella sua roccaforte nel Sud della regione. Anche se lo volesse, non potrebbe intervenire a fianco del Pkk. Ma ancora oggi ospita nelle zone rimaste sotto il suo controllo basi del Pkk, a Ranya e Kaladize, bombardate dall'aviazione turca nel '94 e '95. La Turchia ha ingiunto al leader del Pkk, Talabani di porre fine a questa ospitalità; Talabani, per ora, non ha risposto. Servo di due padroni, il partito di Barzani si aspetta la gratitudine di Baghdad, se il Kurdistan iracheno rimarrà tale e della Turchia se dovesse avverarsi la sua mai abbandonata speranza di riprendere l'ex vilayet ottomano di Mosul: una speranza che di occupazione in occupazione, grazie al silenzio-assenso dell'Onu e di Washington e le condanne soltanto a parole dell'Europa sembra farsi più vicina.

E' anche questa speranza che alimenta il perenne stato di guerra in una Turchia sempre più dissanguata. La messa in stato d'accusa del corrotto partito di governo conferma che in Turchia il potere è sempre dei vertici militari, in accordo con il partner americano per una guerra permanente nel Kurdistan Nord (Turchia) e Sud (Iraq).

L'obiettivo dei potentati delle armi e del petrolio non è però quello che spera la destra turca, cioè un'espansione territoriale verso Mossul. Chiuso, con il contributo del collaborazionista Barzani, l'esperimento di democrazia del governo kurdo di Arbil, quello che conta è fermare la lotta di liberazione del Pkk. Il fattore kurdo si è dimostrato portatore di pericolosi virus di progresso sociale e di democrazia in un'area in cui il pieno sfruttamento delle risorse si può compiere meglio con la complicità di dittature, monarchie, regimi militari.



Manifestazione curda davanti all'ambasciata turca a Basra. IN ALTO: un blindato turco diretto in territorio iracheno

Pkk, tra cui 8 donne, che avevano opposto resistenza. Ancora una volta vince la politica del dividere per dominare. Facendo leva sulle forze più reazionarie e non politicizzate della società kurda, come il clan territoriale, familistico dei Barzani, gli Usa vogliono stroncare il processo di evoluzione e la liberazione che il movimento kurdo può intrin-

scare in quest'area economicamente e strategicamente cruciale. Non è un caso che a fianco del Pkk vi sia il Movimento islamico; ovunque gli Usa alimentano il fondamentalismo sunnita (mentre osteggiano quello sciita, iraniano) per bloccare l'evoluzione e la liberazione dei popoli.

Dei due principali partiti kurdi

## E OGGI... APPUNTAMENTO A MILANO, BARI E VENEZIA

Oltre alla manifestazione di Roma, ieri pomeriggio un centinaio di persone fra italiani e turchi hanno presidiato anche il consolato turco nella centrale via Nazionale a Firenze. Altre manifestazioni sono in programma per oggi: a Milano alle 17 partirà un corteo da piazza Duomo, mentre a Bari e a Venezia si manifesteranno alle 11 del mattino e alle 17. L'appuntamento a Venezia è in San Marco 2414 (calle 22 marzo). Le due giornate "dell'orgoglio e della resistenza" sono state promosse dall'Ufficio in Italia del Fronte di liberazione kurdo, che ha lanciato anche due appelli per il boicottaggio del turismo in Turchia, per la liberazione di Leyla Zana e di tutti i prigionieri politici, e chiama a moltiplicare le adesioni al "Treno della pace" che da Bruxelles raggiungerà il Kurdistan: hanno già aderito i comuni di Roma e Firenze. Per informazioni, il telefono dell'ufficio kurdo a Roma è il 4441152, fax 4941504.

**LAURA SCHRADER**  
Siria e Iran ammassano truppe ai confini con la Turchia. In Iraq, nella zona di Mossul, l'esercito iracheno fronteggia l'esercito turco, che dista soltanto un chilometro. L'offensiva contro il Pkk scatenata all'alba del 14 maggio scorso dalla Turchia, con una forza di 60 mila uomini, centinaia di blindati ed elicotteri, nel Nord dell'Iraq, apre scenari di guerra internazionale, oltre a riproporre l'insostenibile spettacolo del martirio del popolo kurdo. E' la sesta grande offensiva, e la più ampia. Si estende lungo tutta la frontiera e penetra in profondità; la Turchia ha dichiarato che l'occupazione continuerà fino al termine dell'estate. Finora i "pochi terroristi" del Pkk secondo l'espressione vigente in Turchia - da queste imponenti operazioni militari non sono stati sconfitti. Tutt'altro. E le vittime tra i guerrieri sono in numero assai minore rispetto a quanto affermano i bollettini turchi, mentre elevato è il numero dei morti e feriti tra i civili dei villaggi e terribile la distruzione delle loro risorse. Come sempre, il massacro avviene sotto gli occhi della Mcc, la forza multinazionale stanziata nell'area per "proteggere i kurdi".

Dopo aver rovesciato il governo democratico della Regione del Kurdistan d'Iraq estromettendo il Pkk di Talabani e altri partiti con l'aiuto militare di Baghdad e il consenso americano, il Pkk-Iraq di Barzani oggi combatte a fianco della Turchia. Fonti barzaniane affermano che le basi del Pkk prese dall'esercito turco vengono consegnate al Pkk. Questo è avvenuto nella valle del fiume Zab, a 30 km dal confine e dicono - anche più in profondità, ad Atrush. Ad Arbil, già capitale dell'autogoverno kurdo, tutte le sedi culturali e politiche del Pkk presenti dal '92 sono state occupate dal Pkk. Massacrati 58 esponenti del

washingtonpost.com

| home page | site index | search | help |

## Kurd Leader Accuses, Warns Turkey

By SELCAN HACA OGLU

Associated Press Writer

Saturday, May 24, 1997 3:24 pm EDT

ANKARA, Turkey (AP) -- A Kurdish rebel commander has accused Turkey of occupying a buffer zone in northern Iraq and threatened attacks if Turkey does not withdraw.

"Suicide attacks will be carried out inside Turkey," Semdin Sakik, a senior guerrilla commander, said on Kurdish television.

He spoke with London-based MED TV on Friday; the text of the interview was made available to The Associated Press on Saturday.

Suicide bombings by Turkish Kurds have claimed 10 lives in Turkey in the past two years.

Turkey sent an estimated 25,000-50,000 troops into northern Iraq on May 14 to in a bid to wipe out rebel bases used for cross-border attacks. Turkish troops have fanned out over a 200-mile strip extending 40 miles into Iraq and reportedly taken several rebel strongholds.

Sakik said the Turkish army was trying to occupy a buffer zone. Turkey said last fall it wanted to establish such a zone inside Iraq and Washington approved the plan.

MED TV said Turkish troops are setting up bases at the towns of Atroush, Sarsang and Sumall, about 35 miles from the Turkish border. It said the bases are encircled by barbed wire and mines.

This is the fourth year in a row that Turkey has carried out a major spring offensive in northern Iraq. Each time the guerrillas have regrouped and returned to their strongholds once the Turkish troops were gone.

Iraqi Kurds established a de facto state in northern Iraq after the 1991 Persian Gulf War. The Turkish Kurdish rebels took advantage of the power vacuum to set up bases there.

Arab countries have demanded quick exit of Turkish troops from northern Iraq and Italy has urged Turkey to seek a political -- not a military -- solution to the Kurdish problem.

The guerrillas from the Kurdistan Workers Party have been fighting for autonomy in southeastern Turkey for 13 years. The war has killed 28,000 people so far.

© Copyright 1997 The Associated Press

[Back to the top](#)



11:33  
GMT, 24

Mai  
1997

©AFP  
1997

## ● Fermeture sine die d'une direction locale de l'Association des droits de l'homme

ANKARA, 24 mai (AFP) - La branche locale de l'Association des droits de l'homme (IHD) à Diyarbakir (sud-est), a été fermée sine die par les autorités de Diyarbakir, a annoncé samedi un porte-parole d'IHD à Ankara, Nazmi Gur.

La branche d'IHD à Diyarbakir a été dissoute dans le cadre de l'article 54 de la loi sur les associations qui interdit "les activités qui menacent l'intégrité territoriale du pays et l'indivisibilité de la nation", a indiqué M. Gur, secrétaire-adjoint d'IHD.

Le responsable local d'IHD, l'avocat Mahmut Sakar, également vice-président d'IHD, ainsi que cinq de ses collaborateurs, qui avaient été arrêtés jeudi par la police, ont été relâchés vendredi soir, selon la même source.

La police avait fouillé jeudi les locaux de l'association et saisi les archives d'IHD. Une partie de ces archives ont été retenues par la police de Diyarbakir, selon M. Gur.

Cette action de la police était survenue alors que l'armée turque menait une vaste opération dans le nord de l'Irak contre les maquisards du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), basés dans cette région, en rébellion armée contre Ankara.

M. Gur a accusé les pays européens de "rester indifférents" à cette opération et les a appelés à "réagir à l'occupation du Kurdistan irakien par l'armée turque" et aux "violations des droits de l'homme" dans le sud-est de la Turquie à majorité kurde.

CE/ob t;

washingtonpost.com

| home page | site index | search | help |

---

## Turkish Coalition Suffers Setbacks

Saturday, May 24, 1997 4:18 am EDT

ANKARA, Turkey (AP) -- Another lawmaker from a coalition partner resigned today, further undermining the Turkey's Islamic-led government as it fends off attacks from the secular establishment.

Deputies of the pro-Western True Path Party, launched a rebellion to force their leader, Tansu Ciller, to dissolve the coalition partnership.

Two deputies resigned from the party Friday and Ilhan Akuzum followed suit today. A close aide to Ciller also quit as True Path's deputy chairman on Friday.

Akuzum's resignation left the government with 277 seats in the 550-member Parliament.

More True Path deputies were expected to step down in the coming days.

In an effort to calm down the critics, Ciller, who is foreign minister, appealed for early elections. "The solution is the people, the ballot box," she said Friday.

Ciller has also been trying to persuade Prime Minister Necmettin Erbakan, leader of Islamic Welfare party, to give her the premiership.

When Welfare came to power, it promised that Erbakan and Ciller would share the post of prime minister, with Erbakan starting his term first. Ciller was prime minister from June 1993 until March 1996.

Welfare has alarmed Turkey's custodians of secularism, including the military, with its efforts to put a stronger Muslim stamp on the country.

On Tuesday, opposition parties called for a vote of confidence. The government survived -- but only with the support of a small ultraconservative party. The

next day, a prosecutor asked the country's highest court to ban the party, claiming it violates Turkey's constitution.

© Copyright 1997 The Associated Press

[Back to the top](#)



## ● Poursuite de l'opération turque dans le nord de l'Irak

14:38  
GMT, 24  
Mai  
1997

©AFP  
1997

ANKARA, 24 mai (AFP) - L'armée turque poursuivait samedi ses actions dans le nord de l'Irak contre les rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes de Turquie), au 10e jour de son opération lancée le 14 mai.

Les troupes turques ont mené vendredi plusieurs opérations ponctuelles contre les positions du PKK dans les zones frontalières avec la Turquie, et des opérations de recherche pour détruire des grottes servant de dépôts de munitions et d'abris aux maquisards kurdes turcs dans les montagnes irakiens, selon la presse de samedi.

La région frontalière avec la Turquie ainsi que des routes menant vers la frontière avec l'Iran, traversant les zones de Dohouk, Atroush, Amadiya, Barzan, Erbil et de Diana sont contrôlées désormais par les troupes turques.

Une partie des troupes se sont avancées jusqu'à Aqrah, sur la route entre Dohouk et Salahaddine.

Situé au nord d'Erbil, Salahaddine, place-forte du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK, de Massoud Barzani), se trouve à quelque 100 km à vol d'oiseau de la frontière turque mais à près de 170 km par la route du poste frontière de Habur.

Des maquisards du PKK, qui tentaient de fuir vers la région de Soran et la ville de Suleymaniyeh, sous contrôle de l'autre groupe kurde irakien de Jalal Talabani, ont été encerclés par l'armée turque, selon la même source.

Depuis le début, les autorités civiles et militaires turques imposent un black-out quasi-total sur l'information se contentant de fournir à plusieurs reprises le bilan de tués chez le PKK.

La presse n'a pas été autorisée à se rendre dans le nord irakien.

CE/bir tf

## Kurds threaten suicide attacks unless Turks withdraw

May 24, 1997

Web posted at: 11:36 p.m. EDT (0336 GMT)

ANKARA, Turkey (AP) -- A Kurdish rebel commander has accused Turkey of occupying a buffer zone in northern Iraq, and threatened attacks if Turkey does not withdraw.



"Suicide attacks will be carried out inside Turkey," Semdin Sakik, a senior guerrilla commander, said on Kurdish television. Suicide bombings by Turkish Kurds, who have been fighting for autonomy in southeastern Turkey for 13 years, have claimed 10 lives in Turkey in the past two years.

Turkey sent up to 50,000 troops into northern Iraq May 14 in a bid to wipe out rebel bases used for cross-border attacks. Turkish troops have fanned out over a 200-mile strip extending 40 miles into Iraq and reportedly taken several rebel strongholds.



19:05  
GMT, 25

Mai  
1997

©AFP  
1997

### ● 50.000 militants de gauche protestent contre la politique gouvernementale

ISTANBUL, 25 mai (AFP) - Près de 50.000 militants turcs de gauche ont manifesté dimanche à Istanbul pour protester contre la politique du gouvernement du Premier ministre islamiste Necmettin Erbakan, ont rapporté les médias turcs.

Plusieurs manifestants pro-kurdes, mêlés à la foule, ont également dénoncé l'opération militaire que mène actuellement l'armée turque dans le nord de l'Irak pour réprimer les rebelles séparatistes kurdes, a rapporté la chaîne de télévision privée NTV.

Ufuk Uras, le chef du Parti de la liberté et de la solidarité (gauche, opposition) qui a organisé la manifestation, a accusé lors du rassemblement le Parti islamiste de la Prospérité (Refah) du Premier ministre, Necmettin Erbakan, d'essayer de diviser le peuple entre les "croyants et les non croyants".

"Mais le peuple va outrepasser ces arguments", a-t-il estimé.

La manifestation s'est dispersée dans le calme.

ue/gic/ia t

Turkish Daily News

MONDAY, MAY 26, 1997

# KDP: 'We hope to conclude the operation soon'

SAADET ÖRÜÇ

Ankara-Turkish Daily News

■ Safeen Dizayee, the Kurdistan Democratic Party (KDP) representative in Ankara, said they hoped the Turkish army would withdraw from northern Iraq soon after its current cross-border operation was over. The Turkish army has been carrying out an operation in northern Iraq against Kurdistan Workers' Party (PKK) bases since May 14, with the support and guidance of the Massoud Barzani-led KDP. Fresh from the region, Dizayee talked to the Turkish Daily News about the present situation in northern Iraq.

Referring to clashes on May 16 in Arbil, Dizayee said the separatist PKK had abducted nearly 3000 teenagers from Arbil and forced them to join the PKK. "There were clashes in northern Iraq, and some attacks on settlements. We threw the PKK out of these settlements. The PKK had been warned many times not to interfere in our area. We hope this operation will be concluded as soon as possible and Turkish troops will withdraw. We have to encourage the inhabitants of the

evacuated villages to return, firstly from a security point of view. Also from a moral and economic point of view, they must be encouraged to go back to their villages. We have to make sure that our settlements are not becoming targets," he said.

When asked about the future of KDP relations with Baghdad, Dizayee pointed out that due to the problems, ties had been cut. "But," he continued, "it is a natural right for any country to protest against interference in that country." He also accused parties criticising the operation of supporting the PKK.

## Iranian reaction

Meanwhile, according to news reports, Iranian President Hashemi Rafsanjani stated that Iran had acted with other Arabic countries against Turkey's cross-border operation into northern Iraq. Briefing the press on Sunday in Tehran, Rafsanjani said that cooperation between Israel and Turkey was something new, as was the "wide presence" of Turkey in northern Iraq. "We are cooperating with Muslim and Arabic states against the possibility of any problem in the area," he

said.

## Italy: 'Turkey must leave northern Iraq'

Criticizing the operation, the Italian Foreign Ministry said they had grave concerns. In a statement, the ministry said, "Italy respects Turkish efforts to protect its borders from terrorist attacks. However, regarding the unstable balances in the region, steps such as those taken by the Turkish army cannot be approved." The Italian government also said the solution of the Southeast problem could not be achieved by military means, but with political steps, the Anatolia news agency reported on Sunday.

## PUK: 'Our leadership is concerned'

Meanwhile, commenting cautiously on the operation, Shazad Saib of the Jalal Talabani-led Patriotic Union of Kurdistan (PUK) stated that the operation would badly affect the ongoing Ankara peace process. "Our leadership is very concerned over this operation," he said. Talabani has been in contact with Western diplomats in Ankara since the beginning of the operation.



## ● Netanyahu appelle la Syrie à ne pas soutenir le PKK

10:56  
GMT, 26  
Mai  
1997

©AFP  
1997

ANKARA, 26 mai (AFP) - Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a appelé la Syrie à retirer son soutien au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie), dans une interview dont des extraits sont publiés lundi par le quotidien turc Sabah.

La paix ne pourra être établie au Proche-Orient si la Syrie ne renonce pas à soutenir les organisations terroristes, notamment le PKK et le Hamas, a déclaré en substance M. Netanyahu, selon l'auteur de l'interview, le chroniqueur Mehmet Ali Birand.

L'interview devait être diffusé par la chaîne privée turque Show TV lundi soir.

La Turquie accuse la Syrie de soutenir la rébellion du PKK et d'abriter son chef, Abdullah Ocalan, qui séjourne habituellement en Syrie ou dans la Bekaa libanaise sous contrôle syrien.

Par ailleurs, M. Netanyahu a révélé que son pays et la Turquie échangeaient leurs renseignements sur le terrorisme.

"Nous (Israël et la Turquie) sommes face à la maladie sauvage du terrorisme. Partager nos sources et nos moyens (contre le terrorisme) n'est pas seulement normal mais obligatoire", a-t-il déclaré.

Il a ajouté que ces échanges (de renseignements) avec la Turquie augmenteraient.

Le journal turc Hurriyet avait affirmé récemment qu'Israël avait fourni à la Turquie les secrets technologiques du chasseur russe MiG-29, le plus perfectionné des avions dont dispose la Syrie.

L'armée turque mène depuis le 14 mai une opération d'envergure avec près de 30.000 hommes dans le nord de l'Irak pour combattre les rebelles du PKK qui utilisent la région comme base arrière.

La Turquie et Israël ont signé en février 1996 un accord-cadre de coopération militaire qui a provoqué les protestations des pays arabes et de l'Iran. La Turquie a rapidement développé depuis cette date sa coopération militaire avec Israël, bien qu'elle est dirigée par un gouvernement à dominante islamiste.

Les deux pays envisagent cet été des manoeuvres navales communes en Méditerranée.

M. Netanyahu a en outre déclaré que son pays n'était pas favorable à la création d'un Etat kurde indépendant dans la région. "La Turquie a été

attaquée par le terrorisme du PKK, nous ne voyons pas de différence entre celui-ci et le terrorisme qui nous vise. Dans ce contexte nous ne soutenons pas la création d'un Etat indépendant kurde".

Les rencontres entre responsables israéliens et turcs se sont multipliées ces derniers mois.

Les deux pays ont conclu l'an dernier un accord pour la modernisation par Israël, à hauteur de 630 millions de dollars, de 54 chasseurs-bombardiers F-4E turcs.

Dernièrement, Israël et la Turquie ont décidé de produire ensemble un missile air-sol perfectionné, Popeye II, qui sera une version plus petite mais plus avancée du missile Popeye I israélien. Le contrat s'élève à 100 millions de dollars, dans sa phase initiale.

KG/hc/jh ank ,lu + eaf



17:22  
GMT, 26  
Mai  
1997

©AFP  
1997

### ● Les Kurdes d'Irak espèrent la fin prochaine de l'opération turque

ANKARA, 26 mai (AFP) - La faction kurde d'Irak alliée de la Turquie dans son opération militaire dans le nord de l'Irak contre les rebelles du PKK (séparatistes kurdes de Turquie) a exprimé lundi l'espoir qu'Ankara en aura bientôt terminé et retirera ses troupes.

"Nous espérons que l'opération se terminera bientôt et que les troupes seront retirées derrière les frontières internationales", a déclaré à l'AFP un responsable à Ankara du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani. Ce responsable n'a cependant pas proposé de calendrier pour ce retrait.

UE-hc/fmi



## ● Nouvelle motion de censure contre le gouvernement s'il reste au pouvoir

17:04  
GMT, 26  
Mai  
1997

©AFP  
1997

ANKARA, 26 mai (AFP) - Le parti de la Mère Patrie (Anap) de Mesut Yilmaz déposera une nouvelle motion de censure contre le gouvernement du premier ministre islamiste Necmettin Erbakan, "s'il ne quitte pas le pouvoir d'ici à la fin de la semaine", a rapporté lundi l'agence Anatolie.

Le gouvernement à dominante islamiste avait échappé de justesse mardi dernier une motion de censure déposée par trois partis d'opposition, grâce aux votes d'une petite formation d'extrême-droite.

Le gouvernement avait été formé en juin 1996 entre le Parti de la Prospérité (Refah) de M. Erbakan et celui de la Juste Voie (DYP, droite) du ministre des Affaires étrangères Tansu Ciller.

L'Anap décidera vendredi de la date de déposition de la nouvelle motion de censure, selon le conseil exécutif du parti, qui a tenu une réunion lundi, rapporte l'agence.

Quatre députés du DYP ont démissionné depuis mardi dernier.

En outre, un proche collaborateur de Mme Ciller, Necmettin Cevheri, a démissionné vendredi de son poste de vice-président du DYP, sans cependant quitter le parti.

Avec ces quatre départs, le nombre des sièges du DYP au parlement tombe à 117 sur 550, et celui de la coalition gouvernementale Refah-DYP à 276, soit juste la majorité absolue.

Mais en fait la coalition est virtuellement minoritaire car plusieurs autres députés du DYP, qui n'ont pas quitté le parti, se sont prononcés contre la poursuite de la coalition et ont voté mardi dernier en faveur de la motion de censure.

KG/hc/es t



## ● Des officiers et sous-officiers islamistes radiés de l'armée

15:36  
GMT, 26  
Mai  
1997

©AFP  
1997

ANKARA, 26 mai (AFP) - Le Conseil militaire suprême de Turquie a radié lundi de l'armée des officiers et sous-officiers suspects de sympathies fondamentalistes, a annoncé la chaîne d'information en continu NTV.

NTV n'a pas précisé le nombre des militaires expulsés, qui avait été estimé entre 50 et 100, avant la réunion du Conseil.

Le Conseil, plus haut organe exécutif militaire turc, "a examiné les menaces internes et externes auxquelles fait face l'Etat et discuté de questions disciplinaires concernant certains membres des forces armées", a indiqué l'état-major général dans une déclaration.

"Le Conseil a pris les mesures nécessaires", souligne l'état-major sans autre précision.

Les "questions disciplinaires", selon les analystes, sont une référence à des officiers qui sont accusés d'avoir des liens avec des groupes extrémistes religieux.

L'armée, qui se considère comme la garante du caractère laïc de l'Etat, est très sensible à toute tentative d'infiltrer ses rangs par les islamistes.

Le Conseil regroupe quinze chefs militaires de haut rang, le Premier ministre et le ministre de la Défense.

Le Premier ministre islamiste, Necmettin Erbakan, a apposé sa signature à la décision, a indiqué NTV, ce qui est nécessaire pour qu'elle prenne effet.

M. Erbakan, lui-même dans le collimateur de l'armée qui lui reproche de favoriser une dérive vers le fondamentalisme en Turquie, a ainsi évité une aggravation de la tension entre lui et les militaires.

Le Conseil avait expulsé de l'armée près de 60 autres officiers islamistes lors de sa dernière réunion en décembre et M. Erbakan avait signé la décision.

Les militaires ont dicté fin février au gouvernement à dominante islamiste de M. Erbakan une série de mesures sévères pour mettre fin à la montée de la subversion islamiste.

Ces mesures incluent la fermeture des sections secondaires des écoles religieuses d'Etat, l'expulsion des extrémistes religieux de l'administration et l'interdiction de toute propagande fondamentaliste à la télévision.

En outre, les militaires ont interdit aux municipalités contrôlées par le Parti de la Prospérité (Refah) de M. Erbakan de recruter les anciens officiers islamistes radiés de l'armée.

Toutefois, la résistance offerte par le Refah à la mise en oeuvre de ces mesures a fait monter la tension ces dernières semaines.

Le Conseil militaire suprême devait également discuter de l'opération en cours de l'armée turque dans le nord de l'Irak, où elle pourchasse les rebelles kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie).

ue/hc/gic eaf

## Iraqis Are Still Suffering From Shortages, UN Says

By John M. Goshko  
*Washington Post Service*

UNITED NATIONS, New York — Despite oil sales that allowed the Iraqi government to buy almost \$2 billion worth of humanitarian supplies, large numbers of Iraqis are still suffering from critical shortages of food and medicine, according to the United Nations official in charge of humanitarian operations.

After a weeklong visit to Iraq, Asushi Akashi, the UN undersecretary-general, said that despite some glitches supplies obtained under Iraq's food-for-oil deal were reaching that beleaguered country.

He added that President Saddam Hussein's government had not interfered with UN observers monitoring distribution, and that "so far there is no evidence of discrimination against any particular group on political, economic or religious grounds."

But the conditions of sick people "continue to be deplorable," Mr. Akashi said. "There are many emaciated children. You can see on the hospital shelves that there clearly is a lack of medicine. They have to use dangerously old needles over and over."

Mr. Akashi described his impressions as UN members prepared for another look at Iraq's demands for lifting of the crippling economic sanctions imposed on it after its 1990 invasion of Kuwait.

Last December, the Security Council granted a partial exemption from the embargo that allowed Iraq to sell \$2 billion worth of oil over six months to buy food, medicine and other humanitarian supplies. The agreement expires June 9.

The Iraqis have called for an expanded program permitting oil sales of \$4 billion in the next period. Many UN members, motivated by a desire for business opportunities in Iraq or sympathy for the Iraqi people, believe the sanctions should be eased considerably. However, the United States, which has a veto over any Security Council actions, has vowed to maintain the embargo as long as Mr. Saddam remains unrepentant about his aggressive designs on his neighbors.

The U.S. ambassador, Bill Richardson, has said the United States was concerned about "a lack of transparency" in the relief distribution that made it difficult to tell whether supplies were reaching their intended recipients.

INTERNATIONAL  
**Herald Tribune**  
MONDAY, MAY 26, 1997

# GROLLEN DER GENERÄLE

PETRA KAPPERT

**D**ieser Tage feierte die Türkei ein merkwürdiges Jubiläum: Sie gedachte der Gründung des Nationalen Sicherheitsrats vor 64 Jahren – eines Gremiums, das von den Spitzen der Streitkräfte beherrscht wird und die Regierung in allen Fragen der inneren und äußeren Sicherheit „beraten“, man könnte auch sagen, „ihr nachdrücklich den Weg weisen“ soll.

Es war kein runder Geburtstag, und somit hätte die Zeremonie im Beisein des Staatspräsidenten Süleyman Demirel in Ankara kaum Aufmerksamkeit verdient. Doch die innenpolitischen Spannungen, vor allem die fortwährenden Warnungen des Militärs vor der islamistischen Gefahr, machten aus der Gedenkfeier ein öffentliches Ereignis, das im ganzen Land beachtet wurde.

General İlhan Kiliç, der Generalsekretär des Sicherheitsrats, stellte dabei unmißverständlich klar, wie das Militär die Republik sieht: Sie sei eine Nation, keine Religionsgemeinschaft, ein dem demokratischen Laizismus, der sozialen Gerechtigkeit und den Menschenrechten verpflichteter moderner Staat. Die Gäste, darunter der islamistische Ministerpräsident Necmettin Erbakan und seine skrupellose Außenministerin Tansu Çiller, mußten dem Bekenntnis brav Beifall spenden.

Fast 75 Jahre nach Gründung der Türkischen Republik bringen die Offiziere Mahnungen und Erklärungen noch immer mit dem Nachdruck nahezu staatlicher Autorität vor, und zumindest Teile der Bevölkerung nehmen die Verlautbarungen so ergeben auf, als wären sie ein ultimativer Ratschluß.

Gegen das beharrliche *Ceterum censeo* der Militärs konnte sich die Regierungskoalition nicht behaupten; ihre Mehrheit im Parlament bröckelte, wohl im Herbst gibt es Neuwahlen. Haben die Offiziere, in Treue fest zum Säkularismus, die Türkei vor dem algerischen Schicksal und dem Rückfall ins Mittelalter bewahrt?

Der Machtkampf zwischen Armee und Islamisten ist kein Ringen zwischen Progressiven und Reaktionären, Aufgeklärten und Obskurantisten. In Wirklichkeit rivalisieren zwei konservative Gruppierungen miteinander, die beide auf ihre Weise die zivile, demokratische Gesellschaft verachten.

Das Selbstverständnis des türkischen Militärs beruht auf seiner historischen Tradition. Jahrhundertlang waren

Armee und Staat im Osmanischen Reich untrennbar verknüpft; aufgrund dieser herausragenden Stellung waren es auch Offiziere, darunter die „Jungtürken“, die zu den wichtigsten Reformern und Modernisierern im 19. und 20. Jahrhundert wurden.

Nach dem Zusammenbruch des osmanischen Weltreichs 1918 entstand aus dessen Ruinen 1923 der erste türkische Nationalstaat – eine Republik, die nach dem Willen ihres Gründers Mustafa Kemal Atatürk ihre Legitimation aus der Souveränität des Volkes, nicht aus der islamischen Tradition bezog. Der von Atatürk siegreich geführte „Nationale Befreiungskrieg“ von 1920 bis 1922 gegen die Entente, die türkische Kerngebiete besetzt hatte, weihte die Streitkräfte zu Helden der Nation.

Ihre Rolle ist seit jenen frühen Tagen ambivalent geblieben: Zum einen sollte sich das Militär nach dem Willen Atatürks aus der Tagespolitik und aus politischen Koalitionen heraushalten; zum anderen betonte der Republikgründer stets die Pflicht, den kemalistischen Staat bei äußerer oder innerer Bedrohung bedingungslos zu schützen. Diese zwei Grundsätze, die leicht in Widerstreit geraten können, gelten noch immer als das unangefochtene Credo der Streitkräfte.

Dreimal in der Geschichte der türkischen Republik hat das Militär die Macht ergriffen: 1960, 1971 und 1980. Jedesmal war offensichtlich, daß die Offiziere auf eine Krisensituation reagierten, die sie nicht selbst verursacht hatten. Ihre Intervention stellte deshalb keinen Putsch im klassischen Sinn dar, es ging ihnen nicht um die Macht an sich; vielmehr glaubten die Militärs, in die Geschicke des Landes eingreifen zu müssen, weil sie sich als Krisenregulatoren betrachteten.

Das macht diesen Nato-Mitgliedstaat zum Sonderfall unter den Schwellen- und Entwicklungsländern: Wie in der Dritten Welt gilt der Primat der zivilen Politik nicht uneingeschränkt, da die Generäle sich im Notfall als oberste Krisenmanager aufspielen. Aber ihre Machtergreifung zielte immer auch darauf ab, das zivile Regierungssystem rasch wiederherzustellen – möglichst funktionstüchtiger als zuvor.

Dabei machten die Streitkräfte freilich politisch und sozial eine entscheidende Veränderung durch: Waren sie 1960 noch die radikalsten Modernisierer im Land, aber auch die Fürsprecher der sozial Deklas-



ILLUSTRATION: D. WIESMÜLLER

Petra Kappert ist Islamwissenschaftlerin und Professorin für Turkologie an der Universität Hamburg.

sierten, so wandelten sie sich danach immer stärker zu einer konservativen, auf den Erhalt des gesellschaftlichen Status quo bedachten Kraft.

Das lag an einem unmittelbaren, außerhalb der Türkei wenig beachteten Effekt der Intervention von 1960. Die Wirtschaftskrise und die Inflation Ende der fünfziger Jahre hatten die materielle Basis der türkischen Beamten und Staatsdiener – und somit auch des Militärs – stark unterhöhlt. Deshalb wurde 1961 eine „Armeehilfsorganisation“ (Oyak) gegründet, welche die ökonomische und soziale Lage der Streitkräfte durch materielle Vergünstigungen und Privilegien entscheidend verbessern sollte.

Die Offiziere hatten fortan zehn Prozent ihres Soldes zur Kapitalbildung dieser Institution zu entrichten, die weltweit ihresgleichen sucht. Mittlerweile ist aus Oyak die fünfgrößte Holding des Landes geworden; ihre Investitionen sind überaus gewinnbringend. Weitere Stiftungen im rüstungsindustriellen Bereich folgten. Die Folge war, daß die Militärs – insbesondere in den höheren Rängen – sich von einer sozialreformerischen, unterprivilegierten in eine begünstigte, beharrende, dem großindustriellen Unternehmertum verbundene Kaste wandelten, wie der Türkei-Experte Gerhard Weiher überzeugend nachgewiesen hat.

Der erste Putsch – 1960 – hatte sich noch gegen eine konservative Regierung gerichtet, die mit ihrer ökonomischen Politik der rücksichtslosen Liberalisierung gegen das Gebot der sozialen Gerechtigkeit und gegen den kemalistischen Reformauftrag verstieß. Die von den Generälen in Auftrag gegebene Verfassung, die 1961 per Referendum angenommen wurde, war denn auch die liberalste in der Geschichte des Landes.

Die nächsten Eingriffe – 1971 wie 1980 – wandten sich offiziell gegen Radikalismus und Extremismus aller Art. Doch die Position des Militärs hatte sich entscheidend gewandelt: hin zu einer restaurativen Kraft, die ihre Energie vor allem auf die Verfolgung der potentiell gesellschaftsverändernden Kräfte – der Linken in allen Schattierungen – konzentrierte. Die liberale Verfassung von 1961, die einstmals gepriesene „neue Ordnung“, wurde durch scharfe Restriktionen verändert.

Das von 1980 bis 1983 errichtete Militärregime, das länger währte als alle anderen Eingriffe der türkischen Generalität in die Politik, gebärdete sich zugleich am radikalsten. Mit der Auflösung aller bestehenden politischen Parteien sollte diesmal die nächste zivile Ära so gründlich vorbereitet werden, daß „eine weitere Intervention nie mehr nötig würde“, wie die Militärs meinten.

Eine neue Verfassung gab der Exekutive mit einem starken Staatspräsidenten an der Spitze eine übermächtige Stellung, den Offizieren erheblich ausgeweitete Mitsprachebefugnisse, zugleich beschnitt sie politische und gewerkschaftliche Rechte – mit dem Ziel, das öffentliche Leben zu entpolitisieren.

**A**lle Kräfte, die aus der Sicht des Militärs das bestehende System in Frage stellten, sei es von rechts oder links, wurden rigoros verfolgt. Das Schwergewicht lag allerdings eindeutig bei der Bekämpfung der Linken.

Und dazu gehörte auch, daß die Offiziere Geister riefen, die sie heute fürchten und nicht mehr loswerden: Die islamische Religion, die das allgemeine Bild der Türkei bis 1980 nicht wesentlich geprägt hatte, erhielt mit Billigung des Militärs einen neuen Stellenwert in der Öffentlichkeit. Islamischer Religionsunterricht wurde obligatorisch an allen Schultypen des Landes. Die heute als Kaderschmieden der Islamisten in Verruf geratenen Prediger-Schulen (Imam Hatip Okullari) durften neben dem säkularen Schulwesen zur Hochschulreife führen, und General Evren pilgerte sogar gegen Ende seiner Amtszeit als Staatspräsident nach Mekka.

Die Diskussion um den in der Verfassung verankerten Begriff des Laizismus entbrannte neu. Die Militärs erhoben keinerlei Einwände, da sie überaus eifrig mitzimmerten an einem eigentlich anachronistischen „Bollwerk gegen den Kommunismus“. Sie

wollten die konservative Grundausrichtung der Türkei ein für allemal festlegen, und dabei scheuten sie kein Mittel, auch nicht das höchst gefährliche des politischen Islamismus.

Heute, zehn Jahre später, stellen sich die Dinge anders dar. Seit Februar predigt die Generalität offen und unermüdlich: „Extremistische religiöse Bewegungen sind für die Türkei zu einer größeren Bedrohung geworden als der Separatismus und Terrorismus der PKK.“ Ein klares Umdenken also, Anlaß gar zur Selbstkritik? Nichts von alledem, über die frühere, ja wohl leichtfertige Verkenning der Lage hat der Generalstab kein Wort verloren.

**D**as vom ersten Tag der Offizierslaufbahn – die mit 14 Jahren beginnt – antrainierte Selbstverständnis eines türkischen Militärs dürfte so etwas wie Selbstkritik kaum zu lassen. Aus dem Munde eines hohen Generalstabsoffiziers klingt der Standesdünkel schockierend: „Das Identitätsbewußtsein eines türkischen Offiziers resultiert aus einem Überlegenheitsgefühl gegenüber einem Zivilisten und aus seiner Fähigkeit, die feineren Aspekte von Patriotismus, nichtchauvinistischem Nationalismus und Atatürks Denkweise zu begreifen – und natürlich aus seiner Bereitschaft, fürs Vaterland zu sterben. Ein Zivilist vermag nichts Ähnliches.“

Ein solches Bekenntnis verbindet sich fast selbstverständlich mit einem tiefen Mißtrauen gegen Politiker, ja gegen die zivile Gesellschaft schlechthin. Aber kann jemand so reden, dem man notfalls die Verteidigung der Demokratie anvertrauen müßte? Das macht das tragische Dilemma der modernen Türkei aus: In der Abwehr des antidemokratischen, freiheitsfeindlichen Fundamentalismus wird die letzte Verteidigungslinie von Männern gehalten, die zwar dem Westen nacheifern wollen, aber mit ihrem unzeitgemäßen Korpsgeist zu tapferen Demokraten nicht recht taugen.

Sie seien die Hüter, nicht die Herrscher des Kemalismus, sagen die Militärs heute, wenn sie die Situation in der Türkei beschreiben. Das soll wohl erklären, weshalb sie zwar verbal intervenierten und von der Regierung Erbakan die Einhaltung – „Wort für Wort“ – der säkularen Grundprinzipien der Republik in einem 18-Punkte-Programm verlangten, einen „Coup d'État“ aber vermieden.

Ist die existentielle Krise des Staates als Voraussetzung für einen Putsch also noch nicht da, befindet sich das Land lediglich in einer „angespannten Situation“, die ein militärisches Eingreifen „noch nicht“ erforderlich macht?

Aus der Sicht der Generäle mag dies so sein. Daß ihr Sendungsbewußtsein ungebrochen ist, zeigt auch das kompromißlose Festhalten an der militärischen Lösung im Krieg gegen die Kurden. Unklar bleibt dagegen, inwieweit sich in der gegenwärtigen Debatte um Laizismus, um Trennung von Religion und Politik, bei der Militärführung eine neue Erkenntnis durchsetzt: daß in einem modernen Staat die zivile Gesellschaft in der Auseinandersetzung mit politischem oder religiösem Extremismus letztlich auf ihre eigenen Kräfte vertrauen muß.

Wenn bei einem Konzert des Liedermachers Zülfü Livaneli in Ankara 500 000 Menschen gegen die Regierung Erbakan und für den Säkularismus demonstrieren, wenn 50 000 Mitglieder von Gewerkschaften und Bürgerbewegungen die Regierung zum Rücktritt auffordern und für Neuwahlen plädieren, so sind dies eben nicht Aktionen für eine Militärintervention.

Wenigstens der Chef des Generalstabs, Ismail Hakkı Karadayı, scheint dies erkannt zu haben, da er verlauten läßt: „Bei einer Gefährdung des demokratischen säkularen Systems muß das türkische Parlament Abhilfe schaffen.“ Schön – nur was ist, wenn es das in den Augen des Generals nicht schafft?

Dann würde er zweifellos die Republik „mit der Waffe in der Hand“ gegen den inneren Feind verteidigen, und der Westen nähme es ihm womöglich nicht einmal übel. ◆

„Mit der Waffe in der Hand gegen den inneren Feind der Republik“

Freitag, 23. Mai 1997 · Nr. 116

Neue Zürcher Zeitung

## Ankara dehnt Einflussbereich im Nordirak aus *Einmarsch der Türkei fördert neue Allianzen im Nahen Osten*

Die türkischen Streitkräfte sind bei ihrer Intervention im Nordirak offenbar weiter vorgegangen als bei früheren grenzüberschreitenden Operationen. Südlich der Stadt Dohuk sollen sie in die Nähe von Stellungen der irakischen Armee gelangt sein. Der Einmarsch hat eine Annäherung unter den an die Türkei grenzenden nahöstlichen Staaten zur Folge.

*it. Istanbul, 22. Mai*

Die türkischen Streitkräfte, die vor einer Woche in den Nordirak einmarschiert sind, haben ihre Positionen ausgebaut und kontrollieren nun den gesamten Nordwesten der kurdischen Schutzzone. Wie ein Sprecher der Demokratischen Partei Kurdistans erwähnte, hätten türkische Soldaten eine Strassensperre nahe der kurdischen Stadt Aqra errichtet. Dieses weite Ausgreifen ist ein Novum in den grenzüberschreitenden Operationen der Türkei. Ankara war früher bemüht gewesen, seine Militäraktionen auf das gebirgige Gebiet entlang der türkisch-irakischen Grenze zu beschränken, um Bagdad nicht zu provozieren. Neu ist auch, dass türkische Soldaten südlich der Stadt Dohuk bei Sheyhan in direkter Tuchfühlung mit den Truppen des irakischen Diktators Saddam Hussein stehen.

Laut Berichten des oppositionellen Irakischen Nationalkongresses sind irakische Truppen inzwischen entlang der gesamten, seit dem Golfkrieg bestehenden Demarkationslinie beim 36. Breitengrad verlegt worden. Die halbamtliche türkische Nachrichtenagentur Anatolien meldet, dass auch die Nachbarn Syrien und Iran im Grenzbereich zum Nordirak Truppen konzentrieren. Der massive türkische Einmarsch im Nordirak hat zweifellos die Nachbarländer alarmiert. Die erste Folge davon ist, dass sich allmählich die feinen Konturen einer neuen Allianz abzeichnen. Damaskus hat die Sprachregelung Bagdads übernommen, wonach es sich beim türkischen Einmarsch um eine «Invasion auf arabisches Territorium» handle.

Der erste Golfkrieg hatte zu einer ernststen Abkühlung der Beziehungen zwischen Syrien und dem Irak geführt. Jetzt hat die syrische Regierung angekündigt, im Interesse beider Staaten die Grenzübergänge nach dem Irak wieder zu öffnen.

Diese Annäherung zwischen dem Irak und Syrien geht hauptsächlich auf eine Serie von Militärabkommen, die der türkische Generalstab mit Israel abgeschlossen hat, zurück. Die beiden Staaten sowie Iran haben vor einem Erstarren Israels in der Region Angst und empfinden die israelisch-türkische Zusammenarbeit als Bedrohung. Die Türkei solle endlich realisieren, dass die Zeiten des Osmanischen Reiches endgültig vorüber seien, sagte ein irakischer Diplomat.

Fragen nach dem wirklichen Ziel des politisch gewagten Einmarsches werden vorsichtig in Ankara aufgeworfen. Kritiker weisen warnend darauf hin, dass im Rahmen der neuen Regional-Allianzen die PKK, deren Vernichtung in Ankara zum Hauptziel des Einmarsches deklariert wurde, eine neue Rolle spielen könnte, denn diesmal würden alle drei Länder sie als Instrument gegen die Türkei einsetzen. Noch wird der Einmarsch in den meisten einheimischen Medien aber als grosser Erfolg im Kampf gegen die PKK gefeiert. Laut offiziellen Angaben sind in den letzten neun Tagen über 1300 PKK-Guerilleros ums Leben gekommen. Von unabhängiger Seite kann diese Zahl nicht verifiziert werden, da Journalisten das Kampfgebiet weiterhin nicht bereisen dürfen.

### Kurden-Proteste in Genf und Strassburg

*Genf, 22. Mai. (sda)* Rund 100 Kurden haben am Donnerstag für mehrere Stunden das Gebäude der Vereinten Nationen in Genf besetzt. Sie beendeten ihre Aktion erst, nachdem der Uno-Generalsekretär Annan die türkische Invasion im Nordirak verurteilt hatte. Annan hielt fest, dass man die türkische Aktion nicht dulden könne. Die Integrität des irakischen Territoriums müsse respektiert werden, schrieb Annan. Auch vor dem Europarat in Strassburg protestierten rund 100 Kurden gegen die türkische Offensive.

## **Drohungen Bagdads an die Adresse der Türkei** **Veränderung der labilen Kräfteverhältnisse im Nordirak?**

Die Gründe für den Einmarsch der türkischen Truppen in den Nordirak vom letzten Mittwoch sind unklar. Während Ankara von einer «in Zeit und Umfang begrenzten Aktion» gegen die Lager der Kämpfer der Arbeiterpartei Kurdistans (PKK) spricht, fordert Bagdad den sofortigen Abzug der «Invasionstruppen» und droht mit Vergeltungsaktionen.

*ii. Istanbul, 16. Mai*

Der Einmarsch türkischer Truppen in den Nordirak hat in dieser Region mit ihren zerbrechlichen politischen Allianzen neue Fragen aufgeworfen. Tausende von türkischen Soldaten, unterstützt von Militärflugzeugen, Panzern und amerikanischen Cobra-Kampfhelikoptern, sind am letzten Mittwoch in den Nordirak vorgestossen. Laut einem Pressesprecher des türkischen Generalstabs handelt es sich um eine «in Umfang und Zeit» begrenzte Militäraktion gegen die Lager der Arbeiterpartei Kurdistans (PKK) im Nordirak. Laut einstimmigen Berichten der türkischen Presse sind an dieser Operation über 25 000 türkische Soldaten und mehrere tausend Kurden aus der Türkei beteiligt, die der Regierung in Ankara loyal gegenüberstehen. Der massive Vorstoss erweckt in Iran, im Irak und in Syrien den Eindruck einer türkischen Machtdemonstration. Nachdem Israel und die türkische Armeeführung Anfang Mai eine Reihe von Militärabkommen unterzeichnet hatten, misstrauen diese Nachbarländer den türkischen Generalen. Ihr Argwohn wurde zudem noch verstärkt, als die türkischen Generäle Anfang Mai Iran, den Irak und Syrien davor gewarnt hatten, die PKK – laut offizieller türkischer Sprachregelung handelt es sich bei ihren Mitgliedern um separatistische Terroristen – zu unterstützen. Die Türkei werde, so ihre Generäle, auch vor Gewaltanwendung gegen Länder, die den Terrorismus unterstützten, nicht zurückschrecken.

### **Forderung nach Abzug der Truppen**

Bagdad hat auf die türkische Operation gereizt reagiert. Der irakische Aussenminister, as-Sahaf, hat am Freitag in einem Brief an die Arabische Liga den sofortigen Abzug der türkischen «Invasionstruppen» gefordert und gewarnt, der Irak behalte sich das Recht vor, auf den «aggressiven Akt der Türkei» zu antworten. Bagdad befürchtet eine Verschärfung des Konflikts unter anderem auch wegen der kurdischen Flüchtlinge aus der Türkei. Im Laufe der ausgedehnten Säuberungen der türkischen Armee in Südostanatolien im Jahre 1994 sind rund 15 000 Kurden aus der Türkei in den Nordirak geflohen. Im Anschluss an den Vorstoss der türkischen Truppen vom Mittwoch sind diese Flüchtlinge, mehrheitlich PKK-Anhänger, aus dem kurdischen Autonomiegebiet in die von Bagdad kontrollierten Regionen geflohen.

Der Vorstoss der türkischen Truppen könnte im kurdischen Nordirak das labile regionale Kräfteverhältnis verändern. Nach dem Golfkrieg von 1991 haben die nordirakischen Kurden dank dem Wohlwollen westlicher Länder das «auto-

nome Bundesland Kurdistan» geschaffen. Das geographisch und wirtschaftlich isolierte Gebiet im Nordirak wurde allen Hoffnungen der kurdischen Bevölkerung zum Trotz jedoch von niemandem anerkannt und zerfiel zuletzt in zwei, von den wichtigsten Führern der irakischen Kurden beherrschte Einflussphären. Entlang der türkisch-irakischen Grenze herrscht die Demokratische Partei Kurdistans (KDP) mit Barzani an der Spitze; das Gebiet entlang der iranisch-irakischen Grenze kontrolliert die Patriotische Union Kurdistans (PUK) unter der Führung von Talabani. Die PKK verfügt in beiden Gebieten über meist kleine und mobile Ausbildungslager. Im letzten August hatte die KDP Bagdad um Hilfe im Machtkampf gegen die PUK gebeten. Irakische Truppen rückten daraufhin gegen die kurdische Hauptstadt Erbil vor. Dies hatte zur Folge, dass Saddam Hussein seine Position in der Region wieder festigen konnte und der Einfluss der USA auf ein Minimum reduziert wurde.

### **Ein Hilferuf Barzanis?**

Der türkische Verteidigungsminister Turhan Tayan hat die türkische Operation vom Mittwoch mit einem «Hilferuf» Barzanis in Verbindung gebracht. Die KDP habe die Türkei darum gebeten, die kurdische Bevölkerung im Nordirak vor «Belästigungen durch die PKK» zu schützen. Die KDP-Führung hat dies jedoch weder bestätigt noch dementiert. In einer Presseerklärung hat sie am Donnerstag in allgemeiner Form Kritik an der PKK geübt. Diese habe den wiederholten Aufruf der KDP, keine Militärbasen auf nordirakischem Territorium zu errichten, ignoriert und «unsere Region in einen Schauplatz von Gefechten verwandelt».

*Neue Zürcher Zeitung*

Samstag/Sonntag, 17./18. Mai 1997, Nr. 112

## Regierungsbericht zu den Wiener Kurdenmorden *Kein österreichischer Druck auf die Ermittler?*

Ein am Dienstag veröffentlichter Bericht der österreichischen Regierung über die Ermordung iranischer Kurden in Wien 1989 räumt ein, dass damals das Aussenministerium starkem Druck von seiten der iranischen Regierung ausgesetzt war. Dass die mutmasslichen Mörder mit iranischen Diplomatenspässen unter österreichischem Begleitschutz ausreisen konnten, wird vom heutigen Aussenminister Schüssel als «kein Ruhmesblatt für Österreich» bezeichnet. Der Fall wird von der Staatsanwaltschaft neu aufgerollt.

*B. A. Wien, 13. Mai*

Die Regierung in Wien hat am Dienstag einen Bericht veröffentlicht, der Handlungen und Unterlassungen der Behörden nach der Ermordung dreier iranischer Kurden am 13. Juli 1989 dokumentiert. Die Akten stammen aus den Ministerien für Inneres, Justiz und Äusseres. Zwei Iraner mit Diplomatendienstpässen konnten damals aus Österreich ausreisen, obwohl der Verdacht bestand, sie seien die Mörder der kurdischen Oppositionellen gewesen. Ein dritter mutmasslicher Täter war von Anfang an verschwunden. Die Polizei nahm rasch an, dass es sich um einen politischen Mord handelte. Die Regierung in Teheran – oder eine Faktion im Dunstkreis der Macht – kam als Auftraggeber in Frage.

### Iranischer Druck zugegeben

Man schrieb es schon damals weitherum iranischem Druck und der Drohung mit Vergeltung zu, dass die Tatverdächtigen ausreisen konnten. Einer von ihnen erhielt auf Ersuchen des Aussenministeriums sogar einen Begleitschutz, nachdem die iranische Botschaft mitgeteilt hatte, gegen den Mann lägen Morddrohungen vor.

Die Oppositionsparteien haben jüngst vergeblich verlangt, es sei ein parlamentarischer Untersuchungsausschuss einzusetzen. Die Regierungsmehrheit lehnte derlei Anträge im Nationalrat ab. Das Thema tauchte aus der Versenkung auf, nachdem ein Berliner Gericht kürzlich in einem ähnlichen Fall («Mykonos») zum Schluss gekommen war, es habe sich um Morde im Auftrag der irani-

sehen Regierung gehandelt. Von der Tat in Wien zu jener in Berlin im Jahr 1992 ziehe sich ein unübersehbarer roter Faden. Die Regierung in Wien übergibt nun den Bericht der Staatsanwaltschaft, die im Lichte des «Mykonos-Urteils» die Ermittlungen wieder aufgenommen hat. Aussenminister Schüssel hatte vor Wochenfrist im Parlament bestätigt, dass Iran politischen Druck auf Österreich ausgeübt habe. Der Bericht belegt dies auf vielfältige Weise. Schüssel sagte, die Angelegenheit sei «kein Ruhmesblatt» für Österreich.

Der Generaldirektor für innere Sicherheit, Michael Sika, kommt in dem Bericht jedoch zum Schluss, der iranische Druck sei «in einer guten Kooperation mit dem Aussenministerium abgefangen und weitgehend von der Ermittlungsarbeit ferngehalten» worden. Der Bericht belegt zwar Versäumnisse und Fehler in der Ermittlung, jedoch laut Sika keine «polizeilichen Pannen». Er stützt sich auf eine Auswahl der vorhandenen Dokumente. Allfällige mündliche Absprachen unter den handelnden Personen sind auf diese Weise naturgemäss nicht zu erfassen.

### «Vorerst unbeeinflusst»

Die Opposition gibt sich mit dem Papier natürlich nicht zufrieden. Jörg Haider, der Chef der Freiheitlichen Partei, verlangte am Dienstag, es sei einer parlamentarischen Minderheit zu gestatten, «in massvoller Weise» Untersuchungsausschüsse einzusetzen. Die Regierung stellt sich hinter die Justiz, die vorerst unbeeinflusst weiter ermitteln solle.

EXPRESSEN - 26 MAI 1997

# Påk Kniv Knytnäve

**KURDO BAKSI**

**NÄR MIN FAR** Lütfi bad mig ordna möteslokal på ABF i Stockholm för ett opinionsmöte om kurdfrågan med Serefettin Elci, god vän till min familj sedan decennier och ordförande i Demokratiska masspartiet (DKP), tvekade jag inte. Elci är vid närmare 70 års ålder en av dem som har arbetat längst och aktivast för kurdernas rättigheter i Turkiet. 20 år innan PKK bildades satt han i fängelse för sitt engagemang. Också på 80-talet dömdes han till fängelse i två år och fyra månader. Tillsammans med min far och andra veteraner i kampen bildade han nyligen det legala kurdiska Demokratiska masspartiet.

Redan på väg till ABF-loka-

len såg min far och jag ett 60-tal PKK-anhängare kasta fientliga blickar på oss. Framme vid huset på Sveavägen hade redan flera polisbilar anlänt.

**DKP-representanter hade ringt till säkerhetspolisen och varnat för en PKK-attack.**

Ingen hindrades dock att gå in på mötet i Z-salen, trots att flera av PKK-anhängarna bar påkar och knivar fullt synligt. Jag bad polisen att genomföra en kroppsvisitering av mötesdeltagarna, men man vägrade. Trots att polisen alltså var på plats utanför lokalen gjorde den ingenting för att förhindra flera PKK-anhängare att kasta sig över min far och börja misshandla honom så svårt att han för ett ögonblick förlorade medvetandet, så när strypt med sin egen slips.

Trots sina skador orkade han leda det två och en halv timme långa mötet, sedan polisen väl fått ut slagskämparna.

**SJÄLV GICK JAG** ner i foajén för att tala med vaktmästarna. Där bildade 15-20 PKK-anhängare ring runt om mig. En av dem hade jag köpt cigaretter åt när han var asylsökande på flyktförläggningen i Carlsund. En annan hade haft min far som lärare i hemspråk. Jag lyckades på något sätt komma undan dem genom att springa genom kafeterians kök, och när jag kom ut på Holländargatan stannade som tur var en taxi.

**Jag satt där i taxin och tänkte på hur jag och min familj kom hit 1980 och trodde att vi här hade fått en fristad där vi kunde**

**yttra oss fritt utan risk för repressalier.**

**JAG VAR** femton år och hade under min barndom i turkiska delen av Kurdistan sett min far bli arresterad många gånger, min familj tvångsflyttad, mitt modersmål förbjudas och mina landsmän skjutas ner av den turkiska militären.

Strax innan vi flydde till Sverige fick jag själv sitta tre dagar i fängelse för att jag hade talat kurdiska i en tågkupé.

Här i Sverige har jag och min familj fortsatt att arbeta för kurdernas rättigheter, bland annat i Kurdiska riksförbundet och genom att ge ut tidningen Kurdistan. Jag och mina släktingar har hjälpt tusentals kurdiska flyktingar som kommit hit, oavsett partitillhörighet.



*Det var inte bara Kurdo Baksi och hans far Lütfi som misshandlades i söndags på ABF-huset. PKK-anhängarna misshandlade även sju andra mötesdeltagare. Polisen förlorade kontrollen under de stormiga 30 minuterna.*

METRO - 26 MAI 1997

En av dem var PKK-ledaren Öcalans fru Kesire, som nu är mordhotad av sin förre man.

Det känns sorgligt att bli överfallen av kurdiska landsmän som blint följer sitt partis order. Mest ledsen är jag för min fars skull som har ägnat hela sitt liv åt kurdernas sak. Det som nu kommer att hända är att PKK-ledningen beklagar händelsen och vägrar ta sitt ansvar. När min faster Lamia mördades 1987 ville PKK-medlemmar komma till vårt hem för att sörja med oss. Tala om dubbelmoral.

Men varför överföll de oss just nu? Svaret är att det inte går bra för PKK dessa dagar. Tragiskt nog har Turkiet gått in i Irak för att döda gerillasoldater som flytt över gränsen. Men den marxist-leninistiska organisationen har alltid varit intolerant mot olik-tänkande kurder. Tidigare angrep de dock mest avhoppare från partiet.

**Nu verkar de ha ändrat taktik. Jag har aldrig tidigare blivit misshandlad av PKK-anhängare.**

**SÖNDAGENS HÄNDELSER** förbättrar knappast PKK:s aktier i opinionens ögon. Men PKK och kurderna får inte likställas. Kurdistan är delat mellan Turkiet, Irak, Iran och Syrien. Det finns mer än 30 miljoner kurder. PKK är bara ett av 24 kurdiska partier och är verksamt bara i Turkiet. Varken det eller något annat parti har rätt att ensamt representera alla kurder.

Nu hoppas vi att oliktänkande kurder får skydd, stöd och förståelse både av polisen, i medierna och hos de politiska partierna.

**De som misshandlade mig och min far i söndags är ett hot också mot den svenska demokratin och yttrandefriheten.**

Trots PKK-arnas knytnävar, påkar och knivar får vi inte glömma kurdernas svåra situation i Turkiet. Själv tänker jag fortsätta att kämpa för kurdernas rättigheter. Hoppas bara att vi inte blir så få i den kampen som vi hittills har varit i Sverige.



Lütfi Baksi får hjälp av ett par partikamrater sedan han attackerats vid mötet i ABF-huset.

## Slagsmål vid kurdiskt möte

**Ett vilt slagsmål utbröt under ett kurdiskt möte i ABF-huset i Stockholm i går.**

Mötet arrangerades av DKP, demokratiska masspartiet, som kämpar för ett självständigt Kurdistan med fredliga medel. En av partiets grundare, Lütfi Baksi, misshandlades av anhängarna till Kurdistans arbetarparti (PKK).

Baksi var blodig och blåslagen efter mötet. Hans motståndare hade försökt att strypa honom med hans egen slips, som polisen fick klippa bort.

Redan innan mötet började

bevakade polisen ABF-huset. Säpo hade informerats av arrangörerna eftersom DKP var oroadade att bråk skulle uppstå.

En större insatsstyrka från polisen kallades till platsen och lyckades avbryta tumultet och till sist avvisa PKK-anhängarna från lokalen. Sammanlagt tillkallades ett 25 poliser.

Konflikten mellan DKP och PKK rör medlen för hur den kurdiska självständigheten ska uppnås. DKP stöder en lösning med fredliga medel. Enligt PKK är DKP landsförrädare.

OLA BILLGER/TT

DAGENS NYHETER - 26 MAI 1997

# Kurdiskt möte slutade i våld

## PKK mot DKP. Polisen fick avstyra kalabalik i ABF-huset.

Av Peter Bratt  
08-738 20 23

- Jag trodde att jag skulle vakna upp på andra sidan. Helvetet kanske. Lütfi Baksi skrattar litet ironiskt så som kurder ibland gör för att besvärja något obehagligt som hänt. I handen håller han en före detta slips som kriminalinspektör Thomas Karlsson skar av när han låg på golvet invid Z-salen i ABF-huset i Stockholm ungefär klockan kvart över ett på söndag eftermiddag.

Det har just varit slagsmål mellan PKK och DKP. Runt halsen har Baksi ett band av rödfärgad blodutgjutning under huden. Om ett dygn blir det ett rejält blåmärke. Hela vänstra kinden är kraftigt rödsvullen efter vad som måste ha varit ett eller flera mycket kraftiga slag.

- De hade dödat mig om inte polisen varit där, säger Lütfi, som är en av grundarna till DKP, det demokratiska masspartiet som bildades den 3 januari i år. Partiet har på sitt program att lösa den kurdiska frågan med demokratis-

ka och fredliga medel inom Turkiets gränser. PKK är en organisation som bedriver väpnad kamp i Turkiet för ett fritt Kurdistan.

Det var alltså bäddat för konflikt när DKP kallat alla kurder till ett möte i Z-salen på söndagen.

Ferhat Baran är talesman för det kurdiska rådet, som av DKP utpekats som täckorganisation för PKK. Det förnekar Baran bestämt. Han säger att rådet inte tar ställning för något parti.

- Jag var där som representant för det kurdiska rådet för att se vad som hände. Jag anser att Lütfi och Kurdo Baksi (Lütfis son) betedde sig som provokatörer. De skrek åt somliga att de inte fick komma in därför att de var PKK-are. Då blev det bråk. Om man bjuder in alla kurder ska väl alla få vara med, även de som är för PKK, säger Ferhat Baran.

Kurdo Baksi, som är en välkänd debattör i invandrarfrågor i stort och i kurdfrågan

i synnerhet, säger:

- Det var första gången i mitt liv som jag blev slagen av andra kurder. Jag ville vara demokratisk och sa åt polisen att släppa in PKK-arna. Därför började de slåss. De var hela tiden ute efter att provocera och stoppa mötet, säger Kurdo Baksi.

- Det kom ett 20-tal PKK-are springande och omringade mig och hotade mig till livet. Jag kastade mobilen på en av dem och räddade mig in på restaurangen där jag fick hjälp att ta mig ut bakvägen.

Polisen har inte gripit någon för misshandeln av Lütfi.

- Det var omöjligt att se vad som hände. Det var en 50-60 kurder i en stor röra som slogs allt vad de kunde, säger polisinspektör Karlsson. Förstärkningar kallades till platsen och vid halv fyra-tiden liknade ABF-huset en av polisen belägrad fästning med ett dussintal bilar och ett 30-tal poliser samt hundar.

Lütfi Baksi är far även till Kurdos syster Nalin Baksi, som är riksdagsledamot sedan 1994. Lütfi är bror till Mahmut Baksi, känd kurdisk författare som beviljades politisk asyl i Sverige i början av 70-talet. En syster till Lütfi och Mahmut, Lamia, mördades av PKK 1987. Baksi är inte ett vanligt kurdiskt namn.

- PKK hatar hela vår familj, suckar Lütfi med resterna av slipsen i handen. De hatar alla som inte vill använda samma våldsmetoder som de gör.

# ”De var ute för att döda mig”

## Riksdagskvinnans pappa till sjukhus efter upplopp

AV ULRICA HÄGROTH

**Ett hundratal personer gick till attack mot de kurdiska mötesdeltagarna.**

Beväpnade med knivar, pistoler och påkar trängde de sig in i ABF-huset i centrala Stockholm.

Riksdagsledamoten Nalin Baksis far, Lütfi Baksis, var nära att dö.

Sex personer var ute för att döda mig. De försökte strypa mig med min egen slips. Hade inte polisen skurit av den när jag föll ihop medvetlös på golvet, hade de lyckats, säger han.

Polisens piketstyrka, fyra hundpatruller och sammanlagt 60 poliser från tre olika distrikt i Stockholm försökte hindra det våldsamma upploppet i går.

### Förlorade kontrollen

Kalabalik uppstod i lokalen när ett hundratal motdemonstranter, som uppges tillhöra PKK, trängde sig in.

Flera slagsmål utbröt och polisen hade under en kort tid ingen kontroll över situationen.

Minst nio personer misshand-



**VILT UPPLOPP.** Inga greps under tumultet. ”Vi hade fullt upp som det var att hålla isär alla som drabbade samman”, säger Anders Björneberg, polisens insatschef på plats. Foto: JÖRGEN HILDEBRANDT

lades. En person drog pistol, men blev avväpnad. Till slut lyckades poliserna mota ut PKK-anshängarna.

**200 exilkurder på plats**  
Ungefär 200 svenska exilkurder hade kommit för att lyssna till Serafettin Elci, ledare för AKP, Kurdiska demokratiska masspartiet. Bland dem fanns

”De skrek ”förrädare” och attackerade mig med knivar, påkar och knytnävar. Jag lyckades slå mig ut och springa därifrån, berättar Kurdo Baksis för Expressen.

PKK använder sig av våld och terror. Vårt parti tror på en

fredlig lösning i Kurdistan, men det tolererar inte PKK. Vi kommer aldrig att använda oss av samma metoder, säger Lütfi Baksis.

DKP stöder den turkiska militären, som gick över gränsen till vårt land igen för några dagar sedan. Vi vill ha ett fritt Kurdistan. Alla i DKP är förrädare. De försvarar den turkiska staten, som dödar kurder. En kurd gör det rätta. Jag är inte PKK-are, utan bara för ett fritt Kurdistan, säger Meme Bueuk, motdemonstrant.

### ”Vilt upplopp”

Ingen greps under tumultet.

Det var ett vilt upplopp och omöjligt att göra några gripanden. Vi hade fullt upp att hålla isär alla som drabbade samman. Det var omöjligt att avgöra vem som slogs och vem som försvarade sig säger Anders Björneberg, polisens insatschef på platsen.

DKP:s ledare fick poliseskort från ABF-huset efter mötet. Lütfi Baksis kördes till S:t Görans sjukhus. Hen fick åka hem sent i går kväll.

EXPRESSEN - 26 MAI 1997

MÅNDAG 26 MAJ 1997



Nalin Baksi.

**NARA DÖDEN.** Riksdagsledamotens Nalin Baksi far. Lütfi Baksi, var nära att dö när 100 beväpnade motdemonstranter stormade in på Kurdiska demokratiska masspartiets möte i ABF-huset i centrala Stockholm. Foto: JÖRGEN HILDEBRANDT



ORGANISATION MONDIALE CONTRE LA TORTURE  
WORLD ORGANIZATION AGAINST TORTURE  
Director Eric Sottas

CASE POSTALE 119 - 37-39, RUE DE VERMONT  
CH 1211 GENÈVE 20 CIC  
TÉLÉPHONE +4122-733 31 40  
FAX +4122-733 10 51

ELECTRONIC MAIL OMCT@GEONET.POPEL.ORG.UK  
OMCT@PROLINK.CH

### Case TUR 260597

The International Secretariat of OMCT requests your **URGENT** intervention in the following situation in Turkey.

#### Brief description of the situation :

The International Secretariat has been informed, by reliable sources, of the detention of a lawyer, **Hasan Dogan** on 6 May 1997, when he answered a summons to appear before the State Security Prosecutor in Malatya, a provincial town in eastern Turkey.

The information suggests that he is being held on suspicion of support for a proscribed terrorist organisation, the Kurdish Workers Party (PKK), a violation of Article 169 of the Turkish Penal Code.

According to information received, on the 5<sup>th</sup> of May, **Mr Dodgan** was apparently involved in an argument with a judge in the Malatya State Security Court in the course of defending one of his clients. His client had retracted a confession he claimed had been made under duress.

Lawyers, in Turkey, who complain that a client has been tortured are apparently met with incredulity from the judge and risk being charged with insulting the court or the security forces.

Furthermore, OMCT fears that allegation against **Mr Dodgan** of support of a terrorist organisation may have been created in order to punish him for his work as a lawyer defending clients who are politically unpopular with the government, including alleged supporters of the PKK. Throughout a legal practice of 20 years, he has faced threats and intimidation because of his activities. He has been prosecuted on several occasions, including an earlier acquittal on the charge of supporting a terrorist organisation, and a conviction for "insulting the legacy of Kemal Atatürk," the founder of the modern Turkish state. Furthermore, **Mr Dodgan** is a member of HADEP, a legal political party with a predominantly Kurdish membership. Many HADEP members have been imprisoned, killed or disappeared in the course of the conflict between the security forces and the PKK.

The Turkish government's harassment and intimidation of lawyers who appear on behalf of political and terrorist suspects before state security courts violates the United Nations Basic Principles on the Role of Lawyers. Principle 16 (c) provides that lawyers "shall not suffer, or be threatened with, prosecution or administrative, economic or other sanctions for any action taken in accordance with recognized professional duties, standards and ethics."

#### Action requested :

Please contact the Turkish authorities urging them to :

- i. take the appropriate measures to guarantee the physical and psychological integrity of **Mr Dodgan**
- ii. order his immediate release if he is detained without valid charges or, if such charges exist, bring him without delay before an impartial and competent tribunal and guarantee her procedural rights at all times;
- iii. ensure in all circumstances the respect for human rights and fundamental freedoms in accordance with national laws and international standards.

#### Addresses :

President Süleyman Demirel, Office of the President, Cumhurbaşkanlığı, 06100 Ankara. Telegram : President Demirel, Ankara, Turkey.

Prime Minister Necmettin Erbakan, office of the Prime Minister, Başbakanlık, 06573 Ankara, Turkey. Fax : + 90 312 417 0476

Mrs. Tansu Ciller, Minister of Foreign Affairs, Ministry of Foreign Affairs, Disisleri Bakanligi 06100 Ankara Turkey. Fax : + 90 312 419 15 47

Mr. Sevkettin Kazam, Minister of Justice, Adalet Bakanligi, Cankaya, Ankara, Turkey, Fax: +90 312 425 4066

Mr Asim Temizgil, Director of Human Rights and Council of Europe Affairs, Ministry of Foreign Affairs, Ankara, Turkey, Fax: +90 312 287 1581

The Turkey Embassy in your respective country.

Geneva, 26 May 1997

Kindly inform us of any action undertaken quoting the code of this appeal in your reply



ORGANISATION MONDIALE CONTRE LA TORTURE

WORLD ORGANIZATION AGAINST TORTURE

Director Eric Sottas

CASE POSTALE 119 - 37-39, RUE DE VERMONT

CH 1211 GENÈVE 20 CIC

TÉLÉPHONE +4122-733 31 40

FAX +4122-733 10 51

ELECTRONIC MAIL OMCT@GEONET.POPTEL.ORG.UK

OMCT@PROLINK.CH

## HUMAN RIGHTS DEFENDERS

### Case TUR 230597

The International Secretariat of OMCT requests your **URGENT** intervention in the following situation in Turkey.

#### Brief description of the situation :

The Association for the Prevention of Torture (APT), a member of the network, has expressed its grave concern for the physical and psychological integrity of nine arrested Turkish human rights defenders.

The names of the persons are as follows :

<b>Mahmut Sakar</b>	Lawyer, Chairman of IHD Diyarbakir Branch and Vice-Chairman of National Branch of the Human Rights Association (IHD)
<b>Sinan Tanrikulu</b>	Lawyer, member of IHD
<b>Vedat Cetin</b>	Editor, Human Rights Association Bulletin
<b>Pirozhan Dogrul</b>	Member of the Board of IHD
<b>Ozlem Cetin</b>	Member of the Board of IHD
<b>Nebahat Akkoc</b>	Member of the Executive Branch, IHD
<b>Haydar Kilicoglu</b>	President of the Education Union, Diyarbakir Branch
<b>Ahmed M Altindag</b>	Treasurer of the Education Union Diyarbakir Branch
<b>Yusuf Akgun</b>	Secretary of Education Union Diyarbakir Branch

On 22 May, the offices of the Human Rights Association of Turkey (Diyarbakir Branch) were raided by police and members of Anti-Terror teams, documents and files in the office were seized and the homes of the families of the Board of Management's members were also searched. The above listed members from the Board of the Human Rights Association were taken into custody.

Earlier the same day, between 9.30 and 10.00 am Advocate **Sinan Tanrikulu** was taken into custody while attending cases in the Diyarbakir State Security Courts (DGM). Around 11.00 am **Mahmut Sakar** was taken into custody in the same building.

At about 11.30 am, **Nehebat Akkoc** was taken from her home in what has been described as a forceful manner, by the members of the security forces.

Further reports state that the Education Union, Diyarbakir Branch, was also the subject of a raid and **Haydar Kilicoglu, Ahmed M Altindag and Yusuf Akgun** were taken into custody.

There were no reasons given for any of the arrests.

According to the information received all those taken into custody are being held in Diyarbakir Security Directorate, Anti-Terror Branch.

The International Secretariat expresses its grave concern for the safety of those detained, due to the fact that on previous detentions of members of the IHD they were subjected to ill-treatment and torture.

**Action requested :**

Please write to the Turkish authorities urging them to:

- i guarantee the physical and psychological integrity of **Mahmut Sakar, Sinan Tanrikulu, Vedat Cetin, Pirozhan Dogrul, Ozlem Cetin, Nebahat Akkoc, Haydar Kilicoglu Yusuf Akgun and Ahmed M Altindag** including providing immediate appropriate medical treatment if needed, and access to family and independent legal representation;
- ii. order their immediate release in the absence of valid charges or if such charges exist, assure that all accused be brought before a competent and impartial civil tribunal and guarantee their procedural rights at all times;
- iii. carry out an impartial and thorough investigation into the events and identify those responsible and impose upon them the civil, penal and/or administrative sanctions provided by law;
- iv ensure in all circumstances the full respect of human rights and fundamental freedoms in accordance with national and international standards.

**Addresses :**

President Süleyman Demirel, Office of the President, Cumhuriyet Baskanligi, 06100 Ankara.  
Telegram : President Demirel, Ankara, Turkey.

Prime Minister Necmettin Erbakan, office of the Prime Minister, Basbakanlik, 06573 Ankara, Turkey.  
Fax : + 90 312 417 0476

Mrs. Tansu Ciller, Minister of Foreign Affairs, Ministry of Foreign Affairs, Disisleri Bakanligi 06100 Ankara Turkey.  
Fax : + 90 312 419 15 47

The Turkish embassy in your respective countries.

Geneva, 23 May 1997

Kindly inform us of any action taken quoting the code of this appeal in your reply.

# En Iran, les premiers résultats de la présidentielle donnent un net avantage au candidat modéré

## Les électeurs se sont rendus aux urnes en masse pour exprimer leur désir de changement

Avides d'exprimer leur insatisfaction quant à la politique du gouvernement, les Iraniens se sont rendus aux urnes en très grand nombre, vendredi 23 mai, pour élire un nouveau président de la République. Les premiers résultats, qui doivent toutefois être interprétés avec prudence, donnent un large avantage au candidat modéré, Mohamad Khatémi, ancien ministre de la culture.

LES IRANIENS ont fait preuve, vendredi 23 mai, à l'occasion de l'élection présidentielle, d'un sens civique remarquable qui traduit leur volonté résolue de changement, si l'on en juge d'après les premiers résultats officiels rendus publics samedi.

Sur 14 millions de bulletins dépouillés, le candidat modéré, Mohamad Khatémi, ancien ministre de la culture et actuel conseiller présidentiel, l'emporte largement - avec plus de 9,5 millions de voix - sur le prétendant conservateur, Ali Akbar Nategh-Nouri, président du Parlement, qui a recueilli 3,7 millions de suffrages environ. Ces résultats portent sur 179 villes, c'est-à-dire quelque 13 000 bureaux de vote sur les 33 180 répartis à travers le pays. Le nombre des électeurs est évalué à plus de 32 millions, sur environ 64 millions d'habitants. Les deux candidats restants, Mohamad Reychahri et Reza Zavarei, se sont partagé le reste des voix.

Malgré l'engouement de la jeunesse, des femmes, des intellectuels et des technocrates pour M. Khatémi, et le soutien dont il a bénéficié de la part de deux forces politiques antinomiques, les « reconSTRUCTEURS » (partisans d'un certain libéralisme), d'une part, et les radicaux de gauche (favorables à une économie plus étatiste), d'autre part, M. Nategh-Nouri partait pourtant gagnant, fort du soutien des commerçants du Ba-

zar et de nombreux chefs ainsi que de celui, exprimé à mots couverts, du Guide de la République islamique, Ali Khamenei.

L'affluence des Iraniens était telle, vendredi, qu'à deux reprises le ministère de l'intérieur, qui pilotait les opérations de vote, a dû repousser de deux heures la fermeture des bureaux. A l'étranger

ment aussi nombreux dans les quartiers nord, riches et occidentalisés, de Téhéran, que dans sa partie sud, pauvre, où les multiples « fondations », émanations du régime, sont très influentes, ne serait-ce que parce que nombre de familles émargent à leur budget. M. Khatémi a voté à Téhéran dans une ambiance « digne d'une pop-

par purisme idéologique, mais parce que moins ouvert à l'étranger soumis plus efficacement au contrôle de l'Etat.

Quoi qu'il en soit, ces premières indications constituent un désaveu pour l'aile la plus conservatrice du régime, qui bénéficie à l'heure actuelle de la majorité dans toutes les institutions de l'Etat. Déjà surpris par l'enthousiasme quasi exubérant suscité par la candidature de M. Khatémi, les conservateurs avaient dû contre-attaquer en l'accusant de « libéralisme », ce qui équivalait à l'assimiler à un suppôt de l'étranger. Les premiers résultats du vote n'ont certainement pas dissipé leur colère.

Un avant-goût du « ras-le-bol » des Iraniens avait déjà été donné, lors des législatives de mars-avril 1996, lorsque la fille du président de la République, Ali Akbar Hachemi Rafsandjani, Fayzeh Hachemi, novice en politique, et partisane elle aussi de davantage de libertés, avait été élue haut la main à Téhéran. Elle talonnait M. Nategh-Nouri, vétéran de la « révolution », et compagnon de l'imam Khomeiny.

Si aucun des deux candidats n'obtenait la majorité au premier tour, un second devrait être organisé vendredi 30 mai. Ce serait bien la première fois depuis l'avènement de la République islamique en 1979.

Mouna Naïm

### Les années Rafsandjani

Le président iranien sortant, Ali Akbar Hachemi Rafsandjani, arrive au terme de son second mandat sans avoir réussi le passage d'une société traumatisée par huit années de guerre à une République islamique prospère à l'intérieur et crédible à l'extérieur. Au plan intérieur, il a notamment dû affronter la pression croissante des conservateurs, devenus majoritaires depuis les années 90 au sein du régime.

Dans le domaine économique, l'action du gouvernement a été positive dans le secteur des infrastructures, mais elle n'a pas amélioré les conditions des couches défavorisées et moyennes de la population. Les relations avec l'Europe ont été marquées par deux crises : l'affaire de la fatwa condamnant à mort l'écrivain britannique Salman Rushdie et, plus récemment, le verdict d'un tribunal allemand accusant « le plus haut sommet de l'Etat iranien » d'avoir commandité le meurtre, en 1992 à Berlin, de quatre opposants kurdes. Les relations avec les Etats-Unis sont exécrables. - (AFP)

aussi, les expatriés sont allés nombreux voter dans les consulats. Nombre d'électeurs interrogés dans les queues affirmaient vouloir voter pour M. Khatémi, dans l'espoir qu'il ouvrirait les fenêtres à davantage de libertés.

D'après l'Agence France-Presse, les pro-Khatémi étaient pratique-

star », rapporte l'AFP. Ses admirateurs survoltés criaient « Khatémi, Khatémi, tu es notre seul espoir ».

Pour autant, ces premiers résultats doivent être analysés avec prudence en attendant le dépouillement du scrutin dans le pays profond, traditionnellement plus conservateur, non pas toujours

## Les États-Unis s'interrogent sur sa politique à l'égard de Téhéran

WASHINGTON

de notre correspondant

Faut-il que les États-Unis adoptent une attitude plus souple à l'égard de l'Iran ? C'est en tout cas ce que réclamaient, dans un récent article, deux anciens conseillers présidentiels pour la sécurité nationale, Zbigniew Brzezinski et Brent Scowcroft. Vendredi 23 mai, un ancien responsable de la CIA a joint sa voix à la leur, dans une tribune libre publiée par le *Wall Street Journal*. L'auteur, qui a gardé l'anonymat pour des raisons de sécurité, préconise « une autre solution » que les sanctions pour « traiter avec les mollahs ». Établissant un parallèle avec les relations que les États-Unis entretiennent avec la Chine, il plaide pour des contacts, y compris à l'intérieur de l'Iran.

Il fait, notamment, valoir l'influence de la culture américaine à l'intérieur de l'Iran. Il estime aussi que les États-Unis et l'Iran partagent pratiquement les mêmes craintes vis-à-vis de l'Irak. Ensuite, interroge-t-il, le moyen le plus rapide et le plus pratique d'acheminer le pétrole et le gaz d'Asie centrale - où les États-Unis sont en concurrence avec la Russie - vers les marchés internationaux n'est-il pas de le faire transiter par l'Iran ?

Dans un article remarqué, récemment publié dans la revue *Foreign Affairs*, MM. Brzezinski et Scowcroft réclamaient un réexamen de la poli-

tique d'isolement de l'Iran, à la lumière des résultats auxquels elle a abouti, qui sont parfois contraires à ceux qui étaient attendus. Le problème est que leur point de vue a été publié à un moment où la conjoncture paraissait plutôt favorable aux thèses de l'administration, après le verdict d'un tribunal allemand accusant le « plus haut sommet de l'État iranien » d'avoir commandité, en 1992, le meurtre, à Berlin, de quatre opposants kurdes.

### SANCTIONS ET INCITATIONS

« Nous n'avons pas l'intention de changer de politique », avait alors assuré le secrétaire d'État, Madeleine Albright, dont l'insistance s'explique, au moins en partie, par l'influence dont jouissent les tenants d'une ligne dure envers Téhéran. Ces derniers ont le verbe d'autant plus haut que, selon certaines informations, l'Iran aurait été identifié comme le commanditaire d'un attentat anti-américain, commis le 25 juin 1996 en Arabie saoudite, qui a tué dix-neuf soldats américains. Selon le *Washington Post*, un responsable des services de renseignement iraniens, Ahmad Cherifi, avait été en contact avec un membre du Hezbollah saoudien, Hani Rahim Sayegh (actuellement emprisonné au Canada), lequel aurait directement participé à l'attentat.

Ces informations ont jeté de l'huile sur le feu : Newt Gingrich, le speaker (président) de la

Chambre des représentants, a estimé que les États-Unis devaient « envisager très sérieusement » une action militaire contre l'Iran. Le meurtre d'Américains est un « acte de guerre », a-t-il affirmé. Mais si le Pentagone a identifié depuis longtemps des cibles potentielles en Iran, il ne dispose encore d'aucun élément permettant d'incriminer de façon formelle le gouvernement du président Ali Akbar Hachémi Rafsandjani. William Cohen, secrétaire à la défense, a indiqué que les preuves sont encore « fragmentaires, incomplètes et très indirectes ».

Les partisans d'une approche plus souple à l'égard de Téhéran ne remettent pas en cause la nécessité d'une « punition », si les accusations se confirment. Dans ce cas, estiment MM. Brzezinski et Scowcroft, des représailles « efficaces et douloureuses » doivent être envisagées. Selon eux, une approche pragmatique consisterait à rechercher des accords commerciaux au coup par coup et à mettre en œuvre une politique faite à la fois de sanctions et d'incitations. Ils insistent sur l'une des conséquences les plus préoccupantes de la stratégie d'isolement de l'Iran par les États-Unis : la formation d'un axe Moscou-Téhéran-Pékin dans le domaine de la fourniture d'équipements militaires, y compris sur le plan nucléaire.

Laurent Zecchini

Copyright 1997 Reuters Ltd. All rights reserved.

The following news report may not be republished or redistributed, in whole or in part, without the prior written consent of Reuters Ltd.

(Adds details, quote)

ANKARA, May 26 (Reuter) - Turkey's secularist military on Monday began a meeting of its top brass that was expected to put further pressure on Islamist Prime Minister Necmettin Erbakan in a row over religious activism.

Erbakan and 15 generals sat around a table in a pose for television cameras at the start of Supreme Military Council meeting.

The generals were expected to demand that the prime minister approve the expulsion from the ranks of officers suspected of Islamist tendencies.

"This meeting will evaluate domestic and foreign threats directed at Turkey as well as the discipline and moral situations of some Turkish armed forces personnel," the military said in a statement.

Turkish newspapers said around 100 officers and non-commissioned officers, most of them accused of being Islamists, were to be thrown out at Monday's meeting.

Army pressure on Erbakan to curb a rise in Islamist sentiment has exposed serious cracks in the coalition government.

Two MPs from the alliance's secularist wing resigned at the weekend, leaving the government with a razor-thin majority in parliament.

The Hurriyet daily said the generals would also query Erbakan, Turkey's first Islamist leader in modern times, about the presence of MPs from his Welfare Party at an Islamist demonstration in Istanbul earlier this month. REUTER

Copyright 1997 Reuters Ltd. All rights reserved.  
The following news report may not be republished or redistributed, in whole or in part, without the prior written consent of Reuters Ltd.

(Adds protest delivered to Turkey)

TEHRAN, May 26 (Reuter) - Iran protested to Turkey over its cross-border offensive against Kurdish rebels in northern Iraq and urged it to withdraw immediately.

The official Iranian news agency IRNA said Turkey's Charge d'Affaires in Tehran was summoned to the Foreign Ministry on Sunday night and informed of "Iran's protest and Tehran's concern over the continued military presence of Turkey in northern Iraq."

The diplomat "was also told that the latest measure of Ankara is in violation of all international laws and regulations and that Iran calls for immediate and unconditional withdrawal of the Turkish army from northern Iraq."

The Foreign Ministry spokesman Mahmoud Mohammadi had earlier called on the "Turkish army to immediately withdraw from northern Iraqi soil without any precondition."

"The continuation of the Turkish military incursion into northern Iraq was repeatedly condemned by Mohammadi who considered it not only a violation of all international laws but the sovereign rights and territorial integrity of the Iraqi Moslem nation," IRNA said.

More than 10,000 Turkish troops have poured into northern Iraq in pursuit of Kurdistan Workers Party (PKK) rebels who use northern Iraq as a base to launch raids into southeast Turkey.

Turkish officials had said Iran, Syria and Iraq were building up military forces on the borders of the Iraqi Kurdish region to help rebels escape. Turkey often accuses Syria and Iran of aiding the PKK Copyright 1997 The Associated Press. All rights reserved.

The information contained in this news report may not be published, broadcast or otherwise distributed without the prior written authority of the Associated Press.

BAGHDAD, Iraq (AP) -- Syria says it is ready to open its borders to trade with Iraq, ending 17 years of closed frontiers between the rival Arab neighbors.

The move would ease the isolation of Iraq, which has been under United Nations economic sanctions and an air embargo since its 1990 invasion of Kuwait. Most traffic to Iraq now passes through northern Turkey or Jordan.

"The land link between Iraq and Syria will be activated shortly to serve the common interests of the two countries," Rateb Shalah, the head of Syria's Chamber of Commerce, told the official Iraqi News Agency on Wednesday.

Iraq severed relations with Syria and closed its border after Damascus sided with Iran during the 1980-88 Iran-Iraq War. Syria sent troops to support the U.S.-led coalition that drove Iraqi forces from Kuwait in February 1991 and has kept the border closed.

Iraq and Syria are led by rival factions of the pan-Arab Baath Party and relations have long been strained.

Copyright 1997 Reuters Ltd. All rights reserved.

The following news report may not be republished or redistributed, in whole or in part, without the prior written consent of Reuters Ltd.

(adds statement from PKK military wing)

ISTANBUL, May 25 (Reuter) - Both sides in Turkey's cross-border offensive against separatist Kurdish rebels in northern Iraq claimed victory on Sunday, each saying they had inflicted great losses on the other.

Turkey military authorities said they had consolidated their hold in northern Iraq, bringing the strategic Zap Valley fully under control after five days of fierce fighting, state-run Anatolian news agency quoted General Altay Tokat as saying.

Meanwhile a statement by the military leadership of the Kurdistan Workers Party (PKK) quoted by the pro-Kurdish DEM agency said: "The first stage of our war has ended in victory.

"Our forces have laid the enemy open to strikes by drawing them into strategic areas and inflicted heavy losses. Enemy losses are over an average of 25 per day," the PKK statement said.

Military authorities opened the region to selected Turkish journalists and film crews, giving them a tour of the Zap Valley over the weekend. Otherwise a ban on correspondents, imposed at the start of the 11-day-old operation, remained in force.

Television pictures showed two bodies, said to be those of PKK rebels, and large amounts of ammunition the army said it had captured from the guerrillas.

Tokat said 1,750 rebels had been killed or wounded in the operation so far. Western diplomats say the figures are inflated.

The PKK statement said battles between its forces and the Turkish army were continuing in the Zap Valley and elsewhere.

More than 10,000 Turkish troops, allied with the Kurdistan Democratic Party (KDP), have poured into northern Iraq in pursuit of PKK rebels who use northern Iraq as a base to launch raids into southeast Turkey.

An armoured unit of around 1,000 men entered Iraq in the early hours of Saturday through the Turkish border town of Silopi, witnesses said.

The Turkish authorities have yet to give any figure for the total number of troops currently in Iraq.

Turkey has attracted international criticism for its drive in its attempt to quash PKK rebels who use the so-called Kurdish safe area, created after the 1991 Gulf War, to launch raids into Turkey.

Turkey mounted a six-week, 35,000-man operation into the Kurdish-held northern Iraqi regions two years ago but failed to achieve its stated aim of clearing the area of PKK. REUT Copyright 1997 Reuters Ltd. All rights reserved.

The following news report may not be republished or redistributed, in whole or in part, without the prior written consent of Reuters Ltd.

By Jonathan Lyons

ISTANBUL, May 25 (Reuter) - Turkey's Islamist-led coalition government, clinging to a one-seat majority in parliament, on Sunday braced itself for increased pressure from powerful military chiefs.

State-run Anatolian news agency said that Cefi Kamhi, an MP from the junior coalition partner True Path Party, had resigned late on Saturday, leaving Prime Minister Necmettin Erbakan in command of just 276 seats in the 550-member parliament.

Kamhi, a leading businessman and parliament's only Jewish member, became the fourth deputy to quit the True Path as an anti-Islamist campaign launched by the generals in February gathered speed.

The Supreme Military Council, which groups the top generals, was scheduled to meet in extraordinary session on Monday.

"The military aims to build up the pressure," military affairs analyst Mehmet Ali Birand told Reuters. "The current state of relations between the government and the military could be described as a war of nerves."

Commentators say the army, which has deposed three elected governments in four decades, was expected to demand Erbakan personally approve the expulsion from the ranks of officers suspected of Islamist tendencies.

More importantly the meeting will send a clear signal to the prime minister, the first Islamist leader in Turkey's modern history, that the top brass are united in their defence of the secularist order.

"Military Council meetings are ostensibly to decide on promotions and retirements but they are becoming regular Islamist 'clean-out' operations," said one Western diplomat.

"They is no doubt they are doing this at this time to step up pressure on Erbakan," he said.

The coalition is already haemorrhaging from the political attacks of the army and others in the secularist establishment who aim to prise the conservatives away from their Islamist partners.

One of the state's top prosecutors has announced he would seek to close down Erbakan's Islam-based Welfare Party as a threat to the official secularist order. Welfare officials, however, say they will be vindicated in court.

Coalition partners are at each other's throats, primarily over army demands to curb Koranic education.

The cabinet is deadlocked and has failed to meet for almost two months. Last week, before the latest defections, the government barely survived what was in effect a no-confidence vote.

Three conservative ministers have quit the cabinet, blasting the government for failing to halt a rise in Islamist zeal. And an Islamist MP shattered the iron discipline of Erbakan's Welfare Party, defecting to the main opposition

Monday's Council session follows months of tension between the armed forces, which cast themselves as defenders of the secularist system founded seven decades ago by Kemal Ataturk, and the elected civilian leadership.

The army fired its first round in February, when it publicly demanded Erbakan implement a crackdown on Islamist activities -- essentially a move against his own grassroots supporters.

Official military doctrine was recently altered to identify internal threats, including Islamist activism, as Turkey's biggest security challenge. Last week, army inspectors entered government ministries for what they said were security checks.

"It is not new for officers to inspect the ministries but this time they did it openly. This is all designed to build up tensions," Birand said. REUTER  
Copyright 1997 The Associated Press. All rights reserved.

The information contained in this news report may not be published, broadcast or otherwise distributed without the prior written authority of the Associated Press.

By SELCAN HACA OGLU

Associated Press Writer

ANKARA, Turkey (AP) -- A Kurdish rebel commander has accused Turkey of occupying a buffer zone in northern Iraq and threatened attacks if Turkey does not withdraw.

"Suicide attacks will be carried out inside Turkey," Semdin Sakik, a senior guerrilla commander, said on Kurdish television.

He spoke with London-based MED TV on Friday; the text of the interview was made available to The Associated Press on Saturday.

Suicide bombings by Turkish Kurds have claimed 10 lives in Turkey in the past two years.

Turkey sent an estimated 25,000-50,000 troops into northern Iraq on May 14 to in a bid to wipe out rebel bases used for cross-border attacks. Turkish troops have fanned out over a 200-mile strip extending 40 miles into Iraq and reportedly taken several rebel strongholds.

Sakik said the Turkish army was trying to occupy a buffer zone. Turkey said last fall it wanted to establish such a zone inside Iraq and Washington approved the plan.

MED TV said Turkish troops are setting up bases at the towns of Atroush, Sarsang and Sumall, about 35 miles from the Turkish border. It said the bases are encircle by barbed wire and mines.

This is the fourth year in a row that Turkey has carried out a major spring offensive in northern Iraq. Each time the guerrillas have regrouped and returned to their strongholds once the Turkish troops were gone.

Iraqi Kurds established a de facto state in northern Iraq after the 1991 Persian Gulf War. The Turkish Kurdish rebels took advantage of the power vacuum to set up bases there.

Arab countries have demanded quick exit of Turkish troops from northern Iraq and Italy has urged Turkey to seek a political -- not a military -- solution to the Kurdish problem.

The guerrillas from the Kurdistan Workers Party have been fighting for autonomy in southeastern Turkey for 13 years. The war has killed 28,000 people so far.

Copyright 1997 Reuters Ltd. All rights reserved.

The following news report may not be republished or redistributed, in whole or in part, without the prior written consent of Reuters Ltd.

TUNCELI, Turkey, May 24 (Reuter) - A rebel Kurd leader vowed suicide attacks inside Turkey in retaliation for a Turkish army drive into northern Iraq against separatist Kurdish bases.

"Our guerrillas are fighting the forces of United States, Israel and Turkey in northern Iraq," Semdin Sakik, a regional commander of the Kurdistan Workers Party (PKK) based in eastern Turkey, said on rebel television on Friday.

"Now the guerrillas will begin big operations. All means, including suicide attacks, will be carried out inside Turkey," he told the banned Med-TV, which broadcasts from Europe via satellite.

More than 10,000 Turkish troops, allied with an Iraqi Kurdish militia, poured into northern Iraq last week in pursuit of PKK rebels, who use northern Iraq as a base to raid Turkey.

The Turkish army says it has killed more than 1,000 PKK rebels in the incursion, although Western diplomats say the figures are inflated. Sakik said 27 PKK militants had been killed by the Turkish army in northern Iraq since the operation begun.

The Iraq operation, criticised by the United Nations and European countries, has been carried out under a news blackout, making independent confirmation of information impossible.

Last year the PKK used women pretending to be pregnant for suicide bomb attacks in Turkey that killed several police and civilians.

More than 22,000 people have died in 12 years of conflict between Turkish troops and PKK rebels fighting for independence or autonomy in southeast and east Turkey. Copyright 1997 The Associated Press. All rights reserved.

The information contained in this news report may not be published, broadcast or otherwise distributed without the prior written authority of the Associated Press.

ANKARA, Turkey (AP) -- Another lawmaker from a coalition partner resigned today, further undermining the Turkey's Islamic-led government as it fends off attacks from the secular establishment.

Deputies of the pro-Western True Path Party, launched a rebellion to force their leader, Tansu Ciller, to dissolve the coalition partnership.

Two deputies resigned from the party Friday and Ilhan Akuzum followed suit today. A close aide to Ciller also quit as True Path's deputy chairman on Friday.

Akuzum's resignation left the government with 277 seats in the 550-member Parliament.

More True Path deputies were expected to step down in the coming days.

In an effort to calm down the critics, Ciller, who is foreign minister, appealed for early elections. "The solution is the people, the ballot box," she said Friday.

Ciller has also been trying to persuade Prime Minister Necmettin Erbakan, leader of Islamic Welfare party, to give her the premiership.

When Welfare came to power, it promised that Erbakan and Ciller would share the post of prime minister, with Erbakan starting his term first. Ciller was prime minister from June 1993 until March 1996.

Welfare has alarmed Turkey's custodians of secularism, including the military, with its efforts to put a stronger Muslim stamp on the country.

On Tuesday, opposition parties called for a vote of confidence. The government survived -- but only with the support of a small ultraconservative party. The next day, a prosecutor asked the country's highest court to ban the party, claiming it violates Turkey's constitution.

Copyright 1997 Reuters Ltd. All rights reserved.

The following news report may not be republished or redistributed, in whole or in part, without the prior written consent of Reuters Ltd.

SILOPI, Turkey, May 23 (Reuter) - Turkey ferried fresh forces into northern Iraq on Friday in a cross-border drive against Kurdish rebels that shows no sign of easing after 10 days despite international concern.

Witnesses said an armoured unit of around 1,000 men entered Iraq overnight through the Turkish border town of Silopi.

They said 12 U.S.-made Sikorsky carrier helicopters, empty of troops, flew across the border on Friday morning for apparent use in shifting forces inside Iraq.

Turkish officials and Iraqi Kurds have confirmed that the Turkish army has begun digging in after initial clashes with Kurdistan Workers Party (PKK) rebels.

NATO ally France voiced concern over Turkish reports of a buildup of foreign troops near the Iraqi border and urged Ankara to swiftly withdraw its troops from northern Iraq.

"France wants to express its acute concern. It calls on Iraq's neighbours to stick to utmost restraint in order to avoid worsening a fragile regional situation," foreign ministry spokesman Jacques Rummelhardt said in Paris.

"It calls for the earliest withdrawal of Turkish troops from northern Iraq," he said.

The Turkish press has reported that troops may defy international concerns about the length of the stay and remain in Iraq until as late as August.

"A long stay like that would test the patience of everyone, even the Americans," said a Western diplomat in Ankara.

A U.S.-led allied air force that flies over northern Iraq protects the Kurdish autonomous enclave from any attack by Baghdad.

Washington has offered only mild criticism of Turkey's incursion and urged that it end swiftly.

The Iraq operation has been carried out under a strict news blackout, making independent confirmation of information from the region impossible.

The diplomat played down reports by Turkish officials that Iran, Syria and Iraq were building up military forces on the borders of the Iraqi Kurdish region to help the rebels escape.

"We are not seeing that to such an extent, although there may be an increase in border guards and the likes," he said. Turkey often accuses Damascus and Tehran of aiding the PKK.

More than 10,000 Turkish troops, allied with an Iraqi Kurdish militia, poured into northern Iraq last week in pursuit of PKK rebels, who use northern Iraq as a base to launch raids into southeast Turkey.

In Geneva, some 200 Kurdish demonstrators, stormed the United Nations' European headquarters on Thursday, occupying the building for five hours and demanding international action to halt Turkey's offensive into northern Iraq.

The Turkish army says it has killed well over 1,000 PKK rebels during the incursion. Western diplomats say the figures are inflated. REUTER

# Iraq urges UN to stop Turkish incursion as armed forces continue search for PKK

**Determination:** Turkish military officials told the TDN that the operation would continue until the targeted areas are cleared of PKK terrorists

*TDN with wire dispatches*

■ Iraq on Monday brought the issue of the Turkish operation in its northern territory to the United Nations (UN). The ruling Baath party newspaper al-Thawra on Monday urged the United Nations to take action to force Turkish troops in northern Iraq to leave the area.

"Denunciation alone will not be enough to force Turkey to withdraw its invasion troops from Iraqi territories. What is needed is a stronger, more determined, more decisive attitude from the United Nations which will force Turkey to reconsider its stand and pull out its troops," al-Thawra said in a commentary.

It said all Gulf War U.N. resolutions called for respect of Iraqi sovereignty and territorial integrity. "What has the U.N. done in the face of this flagrant violation of Iraqi sovereignty and the integrity of its land and air space?" the paper asked. "The U.N. is required to assume a more powerful and more effective role in restraining Turkey, which is perpetrating an aggressive action against Iraq," it said.

## **Operation**

Turkish security forces, backed by air support, are continuing both ground and air operations in northern Iraq to clear out all outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) hideouts in the region. Turkish military officials told the TDN that the operations would continue until the targeted areas were cleared of PKK terrorists.

Military officials in the region said that 1,750 separatists had been taken out of action, not including those injured. Since the Turkish incursion was launched on May 14, 16 soldiers have been killed in the line of

duty. The military has also seized more than 650 different types of weapons, 30 RPG-7 rocket launchers, 2,150 rockets, 2,750 mortar shells, 29 anti-aircraft, 1,650 hand grenades, 1,700 land mines, numerous types of electrical equipment and illegal documents.

Thousands of Turkish troops backed by air and artillery support entered northern Iraq nearly two weeks ago in pursuit of PKK militants in the region. The incursion was launched to support the Iraqi Kurdistan Democratic Party (KDP) led by Massoud Barzani, who had launched his own operation against the PKK just hours before the Turkish operation.

## **Turkey firm against Iranian objections**

Foreign Ministry spokesman Ömer Akbel on Monday slammed Iranian objections to the Turkish operation in northern Iraq, saying that instead of worrying about the operation, Iran and other countries should cooperate with Turkey against terrorism.

Akbel told journalists at the weekly press conference that the Iranian Foreign Ministry had called in the Turkish charge d'affaires in Tehran, Aydın Evirgen, to express their displeasure with the cross-border operation.

Reiterating that the purpose of the operation was to clear the area of separatists and to reestablish the KDP's authority, Akbel pointed out that Turkey had always emphasized that the operation did not target Iraq or any other country.

"So," he continued, "instead of being worried about the operation, we would have preferred that Iran had cooperated more with us." Akbel also stated that the Turkish troops would continue their action until the separatists were completely cleared and the KDP had regained control. "Turkey has no aims to establish a buffer zone in the area," he said.

İsmet Abdülmecit, the secretary-general of the Arab League, has also demanded that Turkish troops withdraw from northern Iraq. He has claimed that the operation is a violation of the territorial integrity of Iraq.

TUESDAY, MAY 27, 1997

Turkish Daily News

TUESDAY, MAY 27, 1997

# Herald INTERNATIONAL Tribune

PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

## A 'Moderate' in Iran

### Political Earthquake

Iran has been jolted by a political earthquake as powerful as the geologic upheavals that have rocked it in recent years. Against the wishes of the ruling clergy, voters overwhelmingly elected a new president dedicated to relaxing or eliminating the political and religious repression that has long disfigured their country.

The question is whether Iran's clerical leaders will get the message and allow the new president, Mohammed Khatami, to carry out the reforms outlined in his successful campaign. Iran's presidency is less powerful than its religious establishment, and clerical leaders have shown no sign of backing away from their commitment to impose orthodoxy at home and sow Islamic revolution and political terror abroad.

Unlike most repressive regimes, Islamic Iran holds regular, competitive elections. But democracy operates within strict limits. Candidates are screened in advance by the ruling clergy for orthodoxy and acceptability. Mr. Khatami won clerical approval, along with three rivals. More than 200 other presidential hopefuls did not.

Mr. Khatami's reputation as a reformer comes primarily from his tour as minister of culture and Islamic guidance from 1982 to 1992, when he loosened the strict censorship of books, magazines and films. That peri-

Associates say Mr. Khatami will now move to legalize political parties, ease press restrictions and restrain the religious militia who spy on people's private lives to enforce strict Islamic codes of dress and behavior. But he must move carefully, remembering the fate of revolutionary Iran's first elected president, Abolhassan Bani-Sadr, who was dismissed after 17 months for challenging the religious establishment. Mr. Khatami's calls for pragmatism will also encounter opposition in the sensitive area of foreign policy, where Iran's sponsorship of terrorism

od of relative enlightenment ended when clerical followers of Iran's most powerful religious leader, Ayatollah Ali Khamenei, forced his resignation.

and subversion, and its drive to acquire nuclear weapons and advanced missiles, have alarmed Washington and much of the Middle East.

Mr. Khatami's election may reinforce calls for a relaxation of America's tough economic sanctions against Iran, which are not supported by most of Washington's European allies. But any consideration of a change in U.S. policy must await concrete evidence that Tehran is prepared to abandon the policies that led to those penalties, particularly in the areas of terrorism and nuclear weapons. Iran's long-oppressed people have unequivocally demanded change. Religious authorities will defy the protest vote at their own peril.

— THE NEW YORK TIMES.

## Turkish Generals Purge Some Islamic Officers

The Associated Press

ANKARA — Turkey's generals on Monday once again rebuked Prime Minister Necmettin Erbakan for his Islamist policies, announcing a purge of pro-Islamic officers.

It was the latest clash between the military, which considers itself the guardian of Turkey's secular system, and the governing Welfare Party, which has been seeking to put a greater Islamic stamp on Turkey.

The generals summoned Mr. Erbakan for a six-hour closed-door meeting of the Supreme Military Council, after which a decree signed by Mr. Erbakan announced that "necessary decisions were taken regarding the disciplinary and ethical situations of some personnel." It did not elaborate, but the measures reportedly included the expulsion of several officers considered pro-Islamic.

Also on Monday, 39 members of Mr. Erbakan's party were indicted on charges of trying to incite an uprising against the army, which is punishable by 30 years in prison. They were indicted for performing in a play depicting Islamic radicals struggling with a secular army.

"Turkey cannot not be turned into Iran or Algeria," the indictment said.

"Whoever tries to do this will be punished."

The NTV private television channel said all the council members, including Mr. Erbakan, signed a decree dismissing several officers charged with having links to pro-Islamic groups.

It did not give a figure, but Turkish newspapers said Monday that the cases of nearly 50 such officers would be reviewed at the council meeting.

The Supreme Military Council groups the prime minister, the defense minister and the top 15 generals.

Newspapers said Mr. Erbakan, whose Islamizing policies have angered the military, was headed for another confrontation with the military, who have asked him to retract his Islam-oriented policies and act to protect secularism.

Mr. Erbakan so far has displayed a defiant attitude. But his resistance has angered members of his center-right coalition partner, the True Path Party. Last week four True Path deputies resigned to push their leader, Deputy Prime Minister Tansu Ciller, to leave the coalition.

The resignations left the government with 275 seats in the 550-member Parliament, increasing speculation that the government would soon collapse.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, MAY 27, 1997

# Moderate's Triumph In Iran May Press U.S.

## *Will Washington Have to Change Tack?*

By Steven Erlanger  
*New York Times Service*

WASHINGTON — The election of a relatively moderate cleric as Iran's president will put pressure on the United States from its European allies to explore policy changes toward Tehran, senior American officials and scholars of Iran say.

But with a strong possibility that Iran was involved in the bombing in Saudi Arabia that killed 19 Americans last year, the White House will have to move slowly, the officials said, and it will be up to Iran to show signs of change first.

While the landslide for Mohammed Khatami stunned officials in Washington, where Iran is viewed as a "rogue nation" for its alleged aid to terrorist groups, they cautioned that Tehran's more conservative Islamic leaders could move to frustrate and undermine Mr. Khatami rather than accept the rebuke from the electorate.

Some American officials called the vote a signal of popular discontent with the restrictions of the 18-year-old Islamic revolution.

Even Mr. Khatami "has emerged in the public eye as a candidate of real change in a way he probably did not intend," said Shaul Bakhash, an Iranian historian at George Mason University in Virginia.

Mr. Khatami will probably act with care not to offend the conservative leaders who dominate Parliament and the senior clergy who clearly backed his main opponent, the speaker of Parliament, Ali Akbar Nateq-Nouri, Mr. Bakhash said.

Iran's foreign policy is expected to remain firmly in the hands of the country's "supreme leader," Ayatollah Sayed Ali Khamenei, who remains hostile to the United States.

Much about Mr. Khatami's views remains unclear, the officials and analysts said. His election comments on foreign policy were limited to a desire to "ease tensions" with other countries, said Stephen Fairbanks, an expert on Iran at the Woodrow Wilson International Center for Scholars, in Washington.

Some officials acknowledged that with Mr. Khatami taking over as president in August, it will be harder to argue that Iran is a dictatorship with no competing voices and no real evidence of pluralism.

"The jury is out on what this will mean," said Nicholas Burns, spokesman for the State Department. "We've got no argument with the people of Iran. But we have to see that the government of Iran changes its actions."

He said the United States was open to a dialogue with Iranian leaders, so long as it included a discussion of issues of concern to Washington. Another official said such concerns include Iran's work to develop nuclear and chemical weapons, its support for terrorists and what the official called Iran's "rabid opposition to the Mideast peace process and anyone who supports it."

"If these things don't change," Mr. Burns said, "it won't be possible to have better relations with Iran."

Washington will be listening carefully, another official said, suggesting that a first indication of change might come in Tehran's statements about the peace effort in the Middle East.

"And then if we see real change in their support for terrorism," the official said, "then one could say, 'Hey, this is really interesting.' But the ball is in Tehran's court."

Mr. Bakhash said the vote was a blow to Ayatollah Khamenei's conservative policies, adding: "But what conclusions does he draw? Will he hunker down and frustrate the movement for change, or embrace it carefully?"

Mr. Fairbanks said that changes made in March to a high-level council to settle disputes between the government and leading clergy may favor a more moderate line. The departing president, Hashemi Rafsanjani, known as a pragmatist and thought to be a supporter of Mr. Khatami, will run the council for five years.

The council was expanded by Ayatollah Khamenei to include government and faction leaders, outsiders and technocrats like the chairman of the central bank and the finance minister. Its role was also

expanded, to act as an advisory council to Ayatollah Khamenei on important issues, Mr. Fairbanks said, and it is possible that Mr. Rafsanjani, as its leader, will have more power than Mr. Khatami.

"This election marks an important change, even if the foreign policy side moves much more slowly, and should dispel some stereotypes about the regime," Mr. Fairbanks said.

## Troops Detain Sierra Leone Ex-Ministers

Reuters

FREETOWN, Sierra Leone — Troops in Sierra Leone's capital searched houses to look for ministers of the former civilian government Monday, a day after a military council seized power in the West African state.

Military sources said five former ministers were detained at the military headquarters.

South Africa joined the United Nations and the Organization of African Unity in condemning the coup, which was carried out after little more than a year of civilian rule.

The coup leaders announced Sunday the formation of an Armed Forces Revolutionary Council, led by Major Johnny Paul Koromah. They said they wanted to bring rebels of the Revolutionary United Front into the government to consolidate an elusive peace in the civil war.

The staff at Freetown's main hospital said at least 15 people were killed in the fighting Sunday. Two of the dead were Lebanese citizens, according to Lebanon's foreign minister, Faris Bouez.

The hospital sources said two Nigerian soldiers from the West African peacekeeping force known as Ecomog, had been killed in the fighting, but Ecomog's field commander, General Victor Malu, said in Lagos that there had been no Nigerian casualties.

A spokesman for the revolutionary council, Captain Paul Thomas, urged residents to return to work, but shops and markets remained closed.

Major Koromah said he overthrew President Ahmad Tejan Kabbah because his government, elected last year after four years of military rule, had failed to consolidate peace and the political situation had encouraged tribal conflict.



## ● 161 militaires ont été radiés de l'armée lundi

08:31  
GMT, 27  
Mai  
1997

©AFP  
1997

ANKARA, 27 mai (AFP) - Le premier ministre islamiste Necmettin Erbakan a approuvé lundi la radiation de l'armée de 161 officiers et sous-officiers dont trois colonels, pour la plupart accusés de sympathies fondamentalistes, selon la presse de mardi.

140 officiers et sous-officiers dont deux colonels, ont été expulsés de l'armée pour leurs sympathies fondamentalistes, lors d'une réunion extraordinaire du Conseil militaire suprême, convoquée par le chef d'état-major des armées, le général Ismail Hakki Karadayi, selon la même source.

Le nombre des expulsés n'avait pas été rendu public à la fin de cette réunion lundi.

Les 21 autres militaires radiés l'ont été pour sympathies d'extrême-gauche ou implication dans les activités du "gang de Yuksekova". Ce gang, du nom de la localité de Yuksekova près des frontières avec l'Irak et l'Iran, est accusé de trafic de drogue et d'armes dans le sud-est anatolien.

M. Erbakan, au pouvoir depuis juin 1996, est ainsi devenu le premier ministre ayant approuvé les limogeages les plus massifs de membres des forces armées, la plupart pour leurs sympathies fondamentalistes.

M. Erbakan, lui-même depuis trois mois dans le collimateur de l'armée qui lui reproche de favoriser une dérive vers le fondamentalisme islamiste, avait du approuver, sous la pression des militaires, l'expulsion de 29 officiers et sous-officiers dont 13 pour activités fondamentalistes en août 1996, et de 69 autres, dont 58 pour fondamentalisme, en décembre, selon la presse.

L'armée turque, qui se considère comme la garante de la laïcité de l'Etat, est très sensible à toute tentative d'infiltrer ses rangs par les islamistes et procède à des purges de ce genre au moins deux fois par an, en général en août et décembre.

M. Erbakan et son Parti islamiste de la Prospérité (Refah) contestent ce genre d'expulsions et le caractère sans appel des décisions du Conseil, sans vraiment pouvoir s'y opposer.

CE/hc/amc eua



## ● L'Irak reproche à l'ONU son inaction face à l'offensive turque

09:35  
GMT, 27  
Mai  
1997

©AFP  
1997

BAGDAD, 27 mai (AFP) - L'Irak a reproché mardi à l'ONU son inaction face à l'incursion de l'armée turque, qui se poursuit depuis le 14 mai dans le nord de son territoire, et l'a accusée de "parti pris flagrant" contre Bagdad.

Dans un message adressé au président du Conseil de sécurité, le vice-Premier ministre irakien Tarek Aziz a critiqué "l'attitude indifférente de l'ONU face à cette invasion qui constitue une violation flagrante et grave de la souveraineté de l'Irak, de sa sécurité et de son intégrité territoriale".

"Jusqu'à présent, le Conseil de sécurité n'a pris aucune mesure", ajoute M. Aziz, accusant l'ONU de "parti pris flagrant contre la souveraineté de l'Irak, ses droits et ses intérêts".

Le message, rapporté par l'agence officielle INA, se demande "pourquoi le gouvernement irakien est empêché par la force d'exercer sa souveraineté sur son territoire et son espace aérien, alors que (l'ONU) garde le silence face à une invasion militaire étrangère".

M. Aziz faisait allusion à la brève incursion des forces irakiennes dans le nord du pays, le 31 août 1996, pour aider une formation kurde à chasser ses rivaux de la ville d'Erbil, chef lieu du Kurdistan, ce qui avait amené les Etats-Unis à lancer des missiles sur l'Irak.

Il se référait également à la zone d'exclusion aérienne imposée depuis 1992 par les alliés au-dessus du nord de l'Irak.

L'Irak a déjà adressé à l'ONU plusieurs messages de protestation contre la Turquie depuis qu'elle a lancé son offensive contre les séparatistes kurdes turcs du PKK, retranchés dans le Kurdistan échappant au contrôle de Bagdad.

Quelque 30.000 soldats turcs mènent cette attaque, ayant fait jusqu'ici près de 1.450 tués parmi les membres du PKK, selon un responsable militaire turc.

fch-at/raf/tm



● 161 militaires ont été radiés de l'armée lundi

08:31  
GMT, 27  
Mai  
1997

©AFP  
1997

ANKARA, 27 mai (AFP) - Le premier ministre islamiste Necmettin Erbakan a approuvé lundi la radiation de l'armée de 161 officiers et sous-officiers dont trois colonels, pour la plupart accusés de sympathies fondamentalistes, selon la presse de mardi.

140 officiers et sous-officiers dont deux colonels, ont été expulsés de l'armée pour leurs sympathies fondamentalistes, lors d'une réunion extraordinaire du Conseil militaire suprême, convoquée par le chef d'état-major des armées, le général Ismail Hakki Karadayi, selon la même source.

Le nombre des expulsés n'avait pas été rendu public à la fin de cette réunion lundi.

Les 21 autres militaires radiés l'ont été pour sympathies d'extrême-gauche ou implication dans les activités du "gang de Yuksekova". Ce gang, du nom de la localité de Yuksekova près des frontières avec l'Irak et l'Iran, est accusé de trafic de drogue et d'armes dans le sud-est anatolien.

M. Erbakan, au pouvoir depuis juin 1996, est ainsi devenu le premier ministre ayant approuvé les limogeages les plus massifs de membres des forces armées, la plupart pour leurs sympathies fondamentalistes.

M. Erbakan, lui-même depuis trois mois dans le collimateur de l'armée qui lui reproche de favoriser une dérive vers le fondamentalisme islamiste, avait du approuver, sous la pression des militaires, l'expulsion de 29 officiers et sous-officiers dont 13 pour activités fondamentalistes en août 1996, et de 69 autres, dont 58 pour fondamentalisme, en décembre, selon la presse.

L'armée turque, qui se considère comme la garante de la laïcité de l'Etat, est très sensible à toute tentative d'infiltrer ses rangs par les islamistes et procède à des purges de ce genre au moins deux fois par an, en général en août et décembre.

M. Erbakan et son Parti islamiste de la Prospérité (Refah) contestent ce genre d'expulsions et le caractère sans appel des décisions du Conseil, sans vraiment pouvoir s'y opposer.

CE/hc/amc eua



## ● L'Irak reproche à l'ONU son inaction face à l'offensive turque

09:35  
GMT, 27  
Mai  
1997

©AFP  
1997

BAGDAD, 27 mai (AFP) - L'Irak a reproché mardi à l'ONU son inaction face à l'incursion de l'armée turque, qui se poursuit depuis le 14 mai dans le nord de son territoire, et l'a accusée de "parti pris flagrant" contre Bagdad.

Dans un message adressé au président du Conseil de sécurité, le vice-Premier ministre irakien Tarek Aziz a critiqué "l'attitude indifférente de l'ONU face à cette invasion qui constitue une violation flagrante et grave de la souveraineté de l'Irak, de sa sécurité et de son intégrité territoriale".

"Jusqu'à présent, le Conseil de sécurité n'a pris aucune mesure", ajoute M. Aziz, accusant l'ONU de "parti pris flagrant contre la souveraineté de l'Irak, ses droits et ses intérêts".

Le message, rapporté par l'agence officielle INA, se demande "pourquoi le gouvernement irakien est empêché par la force d'exercer sa souveraineté sur son territoire et son espace aérien, alors que (l'ONU) garde le silence face à une invasion militaire étrangère".

M. Aziz faisait allusion à la brève incursion des forces irakiennes dans le nord du pays, le 31 août 1996, pour aider une formation kurde à chasser ses rivaux de la ville d'Erbil, chef lieu du Kurdistan, ce qui avait amené les Etats-Unis à lancer des missiles sur l'Irak.

Il se référait également à la zone d'exclusion aérienne imposée depuis 1992 par les alliés au-dessus du nord de l'Irak.

L'Irak a déjà adressé à l'ONU plusieurs messages de protestation contre la Turquie depuis qu'elle a lancé son offensive contre les séparatistes kurdes turcs du PKK, retranchés dans le Kurdistan échappant au contrôle de Bagdad.

Quelque 30.000 soldats turcs mènent cette attaque, ayant fait jusqu'ici près de 1.450 tués parmi les membres du PKK, selon un responsable militaire turc.

fch-at/raf/tm

# La coalition au pouvoir en Turquie ne dispose plus que d'une voix de majorité au Parlement

## Les militaires maintiennent leur pression sur le premier ministre

Malgré sa réticence, le premier ministre turc, Necmettin Erbakan, a été forcé d'avaliser les sanctions prises par les généraux, lundi

26 mai, lors de la réunion extraordinaire du Haut Conseil militaire convoquée pour examiner les dossiers d'officiers suspectés de sympa-

thies islamistes. La coalition gouvernementale ne dispose plus que d'une voix de majorité au Parlement.

### ISTANBUL

de notre correspondante

« La discipline et la position morale de certains membres des forces armées turques ont été évaluées et les décisions nécessaires ont été prises », a annoncé le Haut Conseil militaire, lundi 26 mai, dans un communiqué. Bien qu'aucun chiffre officiel n'ait été fourni, la chaîne de télévision privée ATV a annoncé que 61 officiers et 100 sous-officiers seraient expulsés des forces armées, pour la plupart accusés de liens avec des islamistes. Quelques cas concernaient des militaires suspectés de contacts avec des groupes de gauche.

En apposant sa signature sur ces dossiers, M. Erbakan a de nouveau retardé la chute de son gouvernement. Mais la lente agonie de la coalition se poursuit, sans que personne puisse pronostiquer quand aura lieu le dénouement. Après avoir survécu par quelques voix seulement, grâce au soutien du petit Parti de la grande unité (BBP, extrême droite islamiste) à un projet de motion de censure, la

semaine dernière, le gouvernement souffre maintenant d'une hémorragie de députés : quatre parlementaires ont quitté le Parti de la juste voie (DYP), laissant la coalition avec une majorité d'une seule voix. L'opposition, exploitant cette faiblesse, prévoit de déposer une nouvelle motion de censure qui pourrait, dans les prochains jours, assener le coup de grâce au gouvernement.

### UNE CHUTE INÉVITABLE

Depuis le 28 février, date à laquelle le Conseil national de sécurité avait exigé du gouvernement qu'il impose dix-huit mesures pour bloquer la voie à l'islam politique, la coalition a été soumise au tir rangé des institutions laïques du pays. L'offensive, qui vise clairement à la faire tomber, est menée comme une véritable campagne militaire, la réunion du Conseil national de sécurité marquant l'ouverture officielle des hostilités. Les attaques se concentrent maintenant sur le DYP, perçu dès le départ comme le maillon vulnérable de la coalition.

Après la démission de personnalités telles que l'ex-ministre de l'industrie Yalim Erez, la réputation de Mme Ciller, cible de la presse et des institutions kémalistes, a été ternie par de nombreuses allégations de corruption.

Tansu Ciller, qui joue son avenir politique, tente pour sa part de trouver une solution qui prolongerait la vie de la coalition. S'appuyant sur un protocole d'accord qui prévoyait une rotation à la tête du gouvernement, elle essaie de convaincre le Parti de la prospérité (RP) de lui transmettre le pouvoir dès maintenant, ce qui lui permettrait de consolider sa position avant d'affronter les élections lors de législatives anticipées. Mais les voix dissidentes au sein du parti se multiplient, et Mme Ciller a de plus en plus de peine à convaincre ses collègues qui souhaitent se retirer de la coalition.

Obsédés par le danger islamiste, certains défenseurs de la laïcité en sont venus à percevoir la chute du gouvernement de M. Erbakan - qui semble inévitable dans un

proche avenir - comme une fin en soi, qui écartera une fois pour toutes l'islam de la scène politique. « En cassant le thermomètre, ils espèrent éradiquer la maladie », explique un diplomate. Ils oublient, d'une part, que la confrontation risque de radicaliser le mouvement et, d'autre part, que l'érosion de l'Etat et le manque de confiance d'une partie de l'électorat envers les formations politiques traditionnelles - trop longtemps occupées à se disputer pour prendre en compte les aspirations du public - sont les facteurs principaux qui ont permis au Parti de la prospérité d'arriver jusqu'au pouvoir. Rien n'a jusqu'à présent été fait pour remédier à cette situation.

Le seul réel espoir de changement réside dans une réforme du système électoral - sur laquelle les partis ne sont jusqu'à maintenant jamais parvenus à se mettre d'accord - suivie par des législatives qui permettraient à la population de se prononcer.

Nicole Pope

# Military killed 1,838 terrorists in N. Iraq

TDN with wire dispatches

■ Turkish security forces have reportedly killed 1,838 terrorists in northern Iraq since the start of its two-week-old incursion into the area to clear out the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). The office of the secretary-general of the Turkish General Staff said in its statement that 1,442 had been killed during the course of ground operations while the rest were killed in air raids. Of the total, 1,037 were casualties from within and near the Zap region. Numerous weapons, ammunition, illegal documents and food were seized by the security

forces, said the statement. In the southeastern town of Mus, three female separatists surrendered to the security forces saying that they had been deceived by the PKK and had decided to join it, the Anatolia news agency said.

While the Turkish incursion into northern Iraq is still continuing, the Iraqi National Congress, made up of Iraqi opposition groups, has said that around 1,000 terrorists have fled to Syria from the region where the Turkish operation is taking place.

Anatolia claimed in its report that three of the separatists who surrendered to the security forces during the

operation had been included on a missing persons list. Every Saturday, mainly in Istanbul but also in other big cities, a group called "Saturday Mothers" has been holding demonstrations in an effort to find their missing sons, daughters, relatives or friends. Recently, pictures of missing persons have been put on some city busses. The terrorists who surrendered said that many of the people thought to be missing are in the PKK.

Military officials said that the flow of vehicles had gone back to normal at the Habur border gate with Iraq.

### Reactions

Lebanon on Tuesday condemned the current Turkish incursion into the north of Iraq and said the military operation against PKK guerrillas there threatens the Arab states' security, Reuters reported.

The Lebanese Cabinet said after its weekly session the incursion threatens

THURSDAY, MAY 29, 1997

Turkish Daily News

"the security and stability of the Arab states." The Cabinet also criticised Turkey for its military links with Israel. Iranian Foreign Minister Ali Akbar Velayati at a press conference on Wednesday told Turkish reporters that his country opposes any territorial intervention.

Turkish Foreign Ministry spokesman Ömer Akbel at the weekly

press conference on Wednesday said that they were continuing to warn Iran because PKK militants were escaping to Iran from northern Iraq. Akbel added that Turkey respected the territorial integrity and sovereignty of Iraq and the aim of the operation was only to prevent terrorist attacks against Turkey. After achieving this aim, Turkish troops will be withdrawn from

the region, he said.

Meanwhile, Turkey explained the reasons for its military operation to U.N. Secretary-General Kofi Annan who condemned the operation.

Turkey's permanent representative to the United Nations, Hüseyin Celem, in his talk with Annan said that the PKK was using the power vacuum in northern Iraq and attacking Turkish civilians.

# How long can this government continue?

The best solution is early elections by the end of the year. We just cannot carry on with the current environment of uncertainties

The opposition is saying this government will go. The government says it will stay in power. Deputy Prime Minister and True Path Party leader Tansu Çiller says she wants to be prime minister. Prime Minister Necmettin Erbakan says he wants to remain in office. All in all there is utter confusion. Çiller feels the government can only carry on if she is prime minister. She is expected to make a formal offer to Erbakan regarding this issue. The pro-Islamic Welfare Party (Refah) says it may accept handing over the prime minister's office to Çiller, but only on condition that early elections are held within this year. Çiller thinks elections should be held by next June.

Yet, does the government have the capability to survive? Some Refah people say yes. We feel



Editorial

İlinur Çevik

this is wishful thinking. The military is clearly opposed to a government where Refah is a partner, and elections next year will not blunt this opposition.

The DYP mavericks are already up in arms and it will be practically impossible for Çiller to tame them. The defections from the DYP have caused severe problems for Çiller and have

threatened the majority of the coalition. The opposition may well present another censure motion in Parliament against the coalition and be successful.

So now everyone has to come to terms with the realities. The first reality is that this government has been incapacitated and cannot survive for too long. It has to be replaced or early elections must be called.

The opposition thinks it can set up a government of national unity, but without Refah this unity is not possible. Thus, it will be barely possible to set up a viable coalition without the Islamists and hope for it to govern.

Yet, some people may "force" the formation of a government and try to use tough tactics to keep it in power. But this will hardly be democratic and such a government will hardly find the environment to survive.

So the best way out should be elections by the end of the year. For this Refah may have to agree to changes in the laws on elections.

Turkey cannot continue with the current uncertainties. It is hurting our daily lives as well as the well-being of the state...

# Turkey will leave N. Iraq to KDP after total clearing

'The operation will continue until Barzani says 'enough' and the KDP has attained complete authority in northern Iraq,' said a military source

*TDN with wire dispatches*

■ Turkey is determined to continue the incursion into northern Iraq to sweep out the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) despite international outcry. Military officials say the offensive will continue until Turkey's Kurdish ally, the Kurdistan Democratic Party (KDP) of Massoud Barzani, achieves total control of northern Iraq.

"The operation will continue until Barzani says 'enough' and the KDP has attained complete authority in northern Iraq," a military source told the Anatolia news agency on Tuesday. Turkish planes bombed Kurdish separatists fleeing northern Iraq into neighboring countries on Tuesday while neighboring Middle Eastern nations increased their protests against Turkey's two-week military incursion.

"Warplanes rained bombs today and yesterday on terrorists trying to escape from northern Iraq to Iran in the east and Syria in the west," the Anatolia news agency reported. The agency quoted military officials as saying troops had destroyed eight Kurdistan Workers' Party (PKK) camps as well as other shelters and stores used by the separatists in the mountains of northern Iraq.

The number of terrorists taken out of action in the two-week operation has reached approximately 1,800, not including those captured. A Turkish

army official brushed off opposition from Iran, Syria and Iraq to the incursion, saying they supported the PKK. "The PKK has many camps in Iran. The terrorists escaping the operation are going to these camps," the official said. "Syria is certainly a country known to feed and shelter terrorists. Iraq is one of the countries supporting the PKK."

Turkish officials have said Iran, Syria and Iraq were building up military forces on the borders of the Iraqi Kurdish region to help separatists escape. A radio station — the Voice of the KDP — said in its program that the PKK has fields of marijuana and is planning to produce drugs in northern Iraq. The KDP said that some fields in the region have been found near the Gelipsaga area. Referring to a story in a Danish paper, the leader of the PKK Abdullah Öcalan, allegedly responsible for the deaths of thousands of innocent people, is following in the footsteps of Hitler and is also mentally handicapped, the radio said.

Late on Monday, PKK terrorists killed five villagers and injured one while burning tools in a raid on a village in the southeastern Turkish province of Diyarbakir. The operations are still underway to capture terrorists involved in attack.

## Objections to the incursion

Iranian President-elect Mohammad Khatami said on Tuesday that Tehran opposed Turkey's cross-border operation against separatist Kurdistan Workers' Party (PKK) terrorists in northern Iraq and said a military offensive would not help settle differences. "Our officials have officially launched a protest against the recent developments... in northern Iraq. The territorial integrity of all countries, including Iraq, has always been a matter of respect to us and we shall defend that," Khatami said. He told his first news conference since his landslide victory in Friday's polls that Turkey should negotiate a settlement of the problem.

"We do believe that military operations and military intervention do not settle problems between countries ... We are interested in negotiated settlement ... and we do hope that the Turkish government will arrive at the same opinion as us," said Khatami, speaking through an interpreter.

Meanwhile, Jordan urged Turkey on Tuesday to immediately withdraw its troops from northern Iraq to avoid a "dangerous escalation" in the region, the official Petra news agency said. It quoted a foreign ministry spokesman as saying Jordan was "extremely concerned over the entry of Turkish troops deep into Iraqi northern territory, in violation of Iraqi sovereignty and threatening its unity."

"The continuation of this military operation will lead to a dangerous escalation which will serve no one," the spokesman said. He added that Turkey should withdraw its forces to avoid a "deterioration of the situation." Tariq Aziz, deputy prime minister of Iraq, in his May 25 letter to Park Se Cel, head of the United Nations Security Council, claimed that Turkey was occupying northern Iraq in open violation of Iraq's territorial integrity and sovereignty.

He also argued that the Security Council had met just after the Iraqi Hajj pilgrims went to Saudi Arabia by plane, defying the United Nations' ban, but it has not met to discuss the Turkish operation. Aziz said that the Security Council had convened with concern on the issue of the embargo against Iraq but not for violations of Iraqi territorial integrity.

THURSDAY, MAY 29, 1997

Turkish Daily News

# US: Turkey did not ask for special status to trade with Iraq

**NSC's Reidel: 'We are waiting for Turkey to come out on this issue'**

*Defends Turkish incursion into northern Iraq*

**Makes clear: Containment of Iraq continues**

**UĞUR AKINCI**

*Washington- Turkish Daily News*

■ A senior member of the Clinton administration told the Turkish Daily News on Tuesday that if Turkey did not enjoy a special Jordan-like status to continue trading with Iraq in the aftermath of the Gulf War, one of the reasons was simply that Turkey never asked for such a status in the first place. Turkey has suffered a \$30 billion loss since 1990 in support of the U.S.-led alliance against Saddam Hussein. The U.N. Security Council's food-for-oil program under U.N. Resolution 986 brought only negligible compensation to Turkey.

Bruce Reidel, of the U.S. National Security Council, told TDN after a conference in Washington on the future of Iraq: "We are waiting for Turkey to come out on this issue." The United States is about to decide whether to renew Resolution 986 in the weeks ahead.

Reidel, a career intelligence analyst who joined the CIA in 1977 and was assigned to posts in the Middle East, is currently the special assistant to President Clinton at the White House as the director for Near East and South Asian Affairs of the U.S. National Security Council (NSC).

**Enormous sacrifice**

"Why doesn't the U.S. support a Jordan-like special trading status for Turkey at the U.N. Security Council?" TDN asked Reidel during the conference sponsored by the Middle East Institute.

"There is a premise in that question which is incorrect — that we do not want Turkey to recover from the economic burdens that the sanctions regime places on it," he said. "We insisted in U.N. Resolution 986 that the bulk of oil exported from Iraq come through the Turkish pipeline. That was one immediate effort to ensure that Turkey got some kind of recompense for the enormous sacrifice that it has made in trying to keep sanctions in place."

"As to the specifics, whether a special regime should be created similar to the one urged during the Gulf crisis for Jordan, that's not a decision that the United States makes alone. That's a decision that obviously has to be supported by the U.N. Security Council. It is one of the aspects we are looking at as we look at what to do with 986 in the next couple of weeks."

**Turkey to stay the course**

Reidel expressed his confidence that even if governments change in Turkey the basic state policy of supporting the sanctions will remain in place — despite economic and political costs to Turkey. "I want to highlight that we do recognize the burden that Turkey has taken on by supporting sanctions.

The successive Turkish governments have stood by that. Many said "this sanctions regime cannot be kept in place," and that "support for it is falling apart." I think when you look at the Turkish case, you see that's not the case. The successive governments in Turkey, laboring under very large economic and security burdens, have been able to stay the course. And we are very confident that they'll continue to stay the course," Reidel said.

**PKK a different case**

Reidel, who served as deputy chief of the CIA's Persian Gulf Task Force during the 1990-91 Iraq-Kuwait crisis, is known for his strong support for Turkey's anti-PKK campaign. During the MEI conference on the future of Iraq, he had an opportunity to restate that support in public.

**The question**

"You commented that Iraq needs to deal differently with the Kurds in the North," an audience member asked Reidel, "yet we hear reports of the Turkish military action in northern Iraq against the Kurds. Does this fly in the face of U.S. actions with regard to Northern Watch? Can you comment on this contradiction in U.S. policy in the region?"

**The answer**

Reidel said the two were very different cases and thus there was no contradiction in U.S. policy. The U.S. State Department also made clear in the past week that Turkey has a legitimate right of self-defense in the face of PKK attacks launched from bases in northern Iraq.

"U.N. Security council resolution 688 specifically called for an end to repression, not just throughout all of Iraq, but singled out the Kurdish population as one that needs particular international support. We continue to support that. During six years of Operation Provide Comfort, first, then Operation Northern Watch, we've taken the lead trying to ensure that there are sufficient targets available to keep Saddam from again trying to brutally repress Kurdish people," he said.

"The Turkish incursion into northern Iraq, we think falls into a different category. Turkey has been the target of a serious terrorist campaign by a terrorist organization that finds support in northern Iraq, that finds bases to operate there. We understand Turkey's requirement to carry out legitimate self-defense against that terrorist threat. We have asked for and

received assurances from the government of Turkey that they have no long-term ambitions for changing the border, staying in northern Iraq. [Turkey said] the operation will be limited in duration and scope, and every effort will be made to abide by respect for human rights provisions. This is obviously a very difficult military mission for the government of Turkey to carry out."

"The same assurances have been given before. We have every confidence that the government of Turkey will live up to the assurances again today. I don't see a contradiction [in U.S. policy]. I see two very different situations," he concluded.

#### 'Peaceful intention' lacking

As to the future of Iraq, Reidel stressed that as long as Washington could not establish "peaceful intentions" on behalf of Saddam Hussein, the containment policy would continue. U.N. Security Council Resolution 687 says Iraq must demonstrate its "peaceful intentions" as a prerequisite of its "international rehabilitation."

#### Main policy towards Iraq

President Clinton's special adviser, during his address to the participants at the MEI conference, summarized the current U.S. policy towards Iraq as follows:

1) "It is our view that change in Iraq must come from within. We oppose any effort to undermine Iraq's territorial integrity or its unity. We specifically oppose efforts by Iran to seek to meddle in Iraq's internal affairs."

2) "We favor a transition that brings about a greater degree of political pluralism in Iraq... Few countries have as deplorable a human rights record as Saddam's Iraq. Even modest steps would be in the right direction. We reject the arguments of some who say Iraq can never be governed by a more pluralistic government because of its ethnic and sectarian divisions. That argument is historically untrue and ignores the progress elsewhere in the region as states as diverse as Egypt, Jordan, Turkey and Pakistan have made progress toward greater participation in government."

3) "We favor an Iraq that can join the Arab mainstream and come to peace with Israel on the basis of the Madrid and Oslo processes."

4) "Fourth, we look for an Iraq that accepts international nonproliferation regimes and abides by its responsibilities under UNSCOM and the IAEA's long-term monitoring proposals for control of its WMD [weapons of mass destruction] program."

5) "Fifth, we look for an Iraq that accepts Kuwait as a neighbor, a fellow Arab state, and a peaceful partner in commerce."

#### No Versailles

Reidel said "we do not seek an onerous

peace or Versailles-like settlement that carries with it the origins of future conflict. We do not want to cripple Iraq. We would be open to proposals to help ease the economic catastrophe Saddam created for Iraqis over the past two decades by his ambitions."

## UNDP to discuss ways to prevent poverty in Turkey

The poorest 20 pct of the population's share of the national income decreased to 4.9 percent in 1996

Ankara- Turkish Daily News

■ A conference on methods to alleviate poverty in Turkey will be held in Diyarbakır May 29-31. The meeting, entitled "Strategies to Prevent Poverty in Turkey," has been organized by the United Nations Development Program (UNDP) in collaboration with the State Planning Organization (DPT) and the Turkish Economic and Social Studies Association (TESEV)

Representatives of local government, the private sector, NGOs, universities, unions, associations and foundations as well as ministries, the DPT, TESEV, UNDP, WHO, UNICEF, WB, UNFPA, FAO, UNIDO and UNDCP will attend the meeting, to discuss the causes of poverty and ways to overcome it.

After the U.N. General Assembly declared 1996 the "fight against poverty" year, the problem of poverty made it to the top of the international agenda. The problem is a very serious one in Turkey where, according to the State Institute of Statistics, the poorest 20 percent of the population's share of the national income decreased to 4.9 percent in 1996.

The United Nations' information center said in a written statement that a series of National Development Reports published by UNDP evaluating the improvement in education, health and expectations, indicated that Turkey's development record is fundamentally imbalanced. The Inter-Agency Social Development Programming Committee (ISDPC) was established at the end of 1995 for the UN system to assist the Turkish government in its efforts to eliminate some of the obstacles and impediments to development. Promoting employment and sustainable livelihoods, fostering an enabling environment for

"people-centered sustainable development," advancing and empowering women, and sustaining the natural resource base on which the poor depend are objectives of the ISDPC.

LE MONDE / JEUDI 29 MAI 1997

## Paris mène « une diplomatie de la culture » en Irak

### BAGDAD

de notre envoyée spéciale

N'était l'existence à Bagdad d'une Section d'intérêts français, on pourrait qualifier l'initiative de « diplomatie de la culture » : Paris se propose de rouvrir, à l'automne, à la demande des autorités irakiennes, le centre culturel français dont le directeur, qui sera un expatrié, sera aussi directeur linguistique. Il faut dire que les ensei-

gnants du centre, fermé depuis 1990, ont donné l'exemple. Il y a deux ou trois ans, ces Irakiens francophones ont pris eux-mêmes en charge l'établissement, pour y organiser des cours de français, sans être rémunérés.

Le nouveau chef de la Section d'intérêts, Yves Aubin de la Mesuzière, souhaite aussi relancer les échanges culturels entre l'Irak et la France par l'organisation, par exemple, d'une manifestation artistique irakienne à Paris ou par une participation éventuelle au Festival de Babylone.

### UNE ÉQUIPE CHEVRONNÉE

C'est en mars 1995 que Paris, dont les intérêts étaient représentés à Bagdad par la Roumanie, avait ouvert une Section d'intérêts au siège de son ambassade mais sous pavillon roumain. Ladite Section est presque une chancellerie, puisque M. Aubin de la Mesuzière comme son prédécesseur, Jean-François Nodinot, en a vu deux être ambassadeurs (le premier

qu'exerce l'Irak, dont les besoins sont immenses, et du nombre incalculable d'individus, d'associations, de groupes et d'autres comités ou délégations politiques-commerciales qui se font les champions d'un rapprochement franco-irakien et véhiculent à Bagdad des dizaines de chefs de PME ou de PMI.

### AU DEUXIÈME RANG

Sur les 59 contrats d'achat de produits alimentaires que l'Irak avait conclus avec des sociétés étrangères, en vertu de la résolution 986 du Conseil de sécurité de l'ONU dite « pétrole contre nourriture », la France, d'après une liste obtenue début mai auprès des Nations unies à Bagdad, vient au deuxième rang - après la Jordanie -, avec 11 contrats. Sur les 84 contrats d'achat de médicaments et d'équipement médical, d'après la même source, les sociétés françaises suivent les britanniques avec 14 contrats.

A plus long terme, Paris n'envisage nullement de briser l'embargo international imposé à l'Irak en août 1990 après l'invasion du Koweït et plaide auprès des autorités irakiennes pour une transparence totale vis-à-vis de la commission spéciale de l'ONU chargée de son désarmement. C'est en effet seulement lorsque cette commission aura jugé satisfaisante la coopération de l'Irak que l'embargo pétrolier pourra être levé. C'est ce qu'indique le paragraphe 22 de la résolution 687 du Conseil de sécurité.

Elf et Total sont intéressées, la première par le gisement de Majnoun et la seconde par celui de Nahr Omar, dans le sud du pays, qui recèlent d'énormes ressources pétrolières. D'après les Irakiens, leur capacité de production est de 1,1 million de barils par jour. Alors que leurs contacts avec Bagdad ont repris dès 1992, elles n'ont toujours pas signé de contrat avec l'Irak.

Mourna Naim



10:07  
GMT, 29

Mai  
1997

©AFP  
1997

## ● Des roquettes katioucha d'origine iranienne saisies dans les camps du PKK

ANKARA, 29 mai (AFP) - Une importante quantité de roquettes "katioucha" d'origine iranienne ont été saisies dans les camps des rebelles kurdes de Turquie dans le nord de l'Irak, lors de l'opération que l'armée turque mène dans cette région depuis le 14 mai, a rapporté jeudi l'agence semi-officielle Anatolie.

Ces roquettes ont été saisies notamment dans les bases des rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie) situées dans la région de Sinath, selon la même source.

Des tonnes de vivres, notamment de la farine, toujours d'origine iranienne, ont été saisies dans cette région.

Quelque 1.817 rebelles du PKK ont été tués au cours de cette opération, avait annoncé mercredi soir l'état-major des armées turques. 356 autres militants du PKK ont été, soit faits prisonniers, soit blessés.

Cette opération a été lancée, selon Ankara, à la suite d'une demande du chef kurde irakien Massoud Barzani, leader du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), qui contrôle la région mais auquel la présence du PKK posait de plus en plus de problèmes.

Des accrochages sporadiques, d'ampleur limitée, se déroulaient notamment dans la région de Sinath et dans le passage de Sindi, à l'est de Zakho, frontalière avec la Turquie, selon l'agence.

Treize rebelles du PKK ont été tués dans la nuit de mercredi à jeudi dans cette région, lors d'un accrochage. Ils tentaient de traverser la frontière vers la Turquie.

Le ministère turc des Affaires étrangères a réitéré jeudi que le "seul objectif de l'opération était le PKK qui visait à s'installer dans cette région en profitant du vide d'autorité" qui y règne, selon Anatolie.

KG/hc/dfg t



## ● Des centaines d'étudiants manifestent devant l'ambassade de Turquie à Bagdad

11:21  
GMT, 29  
Mai  
1997

©AFP  
1997

BAGDAD, 29 mai (AFP) - Plusieurs centaines d'étudiants arabes ont manifesté jeudi devant l'ambassade de Turquie à Bagdad et réclamé le retrait "immédiat" des troupes d'Ankara, qui mènent depuis le 14 mai une offensive dans le nord de l'Irak contre les séparatistes kurdes turcs.

"A bas la Turquie et Israël", ont scandé les manifestants, ressortissants de plusieurs pays arabes, notamment d'Egypte, de Syrie, du Liban, du Soudan et du Yémen, a constaté l'AFP.

Rassemblés devant l'ambassade de Turquie, les manifestants tenaient des banderoles portant l'inscription "l'agression turque contre l'Irak fait partie du complot impérialiste et sioniste contre la nation arabe" ou "la paix et la sécurité dans la région ne seront garanties qu'après le retour du nord de l'Irak sous le contrôle du pouvoir central".

Bagdad estime que seul le rétablissement de son autorité sur le Kurdistan irakien (nord) qui échappe depuis 1991 à son contrôle, serait en mesure de garantir la sécurité de la frontière turque.

Les manifestants, qui ont également réclamé le "retrait immédiat des troupes d'Ankara du territoire irakien" et la "fermeture de l'ambassade de Turquie" à Bagdad, se sont dirigés ensuite vers le bureau de l'ONU à Bagdad, où ils ont remis un message de protestation appelant les "organisations internationales à intervenir pour mettre fin à l'agression turque".

Dans un communiqué, les manifestants ont dénoncé "l'agression turque contre l'Irak, qui constitue, une faille dans les relations d'Ankara avec la nation arabe".

Le texte a également critiqué le "silence observé par la communauté internationale face à l'invasion turque" et accusé l'"administration américaine d'approuver les agressions contre l'Irak".

Bagdad a exhorté mercredi le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, ainsi que le Mouvement des non-alignés, l'Organisation de la conférence islamique (OCI) et l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à "faire pression sur la Turquie pour qu'elle retire ses troupes du nord de l'Irak et respecte la souveraineté et l'intégrité du pays".

Ankara a réaffirmé mercredi que son opération militaire dans le Kurdistan irakien serait de courte durée et qu'une fois achevée, ses troupes se retireraient de la région.

fch-sam/raf/sb



12:15  
GMT, 29  
Mai  
1997

©AFP  
1997

## ● L'offensive turque vouée à l'échec, selon le chef des séparatistes kurdes

BEYROUTH, 29 mai (AFP) - Le dirigeant des séparatistes kurdes turcs Abdullah Ocalan, alias Apo, estime que l'offensive turque dans le nord de l'Irak est vouée à l'échec, dans une interview publiée jeudi par le quotidien libanais An Nahar.

Le chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), qui séjourne en Syrie ou dans la Bekaa libanaise sous contrôle syrien, estime que l'opération lancée le 14 mai est la plus importante menée par l'armée turque contre son mouvement depuis 1980, selon le journal qui ne précise pas où le dirigeant kurde a été interrogé.

Ocalan affirme avoir perdu 30 hommes en quinze jours, démentant le chiffre avancé par Ankara, qui cite le chiffre de plus de 1.800 séparatistes kurdes tués.

Il déclare que l'armée turque s'est "enfoncée dans un borbier". "Nos forces ne s'accrochent pas à des positions et connaissent chaque pouce de terrain. Elles se sont redéployées, multipliant les fronts, et vont porter des coups foudroyants à l'envahisseur et réaliser des victoires impressionnantes", assure-t-il.

"Si la Turquie était capable de nous vaincre dans le nord de l'Irak, comment se fait-il qu'elle ne puisse pas le faire" en territoire turc, dans les régions contrôlées par le PKK, ajoute-t-il.

Selon lui, l'opération turque va se prolonger mais mener finalement à la chute du chef du gouvernement Necmettin Erbakan et son ministre des Affaires étrangères Tançu Ciller.

Le dirigeant de la rébellion kurde estime par ailleurs que l'accord militaire turco-israélien a "encouragé et incité la Turquie à lancer son offensive avec, bien sûr, un soutien américain sans réserves".

"Cet accord n'est pas uniquement militaire, il s'inscrit également dans le cadre d'un projet visant à dominer la région", affirme le dirigeant séparatiste.

"Personne ne doit croire que l'offensive turque prendra fin avec la chute du PKK, car cette campagne ne vise pas seulement le peuple kurde mais tous les peuples de la région", conclut Ocalan.

jj/raf/sl

FRIDAY, MAY 30, 1997

Turkish Daily News

# Turkey rejects Iraq's anti-PKK cooperation offer



**SAADET ORUÇ**  
Ankara-Turkish Daily News

**Experts: "Turkey can challenge Iraq about the cross-border operations, but it cannot challenge the United States"**

■ Iraqi Ambassador to Ankara Refi Mejwel el-Tikriti, said Wednesday that Iraq has been willing to cooperate with Turkey against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

Talking to the TDN about the cross-border operation by the Turkish army in northern Iraq, el-Tikriti, pointed out that such operations cannot be the solution of the problem in the long term. "During our contacts with Turkish officials, we suggested that we act together against the PKK presence. We demanded from our Turkish friends that they stop the ongoing Ankara process (U.S.-Britain and Turkey initiated efforts to bring peace and stability to northern Iraq, including the Jalal Talabani-led Patriotic Union of Kurdistan, Massoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Turkmen Front). We asked Turkey to promote the idea to the Iraqi Kurds of accepting the authority of the Baghdad government. However, unfortunately, Turkey had refused."

## No invitation from the KDP

The Iraqi ambassador also stated that the KDP had not invited the Turkish army to northern Iraq. Referring to the statements of KDP officials, (including Sami Abdurrahman) el-Tikriti seemed certain that there was no demand from the KDP for the operation. Tikriti also said that he did not believe that the Turkish army would stay until August in northern Iraq.

Meanwhile, a Turkish source told the TDN that Turkey can challenge Iraq about the cross border operations, but that it would not challenge the U.S. for such an operation.

## To the Ankara process... Unwillingly...

An expert on northern Iraq told the TDN that Turkey continues participating in the Ankara process because of the U.S. pressure. Referring to an accusation made by CIA Director John Deutsch in a U.S. Congressional subcommittee that Turkey cooperated with Saddam when the KDP invaded Arbil, the expert maintained that Turkey always cooperated with Baghdad. "Turkey gained strength as the Ankara Process continued. Now Turkmens, who were not considerable forces in northern Iraq are driving armored vehicles in the streets of Arbil," he said.

## Oil in Shaqlawa and Koysinjaq

According to a TDN source, after the Gulf

War, oil reserves were found in Shaqlawa and Koysinjaq, the cities out of the Iraqi-controlled area. However, the expert emphasized that Turkey had no will to control Iraqi oil. "The Iraqi National Turkmen Party asked that Mosul and Kirkuk be included in the area defined by the 36th parallel although there was a big Turkmen population in these cities; the Foreign Ministry refused that demand. The Foreign Ministry's answer was clear: "We cannot take a risk which can even lead to the establishment of Kurdistan," he said.

The main deadlock in the 1970 autonomy talks between Iraq and Kurdish groups was again related to the oil resources in Kirkuk, one of the four main states in northern Iraq besides Suleymaniye, Arbil and Dohuk.

## Iraqi arms to the PKK

A Turkish expert who asked not to be identified, said that Iraq gave arms to the PKK, in return for information that the PKK collected about the U.S. military presence in Incirlik and the Turkish military, before the Gulf War.

"The weapons which the withdrawing Iraqi soldiers left in northern Iraq are now being used by the PKK," he said.

The source said that the United States has information about the arms transfers to the PKK, he continued: "Although the PKK is the strongest terrorist organization in the world and it does not have any financial problem, and although the PKK suffers a lot because of the Turkish army flying fighter jets over the PKK

bases in northern Iraq, it is impossible to understand why the PKK still does not have stinger missiles which have the ability to crash jets. I think that the United States prevented the PKK from getting stinger missiles."

## Protesters: Turkey out of northern Iraq

Meanwhile, several hundred demonstrators gathered on Thursday at the Turkish Embassy in Baghdad to protest against the Turkish cross-border operations in northern Iraq, according to Reuters.

They waved placards and shouted slogans denouncing both Turkey and Israel and demanding that Ankara withdraw its troops immediately from the area. "Down, down, down with Turkey and Israel," screamed several demonstrators and others urging Arab states and Baghdad to force "the covetous murderers" out of Iraqi territory. Taking part were representatives of parties comprising Iraq's national front, including pro-Baghdad Kurdish groups, which demanded an immediate pull out, and the return of Baghdad authority to the region.

The Iraqis also held another demonstration against the Turkish operations at the headquarters of the United Nations Development Program (UNDP) in Baghdad.

# Turkish jets attack Kurdish villages, PUK claims

The 25-minute attack resulted  
in the death of seven civilians

Ankara- Turkish Daily News

■ Six Turkish jets attacked villages in the areas of Bote, Warte and Dole-Khanaqa in northern Iraq a Patriotic Union of Kurdistan (PUK) statement said on Friday.

PUK positions on the front line with the Kurdish Democratic Party (KDP) were also attacked, the statement said.

The PUK and KDP are rival northern Iraqi Kurdish groups that have clashed in the past and are maintaining an uneasy ceasefire in the region.

The 25-minute attack resulted in the death of seven civilians according to a statement made by the PUK on Friday. Safeen Dizayee, KDP's representative to Ankara told the TDN that they have not confirmed the information yet. "But," Dizayee continued, "if it was true, the necessary measures should urgently be taken by Turkey to prevent such things."

According to the PUK statement those killed included: Khider Abdulla Mama, Ibrahim Rasul Ahmed, Ahmed Amin Ibrahim, Rasul Ahme Ibrahim, Rasul Khider Ibrahim, Abdulla Bakir Muhammed and Mira Mahmood.

Two PUK peshmerga also lost their lives. According to the PUK statement, the PUK positions attacked were already demarcated by the Peace Monitoring Force (PMF) deployed as part of the Ankara peace process sponsored by the U.S., British and Turkish governments.

"The PMF is fully aware that there are no PKK bases in the area. Further, the attack casts serious doubts on the neutrality of Turkey in the peace process. The PUK deplores in the strongest possible terms this attack and calls on the Turkish military to cease its opera-

tions in the region and to spare the lives and properties of civilians and other nonbelligerents to the confrontation."

We call on the international community to urgently attend to the escalating crisis in Iraqi Kurdistan," the statement said. During one of the rare visits to her office which took place on the occasion of the U.S. Ambassador Marc Grossman's farewell on Friday in the Foreign Ministry, Tansu Çiller stated that Turkey is trying to fight against terrorism and both the two Kurdish groups expressed their respect for the legitimate security concerns of Turkey.

The two-week old crossborder operation of the Turkish army against the PKK in northern Iraq is continuing and more than 1,800 PKK separatists have been reportedly killed by Turkish armed forces.

## Security forces control many PKK camps in N. Iraq

TDN with wire dispatches

■ Turkish troops consolidated their control in parts of northern Iraq on Thursday in a two-week-old anti-separatist operation which has attracted increasing protest

internationally, the state-run Anatolia news agency reported.

Anatolia quoted sources in the region as saying Turkish forces had "taken complete control" of many areas of the Kurdish enclave where outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) separatists were active.

It said among areas under Turkish military control were Snath, Khwakurk, Zap, Sidikan, Nerva, Rekan and Berwani.

Terrorists and Turkish forces clashed sporadically across the region. On Wednesday evening, troops killed 13 separatists trying to flee into the mountains from Snath, the agency said. NATO-member Turkey's Western allies and countries in the Middle East have called for the troops to withdraw from the enclave, protected by the West since the Gulf War ended in 1991.

Several hundred demonstrators gathered on Thursday at the Turkish Embassy in Baghdad to protest against the incursion. They waved placards and shouted slogans denouncing both Turkey and Israel

and demanding that Ankara withdraw its troops immediately from the area.

"Down, down, down with Turkey and Israel," screamed several demonstrators and others urged Arab states and Baghdad to force "the covetous murderers" out of Iraqi territory.

The demonstration was the first in Baghdad against the invasion. The demonstrators submitted a letter of protest to the Turkish charge d'affaires in the embassy.

Turkey has rebuffed calls to leave the area, protesting at alleged Iranian and Syrian support for the terrorists and saying the military offensive is only aimed at the PKK.

"The only target of the military operation in northern Iraq is the PKK terror organization which has been trying to benefit from the power vacuum in the region to establish itself there," Foreign Ministry spokesman Ömer Akbel said in a statement. Turkish military sources have reported a build-up of Iraqi, Iranian and Syrian troops around the enclave. Regional countries have attacked the operation as a violation of Iraqi territory. On Thursday, Anatolia said Katyusha rockets and supplies of Iranian origin were found among the terrorists' possessions. Official figures say that more than 1,800 were killed during the operation.

SATURDAY, MAY 31, 1997

Turkish Daily News

# Iraq completes oil sales under UN deal

Iraq has complained frequently about the sluggish pace of approving contracts for food, medicine and other humanitarian goods purchased with the oil revenues, blaming Washington for the delays

**Baghdad- Reuters**

■ Iraq completed on Friday the export of limited amounts of oil under its six-month deal with the U.N. and was waiting for an offer from the Security Council to renew the deal, Oil Minister Amir Muhammad Rasheed said.

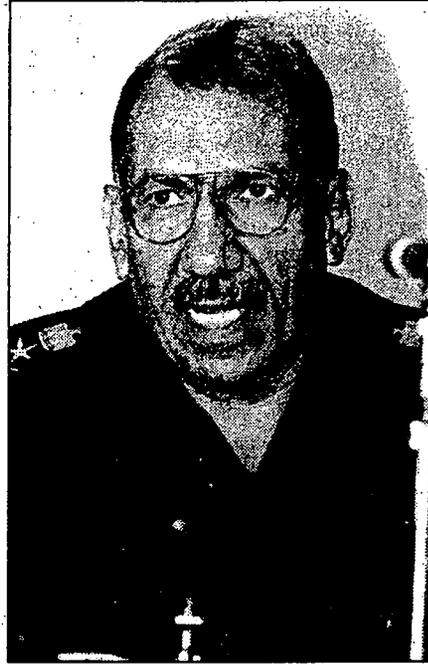
"Today Iraq has completed the export of the last barrel of crude oil amounting to 120 million barrels since the start of the implementation of the memorandum of understanding on Dec. 10," Rasheed told a news conference in Baghdad. Asked whether Iraq wanted to renew the plan, he said: "Let first the Security Council propose to us, make the offer, and then we will make the right response at the time."

The deal comes under review on June 9. Iraq has complained frequently about the sluggish pace of approving contracts for food, medicine and other humanitarian goods purchased with the oil revenues, blaming Washington for the delays.

The United States has already expressed misgivings about the deal worth \$2 billion over six months and aimed at helping Iraqis stricken by U.N. sanctions imposed for Iraq's 1990 invasion of Kuwait.

Rasheed said Iraq exported 54 million barrels of oil in the first three months of the deal and another 66 million in the next three.

He said the increase in amount of exports in the last three months was



**LET THE OIL FLOW-** Iraqi Oil Minister Amir Muhammad Rasheed speaks during a press conference on Friday. Rasheed announced that Iraq had completed on Friday the export of limited amounts of oil under its six-month deal with the U.N. and was waiting for an offer from the Security Council to renew the deal.

due to a fall in oil prices.

Rasheed said 51 contracts were signed, 33 in the first three months and 18 others in the last three.

He said revenues amounted to \$1.07 billion each three months. The extra amount was paid for Turkey to cover transit fees of the twin pipeline via its territory. Iraq shipped the largest portion of the limited exports through Turkey. Rashid said Iraq hoped Syria would reopen a pipeline via its territory for Iraqi oil exports after the two Arab foes recently resumed commercial cooperation.

The Syrian government closed the pipeline in 1982 and has been shut since then.

MONDE

Montée des tensions en Turquie

# Ankara: grandes manœuvres contre l'islamisme

*En tentant de déstabiliser le gouvernement, les militaires turcs ont peut-être déjà entamé le processus d'un coup d'Etat, au risque, pour la Turquie, de se retrouver dans une situation à l'algérienne*

**U**n nouveau coup d'Etat militaire est-il désormais inévitable en Turquie ? En fait, n'a-t-il pas déjà commencé ? Après un an d'un conflit larvé, le bras de fer qui oppose les plus fervents partisans de la laïcité, c'est-à-dire l'armée et la haute administration, au parti islamiste du Premier ministre Necmettin Erbakan atteint une telle intensité que la Turquie semble aujourd'hui marcher sur la tête. La même semaine, on a vu se produire deux événements proprement sidérants dont les prochains développements risquent de mettre en péril la stabilité des institutions politiques du pays.

Il y a d'abord cette offensive massive lancée dans le nord de l'Irak contre les rebelles kurdes du PKK. Malgré la censure et l'interdiction faite à la presse de se rendre sur le terrain, il semble qu'il s'agirait de l'une des plus importantes opérations menées par l'armée turque : près de 35 000 hommes y seraient engagés. A tel point que la Syrie, traditionnelle base de repli des maquisards du PKK, a déjà déployé des renforts à sa frontière, de même que l'Irak qui accueillerait les rebelles en fuite, et, bien sûr, l'Irak qui ne peut tolérer longtemps de telles incursions sur son territoire.

Sur le plan diplomatique, l'opération turque, approuvée par les Américains mais sérieusement critiquée par l'ONU, va évidemment contribuer à accroître les tensions régionales. D'un point de vue strictement militaire, on peut douter de sa réelle efficacité à terme. Ce n'est pas la première et, en 1995, la précédente opération, d'une envergure similaire, s'était soldée par un succès fort relatif. Certes, de nombreux rebelles avaient été tués ou pris, mais les autres avaient pu se mettre assez vite hors d'atteinte. Par ailleurs, la répression dont sont victimes les Kurdes de Turquie permet au PKK de faire sans cesse de nouvelles recrues, malgré l'extrémisme souvent inconséquent de son chef Abdullah Ocalan.

Le plus important est cependant ailleurs. Incroyable, ahurissant : l'armée turque a lancé cette opération sans même en avertir le Premier ministre et le gouvernement ! Et il ne s'agit certainement pas d'un cafouillage puisque, depuis une semaine, les généraux déclarent froidement que, s'ils se sont

passés de l'autorisation politique, s'ils ont gardé le secret sur leurs préparatifs, c'est parce qu'ils n'ont aucune confiance en leur gouvernement. Une manière abrupte de rappeler les liens que le Premier ministre et son parti islamiste, le Refah, ont tenté de resserrer ces derniers mois avec des pays comme l'Iran ou la Libye, qui soutiennent la rébellion kurde, d'assimiler le parti islamiste aux ennemis de la Turquie, et de le désigner à l'opinion publique comme un ennemi de l'intérieur.

Le second événement va dans le même sens et

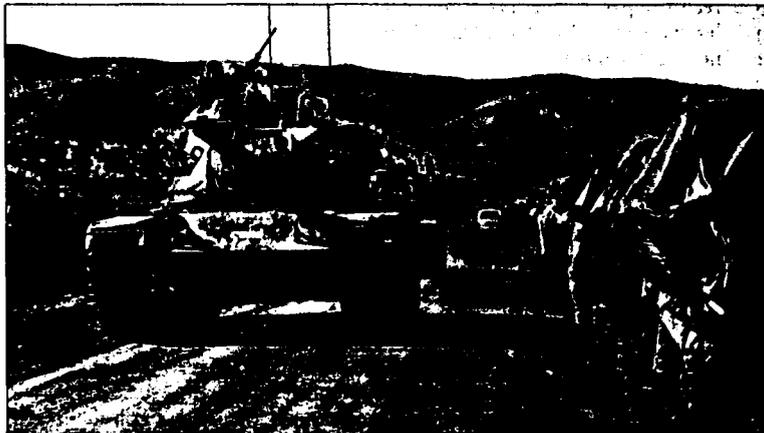
du pays sous la tutelle militaire ?

« L'armée se considère au-dessus des partis politiques et demeure extrêmement sensible à la question de la laïcité, qui est l'un des fondements du kémalisme, affirme Bulent Tanör, professeur de droit constitutionnel à l'université d'Istanbul. De plus, elle cherche à combler les lacunes du système politique et sait qu'elle dispose du soutien de la majorité d'une opinion ulcérée par les affaires de corruption. » Depuis l'arrivée au pouvoir du parti islamiste qui a recueilli 21% de voix

aux dernières élections, l'armée a multiplié les coups de semonce. Elle a, par exemple, contraint le Premier ministre à avaliser l'exclusion d'officiers considérés comme islamistes. Elle a maintenu les prochaines manœuvres conjointes avec Israël et les Etats-Unis, contre l'avis du gouvernement. En février dernier, l'armée n'a pas hésité à déployer des chars dans les rues d'une municipalité islamiste de la banlieue d'Ankara qui avait eu la mauvaise idée d'organiser une « Journée Jérusalem » placée sous le signe du fondamentalisme musulman.

L'inquiétude des militaires est-elle vraiment justifiée aujourd'hui ? En ce qui concerne l'islamisation de la société, le Refah s'est surtout illustré par quelques discours provocateurs sur le port du foulard dans les administrations et sur un projet d'édifier deux grandes mosquées à Istanbul et à Ankara. A l'exception d'une augmentation des fonctionnaires, il n'a pu mettre en pratique ses promesses électorales en matière économique. En outre, son alliance avec le parti de Tansu Çiller - à la réputation entachée par de nombreuses affaires - ne comble guère des électeurs séduits par un discours populiste anticorruption. Mais l'armée dénonce une tactique sournoise d'infiltration islamiste, à commencer dans ses propres rangs, puis les départements de la Justice et de l'Education nationale. Face à cela, l'interdiction du parti islamiste risquerait pourtant de provoquer l'émergence de groupuscules fondamentalistes et une radicalisation de l'électorat du Refah. Et avant qu'il ne soit trop tard, l'armée devrait plutôt user de son poids pour tenter de modifier les mœurs d'une classe politique déliquescence qui fait le lit de l'islamisme. Afin que la Turquie ne devienne pas l'Algérie.

HENRI GUIRCHOUN



Les blindés turcs dans le nord de l'Irak. « L'armée sait qu'elle dispose du soutien de la majorité d'une opinion ulcérée par les affaires de corruption », affirme un universitaire.

n'est pas moins surprenant : c'est la procédure d'interdiction pure et simple du parti islamiste engagée par la Cour constitutionnelle. Cette fois, au lendemain du rejet par les députés d'une motion de censure du gouvernement, ce n'est plus seulement l'armée mais la haute administration qui a pris l'initiative. Depuis le retour à un régime civil en 1983, treize partis, pour la plupart d'extrême-gauche ou pro-kurdes ont été frappés d'interdiction. Mais l'interdiction du Refah, le parti islamiste au pouvoir dans un gouvernement de coalition avec la formation de centre-droit de l'ex-Premier ministre Tansu Çiller, constituerait une grande première en même temps qu'une dérive inquiétante... Cette procédure judiciaire ne constitue-t-elle pas le premier acte d'une reprise en main

# Clinton clears the way for ESF aid to Turkey



**UĞUR AKINCI**  
Washington-  
Turkish Daily News

### The American president uses waiver to remove the Humanitarian Aid Corridor Act restriction

■ President Clinton, by using a provision built into the Humanitarian Act Corridor Act, used his waiver to open the way for Turkey to receive the \$22 million in Economic Support Fund (ESF) grant assistance allocated to Turkey by the U.S. Congress for fiscal year 1997.

The Presidential Determination No. 97-24 issued on Thursday evening was in the form of a memorandum that President Clinton sent to Secretary of State Madeleine K. Albright to waive "Statutory Restrictions to Permit Assistance to Turkey."

President Clinton's "determination" read as follows:

"Pursuant to subsection (b) of section 620I of the Foreign Assistance Act of 1961, as amended, I hereby determine that it is in the national security interest of the United States that assistance be furnished to Turkey without regard to the restriction in subsection (a) of section 620I."

A Congressional expert TDN talked to on Friday said the bill that amended the subsections mentioned above is the Humanitarian Aid Corridor Act championed by the Armenian-American lobby last year. The act was introduced by Sen. Bob Dole at the U.S. Senate and by Rep. Chris Smith at the House of Representatives.

According to the "Corridor Act," U.S. assistance would be denied to any country which blocked the passage of U.S. humanitarian aid to a third country. By maintaining a land embargo on Armenia which occupies 20% of Azerbaijan, Turkey became a subject to the legislation. Bob Dole admitted back then that, although not mentioned by name, Turkey would be one of the countries that would be effected the most from the act.

Yet, the bill also included language that permitted the President to waive the restriction if and when he deemed it necessary from the point of

view of the "national security interest" of the United States.

A State Department official told TDN on Friday that that's what the President did and opened the way for ESF assistance to be transferred to Turkey.

When asked if the "presidential determination" in question has anything to do with "removal of the undeclared arms embargo" on Turkey or authorization and transfer of any stalled Turkish military orders, the State Department official replied negatively and said there was no such "arms embargo" to start with.

President Clinton had promised in 1996 to visiting Turkish President Süleyman Demirel that he would send the authorization of three frigates to the Congress and do his best to secure their approval. But since then the frigates got stuck at the Senate Foreign Relations Committee.

A recent statement issued by President Clinton tied the frigates to the fixing of Aegean disputes between Turkey and Greece and the settlement of the Cyprus issue.



Prime Minister Necmettin Erbakan and Chief of General Staff İsmail Hakkı Karadayı

## Turkey to buy wheat from Barzani

Ankara - Turkish Daily News

■ Prime Minister Necmettin Erbakan and Chief of General Staff İsmail Hakkı Karadayı on Monday agreed to buy wheat from Massoud Barzani, leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP), one of the rival Kurdish groups in northern Iraq.

After the welcoming ceremony for Alija Izetbegovic, the president of Bosnia-Herzegovina, Prime Minister Erbakan told Gen. Karadayı in a brief exchange overheard by

reporters that Barzani had 100,000 tons of wheat on the point of spoiling which he could not sell.

According to reports of the overheard conversation, Erbakan asked if it was acceptable that Turkey buy the wheat and Karadayı replied affirmatively.

Turkey began its controversial cross-border operation in northern Iraq in mid-May at the invitation of the KDP. This year the Turkish government's price for wheat is above the world average.

SUNDAY, JUNE 1, 1997

Turkish Daily News

TUESDAY, JUNE 10, 1997 Turkish Daily News

# Wake-up call to Iranian clergy: 'We want change'

BARRY MAY / *Tehran- Reuters*

■ Iran's Islamic revolution crossed a watershed with the election of an intellectual Shi'ite Muslim clergyman as its next president after years on the political sidelines, analysts said. They said Mohammad Khatami's surprise victory by a landslide was a seismic shift unparalleled since the overthrow of the U.S.-backed shah in 1979.

He now has a huge mandate to make the clergy-dominated government more tolerant and improve an economy that is ailing in spite of Iran's vast petrodollar income as the world's third largest oil exporter after Saudi Arabia and Norway. "This is a loud wake-up call to the ruling clergy," one Tehran-based analyst said.

"The message from the people is: we want change and we want it now. Voters are saying we want more freedom, though still within the Islamic system which was not challenged in the election, and a less rigid stance in relations with the West. These things are perfectly in tune with Khatami's own ideas." "Khatami needs to mobilize all the resources he can to improve the lives of the people," another analyst said. "They have been hit hard by inflation, lack of job opportunities and ever-increasing corruption. "Foreign debt is under control but he will have to muster the courage to divert some of the funds spent on activities abroad to boost economic development at home."

Khatami was backed by a coalition that included a broad spectrum ranging from Islamist leftists opposed to privatization and deregulation to the centrists behind outgoing President Akbar Hashemi Rafsanjani who want a free-market economy. Reformist technocrats seeking better ties with the West, women wanting more opportunities and rights and large numbers of young people also ral-

lied to his flag.

Strangest of all, his supporters included former leaders of the militant students who organized the seizure of the U.S. embassy in 1979 and held 52 Americans hostage for 444 days. Relations between Tehran and Washington have been hostile ever since, with the United States frequently accusing Iran of being behind acts of international "terrorism" and seeking to acquire weapons of mass destruction. Iran denies both charges. Khatami has a sound revolutionary past, having been close to the leader of the movement against the shah, the late Ayatollah Ruhollah Khomeini.

But he fell foul of Majlis right-wingers and bazaar merchants who considered him too liberal when he was culture minister for most of the 1980s and he was forced to resign. Although public celebrations of Khatami's victory have been subdued, voters' expectations of him are high and he is likely to face enormous difficulties in meeting them, analysts say. "I expect a head-on clash with ultraconservatives," said one veteran Iranian analyst.

The powers of the president are limited and subordinate to supreme leader Ayatollah Ali Khamenei who makes policy. There are no mechanisms for his word to be questioned.

Governance in Iran has two parallel structures: the executive, legislature and judiciary, and an unofficial one controlled by Khamenei who tacitly supported Khatami's main rival for the presidency, Majlis Speaker Ali Akbar Nateq-Nouri. Khamenei has since the polls urged all Iranians to back Khatami. The unofficial structure includes the Revolutionary Guards and paramilitary Basij volunteers, revolutionary courts, the supreme leader's provincial representatives, Friday prayer leaders and boniyad religious foundations that are reckoned to control up to 40 percent of the economy.

Nateq-Nouri was the establishment's candidate but he was comprehensively defeated by a challenger who had lingered out of the political limelight for the last five years and whose name was known to few beyond the intelligentsia and government officials as little as a month ago. The future of key players like Foreign Minister Ali Akbar Velayati under the new regime is uncertain.

International diplomats in Tehran expect Velayati, the acceptable face of the revolution in foreign capitals over the last 17 years, to fall. Tipped to become vice-president had Nateq-Nouri won, he endorsed the speaker a mere five days before the ballot, a misjudgment which could cost him his job. If Velayati goes, diplomats expect his replacement to be Mohammad Hashemi, a brother of Rafsanjani. Revolutionary Iran could also see its first woman in the cabinet, possibly Rafsanjani's daughter Faezeh Hashemi, a Majlis deputy and the most prominent woman in Iranian politics. Nateq-Nouri himself is wounded. Just how badly will be determined on Sunday when he faces the annual election by all 270 members of the Majlis for the speakership.

SUNDAY, JUNE 1, 1997

Turkish Daily News



**TOUGH CHALLENGES-** After a landslide victory in the Iranian presidential election on May 23, Mohammad Khatami now has a huge mandate to make the clergy-dominated government more tolerant and improve the ailing economy. *Reuters*

## Ciller Bid for Early Takeover In Turkey Faces Roadblocks

The Associated Press

ANKARA — Several roadblocks lay on the path Monday to Deputy Prime Minister Tansu Ciller's goal to taking over as prime minister a year ahead of time from Necmettin Erbakan, who heads modern Turkey's first Islamic-led government.

Mrs. Ciller announced Sunday that she would succeed Mr. Erbakan later this month and lead the country to early elections.

Turkey's generals have been pressuring Mr. Erbakan to curb his measures to put an Islamic stamp on officially secular Turkey, and secularist supporters of Mrs. Ciller have been defecting from her True Path Party to take their distance from her alliance with him.

The two leaders joined in a coalition 11 months ago after making a deal that Mr. Erbakan would turn over the reins to Mrs. Ciller in two years.

But President Suleyman Demirel said in a statement Sunday that he did not recognize the power-swap procedure and would invoke his constitutional powers in deciding who to designate next as prime minister.

Parliament also has to approve an

election date ahead of the regularly scheduled appointment at the polls, which is supposed to be in 2000.

The defections cost the coalition its parliamentary majority, and Mrs. Ciller and Mr. Erbakan have been trying to win over a small rightist party to give them the votes they need.

But that party is setting conditions for its support: reduction of the threshold of proportional representation in elections from 10 percent to 5 percent, to better ensure its chances of gaining seats.

The Great Unity party also said it would not support an election date earlier than December, and Mr. Erbakan reportedly has been pushing for October. He apparently is eager to hold elections before the Supreme Court decides at the end of the year whether the Welfare Party should be shut down because of its pro-Islamic policies.

In any case, the daily Hurriyet reported, Mr. Erbakan would refuse to step down if Parliament refuses to approve an early election date. Mrs. Ciller, a pro-Western former prime minister who has been haunted by corruption allegations, apparently wants to wait as long as possible, even until March.

faits &  
arguments  
sur l'union européenne

N° 44 - JUIN 1997

### Turquie : libérer Isik Yurtçu

D'après le Comité de protection des journalistes, la Turquie arrive en tête des pays qui violent la liberté d'opinion et restreignent en permanence la liberté de la presse. 78 journalistes y sont détenus. Le journaliste Isik Yurtçu a été condamné à quinze années de prison pour avoir été rédacteur en chef du journal kurde Özgür Gündem interdit en 1994.

Dans le prolongement de la campagne de solidarité engagée par l'Union des journalistes européens en

faveur de Isik Yurtçu, le Parlement européen a adopté une résolution, signée par le groupe socialiste, le groupe confédéral GUE/NGL et les Verts, demandant sa libération et celle des « journalistes turcs emprisonnés pour avoir exercé leur métier ». Après avoir réaffirmé son attachement à la liberté d'expression, le Parlement européen a demandé aux autorités turques de « garantir aux journalistes et médias turcs le libre exercice de leurs activités ».

### Le chef du gouvernement turc prêt à céder son poste

Le Premier ministre islamiste turc Necmettin Erbakan cédera son poste à Tansu Ciller, sa partenaire dans l'actuelle coalition gouvernementale, avant la fin du mois de juin, a annoncé hier Tansu Ciller. «Le transfert du poste de Premier ministre aura lieu avant la fin du mois, dans le cadre de la Constitution», a déclaré Tansu Ciller, dans une conférence de presse conjointe avec Erbakan. Avant d'être effectif, ce transfert devra être approuvé par le président Suleyman Demirel, puis par le Parlement.

L I B E R A T I O N  
2 J U I N 1 9 9 7

washingtonpost.com

| home page | site index | search | help |

## Kurds Threaten U.S. Sites in Turkey

Tuesday, June 3, 1997 4:07 pm EDT

BEIRUT, Lebanon (AP) -- A Kurdish rebel commander has threatened attacks on American and Israeli interests in Turkey on grounds the two nations have colluded in the Turkish army's attacks on Kurds in northern Iraq.

He also warned of possible action against tourist sites in Turkey, charging that the country was using revenues from its lucrative tourism industry to finance its campaigns against the Kurds.

"Our plan is to attack the American, Israeli and the Turkish centers -- but not the civilians," rebel commander Halil Atac told a news conference.

"We are warning them not to be united with the massacre which is being carried out against the Kurdish people now, to stop being involved with such massacres," he added.

Atac spoke through an interpreter at a news conference Monday at an undisclosed location in south Beirut, a stronghold of Iranian-backed Shiite Muslim guerrillas. A tape of his remarks was made available to reporters on Tuesday.

Atac also is a member of the central committee of the Kurdish Workers' Party, or PKK, which has been the target of the Turkish incursion into Iraq.

He specifically spoke of "operations against Israeli targets in Istanbul and elsewhere in Turkey and against U.S. enemy interests."

The United States has major military bases in Turkey, which is a member of the NATO alliance.

The Turkish army launched an offensive on May 14 against PKK bases in northern Iraq. Between 25,000 and 40,000 Turkish troops are now in Iraq.

Atac warned tourists of the dangers of spending their vacations in countries the PKK might target but added the guerrillas "would never attack civilians."

In 1993 and 1994, Kurdish rebels attacked foreign tourists at seaside resorts in Turkey, killing three people.

The rebel PKK has been fighting a war for autonomy in southeastern Turkey since 1984.

During the war, the Turkish military has driven about 3 million Kurds from their homes in 2,800 villages in a bid to undermine support for the rebels.

The ongoing military offensive into northern Iraq is by far the largest by Turkey against the Kurdish rebels in years, prompting condemnation from Arab countries for the violation of the sovereignty of Arab Iraq.

The Arabs, particularly the Syrians who share a border with Turkey, have been alarmed by recent Turkish and Israeli military cooperation.

There have been allegations in the Arab press that Israel and Turkey are forging a strategic alliance backed by the United States in order to contain Arab countries and Iran.

© Copyright 1997 The Associated Press

[Back to the top](#)



20:32  
GMT, 04  
Juin 1997

©AFP  
1997

## ● L'hélicoptère turc qui s'est écrasé dans le nord de l'Irak était un Cougar

DIYARBAKIR (Turquie), 4 juin (AFP) - L'hélicoptère turc qui s'est écrasé mercredi dans le nord de l'Irak, tuant 11 militaires à bord, était un AS-532 "Cougar" multi-rôle, de fabrication franco-allemande, a-t-on appris de sources militaires à Diyarbakir.

L'appareil a été victime d'une avarie technique, selon Ankara, dans la région de Zap, au nord de l'Irak où l'armée turque mène une opération avec 30.000 hommes depuis 14 mai contre les rebelles kurdes de Turquie.

Huit officiers, dont un lieutenant-colonel et deux commandants, figurent parmi les victimes.

L'appareil était un des 20 exemplaires que la Turquie a acheté à la France en 1996. C'est la première perte d'un Cougar de l'armée de terre turque.

Le 18 mai, deux pilotes turcs avait été tués à bord d'un hélicoptère d'assaut de type AH-1W "Super Cobra", qui s'était écrasé dans la région de Cukurca (sud-est de la Turquie, frontalière avec l'Irak), également à cause d'une panne, selon Ankara.

Toutefois, des sources proches du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie) avaient affirmé que l'hélicoptère avait été touché au dessus de l'Irak par des rebelles et s'était écrasé en territoire turc.

L'incursion de l'armée turque, destinée à détruire les bases du PKK dans le nord de l'Irak, a fait près de 2.000 morts dans les rangs des rebelles kurdes, selon Ankara. Plus de 350 rebelles ont été soit faits prisonniers, soit blessés.

Le PKK pour sa part avance des pertes inférieures à une centaine de combattants.

Plus de 25.000 personnes (rebelles, militaires et civils) ont été tuées dans le sud-est de la Turquie depuis le lancement par le PKK, en 1984, de sa campagne armée pour la création d'un Etat indépendant.

str-KG/fa eua

# Arab reaction to N. Iraq operation annoys Turkey

Officials who cite Syrian support for the PKK are particularly angry with Gulf states for rallying around Baghdad but working to maintain the UN embargo on Iraq



**SEMIH D. IDİZ**  
Ankara-  
Turkish Daily News

Ankara- Turkish Daily News

■ Turkish officials are showing increasing annoyance at what appears to be a collective approach against Ankara for its ongoing operation against the Kurdistan Workers' Party (PKK) in northern Iraq.

Heightening the annoyance is the fact that Arab countries, led by Syria, are presenting this as a "violation of the territorial integrity of a brother Arab country."

It is not just the "violation" but the "raping" of the sovereignty of an Arab country, namely Kuwait, by another Arab country, namely Iraq, Turkish officials say, that has led to the current situation in northern Iraq which is prompting Ankara to act out of self-defence.

"The aftermath of the Gulf War has produced serious problems for Turkey. Not least of which is the fact that this war has cost us up to \$30 billion due to losses in trade, tourism, transit fees and contractual undertakings in Iraq before the war," one source told the Turkish Daily News.

"Also, an authority vacuum has emerged in northern Iraq that the PKK, which is working to spoil Turkey's territorial integrity, has exploited," the source added.

The PKK set up camps in northern Iraq after the Gulf War and has been striking at Turkey from there prompting what has become an almost annual "spring operation" by the Turkish Armed Forces to the region.

This year's operation, however, has proved to be the largest to date and the one that has penetrated into northern Iraq the deepest.

It also has the important distinguishing characteristic of being conducted in close coordination with the northern Iraqi Kurdistan Democratic Party (KDP) which has also declared the PKK to be its deadly enemy having courted it on occasion in the past.

Turkish officials are adamant that Ankara has no intention of disputing or disrupting the territorial integrity of Iraq. They say that Iraq's territorial integrity is something that Turkey has supported vehemently in all international fora from the very start of the Gulf crisis.

They also point out that Ankara has been "looking forward" to Iraq's exercising its sovereignty in the region again, as this would to a great extent do away with the authority vacuum that developed there after the Gulf War.

"Seeing Turkey is acting against an alien element in northern Iraq, it is to this extent ensuring the maintenance of Iraqi territorial integrity and not vice versa," the source informing the TDN said.

Turkey has said that it will withdraw from the region after its operation has achieved its aim. This has in fact been the pattern of Turkish incursions into the region in the past. "Those Arab countries now criticising Turkey's operation have to first of all concede that this action is borne from a grave security need. The second point that these countries have to concede is that Syria is a country that has backed the PKK for years," the source added.

"What have those Arab countries that are criticising Turkey's operation today done in the past to deter Syria from using the terrorism card? By the same token, what have they done in the past for the maintenance of Iraq's territorial integrity?" There seems, however, to be particular anger in Ankara aimed at some Gulf countries who are now criticising Turkey over its operation.

There are some who question the consistency of Gulf countries who were grateful to Turkey for its help when Iraqi tanks threatened them, and who are now rallying around the same Iraq. These officials also highlight what they term as "typical hypocrisy" when they point to those Gulf states that are now rallying around Baghdad.

These are the same countries that work night and day to ensure that the overall umbrella of the U.N. sanctions on Baghdad is maintained because of their fear of this country, these sources say.

Officials in Ankara concede that what is spurring this supposedly "collective" position by Arab countries against Turkey is their deep concern over growing Turkish-Israeli military and economic ties.

They note that it is Syria in particular that is establishing a link between these ties and Turkey's operation in northern Iraq and orchestrating a campaign against Ankara on the basis of this supposed link.

Turkish officials continue to insist, however, that not only is there no such link, but that Turkey's cooperation with Israel should be assessed within its own parameters.

"We see these ties as something that will contribute to regional stability. Nor have our ties with Israel brought with it a change in our approach to the Palestinian issue. We are maintaining our known position on this issue in international fora and in our bilateral contacts. We are also providing financial aid to the Palestinians to the extent of our abilities," the source informing the TDN said.

Officials also say that Turkey today has "excellent" relations with 20 of the 21 countries that belong to the Arab League.

They include Libya in this list, because of "the friendly ties between the peoples of the two countries that defy the occasional rantings and railings of their leader against Turkey."

"Turkey has problems with only one Arab country, and that country is Syria. It will not be possible to overcome the crisis in relations with this country, on the other hand, until such time as it gives up its support for terrorism," the source informing the TDN said.

"We hope that other Arab countries will not support Syria, even if this support takes the form of remaining silent on its destructive attitude of backing PKK terrorism for over 10 years. We expect that the future of Turkish-Arab ties will not be surrendered to the hands of Syria which is clearly involved in terrorism," the source added.

# Defendants in Susurluk-related case go on trial

The ten accused Special Team Office members pleaded innocent to charges of criminal activity and concealing arrest warrant information

*Istanbul — Turkish Daily News*

■ The trial of ten of eleven defendants in a case related to the now famous Susurluk accident went on trial yesterday in Istanbul Security Court. Among the ten was İbrahim Şahin, the former deputy head of the Special Team Office.

Charges against the men include "creating an armed organization to perpetrate crimes" and "not providing authorized departments concerning people concerning whom arrest warrants had been issued."

The defendants pleaded innocent to the charges which could bring prison sentences for as long as nine years.

In addition to Şahin, Special Team Office police officers Ayhan Çarkın, Ayhan Akça, Ercan Ersoy, Oğuz Yorulmaz, Enver Ulu, Mustafa Altunok and Ziya Bandırmalıoğlu; the chauffeur of True Path Party Sanliurfa Parliamentarian Sedat Bucak, Abdülhamit Kızılkaya; and drug smuggler Yaşar Öz appeared at the trial. Former National Intelligence Agency officer and retired Lieutenant Colonel Mehmet Korkut Eken who had been released on his own reconnaissance did not attend the hearing.

Şahin said on the witness stand that they had formed a group between the years 1993 and 1996 and had continued to work together. He had gotten to know Yaşar Öz only in prison and Mustafa Altunok had been an instructor of a course which he had attended in Ankara in 1997 although they were taken to prison together. Şahin had been on duty in Istanbul during 1991 and 1992 but he emphasized that he hadn't known that Altunok had been with the Police Anti-Terrorism Division at that time. He learned it later.

As for Ayhan Çarkın who has been implicated in the murder of casino king Ömer Lütfi Topal, they had only once been involved in an operation together and that was in Kadıköy. Şahin claimed that he had known former intelligence officer Eken ever since attending a course that the latter had given in 1982.

Şahin stated also that he had shed blood for Turkey three times and he was proud of having done so. He added that the background he had gained from attending courses and his experience with weaponry had contributed to the success of operations directed against illegal separatist organizations after 1993.

As for the traffic accident at Susurluk, Şahin claimed that he had been on duty in Ankara at the time and had nothing to do with the incident. It had been claimed that he was responsible for the gun and bullets found in the car. However he admitted that he knew Abdullah Çatlı who died in the traffic accident under the alias, Mehmet Özbay.

The defendants had been brought to court from Metris Prison where they were being held by police-escorted minibuses. Security was very tight.

The press, including representatives of foreign news agencies and papers were not permitted to enter the courtroom with the exception of previously authorized reporters.

If convicted on both charges, the defendants with the exception of Yaşar Öz face prison sentences of five to nine years. As Öz has only been charged with being a member of a team created to perpetrate crimes, he faces a sentence of two to four years.

Last November as a result of a traffic accident outside the town of Susurluk, the existence of government- underworld ties was uncovered.

TUESDAY, JUNE 3, 1997

*Turkish Daily News*

## Kriegel: 'UN is responsible for PKK presence in N. Iraq'

A document prepared for journalists, members of the European Parliament and European business leaders visiting Turkey under the Forum Europe Program included facts about the PKK

**SAADET ORUÇ**

*Ankara- Turkish Daily News*

■ Pro-Turkish lobbyist Jay Kriegel, who is reportedly very close to Tansu Ciller, has claimed that the reason for the Kurdistan Workers' Party (PKK) presence in northern Iraq was "United Nations policies" which had led to the creation of a no-man's land.

Jay Kriegel is currently the official advisor to the Turkish Foreign Ministry.

His company Abernathy, Mc Gregor &

Scanlon prepared and presented to Murat Ersavci, Nihat Akyol and Uluç Özüller what is known as the "white papers", one of which outlined "the facts" for the purposes of foreign journalists, members of the European Parliament and European business leaders visiting Turkey under the Forum Europe Program. The document dated late 1995 consisted of eight parts that included information about the PKK, its origins and objectives.

In the section, "The Turkish operation against the PKK in northern Iraq," the document discussed the PKK presence in northern Iraq in the following terms: "The PKK's use of northern Iraq is a result of the Gulf War and the U.N. policy that denies the Iraqi government access to this region but has created no alternative security system. The result has been a lawless no-man's land with no government responsible for safety and security."

#### **Finance from the Arab world**

The Arab world was also accused of supporting the PKK; "Without foreign backing and finance from the Arab world, as well as the illicit revenues from the drug trade in Europe, the PKK would not survive," the document stated.

According to Kriegel's company, more than half of those arrested in all drug trafficking incidents in Europe since 1991 have been affiliated with the PKK.

Although the report did not explicitly mention Greece, it was implied: "Turkey's ability to defeat the PKK is constantly undermined by the continuing funding and assistance offered by foreign countries, including unprecedented support by a NATO member aiding a terrorist organization attacking a fellow NATO ally."

#### **Turkish citizens of Kurdish origin**

It was also stated that several of Turkey's leading officials were of Kurdish origin, as were cabinet ministers and generals. Turks of Kurdish origin enjoy full citizenship in Turkey and participate in all aspects of political, economic and social life. Over 100 of Turkey's deputies in the Turkish Parliament are of Kurdish origin, the statement said.

Copyright 1997 Reuters Ltd. All rights reserved.

The following news report may not be republished or redistributed, in whole or in part, without the prior written consent of Reuters Ltd.

(changes source, adds background; pvs ANKARA)

DIYARBAKIR, June 4 (Reuter) - A Turkish helicopter crashed on Wednesday on a mission against Kurdish rebels in northern Iraq, killing 11 military personnel, security officials said.

Officials from the emergency rule governor's office in the southeast Turkish city of Diyarbakir said the helicopter crashed in the mountainous Zap region at 7 a.m. (0400 GMT).

At least 10,000 Turkish troops backed by air power poured into northern Iraq on May 14 in pursuit of separatist Kurdistan Workers Party (PKK) rebels who use the region as a base to launch raids into southeast Turkey.

Pro-Kurdish Med-TV said on Tuesday there was heavy fighting in northern Iraq with the PKK launching counter-attacks against the Turkish army and their Iraqi Kurdish allies, retaking a strategic mountain peak from the army.

A Turkish military spokesman said the Turkish forces had killed more than 2,000 rebels in the operation so far, but did not give figures for government losses.

The rebels say they have killed 791 men from the opposite side -- Turkish soldiers, their allies in a "village guard" militia and guerrillas of the Iraqi Kurdistan Democratic Party.

The operation has been conducted under a strict news blackout, making independent confirmation of the report impossible.

The incursion has attracted condemnation from the Arab League secretariat and a demand that Turkish forces withdraw immediately. NATO-member Turkey's Western allies and the United Nations secretary general have criticised the operation.

A leading PKK member this week threatened worldwide attacks against Israeli and U.S. targets if the two countries continued to "support Turkish massacres against Kurds."

More than 24,000 people have died in 13 years of conflict between the Turkish security forces and the PKK, who are fighting for autonomy or independence for the mainly Kurdish southeast of Turkey. REUT Copyright 1997 L'Associated Press.



20:14  
GMT, '04  
Juin 1997

©AFP  
1997

## ● Le Refah défie l'armée alors que son gouvernement est de plus en plus menacé

Par Umit ENGINSOY

ANKARA, 4 juin (AFP) - Le Parti islamiste de la Prospérité (Refah) du Premier ministre turc Necmettin Erbakan a défié mercredi l'armée à propos d'un plan visant à briser la montée du fondamentalisme, alors que son gouvernement était menacé de perdre son soutien parlementaire.

Un proche de M. Erbakan a déclaré à la presse que le parti n'avait aucune intention de mettre en oeuvre certaines des mesures dictées par les militaires pour stopper la montée du fondamentalisme religieux en Turquie.

Dans le même temps, le petit Parti de la Grande union (BBP, extrême-droite), allié jusqu'ici à la coalition gouvernementale, a menacé de lui retirer son soutien, ce qui pourrait entraîner la chute du gouvernement.

"Les mesures prises par le Conseil national de sécurité (MGK) et qui sont justes sont en train d'être appliquées, celles qui ne sont pas justes seront discutées devant l'opinion publique", a dit le vice-président du Refah, Riza Ulucak.

Le MGK, organe par lequel l'armée exerce son influence politique, a mis en demeure à plusieurs reprises le gouvernement de coalition à dominante islamiste de M. Erbakan d'appliquer cette série de mesures, décidées le 28 février.

"Tout ce qu'ils (les militaires) disent n'est pas forcément correct (...) En fait, le gouvernement n'a pas besoin de convaincre qui que ce soit. Selon la Constitution, le gouvernement est le seul pouvoir exécutif (...) D'autre part, le Premier ministre est le supérieur du chef d'état-major des forces armées", a déclaré M. Ulucak.

Ces remarques sont un défi à la puissante armée turque qui a déclaré que la lutte contre le fondamentalisme islamique était désormais son objectif numéro un.

L'armée a fait trois coups d'Etat au cours des 37 dernières années, toujours officiellement pour protéger l'Etat menacé de destruction.

La série de mesures dictées par les militaires prévoit notamment la fermeture des sections secondaires de centaines d'écoles d'enseignement religieux d'Etat, ainsi que des écoles religieuses privées fonctionnant illégalement.

M. Ulucak a objecté à la première mesure, affirmant que "l'éducation religieuse doit commencer jeune (...) Les efforts pour fermer ces écoles reviennent à s'opposer à la volonté du peuple".

Le Refah compte sur ces écoles pour recruter ses futurs cadres.

Lors de la dernière réunion du MGK le 31 mai, les militaires ont de nouveau demandé à M. Erbakan de ne pas trainer les pieds et d'appliquer les mesures.

L'armée, qui se considère la garante de la laïcité de l'Etat, accuse le Refah de favoriser une dérive vers le fondamentalisme.

M. Ulucak a fait ces déclarations alors que le BBP menaçait de provoquer la chute du gouvernement.

"Si la barre de 10% des voix à l'échelle nationale (requis pour qu'un parti puisse entrer au parlement) n'est pas abaissée à 5%, nous voterons pour l'adoption d'une éventuelle motion de censure contre le gouvernement", a déclaré mercredi à Osmaniye (sud) Orhan Kavuncu, vice-président du BBP. Le parti estime entre 5% et 10% son actuel soutien populaire.

"Notre seconde condition est que les législatives anticipées prévues n'aient pas lieu avant mars 1998", a-t-il dit.

Le BBP, dirigé par Muhsin Yazicioglu, détient, avec sept sièges au parlement, une position-clé pour la survie du gouvernement de M. Erbakan, qui a perdu la semaine dernière la majorité absolue.

ue/hc/cho e

Copyright 1997 Reuters Ltd. All rights reserved.

The following news report may not be republished or redistributed, in whole or in part, without the prior written consent of Reuters Ltd.

(Adds quote, details)

**ANKARA, June 4 (Reuter) - A court on Wednesday sentenced 31 leading members of Turkey's main Kurdish party to up to six years in jail for aiding Kurdish separatist rebels and a youth who tore down a Turkish flag to 22 1/2 years, court officials said.**

**The Ankara State Security Court convicted them of acting as a front group for the rebel Kurdistan Workers Party (PKK). It found 14 other defendants not guilty on Wednesday, court officials said.**

**Murat Bozlak, the leader of the pro-Kurdish People's Democracy Party (HADEP), and one other party member received six years.**

**"A close link was discovered between HADEP and the illegal terror organisation PKK," judge Orhan Karadeniz told the court.**

**"The trial was completely political," defence lawyer Yusuf Alatas told Reuters. "The court did not look at the case from a legal point of view." He said lawyers would appeal.**

**Bozlak was among 47 people arrested at a HADEP congress last June when the Turkish flag was torn down and replaced with PKK banners.**

**The youth who tore down the flag was jailed for 22 1/2 years and 29 other HADEP members received a sentence of 4 1/2 years.**

**The trial started last September. One other HADEP member arrested at the congress is being tried in another court.**

**The PKK rebels have been fighting for Kurdish self-rule in southeast Turkey for almost 13 years. More than 24,000 people have died.**

**HADEP, which does not advocate violence, was formed in 1994 after another Kurdish party was closed by the constitutional court for alleged separatism and 13 of its deputies were expelled from parliament.**

**Six of that party's MPs were later jailed for links with the rebels. REUT**

**Copyright 1997 The Associated Press. All rights reserved.**

**The information contained in this news report may not be published, broadcast or otherwise distributed without the prior written authority of the Associated Press.**

# Catherine Porter remains the lone PKK activist

Porter hopes to meet PKK leader Abdullah Öcalan in Iran. Is she so naive to think Syria will ever allow the terrorist chief to travel to Iran?

**M**adame Mitterrand seems to have forgotten her Kurdish cause and remains silent these days. Pauline Green whose Labour Party has won in Britain seems to have chosen a more mature and restrained stand as a member of the ruling party and has thus abandoned the militant Kurds. So Catherine Porter remains the only leading foreign lady to rally for the Kurdish separatists... She has told a press conference in the United States that she will travel to Iran and meet with PKK terrorist organization chief Abdullah Öcalan...

It seems Mrs. Porter has got her facts wrong. Firstly Öcalan is not in Iran. The Syrians have him and will never allow "the bird to fly anywhere" and lose a valuable trump card against Turkey. Secondly, even if Öcalan was in Iran would she really agree to travel to the Islamic republic? Thirdly, even if she could go to Iran how would she justify to the U.S. authorities her

So these are the people with whom Mrs. Porter is collaborating. Yet, she has to be aware that her collaborators have landed her in a difficult position with their threats against Israel and the United States.

It seems the time has come for Mrs. Porter to realize that the PKK is not a freedom movement fighting for a just cause but a separatist terrorist organization which has not hesitated to raid Kurdish villages in Turkey killing the elderly as well as women and children.

Mrs. Porter is welcome to go to Iran, and if she can meet with Öcalan of course she would be advised to go to Damascus or the Bekaa Valley in Lebanon controlled by Syria if she really wants to meet him. She is welcome to have close relations with militants who have the blood of too many people on their hands. Yet, after that she should be aware that she can no longer preach to anyone about her good intentions... There are also a few Americans who have made the mistake of trying to befriend the PKK. They have set up human rights watch groups and have tried to rally for the Kurds. Yet, the PKK has always turned out to be a big embarrassment for them and they have been very sorry in the end.

Let no one make any mistake. If you deal with terrorists you also have to be prepared to face the barrel of their guns one day...



## Editorial

İlinur Çevik

meeting with a terrorist... It is a fact that the United States has listed the PKK as a terrorist organization and thus is taking appropriate action. But of course Mrs. Porter, a rather naive lady, also was not aware of the declarations of the PKK which vowed on Monday to attack Israeli, Turkish and American military targets to avenge the killing of its militants during the Turkish military operation against their areas in northern Iraq.

A PKK militant leader called Halil Attaçlı made the threat during a Beirut press conference...



09:53  
GMT, 07  
Juin 1997

©AFP  
1997

## ● Invasion turque: une agression américaine exécutée par Ankara, selon Bagdad

BAGDAD, 7 juin (AFP) - Le quotidien irakien officiel al-Irak a qualifié samedi l'opération armée turque dans le nord de l'Irak d'"agression américaine menée sous un parapluie et par des instruments turcs".

"L'invasion militaire turque sauvage au Kurdistan (irakien) n'est qu'une agression américaine menée sous un parapluie et par des instruments turcs", écrit le journal, en dénonçant "la duplicité politique" d'Ankara.

"La Turquie a exprimé par divers canaux diplomatiques et politiques son attachement à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Irak et n'a pas hésité en même temps à envahir le nord de notre pays, sous prétexte de poursuivre des éléments qui menacent son régime", relève le journal.

L'armée turque mène depuis le 14 mai dans le nord de l'Irak, qui échappe au contrôle de Bagdad, une offensive d'envergure contre les militants armés du PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan, séparatistes kurdes de Turquie).

Quelque 25.000 soldats turcs ont été déployés dans le cadre de cette offensive qui a fait jusqu'ici plus de 2.252 morts parmi les membres du PKK, selon Ankara et moins de 100, selon le PKK.

Bagdad a adressé plusieurs messages de protestations à l'ONU à la suite de l'incursion de l'armée turque.

str-ht/tm/vr



14:42  
GMT, 06  
Juin 1997

©AFP  
1997

## ● La Turquie accuse six pays d'armer et d'entraîner le PKK

ANKARA, 6 juin (AFP) - L'armée turque a accusé vendredi six pays, dont la Syrie, l'Iran et la Grèce, d'aider le PKK (rebelles kurdes de Turquie) à se procurer des missiles sol-air, dont deux exemplaires ont récemment abattu deux de ses hélicoptères dans le nord de l'Irak.

Selon le général Erol Ozkasnak, secrétaire général de l'état-major des armées turques, la Serbie, l'Arménie et Chypre (appelée "administration chypriote-grecque du sud de Chypre" par Ankara) aident également le PKK à se procurer des missiles SA-7B.

"Nos services de renseignement ont confirmé que la Syrie au premier chef, l'Iran, la Grèce, la Serbie, l'administration chypriote-grecque du sud de Chypre et l'Arménie ont joué un rôle important dans la fourniture de ces missiles aux terroristes séparatistes (PKK) et dans leur entraînement à les utiliser", selon un texte de l'état-major distribué après une conférence de presse du général Ozkasnak.

"Ces éléments d'information ont été transmis au ministère des Affaires étrangères", a dit le général.

Deux hélicoptères perdus récemment par l'armée turque dans le nord de l'Irak ont été abattus par des missiles de ce type, de fabrication russe, tirés par le PKK, a-t-il indiqué.

Ces missiles ont été "obtenus par le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, séparatiste) en Arménie et acheminés vers le nord de l'Irak à travers l'Iran", a-t-il affirmé.

C'est la première fois que l'état-major turc annonce la destruction en vol de ses appareils par le PKK depuis le début de la rébellion de celui-ci en 1984.

Les deux hélicoptères étaient un Super-Cobra de fabrication américaine et un Cougar produit par le consortium franco-allemand Eurocopter. Le Super-Cobra s'était écrasé le 18 mai, tuant deux officiers à bord et le Cougar mercredi dernier, tuant onze militaires turcs, dont huit officiers.

Les deux appareils avaient été perdus dans la vallée de Zap, dans le nord de l'Irak où la Turquie mène depuis le 14 mai une opération militaire contre les militants armés du PKK qui y disposent de bases.

Les autorités militaires avaient affirmé jusqu'ici que la chute de ces hélicoptères était due à des avaries techniques, sans autre précision.

Les militants du PKK ont tiré sur un troisième hélicoptère le 29 mai mais sans l'atteindre, a ajouté le général Ozkasnak. Ils disposent d'environ 50 à 60 autres missiles de ce type, a-t-il affirmé.

L'officier a accusé l'Iran de continuer à fournir une aide active au PKK. "Près de 700 terroristes fuyant l'opération turque dans le nord de l'Irak sont passés en Iran et de nombreux membres du PKK blessés reçoivent des soins médicaux dans ce pays", a-t-il dit.

Le général Ozkasnak a encore affirmé qu'à ce jour, 2.252 militants du PKK ont été tués lors de l'opération en cours et que 95 membres des forces turques ont également trouvé la mort.

Le PKK affirme de son côté que le nombre de ses pertes ne dépasse pas 100.

Le général Ozkasnak a encore ajouté que l'armée turque s'était emparée de la plupart des bases du PKK dans le nord de l'Irak.

Il a ajouté que l'opération "se poursuivra jusqu'à l'éradication du PKK du nord de l'Irak et que les forces de M. (Massoud) Barzani soient en mesure de prendre le contrôle des zones nettoyées du PKK".

Le PDK (Parti démocratique du Kurdistan) de M. Barzani, une faction kurde d'Irak, s'est allié aux forces turques dans l'opération actuelle.

Plus de 25.000 troupes turques sont engagées dans cette opération, selon une source militaire turque.

D'autre part, la super-préfecture de Diyarbakir (sud-est) a annoncé vendredi dans un communiqué que 27 rebelles du PKK avaient été tués lors d'opérations dans diverses régions de l'est et du sud-est de la Turquie.

UE-HC/gic t

# Those who want HADEP in Parliament...

HADEP should be represented in Parliament. The people of southeastern Turkey should be represented in Parliament in a proper manner. But this should not be done through a political farce

**W**e hear, these days, talk that those forces who do not want the pro-Islamic Welfare Party (Refah) to make gains in the next elections want other parties to enter the race and divide the votes that would normally go to Refah...

The calculation is that Refah has won many parliamentary seats in southeastern Turkey and this has been at the expense of the pro-Kurdish People's Democracy Party (HADEP). HADEP would have normally won several deputies' seats in the troubled area yet, because it failed to win 10 percent of the votes, its success in southeastern Turkey was written off. Refah currently represents the region but the voters are not too happy.

Refah has failed to make an impact in southeast Turkey, where separatist terrorism has claimed thousands of lives. The people of the region felt Refah would act more freely to help



**Editorial**  
İlinur Çevik

the population through the immense economic and social hardships and, thus, bring some relief to the suffering masses. Yet, this did not happen. There were claims that the conservative forces of Turkey, who do not want reforms in the Southeast, prevented Refah from applying liberal policies in the region.

Whatever the cause, Refah failed to bring much hope and relief to the people.

HADEP may well be as popular as ever, but it will still be unable to get enough votes (10 percent of the national vote) to be able to win seats in Parliament.

So those who want to stall Refah and, thus bring up HADEP, feel the pro-Kurdish party can join forces with the social democrats to enter Parliament...

HADEP's predecessor, the Democracy Party (DEP), was closed down and some of its deputies were imprisoned while others fled the country. DEP had entered Parliament through an alliance with the same social democrats who later voted to kick them out of Parliament and send them to prison... People like Leyla Zana, Hatip Dicle and others are in jail because of all this... Now the same social democrats will be asked to join hands with HADEP and bring them into Parliament. This will be the HADEP which has been the target of prosecution and insults for allowing their convention to be hijacked by the separatist Kurdistan Workers' Party...

What is there to guarantee that once these people are elected that they will not persecuted and jailed?

We are not against HADEP, nor are we against our citizens of Kurdish origin in southeastern Turkey being properly represented in Parliament. On the contrary, we feel this is a must. Turkey cannot live with the shame of throwing deputies out of Parliament and then jailing them.

But if this is to be done then we should stop the farce. Let them enter Parliament in a proper manner, and let democracy prevail.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, JUNE 5, 1997

# Prime Minister of Turkey Will Seek Early Election

## Erbakan Aims to Shore Up Crumbling Coalition

By Stephen Kinzer  
New York Times Service

ISTANBUL — After 11 months in office as modern Turkey's first Islamist leader, Prime Minister Necmettin Erbakan acknowledged Sunday that his coalition government was crumbling and said he would call new elections.

"We decided that for Turkey to continue its economic success, an early election would be necessary," Mr. Erbakan said at a news conference in Ankara, the capital.

He did not say when the elections would be held. They were not due until 2000, but in recent months various pressures on the government have become all but paralyzing.

The pressure began to intensify in February, when the country's influential generals, who consider themselves the ultimate guardians of Turkish secularism, demanded that Mr. Erbakan retreat from his Islamist policies. Their most immediate demand was that he close unregistered Koranic educational institutions and impose curbs on Islamic schools.

Mr. Erbakan said he would carry out the military's demands, but he has proved reluctant to keep his promise. Some of his principal supporters have threatened to abandon him if he does not stand firm in defense of religious education.

Then, last month, a senior prosecutor announced that he would ask a court to

ban Mr. Erbakan's Welfare Party on the grounds that it threatens the secularist principles on which modern Turkey was founded 74 years ago.

As these external pressures on the government have grown, the secularist True Path Party, Mr. Erbakan's coalition partner, has been shaken by a series of defections by cabinet ministers and members of Parliament. Some said they could no longer work with the Islamists. Others complained that the party was being dragged down by its leader, Foreign Minister Tansu Ciller, who has been the target of a series of corruption allegations. She has denied the contentions.

At Sunday's news conference, Mrs. Ciller said that Mr. Erbakan would turn his job over to her at the end of June and that she would be the prime minister until new elections were held.

For that to happen, however, Mr. Erbakan would have to resign as prime minister, President Suleyman Demirel would have to ask Mrs. Ciller to form a new government and she would have to be confirmed by Parliament.

It is far from certain that such a sequence of events will unfold.

"Nothing is definite yet," wrote Hasan Cemal, a columnist for the daily newspaper Sabah in Istanbul. "It is too early to see Ciller as the country's next prime minister."

Some of Mr. Erbakan's strategists, anxious to hold new elections before the effort to get a court to ban the party can be decided, want to call Turks to the polls in October.

But many members of Parliament oppose holding the election that soon, because they must hold office for at least two years to qualify for a generous government pension plan. They are therefore expected to insist that the elections be held sometime after late December, two years after the last elections.

Turkey's governing coalition has been an uneasy alliance from the moment it was formed. Mrs. Ciller is an avowed secularist, and Mr. Erbakan is dedicated to increasing the influence of Islam in public life.

The enmity between the two has been personal as well as political.

In the 1995 election campaign, Mrs. Ciller warned that any government headed by Mr. Erbakan's Islamist party would "plunge Turkey into darkness."

For his part, Mr. Erbakan stressed the corruption charges against Mrs. Ciller, calling her the country's "biggest thief."

But after the election, the two found common ground. Mrs. Ciller's support made it possible for Mr. Erbakan, whose party won less than 22 percent of the vote in 1995, to assume the country's highest office. Mr. Erbakan's supporters in Parliament later blocked motions that would have sent corruption charges against Mrs. Ciller to the Supreme Court for investigation and possible prosecution.

### Turkish Helicopter Crashes in Iraq

DIYARBAKIR, Turkey— A Turkish helicopter on a mission against Kurdish rebels in northern Iraq crashed Wednesday, killing 11 military personnel, including two high-ranking officers, security officials said.

Officials at the governor's office here in southeast Turkey said the helicopter went down in Iraq's mountainous Zap region. The Anatolian News Agency said the helicopter suffered a technical failure, but state-run television said it was not clear what caused the crash.

A spokesman for a pro-Kurdish television channel said Kurdish rebels brought down a helicopter early Wednesday during fighting in the area around Zap. (Reuters)

Ouest - France, 9 juin 1997

## Quarante manifestants samedi devant la préfecture Mobilisation en faveur des Kurdes

**A l'appel du comité de soutien au peuple kurde, une quarantaine de personnes se sont rassemblées samedi matin devant la préfecture. Delil Yilmaz, directeur du centre d'information du Kurdistan à Paris, a expliqué la situation difficile des Kurdes.**

Le Kurdistan n'occupe plus la une des journaux. Mais la situation des Kurdes ne s'améliore pas pour autant. Au contraire. Le comité de soutien au peuple kurde (1) dénonce la récente incursion de l'armée turque en territoire irakien. « **La population kurde est visée par cette attaque. Il faut que les gouvernements européens fassent pression sur la Turquie pour faire cesser cette agression** », estiment Josette Hamon et Jacques Galaup, du collectif.

### Menace de boycott

Samedi devant la préfecture, une quarantaine de personnes se sont rassemblées pour réclamer des actions concrètes en faveur des Kurdes. Parmi ces personnes, des représentants de la communauté kurde et turque de Saint-Brieuc. Delil B. Yilmaz, directeur du centre d'information du Kurdistan à Paris, était également présent. « **L'information est la première arme des Kurdes. Dire que nous existons, prononcer le**



*Samedi devant la préfecture, manifestation symbolique du comité de soutien au peuple kurde.*

**mot Kurdistan est très important face à des états qui nient notre existence** », explique le responsable kurde. La nation kurde est écartelée entre quatre états : Irak, Turquie, Syrie, Iran. Mais la moitié de la population kurde se trouve en Turquie. Et c'est l'attitude de ce pays qui préoccupe le plus, pour le moment, les Kurdes. « **Nous réclamons avant tout la fin de la guerre.** » C'est dans cette perspective que les Kurdes demandent aux états européens de faire pression sur la Turquie. « **Elle fait partie de l'OTAN, elle souhaite entrer dans l'Europe. L'Europe a des moyens de pres-**

**sion très forts vis à vis de la Turquie.** »

Les états ont une responsabilité. « **Les individus aussi** », soulignent Josette Hamon et Jacques Galaup. « **Le tourisme apporte beaucoup de devises à La Turquie. En boycottant cette destination, les Européens peuvent marquer leur désaccord. De plus, cet état de guerre peut poser des problèmes au niveau de la sécurité.** » Une pétition du collectif sera remise à la préfecture cette semaine.

(1) Centre social du Plateau, 2 rue Mathurin-Méheust.

# DGM sentences HADEP members

Akcan sentenced to 22 years in prison for pulling down the flag

Ankara- Turkish Daily News

■ The Ankara State Security Court (DGM) ruled on Wednesday that the pro-Kurdish People's Democracy Party (HADEP) had links with the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) and also sentenced party officials and members to prison terms for their part in incidents that occurred at the HADEP congress last year. The DGM announced that an indictment to close down the party would be sent to the Court of Appeals (Yargitay) because of the alleged connection between HADEP and the PKK.

The case grew out of incidents that occurred during HADEP's second general congress on June 23 last year, when the Turkish flag was torn down in view of participants and organizers at the meeting.

Yusuf Alataş, HADEP's attorney, said that the result of the trial was predictable as the case was completely political. Alatas also said that

they would take the case to the European Court of Human Rights.

## HADEP chairman gets six-year jail term

Nearly 30 members of HADEP were sentenced to four years in prison for "assisting the terrorists." The chairman of the party, Murat Bozlak, and Hikmet Fidan both received a sentence of six years. Bozlak has reportedly been abroad for some time. Faysal Akcan, who was accused of pulling down the flag at the congress, was sentenced to 22 years in prison. Security officials who were present in the hall during the party congress will also be indicted on the grounds that they did not show any objections to the flag being pulled down, court officials said. The police arrested the leading members of the party shortly after the congress last year and the prosecutor brought charges against them.

HADEP was established in 1994 after the Democracy Party (DEP) was closed by the constitutional court for alleged separatism and 13 of its deputies were expelled from Parliament. Four DEP members are still imprisoned for having links with the outlawed PKK.

Britain was the only country that sent an observer to follow the entire trial.

THURSDAY, JUNE 5, 1997

Turkish Daily News

LE MONDE / MARDI 10 JUIN 1997

## La Turquie annonce la fin prochaine de l'offensive contre les rebelles kurdes du PKK

LE PREMIER MINISTRE turc, Necmettin Erbakan, a annoncé, dimanche 8 juin, la fin prochaine de l'offensive militaire lancée le 14 mai dans le nord de l'Irak par les forces armées turques contre les militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) de Turquie, qui mènent une opiniâtre guérilla contre Ankara. L'opération a « atteint ses objectifs majeurs » mais « le nettoyage n'est pas terminé et se poursuit », a précisé le premier ministre.

L'armée turque souhaite réduire les bases arrière installées par le PKK dans des zones échappant à l'autorité effective de Bagdad dans la partie contrôlée par le Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDK) de Massoud Barzani, allié à Ankara. Les Turcs ont annoncé avoir éliminé plus de 2 200 militants kurdes, alors que ceux-ci estiment leurs pertes à moins de 100 hommes. Il s'agit de la troisième offensive de ce type dans la région, après celles de 1992 et 1995.

Si elle se confirme, la fin de cette intervention, dans laquelle auraient été engagés 10 000 hommes, devrait mettre provisoirement un terme au feu roulant des critiques arabes. Après la Ligue arabe demandant le retrait immédiat des Turcs, le Conseil de coopération du Golfe (CCG) s'était élevé, fin mai, contre « la violation de la souveraineté, de l'intégrité territoriale (...) et l'indépendance » de l'Irak. Une exaspération significative quand on se souvient que ni l'Arabie saoudite ni le Koweït n'entretiennent de relations diplomatiques avec Bagdad depuis la guerre du Golfe, en 1991.

Les Turcs n'ont pas été en reste. Après la perte

de deux hélicoptères au cours de l'offensive, ils ont mis en cause la Syrie, accusée de participer à l'approvisionnement en armes des militants du PKK, notamment en missiles SA-7B, de fabrication russe. Il est vrai que Damas, en dépit de nombreux démentis, a coutume de faire preuve de mansuétude à l'égard du PKK, dont les initiatives affaiblissent un puissant voisin.

L'invasion turque a d'autant plus facilement réveillé de vieux ressentiments arabes qu'elle est intervenue dans le contexte du resserrement des liens militaires entre Jérusalem et Ankara. Les accords conclus entre les deux pays avant l'arrivée au pouvoir du parti islamiste du premier ministre Erbakan n'ont pas souffert du changement d'équipe à la tête de la Turquie. Et les récentes invitations lancées par le ministère de la défense turc à l'Égypte de participer « si elle le veut » à de prochaines manœuvres « humanitaires » organisées avec Israël ne sont pas de nature à atténuer les réserves arabes.

### COUP D'ÉPINGLE

Le rapprochement de la Turquie et d'Israël - deux alliés historiques des États-Unis dans la région - a, en tout cas, eu pour effet de rebattre les cartes et d'accélérer la reprise d'un dialogue entre les frères ennemis que sont les Syriens et les Irakiens. Des responsables irakiens ont signé avec une délégation commerciale syrienne, samedi 7 juin, à Bagdad, des contrats pour l'importation de produits alimentaires. Selon les journaux officiels irakiens, la signature de ces contrats annoncé « de plus grands échanges commerciaux à l'avenir » et une importante délé-

gation commerciale irakienne est attendue dans les prochains jours à Damas.

Le 2 juin, l'Irak et la Syrie avaient déjà annoncé la réouverture de leurs frontières, fermées depuis 1982, à la suite du choix de la Syrie de soutenir Téhéran dans sa guerre avec Bagdad. La délégation syrienne présente lors de la réouverture des frontières avait indiqué que Damas souhaite désormais que les importations irakiennes transitent par ses ports sur la Méditerranée, ce qui pourrait constituer une concurrence sérieuse pour le débouché jordanien d'Aqaba, sur la mer Rouge, nettement plus éloigné et par lequel transitent la plupart des marchandises pour l'Irak.

Le quotidien irakien *Babel*, dirigé par un fils du président Saddam Hussein, a également appelé à la création d'une alliance entre l'Irak, la Syrie et l'Iran « afin de modifier l'équilibre des forces en faveur des Arabes et des Iraniens ». De son côté, le ministre des affaires étrangères syrien, Farouk El Chareh, avait déclaré mardi 3 juin que l'Irak, « un pays arabe frère, ne peut pas rester éternellement » à l'écart du monde arabe.

Les contentieux historiques entre la Syrie et l'Irak interdisent vraisemblablement tout rapprochement durable de ces deux pays, mais ce coup d'épingle dans la stratégie d'endiguement chère aux Américains à propos de l'Irak n'a sans doute pas d'autre objectif que d'inviter une nouvelle fois les États-Unis à une politique plus équilibrée entre ses alliés turcs et israéliens, et les pays arabes.

Gilles Paris

Turquie

## Bras de fer entre l'armée et le gouvernement

**L'opération armée contre les Kurdes s'intensifie dans le nord de l'Irak. L'affaire du financement de cette guerre montre des relations extrêmement tendues entre les pouvoirs civil et militaire.**

De notre envoyée spéciale

**L**E bras de fer engagé depuis trois mois entre l'armée et le gouvernement turc a connu, samedi, un nouvel épisode. L'un des généraux qui siège au Conseil de sécurité nationale (le MGK, un organisme dominé par les militaires) a publiquement accusé le gouvernement de mettre le pays en danger en refusant d'allouer à l'armée les fonds nécessaires pour poursuivre l'opération qu'elle a engagée, il y a trois semaines, contre les Kurdes dans le nord de l'Irak.

Une opération à grands moyens puisque le coût des deux premières semaines est évalué à 50 trillions de livres turques soit 360 millions de dollars. Le ministre des Finances, un membre du Parti islamiste Refah, comme le Premier ministre Erbakan sollicité par les militaires pour ouvrir son tiroir-caisse, a fait valoir que cette opération n'était pas prévue au budget 1997. Il a demandé à l'armée de se débrouiller avec ce qui lui avait été alloué en attendant le vote d'un collectif budgétaire.

Colère des militaires qui, une fois de plus, sont montés au créneau en rendant toute l'affaire publique. Cela à un moment particulièrement délicat du point de vue psychologique : toute la Turquie a été secouée la semaine dernière par la mort de onze militaires (dix officiers et un soldat), tués dans le crash d'un hélicoptère Cougar abattu par le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan).



Déploiement de forces turques à la frontière irakienne.

La Turquie leur a fait des obsèques nationales et chacun a pleuré devant sa télévision en voyant la douleur des mères serrant le cercueil de leurs fils, couvert du drapeau turc. Ce n'est qu'au lendemain de cet événement que les militaires ont officiellement reconnu que le Cougar avait bien été abattu par un missile, comme l'avait annoncé dès le 4 juin le PKK (ce dernier affirme même avoir abattu quatre hélicoptères turcs). Le missile utilisé était un SA-15 de fabrication russe, a affirmé le général Ozkaskan, secrétaire général de l'état-major de l'armée turque. Il a également avoué qu'un autre hélicoptère officiellement disparu dans un accident le 28 juin avait lui aussi été touché par un missile du même type. Dans sa conférence de presse, il a mis en cause nommément l'Iran, la Syrie et l'Arménie, les accusant d'aider, d'armer et d'abriter les combattants du PKK. Des accusations qui encouragent les plus folles rumeurs : on parle déjà à Ankara d'une possible confrontation armée avec l'Iran et la Syrie. Une rumeur qui s'ajoute à celle persistante depuis des semaines d'un coup d'état militaire imminent.

L'affaire du financement de la guerre en Irak montre que les relations entre les deux pouvoirs, civil et militaire, sont effectivement plus tendues que jamais. Jamais, non plus, les militaires n'étaient aussi ouvertement montés au créneau, les généraux multiplient interviews, révélations et conférences de presse, ce qui n'était guère dans leurs habitudes.

En ce qui concerne le budget de la sale guerre menée dans le nord de l'Irak, ils ont obtenu gain de cause puisque Tansu Ciller, ministre des Affaires étrangères qui devrait redevenir Premier ministre dans les semaines prochaines, a annoncé que les fonds nécessaires seraient débloqués dès le début de la semaine. Mais le bras de fer n'est pas terminé pour autant. La prochaine étape en sera ce mercredi une nouvelle conférence de presse des généraux du Conseil de sécurité nationale. Elle sera consacrée cette fois aux relations du MGK avec le Parti islamiste Refah, dont les militaires ont exigé, en février, qu'il engage toute une série de mesures de « désislamisation » de la société turque.

FRANÇOISE  
GERMAIN-ROBIN

## Die Türkei im Zeichen einer «Raketen-Krise»

### Harsche Vorwürfe gegen alle Nachbarländer

Die Türkei wird seit Ende der letzten Woche von einer sogenannten «Raketen-Krise» erschüttert. Sie wurde ausgelöst, als die Generäle erstmals zugaben, dass kurdische Rebellen zwei türkische Kampfhelikopter im Nordirak abgeschossen hätten. Der Generalstab nahm dies zum Anlass, um die Regierung der mangelnden Unterstützung bei der Verteidigung der Nation zu beschuldigen und schwere Vorwürfe gegen sämtliche Nachbarländer zu erheben.

it. Istanbul, 9. Juni

Eine Pressekonferenz zur Operation der türkischen Armee im Nordirak hat einen neuen Wirbel in Ankara ausgelöst. Der Generalsekretär des Generalstabs, Erol Özkasnak, hatte am Freitag, wie kurz gemeldet, zum erstenmal öffentlich eingestanden, dass die Rebellen der Arbeiterpartei Kurdistans (PKK) zwei türkische Militärhelikopter im Nordirak durch Boden-Luft-Raketen vom Typ SA-7B russischer Bauart zum Absturz gebracht hätten. Der erste Helikopter, ein Super Cobra, war am 18. Mai abgestürzt, wobei seine beiden Piloten umkamen. Der zweite Kampfhelikopter, vom Typ Cougar, zerschellte am 4. Juni. Elf Insassen, unter ihnen zwei hochrangige Offiziere, starben. Beide Abstürze wurden offiziell zunächst mit technischem Versagen begründet. Die Militäroperation im Nordirak, die am 14. Mai angefangen hat und vom Generalstab, von Massenmedien und von Politikern als die bisher «erfolgreichste grenzüberschreitende Aktion der türkischen Armee» dargestellt wurde, sollte nach Ansicht des Militärs niemand in Frage stellen. Wohl auch aus diesem Grund ist der Nordirak einen Monat nach Beginn der türkischen Operation für die Presse noch immer hermetisch abriegelt.

#### Schweres Geschütz der Generäle

Der Vier-Sterne-General Özkasnak verblüffte nun sein Publikum mit der Erklärung, dass die PKK im Nordirak mit vermutlich 50 bis 60 russischen Boden-Luft-Raketen ausgerüstet sei und auch wisse, wie mit diesen umzugehen sei. Er überraschte weiter, weil er plötzlich schwere Vorwürfe gegen sämtliche Nachbarländer der Türkei erhob. Demnach seien die PKK-Rebellen in Armenien im Umgang mit den SA-7B-Raketen ausgebildet und über iranisches Territorium in den Nordirak verlegt worden. Syrien, Zypern, Griechenland, Serbien und Russland würden die PKK mit modernen Waffen ausrüsten. Insgesamt malte der General das düstere Bild einer Türkei, die von Feinden eingekreist und in ihrer Existenz bedroht sei. Dem Umstand, dass diese Vorwürfe aussenpolitisch zu neuen Problemen führen könnten, wenn Ankara über keinen stichhaltigen Beweis für seine Behauptung verfügt, schien er kaum Bedeutung beizumessen.

Die «Raketen-Krise» ist aber hauptsächlich innenpolitischer Natur. Die Armee habe für ihre Operation im Nordirak von der Regierung Erbakan zusätzliche Finanzmittel gefordert, habe aber darauf keine Antwort erhalten, sagte – fast beiläufig – der General. Dass diese Erklärung nur einen Tag nach der Beerdigung der Opfer des Helikopterabsturzes erfolgte, hat freilich ihre Wirkung auf die Bevölkerung nicht verfehlt. «Die grosse Finanzfarce» lautete am Wochenende der Titel des Frontseitenberichts in der nationalistischen

Tageszeitung «Milliyet». Die liberale «Sabah» berichtete: «Geblendet von ihrer ungestüllten Machtlust, vergeuden die Koalitionspartner die staatlichen Finanzmittel bei ihrer Jagd um neue Wähler und haben kein Geld für unsere Soldaten.» Zurückhaltender schrieb die linke «Cumhuriyet», dass mit der Raketen-Affäre das Misstrauen der Armeeführung gegenüber der Regierung ein gefährliches Ausmass erreicht habe.

#### Kostspielige Operation

Tatsächlich hat am Samstag der zweite Mann im Generalstab, General Cevik Bir, seine tiefe Abneigung gegenüber dem Kabinett zur Schau getragen und detaillierte Angaben zur Operation im Nordirak gemacht. Demnach werde die Operation über 100 Billionen türkische Lira (rund eine Milliarde Franken) kosten. Weil aber diese Summe bisher nicht freigegeben worden sei, wünsche die Armeespitze, künftig alle Versprechen der Regierung schriftlich zu haben. Am Sonntag hat die Regierung Erbakan, kleinlaut und erniedrigt, auch diese Forderung der Generäle erfüllt.

#### Koalition verliert weiter an Unterstützung

Ankara, 9. Juni. (Reuter) Die türkische Regierungskoalition ist mit dem Versuch gescheitert, zur eigenen Stabilisierung eine rechtsradikale Kleinpartei als Partner zu gewinnen. Der Vizevorsitzende der Partei der grossen Einheit (BBP), Ekici, sagte am Montag in Ankara, die Partei werde nicht in die Koalition eintreten. Eine Beteiligung komme nicht in Betracht, sagte Ekici. Die Gespräche darüber seien abgebrochen worden. Der Vorsitzende der oppositionellen Mutterlandspartei, Yilmaz, kündigte unterdessen für nächste Woche einen Misstrauensantrag gegen die Regierung an, wenn diese bis dahin nicht zurücktrete. Die Koalitionspartner, Ministerpräsident Erbakans islamistische Wohlfahrtspartei und Tansu Cillers konservative Partei des Rechten Weges, haben ihre Mehrheit im Parlament eingebüsst und wären auf die Unterstützung der BBP angewiesen. Sie sind sich im Prinzip über vorgezogene Wahlen einig, streiten jedoch noch um den Termin. Auch über einen Ämtertausch an der Regierungsspitze verhandeln sie weiter.

(ap) Laut einer am Montag von der Tageszeitung «Hürriyet» veröffentlichten Umfrage des privaten Meinungsforschungsinstituts Sonar muss Cillers Partei bei baldigen Wahlen mit einem Debakel rechnen. Laut der Umfrage würde sie im Vergleich zu den Wahlen von 1995 mehr als die Hälfte ihres Stimmenanteils verlieren. Wahlsieger wäre danach mit 21 Prozent Yilmaz' Mutterlandspartei, gefolgt von Erbakans Wohlfahrtspartei mit 19 Prozent der Stimmen.

## 'Expert': Israeli, US intelligence assists Turks in north Iraq



SAADET ORUÇ  
Ankara- Turkish Daily News

The operation's success is due to the use of intelligence provided by US and Israeli satellites, according to sources

■ As the war of nerves between the military and the government over funding the Turkish Armed Forces cross-border operation in northern Iraq seems to have ended, another issue is ongoing regarding Israeli involvement in the operation.

Reliable sources told the Turkish Daily News that the success of the cross-border operation could be attributed to cooperation between Turkey, Israel and the United States.

"One of the main aims of cooperation between Israel and Turkey was to put up a barrier to any kind of Kurdish establishment in northern Iraq, so cooperation between the parties regarding the operation was highly possible.

There were no front clashes apart from the one which took place in Zap region (a camp previously controlled by the Kurdistan Workers' Party (PKK)). The Turkish army hit precisely targets earlier detected. Israeli and U.S. satellites seem to have been used (to provide the coordinates of the PKK bases) in the operation," an expert claimed.

According to the same expert, there could also have been covert cooperation between Turkey and Iraq regarding the ongoing operation. A senior Turkish Foreign Ministry official, however, denied the claim and pointed out that Turkey had never needed to rely on any other sources of information for the operation.

Mohsen Dizayee, a senior Kurdistan Democratic Party (KDP) official and special representative of KDP leader Massoud Barzani, said on Sunday that the KDP had not provided any kind of assistance or guidance to the Turkish Armed Forces in northern Iraq. "The Turkish army knows the area very well," Dizayee said. The operation was being successfully carried out, he added.

### Tough against PKK, but overall moderate approach

Meanwhile, the same TDN source said that Turkey would continue to take firm steps against the PKK as it started to apply a moderate approach to the economic, social and cultural problems of the region. According to the expert, the precondition for that was a "stable government" in Turkey.

In addition, it was also claimed by the reliable source that Israel had trained Iraqi Kurdish politicians in the late 60s and early 70s. Molla Mustafa Barzani, the former head of the KDP, had also visited Israel in the 70s.

### 'PKK possibly infiltrates Iran, Syria'

Dizayee, the London-based leading KDP figure who has been shuttling between London and northern Iraq said that if the KDP had not fought against the PKK military bases in Arbil, the Turkish army would certainly have done so itself. In an interview with the TDN, Dizayee also stated that escaping PKK terrorists had "possibly" infiltrated Iran and Syria.

Hesitating to give more details on the alleged infiltration, Dizayee also claimed he had heard of Iranian responsibility for the downing of two Turkish Super Cobra helicopters in northern Iraq. "I have read the reports of Iranian responsibility in the Turkish press here in Ankara," Dizayee said.

The Turkish General Staff announced on Friday that the two helicopters had been shot down by PKK terrorists with Russian missiles obtained via Armenia and Iran.

Stating that the current operation was not a joint one and the KDP had given the Turkish army neither assistance nor guidance, Dizayee claimed the PKK itself had invited the Turkish army into northern Iraq. Hesitating to answer a question on the "KDP's demand for assistance from the Turkish army," Dizayee said, "That is something between our leadership and the Turkish Government."

"We do not want the PKK in our area any more. We offered for them to stay as political refugees without any activity, but they refused that. They wanted to become the only force in Arbil with their 16 military bases in the city. If we had not thrown them out of our area, they would have completely controlled the city.

We warned them many times, but they did not listen to us. We had to fight against the PKK ourselves in Arbil in order to keep the Turkish army out of Arbil," he continued. "This is a limited operation.

The Turkish army has the right to secure its border against terrorist attacks, so we do not oppose that operation," said Dizayee. Stating that the KDP was not against the Kurdish people, but against violence, Dizayee continued, "We support Kurdish people in Turkey. We want the problem to be solved peacefully and democratically with the government, without any violence".

### Barzani will not meet with Talabani

"Barzani would like to come to Ankara to meet with Turkish officials, but I do not think he would accept an invitation to come together with Jalal Talabani (the head of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK)," Dizayee told the TDN.

washingtonpost.com

| home page | site index | search | help |

**BRIEFLY**

## Turks Are Planning Iraq Security Zone

DIYARBAKIR, Turkey — The Turkish Army plans to set up a "security zone" in northern Iraq, where it has been hunting Kurdish separatist rebels for a month, a military source said here Tuesday in southeastern Turkey.

"The army will not pull out before creating a security zone in the north of Iraq to prevent the return of terrorists in the region, from which they will have been dislodged," the source said on condition of anonymity. He was referring to members of the Kurdistan Workers Party who have been fighting since 1984 to create a Kurdish homeland in Turkey and Iraq. More than 25,000 people have died in the conflict since then.

The source said the army would set up the buffer zone with an allied Iraqi Kurdish faction, the Kurdistan Democratic Party led by Massoud Barzani. (AFP)

## Turkey: Troops Will Stay in Iraq to Fight Rebels

### Army Contends Cross-Border Offensive Already Has Caused Severe Kurdish Losses

By Kelly Couturier

Special to The Washington Post  
Thursday, June 12, 1997; Page A25  
The Washington Post

ANKARA, Turkey, June 11—

With tens of thousands of troops still in northern Iraq after nearly a month of hunting down Kurdish separatists, Turkey has shrugged off an outcry from neighboring countries and asserted it will stay in Iraq as long as it takes to wipe out the rebels.

The Kurdish Workers' Party (PKK), a group that has waged a guerrilla insurgency in southeastern Turkey since 1984, by most accounts has suffered heavy losses in personnel and destruction of Iraq-based command-and-control and communications capabilities during the Turkish offensive, the largest such operation since April 1995.

A Turkish military spokesman, Gen. Erol Ozkasnak, said that as of late last week 2,250 rebels and 95 Turkish troops, including 13 officers, had been killed. The PKK says it has killed 791 on the Turkish side.

Ozkasnak said Turkish troops, backed by air power and aided by a paramilitary village guard force and a collaborating Iraqi Kurdish faction, have cleared several large PKK camps along a wide swath of Iraqi territory between the city of Zakhu and the Iranian border. An estimated 5,000 guerrillas were based in the camps.

Western and Iraqi sources have attributed the success of the operation to the Turkish army's improved intelligence and counterinsurgency methods and the cooperation of the Kurdistan Democratic Party, the Iraqi Kurdish faction led by Massoud Barzani. But Western analysts expressed skepticism about Turkey's casualty figures. The Turkish military has refused to allow journalists into the region unaccompanied, making independent confirmation of its reports impossible.

Turkey has long complained that the lack of Iraqi government authority in the Kurdish enclave in Iraq, which is monitored by U.S. and British aircraft, has enabled the PKK to dig in and set up camps near the border, from where they launch attacks into Turkey.

Iraqi troops were banned from the Kurdish enclave by the allies after the Persian Gulf War to protect the Kurdish population.

Subsequent fighting by rival Iraqi Kurdish factions that control the enclave resulted in a breakdown of authority that allowed the PKK to flourish, according to Turkish officials. With no one apparently able to secure the border on the Iraqi side, the Turkish military increasingly assumed the task, entering at will over the past several years, mostly for quick strikes.

The military said it hopes its new cooperation with Barzani's forces will alleviate the need for future costly large-scale cross-border operations. The current one already has cost over \$2 million, according to the army. But the generals not only are retaining the right to reenter Iraq -- in recent weeks they have sharpened their stance against neighbors that are known to harbor the rebels.

Having crippled the PKK inside Turkey, officials in Ankara say they are frustrated with the continued presence of guerrillas in Syria, Iran and other neighboring countries. "We tried diplomacy and it doesn't work," said a Turkish official of Ankara's repeated calls to Syria and Iran to stop providing shelter and aid to the PKK, a claim both countries deny but that is backed by Western intelligence.

With its patience for diplomacy depleted, and the military assuming an ever more prominent role in domestic and foreign policymaking, Ankara appears inclined to use the strong-arm tactics of a regional power that has the second-largest armed forces in NATO, according to analysts.

Although its cross-border military activity has focused on northern Iraq, which has the heaviest concentration of PKK supporters, Western sources say Turkey has on occasion bombed PKK targets in Syria and Iran and could be expected to do so again if it deems it necessary.

The new get-tough approach by the military contradicts and overrules the policy of conciliation toward Turkey's Islamic neighbors tried by Prime Minister Necmettin Erbakan since taking office a year ago. Erbakan, the first Islamic-oriented party leader to come to power in Turkey, is locked in a bitter public standoff with the nation's generals, who accuse him of steering the country away from its 74 years of secular, pro-Western policies.

The top brass generally has ignored the prime minister in carrying out the northern Iraqi operation -- Erbakan reportedly was not briefed about the campaign until it had begun -- and it has ignored growing criticism from the Arab world over Turkey's deepening military and political ties with Israel.

Turkey and Israel have signed military cooperation accords over the last year under which Israeli jets train in Turkish airspace and Turkish military pilots receive Israeli training in electronic warfare. An additional defense industry cooperation agreement calls for Israel to upgrade Turkey's F-4 Phantom warplanes, and Israel is now seeking to sell missiles, tanks and early warning aircraft systems to Turkey.

The PKK, whose leader, Abdullah Ocalan, is believed by some to be based in Syria, has begun echoing the Syrian line against Turkish-Israeli cooperation, threatening terrorist attacks against Turkish, American and Israeli targets in response to the Turkish operation.

Turkey has responded to Syrian and Libyan attempts to rally a collective Arab front against it with a stream of harsh public accusations against Damascus and Tehran.

In a briefing last week, spokesman Ozkasnak accused Syria, Iran and other countries of equipping the PKK with the anti-aircraft missiles that have downed two Turkish army helicopters in the 3 1/2-week operation in Iraq.

"Our intelligence units have verified that Syria primarily but also Iran, Greece, southern Cyprus and Armenia have been playing a role in equipping the [PKK] separatist terrorists with missiles and training them," he said.

The missiles that brought down a Super Cobra on May 18 and a French-German-made Cougar on June 4 were Russian-made SA-7Bs that had been acquired in Armenia and brought to Iraq via Iran, Ozkasnak said. Thirteen Turkish soldiers, including 10 officers, died in the attacks.

Greece, Armenia and Iran denied the Turkish spokesman's claims.

© Copyright 1997 The Washington Post Company

[Back to the top](#)

washingtonpost.com

| home page | site index | search | help |

## Turkey To Combat Islam Influence

By ZEYNEP ALEMDAR

Associated Press Writer

Wednesday, June 11, 1997 5:14 pm EDT

ANKARA, Turkey (AP) -- Turkey's powerful military delivered its harshest warning yet to the Islamic-led government, telling the country Wednesday that a violent uprising may be near and vowing to stop it with force if necessary.

"Radical Islamic activities have gained momentum towards civil uprising," Gen. Fevzi Turkeri declared at a briefing for journalists, part of an intensified military-led campaign against the Islamic government.

"The basic principles of the Turkish republic cannot be changed, will not be changed," he said during a 70-minute statement blasting the government. Images of rallies attended by lawmakers waving green Islamic flags and Islamic leaders dining with the prime minister were shown on a wide screen behind him.

Turkey, a NATO member that straddles Europe and Asia, occupies a pivotal position between the Western and Islamic worlds. The position gives Turkey strategic importance, but has led to its being torn throughout history between the European secular and Muslim religious traditions.

The army, which sees itself as the protector of modern Turkey's secular traditions, has been uneasy since Islamic Prime Minister Necmettin Erbakan's coalition government took power 11 months ago.

The military repeatedly has ordered Erbakan to curb his pro-Islam policies. But, until now, it had never used such harsh rhetoric or made such a concerted effort to publicize the reasons for its concern.

Turkeri said "political Islam" -- meaning Erbakan's governing Welfare Party -- was engaged in a systematic campaign to replace the secular state with an Islamic regime.

"Political Islam works closely with Iran and some other Islamic countries to pull Turkey into an endless darkness ... away from Western civilization," he said, also naming Libya, Saudi Arabia and Sudan.

Erbakan has close ties with Tehran. His first official trip abroad was to Iran, and Iranian President Hashemi Rafsanjani will be in Istanbul this weekend.



13:21  
GMT, 11  
Juin 1997

©AFP  
1997

## ● L'Iran accuse le PKK de mener des "attaques-suicide" dans le nord de l'Irak

TEHERAN, 11 juin (AFP) - Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie) mène des "attaques-suicide" dans le nord de l'Irak contre le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), a affirmé mercredi l'agence officielle iranienne IRNA.

IRNA, se basant sur une "source proche des forces kurdes dans le nord de l'Irak", affirme que 55 combattants du PDK ont été tués dans ces attaques.

L'agence iranienne affirme qu'une attaque du PKK cette semaine à Erbil (Kurdistan irakien) contre une base du PDK, allié de l'Etat turc a fait cinq morts parmi les hommes de cette faction kurde irakienne.

Il s'agit de la quatrième "opération-suicide" du PKK contre le PDK depuis le 29 mai, affirme encore l'agence IRNA.

Cette information de l'agence iranienne survient alors que Téhéran a démenti a plusieurs reprises les accusations d'Ankara selon lesquelles l'Iran soutient les rebelles kurdes du PKK.

Le vice-ministre iranien des Affaires étrangères, Allaédine Bouroudjerdi a déclaré mercredi à Ankara que son pays n'abritait pas les rebelles kurdes de Turquie, a rapporté l'agence turque Anatolie.

Selon le compte rendu de l'agence IRNA, M. Bouroudjerdi a déploré les opérations militaires turques et appelé Ankara à "respecter l'intégrité territoriale irakienne". Il a souligné qu'une "large partie de la population kurde se retrouve sans abri" en raison de cette intervention.

Il a également déclaré, selon IRNA, que les officiels turcs l'avaient assuré que les troupes d'Ankara "se retireraient du nord de l'Irak "après avoir supprimé les dissidents kurdes".

M. Bouroudjerdi se trouvait à Ankara pour discuter notamment des problèmes du nord de l'Irak et des questions de sécurité entre Téhéran et Ankara, selon IRNA.

cro/vr/raf



13:04  
GMT, 13  
Juin 1997

©AFP  
1997

## ● Les chars turcs commencent à rentrer du nord de l'Irak

DIYARBAKIR (Turquie), 13 juin (AFP) - Une trentaine de chars qui participaient à l'opération de l'armée turque dans le nord de l'Irak contre les rebelles kurdes du PKK sont rentrés en Turquie vendredi par le poste frontalier de Habur, ont affirmé des témoins.

Ces témoins ont déclaré à l'AFP que d'autres chars étaient en route, en territoire irakien, vers la Turquie après que les premiers eurent passé la frontière vers 12h00 locales (09h00 GMT).

Les responsables militaires à Ankara n'ont pu être joints immédiatement pour indiquer si ce mouvement signifiait la fin de l'opération, qui dure depuis le 14 mai.

La trentaine de chars qui ont déjà repassé la frontière sont retournés à leur base à Cizre, à 25 km au nord-ouest de Habur, ont encore indiqué les témoins.

Plus de 25.000 hommes étaient impliqués dans l'opération, destinée à détruire les bases du PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan, séparatistes kurdes de Turquie), qui utilisent le nord de l'Irak comme refuge pour mener des attaques en territoire turc.

Dans cette opération, l'armée turque bénéficie pour la première fois de l'appui actif des peshmergas du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, une des factions kurdes d'Irak.

Selon les chiffres donnés par les autorités militaires turques, quelque 2.500 militants armés du PKK ont été tués lors de cette opération. Le PKK a affirmé que ses pertes n'avaient pas excédé la centaine.

La presse étant tenue à l'écart de la région, il n'est pas possible de vérifier ces chiffres de source indépendante.

STR-UE/hc/bds eaf



13:17  
GMT, 11  
Juin 1997

©AFP  
1997

## ● Le nouveau ministre des Affaires féminines a deux épouses

### REPETITION PAR PRECAUTION

ANKARA, 11 juin (AFP) - Salim Ensarioglu, ministre turc de la Coordination de l'Etat, marié à deux femmes et père de 11 enfants, vient d'être chargé du portefeuille des Affaires féminines, ont annoncé mercredi des responsables du gouvernement.

M. Ensarioglu remplace à ce poste l'ancien ministre, Mme Isilay Saygin, qui avait démissionné de ses fonctions le mois dernier pour protester contre les options islamistes du parti de la Prospérité (Refah) du Premier ministre Necmettin Erbakan.

"Le fait que j'aie deux épouses est caractéristique de ma région", a expliqué à l'AFP M. Ensarioglu, un Kurde originaire du sud-est de la Turquie. "Je ferais de mon mieux pour promouvoir les droits des femmes", a-t-il assuré.

M. Ensarioglu a épousé sa première femme conformément à la législation laïque en vigueur en Turquie, mais son second mariage fut un mariage religieux islamique.

La législation turque interdit formellement les mariages islamiques, mais ceux-ci sont en général tolérés dans les milieux conservateurs. La loi matrimoniale islamique accorde à l'homme le droit d'épouser jusqu'à quatre femmes.

M. Ensarioglu est membre du Parti de la juste Voie (DYP, droite) du ministre des Affaires étrangères Tansu Ciller, partenaire du Refah dans la coalition au pouvoir.

str-ue/hc/mr/ia tf.pep



19:54  
GMT, 10  
Juin 1997

©AFP  
1997

## ● Entretien téléphonique Assad-Hussein sur l'incursion turque en Irak

DAMAS, 10 juin (AFP) - Le président syrien Hafez al-Assad a eu un entretien téléphonique mardi avec le roi Hussein de Jordanie, portant notamment sur l'incursion turque dans le nord de l'Irak; a-t-on indiqué de source officielle syrienne.

Selon le porte-parole de la présidence syrienne, Gébrane Kourié, les deux hommes ont évoqué l'intervention militaire dans le nord de l'Irak et souligné "l'importance de la vigilance arabe" à ce sujet.

Le président syrien et le souverain jordanien ont également discuté des "moyens de renforcer les relations et la coopération interarabes en vue de défendre les causes nationales communes", a ajouté M. Kourié.

L'agence jordanienne Petra avait rapporté auparavant que les deux hommes avaient estimé, au cours de leur entretien, qu'il était important "face à toute crise dans la région, de poursuivre le dialogue afin de régler les conflits et la déstabilisation qui en découle".

La Syrie avait sévèrement critiqué l'incursion turque qui se poursuit dans le nord de l'Irak depuis le 14 mai. La Jordanie avait également exprimé sa vive inquiétude des répercussions de cette opération sur l'intégrité de l'Irak.

Le roi Hussein a entamé mardi une tournée qui le conduira dans plusieurs pays européens, alors que son frère le prince héritier Hassan doit effectuer une visite jeudi à Ankara.

Les relations entre Damas et Amman ont connu une vive tension à la suite de la conclusion par la Jordanie d'un traité de paix avec Israël. Elles se sont réchauffées à la suite de la visite effectuée en Syrie par le monarque jordanien en août 1996.

wh-sgh-ea/



## ● La Turquie demande à l'Iran de coopérer contre les séparatistes kurdes

19:20  
GMT, 10  
Juin  
1997

©AFP  
1997

ANKARA, 10 juin (AFP) - La Turquie a demandé mardi à l'Iran de coopérer dans sa lutte contre les militants du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) qui utilisent, selon Ankara, le territoire iranien pour lancer des attaques armées contre des objectifs turcs.

"Nous avons demandé aux Iraniens de s'engager dans une étroite coopération avec nous contre le terrorisme", a déclaré à la presse le sous-secrétaire turc aux Affaires étrangères Onur Oymen à l'issue d'une rencontre à Ankara avec le vice-ministre iranien des Affaires étrangères Aladdin Brujardi.

M. Brujardi devait rencontrer plus tard mardi le président turc Suleyman Demirel et lui remettre un message du président iranien Ali Akbar Hashami Rafsanjani.

"Nous avons expliqué aux Iraniens que de récentes déclarations de militaires turcs (concernant l'Iran) n'étaient pas dénuées de fondements", a indiqué M. Oymen.

Le secrétaire général de l'état-major des forces armées turques, le général Erol Ozkasnak, avait affirmé vendredi que six pays, dont l'Iran, avaient "joué un rôle important dans la fourniture de missiles SA-7B aux terroristes séparatistes et dans leur entraînement à les utiliser". Deux hélicoptères-perdus par l'armée turque dans le nord de l'Irak avaient été abattus par des missiles SA-7B.

Le général Ozkasnak avait aussi accusé l'Iran de donner asile aux rebelles du PKK fuyant devant les forces turques dans le nord de l'Irak.

Dimanche, l'Iran avait rejeté ces accusations, en les qualifiant d'"irresponsables".

La Turquie poursuit depuis le 14 mai une intervention militaire dans le nord de l'Irak contre les combattants du PKK que l'Iran a vivement dénoncée.

ue/mr/so t.f



18:29  
GMT, 16  
Juin 1997

©AFP  
1997

## ● Attentat au lance-roquettes contre le quartier général de la police d'Istanbul

ISTANBUL, 16 juin (AFP) - Un attentat au lance-roquettes a été perpétré, probablement par des militants d'extrême-gauche, lundi en début de soirée contre le quartier général de la police d'Istanbul, en plein centre ville, blessant légèrement un policier et faisant des dégâts, a-t-on appris de sources policières.

La roquette a touché le bureau des stupéfiants dans le bâtiment, situé dans la partie européenne d'Istanbul, selon les mêmes sources. Deux assaillants, dont une femme, ont pris la fuite après l'attentat, abandonnant un lance-roquettes dans le jardin d'un hôpital en face du bâtiment attaqué, a précisé la police.

La chaîne privée de télévision NTV a annoncé qu'une personne non identifiée l'avait contactée par téléphone pour revendiquer l'attaque au nom d'un groupe gauchiste interdit, dont elle n'a pas révélé le nom.

Les soupçons de la police se portent sur le Front révolutionnaire populaire de Libération (DHKP/C), le plus meurtrier des groupes terroristes urbains en Turquie.

Le DHKP/C, anciennement connu sous le nom de Gauche révolutionnaire, ou Dev-Sol, a tué depuis la fin des années 1980 des dizaines de policiers, plusieurs généraux à la retraite et des magistrats, ainsi qu'un ancien ministre de la Justice.

Cette attaque à la roquette était la première de ce type jamais lancée contre le quartier général de la police à Istanbul.

Plusieurs dizaines de personnes ont été interpellées sur les lieux juste après l'attaque, a indiqué de son côté l'agence Anatolie.



11:23  
GMT, 16  
Juin 1997

©AFP  
1997

## ● Erbakan appelle l'armée à s'occuper de ses affaires

ISTANBUL, 16 juin (AFP) - Le Premier ministre islamiste turc Necmettin Erbakan a appelé l'armée turque, à "se charger de la responsabilité de ses propres fonctions", lors d'une conférence de presse aux médias étrangers, lundi à Istanbul.

"L'armée est dépendante du gouvernement, s'il y a une menace (contre le régime), le gouvernement chargera l'armée d'accomplir" (sa tâche), a déclaré M. Erbakan. "C'est le gouvernement qui est responsable de la sécurité de la Turquie. Nous souhaitons que toutes les institutions soient responsables de leurs fonctions" a-t-il poursuivi.

Le gouvernement de coalition de M. Erbakan, dont le Parti de la Prospérité (Refah, islamiste), est accusé par les militaires de miner la laïcité de l'Etat, se trouve depuis plusieurs mois sous une pression accrue de l'armée, qui souhaite le départ des islamistes du pouvoir.

L'armée turque qui place les mouvements fondamentalistes islamiques à la tête des menaces visant la Turquie, affirme avoir le droit constitutionnel de défendre le régime contre ceux-ci.

"L'armée ne peut préciser elle-même les menaces, et réagir elle-même contre celles-ci" (...), a déclaré M. Erbakan.

Le ministre turc des Affaires étrangères Tansu Ciller, avait tenu samedi des propos similaires de ceux de M. Erbakan, affirmant qu'elle ne céderait pas la Turquie à "une puissance au-dessus de la volonté du peuple", dans une claire allusion à l'armée, ajoutant qu'elle lutterait "jusqu'au bout" en ce sens.

# Turkish Military Fears Islamic 'Civil Uprising'

Compiled by Our Staff From Dispatches

ANKARA — The Turkish military said Wednesday that Islamic radicalism was poised to break out in a civil uprising, and the army said it would be legally obliged to resist such an uprising by force if necessary.

Radical Islamic activities have gained momentum toward civil uprising," General Fevzi Turkeri said at a briefing at military headquarters here.

"Some 30 radical Islamic groups are likely to engage in terrorist activities," said General Turkeri, chief of the counterintelligence department of the general staff.

The Turkish military, which considers itself the guardian of the country's secular and Western traditions, has begun a series of discussions with judges, academic and business figures, diplomats and journalists on what military leaders say is the threat of radical Islam.

Meanwhile, Deputy Prime Minister Tansu Ciller said Wednesday there would be a change of government within days to end a dispute that had brought the current Islamist-led coalition to the breaking point.

"A change of government is expected in the coming days," Mrs. Ciller told deputies from her True Path Party.

On June 1, Mrs. Ciller and the Islamist prime minister, Necmettin Erbakan, said they would seek early elections to overcome a growing dispute with the secular establishment over demands for a crackdown on religious activism.

The two did not set a date for elections, which have to be approved by Parliament, but a senior member of Mr. Erbakan's Welfare Party said Wednesday that voting was expected to take place in October.

Mr. Erbakan has said he would hand power to Mrs. Ciller ahead of the elections. But talks between the coalition partners have become bogged down over the details of the swap, and this week they lost support from a far-right party for a caretaker government.

The army went on alert 11 months ago after a Muslim-led coalition government took power, becoming modern Turkey's first religious-based government and upsetting the secular establishment with its Islamist policies.

At the briefing Wednesday, General Turkeri quoted from the constitution and from a law that says the Turkish armed forces must protect the country from domestic and foreign threats and take up arms if necessary to do so.

"The Turkish armed forces is in a position to define a mission for itself under these circumstances," General Turkeri said.

As he spoke, images of the governing Welfare Party's radical deputies who have targeted the country's secular and Western reforms in their speeches were projected onto a screen, as were pictures of Welfare-backed rallies at which Islamic flags flew and of Islamic sect leaders who had dined with Mr. Erbakan.

General Turkeri accused the government of trying to lay the groundwork for an Islamic regime.

As proof, the military cites government defiance of its directives to curb Islamic radicalism, efforts to place radical Muslims in key state posts and what the military calls the tolerance of Iran's attempts to export its regime to Turkey.

General Turkeri said Iran, Libya, Saudi Arabia and Sudan were providing financial and logistical support to radical Islamic Turkish groups. He said these groups also worked in close cooperation with Kurdish rebels who are fighting for autonomy from Turkey.

The military has taken over Turkey three times since 1960, and its opposition to the current government has led to speculation about another possible military intervention. (AP, Reuters)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, JUNE 12, 1997

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, JUNE 12, 1997

## BRIEFLY

### Intra-Kurdish Battle Reported

ANKARA — Iraqi Kurds allied with Turkey are fighting separatist Turkish Kurds near the Iranian border in northern Iraq, an Iraqi opposition group said Wednesday.

"There was heavy fighting near Hajiomran, close to the Iranian frontier," said a London-based spokesman for the opposition group, the Iraqi National Congress. He said the extent of casualties was not known.

The reported fighting is between the Kurdistan Democratic Party, an Iraqi Kurdish faction allied with Ankara, and the Kurdistan Workers Party, which has been waging a separatist war against Turkey.

But a Kurdistan Democratic Party official in Ankara denied there was heavy fighting in the area. The party, led by Massoud Barzani, has been cooperating with Ankara since Turkish troops poured into northern Iraq on May 14 to wipe out Workers Party bases. (AFP)

# Military cautions: Fundamentalist nepotism threatens secular Turkey



**METE HAN DEMİR**  
*Ankara-Turkish Daily News*

'It is TSK's main duty to confront the internal and external threats aimed at changing the Turkish Republic's main principles of secularism and democracy'

■ The Turkish military on Wednesday, following its months-long silent row with the Islamist-led government, expressed its views on radical Islamist activities and openly criticized the government.

According to the military, radical fundamentalist activities and nepotism in state offices, aimed at changing the secular, democratic regime of the Turkish Republic and attempting to establish a form of political Islam based on religious rules, had reached a dangerous level.

The Turkish General Staff continued its week-long series of briefings on radical Islamist activities on Wednesday for a group of selected journalists, voicing its deep worries over increasing radical Islamist activities in Turkey and the negligence of certain circles within Turkey, including the Islamist-led coalition government, toward such dangerous developments.

The General Staff Intelligence Bureau Chief Lt. Gen. Çetin Saner and his aide anti-intelligence bureau chief Major General Fevzi Türkeri presented the briefing. The military said that if necessary, the Turkish Armed Forces would be used to protect the country's democratic and secular system that separates the state and religion, adding that its authority to protect and defend the republic comes from both Turkish laws and the Constitution. The military called on all citizens to do their duty, saying that it was the principal duty of every secularist and democratic citizen who loved his country not to remain neutral but to act against the increasing reactionary threat. The main thrust of Wednesday's briefing suggested that fast growing Islamist activities aimed at changing the regime in Turkey, in recent times, had equalled the other biggest threat, the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK).

## 'West Operation Concept'

Following on from the "Internal Security Operation Concept" to deal with separatist activities, the "West Operation Concept" and "West Working Group" have been established to monitor and evaluate radical fundamentalist activities. Being objective and considering Turkey's interests, this con-

cept also aims to deal with political Islam in Turkey.

The nepotist attempts by state cadres have increased tremendously in recent times, such efforts aiming to set up a radical fundamentalist grassroots among the state cadres. Since the multi-party system was implemented in the 1940s under the umbrella of democracy, the principles of the democratic and secular Turkish Republic have been harmed and the regime has been endangered. Radical Islamist circles are trying to change the country's political identity under claims of the international religious community.

## Criticism of Directorate of Religious Affairs

Today, there are no effective measures to prevent such efforts. The Directorate of Religious Affairs is out of control and it is facing infiltration by pro-fundamentalists. There are third generation fanatic radical Islamists and chauvinists around. The passive policy of the Directorate of Religious Affairs, both at home and abroad, fast enables the European National View Organization (AMGT) and other religious sects to become more effective. "De facto" attempts are being made to change Article 136 of the Turkish Constitution.

In the last 11 months, since the establishment of the Islamist-led coalition government made up of the pro-Islamist Welfare Party (RP) and True Path Party (DYP), the Islamic threat based on Shariah has increased in the fields of the military, society as a whole, the economy and politics, but unfortunately government officials have tried to cover up such threats and deny any dangerous developments.

## Government officials accused

Without giving any names, the military criticized Islamist Prime Minister Necmettin Erbakan, referring to the "hosting of a meal for leaders of Turkey's tarikats, or religious sects, during the Muslim holy month of Ramadan. The tarikats are technically illegal but largely tolerated."

The military continued to give examples of the violation of the secular regime, including the arrival at the prime minister's residence of religious sect leaders known for their verbal and active opposition to secularism, giving a message to these people that they were respected at the level of the state and their activities were tolerated. Also mentioned was the Nov. 10, 1996 speech of the Kayseri mayor who expressed radical Islamist feelings, and the visit of a minister (Justice Minister Şevket Kazan) to the Sincan Mayor who was jailed for

organizing a "Jerusalem Night" celebration, hanging posters of illegal organizations' leaders on the walls with Iranian embassy officials.

### **MGK decisions were not implemented**

About the eight-year compulsory education system decision which was taken during the National Security Council (MGK) meeting on Feb. 28, despite Prime Minister and deputy Prime Minister Tansu Çiller signing the draft decision, to date nothing has happened for the decisions. Some certain circles tried to divert the real aims of the MGK's decisions, tried to take the issue to the Parliament and tried to bring the Turkish Armed Forces and the public face to face. The recent Sultanahmet rally to protest the closure of the religious Imam Hatip Schools was used as a tool against MGK decisions and it was also used as a tool not to implement eight year compulsory education system. Some pro-Islamist deputies and some members of the AMGT have gathered in Hacc in Saudi Arabia and tried to use religion in politics citing the increased usage of headscarfs in state bureaus. Some Koran courses were put under some religious foundation in an effort to prevent their closure against any attempt.

The Turkish Armed Forces' command and control chain mechanism was harmed by some officials' speeches — "the Turkish Army is the prophet's army" and "the Turkish army is the public's army." Another pro-Islamist deputy also gave signal of Jihad (battle) for their supporters saying that the Turkish military can not overwhelm even the PKK, how it can overwhelm six million people who voted for them.

### **Some media and institutions support fundamentalists**

Propaganda is carried by 19 newspapers, 110 magazines, 51 radio and 20 television stations. Through propaganda they try to increase their supporters. They aim their propaganda against the implementation of the MGK decisions. It stresses that the religious schools, which are under the authority of Islam, cannot be closed down, that secularism and Atatürkism have hampered the development of Turkey, and that the current regime was the enforcement of the military.

Political Islamists are also carrying out their activities in 2,500 associations, 500 foundations, through 1,000 companies, 1,200 dormitories and over 800 schools. They have a great economic potential. They received financial support from the state budget. The National View Organization has collected most of the skins of the

sacrificed lambs. By receiving DM 200 for each lamb, they launched a campaign in 50 regions to sell lambs for the Feast of Sacrifice, and they were quite successful in 30 of these regions. They collected money from people under the name of aid in order for the municipalities to meet the requests of these people. Their companies have the priority in privatization. They are interested in strategic needs, such as energy, and they approach the problem in the Southeast with the mentality of "umma-Islamic collectivism."

They discuss the offers by the separatist organization to declare cease-fire, the issues like regional autonomy, general amnesty and the lifting of the emergency rule within their own organs. They establish direct contacts with the members of the so called Kurdish Parliament in Exile. The PKK sees the radical Islamists as their closest allies. The leader of that organization openly declares on MED-TV that the increase in the reactionary movements served his purposes. The leaders of the People's Democracy Party (HADEP) which is believed to be controlled by the separatist organization, were quoted at a television program as saying that the Islamist party's has frequent contacts with them. The Islamist Party's provincial chairman (in the southeastern city of Diyarbakir, has openly offered candidacy to the outlawed organization's leader. The separatist organization took a decision in one of its previous meetings in Lebanon to organize a unity of imams and convert mosques into propaganda centers. They set up a formation called the Kurdistan Islamic Movement and immediately held its first congress. The pro-Sharia leader of the Islamic Movement Party Sheikh Osman is receiving the sympathy from certain circles who once sent him on pilgrimage to Saudi Arabia. The Kurdistan Islamic Movement has organized pilgrimage tours in the region and tried to win the sympathy of people. It has been discovered that the separatist organization and the European National View Organization (AMGT) had undergone joint activities abroad while HADEP and the National View Organization had cooperated at home.

Meanwhile the West started to play the Armenian and fundamentalism cards against Turkey after playing the Kurdish card.

The alleged connections of the fundamentalists are as follows:

**IRAN:** It provides every kind of assistance including material and financial. It controls the organizations Hezbollah, Selam and Islamic Movement, and trains their leaders. It also provides their armed members

with passports and shelters. A captured Hezbollah member has confessed that a former Iranian ambassador in Ankara, Mohammad Reza Bagheri, had kept contacts between his country and Turkey and illegally provided passports and money, and his missions were inherited by Iran's consul general in Istanbul after Bagheri left Turkey. Iran is clearly interfering with the domestic affairs of Turkey. When the Tehran Times newspaper has been quoted saying, "The turmoil in Algeria can also take place in Turkey," officials in Ankara have kept silent. The daily Kayhan International has criticized the cooperation between Turkey and Israel and supported the fundamentalists. The commander of the Iranian Revolutionary Guards has said they might open two battlefronts, one with Americans and one with its western neighbor, Turkey.

**LIBYA:** It provides all kinds of assistance. Three parliamentarians who are supporters of reactionary movements attended a festival in Tripoli upon the invitation from Libyan leader Ghaddafi. The cooperation with Libya is continued with the mediation of the Islamic Salvation Movement (FIS) of Algeria.

**SAUDI ARABIA:** It is trying to win the sympathy of the Islamists by providing them with additional pilgrimage tours and with financial support. It assists Islamist organizations in Turkey using the money it receives from issuing visas. Also with assistance from the Muslim Brotherhood organization and Rabita, a Saudi based international organization set up for the promotion of Islam, the Saudi government supplies the financial sectors in Turkey with enormous material support.

**SUDAN:** This country provides logistical support and monetary aid, as well as military training and camps. A recently captured Islamist militant has confessed that a new training camp was opened near Khartoum and four Turkish citizens were currently receiving training there.

### **Religious (Imam Hatip) Schools**

We can briefly overview the dimensions fundamentalist activities have reached. The main purpose of Islamists are not to train clerics, but to lay the foundations that will put political Islam in effect. They send religious school graduates to law school, to faculties of Political Science, police academies and other public administration schools in order to strengthen their hold in government offices. Meanwhile, over 1.6 million children are sent to registered Koranic schools and the number is expected to climb

to seven million. If unregistered schools are also counted the number is more likely to be more than that.

Current statistical figures show that 492,809 students are studying in 561 religious schools, which are seen as the guarantor of the Islamic state. These schools have over 50,000 graduates every year. The current need for imams is 2,288, but the surplus of imams reach 51,345. On the other hand, the number of currently employed imams is 92,700. Then what happens to this surplus of students graduating from religious schools. It is apparent that these individuals will fill the places needed for the functioning of political Islam.

### 100 Islamist bosses

The Islamist organizations also collect trillions of lira in aid by exploiting the traditions and religious beliefs of our people. The assets of the 100 individuals who are publicly known as "Islamist bosses" and as the sources of these aids are given as:

- \* Six of these individuals have over TL 100 trillion,
- \* Five have between TL 20-50 trillion,
- \* 15 have between TL 10-20 trillion,
- \* 13 have between TL 1-10 trillion,
- \* 61 have under TL 1 trillion.

Two directors of these companies in favor of the political Islam, have been caught while trying to smuggle DM 1.5 million and 24 kilograms of gold. These developments show how effective the mixture of business, poli-

tics and religion functions in social life are.

There are currently around 30 radical organizations run by these Islamists and these organizations are enthusiastic for undertaking active roles. It is likely that these organizations will resort to terrorism in the near future.

The Turkish Armed Forces (TSK) has felt obliged to reassess the current threats after the Islamic activities started to target the state and wanted to dominate their mentality that sees the secularism as atheism. The 35th Article of the military regulations assigns the TSK to safeguard the country and the republic against internal and external threats in every means. It has the TSK's main duty to confront the internal and external threats that are aimed the changing the Turkish Republic's main principles, secular and democratic.

To voice such concerns and to make such an evaluation is the one of the main missions of the Turkish Armed Forces and also it is a must. To do such a thing is not only the area of the National Intelligence Agency (MIT), Turkish General Staff can also do it as well as MIT.

In 1992, in a specially prepared document entitled "National Security Policy Document," radical-Islamic threat was also considered as one of the most important problems of the Turkish state along with the PKK problem. The threat over fundamentalist activities in Turkey is also one of the main topics brought up in the MGK.

Expressing its disturbance over some certain circles' objection to the series of briefings on radical Islamist activities in Turkey, the military said that it earlier gave briefings on the National Military Strategic Concept (MASK) and no one objected to such a briefing so couldn't understand current objections.

The lift of the 163 condition of the Turkish Law that bans radical Islamist activities led to a power vacuum which is being used by some sources to propagandize, it has been claimed. Some people condemned the secular and kemalist Turkish Republic and openly insulted the regime and also the Turkish military. The first group of guests of the military's briefing were judges and prosecutors on Tuesday. The media and university members were informed on Wednesday and civil organizations, such as labor unions and other associations, will be briefed on Thursday. In a noteworthy development, officers and noncommissioned officers from military units were also called upon to attend the meetings.

Teachers also demanded to be briefed on radical Islamist activities. The Democratic Educators Union said that they should also be briefed on such a critical issue.

Defense Minister Turhan Tayan defended the General Staff's briefings saying that it had no political aim and it was very hard for him to understand Justice Minister Şevket Kazan's objection to the briefings.

## Army boycott of Islamist companies splits Turkey



**METİN DEMİRSAR**  
*Istanbul-Turkish Daily News*

Newspapers report that the Office of the Chief of Staff orders the armed forces not to buy goods from the firms, asserting they are financing growth of radical Islam in the country

■ A reported military boycott of Islamist companies in the procurement of supplies is unlikely to severely dent their business, but will further split the country along religious and

secularist lines, Islamist business leaders said on Tuesday. "I don't think it will have a major commercial impact," Serdar Çam, deputy secretary-general of the pro-Islamic Independent Industrialists' and Businessmen's Association (MÜSIAD), declared in a telephone interview. "But if there is a boycott, it is an undemocratic practice that will further polarize the country." The newspaper Milliyet on Friday reported that the chief of staff had ordered the armed forces not to buy supplies from Islamist companies, asserting they were financing the spread of radical Islam.

It said Islamist companies would not be permitted to take part in tenders of the four-branch armed forces — the army, navy, air force and gendarmerie command.

Similar reports appeared over the weekend in major dailies Hürriyet, Sabah and Cumhuriyet.

The military-dominated National Security Council (MGK) in February expressed concern over the increase in Islamic fundamentalism in Turkish society.

The council, composed of the president, prime minister, commanders of the armed forces and senior officials, demanded the government curtail Islamist businesses and financial organizations to discourage Islamism in public life.

### A big turnover

MÜSIAD's 3,000-member Islamist companies had a turnover of around TL 300 trillion (\$2.79 billion) last

year, representing a potent force, according to the newspaper Cumhuriyet. Islamist companies manufacture a wide range of products, including textiles, processed food, chemical and metallurgical products, automotive spare parts, forestry products, furniture, electrical supplies and electronic components, building materials, iron and steel and consumer products.

They are also involved in mining, retailing and general services.

Çam said the boycott would harm national interests, but only strengthen the Islamist companies.

"Many of these companies are well known and admired, turning out products widely used. The public is unlikely to heed the boycott. They will probably buy more of their goods as a protest," Çam said.

Finance Minister Abdüllatif Şener echoed a similar sentiment at a meeting in Istanbul on Monday, saying business and trade had no religious or national affiliations. MÜSİAD said it and all of its members would sue the newspaper Milliyet for publishing news of the boycott, which it

described as a false and malicious report serving the interests of mainstream corporations.

"Rentier and monopolistic capitalists, disturbed by the young and dynamic entrepreneurs with roots in Anatolia who are beginning to throw their weight around in the Turkish economy, have been spreading tensions and terror during the past five months," MÜSİAD's President Erol Yazar charged in a written statement.

### Companies boycotted

Several Islamist companies were named as having been targets of

the boycott:

■ İhlas Holding. The biggest of the Islamist groups, İhlas Holding has interests in 55 companies in publishing, broadcasting, chemicals, contracting, banking and finance, automobiles, soft drinks, processed food, furniture, household appliances, tourism and transportation and employs 3,036 people. In 1995, the group had consolidated sales of \$356.79 million.

■ Kombassan Holding, based in Konya in central Turkey, is one of

Turkey's fastest growing corporations.

In just seven years it has grown from scratch to a conglomerate with interests in paper, packaging, building materials, motorcycles, hypermarkets, contracting, machine tools, processed leather, construction equipment, Liquefied Petroleum Gas (LPG) distribution, service stations, transportation and foreign trade.

It employs 26,000 workers at 26 factories.

■ Yimpaş, based in the central Anatolian city of Yozgat, is a business group established by Turkish workers living in Germany with interests in retailing and meat packaging. It owns one of Turkey's biggest retail outfits, as well as Aytaç Gıda, Turkey's biggest integrated livestock raising and meat packaging plant.

■ Beğendik, a large retailer of food products based in Istanbul.

■ Asya Finans, an Islamic finance house.

■ The Ülker group, Turkey biggest manufacturer of chocolate, wafers and biscuits. In 1996, the group had an estimated \$200 million in exports on total sales of \$651 million.

## Brujerdi: 'Relations are not at the desired level'

Iranian deputy foreign minister claims PKK militants have been captured and says discussions are needed between Ankara and Tehran for their possible extradition

Ankara- Turkish Daily News

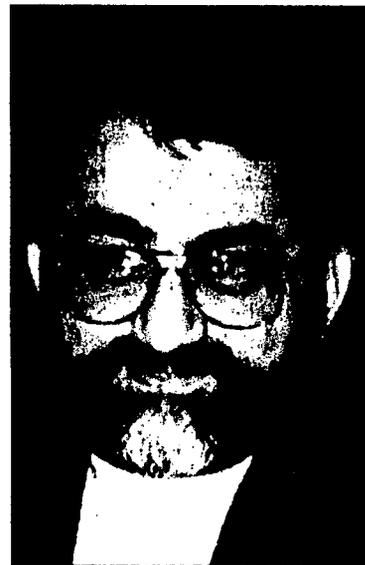
■ Iranian Deputy Foreign Minister Alaaddin Brujerdi, in an interview with the Turkish Daily News on Wednesday, said that relations between Turkey and Iran were not operating at the desired level because of a number of external and internal factors, namely the United States, Israel and part of the Turkish press. However, he said he felt that the Turkish authorities were doing their best to maintain good relations.

Brujerdi said that during his meetings in Ankara he had got the message that Turkish troops would withdraw from northern Iraq, which was very positive.

He also denied claims that

Iran was helping the Kurdistan Workers' Party (PKK). The deputy foreign minister said 30 PKK militants had been captured in Iran and had been handed over to the Turkish authorities. He claimed his country would do its best for Turkey's security concerns, adding that a number of PKK militants had been captured but that their extradition was a matter of negotiation. Turkish authorities were then invited to Iran for discussions on this issue. Brujerdi also asked Turkey to take necessary measures against Iranian opposition groups operating in Turkey.

Here are some extracts from the interview:  
TDN- Iranian-Turkish rela-



Iranian Deputy Foreign Minister Alaaddin Brujerdi

tions are going through a difficult stage. What can you say about this?

**BRUJERDI-** Turkish-Iranian relations are having a difficult time but not to a great extent. Relations are not at the desired level; they should be better. In spite of this, the atmosphere is sincere and full of friendship — there is potential.

THURSDAY, JUNE 12, 1997

Turkish Daily News

**TDM-** What are the reasons why relations are not at the desired level?

**BRUJERDI-** There are certain parties that don't want to see relations at the desired level. Some are outside influences and others are internal. An example of the latter is the Turkish press. We have respect for them but sometimes their comments do not reflect the truth. This is also to some extent a disrespect to Turkish public opinion.

External factors can also be identified that don't want Turkish-Iranian relations. Specifically these are the United States and Israel. They, in order to create misunderstandings, are trying to give false impressions and they are propagandizing. But Turkish officials feel responsible for maintaining good relations. I met President Demirel and I felt that. Former President Turgut Ozal was like that; Prime Minister Necmettin Erbakan also shares the same opinion. The Foreign Ministry officials that we met on Tuesday for more than five hours also have the same approach.

**TDM-** Iran announced several times that it was not pleased about Turkey's operation in northern Iraq. During your visit is anything happening that is causing you to change your mind?

**BRUJERDI-** There are two issues here which we have to separate. The first one is the sensitivity of Turkish officials on their security problems. We will do our best on this subject. The second one is the territorial integrity of Iraq — we are sensitive on this subject. In our meetings in Ankara we talked about that. They told us that they were not intending to stay in northern Iraq and would withdraw. This message from the Turkish authorities is a positive one for

everybody.

**TDM-** There are some reports that PKK militants have been treated in your hospitals and that Iran has helped the PKK? What did you say on this subject to Turkish authorities?

**BRUJERDI-** I think that the information on this subject may have some basis in fact but it is not true. For example, we cannot understand the allegation that we are catching PKK members and sending them to hospital. Actually, prisoners in jail should be sent to hospital if they are ill, but the claims that there are PKK members located in Iran are totally wrong. In the past we gave Turkey more than 30 PKK members and now we have also caught some of them. We invited Turks for meetings to talk about these captured members. But claims that Iran is giving sanctuary to PKK members and treating them in hospitals, these are false.

**TDM-** There are some reports that you sent 50,000 soldiers to the region in order to protect your borders. Are you also losing soldiers?

**BRUJERDI-** It is clear that we cannot convince the PKK not to enter our territory by speech alone. Our soldiers at the border are authorized to open fire if any PKK infiltration occurs. You said 50,000. I don't have information about their numbers, we have some troops, but not this amount.

**TDM-** Did you tell Turkish authorities that Turkey should control opposition to Iran and in return you would control the PKK?

**BRUJERDI-** We had a meeting where for more than five hours we talked about that.

Not as you summarized, but we talked about that.

**Brujerdi: Iran has captured some PKK members**

Meanwhile, talking at a press conference, Wednesday Brujerdi said that Iranian security has caught some PKK members and that, reciprocally, they are asking Turkey to not allow Iranian opposition groups to operate in Turkey. Iran also asks that serious measures against their activities in Turkey be taken and for their resident permits to be denied, said Brujerdi, adding that this was important for Iran.

He also mentioned that Turkey's operation in northern Iraq had led many Iraqi Kurds to a state of misery, forcing them to come to Iranian soil. This has created a lot of problems for them and put their border security at risk.

While answering questions he said that among these Iraqi Kurds there could be some PKK members but they are keeping their eyes open regarding this possibility.

He said that there were no PKK members on Iran soil but that Turkish authorities had given information pointing to this fact. Each time, they examined these allegations very carefully because of their respect for the Turkish authorities but Iranian policy has nothing to hide.

When he was reminded that there were some reports claiming that Iran had asked Turkey to not enter the Haqurk region in northern Iraq near the Iranian border, Brujerdi said that they did not talk about a special region.

While answering a question on whether Turkish authorities had confirmed the report that Turkey might freeze relations with Iran if it did not help solve the PKK problem, Brujerdi said that this kind of thing was never discussed.

# La coalition au pouvoir en Turquie est menacée d'éclatement

## L'armée précise ses menaces contre les islamistes

La coalition au pouvoir en Turquie, à dominante islamiste, est menacée d'un éclatement rapide. Le parti minoritaire, dirigé par Tansu Ciller, a lancé, mercredi

11 juin, un ultimatum à son allié du gouvernement, alors que les militaires multiplient les pressions à l'encontre du régime.

### ISTANBUL

de notre correspondante

Sous la pression de l'armée, engagée désormais dans une guerre ouverte contre le premier ministre, Necmettin Erbakan (islamiste), des fissures sérieuses sont apparues au sein de la coalition gouvernementale.

Le Parti de la juste voie (DYP, minoritaire), dirigé par Tansu Ciller, a lancé, mercredi 11 juin, un ultimatum au chef du gouvernement, exigeant qu'en vertu des accords conclus entre les deux partis il cède son poste à M<sup>me</sup> Ciller, sans conditions préalables, avant le 18 juin, faute de quoi le DYP se retirerait de la coalition.

Le 1<sup>er</sup> juin, le gouvernement avait divulgué un plan selon lequel Tansu Ciller remplacerait M. Erbakan à la tête du gouvernement jusqu'à la tenue d'élections anticipées, qui devaient avoir lieu dans les mois à venir. Depuis lors, des obstacles sérieux se sont présentés qui rendent ce projet commun difficile à réaliser.

D'une part, les deux partis ne sont pas parvenus à s'entendre sur la date des élections. D'autre part, Necmettin Erbakan, réticent à abandonner sa position sans garanties, a demandé que soient adoptés au préalable des amendements à la loi électorale, de façon à permettre des alliances entre formations politiques. Et il souhaite surtout des modifications de la « loi des partis », qui retarderaient la procédure judiciaire entamée auprès de la Cour constitu-

tionnelle pour l'interdiction de son Parti de la prospérité (Refah).

L'armée, convaincue que le pays est menacé, a abandonné toute retenue et affirme qu'« elle pourrait user des armes, si nécessaire » pour le protéger. Son attitude a probablement convaincu certains députés du DYP - qui se souviennent des coups d'Etat de 1960, 1971 et 1980 - qu'il était temps de quitter le navire en détresse, d'où leur ultimatum.

### « LA MENACE RÉACTIONNAIRE »

Mercredi, de nombreux journalistes et responsables des médias - qui, pour la plupart, soutiennent les efforts des militaires - ont répondu à l'invitation de l'état-major et se sont réunis à Ankara pour un briefing sur la « menace réactionnaire », désormais considérée, officiellement, comme le premier des dangers auxquels la Turquie est confrontée.

La veille, juges et procureurs, convoqués par les militaires pour une session similaire, s'étaient déplacés en grand nombre, malgré l'interdiction et les menaces de poursuites proférées à leur égard par le ministre de la justice, le très controversé Sevket Kazan, membre du Refah.

Les généraux ont appelé la population à « ne pas rester neutre », illustrant leur appel par les discours enflammés de députés islamistes radicaux. Ils ont affirmé que la trentaine de groupes fondamentalistes « susceptibles de commettre des actes terroristes »,

les 2 500 associations, 500 fondations et 800 écoles religieuses, soutenus de l'extérieur par l'Iran, la Libye, l'Arabie saoudite et le Soudan, représentaient un danger sérieux pour la république.

Les militaires ont également pris pour cible une centaine de patrons contrôlant un millier de compagnies qu'ils accusent de soutenir les islamistes. « L'armée essaie d'encercler le gouvernement. Elle espère que les compagnies qui n'ont aucun lien avec le Refah réagiront en faisant pression sur la coalition », estime Fehmi Koru, éditorialiste islamiste modéré.

Au moment où le pays apprenait la mort de 13 officiers et soldats, dans deux hélicoptères abattus par les séparatistes kurdes au nord de l'Irak, le 6 juin, les militaires annonçaient que l'armée était obligée de protéger l'Etat « à ses frais », le gouvernement n'ayant pas répondu à ses demandes répétées de soutien financier pour la grande offensive qui vient d'entrer dans sa quatrième semaine.

L'ingérence manifeste de l'armée dans la politique du pays pourrait cependant, à long terme, éroder le respect dont elle jouit auprès de la population, estiment certains observateurs étrangers.

« On ne peut pas parler du danger de polarisation causé par les islamistes », explique un diplomate occidental « et dresser en même temps des listes de bons et de méchants ».

Nicole Pope

VENDREDI, 13 JUIN 1997

**gank**  
ՊՐԱՊԵՐ  
QUOTIDIEN ARMÉNIEN

## **SELON LE QUOTIDIEN HURRIYET, LE TRAFIC DE DROGUE RAPPORTE DÉSORMAIS 37,5 MILLIARDS DE DOLLARS À "LA MAFIA TURQUE"**

Dans un long article consacré à cette question dans son édition du 5 juin, le quotidien turc qui cite, entre autres, des informations de l'hebdomadaire italien Il Mondo et de la Drug Enforcement Agency (DEA) américaine, affirme que la mafia turque a réalisé en 1996 un chiffre d'affaires record de 42,8 milliards de dollars et des gains annuels de 38 milliards de dollars. 37,5 de cette dernière somme proviennent du trafic de stupéfiants, 0,5 milliard d'autres affaires écrit le journal qui publie un palmarès mondial où la mafia turque se classe en deuxième position, derrière la mafia russe. Appelée "le croissant noir" la mafia turque gagne annuellement plus d'argent que les mafias italienne et colombienne réunies. Le journal indique que lors d'une réunion des polices narcotiques d'Europe, tenue en avril dernier, les participants étaient d'avis que toutes les familles de la mafia turque travaillaient avec le soutien de l'État turc.

## **AU KURDISTAN DE TURQUIE UN HABITANT SUR TROIS VIT EN DESSOUS DU SEUIL DE LA PAUVRETÉ**

A l'initiative du Fonds de développement des Nations-unies (PNUD) et la fondation turque des études sociales et économiques (TESEV), un sommet sur la pauvreté s'est tenue à Diyarbakir du 30 mai au 1er juin. Ont également pris part à cette réunion des dirigeants régionaux, des hommes d'affaires et des universitaires ainsi que 35 organisations de la société civile ont également été invitées. Le choix de la ville de Diyarbakir pour tenir cette réunion, unique dans son genre en Turquie, est symbolique pour mettre l'accent sur le rôle que devrait jouer les organisations de la société civile et ne plus laisser l'initiative aux seuls militaires, a notamment déclaré l'influent homme d'affaires Ishak Alaton. Il a, en outre, incité les politiciens du pays à trouver un cadre juridique pour ramener la paix dans la région et a encouragé les hommes d'affaires à y investir. Ces hommes d'affaires doivent, par ailleurs, bénéficier des réductions fiscales de la part de l'État pour une période de dix ans, a-t-il ajouté. Prenant la mesure de la gravité de la situation dans le Sud-Est kurde de la Turquie, le PNUD a décidé de mettre sur pied un programme de développement à long terme dans la région et de s'y faire représenter par un représentant permanent en la personne de Paul Von Haswick de Jonge, siégeant à Diyarbakir. Ce dernier a affirmé que 1,4% de la population turque vivant dans l'ouest de la Turquie vivent en dessous du seuil de la pauvreté tandis que ce chiffre s'élève à 30% dans les villes à majorité kurde. En se basant sur les données d'un rapport concernant le développement économique en Turquie, il a indiqué que les villes affichant les plus bas indices de développement sont situées dans l'Est et le Sud-Est du pays.

V E N D R E D I 1 3 J U I N 1 9 9 7

M O N D E

# Dernier coup de semonce des généraux en Turquie

Les rumeurs d'un coup d'Etat contre Erbakan se précisent.

Istanbul de notre correspondant

**L**es plus pessimistes ont commencé à faire des provisions par précaution en cas de coup d'Etat militaire. «Il faut acheter des nouilles au bureau, car il y aura au moins deux jours de couvre-feu et nous devons renforcer les gardes de nuit», confiait un journaliste, témoin déjà des trois précédentes interventions de l'armée sur la scène politique (27 mai 1960, 12 mars 1971 et enfin 12 septembre 1980). «Désormais, c'est une course contre la montre. Il ne s'agit plus de semaines ou de mois. Si le gouvernement de Necmettin Erbakan ne démissionne pas dans les jours à venir, l'armée interviendra d'une façon ou d'une autre», affirmait mercredi soir le professeur Mahir Kaynak, ex-dirigeant des services de renseignements turcs, invité sur une chaîne de télévision islamiste. Consciente qu'un putsch ferait très mauvais effet en Occident, l'armée a privilégié jusqu'ici la voie démocratique, se contentant de faire monter progressivement la pression sur le gouvernement et espérant que l'opposition le ferait tomber au Parlement. Mais cela n'a pas encore été possible, pour une large part en raison des divisions et des querelles de personnes entre les leaders des différents partis laïcs.

Les optimistes soulignent néanmoins que les menaces répétées des militaires sur un



Tansu Ciller et Necmettin Erbakan, à Ankara le 1<sup>er</sup> juin.

éventuel quatrième coup d'Etat ont déjà en grande partie atteint leur objectif. La coalition au pouvoir du Premier ministre islamiste du Refah (Parti de la prospérité, 21% des voix lors des élections de décembre 1995) et du Parti de la juste voie (DYP, droite conservatrice présidée par la vice-Première ministre Mme Tansu Ciller, 19% des votes) est déjà moribonde et ne dispose plus de majorité après les défections de nombreux parlementaires du DYP. Les deux partis ne s'entendent pas sur plusieurs sujets cruciaux, notamment la laïcité et le partage des responsabilités. Mais l'un et l'autre s'accrochent au pouvoir. Tansu Ciller, qui sommat il y a 48 heures son partenaire islamiste de lui confier la direction du gouvernement comme le prévoyait

*Si le gouvernement ne démissionne pas dans les jours à venir, l'armée interviendra d'une façon ou d'une autre.*  
Le professeur Mahir Kaynak

leur accord de l'an dernier, menaçant même de se retirer de la coalition, vient de faire une nouvelle volte-face. Elle défie ouvertement les militaires, les appelant «à se mêler de leurs propres affaires», et affirmait à l'issue d'une longue réunion avec Erbakan «ne reconnaître aucune autre puissance sinon la volonté du peuple». En fait, les militaires ne veulent pas d'un simple replâtrage de façade de l'actuelle coalition et sont désormais tout aussi hostiles à Tansu Ciller qu'à son allié islamiste.

Tous les journaux titraient hier matin sur le «dernier avertissement» donné par les militaires, qui avaient ouvertement réaffirmé leur «droit constitutionnel» à défendre la République contre le danger fondamentaliste. «Nous utiliserons la force s'il le faut», avait insisté

mercredi le général Fevzi Turkeri, chef des services de renseignement à l'état-major général des armées, accusant le Refah d'«inciter le peuple à s'opposer à l'Etat laïc». Dans cette rencontre avec les journalistes des grands médias turcs, il rappelait notamment que «le combat contre les activités religieuses subversives est de la plus haute priorité pour les forces armées». De telles réunions avaient été organisées les jours précédents avec des magistrats, des universitaires et des hauts fonctionnaires. L'armée semble bien décidée à accentuer sa campagne de sensibilisation auprès des principaux relais de l'opinion publique qui, dans sa grande majorité, continue à avoir confiance dans les militaires, considérés comme les gardiens de la tradition laïque et républicaine. L'avertissement des généraux est le dernier épisode d'un bras de fer qui dure depuis quatre mois. «L'escalade actuelle de la tension entre l'armée et le Refah est très inquiétante», avait commenté mercredi le principal chef de l'opposition, Mesut Yilmaz, de l'Anap (Parti de la mère patrie, droite libérale). Bulent Ecevit, leader du parti de la gauche démocratique, souligne de son côté que le message des militaires est «clair» et que le DYP doit impérativement se retirer de la coalition. La question que tous se posent est sur le degré de patience des militaires ●

MUSA AKDEMIR

# Turk Military Turns Up Heat

## Generals Assert Erbakan Is Leading Nation to Disaster

By Stephen Kinzer  
New York Times Service

ISTANBUL — Furious with the Muslim-led government for refusing to crack down on what they view as rising fundamentalism, Turkish generals have publicly denounced the administration and charged that it is leading the country toward disaster.

In an extraordinary series of briefings for prosecutors, university professors, journalists and leaders of civic groups this week, and continuing Thursday, the generals asserted that Prime Minister Necmettin Erbakan had broken a promise he made in February to close Islamic schools and brotherhoods.

Although the generals did not explicitly demand Mr. Erbakan's resignation, their words were so strong that it seemed unlikely his government could survive for long.

"The republic is facing an extremely serious threat," General Fevzi Turkeri, chief of military intelligence, asserted at one of the briefings. "Political Islam is working closely with Iran and some other Islamic countries to pull Turkey into an endless darkness."

Another senior officer, General Kenan Deniz, described the confrontation between secular and religious forces as "a matter of life or death" for Turkey.

Apparently responding to military pressure, the secular True Path Party, the junior partner in the governing coalition, announced Wednesday that it would quit the government if its leader, Deputy Prime Minister Tansu Ciller, "is not made prime minister unconditionally."

Later Mrs. Ciller said: "A change of government is expected in the coming days."

[Mrs. Ciller challenged the military's influence on politics Thursday, calling on the army "to mind its own business," *Agence France-Presse* reported.]

["We have openly put forward a solution," she said after a meeting with Mr. Erbakan. "The solution is democracy, the supremacy of the people's will."]

Government officials and Islamist figures have responded angrily to the army's new tactic of direct confrontation, creating one of the most serious crises in the political history of modern Turkey.

"I have been in politics since 1955, through three military coups and many governments," said Yilmaz Karakoyunlu, a leading legislator from the opposition Motherland Party. "In all that time I never saw this much political instability."

The generals have taken such an uncompromising tone that some Turks fear

they might try to intervene directly if Mr. Erbakan does not resign or alter his policies.

These fears have been fueled by published reports, confirmed by several foreign diplomats, that the military has ordered all its top officers to remain in Turkey at least until August. The generals said it was their job to defend the political system.

"A military coup is the worst dead end for human rights and democracy," Turkey's Human Rights Association warned in a statement in Ankara on Thursday. "No other power can take precedence over the consensus of the people."

The army's deputy chief of staff, General Cevik Bir, said in an interview that he and his colleagues had decided to confront the government because "anti-secular activities in Turkey are increasing every day."

"We are acting strictly in accordance with the Turkish constitution," General Bir said. "Article Two of the constitution declares that we are a secular country, and Article Four says that this provision can never be changed. Parliament has given us the responsibility to protect the Turkish mainland and also the Turkish Republic. In the United States or Britain, it is not the job of the military to defend the political system, but in Turkey this is a mission given to us by law. We are not dealing with political issues, only carrying out our constitutional responsibility."

General Bir sharply criticized Minister of Justice Sevkettin Kazan, the most visible Islamist in the government, as an official who "does not share the values of democracy." Mr. Kazan had sought to prevent prosecutors from attending this week's military briefings and threatened to investigate any who attended. Nearly all the prosecutors who were invited, however, ignored the his warnings.

The current crisis began to unfold at a tense 10-hour meeting in February, when senior officers presented Mr. Erbakan with a list of demands aimed at curbing the growth of fundamentalism. They include enforcing secular dress codes and imposing restrictions on Muslim brotherhoods.

Some of Mr. Erbakan's supporters urged him to resist the demands. Although he pledged to implement them he has proved highly reluctant to do so.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, JUNE 13, 1997

VENREDI 13 JUN 1997

FIGARO

Le ton monte entre l'armée et le gouvernement

# Guerre des nerfs en Turquie

*Entre les militaires, qui menacent, et l'équipe Erbakan-Ciller, qui traîne les pieds, l'épreuve se noue.*

Menaces, démissions, rumeurs, ultimatum... La Turquie joue avec ses nerfs.

Trois mois et demi après la mise en demeure solennelle du Conseil national de sécurité (CNS) qui lui intimait l'ordre de cesser d'islamiser le pays, le gouvernement Necmettin Erbakan-Tansu Ciller est toujours en place.

Entre ce couple mal assorti, mais dont chaque membre défend « sa peau », et la coalition laïque dominée par l'état-major, la tension monte de jour en jour. Pratiquement d'heure en heure.

La « grande presse », qui est essentiellement kémaliste, souffle sur le feu, comme pour accoutumer l'opinion à l'éventualité d'un coup d'Etat contre le premier premier ministre islamiste de la République. Ce serait le quatrième en moins de quarante ans.

« Dernier avertissement de l'armée », titraient hier plusieurs journaux d'Ankara en

évoquant le plus récent tir de barrage des militaires. Mercredi, le général Fevzi Turkeri, chef des services de renseignement, avait proclamé : « Les activités religieuses subversives sont en augmentation depuis l'arrivée au pouvoir de ce gouvernement. Le combat contre ces activités est de la plus haute priorité pour les forces armées... Nous utilisons la force s'il le faut. »

## Ciller tance les généraux

Rompant avec l'étrange tolérance des élites à l'égard de l'interventionnisme de l'état-major dans les affaires civiles, M<sup>me</sup> Ciller a joué les Mirabeau. « Nous ne remettons la Turquie à aucune puissance hors de la volonté du peuple », a-t-elle dit en invitant les généraux « à s'occuper de leurs propres affaires ».

Les capitales européennes, qui suivent avec la plus grande



M<sup>me</sup> Ciller a invité les généraux « à s'occuper de leurs propres affaires ».

(Photo Fatih Saribas/Reuter.)

perplexité les événements d'Ankara, ont « du mal à croire encore que les militaires sont prêts à sortir des casernes », affirme un diplomate. « Un putsch fermerait pour longtemps à Ankara la porte de l'Union européenne », rappelle-t-il.

En fait, le « Conseil national de sécurité », où les officiers ont voix prépondérante, tente de hater l'implosion d'un gouvernement, déjà largement impuissant, sans majorité au Parlement, et dont les chefs eux-mêmes ne parviennent pas à s'entendre sur leur seule porte de sortie honorable : l'organisation d'élections anticipées.

En moins d'un an, le gouvernement Erbakan-Ciller a survécu à onze motions de censure. Porter l'instinct de survie à ce point relève du grand art.

Claude LORIEUX (avec AFP)

## KDP asks Turkey not to withdraw from north Iraq

KDP says some PKK terrorists, who escaped to Iran because of the Turkish operation, have started to return to the border areas between N. Iraq and Iran

Ankara - Turkish Daily News

■ The Kurdistan Democratic Party (KDP) has insisted that Turkey remain and continue its incursion into northern Iraq against the

outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), the Anatolia news agency reported on Thursday.

The KDP reportedly said that some members of the PKK, who earlier escaped into Iran from the Turkish operation, have started to return to the border areas between northern Iraq and Iran with the assistance of the outlawed Hizbollah organization in an attempt to attack the KDP again in northern Iraq.

Since the beginning of the Turkish incursion, members of the PKK who escaped to Iran have been treated medically in several camps and hideouts in the Iranian villages: Mako, Givik, Gulali, Meyhem, Urumiye, Aliferez, Suledekul, Gasyan, Zive, Nove, Seriguere, Kozvin, Kocala, Jerme, Gader and Kotur, claimed the KDP.

KDP officials also said that peace and stability should be established in the region and damaged areas should be repaired, adding that until an effective force is established

and such aims are achieved, the Turkish Armed Forces should not withdraw from the region.

Despite a denial from Iran, Turkey has been accusing Iran of backing terrorist activities in Turkey and trying to export its

FRIDAY, JUNE 13, 1997

Turkish Daily News

fundamentalist regime to the country. Last week, the Turkish military also accused Iran, among other countries, of supplying the PKK with sophisticated anti-aircraft missiles used to shoot down two Turkish army helicopters.

Around 5,000 Turkish troops launched a wide-scale operation on Wednesday against the PKK, who are reportedly based near Turkey's southeastern town of Genc, Bingol, said the Anatolia News Agency.

Turkish Daily News

FRIDAY, JUNE 13, 1997

# 1946 Iraqi-Turkish Treaty foundation for Turkey's operations in northern Iraq

## Turkey wants Iraq to control its northern region

YASEMİN DOBRA-MANÇO

Istanbul - Turkish Daily News

■ Director and Chairman of the Board of the Foundation for Middle East and Balkan Studies (OBIV), Rtd. Ambassador Ismail Soysal, told the TDN that according to a Treaty of Friendship and Good Neighborly Relations signed in Ankara between Iraq and Turkey in 1946, neither the Arab world or Iraq can be angry with Turkey for its cross-border operations in northern Iraq to wipe out the Kurdistan Workers' Party (PKK) terrorists and bases. Due to a power vacuum and lack of a security system in northern Iraq, the PKK has been able to operate from bases in the region. In cooperation with the Kurdistan Democratic Party (KDP), led by Massoud Barzani, Turkish forces launched operations against the PKK in northern Iraq in May. The 1946 treaty is still in force and was signed by Turkey's former President Ismet Inonu and Hasan Saka who was the Minister of Foreign Affairs, together with Regent and Prince Abdulilah and the Iraqi Prime Minister Nuri Said Pasha.

The treaty includes a section with 6 items that is comprised of 20 pages. The first article of item number 6 concerns borders, and states that Iraq and Turkey are obliged to cooperate and work together to ensure security 75 kilometers from their shared border, both 75 kilometers into Iraq and 75 kilometers into Turkey. In the case of a threat to security, Iraq and Turkey must cooperate to find a solution.

In the second article of the 6th item, if the territorial integrity of one of the countries is threatened, the other country can take action to counter the threat. Therefore, Soysal explained that according to the treaty, Turkey can take action against armed rebel groups who are working against the integrity of Iraq and vice versa.

According to the 12th article, both Turkey and Iraq agree to notify one another if they are aware of any threat or the planning of any threat. The 14th article states that if weapons or armed men are found at border crossings which pose a threat to either country they will not be allowed to pass. The Middle East expert explained, "Turkey wants Iraq to control northern Iraq so that it does not have to be the policeman

of the region and will not have to stay much longer in northern Iraq." He added that Turkey was not satisfied with the unclear US position regarding the return of Iraqi authority to the area above the 36th parallel. Soysal says there is no alternative but to restore law. "The region has suffered enough since the Gulf War, with the resulting power vacuum, and due to the current situation," he said. The KDP, who is seeking an autonomy agreement with Baghdad, should be supported, he adds. Soysal explained that the ongoing operations Turkey is conducting in northern Iraq, which is considered a lawless no-mans land, does not contradict the treaty signed in 1946. In fact, the ambassador pointed out that Turkey was assisting Iraq in the preservation of its territorial integrity.

The US should make new efforts to help establish stability in the region, he said. Both the US and Turkey uphold the territorial integrity and sovereignty of Iraq and should find a solution. There are other developments in the region, he noted, such as the normalization of relations between Iraq and Syria, which were cut off in 1980. The two countries have just opened a border crossing and the restoration of a Syrian-Mediterranean pipeline, which was previously bombed, may not be too far in the future, Soysal remarked. "The US should start to seriously consider the effects on the region of the prolonged power vacuum in northern Iraq and consider the possibility of allowing Iraq to reestablish its authority in the region together with the KDP. The time has come to resolve the problems of northern Iraq, install stability in Iraq, and ease Turkey's suffering."

Amb. Soysal, a well known Middle Eastern and Balkan expert, will receive an honorary doctorate from Marmara University on June 17 for his numerous studies and publications in Turkish, French and English. Last year he taught a course on "Diplomacy" at the International Relations Department of Marmara University, which was the first course of this type ever offered in Turkey. He has served as a diplomat in Paris, Damascus, London, Athens, Algiers, Budapest, Buenos Aires, and Lisbon. He has also worked at the Balkan Desk in Ankara and served as a Foreign Ministry spokesman between 1955-60.

"Who's Who in Turkey" notes that Amb. Soysal was awarded a Legion d'Honneur by France for his contributions to French-Turkish relations and his activities in the French-Turkish Cultural Association.

THE WALL STREET JOURNAL EUROPE FRIDAY - SATURDAY, JUNE 13 - 14, 1997

## Turkey's Ruling Coalition Hovers Near Collapse

By JAMES M. DORSEY

*Special to THE WALL STREET JOURNAL EUROPE*  
ISTANBUL — Turkey's Islamist-led government teetered on the verge of collapse Thursday, as Prime Minister Necmettin Erbakan's junior coalition partner presented him with an ultimatum to resign.

The ultimatum came as the military tightened the screws in its attempt to engineer the fall of modern Turkey's first Islamist-led government. Officials of Foreign Minister Tansu Ciller's center-right True Path Party, or DYP, the junior partner in the coalition with Mr. Erbakan's Welfare Party, said the military was stepping up pressure on its members of Parliament to turn their back on the government. "The pressure on DYP deputies with a background in the bureaucracy is mounting," said Husein Kocabiyik, a senior adviser to Mrs. Ciller.

The ultimatum followed a warning by the staunchly secular Turkish armed forces that they would use force if necessary to crush an Islamist uprising they said was nearing. DYP officials said their party would withdraw from the government if Mr. Erbakan failed to step aside by the end of this month to allow Mrs. Ciller to become prime minister.

In principle, Mr. Erbakan and Mrs. Ciller had decided last month that Mrs. Ciller would lead the government into an early election. But the two leaders have been unable to agree on a date for the vote.

Moreover, Mr. Erbakan, before resigning to pave the way for Mrs. Ciller to take over, wants Parliament to pass a law that would neutralize a petition from the country's top prosecutor to the Constitutional Court to ban the Welfare Party on the

grounds that it has violated the secular nature of the constitution. Mr. Erbakan also insists that Mrs. Ciller agree on an election date, and wants some indication that President Suleyman Demirel would endorse the deal and appoint Mrs. Ciller as his successor.

Both the Welfare Party and DYP believe early elections could defeat mounting military-backed pressure for a government that would exclude the Islamists and crack down on Islamic activism. The government and the military have been on a collision course since February, when the armed forces began demanding that the government curb the role of Islam in public life. Since then, pressure on DYP deputies to defect has prompted several members of Parliament to leave the party, while in recent weeks, three DYP ministers have resigned from the government. The defections have deprived the government of its majority in Parliament and left it with only 274 of the 550 seats in the assembly. The government was further weakened on Thursday with the resignation of a deputy from the Welfare Party.

This week, the military has stepped up the pressure on the government with a series of briefings to various segments of

Turkish society, including the judiciary and the media, on rising Islamic activism in Turkey. "Radical Islamic activities have gained momentum towards a civil uprising," said Gen. Fevzi Turkeri at one briefing, during

which he showed a video with images of pro-Welfare rallies where green Islamic



Tansu Ciller

flags flew, Welfare deputies vowed to work for an Islamic regime and Islamic leaders dined with the prime minister.



Necmettin Erbakan

# L'armée turque face à la tentation du « coup »

**LA LUTTE** qui oppose aujourd'hui en Turquie le haut commandement militaire aux islamistes du Parti de la prospérité (*Refah*) du Premier ministre Necmettin Erbakan – accusés de favoriser la dérive de la société vers le fondamentalisme religieux – vient de projeter l'armée sur le devant de la scène politique. Dans ce pays, acquis depuis 1923 au modèle occidental, il apparaît ainsi que malgré l'existence d'institutions démocratiques, d'une société civile développée et d'un secteur privé dynamique, ce sont les militaires qui, en cas de crise, tirent les ficelles du jeu, quatorze ans après avoir rendu le pouvoir aux civils. Ces derniers temps, alors que la société turque compte les points entre islamistes et partisans d'une laïcité érigée en dogme, une question obsède le pays : l'armée recourra-t-elle au coup de force comme en 1960, en 1971 et en 1980 ?

Puissante, respectée pour son rôle de gardienne de l'héritage kémaliste, l'armée fixe les règles du jeu politique au travers du Conseil de sécurité national (MGK), un organe officiellement consultatif mais dont les décisions sont incontournables. Si elle absorbe la plus grosse part du budget de l'Etat (11 % en 1995), elle est aussi devenue un véritable holding. Troisième puissance économique du pays, elle dispose d'un complexe militaro-industriel développé et investit tous azimuts (automobile, bâtiment, agroalimentaire, finance), par le biais, entre autres, de la société OYAK, créée en 1961 afin de donner aux militaires de meilleures conditions de vie. Quels pouvoirs supplémentaires peut-elle réclamer ?

Passionnés par la question, les grands quotidiens laïcs turcs ne font pas mystère de leur aspiration à une nouvelle « révolution » (*ihlâl en turc*), selon la terminologie kémaliste en vigueur – qui préfère ce vocable à celui de « coup » (*darbe en turc*). Selon la presse, des consignes auraient été données récemment aux gradés de s'abstenir de toute déclaration publique et d'annuler pour les mois à venir les éventuels déplacements à l'étranger. Les militaires, souligne-t-on, observent un silence inquiétant, qui tranche singulièrement avec leurs déclarations tonitruantes du début de la crise avec les islamistes en février 1997, lorsque le général Özbek, lors d'un appel à la guerre civile, déclara se sentir capable de « lutter contre les islamistes comme il avait lutté des années durant contre les terroristes du PKK » (Parti des travailleurs du Kurdistan).

Pour d'autres, le scénario du putsch est peu vraisemblable. La Turquie d'aujourd'hui, expliquent-ils, n'a rien de commun avec celle de 1980 et, outre le fait qu'un tel dénouement nuirait à son image, les trois coups d'Etat précédents n'ont fait que mener à la crise actuelle. En intervenant, l'armée n'a fait « qu'aggraver les difficultés du pays », a rappelé, fin mai à Londres, Suleyman Demirel, qui fut par deux fois, en 1971 puis en 1980, déposé de son poste de premier ministre.

En effet, si les généraux turcs sont toujours intervenus dans la vie publique au nom de la défense des valeurs de la République, ce sont eux qui, dès 1980, ont rendu obligatoires les cours de religion dans les écoles publiques. Ce sont les généraux également qui ouvrirent, en 1983, les portes des administrations aux diplômés des établissements religieux. Et c'est au prétexte de « lutter contre le communisme » que l'armée et les gouvernements successifs ont, dès les années 60, contribué à faire le lit des islamistes qu'ils diabolisent aujourd'hui. Pourtant, l'arrivée des islamistes au pouvoir ne s'est pas faite sur la vague d'un renouveau de la ferveur religieuse mais à la

faveur d'un vote visant à sanctionner les partis traditionnels. Et s'il est permis de douter des capacités du *Refah* à apporter le changement, son éradication ne fera que lui donner encore plus d'audience lors des législatives anticipées qui feront suite peut-être à la chute de l'actuelle coalition. Il est vrai, cependant, que le pouvoir civil semble avoir été confisqué. Devenu, lors des législatives de décembre 1995, premier parti de l'Assemblée avec 20 % des voix, le *Refah* se trouve pourtant sous le coup d'une interdiction dont il a peu de chances de réchapper.

Le gouvernement, de son côté, ne s'est réuni en conseil des ministres qu'une fois en trois mois. Ni le *Refah*, ni l'armée, ni les partis politiques laïques, ne proposent la moindre réflexion sur les problèmes récurrents : l'inflation et la corruption de la classe politique en particulier – contre laquelle des milliers d'Anatoliens ont symboliquement « balayé devant leurs maisons » lors d'une campagne de protestation nationale de janvier à mars 1997. En dépit d'une série de révélations sur les disparitions, les exécutions sommaires, le trafic de drogue, et les liens d'officiels avec le crime organisé, jamais aucune des personnalités politiques mises en cause dans l'enquête n'a été sommée de rendre des comptes.

## ABSENCE DE PROJET POLITIQUE

Puissante et moins discréditée que le pouvoir politique qu'elle cautionne, l'armée n'a plus rien de commun avec celle d'Atatürk. Elle n'est pas une entité homogène. Plus de cinq cents officiers et sous-officiers en ont été radiés ces six dernières années pour leur appartenance à des organisations religieuses. Bien qu'elle demeure l'une des institutions les plus respectées, son absence de projet politique, sa rigidité dans le dogme augurent mal de sa capacité à mener le pays au changement.

D'après un rapport confidentiel du Conseil national de sécurité, émis à l'issue d'une des réunions de cette instance en novembre 1996, les problèmes démographiques des Kurdes sont aussi de son ressort : « D'après nos estimations, la population kurde [aujourd'hui 20 % de celle du pays, soit 12 millions de personnes] représentera, en 2010, 40 % de la population totale, et peut-être jusqu'à 50 % en 2025 », affirme le rapport. Pour remédier à ce « danger », il est proposé d'assujettir les familles trop nombreuses à un impôt spécial, tandis que celles qui auraient « moins d'enfants » se verraient attribuer une prime...

Cette vision contraste fortement avec le rapport préparé par la TUSIAD, l'association des industriels et des hommes d'affaires, qui mettrait le doigt sur l'un des aspects fondamentaux du problème kurde : celui d'une région entière dévastée par la guerre (plus de 2 000 villages vidés, deux millions de déplacés), dont la population est poussée dans les retranchements de sa féodalité par le sous-développement économique. Cette même association a également fait preuve d'une audace incroyable en réclamant à plusieurs reprises « un contrôle civil plus strict sur les militaires ».

Les appels à la « révolution » lancés par la presse laïque peuvent dans ces conditions présenter un certain attrait. Encore faudrait-il, pour cela, que le pays se trouve un nouvel Atatürk. Il ne pourrait surgir ni des rangs de l'armée, ni du sérail politique, *Refah* compris, mais plutôt de la société civile, qui constitue la vraie richesse de la Turquie.

Marie Jégo

LE MONDE / SAMEDI 14 JUIN 1997

Le Monde

# Facing Coalition Collapse, Turkish Leader Agrees To Step Aside for Ally

The Associated Press

ANKARA — Turkey's Islamic prime minister will hand over power to the head of his coalition government's center-right partner next week, a party leader announced Friday.

"An agreement has been reached for a power swap," said Hasan Ekinci, a deputy chairman of the True Path Party. The handover will occur Wednesday.

Tansu Ciller, True Path's leader and the deputy prime minister, will become prime minister under the deal. She had threatened to quit the government if Prime Minister Necmettin Erbakan did not step down.

Mr. Erbakan and Mrs. Ciller met for four hours Thursday.

The arrangement is part of a strategy

to ease the military's growing pressure on the government.

The military is upset over the current government's increasing tolerance of Islamic fundamentalism. It issued an ultimatum this week and threatened to use force to crush Islamic radical groups.

In a related development, Tourism Minister Bahattin Yucel, a True Path deputy, became the fourth cabinet minister to resign in less than two months to try to pressure Mrs. Ciller to call off the alliance with Mr. Erbakan's Welfare Party.

"The political tension will grow even deeper if Welfare continues to be part of the government," Mr. Yucel said.

Mr. Ekinci told the private television ATV that a date for new elections would be announced shortly after Mrs. Ciller became prime minister.

Newspapers reported that Mrs. Ciller had accepted Mr. Erbakan's proposal to call a vote in about three months. She had been favoring a date next year.

It was not clear whether the exchange of power would work smoothly.

Mr. Erbakan will have to resign to pave the way for the return of Mrs. Ciller, who was Turkey's prime minister from 1993 to 1996, to the post.

## Plant Closings Bring Power Cuts

Turkey's western regions were suffering from power cuts lasting as long as several hours after a local court ruled that three key thermal plants should be closed to protect the environment, Reuters reported.

"We shut down the plants yesterday after the court ruling," the Energy Ministry undersecretary Ugur Dogan said Friday.

"But a government decree has been prepared to reopen them for reasons of national security," he said. "The government has the right to do that despite court decisions."

The Yenikoy, Kemerkooy and Yatagan coal-fired power plants, all of which are near tourist attractions and leading industrial sites, were shut Thursday, the end of a 30-day period in which the court said the state power producer TEAS would have to implement its ruling.

The Energy Ministry said the plants, with combined capacity of 1,050 megawatts and an output of 5.3 billion kilowatt-hours of electricity annually, had been shut "out of respect for the law."

It added, "Power cuts are inevitable because only 40 percent of the region's electricity needs will be supplied from other regions."

## Herald Tribune

PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

# Turkey's Generals

Turkey's restive generals are pressing Prime Minister Necmettin Erbakan of the Islamic Welfare Party to leave office in the next few days. Their actions amount to a backdoor coup against parliamentary democracy. The generals claim to act in defense of secularism and Turkey's Western orientation. But their intervention will only damage Turkey's reputation in the West.

Last week the army increased the pressure by taking its case against Mr. Erbakan to prosecutors, intellectuals, journalists and civic leaders. This campaign was backed by an implicit threat to use force unless Mr. Erbakan yielded office to his secular coalition partner, Tansu Ciller.

The generals seek to enforce a deal Mr. Erbakan made last year with Mrs. Ciller. Turkey's constitution does not recognize such prearranged alternations. If Mr. Erbakan resigns, President Suleyman Demirel should decide whether his successor would be Mrs. Ciller or a caretaker empowered only to organize new elections.

Mrs. Ciller was the politician most

responsible for Mr. Erbakan's originally coming to office. Welfare won just over 20 percent of the votes in Turkey, more than any other party. But without support from Mrs. Ciller's True Path Party, it could not have assembled a majority.

In a multiparty system, the front-running party has no guaranteed claim to win the prime minister's job if the party fails to win a parliamentary majority. In Mr. Erbakan's year in office, he has made serious foreign policy blunders, like trips to Iran and Libya that seemed designed to provoke Turkey's main military ally, the United States.

The Erbakan government has also made it easier for Islamic groups to display their faith and promote their teachings. That has brought unwarranted fears among many secular Turks that their country is about to turn into another Iran or Afghanistan.

But in a democracy, it is not the army's role to push prime ministers out of office. Turkey's constitution makes the army the official guardian of sec-

ularist traditions. The military has seized on this role to stage three coups since 1960. Each one has weakened Turkish democracy.

The coups have also emboldened the army to block political solutions to the unrest among Turkey's Kurdish minority and to tensions with Greece over Cyprus. Military influence has also aggravated Turkey's severe human rights problems.

The military has provided no answers to the country's underlying political problems, which include a narrow, personality-based party system and a chronic susceptibility to corruption. The army's latest maneuvers against Mr. Erbakan can only reinforce this damaging tradition.

— THE NEW YORK TIMES.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, JUNE 14-15, 1997

**THE DANISH CENTRE  
FOR HUMAN RIGHTS**

## **Appeal for peace and democracy in Turkey**

The crisis in Turkey represents a threat to stability, democracy and human rights. Urgent requests to improve the human rights conditions have been made repeatedly to the Turkish government by international organisations and others in the international arena.

The United States Ministry of Foreign Affairs has recently published a report about the situation in Turkey. It stated that almost three thousand villages in South-east Turkey have been destroyed by government forces in their attempt to fight the PKK - who, themselves, have also made use of terror in their struggle for Kurdish rights. According to the organisation "Reporters Sans Frontières" 154 journalists have been exposed to torture and violence by government forces. An information campaign arranged by Amnesty International stated that severe human rights violations had taken place against children and teenagers when in custody of the Turkish authorities. Violations against freedom of speech and other basic human rights are continuously being brought forward by human rights organisations in Turkey.

Turkey is a member of the European Council and NATO, both of which the securing of human rights in member states is an important task. We would like to appeal to the Nordic governments to make a joint suggestion to the UN Human Rights Commission that a special rapporteur is appointed and that he/she goes to Turkey in order to report on the human rights violations against both the Turks and the Kurds.

If Turkey wishes to extend its relations with other countries in various international forums such as the European Council, the European Union, the OSCE, etc., rule of law in Turkey must be changed.

We urge the Nordic governments to maintain a critical dialogue with Turkey while at the same time be prepared to offer Turkey assistance in strengthening democracy and human rights - values which for years have been corner-stones in the countries that Turkey so eagerly wishes to associate with.

Mr. Anker Joergensen  
Former Prime Minister of Denmark

Mr. Ulf Sundqvist  
Former Minister and leader of the Social Democratic Party in Finland

Ms. Vigdis Finnbogadóttir  
Former President of Iceland

Mr. Ingvar Carlsson  
Former Prime Minister of Sweden

*Copenhagen, June 2, 1997*

M I D D L E E A S T

# DEMOCRACY VS. THE AYATULLAHS

By SCOTT MACLEOD TEHRAN

**T**HE BESPECTACLED PROFESSOR WAS BEGINNING A LECTURE AT Tehran University when about 100 radical Islamic fundamentalists broke through the door. The bearded militants, members of a group called Ansar Hizballahi, or Partisans of the Party of God, began assaulting the students. Terrified by the mob, the professor slipped out a side door and fled from the campus.

That was 18 months ago, but things have hardly improved for Abdelkarim Soroush, the 52-year-old philosopher who has emerged, reluctantly, as the Islamic republic's most dangerous dissident. Soroush poses such a challenge to Iran's powerful religious establishment that his situation is unlikely to be eased by the recent election as President of Mohammed Khatami, who promised more openness and freedom. Soroush's sin, in the eyes of the mullahs, is to question the central tenet of the late Ayatullah Khomeini's notion of Islamic government: that Iran's holy men have a god-given right to rule. That appears to go too far even for Khatami.

Thus authorities have banned Soroush from speaking, writing and teaching. Upon returning from a lecture tour abroad in April, he was dismissed from his remaining post, at a research institute. "I have no opportunity to speak," he told TIME. Such harassment of intellectuals is nothing new in Iran. Soroush is one of hundreds of scholars, writers and artists who have been persecuted for their opinions. But nobody seems to rile the ruling mullahs more than he does. One reason is that he is neither Marxist nor royalist, but a staunch Muslim who participated in Khomeini's 1979 Islamic revolution. With such credentials his ideas appeal to Iranians who supported the revolution but have become disillusioned with the many excesses of clerical rule.

**Soroush is one of hundreds of scholars, writers and artists who have been persecuted for their opinions**

As Soroush sees it, religion may be divine—but the interpretation of religion, a task performed by fallible human beings, is not. If that is the case, Soroush argues, there can be no single interpretation of Islam. And if there can be no single interpretation, he asks, how can any single group of clerics claim the right to be the sole interpreters? "Religion is for the lovers of faith, not the dealers of the faith," he says. While a philosopher's theory is meant to be universal, in this case it represents a bold, if indirect, challenge to Iran's holy of holies, the concept of Supreme Leader, or *velayat-e-faqih*. Small wonder that powerful forces in the regime and its most militant backers, including the extremists of Ansar Hizballahi, are enraged by Soroush and his followers. Islam "will slap these people hard in the face," warns Iran's current Supreme Leader Ayatullah Ali Khamenei.

Soroush is not unique in questioning *velayat-e-faqih*, a concept that was defined by Khomeini in his years of political exile. Drawing on Shi'ite Muslim traditions, Khomeini argued that the 7th century Islamic community governed by the Prophet Muhammad was an ideal that should be reexamined. Khomeini decreed that clerics should govern directly, and after the revolution he became Iran's first Supreme Leader and had *velayat-e-faqih* enshrined in the constitution. But inevitably, some Iranians believe, *velayat-e-faqih* helped make Iran's Islamic

state an authoritarian system of government, complete with the abuses that go with it.

When people chafe at religious guidelines that regulate everything from attire to politics, Soroush's ideas offer hope for gradual reform of an Islamic system that seems here to stay. For Muslims contemplating change in Egypt and Turkey, they provide an Islamic basis for democracy and enable activists to discard the notion that free will is a Western concept. Soroush argues that Islam, which literally means "submission," is not incompatible with democracy. In his view, what makes faith in Islam profound is the act of choosing submission, which requires freedom. Democracy would be "Islamic," he explains, because a government freely elected by a Muslim society would choose to pursue economic, social and cultural policies in accordance with Islamic values.

Fresh ideas like these are turning Soroush into a Muslim folk hero in some quarters. His followers compare him to Martin Luther and the Reformation, and have established a Soroush home page on the World Wide Web. He has the West paying attention, too: the Council on Foreign Relations in New York recently issued a 56-page study devoted to Soroush's political thought.

But Soroush doesn't hold out much hope that the clerical establishment will relent despite the election of Khatami. A year ago, he wrote a bold letter to outgoing President Ali Akbar Hashemi Rafsanjani, another moderate, detailing his persecution and appealing for help. Rafsanjani never responded. ■



SCOTT MACLEOD

# Herald Tribune

PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

SATURDAY-SUNDAY, JUNE 14-15, 1997

## EDITORIALS/OPINION

# Turkey and the Dilemma of Its Western Allies

By Philip H. Gordon

**A**NKARA — The word going around Ankara recently was that the chief of the general staff had issued an order that all generals remain in the country for an unspecified period. The reason was not some feared military invasion or even an escalation of the war against the separatist Kurdish Workers Party in the southeast. Rather, it was a not-so-subtle message to the minority Islamist government of Necmettin Erbakan that it had better watch its step. In a country that has seen the military take power from civilians three times since 1960, such messages deserve to be taken seriously.

Talk of a possible coup in Turkey has been heard ever since the country's first Islamist-led government took office last summer, but it has grown in recent weeks. Mr. Erbakan has not only been dragging his feet over the implementation of a number of measures demanded of him by the military-dominated National Security Council, but he is now directly challenging the army over its operation against the Kurdish separatists in Northern Iraq.

Earlier this past week, Mr. Erbakan — who benefits from Kurdish support because of his ambiguous stance over the war against the Kurdish Workers Party, or PKK — announced that the incursion into Iraq would soon end, but he was quickly "corrected" by the military. Instead of terminating the operation, a military source now accuses the government of trying to cut off

already been one, a "permanent" one, to paraphrase what François Mitterrand once wrote about de Gaulle's France.

Through military pressure, Mr. Erbakan has been forced to accept a large number of measures he had once opposed: legislation extending secular education and curbing the influence of Islamic schools; a purge of suspected Islamists from the military ranks; an extensive series of defense agreements with Israel; a customs union with the EU, and the extension of Operation Provide Comfort, which allows U.S. and British planes to operate over Northern Iraq from bases in Turkey.

Mr. Erbakan's Islamists have been allowed to hold office, but not power. There should be little doubt that if he ever tried to exercise power, the military's implicit coup could become a real one.

This whole situation presents a terrible dilemma for Turkey's Western allies, one that would get immeasurably worse if the military were to feel obliged to act. While there is some sympathy in the West for the Turkish military's role in preventing a minority Islamist party from imposing its radical policies on a country whose majority remains secular and pro-Western, it is also increasingly awkward for U.S. and European leaders to turn a blind eye to such blatant interventions in the democratic process.

Solutions to Turkey's problems lie primarily with the country's established political parties, whose corrup-

tion, cronyism and petty personal struggles are among the main reasons for growing support for Mr. Erbakan. But the West can help. The threat of sanctions against the military would not be credible or advisable given Turkey's strategic importance, but Western leaders can and should remind the Turkish military that a direct intervention on its part would not help, and could easily make things worse.

Second, the West, and particularly the EU, should adopt a more inclusive attitude toward Turkey, and in particular avoid the unhelpful and insulting suggestion that Turkey must be excluded from Europe because of its culture or religion. Finally and most important, Western countries should continue their efforts to support Turkish economic reform and integration with the world economy. As in other countries, Turkey's rapidly growing economy could over time lead to a flourishing middle class, the decline of extremist parties, civilian control of the military and increasingly stable and representative democracy.

With its population of more than 60 million, borders with Iran, Iraq, Syria and the Caucasus and a key role as the West's main ally in the Muslim world, the stakes could hardly be higher.

*The writer, a senior fellow at the International Institute for Strategic Studies, contributed this comment to the International Herald Tribune.*

The Guardian Monday June 16 1997

# Leading Muslim states unite to challenge G7

Andrew Wood in Istanbul

**L**EADERS of eight of the world's biggest Muslim states, meeting in Istanbul yesterday, launched a new group for economic and political co-operation.

The organisation, called the Developing Eight, or D8, links Nigeria, Egypt, Iran, Pakistan, Bangladesh, Malaysia, Indonesia and Turkey.

It is seen as an Islamic counterweight to balance the G7 group of industrialised democracies, meeting in Denver, Colorado, later this week.

Twenty years ago, a meeting of the D8 leaders would probably have agreed that the West had a moral obligation to give aid to promote economic development.

Now the talk is of globalisation and technology transfer. The declaration issued by the summit said the eight leaders recognised "the need for a stable macro-economic framework, and open markets".

The eight share a population of 800 million and range from the dynamic economies of Malaysia and Indonesia to Bangladesh, one of the world's poorest countries. Together they represent less than a 40th of world economic output. The Bangladeshi prime minister, Sheikh Hasina, said: "What we need now are extended hands of co-operation, and not simply handouts."

President Suharto of Indonesia, the largest Muslim country, said: "Whether we like it or not, whether we are prepared or not, we will be drawn into the implacable arena of global competition. We must prepare for the inevitable."

The D8 has agreed to set up 50 joint projects, including a business council. Many of the speakers talked of improving trade links within the group.

Turkey has said other developing countries are welcome to join, whether or not they share an Islamic heri-

tage, but the Malaysian prime minister, Mahathir Mohamad said the D8 shouldn't become too big, and must show results to be credible. "If we fail, we should not make a pretence of being useful. We should fold up rather than hold meaningless meetings."

The D8 is an initiative of Turkey's first Islamist prime minister, Necmettin Erbakan, who is attempting to turn the country back towards its Muslim roots.

But the army, which guards the country's secular traditions, worries that Turkey is drifting towards fundamentalism under Mr Erbakan. Early elections have been called to try to resolve the crisis caused by the confrontation.

The D8 meeting might be the last appearance by Mr Erbakan on the world stage. He has now agreed to hand power over to his secular partner in the coalition government, Tansu Ciller, later this week.

Turkish Daily News — June 17, 1997

## Barzani demands payment for KDP peshmergas

KDP peshmergas will be posted to previously evacuated villages to create a security zone to protect the Turkish border against the PKK

**Experts:** 'The Turkish army is ready to strike the final blow to 1,500 PKK militants who have already started to infiltrate the operation area'

**SAADET ORUÇ**  
Ankara - Turkish Daily News

■ Massoud Barzani, the head of the Kurdistan Democratic Party (KDP)

demanding payment for KDP peshmergas who are to be posted to the bordering villages, sources told the Turkish Daily News. The "limited" cross-border operation of the Turkish army will continue until the Massoud Barzani-led KDP gains complete control. It was also reported that the steps to establish a security zone have gained momentum.

The KDP peshmergas, reportedly supplied with arms and food by Turkey will be located to villages that had earlier been evacuated by the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK) in order to form a security zone in the area to protect the Turkish border against the PKK separatists. However, same sources added, "We are not sure whether these peshmergas will be able to protect the area affectively." Turkey gives the KDP the food and arms captured from the arrested PKK separatists," the source claimed. The Turkish army will remain in northern Iraq until the KDP gains complete control in the region, sources reported to the Turkish Daily News.

An earlier TDN story quoted a top military official as saying that there would be no withdrawal until the target of cleaning the area of separatists was achieved in full.

**KDP versus PKK & Islamists**  
"The KDP has suffered greatly because of the cooperation between the Islamists in northern Iraq and the separatist PKK (Kurdistan Workers' Party). That means

more time is required to install KDP authority in the area. If the troops started to withdraw now from northern Iraq, it would surely take until August. But there are indications that the army will continue its operations in order to completely clean the area of the PKK. The aim was to prevent the summer and autumn PKK attacks. If the operation lasts until the autumn, then it confirms that Turkey is really determined to establish the security belt this time," claimed the source.

### **1,500 separatists move toward the operation area**

Meanwhile, reliable experts on northern Iraq said that the Turkish army is prepared to fight against the 1,500 PKK militants who have already started to infiltrate the operation area. The source told the Turkish Daily News that the separatists were forced to withdraw to areas close to Arbil, Iran and Syria. Reportedly, 1,500 PKK members moved towards the operation area from Iran, Syria and the inner parts of the Iraq.

### **SPMG meets**

The Supervisory Peace Monitoring Group (SPMG), which was established in the framework of the Ankara peace process, held its meeting on Monday. The meeting that included participants from the Kurdistan Democratic Party (KDP), Patriotic Union of Kurdistan (PUK), Turkmen Front, Turkey, Britain and the United States lasted only half an hour. In the meeting, the KDP claimed that the PUK had violated the ceasefire in some areas. The committees which were scheduled to become established after the fourth round of the Ankara peace process are reportedly not able to meet, sources said. Shazad Saib, the PUK's representative to Ankara defined the ongoing Ankara process as "lazy."

### **KDP pressure on Turkmen**

Meanwhile, the Turkmen teachers (who were trained at Bilkent University) are faced with KDP pressure in northern Iraq. Hasan Özmen, a Turkmen politician told the Turkish Daily News. "They were not permitted to carry out their professions," he said. In addition Ismet Kocak of the Turkmen Front stated that there has been such problems before. "It is a bureaucratic process. It will probably be solved by the Turkmen Front," he said. Faik Nerweyi from the KDP also denied the allegation.

## **UN responds to Turkey's Iraq trade wish**

*Ankara - Turkish Daily News*

■ Recai Kutan, the minister for energy, has stated that the United Nations has responded to Turkish demands regarding the ongoing trade embargo on Iraq, the Anatolia news agency reported on Monday.

"There is a strong possibility that Turkey

will be able to begin trading with Iraq. It is still being negotiated but the result will most probably be positive," said Kutan, adding that the U.N. embargo which commenced after the Gulf War had harmed the Turkish economy as much as the Iraqi economy. He also referred to the priority which is given to Jordan, the only country which does not have a U.N. ban against trading with Iraq.

**Turkish Daily News — June 18, 1997**

## **William Cohen: 'Turkey attacked terrorists in northern Iraq'**

*Washington - Turkish Daily News*

■ U.S. Secretary of Defense William Cohen gave another example of the strong support all U.S. administrations have traditionally given to the Turkish Armed Forces by defending Turkey's incursion into the northern Iraq at his first NATO news conference.

In reply to a loaded question which accused Turkey of invading northern Iraq, Cohen said that simply was not the case.

"I believe that the Turkish government has decided to attack those groups that they find to be terrorist in nature," Cohen said, ignoring the fact that the U.S. State Department also calls the Kurdistan Workers' Party (PKK) "a vicious terrorist organization" at every opportunity.

"...And they do not assume any occupation of the territory of northern Iraq. But they have, over a long period of time, been concerned about terrorism directed toward Turkey and they have tried to eliminate that.

So we don't have any position beyond that — that the Turkish government is taking that position on a temporary basis. I don't believe it's long term, but that's a matter about which I'm not familiar with any more facts than currently exist," Cohen concluded.

The Turkish troops, according to the latest wire reports, have already started to withdraw from northern Iraq, having satisfied their objective of eliminating PKK strongholds in the region.

# The American message is loud and very clear

The era when the West accepted military regimes in Turkey is over. Whoever wants to stage a coup has to do it without the backing of the United States and the European states...

For the past few days we have been getting some interesting signals from Washington, which the major newspapers which have been calling for a military coup in Turkey have been ignoring... First it was U.S. Secretary of State Madeleine Albright stating her country wanted secularism to survive in Turkey but that it was also strongly against any unconstitutional acts, a clear reference to a military coup.

Albright said any changes in Turkey's government should occur "within a democratic context and with no extra-constitutional approach." State Department Spokesman Nicholas Burns further made it clear that Washington did not want a military takeover in Turkey.

But that was not all. The Los Angeles Times reported the Clinton administration had warned Turkey's military leaders that the United States will not support a coup against the Islamist-led government.

So Washington has put the record straight: NO COUPS... This was only to be expected. We had said this several months ago after our visit to Washington where we had the opportunity to meet some top American officials. We said the United States supports secularism and democracy in Turkey and does not like the Islamists, yet this does not mean it will give its support to a military coup against an elected government... The Americans feel a coup would be disastrous for Turkey's relations with the West. They say



## Editorial

İnanur Çevik

such a military intervention would only be welcomed by the enemies of Turkey at Capitol Hill who are dying to find an alibi to hurt Turkish interests... The Americans stress the U.S.

Administration has excellent relations with the Turkish military, yet it simply cannot approve of any kind of military intervention in Turkey. "The Americans want a strong Turkish military because they feel Turkey vital for their security interests in a very volatile region," a State Department official told the Turkish Daily News in Washington a couple of months ago. The same official added, however, that a coup would definitely mean a wide ranging arms embargo against Turkey which would weaken the defense capability of the Turkish Armed Forces.

The official also warned that all the doors of the European Union would be shut to Turkey forever. "Some EU countries are dying for the Turkish military to give them that pretext," he said. On Monday the ambassador of an EU country confirmed this and stressed a coup would mean the end of the relationship between

the union and Turkey...

When we returned to Turkey we had the opportunity to convey the U.S. messages in our stories and TV programs. Some people were highly skeptical and even said we were not reflecting the U.S. view and that the Americans would pay lip service to a military intervention.

Time proved us right. Now the American administration is coming out vocally against a military takeover in Turkey. We feel the time has come to put an end to these debates in our country. The military is a unique part of our culture. We cannot and should not ignore its role in our society and yet everyone, including some generals, has to show extreme care not to undermine this very important institution. The good name of the Turkish Armed Forces should never be a part of the controversies in our country.

The recent talk that some leading military commanders will be retired is completely unnecessary and counterproductive. Several top generals are up for retirement according to military rules and regulations with the decision of the military leadership in August. It is unwise to create speculation around the names of very valuable people like Admiral Güven Erkaya and others. Let the military take its vital decisions according to its own rules and traditions.

We feel both the military and the government should abandon their headline positions and strive to defuse the current tensions...

**Editor's note:** Our very dear friend Prof. Zvi Elpeleg, the ambassador of Israel, has flown home urgently for heart treatment. Even in his hour of distress he did not forget us and showed his kindness by calling us from the airport to say goodbye. We pray for his speedy recovery and hope he returns to be with us for the next few months when he ends his short but very productive diplomatic mission in Ankara.

## 'No coups,' US warns Turkish military

Washington - Turkish Daily News

■ The Clinton administration has warned Turkey's military leaders that the United States will not support a coup against the country's Islamist-led government, the Los Angeles Times reported in its June 14 edition.

According to the paper, Secretary of State Madeleine Albright said any changes in Turkey's government should occur "within a democratic context and with no extra-constitutional approach," while a White House official put the message more bluntly, saying: "No coups."

The paper said over the past two weeks U.S. emissaries told the Turkish military "at least twice" that the United States was against a coup.

Here is the text of the Los Angeles Times story written by the Washington bureau chief of the paper:

The Clinton administration has warned Turkey's military leaders that the United States will not support a coup against the country's Islamist-led government, officials said on Friday.

Secretary of State Madeleine Albright said any changes in Turkey's government should occur "within a democratic context and with no extra-constitutional approach."

A White House official put the message more bluntly, saying: "No coups."

In the wake of statements by Turkish generals that suggested they were considering a coup, U.S. emissaries have delivered the American position to that country's military leaders at least twice in the last two weeks.

Turkey's military has intervened several times in the nation's modern history to restore law and order, with at least tacit U.S. support.

But in this case, officials said, a coup might only strengthen the Islamist party of Prime Minister Necmettin Erbakan — who has upset the country's secular elite with plans for limited Islamic reforms — and lead to more unrest.

"We don't see military intervention as a silver bullet to solve this problem," the White House official said.

"First, we don't like coups. And second, it is unlikely to undercut the appeal of Erbakan," he said. "We have strongly urged the military to defend its ideals but in a constitutional way... We admire the objective, but we don't think the means are appropriate."

He said Deputy Secretary of State Strobe Talbott delivered that message to Gen. Çevik Bir, deputy chief of staff of Turkey's armed forces, during a visit last week to Ankara, the Turkish capital.

This week, as several Turkish generals issued statements that sounded like preludes to a coup, the administration repeated the message, he said. And on Friday, Albright made the U.S. concerns public.

"We obviously are watching and have been watching the situation very carefully," she said.

"We have made very clear that it is essential that Turkey continue in a secular, democratic way," she said.

"We have also made clear that it's very important that whatever issues are going on there, whatever discussions and whatever changes people are thinking about, that they have to be within a democratic context and with no extra-constitutional approach."

Turkey, a military ally of the United States in the North Atlantic Treaty Organization, has been led since 1995 by an unstable coalition government including both Erbakan's religion-based Welfare Party and the secular True Path Party.

Erbakan became prime minister last June and stepped up his party's efforts to promote Islamist schools and other organizations.

He also declared his intention to improve Turkey's relationship with Islamist-ruled Iran.

On Friday, Erbakan agreed to hand over the prime minister's office to Tansu Çiller of coalition partner True Path. But it was unclear whether that change would satisfy Erbakan's military critics, because the Islamist leader appeared intent on keeping the most powerful Cabinet positions for his own party.

# Military doesn't trust Iran on assurances re PKK

Turkish Daily News — June 18, 1997

One Turkish military source slammed the credibility of Iranian assurances that Iran never permits the PKK on its soil, saying that this would likely be allowed and that security would probably not be provided at the Turkey-Iran border

## METEHAN DEMİR

Ankara - Turkish Daily News

■ The General Staff is putting little stock in Iranian President Hashemi Rafsanjani's recent statement that Tehran has appointed a general with full authority over the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) and Turkey's security problem at the border with its neighbor.

Iran's announcement is falling on deaf ears due to a distrust rooted in earlier unfulfilled promises from Iran that PKK terrorists would not be using bases within its border.

Based on prior experience with similar claims, one Turkish military source slammed the credibility of Iranian assurances that Iran never permits the PKK on its soil, saying that this would, in all likelihood, be allowed, that full security would not be provided at the Turkey-Iran border and that PKK separatists would continue to infiltrate Iran and use the country as a base, both medically and militarily.

An Iranian major general responsible for the border areas with Turkey may be appointed as the designated official to help dampen Turkey's concerns over Iran's support for the PKK, said a Turkish general. He added that a similar scenario was played out last year but that no action had been taken. Iranian officials recently said there was a possibility that high-level army officials might sit on the security committee set up by the two countries.

"Last year, a military delegation went to Iran at the invitation of the Iranian security forces responsible for the border areas in order to pinpoint PKK camps in the country. But it failed to yield positive results because of the Iranians' reluctance and slowness in identifying exact locations that were given by the Turkish Armed Forces. Another problem was that those sites were also evacuated just hours before [the delegation's arrival]," the same general said.

Scoffing at the mock efforts on the Iranians' part, he continued: "During our

inspection visit, Iranian officials said the speed limit on the road to these places where the PKK camps were allegedly based is 20 kph. And we were also taken to other places instead of the designated areas."

The general said he was certain that Iran would claim everything possible was being done to prevent terrorist activities and bases and to protect from PKK infiltration. He said he was equally certain there would be no positive development to prevent the PKK activity there.

Turkey has accused Iran of backing terrorist activities both in Turkey and at home, and of trying to export its fundamentalist regime to its neighbor.

In recent weeks, the Turkish military also openly accused Iran, along with other countries, of supplying the PKK with sophisticated anti-aircraft missiles which were used to shoot down two Turkish army helicopters.

At the D-8 summit held last week in Istanbul, Ankara notified Iran that PKK terrorists had been crossing into its territory. Turkey's security concerns have been a matter of discussion at all levels of bilateral relations with Iran.

Also during the Istanbul meeting, the Turkish Foreign Ministry presented Iran with an extensive file on terrorist activities in southeast Turkey, Iran and northern Iraq. A section was devoted to PKK fighters' alleged use of Iranian territory for launching acts of violence.

Since the mid-May start of the Turkish incursion in northern Iraq, members of the PKK who escaped to Iran are known to have been treated medically in several camps and hideouts in the Iranian villages of Mako, Givik, Gulali, Meyhem, Urumiye, Aliferez, Suledekul, Gasyan, Zive, Nove, Seriguere, Kozvin, Kocala, Jerme, Gader and Kotur, according to Kurdistan Democrat Party (Iraqi Kurd) sources.

Turkey has urged Iran to solve border security problems with new, reliable and mutual mechanisms and has discussed this with the Iranians, so far without any positive response.

Tehran has denied Turkish officials' and press claims that it is sheltering and helping PKK fighters in Iran, saying it is trying to combat the terrorist activities.

Turkey has made almost 50 high-level contacts this year alone in attempt to coax Iran into taking what it sees as necessary measures against the activities of the outlawed PKK.

washingtonpost.com

| home page | site index | search | help |

## More Than 900 Kurds Reportedly Killed in Iraq

From news services  
Sunday, May 18 1997; Page A23  
The Washington Post

The Turkish cross-border offensive against Kurdish separatists in northern Iraq has killed 902 Kurdish guerrillas in a four-day incursion into northern Iraq, the government-owned Anatolian news agency said yesterday. It quoted sources at military headquarters as saying 141 Kurdish Workers' Party (PKK) guerrillas had been captured. There was no independent confirmation of the figure.

A spokesman for a Brussels-based, pro-rebel television station disputed the casualty figures, although he would not say how many rebels had died. "It's a huge lie. . . . It is impossible to inflict such a great loss on guerrilla fighters," Irfan Dogan of MED-TV said.

Anatolian said 12 Turkish troops have died in the four-day-old operation. However, Dogan said the rebels have killed 40 Turkish soldiers.

Yesterday, Turkish jets bombed six Kurdish rebel camps about nine miles inside Iraq, Anatolian said, and Turkey sent 30 more tanks across the border. The offensive is aimed at the Iraqi bases of the separatist PKK, whose 10,000 fighters the military has all but chased out of Turkey.

© Copyright 1997 The Washington Post Company

[Back to the top](#)

## TURQUIE Une fédération interkurde ?

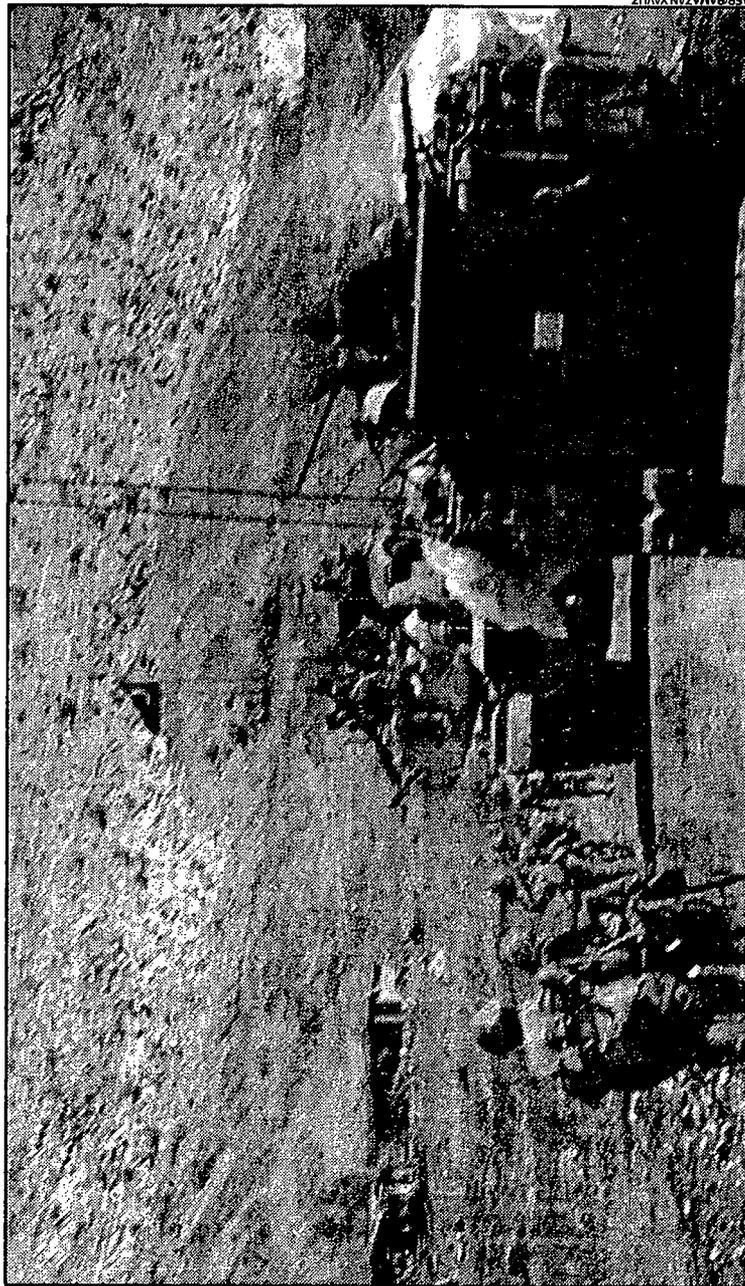


■ En Turquie, en Irak, en Syrie et en Iran vivent entre 25 et 30 millions de Kurdes. Un de leurs dirigeants, Serafettin Elçi, vient de proposer que les droits des Kurdes de Turquie soient reconnus par une Constitution de type fédéral. Estimant

qu'une amorce de ce système existe en Irak, où l'on reconnaît la spécificité kurde, il considère que les dirigeants de Bagdad, de Damas et même de Téhéran pourraient se joindre à ce régime fédéraliste. Ancien ministre de l'Urbanisme et député du Parti républicain du peuple (PPP) en 1970, Serafettin Elçi fut victime de nombreuses mesures répressives, surtout de la part des généraux putschistes en 1980, alors que les militants kurdes l'avaient expulsé de leur parti. Pensant que la question kurde ne peut être réglée par les armes, Elçi a décidé de créer le Parti démocratique des masses (DKP). Lors d'une interview donnée à Avni Ozgürel du quotidien intellectuel *Radikal* (tirage : cinq cent mille exemplaires) il explique ses motifs : "La question kurde est à la base de tous les autres problèmes. Aussi longtemps qu'elle n'aura pas de solution, il ne sera pas possible de faire avancer la démocratie, de mobiliser le potentiel économique, ni d'obtenir la paix sociale (...). Nous avons assisté à vingt-sept révoltes. A l'heure actuelle, il y a un climat de guerre de basse intensité (au Kurdistan turc). Ce serait, bien entendu, une erreur de fonder l'unité nationale sur l'unité ethnique ou culturelle." □

HORIZONS INTERNATIONAUX

# Kurdistan : les vraies raisons d'une sale guerre



Entrée des troupes turques en Irak, le 14 mai dernier.

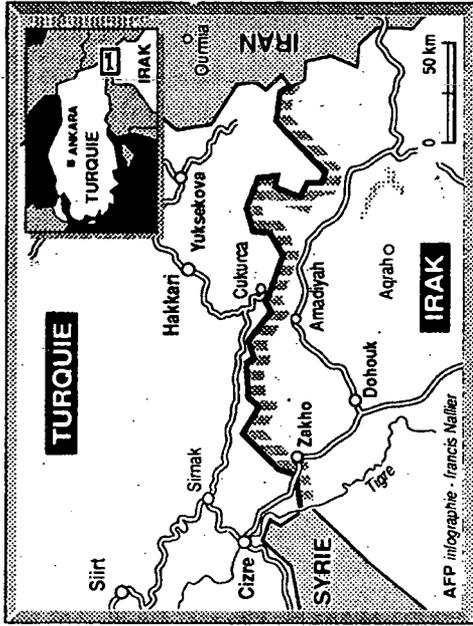
L'ARMÉE turque est engagée depuis le 14 mai dans une opération de très grande envergure dans le nord de l'Irak, dont on sait fort peu de

l'état-major. Autre information intéressante (lue dans la presse turque), la présence de conseillers militaires israéliens, en plus des Américains, qui disposent de

tant de renseignements sur les forces turques - les seules informations glanées par les habitants des régions frontalières

ton et Tel-Aviv comme menaçant les intérêts du premier et la sécurité du second.

Sans aucun doute, les tentatives de rapprochement ébauchées



AFP Infographie - Francis Melier

sérieux juste après ces déclarations, faites fin janvier lors de sa visite au siège de l'OTAN à Bruxelles. Ce qui laisse à penser que la défense de la laïcité est loin d'être le seul enjeu du bras de fer en cours entre l'armée et le Refah.

Pour Aslan Yildiz, du journal « Demokrasi » (voir ci-dessous), « l'essentiel, aujourd'hui, pour l'avenir de la Turquie, ce n'est pas le conflit Refah-armée, mais bien le problème kurde. Tant qu'on ne laissera entre les mains des militaires, il n'y aura pas de solution. L'armée a déjà tout essayé : la répression, les meurtres, la guerre. Elle exporte maintenant cette guerre au-delà des frontières, en Irak et peut-être demain en Iran, si l'on en croit les mises en garde proférées par les généraux du Conseil de sécurité nationale ».

Pourquoi une telle obstination à refuser la solution politi-

l'Etat d'Ankara. Vingt-neuf militants ont écopé de quatre ans et demi et un autre de vingt-deux ans pour avoir abaissé le drapeau turc et brandi un drapeau du PKK lors d'une fête du parti en juin dernier.

« Une provocation destinée à éloigner le peuple du Hadep en faisant l'amalgame avec le PKK. Mais nous n'avons aucun lien organique avec le PKK. Nous voulons défendre la cause kurde légalement et non par la lutte armée. C'est l'Etat qui refuse aux Kurdes toute possibilité d'expression démocratique », commente le secrétaire général du Hadep, Hamit Guelani.

Et si la poursuite de la guerre arrangeait finalement bien l'armée? Elle lui permet de maintenir des effectifs énormes (800.000 hommes), de disposer de 12 % du budget de l'Etat, de garder une mainmise sur les provinces kurdes, soumises de-

chose. Ce qui se passe dans cette région, pourtant placée depuis 1991 sous protection internationale, est classé « top-secret ». Les journalistes qui ont tenté d'y pénétrer ont été refoulés. Hormis les communiqués de l'armée turque sur les pertes infligées au Parti des travailleurs du Kurdistan

## Une radiographie des déchirements kurdes

Chris Kutchera, journaliste indépendant, « Le Défi turc ou le Réve fou de l'indépendance » meilleurs spécialistes de la question kurde. Il retrace dans son dernier livre l'histoire de ce peuple

25 millions d'hommes et de femmes, déchiré par le jeu des grandes puissances, les frontières des pays qui se partagent son territoire (Iran, Irak, Syrie, Turquie) et par ses propres luttes intestines et les divisions de ses chefs.

Le combat des Kurdes pour l'autodétermination a commencé au début du siècle dans les trois principaux pays où il continue de se dérouler : l'Irak, l'Iran et la Turquie.

En Irak, la division entre les chefs des partis kurdes qui, constate l'auteur, « n'ont plus de

d'une base militaire à Irbil et de moyens de surveillance aérienne de la région dont ils font bénéficier leur allié turc.

L'opération en Irak pourrait bien être la concrétisation de l'alliance stratégique Etats-Unis - Israël - Turquie mise sur pied par Washington dans le cadre de la nouvelle disposition de ses forces au flanc sud de l'OTAN. La Turquie vient de signer un accord de coopération militaire avec Israël qui prévoit notamment l'utilisation de l'espace aérien turc par les avions israéliens. Sont directement visés par un tel dispositif l'Irak et l'Iran, considérés par Washing-

ton comme le premier ministre islamiste Necmettin Erbakan à l'égard de l'Irak, du Soudan ou de la Libye n'ont pas été du goût du Pentagone. Ni ses réticences à l'égard des manœuvres militaires communes prévues cet été avec Israël, dont il a annoncé l'annulation alors que les généraux maintiennent leur programmation. On n'a pas apprécié non plus ses menaces de s'opposer, en juillet, lors de la réunion de l'OTAN à Madrid, à l'extension vers l'est d'un bloc militaire dont la Turquie est, en Orient, le principal pilier. Il est à noter que les ennus de M. Erbakan avec l'armée ont commencé à devenir

que d'un problème qui empêche la vie de millions de Turcs et de Kurdes et ruine le pays ? Plus de 4.000 villages kurdes ont été brûlés par l'armée. Trois millions de réfugiés s'entassent dans les banlieues d'Istanbul, d'Ankara ou d'Adana. A Diyarbakir, la population, montée à 1 million d'âmes, souffre de famine. L'Etat s'acharne contre toute expression démocratique kurde : le parti HADEP, successeur du DEP interdit - sa députée Leyla Zana est toujours en prison -, est à son tour menacé d'interdiction. Son président, Murat Bozak, vient d'être condamné à six ans et demi de prison par la Cour de sûreté de

puis quarante ans à l'état d'urgence. Une situation de non-droit qui permet bien des choses : notamment le développement de toutes sortes de trafics - armes et drogues notamment - contrôlés par une mafia dont on sait désormais qu'elle associe d'anciens Loups gris - tueurs fascistes - à des hommes politiques (le ministre de l'Intérieur, membre du parti de İsmail Çiller, obligé de démissionner, et un député kurde du même parti) et à des membres des services de sécurité.

Décidément, cette sale guerre profite à bien du monde. En Turquie et au-delà.

FRANÇOISE GERMAIN-ROBIN

## « Demokrasi » ou la rage de survivre à la censure

DANS le quartier de Yenikapi, au coin d'une rue calme, il y a une inculpation par semaine. Ces derniers temps, c'était deux ou trois par jour. Il suffit que nous parlions de la question kurde ou de l'armée pour risquer la saisie. Cette fois, la cour a prononcé une fermeture de cinq mois et demi. Aussi avons-nous décidé de créer un autre titre avec une autre direction. Cela obligera l'Etat à reprendre toute la procédure, qui demande de six mois à un an.

Ce jeu du chat et de la souris dure depuis 1992 et la parution du premier quotidien prokurde, « Ozgur Gundem » (« Libre Ordre du jour »). Tout de suite dans le collimateur des services de sécurité parce qu'il publie des interviews du chef du PKK, Abdullah Ocalkan, le journal est plusieurs fois saisi et suspendu. Cinq de ses journalistes sont assassinés, plusieurs autres emprisonnés. Il est interdit deux ans après sa parution. « Ozgur Ulke » (« Pays libre ») le remplace et connaît à son tour la censure, les saisies, les assassinats de journalistes et même des placements. Il est à son tour interdit

en 1995 et remplacé par « Yeni Politika » (« Nouvelle Politique ») qui tient à peine six mois. « Demokrasi », qui prend la suite, aura duré plus longtemps : presque deux ans, et connu bien des drames, notamment le bombardement du siège au lancement de la révolution! Aslan Yildiz fut parmi les blessés. Ce qui ne l'empêcha pas, avec l'équipe de jeunes journalistes qui l'entoure, de préparer le successeur de « Demokrasi ». Il paraîtra fin juin et pourrait s'appeler « Ozgurluk » (« Liberté »).

F. G. R.

● L'HUMANITE/JEUDEI 19 JUIN 1997 - 21

Turquie • La crise politique et institutionnelle qui couve depuis des mois atteint son paroxysme • L'armée s'oppose ouvertement au pouvoir grandissant des islamistes et conduit en Irak une escalade dangereuse dans la guerre contre les Kurdes.

# Grave crise en Turquie, où s'affrontent l'armée, l'islamisme et les Kurdes

Le premier ministre islamiste turc, Necmettin Erbakan, a présenté sa démission hier soir au président

Suleyman Demirel, conformément à un accord passé la semaine dernière avec sa partenaire au sein de la coalition au pouvoir,

M<sup>me</sup> Tansu Ciller, chef du parti de droite de la Juste Voie (DYP). Aux termes de cet accord, M. Erbakan devait céder son

poste de premier ministre à M<sup>me</sup> Ciller, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères. La nouvelle équipe devrait expédier les affaires courantes et préparer des élections législatives anticipées dont la date n'a pas été fixée.

## Tansu Ciller, la « survivante »

Comment s'en débarrasser ? C'est la question que se posent la majorité des Turcs à propos de Tansu Ciller, qu'ils considèrent comme la « complice » d'Erbakan. Le mot n'est pas trop fort puisque la pimpante patronne du DYP qui se posait, alors qu'elle était premier ministre, en « rempart contre le péril islamiste » n'a rien eu de plus pressé que de s'allier au Refah. Son but : rester au pouvoir à tout prix pour échapper aux poursuites judiciaires qui la menacent pour différentes affaires de corruption, et pour ses liens avec la mafia, notoires depuis l'affaire de Susurluk (voir ci-contre). Elle a échangé l'entrée de son parti dans la coalition d'Erbakan contre le retrait des demandes d'enquêtes déposées contre elle par le Refah. Cedat Ergin, éditorialiste du journal « Hür-



devenue premier ministre, en 1994, toute la Turquie était fière d'avoir à sa tête cette jeune femme aux allures si modernes et qui plaisait tant à l'Europe. »

Cette crise illustre – outre le rôle politique joué par l'armée, qui a déjà fait trois coups d'Etat (1960, 1971, 1980) – le caractère antidémocratique du système électoral : les élections se font au scrutin majoritaire à un seul tour, avec un minimum de 10 % des voix sur le plan national pour être représenté et interdiction des alliances électorales avant le scrutin, ceci pour écarter les Kurdes et la gauche marxiste de l'Assemblée. Résultat : le Refah est au pouvoir alors qu'il n'a obtenu en 1995 que 21 % des voix et 33 % des sièges. Combie d'injustice, il a récupéré les sièges qui auraient dû aller au parti kurde Hadep, lequel n'avait pas passé la barre des 10 % sur le plan national, mais arrivait largement en tête au Kurdistan.

FRANÇOISE GERMAIN-ROBIN

## Entretien avec Nail Satilgan

# Une bipolarisation dangereuse

L'autre solution serait la nomination comme premier ministre d'un des dirigeants de l'opposition parlementaire, sans doute M. Yilmaz, chef du Parti de la mère patrie (ANAP) qui s'est dit prêt à former une large coalition englobant tous les partis représentés à la chambre, excepté le Refah.

Le scénario mis au point par Necmettin Erbakan et Tansu Ciller pour parer la menace n'est cependant pas assuré du succès : le président Demirel, qui désignera le prochain premier minis-

# La toile d'araignée du Refah

De notre envoyée spéciale.

L'pleut sur Ankara, ce samedi de juin, et le parapluie n'est pas de trop pour aller d'une expo à l'autre. Les expos, ce sont celles qu'organise le Belmek, une coopérative artisanale qui commercialise les travaux réalisés par quelque 8.000 femmes, élèves des 72 cours de couture, broderie, tapisserie et peinture sur soie créés dans toute la ville par la municipalité islamiste. Des femmes souvent issues des milieux défavorisés qui trouvent là un moyen de sortir de l'enfermelement du logis ou du bidonville. Avec la caution morale qu'offre le Refah, parti islamiste maître d'Ankara depuis 1994 et grand ordonnateur de ce réseau de « socialisation des femmes ».

Aref Yilmaz, qui dirige le département de la culture de la municipalité, n'est pas peu fier de l'œuvre réalisée : « En trois ans, nous avons déjà formé plus de 22.000 femmes. Nous sommes en passe de réaliser le programme de notre maire, Meikh Gökçek, dont l'un des slogans de campagne était Un atelier pour chaque maison. »

L'organisation du Refah est impressionnante. Les femmes

sont encadrées par des enseignantes recrutées par la mairie, lesquelles sont supervisées par des « coordinatrices », elles aussi appointées par la mairie. Une chose saute aux yeux : si les élèves et les enseignantes sont le plus souvent habillées à l'europpéenne, toutes les coordinatrices que j'ai rencontrées portaient la tenue islamique, longue robe et foulard. Toutes étaient des militantes du Refah en mission, la plupart très jeunes, fraîches emouluées des universités, à moins que ce ne soit des « imams hatips », ces écoles de formation des imams dont le Refah a couvert la Turquie et dont les militaires veulent aujourd'hui provoquer la fermeture en portant à huit ans la durée de la scolarité obligatoire.

Mais il est bien tard. Les 400 « imams hatips » qui couvrent le pays ont déjà formé 600.000 imams - alors que le service des mosquées n'en requiert que 90.000. Il existe aussi des imams hatips pour filles, bien que les femmes ne soient pas admises à exercer l'imamat. Ces « étudiantes en religion » servent ensuite à encadrer les activités sociales du Refah et de ses

municipalités en direction des femmes. Un calcul qui est loin d'être stupide : les femmes constituent la moitié des 63 millions d'habitants de la Turquie et ont toujours été laissées pour compte par les partis politiques traditionnels.

« La véritable raison du vote Refah, estime un diplomate occidental à Ankara, c'est que c'est le seul parti qui s'occupe de ses électeurs, qui distribue des repas aux miséreux, qui prend en charge les frais de scolarité de leurs enfants, qui s'occupe de socialiser les femmes. Avec une condition : que les gens à qui il accorde ses « bienfaits » aillent à la mosquée. Et, bien sûr, promettent de voter pour lui. »

D'où vient l'argent de cette « Sécurité sociale islamique » ? Aucun des responsables du Refah que j'ai rencontrés ne donne de réponse satisfaisante. Ils évoquent « les cotisations des membres » ou encore « la meilleure gestion des fonds municipaux ». Mais chacun voit bien que le Refah dispose de fonds considérables. « Il y a, explique le célèbre éditorialiste Ali Sirmen, les dons extérieurs, de l'Arabie Saoudite

notamment, mais aussi de ses propres entreprises. Les militaires, dans les conférences qu'ils ont organisées, ont parlé d'un capital de 100 trillions de livres turques, détenu par six grands patrons islamistes. Plus des milliers de petites entreprises. Plus des « banques islamiques ». Plus les émigrés auprès de qui une organisation du Refah, le « Milli Gurus », collecte des fonds pour ses « œuvres ». Le Refah dispose en outre de journaux, de radios, de télévisions. Il a mis sur pied une véritable contre-société qui couvre tous les domaines de la vie : il a « sa » centrale syndicale, la Hakkish, « sa » centrale patronale, le MUSIAT, et même une Association islamique des droits de l'homme ! Sans oublier les fameuses Tarikats, sortes de sectes religieuses ou de sociétés secrètes, interdites par Atatürk, mais qui ont survécu dans la clandestinité et exercent une influence considérable et de moins en moins occulte. »

De quoi alimenter l'inquiétude qui monte en Turquie - où 80 % de la population se dit attachée aux valeurs de la République laïque.

F. G. R.

**N**AIL SATLIGAN est un dirigeant du Parti de la solidarité et de la liberté (ODP), né de la réunion de plusieurs groupes de gauche, parmi lesquels l'un des héritiers du Parti communiste, le Parti socialiste unifié de Turquie, et le mouvement Dev-Yol (Voie révolutionnaire, trotskiste). Une union qui entre dans le cadre de la reconstruction progressive d'une gauche marxiste atomisée par des années de répression.

L'armée a mis en avant la « défense de la laïcité » pour écarter le Refah du gouvernement. Qu'en pensez-vous ?

Que cela recèle une sacrée dose d'hypocrisie ! C'est l'armée qui, après le coup d'Etat du général Evren en 1980, a poussé le Refah, rendu obligatoire l'étude du Coran, et utilisé le Hezbollah contre les Kurdes dans le Sud-Est. En vérité, le fond du problème est économique. Certes, le Refah n'est pas en divergence avec le capitalisme, mais il est en divergence avec l'intégration du capitalisme turc dans le capitalisme mondial. L'armée veut l'écarter au profit d'une bourgeoisie plus en accord avec la mondialisation capitaliste.

Ainsi a-t-on vu l'équivalent du CNRF turc, les chambres de commerce et les milieux bourgeois, se mobiliser contre le gouvernement et appeler l'armée à

agir. Et cela dans un « compromis historique » jamais vu en Turquie, puisqu'ils ont agi avec deux grandes centrales syndicales, Disk et Turkish (1).

Pensez-vous qu'il y aura un coup d'Etat ?

Si on entend par coup d'Etat le fait que des forces qui ne tirent pas leur légitimité de l'élection interviennent dans la vie politique, alors le coup d'Etat est là, implicite. Simplement, cette fois, il s'éteint dans le temps.

Ne risque-t-on pas une situation à l'algérienne ?

C'est un danger potentiel. Pour l'instant, les mouvements intégristes radicaux sont groupusculaires, mais dans l'hypothèse d'une interdiction du Refah, de la suppression de ses moyens d'action politique, ils pourraient se renforcer. Il y a une bipolarisation dangereuse de la vie politique : d'un côté, les religieux ; de l'autre, les laïcs et l'armée. Pour dépasser cette bipolarisation artificielle, qui ne tient pas compte des réalités socio-économiques, la gauche doit proposer une alternative autogestionnaire, démocratique, pluraliste et, bien sûr, pacifiste.

Propos recueillis par F. G. R.

(1) La centrale syndicale islamiste Hakkish ne se joint pas aux manifestations déclenchées depuis le début du mois de juin.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, JUNE 19, 1997

# Citing 'Patriotism,' Erbakan Quits Turkish Leader Pushes Ciller as Successor to Maintain Coalition

By Stephen Kinzer  
*New York Times Service*

ISTANBUL — Yielding to military-led pressure that had become unbearable, Prime Minister Necmettin Erbakan, the first head of an Islamic party to lead Turkey, resigned Wednesday after nearly a year in power.

"I resigned because I am a true patriot," Mr. Erbakan said after a 45-minute meeting with President Suleyman Demirel. He asked the president to keep his coalition in power by naming his junior partner, Foreign Minister Tansu Ciller, as his successor.

Mr. Demirel made no statement, however, and aides said he would begin consultations with party leaders on Thursday.

Mr. Erbakan, who will remain in office until his successor is sworn in, resigned after a sustained political assault by senior generals that some commentators have likened to a "soft coup."

It provided Turks with the specter of a powerful institution that considers itself to be so committed to defending democracy that it is willing to use means that in many countries would be considered undemocratic.

ernment that can win support from a majority of the 550 members of Parliament. With major parties suffering defections and party leaders offering various inducements to wavering members, it is highly uncertain that either Mr. Ciller or the main opposition leader, Mesut Yilmaz, could succeed.

Mr. Demirel's alternative, either after failures by party leaders or instead of choosing them, is to name a caretaker government that would lead the country to elections within 90 days.

Despite his resignation, Mr. Erbakan, a political veteran of three decades, remains popular and has no intention of leaving the political stage. Indeed, he said this week that he was stepping down only as a way of reinforcing his mandate through new elections. He likened this maneuver to "an airplane being refueled while it is flying."

It is not clear when elections might be called, but aides to Mr. Erbakan said he would like them to be held as early as possible, perhaps in October.

A federal prosecutor has filed a suit asking that Mr. Erbakan's Welfare Party be banned as subversive, and party leaders fear that if elections are not held soon,

an unfavorable verdict might prevent them from running at all.

In an election, Mr. Erbakan would probably be helped by the lack of unity among secular parties. The Welfare Party might be able to win votes by positioning itself as the victim of intrigues by military officers, press barons and other anti-Islamist figures who Mr. Erbakan has denounced as "secular fascists."

In the absence of a strong leftist political party here, Welfare has also become the political home of many villagers, migrants and poor people who feel left behind by the social injustices that have accompanied Turkey's economic boom.

According to various public opinion surveys, the military is the most respected institution in Turkey. Its actions against Mr. Erbakan have sharpened its profile as the guarantor of secular rule, but have also led to criticism that it is overstepping its mandate and acting as a partisan political force.

Mr. Erbakan forged an unlikely coalition last summer with Mrs. Ciller's secular True Path Party. Mrs. Ciller became deputy prime minister and foreign minister.

Military commanders were suspicious of the government from the moment it was sworn in. They were unhappy with Mr. Erbakan's decision to pay early visits to Libya and Iran, which they consider "hostile" powers.

Later, they reacted accord with Israel without consulting him.

Most recently, they began a major offensive against Kurdish guerrilla sanctuaries in Iraq without notifying Mr. Erbakan. Officers said they were afraid that members of his government would leak their plans to the guerrillas.

The military's displeasure broke vividly into public view in February, when it demanded that Mr. Erbakan retreat from his pro-Islamic policies. It insisted that he curb religious schools, ban private Koran courses and crack down on Islamic foundations and clubs. He promised to comply with the military's wishes, but did not do so.

Military leaders were infuriated by his reluctance, and their anger intensified when several Welfare leaders attended a mass protest in Istanbul where they vowed to defend religious schools.

Last week, the military summoned prosecutors, academics and community leaders to an extraordinary series of briefings at which military leaders outlined what they described as the dangers of creeping fundamentalism. Officers described the rise of political Islam as the greatest threat facing Turkey.

But at a news conference Monday, Mr. Erbakan issued a veiled warning to party leaders and others who seemed to be urging military intervention.

"We are all in the same boat," he said. "Do not drill holes in that boat."



Retires  
**Tansu Ciller: Prime minister again?**

One secular leader, Denis Baykal of the Republican People's Party, said the military had played the role of a "democratic pressure group."

"We cannot ignore the fact that the army has contributed to this development," Mr. Baykal said. "The thorn that dug itself into the foot of the democratic regime has been plucked out."

Whoever Mr. Demirel chooses as prime minister must put together a gov-

# Turkish Leader Set to Quit, but Hopes to Return

## Erbakan Predicts That Voters Will Give Him a New Mandate

By Stephen Kinzer  
*New York Times Service*

ISTANBUL — Prime Minister Necmettin Erbakan said Monday that he would soon resign, but predicted that after new elections he would be returned to office with a strengthened popular mandate.

Mr. Erbakan, the first Islamist to lead modern Turkey, has been under intense pressure from the military. Senior officers say his government is undermining the secular basis of the Turkish state and leading the country toward fundamentalism.

Although Mr. Erbakan would not say when he intended to resign, aides said it would probably be Wednesday. He hopes to turn his job over to his coalition partner, Foreign Minister Tansu Ciller, but it is far from certain that he will be able to do so.

Under the Turkish Constitution, Mr. Erbakan will hand his resignation to President Suleyman Demirel, who is an outspoken secularist but who has also issued warnings in recent days about the need to preserve civilian rule. Mr. Demirel may ask anyone to form a new government, and that person would then have to try to win support from a majority of the 550 members of Parliament.

Mr. Erbakan and his senior aides say they believe Mrs. Ciller would be the logical first choice, but others are not so sure. She has been tainted by accusations of corruption, all of which she has denied.

Some Turkish analysts suspect that President Demirel will ask Mesut Yilmaz, leader of the secular Motherland party, to try to form the next government.

"He has a certain reluctance to go with Ciller," said Yilmaz Esmer, a political scientist who is a dean at Bosphorus University in Istanbul. "I think he'll ask

Yilmaz first, and if Yilmaz can't put together a government, then he might reach out further and ask someone who is not a major political figure."

At a news conference in Istanbul on Monday, Prime Minister Erbakan defended his record and accused his critics of trying to overrule the will of the voters. His Welfare party finished first in the 1995 election, taking slightly more than 21 percent of the votes.

Mr. Erbakan did not directly criticize the military, but he took strong exception to the view that the military was responsible for defending Turkey's political system as well as its territory. He said the cabinet, not the military-dominated National Security Council, "is the body that carries the real responsibility."

In an interview last week, Turkey's deputy chief of staff, General Cevik Bir, asserted that the military here has a broader legal mandate than the American or British military. On Monday, Mr. Erbakan rejected that view.

"There is democracy in this country," he said. "The situation here is the same as it is in the United States, Britain, Germany and all democratic countries. In these countries, the military cannot decide anything by itself."

Apparently responding to military demands that he curb Muslim organizations and restrict religious education, Mr. Erbakan said: "We would like to have freedom of thought, freedom of expression, freedom of education, freedom of association. Certain ideas have been put forth suggesting that these freedoms be restricted. We think this is a step backward, not forward."

A federal prosecutor has begun proceedings to ban the Welfare party, and Mr. Erbakan said Monday that "in a democracy there is not and cannot be such a thing as closing parties."

"Parties are there to represent the people," he said. "You cannot order a large part of the people not to exist. You cannot take away their rights."

Mr. Erbakan predicted that in new elections, which he hopes will be held in October, his party would win 10 million votes. That would be a huge increase from the 6 million it won in 1995 and

might give him enough seats in Parliament to form a government without a coalition partner. Military commanders have signaled that they will not tolerate such a government.

"The military will never allow Erbakan to govern on his own," a foreign ambassador said last week. "They would stage a coup to prevent it. It might be a 'soft coup' rather than an explicit takeover, but they will do whatever is necessary. They think he is a dangerous subversive and will never trust him."

One of Mr. Erbakan's senior aides, Minister of State Abdullah Gul, said that generals and other critics of the government "don't trust the people."

"They don't have enough information," Mr. Gul said. "Some of them think we are really a threat to this country. Maybe they are sincere in this fear, but it is not correct."

Asked how Mr. Erbakan, who at his news conference claimed to lead a party with "clean hands," could have formed a government with Mrs. Ciller, Mr. Gul replied: "We were forced to do this."

He expressed irritation that attacks on Mrs. Ciller's alleged corruption have faded as the assault on the government's supposed drift toward fundamentalism has intensified.

"You can be corrupt in this country, this can be forgiven," he said. "You can make crime in this country, you are forgiven. But for some people, if you are a good Muslim you are not forgiven, you are not acceptable."

### Police Headquarters Bombed

Two assailants fired an anti-tank rocket at the main police headquarters in Istanbul on Monday, and two officers were slightly wounded by flying glass, news agencies reported.

The far-left Revolutionary People's Salvation Party Front took responsibility for the attack. The front, an urban terrorist group, has been responsible for the killings of businessmen and for other bombing attacks. (Reuters, AP)

# IHD chief: 'No more villages to be evacuated'

## Job at the General Staff: IHD suggests 'briefings' on human rights

Ankara - Turkish Daily News

■ Akın Birdal, the head of Turkey's Human Rights Association (IHD), said Tuesday that no further Southeast villages remained as candidates for evacuation. He explained that no evacuations had been carried out in May since villagers in the region had all been forced to either migrate or accept duty as village guards.

Talking to the press about human rights abuses which took place in May, he suggested, in a jab at the General Staff's recent controversial meetings, that there should be such briefings on human rights.

Criticizing the General Staff's actions, Birdal claimed that their

briefings with various groups last week were illegal. He said that an early election held under democratic conditions, including an Electoral Law change to lower the vote threshold needed to win parliamentary seats, as the only way to prevent the fundamentalist threat and solve the Kurdish issue. This, he stressed, would give Kurdish people a voice in Parliament.

Getting into specifics on the rights abuses noted in May, Birdal said that 5,000 people were being tried solely on the basis of their ideas.

### Pressure on IHD

Birdal also told reporters that the pressures on the IHD were continuing and that Yıldız Temurtürkan, head of the IHD's Ankara office, had been imprisoned for participating in a protest at the U.S. Embassy against the cross-border operation by the Turkish Army in northern

Iraq.

Citing other examples of pressure, he also briefed that the Diyarbakır, Malatya and Urfa IHD branches had been closed down after police raids.



Akın Birdal

# Amnesty Int'l: Human rights scene still bleak in Turkey

ORYA S. HALISDEMİR

London - Turkish Daily News

■ London-based Amnesty International's (AI) annual report, which was released on Wednesday, portrayed Turkey as one of the major countries in the European region where human rights violations continue with vigor. The report said that torture was still widespread in police stations and gendarmeries in Turkey.

Covering human rights abuses in 151 countries and territories during 1996, the report underlined that at least 11 people had died in custody in Turkey during last year.

The report said that challenging government policies in the Southeast was a reason for prosecuting writers, journalists and political activists in Turkey, adding that Articles 168, 169 and 312 of the Turkish Penal Code were used to prosecute such people.

Among incidents included as examples of

human rights violations was the trial of 184 members of Turkey's literary and cultural elite for publishing a book, "Freedom of Thought." "The book's text contained no advocacy of violence; but formed the basis of indictments against the authors who have been convicted by the state security court," reads the section on Turkey in the AI report.

The report said that Seyfettin Kızılkın, president of the Diyarbakır Medical Association, had been arrested and charged with membership of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) but it later became apparent that his detention was the result of a statement he had made on human rights to a visiting foreign delegation.

The arrest and trial of Şanar Yurdatapan, spokesperson for "Together for Peace," was also an example of "trial for thoughts." The AI report claimed the sole reason for Yurdatapan's imprisonment was his work to

further peace and freedom of expression. "He was a prisoner of conscience. He was released in November even though his trial continued," it added.

Referring to allegations of torture, the report emphasized that victims of torture included those detained for common criminal offences under the Anti-Terror Law. "Children and juveniles were among the victims," the report claimed, citing the example of 16 high school detainees who were allegedly tortured while held at Manisa Police Headquarters.

"The police officers reportedly raped the male detainees with truncheons and squeezed their testicles, while female detainees were compelled to undergo forced gynecological tests and were threatened with rape," the report said about the allegations of torture by the 16 detainees.

Metin Göktepe's death was given wide coverage in the report, which said he had died in January after being detained by police while attempting to photograph the funeral of prisoners beaten to death in an Istanbul prison.

The report also mentioned the second public statement of the European Committee for the Prevention of Torture and Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, saying it had described torture as "widespread and a common occurrence in Turkey."

The European Court of Human Rights decision, which found Turkish security forces responsible for the torture of Zeki Aksoy in November 1992, also gained a mention in the report. "The ECHR found Turkish security forces guilty of burning houses in a village in southeastern Turkey, causing the Kurdish villagers to flee," the report said.

According to the human rights organization 10 prisoners were beaten to death by gendarmes at Diyarbakır Prison. "The circumstances, as outlined in a report prepared by the Diyarbakır Bar Association, strongly suggest that the killings were the consequence of a premeditated assault by security forces," the report outlined.

The report said the Güclükonak incident, where 11 villagers were machine-gunned and the minibus in which they were travelling was set on fire in January 1996, was portrayed by the military and government as a PKK killing. "However, a broad based delegation organized by Sanar Yurdatapan found evidence that the villagers had been killed by the security forces, apparently in an attempt to discredit a unilateral cease-fire declared by the PKK in December 1995," the report stated.

However, the report also highlighted violence committed by armed opposition groups, such as the separatist PKK and the Revolutionary People's Liberation Party Front (DHKP-C), and said they were responsible for 40 deliberate killings. According to the report, victims of the PKK included civilians, cap-

tured soldiers and village guards. It also said DHKP-C members had killed Özdemir Sabancı, a member of the family which owns the Sabancı industrial conglomerate, Haluk Görgün, a director, and Nilgün Hasef, a secretary.

"The PKK, the DHKP-C and other armed organizations used the threat of murder as a form of party discipline," the report pointed out.

AI, the report said, had condemned these abuses and publicly called the armed opposition groups to respect humanitarian law and international human rights standards.

The report also said that AI had appealed to the Turkish authorities to release prisoners of conscience and had urged the government to initiate an impartial investigation into allegations of torture and extrajudicial executions and "disappearances."

"Scores of people were killed in the mainly Kurdish southeastern provinces in circumstances suggesting they had been extrajudicially executed," the report stated in reference to Turkey. According to the human rights organization, armed opposition groups were responsible for more than 40 deliberate and arbitrary killings.

Looking at the situation around the globe, the AI report documented thousands of known or possible extrajudicial executions in at least 69 countries and thousands of judicial executions in at least 41 countries. It stated that several thousand confirmed or possible prisoners of conscience were in detention in at least 94 countries.

One section read, "The organization recorded cases of torture or ill treatment in at least 124 countries and disappearances in at least 39 countries."

Turkey is not alone in Europe where human rights issues are concerned, according to Amnesty International. The United Kingdom and Germany were also among those with known violations.

For Germany's party, AI said there were further allegations of police ill-treatment of foreigners. "A study commissioned by the internal affairs ministers of the 16 federal states concluded that the problem of police abuse of foreign nationals concerned more than a 'just a few isolated incidents.'" The report also said that similar conclusion reached by Amnesty International in a 1995 report had been rejected by the German authorities.

As for the United Kingdom, the 1996 AI report claimed that few deaths in custody had taken place in the U.K. but that police and prison officers who were connected with cases from previous years had still not been prosecuted, "including two cases where inquest juries brought in verdicts of unlawful killings."

# Ankara skeptical of Iranian proposal against PKK

Foreign Ministry expects that Iran will ask to exchange PKK members with Iranian opposition

**AYŞE KARABAT & METEHAN DEMİR**

*Ankara - Turkish Daily News*

■ Ankara is tired of telling Tehran of its security concerns and is waiting, as usual, for promised "security mechanisms with political decisiveness." Turkey, and particularly the military, remains skeptical and deeply concerned about promised cooperation from Iran on border security and dealing with separatist Kurdistan Workers' Party (PKK) terrorists.

In a new twist on these issues, Turkey is also expecting a bargaining offer from Tehran which will ask for the extradition of people in Turkey who are associated with the anti-Iranian regime in exchange for outlawed PKK separatists.

To date, Turkey has asked Iran 51 times to cooperate against the PKK, many of whose members fled to Iran during the operation in northern Iraq.

The latest discussions between Iran and Turkey took place between President Süleyman Demirel and his counterpart Hasemi Rafsanjani during the D-8 meeting in Istanbul. Foreign Ministry officials reported that, during this meeting, Rafsanjani informed Demirel that the Iranians had captured some PKK members but said they were reluctant to divulge the number of PKK members in their hands. While seeming to hold its cards close to its chest this time, Iran has, in the past, handed over PKK members without demanding anything in return.

"Now we are waiting for an offer. This is our prediction: They will offer to exchange PKK members for people from Iranian opposition groups," a senior Foreign Ministry official said.

The Turkish military said Iran should respect Turkey's security concerns. Recently, and at Turkey's insistence, Iran appointed a general with full authority to handle Turkish

security concerns. Ankara had stressed that it was sometimes very important to take steps quickly in the aftermath of an operation and had complained that no one on the Iranian side had authority to make such decisions. In answer to these complaints, Iran announced the appointment, specifying the full authority of the post over PKK concerns and any security problems at the Turkey-Iran border.

Iran's announcement has fallen on deaf ears, however, due to a distrust rooted in earlier unfulfilled promises from Iran that PKK terrorists would not be using bases within its territory. Based on prior experience with similar claims, one Turkish military source slammed the credibility of Iranian assurances that Iran never permits the PKK on its soil, saying that this would likely be allowed, that full security would not be provided at the Turkey-Iran border and that PKK separatists would continue to infiltrate Iran and use the country as a base, both medically and militarily.

In addition to this, Turkish officials say that "hot pursuit" of PKK forces is totally out of question due to Iranian reluctance. Tehran rejected the idea of a joint operation with Turkey but offered instead a "simultaneous operation" in which both countries' security forces would carry out anti-PKK operations at the same time but strictly on their own soil. To date, this plan has not worked.

There are currently five security mechanisms in place between the two neighbors; a high commission between the interior ministers, security commissions between the Interior Ministry undersecretaries, the security subcommission between the interior ministers' deputy undersecretaries, meetings between commanders of the border areas, and meetings between the Turkish governors of Hakkari, Muş, Van provinces and the Iranian governors of Mako Urimiah and Hoy.

Turkey, however, still maintains that these mechanisms are not beneficial because there is no political decisiveness on Iran's side.

Since the mid-May start of the Turkish incursion in northern Iraq, members of the PKK who escaped to Iran are known to have been treated medically in several camps and hideouts in the Iranian villages of Mako, Givik, Gulali, Meyhem, Urumiye, Aliferez, Suledekul, Gasyan, Zive, Nove, Seriguere, Kozvin, Kocala, Jerme, Gader and Kotur, according to Kurdistan Democrat Party (Iraqi Kurd) sources.

An Iranian major general responsible for the border areas with Turkey may be appointed as the designated official to help dampen Turkey's concerns over Iran's support for the PKK, said a Turkish general. He added that a similar scenario was played out last year but that no action had been taken. Iranian officials recently said there was a possibility that high-level army officials might sit on the security committee set up by the two countries.

"Last year, a military delegation went to Iran at the invitation of the Iranian security forces responsible for the border areas in order to pinpoint PKK camps in the country. But it failed to yield positive results because of the Iranians' reluctance and slowness in identifying exact locations that were given by the Turkish Armed Forces. Another problem was that those sites were also evacuated just hours before [the delegation's arrival]," said a military source.

Scoffing at the mock efforts on the Iranians' part, he continued: "During our inspection visit, Iranian officials said the speed limit on the road to these places where the PKK camps were allegedly based is 20 kph. And we were also taken to other places instead of the designated areas."

The general said he was certain that Iran would claim everything possible was being done to prevent terrorist activities and bases and to protect from PKK infiltration. He said he was equally certain there would be no positive development to prevent the PKK activity there.

In all discussions on this issue, Turkey has accused Iran of backing terrorist activities both in Turkey and at home, and of trying to export its fundamentalist regime to its neighbor. In recent weeks, the Turkish military also openly accused Iran, along with other countries, of supplying the PKK with sophisticated anti-aircraft missiles which were used to shoot down two Turkish army helicopters.

# A Centrist In Turkey Gets Chance To Govern

## Turn to Yilmaz Seen As Effort to Thwart Fundamentalists

By Stephen Kinzer  
New York Times Service

ISTANBUL — In an effort to push Turkey back toward fully secular rule, President Suleyman Demirel on Friday asked Mesut Yilmaz, a center-rightist with strong secular credentials, to try to form the next government.

Mr. Demirel acted two days after Prime Minister Necmettin Erbakan, the first head of an Islamic party to lead Turkey, resigned under intense pressure from military commanders. They feared he was leading the country toward fundamentalism.

The president's choice was a clear rebuff to Mr. Erbakan and a victory for the secularist military.

When he resigned, Mr. Erbakan suggested that his coalition partner, Foreign Minister Tansu Ciller, be named prime minister. Senior generals opposed that idea because it would probably have left Mr. Erbakan's Islamic Party in control of important ministries.

Turkey has been in political turmoil for months, with Islamic and secular figures locked in an increasingly bitter struggle over the country's future direction.

At a news conference after he was named, Mr. Yilmaz said he was "in favor of holding general and local elections together by next spring," in an effort to break the deadlock.

If Mr. Yilmaz manages to form a government, he will carry the hopes of secularists into the election. He has a reputation as a weak political leader and an indifferent campaigner, however, and it is far from certain that he will be able to turn back the Islamic advance.

SATURDAY-SUNDAY, JUNE 21-22, 1997

Herald INTERNATIONAL Tribune

PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST



Fatih Saribas/Reuters

Mr. Yilmaz after his appointment.

Mr. Yilmaz, who in the 1990's has served two short terms as prime minister, said he would immediately begin a round of consultations with leaders of other secular parties. He said that he would have an interim report for President Demirel on Wednesday and that he hoped to have a government in place by the end of the month.

Mr. Yilmaz's Motherland Party holds 129 seats in Parliament, and he must now put together a government that can win support from a majority of the 550 members.

This may prove difficult because he has pledged not to approach the Islamic-oriented Welfare Party, and because he has a long and bitter rivalry with Mrs. Ciller, who heads the other major secular party.

He said he would approach two center-left parties and a small far-right faction as possible coalition partners. His success may depend on his ability to overcome his loathing of Mrs. Ciller or to lure enough dissidents in her party to his side.

Mr. Yilmaz, 50, was born in Istanbul to a family with a long interest in politics. One of his uncles served as a cabinet minister under Prime Minister Adnan Menderes in the late 1950's.

Like many politicians of his generation, Mr. Yilmaz first tasted power in the 1980s, when Turgut Ozal dominated the political scene here. In 1987, as Mr. Ozal's minister of tourism, he visited the United States to open "The Age of Sultan Suleyman the Magnificent," an exhibition at the National Gallery of Art in Washington.

Later that year Mr. Yilmaz was named foreign minister, and in that job he showed himself to be a staunch supporter of Turkey's traditionally pro-Western foreign policy. He was especially welcome in Germany, in part because he speaks fluent German as a result of his attendance at a German-language high school in Istanbul.

Earlier this year he visited Bonn and renewed his long-standing friendship with Chancellor Helmut Kohl.

Mr. Yilmaz was prime minister for six months in 1991, and after the most recent election in 1995 he took the office again at the head of a secularist coalition with Mrs. Ciller. Her political platform is almost identical to his own, but the two proved unable to work together.

Their coalition fell apart after Mr. Yilmaz insisted she accept a judicial investigation into corruption charges against her.

### ■ Turkish Units Leave Iraq

Turkey has withdrawn more units from northern Iraq, where it is winding down a cross-border operation against Kurdish rebels, Reuters reported from Ankara, quoting the Anatolian news agency.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY, JUNE 21-22, 1997

## What Turkey Needs

Turkey's resolutely secular military on Wednesday forced the resignation of that nation's first Islamist prime minister, heightening fears of a coup or further instability in a vital U.S. ally. The political uncertainty reflects continuing tensions between democracy and army mandate, between West and East, between tolerance and fundamentalism in a nation of 61 million Muslims that straddles Europe and Asia. Turkey's friends in the West must sympathize with the generals' fears of a nondemocratic movement coming to power democratically. But the same friends are right to warn that short-circuiting democracy now is likely only to postpone and then exacerbate the problem.

Turkey has been avowedly secular since Mustafa Kemal Ataturk and other young officers seized power in 1923 and began turning the Ottoman Empire into a modern state. Most Turks still revere Ataturk, respect the army and support the policy of secularism; in the December 1995 elections, the Islamist Welfare Party and its leader, Necmettin Erbakan, won only 21 percent of the vote. But no party did better than Welfare in that election, as the secular forces fractured and squabbled among themselves. Many Turks supported Mr. Erbakan, or were not sorry to see him come to power at the head of a coalition, because they were disgusted by the corruption, cronyism and inefficacy of Turkey's longtime ruling parties. And it is also true that more and more Turks chafe under anti-religious proscriptions, such as those that bar

women and girls from wearing head scarves to school.

As prime minister, Mr. Erbakan made overtures to Iran and Libya but did not, or was not allowed by the military, to significantly tilt Turkey's foreign policy away from its alliances with NATO, Israel and the West. Nonetheless, army officers grew increasingly angry at what they saw as Mr. Erbakan's backing for Koranic schools, promoting of fundamentalism and other policies undermining Turkey's secular society.

When the Welfare Party did not back down, military leaders, who have staged three coups since 1960, forced him to resign. Now Turkey's president will designate a different party's leader to seek to form a government.

Turkey is a fast-growing, increasingly diverse country that the military might find considerably harder to manage than after its last coup, in 1980. But other players could help in the fight against fundamentalism.

The West — and particularly the European Union, so quick to criticize Turkey — could be far more generous in integrating it into Europe. Turkey's secular parties could open themselves up and become more democratic, paying attention to the urban poor whom the Welfare Party has better served in local governments. And Turkey's political elite could push much harder for the privatization and other economic reforms that would promote growth and, ultimately, deepen support for the democratic, secular system.

— THE WASHINGTON POST.

*Turkish Daily News*

MONDAY, JUNE 23, 1997

## PUK claims that KDP has declared emergency rule in Arbil

Ankara - Turkish Daily News

■ The radio station of Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK) claimed on Sunday that the Kurdistan Democratic Party (KDP) led by Massoud Barzani has declared emergency rule in Arbil, the chief city of northern Iraq, the Anatolia news agency reported.

The KDP captured Arbil from the PUK in August last year in an operation backed by the Iraqi leadership. PUK radio is claiming that the KDP has carried out the arrest and imprisonment of hundreds of people in Arbil in

an attempt to silence all opposition.

KDP radio, meanwhile, has declared that the Turkish military operation in northern Iraq has come to a successful close and that Turkish troops have withdrawn with the exception of a small force to protect the border. The radio station reported that the region had been cleared of members of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), and that the Turkish operation had been designed to protect the security of Kurds. Turkish forces had carried out the anti-PKK operation in northern Iraq at the invitation of the KDP.

LE MONDE / DIMANCHE 22 - LUNDI 23 JUIN 1997 / 3

# Mesut Yilmaz va former le nouveau gouvernement turc

## Le premier ministre démissionnaire Necmettin Erbakan et son alliée Tansu Ciller ont dénoncé un « coup d'Etat »

LE PRÉSIDENT turc Süleyman Demirel a nommé, vendredi 20 juin, le chef de l'opposition, Mesut Yilmaz, au poste de premier ministre. Le nouveau chef de gouvernement, qui dirige le Parti de la Mère patrie (Anap, droite), va essayer de rassembler une coalition laïque excluant les islamistes de son prédécesseur Necmettin Erbakan, que les militaires ne veulent plus voir au pouvoir. Le chef de l'Etat a ainsi mis en échec, au moins provisoirement, les plans de M. Erbakan et de sa partenaire conservatrice, Tansu Ciller, qui voulaient, en échangeant leurs postes, poursuivre leur coalition sous la direction de M<sup>me</sup> Ciller.

M. Yilmaz, qui a déjà été deux fois premier ministre, revient ainsi à la tête du pays un an après l'avoir quittée. De mars à juin 1996, il avait dirigé une coalition avec M<sup>me</sup> Ciller, formée à l'instigation de la « Turquie institutionnelle » dominée par l'armée, pour barrer la route du pouvoir aux islamistes qui venaient de devenir le premier parti du pays. M<sup>me</sup> Ciller s'était retirée de l'alliance au bout de trois mois pour punir M. Yilmaz d'avoir laissé son parti soutenir des résolutions au Parlement, visant à ouvrir des enquêtes sur des allégations de malversation lorsqu'elle était elle-même premier ministre.

Agé de quarante-neuf ans, M. Yilmaz est un représentant de la nouvelle génération de politi-

ciens turcs, attachés à l'économie de marché et à l'ancrage du pays à l'Occident. Héritier politique de l'ancien président Turgut Ozal, c'est un personnage sans grand charisme, mais à la réputation d'intégrité. Diplômé de sciences politiques de l'université d'Ankara, il a continué ses études à l'université de Cologne (Allemagne) de 1972 à 1974. Il a travaillé pour le secteur privé en Turquie jusqu'à son entrée en politique. Depuis 1988, il est vice-président de l'Union démocratique européenne, organisation qui regroupe des partis politiques conservateurs des pays européens.

Dès sa désignation comme chef de gouvernement, Necmettin Erbakan et Tansu Ciller ont dénoncé ce que l'ancien premier ministre a appelé une « attitude contraire aux règles démocratiques ». « Il [M. Demirel] n'a pas pris en considération la majorité au Parlement », a-t-il ajouté. Le chef du Parti de la prospérité (Refah), premier parti à l'Assemblée avec 158 sièges sur 550, avait démissionné, mercredi, et demandé au chef de l'Etat de le remplacer par M<sup>me</sup> Ciller, chef du Parti de la juste voie (DYP, droite), troisième parti en nombre de sièges avec 116 élus. « Nous sommes face à un coup d'Etat de Cankaya » (le palais présidentiel), a assuré pour sa part M<sup>me</sup> Ciller, dans une émission télévisée, à propos de la désignation de M. Yilmaz.

### ALLIANCE LAÏQUE

Le gouvernement était en fait totalement paralysé depuis plusieurs semaines et soumis à une intense pression des militaires, déterminés à le faire tomber. Ceux-ci, gardiens farouches des institutions laïques de la République, ont accusé le Refah de « soutenir le fondamentalisme islamique » et d'« inciter le peuple à s'opposer à l'Etat laïc ». La tâche de M. Yilmaz s'annonce difficile, avec l'obligation de rassembler assez de députés pour obtenir la confiance du Parlement, son parti, le deuxième en nombre de l'Assemblée, ne rassemblant que 129 élus sur 550 sièges. Deux partis de gauche ont promis d'apporter leur soutien à Yilmaz.

Mais une alliance laïque nécessiterait le soutien d'un petit parti de droite, et une dizaine de défections chez les conservateurs de la Juste Voie.

Le communiqué de la présidence annonçant la nomination de M. Yilmaz explique qu'il a été « chargé de former un gouvernement susceptible de supprimer la tension qui prévaut dans le pays ». Le nouveau premier ministre a indiqué qu'il allait se donner dix jours, soit jusqu'au 30 juin, pour mettre sur pied « un gouvernement qui pourra obtenir la confiance du Parlement ». « Ce sera un gouvernement de réconciliation, à base élargie », a précisé M. Yilmaz en ajoutant qu'il allait prendre des contacts mardi avec les chefs des autres partis politiques pro-laïcs, laissant ainsi entendre qu'il ne prévoyait pas de s'entretenir avec M. Erbakan.

Yilmaz s'est déjà prononcé pour des élections anticipées au printemps 1998 afin de mettre fin à des mois de chaos politique. « Nous sommes favorables à des élections législatives et locales organisées en même temps au printemps prochain », a-t-il dit, lors d'une conférence de presse, au palais présidentiel. — (AFP, Reuters.)

# Gen. Bir talks human rights with 'international activists'

'The military has done its job. Now it is time for the politicians,' Bir said, referring to Turkey's problems in the Southeast

*'The first barrier to Turkey's membership in the EU is the conflict in the Southeast,' said one activist*

Ankara - Turkish Daily News

■ Deputy Chief of General Staff Çevik Bir met in Ankara last week with a group of European human rights activists from the International Helsinki Committee in a rare interchange.

Committee member Eric Siesby, a 76-year-old Danish activist who frequently visits Turkey's southeastern provinces, told the Turkish Daily News that this "first" gathering of the Turkish military with the activists was a very important step.

"Çevik Bir said that the military has done its job. According to Bir, now it is the civilians who have to take action. The generals never hesitate to advise the politicians what to do, but this time he didn't explain what this action would be ... We certainly do hope to continue these contacts," said Siesby.

The Helsinki delegation, comprised of activists Ulrich Fischer, Aaron Rhodes,

Gunnar Karlseel and Siesby, met with other officials as well. Siesby reported that their meeting with Foreign Ministry Undersecretary Onur Öymen had been positive.

## Turkish, foreign MPs to work together

Siesby described his plans to establish an initiative for a solution on the Kurdish issue: "To form a group of Turkish and European MP's, perhaps some American Senators, and to set up close contact between those individual MP's would create a better understanding between Turkey and the Western world. In the current situation I don't think that Turkey is acceptable as a member of the European Union (EU). The first barrier in front of Turkey's membership to the EU is the conflict in the Southeast. I have met with many politicians from various parties in the framework of forming this initiative."

Turkish Daily News — June 24, 1997



Deputy Chief of General Staff Çevik Bir

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, JUNE 25, 1997

## Ekeus vs. Saddam: A Job Well Done, but There's More to Do

**L**ONDON — When the Gulf War ended in 1991 and it appeared as if Saddam Hussein had been soundly defeated, a Swedish diplomat, Rolf Ekeus, was plucked from the comfortable world of disarmament bargaining to corral and destroy the dictator's terror arsenal as head of a newly formed UN Special Commission.

He recalls thinking that he would finish the job within six months. In the diplomatic circles he traveled in, signatories to international agreements, however grudging, were assumed to be good for their word.

Six years later, UN inspectors are still playing cat and mouse with Saddam. Twice in the last two weeks alone Mr. Ekeus has gone before the Security Council to report serious violations of the inspection agreements, including four separate attempts to subvert the commission's helicopter flights.

Mr. Ekeus is stepping aside at the end of this month to become Sweden's ambassador to the United States in September.

By the unique terms of the cease-fire to which Iraq agreed, the United Nations claimed the right to destroy its nuclear,

chemical and biological weapons, and all but its very short-range missiles. Later, permanent monitoring arrangements were agreed upon.

That put Mr. Ekeus at the center of a power struggle with a 20th century warlord who, it turned out, viewed the arrangements as another front on which to continue warring for dominance in the world's major oil-producing region.

Mr. Ekeus quickly grasped both the real intentions of his adversary and the legal precedent that the special commission's methods would create for sustaining a peaceful world order in the decades ahead.

There were startling discoveries — of technical plans for missiles with a range to reach Moscow, Paris or London, and the high-tech accomplishment of Iraq's illegal laboratories in stabilizing the virulent nerve gas known as VX. Virtually every route to nuclear armament had been tried.

The importance to Saddam Hussein of holding on to remnants of his engines of war (the special commission has yet to

be satisfied that the missiles, the VX and a number of other items are accounted for) should not be underestimated. The arms gave him sway in the region.

It is worth recording the courage required of Mr. Ekeus and his team. They have retrieved files and computer programs, destroyed factories, weapons and chemical agents, and shipped out nuclear fuel. Lately they have been sleuthing through missile engines to verify claimed Scud destructions.

Security men have tried to intimidate them with gunfire, tried to wrest control of planes in flight, buzzed them with helicopters, and in countless ways restricted their movements. A team was once held in a parking lot for four days. The aim has been to exhaust their and the Security Council's resolve.

A net of monitoring equipment has been set in place, spanning Iraq and incorporating a range of intelligence technology from airborne heat sensors to sniffers placed in sewers and surveillance cameras around installations that render ongoing images across computer screens

in New York. The special commission's resolve has had the effect of putting spine into the International Atomic Energy Agency, whose inspectors consistently gave Iraq a clean bill of health during the 1980s.

And it is influencing the development of enforcement techniques under new disarmament treaties like the Chemical Weapons Convention.

"Our methods and techniques have shown it is possible to carry out such work in spite of tough political and physical resistance," Mr. Ekeus says. "It is doable. That is a very important lesson."

The struggle is not over. In March, U.S. Secretary of State Madeleine Albright said that Saddam's destructive arsenal would not finally be removed until the dictator himself fell.

Mr. Ekeus's function now passes to Australia's ambassador to the United Nations, Richard Butler, whose reputation for combativeness will be put to the test.

In addition to facing down Saddam Hussein, Mr. Butler will have to stiffen support of the Security Council, where resolve is weakening. In response

to Iraq's latest violations, the Council voted unanimously last weekend to postpone a review of current sanctions until October. But that was only after President Bill Clinton personally urged President Boris Yeltsin at the Denver summit to provide Russian support.

Iraq's oil minister, Amir Rashid, is lobbying oil developers in Russia, China and France to gain support for the lifting of sanctions.

In his last major report to the Security Council, on April 18, Mr. Ekeus called for a decision by Iraq's leadership to give up, once and for all, all capabilities and ambition to retain or acquire the proscribed weapons.

He reiterated what by now should be obvious: that in the arena of weapons of mass destruction, the will of a legitimate world order must prevail over that of a criminal state.

*Stephanie Cooke is a former editor of Nucleonics Week, and James Thackara is a novelist who wrote "America's Childeen," about the Manhattan Project. They contributed this comment to the International Herald Tribune.*

Tuesday, June 24, 1997 Turkish Daily News

# Burkay, the Kurdistan Socialist Party, and peaceful so

*'If Turkey opens the way to democracy, the Shariah cea*

## Part -I-

GÜL DEMİR

*Istanbul - Turkish Daily News*

**K**emal Burkay, the leader of the Kurdistan Socialist Party (KSP), is one of the Kurdish leaders who is determined to find a peaceful solution to the Kurdish problem. Living in Germany, he was one of the participants in a discussion meeting there on the Kurdish question and methods of solving it.

Taking the opportunity to interview him, we asked his views on Turkey's domestic problems such as political Islam, the polarization of society along secularist- anti- secularist lines, the governmental crisis, the Turkish army's operations in Northern Iraq and other issues related to the Kurdish question. The first part of this interview focuses on Turkey's domestic politics, while the second part to be published tomorrow will be exclusively on the Kurdish question. Here are TDN's questions and Burkay's replies.

**TDN- How would you evaluate the Turkish army's recent military operations in Northern Iraq?**

**KB-** As you know, this is not the Turkish army's first cross-border operation south. In the recent years, there have been a number of similar operations. In fact there were occasions when we saw several operations in one year. Each time, the Kurdistan Workers' Party (PKK) bases or PKK's cross-border operations are given as the reason. And at the end of each of these, it

was said that PKK bases were destroyed and that the roots of this problem erased. None of these claims were achieved realized and now another such wide-scale operation is on the agenda.

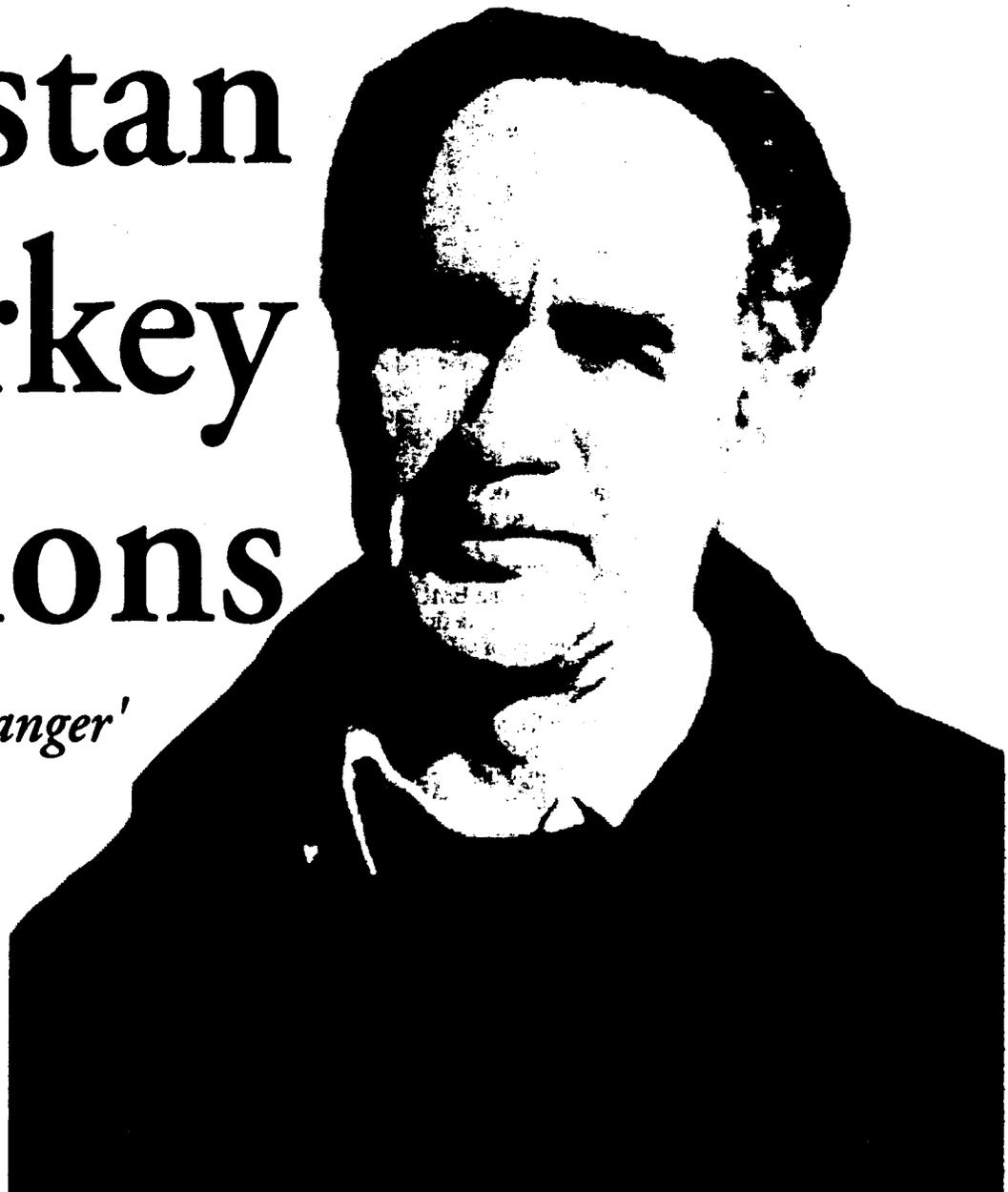
Will this be a decisive operation? I do not believe so. That is to say, we should not be surprised if we witness similar operations in the future. I see this as a mistake. Turkey must not seek a solution to this problem beyond its borders. With such a mentality, tomorrow it may become a necessity to cross the Iranian or Syrian border. And such a move may lead Turkey to grave adventures.

Turkey should learn to solve its problems with its neighbors by peaceful means. And of course the same applies to Turkey's neighbors. But if we stay within the framework of the Kurdish problem, we should emphasize that it is not an external problem like the Cyprus question or the Aegean boundary which concerns a neighboring country. The Kurdish problem is Turkey's domestic problem and not a novel one. It is also wrong to link the roots of this problem to external sources. It is a problem which has existed starting from the final period of Ottoman rule at the beginning of the nineteenth century. There has been a series of Kurdish rebellions; repressing them only to lead new rebellions. And finally, we come to today's situation. I do not think this is the right way.

**TDN- Do you think that aim of this operation is the same as previous ones. Some commentators claim it to be a first step of a more serious, wider plan aiming to change the balance in the Middle East. There are those who point to the Mosul and Kirkuk oil resources.**

# Kurdistan Turkey Mutations

*...ses to be a danger'*



Kemal Burkay, the leader of the Kurdistan Socialist Party

**KB-** The Turkish longing for Mosul oil is not new. It surfaces from time to time particularly in times of crisis like this from under the ashes in which it is buried. However, I do not believe that Turkey aims at permanently occupying the region this time. Because the balance in the Middle East is not suitable for it. Not only Iraq and other Arab countries and Iran, but also the Russians, Americans and the Europeans would not approve such a move. Turkey cannot take this step on its own. Besides I do not think that it wants to do this. I mean, without solving its internal Kurdish problem, it will not solve any of Turkey's problems to occupy South Kurdistan, which is officially called Northern Iraq.

I believe that this recent operation is a move against Iran and, in a sense, against Syria. It is obvious that Turkey is trying to make the region safe for itself. And the administration has been claiming for a long time that internal terrorism

was eradicated. I mean, both the military and the government were claiming this. In reality, however, the guerilla action has not come to an end. These indicate that the problem has not yet been solved internally at least from the point of view of armed clashes. Turkey is trying to secure the South but these always repeat themselves. It looks as if it will repeat itself in the future. It has to be understood that unless this problem is solved internally, this game will continue forever as it is.

**TDN-** Another evaluation in certain circles recently has been that the army which is the largest political force in Turkey, has come onto the political stage in a more exposed way and are seeking an opening to the essential problems of Turkey. The military is said to be aiming to open some reformist, peaceful doors on the Kurdish problem, but before

## *Portrait of a poet as a Kurdish political activist:*

# He may not have a cat, but he has hope

**K**emal Burkay was born in 1937 at the Kızılkaya village of Tunceli. Following his secondary school education, he was graduated from the Akcadag Village Institute as a teacher in 1955. In 1956, he was enrolled to Ankara University's Faculty of Law. He continued at the Law Faculty while teaching at the same time. In 1960, he was graduated and began working as a lawyer. Until 1971, he worked in Elazığ and Tunceli; and after 1974 he worked as a lawyer in Ankara.

Burkay became a member of the Workers Party of Turkey (TIP) in 1965 and was involved in active politics in Elazığ, Bingöl, Tunceli and Erzincan. In 1968, he was elected to the TIP executive.

In 1966, Burkay was imprisoned for four months for an article that he published on the Kurdish question. Following the military coup on 12 March 1971, Burkay was arrested and imprisoned for a year because of his political activities in Diyarbakir and Ankara. Following his release in 1972, upon the issue of a second warrant for his arrest, Burkay escaped to Germany where he stayed for two years. During the years in exile, he was involved in propaganda activities among the Kurds living abroad while at the same time collecting his research into the Kurdish question in a book.

Burkay returned Turkey following the general amnesty by the end of the military regime in 1974 and founded a party with a group of friends; its name today is the

Kurdistan Socialist Party (PSK). He has been the general secretary of this party since its formation. In 1980, Burkay had to escape abroad upon a wave of arrests of party members. He was expelled from Turkish citizenship following the 12 September 1980 military coup. Burkay sought political asylum in Sweden and where he has lived since 1980.

Kemal Burkay has been writing books while continuing his political activities. Apart from the books in which are collected his political views and research, he has authored many poetry and story books and novels. Burkay often participates in meetings, seminars and conferences where he expresses his political opinion and his views on the solution of the Kurdish problem. His articles and opinions, and interviews that are conducted with him appear very often, particularly in the western media. Burkay is widely known in Turkey not only as a Kurdish political activist but as a poet, whose verses were set to music by the outstanding musician Sezen Aksu, "Smile." Burkay's longing for a smile continues to be popular. He believes that Turks and Kurds will eventually build a far more productive, rich and happy life within the borders of the same country, in peace, fraternity, equality and justice while freely maintaining their cultures, languages and color.

As his verses go, he may not even have a cat but he has hope which he has always kept alive.

such a maneuver, it would be said that the PKK was finished, its backbone broken and it would not come up again. As you know, there have been some evaluations along this line.

Chief of Staff General İsmail Hakkı Karadayı has said frequently that the military has reduced the PKK to its 1985 level, that it has been really marginalized, a threat no longer, and therefore the time is ripe for economic, social and political programs. Can this be an operation initiated to support an image as it did previously?

KB- There is some such talk. They suggest that some steps, positive ones, will be taken on the Kurdish issue, but first clear results regarding the PKK have to be obtained, and the Northern Iraq operation is one of them. I do not share this opinion. I do not believe that the generals, including Deputy Chief of Staff General Çevik Bir, are aiming at really initiating reform about the Kurdish issue. Because, you know that when the TÜSIAD (The Turkish Industrialists'

and Businessmen's Association) report was published which proposed a peaceful solution to the Kurdish problem, it was the general staff above all which objected to it. Karadayı reacted against it. They even objected to freedom of expression, claiming it would weaken their struggle against terrorism. So when will freedom of expression come to Turkey? Besides, for instance, they said the same thing about television broadcasting in Kurdish.

I do not believe there has been a change in the attitude of either the generals or the high-ranking politicians who are responsible for these policies from the beginning. In fact, they have created so many prejudices in society that these prejudgments have become their chain. When they realized the errors of the current policies and attempted to change them, these prejudices are used as tools of domestic politics against them and they are immediately forced to take backsteps. In the past, [True Path Party leader Tansu] Çiller and even [Motherland Party leader] Mesut Yılmaz have spoken of things

from time to time which hinted at a political solution though not very clearly or bravely.

**TDN- Like Basque or Irish model.**

**KB-** A political solution. At one point there was talk that the Republican People's Party (CHP) would adopt a reform program. But none of these happened, and things continued to be run on these mistaken policies. At this stage, I do not believe that they are ready for such a reformist turn. Unfortunately, neither the civilians nor the generals, despite the chaos and the serious crisis in which Turkey finds itself, are ready to discuss the causes of this situation bravely.

Turkey is afraid of discussing its own problems. They are more concerned with effects than causes. For instance, the threat of the Sharia [Islamic religious law] appears as an effect, and they are concerned with this. But nobody thinks about what caused the Sharia's present strength, that is, radical Islam. It is a product of their own policies. In the past they thought of religious feelings as an antidote against the left and the Kurdish movement, to be used to depoliticize the masses. They thought that if the people turn towards the mosque they would not be dangerous; but the Islamic movement which subsequently developed wants to govern the country now according to its rules. They want to file it down at this stage, but they are fairly late.

As a matter of fact how the country can be saved from this blind alley is a very difficult question. Of course, we believe that there is a certain way out. But if you look at what the politicians still want to do, or more precisely, if you look at the politicians who have governed the country from the past until now, they are still persisting in their mistake.

**TDN-** Recently there has been governmental crisis in Turkey which has turned in deadlock. And it is claimed that this deadlock originates more from the difficulty of purging Tansu Çiller than from the Welfare Party (RP) - military conflict. That is, that the real target is Çiller rather than the RP and recent arguments vindicate these. The reckoning seems to be with Çiller, not Erbakan, and big business and the media in particular are now involved in this. Would you comment on these points?

**KB-** It is correct that some media organizations have targeted Çiller. In this, the quarrels among the media organizations, the policies towards the media, including the distribution of incentives and credits, play a role. On the other hand, even if the media's aim is to topple Çiller, I believe that the target of the other opposition — ANAP, DSP (Democratic Left Party), CHP and the military — is the RP. Their efforts are directed more at pushing the RP out of power, out of the coalition.

**TDN-** But does this not depend on Çiller?

**KB-** Of course, the Çiller-Erbakan partnership is such that getting rid of one requires getting rid of the other. But things have come to such a point behind the polarization between RP and the military, that saving the system has become more important; so according to me the last thing being tried to find a solution without

opening the way for a coup d'etat is a coalition government without the RP. Even Çiller's premiership is being spoken.

**TDN-** Do you see such a possibility?

**KB-** I think it is difficult. But if pressure from the military leads to such a situation, I will not be surprised. Not because the army wants Çiller.

**TDN-** Where does Çiller get her power from? Such a question is being asked now. Despite everything, despite such a big front against her and despite criticisms of the army's involvement in politics, the media's opposition to her and her Americanism, if one looks at her scuffling with other politicians there is something odd about the situation.

**KB-** It is very surprising for me too. I confess that it seems quite surprising to me too. I am surprised at how Çiller can maintain support in her party. In fact, I am surprised at this feeling of insecurity within the DYP. Because if they think about the party's interests and the country's, it seems to me that this means there shouldn't be a Çiller problem. But it has to be understood that they have united their fate with Çiller. There is such indifference both among the parliamentary deputies and the ministers as to surprise a person. The degree to which the leaders control party ranks is really surprising.

**TDN-** How do you see the Susurluk accident? Was it really an accident, or was it just a holy coincidence that it took place on a road wide enough to be an airport runway?

**KB-** I don't think that it was an assassination but an accident. Although it cost lives, I think it was a fortunate accident. It became a significant link in a chain. Even before Susurluk, organized criminal gangs had surfaced around the country like corks in the sea. The Yuksekova gang, other gangs, a series of gangs in Adana and elsewhere... Individuals had even climbed as high as the post of security chief within the Istanbul Police Department. It was like smallpox erupting on the skin. These gangs had reached the point at which they could no longer be concealed. Boils were surfacing all over the body. Susurluk became a significant link in this chain. Because it brought out the dirty relations of much higher ranks. The head of a village guard tribe and a DYP parliamentary deputy, a very high-ranking police chief and a murder suspect and drug trafficker who was being sought by Interpol were in the same car. This was very important and sensitive circles went into action. It horrified people. But unfortunately, it is being covered up. I mean at the very least people have now begun to lose their hope.

**TDN-** Going back to the political crisis, do you think that there is a real possibility of a military coup?

**KB-** A coup is not a strong possibility but it is not totally out of question. A solution is being sought at present even while the Refahiyol government is falling, or more accurately, is being sought by pushing [Prime Minister and RP leader Necmettin] Erbakan and the RP out of the government. This probably will succeed. But in case it fails, the tension created by the antagonism between the army and the RP cannot last long.

Because the military will probably not leave the stage to the RP after raising its voice so much. In such a case more active intervention from the military may be expected. The soldiers have already become a separate chief player. The government really falls into some laughable situations, and many things in Turkey have been shaken to an unbelievable degree such as the authority of the government and that of Parliament. I therefore foresee that this government will fall in the near future. At least a coalition model excluding the RP will emerge. But what this new government will do is another matter. The exclusion of the RP will not solve the problem. Turkey needs to take courageous steps. The question is whether it can take modern, courageous steps. The all problem is that.

**TDN- Do you think that the military is so distanced from the power structure or politics that it will need to initiate a coup d'etat in order to impose its influence?**

**KB-** Of course it is influential. In the MGK (National Security Council), the army's word prevails to a great extent. But there is the recent antagonism with the RP and the things that the MGK wants such as eight-year compulsory education have not been carried out. The army or anyway an important part of it with clout is of the opinion that Sharia has become a serious threat.

**TDN- Do you agree with this view?**

**KB-** I think, the present system is really facing danger. But I do not think that the present system is democratic; on the contrary, it is an extremely oppressive and anti-democratic system. On the other hand, the Sharia will not bring about anything positive. And of course, this system won't want to leave the stage to the Sharia. They tried to use the pro-Islamist movement until yesterday, but not allow it to rule the country because they didn't want to. Consequently conflict will be inevitable, if this problem is not resolved some other way, that is, if Turkey's way is not opened for democratic ways, if Turkey does not turn its course to peace and democracy. I believe that this opportunity still faces Turkey and the RP's present support is clear. RP can't control the majority. And if Turkey behaves rationally, it can open the way to democracy. In this case, the Sharia ceases to become a danger. But when it doesn't do this, if recourse is made to violence to counter the pro-Islamist movement, Turkey can turn into an Algeria. That is, it may be dragged into an environment of violence much greater than expected or even just expected. When this happens, what way should be chosen? The conflict between the military and the RP, the consequent polarization of society along these camps, and the victory of one of these camps (either the military or let's say the RP) will not solve the problem. This is obvious. If the RP wins, it will attempt to initiate the system that it dreams of. There are examples of this in Afghanistan, in Iran, in Saudi Arabia. There is still disorder in Algeria and it hasn't happened there.

I am trying to make this point: the pro-Islamists want to reverse the tide in Turkey despite 70 years of advances. This obviously will not be a good thing for Turkey. But what

will happen if the military wins? There will be the danger of turning Turkey into an Algeria. Because, violence will never lead to the expected results. It is necessary to rely on the people. The system can only survive by basing itself on the people's choices. This can only be achieved through peace and democracy. With this system, you cannot inspire any hope. With this level of torture, with a state that relies so much on violence and illegal acts, you cannot stand against the Shariah. What I think has to be done is to purify society from this dirt and rust; to bring it to peace; to open the way to democracy; not waste resources; to not pit the blind against the blind in a blind war; and to win over the Kurdish people, that is, make peace with the Kurds. When this happens, I believe the Kurds will become one of the strong supports of democracy. They will defend democracy. In the past in Iraq, following the collapse of the kingdom, the Kurds united with the democratic forces of the country against the reactionaries and revolutionaries. Why? In order to protect certain gains.

I believe when the Kurds' rights are recognized, they will live with the Turks in peace and support democracy. But as long as this oppression continues, the Kurds will be pushed to other sides. They can be used by Turkey's opponents, perhaps in ways which it won't want.

● Tomorrow: Burkey: The Kurds do not want separation, but they want to lead a decent life.

## Şerafettin Elçi acquitted

Ankara - Turkish Daily News

■ Şerafettin Elçi, the leader of the Democratic Mass Party (DKP), was acquitted on Monday at a trial heard at the Ankara State Security Court (DGM). He was accused of publishing separatist propaganda in a pamphlet that aimed to promote "freedom, equality, peace and brotherhood." Şerafettin Elçi, his attorney and other DKP members were present at the trial. Elçi defended himself by saying that he had not intended to advocate separatism. The prosecution asked for a three-year sentence but the judge ruled that there was no evidence that the publication was criminal.

**Wednesday, June 25, 1997**

## **Burkay, the Kurdish Socialist Party, Turkey and peaceful solutions (Part II)**

- "The Kurds do not want separation, but they want to lead a decent life."

**By Gul Demir / Turkish Daily News**

Istanbul - This is the second part of the interview with Kemal Burkay, the general secretary of the Kurdistan Socialist Party (KSP).

**TDN- I conclude from what you have said so far that you are not optimistic about the short term.**

KB- Unfortunately, this is correct. They [the politicians] have brought the country to such an impasse that it is really difficult to get out of it. It requires a new policy, a new viewpoint. It is impossible to escape from this situation with past policies; in fact they will lead the country to an even worse situation. At present whether to have the Sharia or a military coup is being discussed. Society has been polarized around this question.

But neither a coup nor Sharia will solve Turkey's problems. This is very obvious. Some circles expect salvation from the military. Even if we do not count the 1960 intervention, the army intervened in 1971 and 1980; these coups are partly responsible for the present situation. Turkey should learn peace and democracy, or, more precisely, Turkey should learn democracy.

I believe the solution is in democracy. When Turkey reconciles with the Kurds, it will transcend these obstacles. When peace comes to Turkey, opportunities for economic development will emerge; Turkey will no longer have to waste its resources on a dirty war. According to recently released figures, 12 billion USD are spent every year to finance this dirty war. It was 8 to 10 billion dollars in previous years, now it has risen to 12 billion. This is a horrifying figure. Turkey's economy cannot bear this weight. And if it is being said that economy has become dependent on the drug trade and Turkey has become a paradise for dirty money and money laundering, that it has become the world's largest casino, the reason behind all these in my opinion is that the economy collapsed as a result of the war. These sources were necessary to finance the war. And people have become the prisoners of terror.

The only way out is to abandon these false policies in favor of peace and democracy. If this happens, I believe the Sharia will cease to be a threat in the country's agenda. Our people will certainly practice the requirements of their religious beliefs and nobody will pressure them for this but, when this chaotic situation ends, our people will be relieved.

**TDN- Do you believe that there is a political actor able to see this situation and act on it?**

KB- What a pity that one can't see such a name in the major parties in the Parliament, that is among the people who are Istanbul - The Boyner Group has set out new sales targets for its retail companies like Beymen, Carsi, Benetton, Cotton Bar and Alboy. The goal is to sell two products every second.

Last year the company sold 14 million products and this means 72 sales a minute when calculated by a year of work days and hours.

Officials at Boyner Holding have worked out that this comes to the sale of 1.2 pieces every second. So if this figure can

be raised to two pieces a second, the company will have sold 22.3 million by the end of one year. Group officials also noted that one out of every four people in Turkey wear clothes from the company's stores; if the new target is met, it will mean that one out of every three people will have purchased clothes from Boyner Holding.

Within Boyner Holding, the Carsi chain of stores has the leading position with sales of seven million in seven stores last year. Economic magazines point to Carsi, one of Turkey's revolutionary companies. Benetton which has 161 stores sells 2.7 million pieces while Beymen trails with 1.5 million in sales in 37 stores.

This year the famous French store chain Tati is expected to sell 2 million pieces within the Boyner Group.

KB- We think differently about this subject and have done so in the past. I mean, according to us, Kurdish organizations from various parts of Kurdistan could coordinate among themselves. This coordination is not a single party, not even a front organization. We think of it as an institution which could maintain dialogue and solidarity between Kurdish organizations which are fragmented, which could secure a certain level of harmony in struggle and international support for the Kurds, that is, supplying help and support at the diplomatic level.

Of course the PKK's position is natural. I mean, the PKK can naturally have these intentions and I do not think these are obstacles to dialogue and peace. I mean when we ask the questions such as how shall we be saved from this impasse, how shall we resolve this deadlock, how shall we carry the country out of this chaos and how shall we solve the Kurdish problem, the answer is clear. A process of dialogue and negotiation should be started. PKK says it is open to this.

Finding a party to negotiate is not a difficult thing for Turkey. If they negotiate with the PKK, this does not present a problem for us. Of course they can negotiate with us too. The PKK does not accept any other representative other than itself; this is their opinion. If Turkey wants to begin a dialogue with us, we are ready for it. We can sit and speak about the solution to the Kurdish problem with Turkish authorities. We want rights for Kurdish people; we do not want them only for our party but for all of us. Besides, Turkey may not want to negotiate with us.

There are legal political bodies in Turkey who want a solution to the Kurdish problem, such as HADEP (People's Democracy Party) and DBP (Democracy and Peace Party). These have to be given the freedom of activity. Turkey can negotiate with them for a solution. But if Turkey wants to open up the road to peace on these subjects, it could carry out reforms for a start. Such reforms too could open the path to peace. If the things that I have mentioned above -- a bilateral cease fire, that is, when PKK declares a cease fire, Turkey can do the same in return, a general amnesty, freedom to political parties, allowing the return of exiles, recognition of cultural rights such as TV, education and publication -- are done, I believe the greatest steps would have been taken. First of all we would have reached a climate of peace. The rest could be solved in democracy. And according to us, this would be a practical and permanent solution as in the Swiss, Canadian, Spanish and Belgian cases.

There are many examples. There can be a solution both in Cyprus and in Turkey. There may, for instance, be regional parliaments and local governments in the regions where Kurds live in the majority. Apart from this, cultural rights, including radio and TV, can be free everywhere in the country. I mean, the problem is simple. So when Turkey takes these steps, what will the PKK say against them? I think it will say yes, and when it does not it will be isolated.

**GD- Do you want to return to Turkey?**

KB- Of course we want to return to the country and carry out political activities openly and legally. This is a matter of the democratization of the Constitution as much as being a matter of a general amnesty. There are certain obstacles which have to be removed. The Constitution and other laws -- the Law of Political Parties, the Criminal Code, Anti-Terrorism Law, but primarily the Constitution -- should be democratized. These are not impossible steps. Just taking these steps can lower the tension in Turkey. Of course, besides these, there are some other urgent steps that may be required. For instance, a proper lifting of the ban on the usage of the Kurdish language in the press and publishing. I mean at present, it has been said that the ban was lifted but it is nothing more than a political show because even poetry books are banned and seized by the authorities from their publishers and bookshops. I mean steps like TV broadcasting in Kurdish and so on. Moreover millions of people who were forced out of their villages and who currently constitute a big problem in major cities leading to new social problems can return to their homes. If this can be secured, it will bring about a climate of peace to Turkey. And beyond this, we as Kurds and

Turks can solve our problems through negotiation in democracy and through presenting our programs to the people. People may not accept our program but this will not be a problem. We shall mold Turkey according to the needs and demands of the people. We shall not forget that three official languages are spoken in Switzerland. Why should Kurdish not used in the official transactions in Turkey? In sum, these urgent steps should be taken in order to form a climate of peace.

---

## **Boyner Group's goal -- to sell two products a second**

in a position of leadership. They resemble to each other to a painful extent. For instance, Ciller came on stage with the profile of a reformist turned out to be the least inspiring leader. Everybody knows what she has done. Mesut Yilmaz on the other hand has even been opposed to freedom of expression. At a certain stage he met with Yasar Kemal, and some hopes were raised. He gave the impression of being a more serious leader. It probably requires greater courage than that; perhaps it requires accepting defeat in the short run.

Because if you come to the stage with a reform policy, a radical one, you may lose because of the existing prejudices; your opponents may use them in domestic politics. There may be a narrowing of your constituency but I believe that policies which are the way out of the situation will become the property of the masses. If you show determination in giving voice to expressions of peace and democracy, there is no doubt that you will win over the masses in time.

Why has Erbakan become a hope now? Because all other parties and leaders, those who have governed Turkey, have ceased to inspire any hope. People are tired of them; they do not expect anything from them because none of them present a serious program of change, of democracy. They were scared and so couldn't change a thing. If Erbakan has emerged as a hope, it is because of this. But it can't be because it's not healthy.

This is why I am not optimistic about the short term. But I also think that it won't go on as it is in the long run. Because if Turkey fails to take steps towards a healthy solution, it will experience an even greater collapse. This perhaps will be a much more painful stage for both the Turks and the Kurds. But whether it is this or that, a way out will be found. If you look at it in one sense, the sea will come to an end and I think we have reached that point. I think it's not possible to continue on the road for much longer with these policies.

**TDN- So do you think that administrators will wake up to these facts and behave accordingly or will current policies reach such a point that people will say 'Enough is enough.' and press for peace?**

KB- It would be a good thing to see administrators recognizing the facts and changing their attitude. There are examples of this in the world. In South Africa, for instance, after a certain stage, the political party which had carried out the policies of apartheid and its leader De Klerk changed their attitude. They turned towards reconciliation. Consequently South Africa overcame its chaotic situation and now there is peace in South Africa. In spite of all the blood shed and the negative experiences, the two peoples, blacks and whites, are now building South Africa in peace. South Africa thus returned to the international community.

I wish this could happen to us. I don't see this happening easily because the leaders and political parties governing the country haven't yet been able to show the courage and determination to revise their policies seriously. Will they possibly do so in the near future? I do not totally rule out this possibility, but I find it extremely difficult to believe in.

So the second possibility, the formation of a peace and democracy front, comes to the fore. There are some positive indications this way. For instance intellectuals, workers, youth and women have been expressing the demand of peace and democracy in their actions in the recent years. Moreover, the employers' organizations themselves, the Union of Chambers of Commerce and Industry and TUSIAD have proposed a turn towards democracy in the various reports which they have published, stressing that current policies cannot bring about a solution to the Kurdish problem and that peaceful political methods should be adopted. This is a very important thing. Because the attitude of the businessmen is important in Turkey. I think, they are more realistic than the generals about the country's economy and future.

But of course there are things that life can teach even to the generals. I mean, I am sure that there are many in the military who have common sense. In fact there are high-ranking officers, generals and majors who lost their lives

because of this. We know why they were killed. There are those among the war-experienced officers who are convinced that this problem cannot be solved by force and oppression.

The question, therefore, is to bring together all the pro-peace and pro-democracy forces, primarily the toiling masses and intellectuals. Everybody who does not want Turkey to regress further and longs for a Turkey living in peace and democracy has a mission to carry out. We can unite on this issue to build a peace and democracy front. This certainly will not be easy but I cannot see another way out. To achieve this, we have to overcome our prejudices. The left should go beyond sectarianism. This is not merely a problem of the left or the right; this is the problem for everyone who wants democracy, an end to the fighting and an end to violence.

Our position is clear. We have been accused of being separatists, secessionists and traitors. But we are aware that we live in the same country. We coexisted in this country for thousands of years and we can do so in the future. But of course, we want to live a decent life. We, the Kurds, want to live and have our own rights. We therefore demand a reformation of Turkey upon the grounds of equality. This is not separation from Turkey. We speak clearly: It is possible to coexist in Turkey without division and without a change in its borders. There are many examples of this in the world. Belgium, Switzerland, Spain, Canada and many others. Therefore the prejudices have to be overcome. We should look around to see how this problem has been resolved in the contemporary world. This, I believe, is the essence and the basis of the problem.

**TDN- What kind of a process toward peace do you propose? What kind of an initiative should begin and continue?**

KB- A bilateral cease fire should be the first step. Claims such as "We shall finish this business off, if not this spring then the next spring," and, "We shall break their backbone because we have superior weapons," should be abandoned.

**TDN- Do you, as the KSP, make such a call for cease fire?**

KB- We often make this call. It probably would not change anything to repeat it now. Both sides of the conflict should cease firing. This should not be seen as a blood feud. Many lives were lost on both sides. Of course these losses caused great pain and sorrow. But problems cannot be solved with a blood-feud mentality. Nowhere in the world are these problems solved like that.

What we see around the world is that after shedding immense amounts of blood and after going through great pain and sorrow, the parties engaged in conflict eventually sit around a table and negotiate. This is what happened in Vietnam. Remember the stubborn war that France and the US carried out in Vietnam. In the end, it was resolved around a table. In Palestine, although it has not come to an end, Israel and Palestine reconciled at a table. In South Africa, the story is similar. In the Chechnian conflict, Russia, the second superpower of the world at least in regard to military power, made a peace accord with two million Chechens. From all these experiences, we should conclude that the same applies to us; Turkey is no exception. A cease fire is necessary.

**TDN- What should then be the second step?**

KB- A general amnesty should be put in effect. All the political parties should be allowed. For instance, when a general amnesty is issued, many Kurdish politicians will be able to return to the country, including myself.

**TDN- Can a peace process without PKK participation be imagined?**

KB- The PKK should not be excluded. I find that the mentality which insists on the exclusion of the PKK sees it as an obstacle. If we want peace, we have to convince whoever is on stage that no one should be excluded: Is it very difficult to convince the PKK? I do not think so, because the PKK ceases fire unilaterally and says that they want a peaceful solution within the borders of Turkey. If the PKK is sincere in this discourse, then it is not an obstacle. Let us suppose that the PKK breaches these guarantees; it will then remain alone.

**TDN- Do you think the PKK is sincere?**

KB- I think it is necessary to accept its sincerity. The PKK should be given a chance. Because this is not simply a matter of good will. The Kurds too want peace. But they want their rights at the same time. When you recognize the

Kurds' equal rights and end oppression, they will no longer feel they are outsiders. Then the climate for peace will depend on the masses in Turkey. If the PKK or any other organization does not say yes to peace it will cease to have influence. Peace can be achieved. I believe in this. For instance if Hamas were convinced and included in the peace process between Palestine and Israel -- in fact they tried to convince Hamas -- peace would have been cultivated much longer ago. But the failure to convince Hamas -- due in particular to Israel's attitude towards Hamas -- made it difficult.

**TDN-** As far as we hear from the press and the media which express their opinion too, there are some attempts by the PKK to form an institution, a national congress, which will include itself among others. The parliament in exile took a recent decision to return to the region in a year's time. This has been interpreted as preparation for a congress in which all Turks would be represented. What is your approach to the national congress?

**Herald** INTERNATIONAL **Tribune**  
PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

## Saddam Is Still at It

Saddam Hussein continues to stone-wall the United Nations. For more than six years now he has orchestrated a policy of deceit and intimidation to prevent UN inspectors from doing their job — that is, from searching for illegal nuclear, biological and chemical weapons and the long-range missiles that could deliver them. As a result, the Iraqi people continue to suffer from a UN trade embargo that could have been ended years ago.

It is worth recalling that the cease-fire terms imposed after Iraq lost the Gulf War were not all that punitive, given that Saddam started the war by seizing Kuwait. The United States and its allies did not insist on dismantling Iraq's army or even its elite units, and they did not propose to deprive Iraq of short-range missiles or other normal defensive weaponry. They did insist that Iraq comply with UN resolutions calling for the destruction of any Iraqi weapons of mass destruction. At the time, Rolf Ekeus, the Swedish diplomat in charge of the UN effort, estimated that the entire process of inspection, discovery and destruction could be completed in a few months — with Iraqi cooperation.

Unfortunately, the Iraqi dictator chose a different route. He has repeatedly concealed weapons and documents relating to his secret arms programs. His officials have interfered with UN inspectors trying to do their jobs. Just in the past few weeks Iraq again denied access to UN inspectors, concealed documents and weapons and, according to the Security Council, endangered inspectors' lives by interfering with their helicopter flights.

The Security Council on Saturday voted unanimously to condemn Iraq's latest behavior and threaten further sanctions if it does not cooperate by Oct. 11. Russia went along after President Bill Clinton personally appealed to President Boris Yeltsin in Denver, and France and China also endorsed the resolution despite reported doubts. Their vote is welcome, their hesitation difficult to understand. Many countries and companies would undoubtedly like to see Iraq's oil start flowing again. But the United Nations will not preserve much credibility if it cannot stay the course on as clear a question as ridding Iraq, dictator of poison gas and germ warfare bombs.

— THE WASHINGTON POST

WEDNESDAY, JUNE 25, 1997



12:31  
GMT, 26  
Juin 1997

©AFP  
1997

## ● Refus de l'arrestation de quatre policiers impliqués dans la mort d'un journaliste

ANKARA, 26 juin (AFP) - La Cour d'Assises d'Afyon (ouest) a refusé de lancer des mandats d'arrêt contre quatre des 48 policiers impliqués dans la mort d'un journaliste alors qu'il était en garde à vue, lors d'une audience du procès jeudi, a rapporté l'agence Anatolie.

Le journaliste du quotidien de gauche Evrensel (qui a cessé de paraître), Metin Goktepe, 27 ans, avait été battu par un groupe de policiers après son arrestation le 8 janvier 1996 à Istanbul, alors qu'il couvrait les obsèques de deux détenus tués lors de la répression d'une mutinerie dans une prison de la ville.

Aucun des policiers, qui sont accusés d'"homicide collectif" et jugés comme prévenus libres, n'a assisté à l'audience de jeudi. Ils n'avaient pas non plus assisté aux audiences précédentes.

Les avocats de Metin Goktepe ont protesté une nouvelle fois contre l'absence des accusés et réclamé au tribunal de lancer des mandats d'arrêt contre quatre policiers. Le tribunal a rejeté cette demande.

Le tribunal a également refusé d'annuler les mandats d'arrêt qu'il avait lancés lors de la précédente audience, le 28 mai, contre cinq autres policiers, comme le demandaient leurs avocats, a indiqué Anatolie.

Douze policiers sont passibles d'une peine de prison allant jusqu'à 16 ans pour meurtre avec préméditation. Les 36 autres risquent une peine allant jusqu'à trois ans pour "complicité".

Metin Goktepe avait succombé à une hémorragie et son corps avait été retrouvé dans l'enceinte d'une salle de sports du quartier d'Eyup, dans la partie européenne d'Istanbul.

Le procès s'était ouvert le 18 octobre dernier à Aydin (ouest) et non à Istanbul, où s'étaient déroulés les faits, officiellement pour des "raisons de sécurité". Il avait été plus tard déplacé à Afyon, toujours pour des raisons de sécurité.

Le procès a été renvoyé au 24 juillet.

CE/hc/so e



05:54  
GMT, 21  
Juin 1997

©AFP  
1997

### ● La Syrie ne soutient pas le PKK, affirme Farouk al-Chareh

DUBAI, 21 juin (AFP) - Le chef de la diplomatie syrienne Farouk Chareh a rejeté toute responsabilité de son pays dans le conflit opposant le pouvoir à Ankara aux séparatistes turcs du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

"La Syrie ne soutient pas le PKK qui n'en a pas besoin, parce que ce parti a des millions de partisans à l'intérieur de la Turquie", a déclaré M. Chareh lors d'un débat vendredi soir à la chaîne de télévision saoudienne Middle-East Broadcasting Center (MBC).

"Le vrai problème n'est pas à l'extérieur de la Turquie mais à l'intérieur du pays", a ajouté M. Chareh en appelant Ankara à "régler ce problème elle-même plutôt que d'accuser les autres" pays.

Selon lui, "des responsables turcs ont accusé la Syrie, l'Irak, l'Iran, l'Arménie, la Russie, la Bulgarie et peut-être la Roumanie, et bien sûr la Grèce et Chypre. Récemment, ils ont ajouté à la liste des pays ennemis l'Arabie saoudite, le Soudan et la Libye", a-t-il dit.

"Certaines parties poussent l'institution militaire en Turquie à envenimer l'atmosphère avec la Syrie sans aucune raison", a ajouté M. Chareh sans identifier ces parties.

La Turquie accuse notamment la Syrie et l'Iran de soutenir le PKK et d'abriter sur leur sol ses militants armés. Le chef du PKK, Abdullah Ocalan, réside généralement à Damas ou dans la Bekaa libanaise sous contrôle syrien.

M. Chareh a accusé la Turquie, qui mène depuis le 14 mai une opération militaire dans le nord de l'Irak contre le PKK, de "violation du droit international".

"Un Etat qui poursuit ceux qu'ils qualifie de terroristes à l'extérieur de ses frontières, viole le droit international et les conventions internationales", a-t-il dit.

M. Chareh a d'autre part dénoncé l'alliance militaire entre la Turquie et Israël.

"Cette alliance militaire est intervenue au moment où les délégations arabes négociaient avec Israël pour parvenir à une paix juste et globale. Cette alliance vise soit à mettre fin au processus de paix, soit à faire pression sur les Arabes pour qu'ils fassent des concessions à Israël", selon lui.

ht/tp



17:28  
GMT, 20  
Juin 1997

©AFP  
1997

### ● L'opération turque dans le nord de l'Irak à son terme, selon le PDK

ANKARA, 20 juin (AFP) - L'opération de l'armée turque entamée le 14 mai dans le nord de l'Irak contre les rebelles kurdes de Turquie, arrive à son terme, a déclaré vendredi le Parti démocratique du Kurdistan (PDK, faction kurde irakienne) de Massoud Barzani, dans un communiqué parvenu à l'AFP.

Le PDK, qui a apporté un soutien net et sans précédent à l'incursion turque, a indiqué avoir établi le contrôle des régions frontalières avec la Turquie qui étaient auparavant dominées par le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie).

L'armée turque a porté "un coup écrasant" aux activistes kurdes de Turquie, selon le communiqué.

Celui-ci annonce également que l'armée a récemment retiré de la région de nombreuses unités, "en maintenant temporairement les autres dans le but d'atteindre ses objectifs opérationnels".

L'agence Anatolie avait rapporté jeudi que l'armée turque se retirait partiellement de certaines régions qu'elle avait nettoyées, les laissant sous le contrôle des peshmergas du PDK.

Depuis une semaine, près de 60 chars et 100 véhicules blindés sont rentrés du nord de l'Irak vers leurs bases en Turquie en provenance de l'axe Zaho-Sersing, selon l'agence qui cite des sources militaires.

Le PDK a en outre appelé le PKK à respecter les Kurdes irakiens, dans ce communiqué.

"Le leadership du PKK doit reconnaître et respecter les caractéristiques des Kurdes irakiens et doit mettre fin à son intervention dans nos affaires", déclare le communiqué.

Le PDK accuse le PKK dans ce communiqué d'avoir tenté de s'installer dans le nord de l'Irak en défiant de "façon arrogante" l'"autorité légitime et indigène de l'administration régionale du Kurdistan irakien".

"Ils (le PKK) ont créé leurs propres structures militaires et administratives comme une autorité alternative et sont intervenus de façon persistante dans les affaires internes de la population locale", affirme le texte.

Le PKK est également accusé d'"avoir agi au mépris de nombreux avertissements" du PDK "pour qu'il mette un terme à sa présence militaire dans le Kurdistan irakien et pour qu'il s'arrête d'utiliser la région comme un sanctuaire pour attaquer les cibles turques".

Le PDK, "qui a participé à l'opération pour protéger sa population civile" selon le communiqué, a délogé le PKK des zones rurales des provinces d'Erbil et de Dahouk, près de la frontière turque.

"Les terroristes du PKK ont été maîtrisés, isolés" et la "survie de leurs unités armées est en péril", affirme ce communiqué.

Les pertes du PKK sont très importantes, selon le PDK qui n'avance pas de chiffres. Selon un dernier bilan de l'armée turque, près de 3.000 maquisards du PKK ont été éliminés dont 2.678 tués lors de cette opération, appelée "gros marteau". Selon le PKK, ses pertes ne dépassent pas une centaine d'hommes.

Le PDK affirme pour sa part avoir perdu 29 hommes. Quatre-vingt-neuf autres peshmergas ont été blessés lors de combats.

"Des centaines de terroristes du PKK" se sont enfuis vers les régions contrôlées par l'autre faction kurde irakienne, l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, et vers la frontière iranienne, selon le PDK.

Le PKK a perdu son commandement et son contrôle sur les restes de ses forces qui se cachent en groupes dispersés dans la zone d'opération, affirme le communiqué.

Le PDK affirme en outre que l'"infrastructure de l'armée de guérilla" du PKK dans la région, incluant ses bases permanentes, ses camps de formation, ses dépôts d'armes et de vivres, a été anéantie.

Plus de 40 dépôts du PKK, dans lesquels se trouvaient des centaines d'armes automatiques, des explosifs ainsi que des armements lourds, ont été saisis. Des vivres en quantité suffisante pour tenir deux ans, ont été également saisis dans plus de 55 dépôts, selon la même source.



10:19  
GMT, 26  
Juin 1997

©AFP  
1997

## ● Nord Irak: l'armée turque réaffirme s'être presque entièrement retirée

DIYARBAKIR (Turquie), 26 juin (AFP) - L'armée turque a réaffirmé jeudi avoir retiré la grande majorité des troupes qu'elle avait envoyées le 14 mai dans le nord de l'Irak pour une vaste opération contre le PKK, tout en précisant que celle-ci n'avait pas encore pris fin.

"La grande majorité des unités blindées et troupes combattantes se sont retirées en Turquie mais l'opération n'a pas encore pris fin", a déclaré le colonel Suleyman Canpolat, responsable de la gendarmerie régionale de Diyarbakir (sud-est), dans un briefing à la presse.

Selon le colonel Canpolat, "seul un nombre suffisant de troupes combattantes et d'unités de soutien, chargées de définir et communiquer à l'artillerie et à l'aviation turques les coordonnées (des rebelles kurdes de Turquie) sont restés dans le nord de l'Irak afin de soutenir le Parti Démocratique du Kurdistan" (PDK), faction kurde irakienne de Massoud Barzani, alliée de l'armée turque.

Il n'a donné aucun chiffre précis.

L'opération avait été lancée contre le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie) qui utilise cette région comme base arrière pour mener des attaques en territoire turc. La région, qui échappe à l'autorité de Saddam Hussein depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991, est en principe contrôlée par le PDK.

Selon le colonel Canpolat, des combats ont lieu sporadiquement entre les peshmergas de M. Barzani et les maquisards du PKK dans la région de Khaourk, près de la frontière avec l'Iran, à l'est.

"L'armée turque assure le soutien aérien par hélicoptères Super Cobra et de l'artillerie lorsque le PDK le demande", a-t-il indiqué.

Au total 3.005 maquisards du PKK ont été "éliminés", dont au moins 1.912 tués, depuis le début de l'opération, selon le colonel Canpolat.

2.044 "terroristes" (rebelles du PKK) ont été "éliminés", dont 1.912 tués, lors d'opérations militaires et combats, et 961 autres ont été tués ou blessés lors d'attaques aériennes ou de bombardements d'artillerie de l'armée turque. Les pertes de celle-ci s'élèvent à 113 soldats tués et 325 blessés.

Par ailleurs, les combats entre le PDK et le PKK ont fait 214 tués et 127 blessés dans les rangs du PKK et 49 tués et 90 blessés dans ceux du PDK, selon le colonel turc.

Un précédent bilan faisait état de 2.601 rebelles du PKK et 99 soldats turcs tués depuis le début de l'opération. Le PKK avait récemment indiqué avoir perdu moins de 200 hommes.

La presse n'ayant jamais été autorisée à pénétrer dans la zone depuis le début de l'opération, il est impossible de vérifier ces chiffres de sources indépendantes.

Jusqu'à 30.000 troupes turques étaient impliquées dans l'opération, baptisée "gros marteau", et destinée à détruire les bases du PKK dans le nord de l'Irak. Dans cette opération, l'armée turque a bénéficié pour la première fois de l'appui actif des peshmergas de M. Barzani.

Près de 26.000 personnes (rebelles, militaires, policiers et civils) ont été tués depuis 1984, date à laquelle le PKK a lancé une rébellion armée contre Ankara pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est de la Turquie, à majorité kurde.

KG-CE/hc/ob t.

## Syria accuses Turkey, Israel over nonexistent maneuvers

Officials in Ankara deny any ongoing maneuvers and describe Damascus' allegations as 'the height of irresponsibility'

*Ankara - TDN with wire dispatches*

■ Damascus on Wednesday added further tension to its already strained relations with Ankara by alleging that Turkey and Israel were conducting joint military manoeuvres off the Syrian coast near Latakia where Arab foreign ministers were gathered for a high level meeting.

Turkish sources close to the Foreign Minister and the Office of the Chief of the General Staff, responding to questions from the Turkish Daily News, denied that such manoeuvres were being conducted.

"The modalities of the exercise in the Mediterranean to be held between Turkey, Israel and the United States have not even been worked out yet," one military source told the TDN. "These three countries have not even met on this topic yet so how can they be holding exercises?" he added, characterizing the Syrian allegation as the "height of irresponsibility." A senior foreign ministry source on the other hand characterized the Syrian claim as "fabrication" and furthermore pointed out that when the joint manoeuvres to be conducted by Turkey, Israel and the U.S. go ahead, they will be "search and rescue exercises."

es." Syrian Foreign Minister Farouq al-Sharam, whose remarks were reported by Reuters from Latakia, condemned the alleged manoeuvres during his address to a plenary session of foreign ministers of the so-called Damascus Declaration grouping of Syria, Egypt and the six Gulf States.

Al-Shara also expressed surprise at plans by the United States, a sponsor of Arab-Israeli peace talks, to take part in the naval games at a later stage.

The minister hinted that the choice of Latakia as the site for the current meeting was because the games were being conducted nearby.

The minister said the biggest challenge facing the meeting was the stalled Middle East peace talks, which he said were "sinking because Israel closed all doors for peace". Speaking of Israeli-Turkish military cooperation, Shara claimed: "This alliance puts big responsibilities upon us because it was created while we were in a peace process... "While we as Arabs were searching seriously for real horizons to reach a just and comprehensive peace, Israel and Turkey announced a military alliance and the conducting of military exercises..."

"There are now military warships moving only miles from this steadfast city. Turkish and Israeli warships. It is regrettable that Israel's partner this time is a Muslim neighbour with whom we had deep-rooted relations."

"The United States, which will participate in these maneuvers after a while, justifies what is going on by saying these are exercises for rescue operations.

"It's strange that the United States exerts efforts for marine rescue operations and ignores that it should exert efforts to rescue the peace process, which is sinking in front of their eyes."

Turkish Daily News - June 26, 1997

# Amnesty lambastes Anatolia news agency report

Laurie Udesky

Ankara - Turkish Daily News

■ The London-based human rights group, Amnesty International (AI), told the Turkish Daily News that an article written by Anatolia news agency about AI was filled with errors. The article, which appeared in Wednesday's Turkish Daily News, said that AI had begun a "defamation campaign" against Turkey.

Anatolia was referring to a campaign established in the United States to inform students about human rights abuses in Turkey, said AI Media Director Anita Tiessen.

"It shouldn't be a surprise to anybody," Tiessen said. "It's something that we launched in a high-profile way in Turkey, and this is part of that campaign," she continued.

The article, quoting Anatolia, said that many students who wrote letters to the Turkish government had the impression that "everyone" was "exposed to continuous persecution." Tiessen insisted that such a message was never disseminated.

Tiessen also pointed out that the article's headline charging that AI's campaign was "anti-Turkish" was simply not the case.

"We're not against Turkey, we're against human rights violations." Additionally, Tiessen said that the AI delegation had meetings with media, non-governmental organizations, the Turkish Businessmen and Industrialists Association (TUSIAD) and all the political parties, from which, she said, "we had a positive reception."

The Anatolia report also maintained that AI relied on "secondhand and third-hand sources" for its information and said that the organization's secretary-general admitted in a New York Times article that AI's reports were based on "unproven accusations."

It's a charge Tiessen said is dead wrong. Among the sources of information about human rights abuses that the group relies on is much that is "already in the public domain."

"The testimony is certainly not second hand, its from eyewitness, relatives and neighbors, photographic and forensic evidence as well," adds Sugden.

## Don't shoot the messenger

Many countries which have been subject to campaigns AI have initiated have made such complaints, explained Tiessen.

"If you're unhappy about the political implications of having a bad human rights record, the solution is to sort it out. Don't shoot the messenger."

What led specifically to the campaign, said AI's Jonathan Sugden, a researcher on Turkey, was findings for their last report. "In our publication on torture of children, we present medical evidence.

In a small number of cases police were convicted of torturing children and were fined what amounts to less than \$10.

That's what compelled us to start the campaign," maintained Sugden.

Sugden said that AI has repeatedly asked the Ministry of Justice to implement some changes, but to no avail.

"If the justice minister could come in (to his office) on a Monday and write a line saying that safeguards for children in police custody should be extended to all children, that would save us the unpleasant task of publishing the dreadful findings that we published in our last report on children," said Sugden.

The Ministry of Justice did not respond to questions sent them for this report.

INTERNATIONAL

# Iraq Still Lies About Arms, Outgoing UN Inspector Says

By Barbara Crossette  
*New York Times Service*

UNITED NATIONS, New York — Six years after the Security Council imposed its extraordinarily intrusive inspections on Iraq, that country's scientists are still under orders to keep the nation ready to make lethal chemical weapons at short notice, even if existing stocks are destroyed, according to a UN official.

"We have documentary evidence about orders from the leadership to preserve a strategic capability," said Rolf Ekeus, the Swedish arms control expert who has directed the disarmament of Iraq since 1991. "That means to keep the production equipment ready to produce at any given moment."

The commission headed by Mr. Ekeus feels that it is closing in on Iraq's missile programs, and the International Atomic Energy Agency is optimistic that it has shut down potentially dangerous nuclear projects. But UN inspectors are focusing special concern on the less visible but very perilous chemical and biological weapons and the delivery systems Baghdad may be planning for them.

Denied contracts in the West, Iraq

has turned to Eastern Europe and Asia in search of prohibited equipment, Mr. Ekeus said in an interview a week before he steps down at the end of the month to become Sweden's ambassador to the United States.

In six years, Mr. Ekeus said, the Iraqis have resolutely refused to cooperate in good faith, apparently believing they could fool inspectors who would then go away. His comments echoed reports he and his inspectors repeatedly have made about Iraq in those years, and frustration that nothing has seemed to change.

"They come up with a new explanation every time," he said. "They are very, very innovative. This is frustrating and irritating sometimes, but also amusing, highly amusing. They tell the most incredible stories. It is like the 'Thousand and One Nights,' where every night they tell a different story to save themselves."

He said that the Iraqis fabricated declarations about destroying weapons, manipulated evidences, interfered with inspections and routinely lied to monitors until confronted with documents, after which they simply changed their stories.

The concern about shadowy biological and chemical projects intensifies the urgency of stripping Iraq of the ability to build or assemble missiles, said Mr. Ekeus, who will be succeeded as executive chairman of the UN Special Commission by Richard Butler, an Australian arms control expert who is now Australia's representative at the United Nations.

Mr. Ekeus says he is aware that with his departure, the Iraqis may be tempted to change the rules in their relations with the inspections team, or that they will try to test the will of a new team chief. It is important, he said, that the Security Council, and the world at large, keep pressure on Baghdad. A number of Middle Eastern and European countries have begun to urge a relaxation in sanc-

tions. The Special Commission, armed with the most advanced equipment, has the authority to inspect Iraqi sites, destroy weapons and confiscate documents. By Security Council order, Iraq must comply if President Saddam Hussein has any hope of easing or ending the sanctions imposed on his government after its 1990 invasion of Kuwait.

On Saturday, the Security Council

threatened to tighten the sanctions in the fall if Iraq blocked or delayed investigations, as it has begun to do again in recent weeks. Among other measures, Iraqi officials could be denied visas to travel abroad.

"They blocked us at three locations," Mr. Ekeus said, describing his recent attempts to enter politically sensitive sites, which required the presence of an Iraqi official. "They delayed us once seven hours, once five. When the high Iraqi official arrived, he waited until the site commander cleaned out the place and then said, 'You can go in.'"

On Monday, Deputy Prime Minister Tariq Aziz of Iraq called the charges of noncooperation "an American fabrication in which Rolf Ekeus took part."

"Iraq has not yet been able to give us an acceptable explanation of what they are doing," Mr. Ekeus said. Chemical weapons "are the most difficult because Iraq, with its food situation, necessarily must be allowed to produce pesticides for bugs and rats," he said. "But from there, the same type of equipment and certain chemical compounds can also be manipulated into making chemical poisons for humans. We have to

monitor these dual-capability sites." Among the chemical agents Iraq already has produced on a large scale are mustard gases and an exceptionally deadly nerve gas known as VX, which Iraqis first denied they had, then admitted they had experimented with in 1994-95.

"Of course, we had found documents and had investigated, so they couldn't deny it," Mr. Ekeus said. "Then we managed to detect a huge amount of imports of certain chemicals, so-called precursors, which could not be used, really, for anything but VX production."

"Why did you import these?" we asked. "Where are they now?" They said, "We destroyed them secretly."

"Then comes this matter of secret destruction, which is large-scale," Mr. Ekeus said. "When did the secret destruction take place? Who decided? Who gave the order? Who carried out the order?"

Mr. Ekeus said his team interviewed people all the way down the line until they found someone who had carried out the destruction of material that Iraq denied having. But was it all destroyed? Mr. Ekeus said that lingering questions about chemical weapons stocks remain.

# MGK discusses fundamentalist foundations and village guards

Council recommends the emergency rule mandate in nine southeastern provinces be extended by four months

Ankara - Turkish Daily News

■ The National Security Council (MGK), headed by President Süleyman Demirel, gathered on Wednesday to discuss developments in security both in Turkey and abroad, focusing on the increase in the number of Islamist foundations and their alleged role in fundamentalist activities aimed at overthrowing Turkey's secular regime.

Islamist Prime Minister Necmettin Erbakan, Chief of General Staff Gen. İsmail Hakkı Karadayı, Deputy Prime Minister and Foreign Minister Tansu Çiller, Defense Minister Turhan Tayan, the Interior Minister, and Land, Navy, Air and Gendarmerie Forces' Commanders, MGK Secretary General Gen. İlhan Kılıç, State Minister Ahmet Cemil Tunç and a general director responsible for foundations throughout Turkey attended the meeting which ended with a much reduced level of tension compared to previous meetings.

The Security Directorate and the National Intelligence Organization (MIT) briefed the meeting on the outlawed Kurdistan Workers' Party's (PKK) separatist activities and radical Islamist activities in the country.

The MGK decided to recommend that the

Cabinet extend the emergency rule region system in the nine eastern and southeastern provinces of Batman, Bingöl, Bitlis, Diyarbakır, Hakkari, Siirt, Şırnak, Tunceli, Van by four months. To date, none of the MGK decisions has been rejected by the Cabinet in the history of the Turkish Republic.

## Village guards under spotlight

The role of the state-paid village guards in the state's fight against PKK separatists since 1984 was reportedly discussed during the meeting.

Sources said the MGK focused on the fundamentalist movement in Turkey.

Fundamentalist foundations İrfan Vakfı, Ensar Vakfı, Selam Vakfı, Zehra Vakfı, Muradiye Vakfı, Akyazılı Vakfı, Vahdet Vakfı and Islamic capital companies were under the spotlight at the meeting and their alleged link with fundamentalist activities was discussed.

The MGK, which includes the Turkish army's top generals, also used the monthly meeting to assess the Erbakan Islamist-led government's implementation of the February meeting's directives regarding the measures against fundamentalist threats. At the February meeting the military gave Erbakan a list of 18 anti-Islamist measures it wanted carried out. These included restrictions on Islamist education, including those on Koranic education for youngsters; the enforcement of a ban on Islamic dress, and an eight-year compulsory education system

throughout the country. The military and Erbakan government have been at odds which led to a political crisis and deadlock for months because of Erbakan's reluctance to implement the 18 points.

## Parliament to debate

### Northern Watch

Meanwhile, a Prime Ministry proposal asking for the extension of the Northern Watch mandate was presented to the Parliament for debate on Thursday. Northern Watch, the successor of Operation Provide Comfort (OPC) requires review every six months. It is composed of Turkish, U.S. and Royal air forces whose role is to patrol the U.N. declared no-fly zone in northern Iraq.

OPC was established after the Gulf War with the goal of protecting the Kurdish enclave from Iraqi government attacks and also included the participation of the French Air Force.

However, last August the Kurdistan Democratic Party (KDP), in a Baghdad-backed operation, took control of almost all of northern Iraq.

Following the KDP's activity in northern Iraq, Turkey asked for the structure of OPC to be changed with its flights and flight rules restricted by new regulations.

Political analysts have speculated that it is because Turkey is renewing the mandate of the northern Iraq operation that the other countries of Northern Watch have not opposed Turkey's current military operation in the same area.



ORGANISATION MONDIALE CONTRE LA TORTURE  
WORLD ORGANIZATION AGAINST TORTURE  
Director Eric Sottas

CASE POSTALE 119 - 37-39, RUE DE VERMONT  
CH 1211 GENÈVE 20 CIC  
TÉLÉPHONE +4122-733 31 40  
FAX +4122-733 10 51

ELECTRONIC MAIL OMCT@GEONET.POPEL.ORG.UK  
OMCT@IPROLINK.CH

## HUMAN RIGHTS DEFENDERS

### Case TUR 260697.1

#### Follow up of case TUR 260697

The International Secretariat of OMCT has received new information on the following situation in Turkey.

#### Brief reminder of the situation :

The Association for the Prevention of Torture (APT), member of the network, had once again expressed its grave concern over the use of repressive measures by the authorities against the IHD (Association for Human Rights) in Turkey.

The Diyarbakir section was closed on May 23<sup>rd</sup> in connection with the presumed confiscation on its premises of some copies of the publication "Demokrasi", a publication that was banned some time ago. The Malatya section was closed on June 4<sup>th</sup> when it was alleged that there was a delay in the submission of the annual report. The Izmir section was closed on June 19<sup>th</sup> after confiscation of a book on human rights violations in Turkey published by the Ankara section. The Konia section was closed on June 24<sup>th</sup>, apparently because of a press conference organised on its premises by students.

#### New information:

According to the new information received, the Diyarbakir branch of the IHD has now been officially closed by the courts.

Further information received stated that the president of the Mardin branch Mr Cemil Aydogan, the branch secretary Mr Veysi Parilti, the branch accountant Mr A. Vahap Bakis, and members of the management board Mr Aslan Basboga and Hasan Kaymaz were detained from 4 to 6 August 1997. After being released, they were informed that the Mardin branch had been closed for having a bulletin of the Diyarbakir branch in the office.

The IHD Istanbul branch has been having weekly demonstrations at about 11 am on Saturdays, to protest the closures. So far no action has been taken against them, but it is feared that they have been attended by undercover police writing down the names of the people attending the demonstrations and videotaping them.

#### Action requested

Please write to the Turkish authorities urging them to:

- i. adopt urgently appropriate measures to ensure that non-governmental organisations, their members and leaders enjoy the necessary guarantees for carrying out their activities in favour of the promotion, respect and defence of fundamental rights and liberties;
- ii. order the immediate reopening of the Diyarbakir section of the Association for Human Rights;
- iii. put an end to all forms of repression or intimidation of human rights defenders and ensure that those responsible for such acts are punished in accordance with the law;
- iv. declare publicly their support for the right and responsibility of individuals, groups and public bodies to promote and protect universally recognised human rights and fundamental liberties;
- v. guarantee the respect of human rights and fundamental liberties throughout the country in accordance with national laws and international standards.

#### Addresses:

President Süleyman Demirel, Office of the President, Cumhuriyet Baskanligi, 06100 Ankara. Telegram: President Demirel, Ankara, Turkey.

Prime Minister, Office of the Prime Minister, Basbakanlik, 06573 Ankara, Turkey. Fax : + 90 312 417 0476

The Embassy of Turkey in your respective countries.

Geneva, 7 August 1997

Kindly inform us of any action undertaken quoting the code number of this appeal in your reply.



JEUDI, 26 JUIN 1997

POINT SUR

LA SITUATION EN TURQUIE

**• HATIP DICLE  
CONDAMNÉ  
À 4 MOIS DE PRISON  
SUPPLÉMENTAIRES**

L'ex-député du DEP déjà en prison et condamné à 15 ans, vient d'être condamné à 4 mois de prison par la Cour de sûreté de l'État d'Ankara, le lundi 16 juin. La Cour reproche à H. Dicle une lettre de solidarité adressé par celui-ci aux prisonniers politiques en grève de la faim dans la prison de Cankiri la qualifiant de "provocation à la haine raciale et à la violence". M. Dicle s'est défendu devant la Cour, par l'intermédiaire de son avocat, qu'il n'a fait qu'exercer son droit dans le cadre de la "liberté d'expression".

Par ailleurs, la Cour de Sûreté de l'État de Diyarbakir a, le 20 juin, condamné à un an de prison Munir Ceylan, ancien président du syndicat des ouvriers du pétrole, Petrol-Is, pour un discours prononcé lors du 11ème congrès de la section de Batman de son syndicat pour "incitation à la haine raciale et à la violence". Le directeur de la publication du Journal de Batman, qui a publié le texte de ce discours a été condamné à 2 ans de prison ferme et à une amende de 600 000 LT.

**• SELON LE RAPPORT  
D'AMNESTY  
INTERNATIONAL 97,  
LA TORTURE RESTE  
SYSTÉMATIQUE  
EN TURQUIE**



Le rapport détaille en 4 pages les principales violations des droits de l'homme perpétrées au cours de l'année écoulée en Turquie. Selon cette organisation humanitaire, des centaines de personnes ont été arrêtées; pour délit d'opinion. La plupart ont été rapidement libérées, mais d'autres ont été condamnées à des peines d'emprisonnement. Comme les années précédentes, le recours à la torture était systématique: au moins 25 personnes sont mortes en détention. Vingt-trois personnes ont "disparu" après avoir été arrêtées par les forces de sécurité. De très nombreuses personnes ont été tuées dans le Sud-Est kurde, dans des circonstances laissant à penser qu'elles avaient été exécutées de manière extrajudiciaire par des membres des forces de sécurité. Quatorze prisonniers ont été condamnés à mort au cours de l'année. On peut, par ailleurs, lire dans le rapport que "Comme les années précédentes, l'article 8 de la loi antiterroriste, qui réprime "la propagande séparatiste", a été utilisé pour poursuivre et emprisonner des personnes qui avaient exprimé leurs opinions sans recourir à la violence". " Les articles 168, 169 et 312 du Code pénal ont été utilisés pour poursuivre des écrivains, des journalistes et des militants politiques qui critiquaient la politique gouvernementale dans le Sud-Est. Des défenseurs des droits de l'homme ont été jugés sur la base d'accusations, manifestement mensongères, d'appartenance ou de soutien à des groupes armés" relève encore le rapport.

## Chargé de former le gouvernement en Turquie, M. Yilmaz peine à rassembler une majorité

ISTANBUL

de notre correspondante

Désigné par le président Süleyman Demirel pour former le prochain gouvernement, Mesut Yilmaz, le dirigeant du Parti de la mère patrie (ANAP), qui ne détient que 129 des 276 sièges nécessaires pour obtenir le vote de confiance de l'Assemblée nationale, a entamé, mardi 24 juin, une série de consultations avec les dirigeants des autres partis.

Ces premiers pourparlers ont confirmé la difficulté de la tâche qui attend M. Yilmaz. Celui-ci a en effet obtenu le soutien de trois partis, mais le total de leurs sièges demeure insuffisant. Bülent Ecevit, du Parti démocratique de gauche (DSP), est prêt à participer à une coalition ; son rival, Deniz Baykal, du Parti républicain du peuple (CHP), a pour sa part promis de voter en faveur de la coalition que M. Yilmaz formera, pour autant que des élections soient organisées dans un délai de six mois, mais il a décliné l'offre d'une participation plus active. Quant à Husamettin Cindoruk, du Parti de la Turquie démocratique (DTP), il a affirmé son soutien pour « sauver la démocratie ».

Le rendez-vous le plus important pour M. Yilmaz était sa rencontre avec Tansu Ciller, la dirigeante du Parti de la juste voie (DYP), son ennemie de longue

date. L'antagonisme personnel des dirigeants des deux partis conservateurs aux vues pourtant très similaires, est de notoriété publique et, malgré la gerbe de fleurs que, selon la presse, M. Yilmaz avait adressée au préalable à sa rivale à l'occasion de l'anniversaire de son parti, la rencontre n'a duré que 20 minutes et s'est déroulée dans un climat tendu. M<sup>me</sup> Ciller, furieuse de n'avoir pas été chargée elle-même de former un gouvernement, a refusé d'entrer en discussion pour ne pas « donner une légitimité » à un processus qui a été selon elle détourné par le chef de l'État. Affirmant que M. Yilmaz ne pourrait pas obtenir le vote de confiance de l'assemblée, elle lui a conseillé d'admettre immédiatement son échec.

### PROJET D'ALTERNANCE

Ce rejet catégorique de la part de M<sup>me</sup> Ciller était attendu. M. Yilmaz, qui a été premier ministre à deux reprises pour des périodes très courtes, en 1991 et en 1996, espère pour sa part que la détermination de M<sup>me</sup> Ciller à poursuivre son alliance avec le dirigeant islamiste Necmettin Erbakan poussera suffisamment de députés mécontents de son parti à se détourner d'elle pour venir gonfler les rangs des partisans d'une coalition « laïque ».

Dimanche, un député du DYP a opté pour ce transfert ; mais il en faudrait une douzaine pour que Mesut Yilmaz obtienne confiance de l'Assemblée nationale.

Necmettin Erbakan et Tansu Ciller tentent toujours de leur côté de convaincre le président Süleyman Demirel que leur projet d'alternance à la tête du gouvernement est viable, M<sup>me</sup> Ciller devenant premier ministre jusqu'à des élections anticipées. Les deux dirigeants ont réuni leurs partis respectifs et obtenu la signature individuelle de la majorité de leurs députés, qui ont ainsi promis de voter contre le gouvernement de M. Yilmaz. Le duo Erbakan-Ciller aurait récolté 280 signatures, quatre de plus que la majorité absolue au Parlement.

La Turquie ne peut guère espérer un gouvernement stable. Même si Mesut Yilmaz obtenait une majorité des voix, ce serait celles d'un assemblage de partis aux convictions diverses et de députés indépendants. Tout au plus pourrait-il espérer convaincre l'armée de garder ses distances, en imposant quelques-unes des mesures anti-islamistes proposées par les militaires, et modifier les lois électorales de façon à rendre plus difficile le retour au pouvoir de Necmettin Erbakan.

Nicole Pope

## Un journaliste contestataire iranien traduit en justice pour « espionnage »

TOUS LES APPELS à la libération du journaliste iranien Faraj Sarkouhi seront restés vains. Le rédacteur en chef de la revue littéraire iranienne *Adiné* comparait - ont annoncé les autorités, mardi 24 juin - devant un tribunal de Téhéran dans des conditions totalement étrangères aux règles du droit.

Faraj Sarkouhi a vu sa vie basculer lorsque, le 3 novembre 1996, il « disparut » ; alors qu'il s'appêtait à prendre l'avion pour l'Allemagne, où vivent son épouse et ses filles. « Réapparu » quarante-sept jours plus tard, M. Sarkouhi était un homme brisé, qui, confiait-il dans une lettre adressée à son épouse, avait été arrêté et forcé, sous la pression, de « mentir » et d'avouer de fausses activités d'espionnage au profit de la France et de l'Allemagne.

Depuis le 27 janvier, M. Sarkouhi est à nouveau en prison, cette fois-ci pour avoir tenté, selon la version officielle, de quitter l'Iran de manière « illégale ». Selon la Ligue des droits de l'homme (LDH), qui est en contact étroit avec sa famille, M. Sarkouhi n'a jamais eu accès à son

dossier. Il n'a jamais été informé des chefs d'accusation retenus contre lui. C'est par une déclaration du chef du pouvoir judiciaire iranien, l'ayatollah Mohamad Yazdi, que l'ouverture du procès a été annoncée mardi, sans précision de date. La LDH affirme que le procès a commencé lundi 23 juin. M. Sarkouhi comparait pour « espionnage au profit d'un pays étranger ». Accusation pour laquelle il encourt la peine de mort. L'ayatollah Yazdi a déclaré que M. Sarkouhi avait droit à un avocat. La LDH affirme le contraire et précise que le procès se déroule à huis clos.

Sa famille a longtemps voulu croire que l'arrestation de M. Sarkouhi visait à servir de monnaie d'échange avec l'Allemagne, au moment où se déroulait à Berlin un procès pour meurtre impliquant des dirigeants iraniens. Le verdict est tombé le 10 avril, confirmant l'implication du « plus haut sommet de l'Etat iranien » dans le meurtre de quatre opposants kurdes, en septembre 1992, dans la même ville. L'Allemagne et les autres pays membres de l'Union européenne

n'en ont pas pour autant rompu leurs relations diplomatiques avec Téhéran. Tout juste le « dialogue critique » irano-européen a-t-il été suspendu et les ambassadeurs des Quinze rappelés en consultation.

M. Sarkouhi s'était, en fait, surtout rendu « coupable » d'avoir signé en 1994, avec 133 autres intellectuels, une pétition réclamant une plus grande liberté d'expression en Iran. Avec une dizaine d'autres, il avait, à l'été 1996, dîné au domicile de l'attaché culturel allemand à Téhéran.

De grands espoirs sont fondés par les Iraniens, et les pays étrangers, sur l'accession, au début du mois d'août, à la première magistrature de l'Etat du président élu Mohamad Khatami, qui se veut le porte-parole de la société civile. Peut-être une ou des factions dures du régime tentent-elles de lui faire une mauvaise manière en créant un fait accompli, tant en matière de droits de l'homme qu'en matière de relations avec les Occidentaux.

Mouna Naïm

VENDREDI, 27 JUIN 1997



## POINT SUR LA SITUATION EN TURQUIE

### • L'OCDE AVERTIT ANKARA AU SUJET DU BLANCHIMENT DE L'ARGENT NOIR

"La Turquie est le seul État membre de l'OCDE à ne pas appliquer les mesures décidées par cet organisme pour empêcher le blanchiment de l'argent noir et les organisations criminelles comme la mafia" vient de rappeler avec amertume M. Fernando Carpentieri, président de Financial Action Task Force de cet organisme regroupant 26 États. "Cette situation ne peut durer encore longtemps et nous accordons aux autorités turques jusqu'au mois de septembre pour promulguer la législation nécessaire afin de se conformer aux normes de l'OCDE pour lutter le blanchiment de l'argent noir, sinon ce pays pourrait faire face à la réaction potentiellement destructive de la communauté bancaire mondiale" a averti ce responsable à l'issue d'une réunion tenue le 17 juin à Rome, qui a ajouté: "Si des pas accélérés ne sont pas faits dans ce sens nous pourrions donner des consignes aux banques des pays membres de prêter une attention spéciale à toutes les relations d'affaires et à tous les transferts avec la Turquie".

Plusieurs organismes internationaux avaient déjà qualifié ce pays de "paradis de l'argent noir". Les banques turques et près de 80 banques implantées dans le petit territoire de Chypre du Nord sous occupation turque sont réputées pour leur efficacité dans le blanchiment de sommes gigantesques d'argent noir des mafias turque et russe. A la suite de pressions internationales, la Turquie avait fait voter, le 19 novembre 1996, une loi réprimant le blanchiment de l'argent noir. Mais cette loi n'est toujours pas entrée en vigueur et ses décrets d'application attendent toujours.

La chaîne de télévision allemande ARD a consacré son émission "Kontraste" du 19 juin cette Turkish connection désormais de notoriété internationale. Les journalistes ont rappelé les informations déjà connues et étayées par des sources judiciaires sur la participation de l'État turc au trafic international de trafic de stupéfiants. "Tous les deux ou trois mois la police turque fait état de saisies de 800kg ou une tonne d'héroïne. Mais cette drogue n'est jamais détruite. Elle est commercialisée par l'État turc pour financer ses opérations contre le PKK" a affirmé le journaliste qui a désigné la Direction Générale de la Sûreté turque comme "le siège de la mafia de drogue". "Le chiffre d'affaires de l'héroïne d'origine turque pour le seul marché allemand est estimé à un milliard de marks par an comble d'ironie notre gouvernement accorde aussi chaque année une somme de 5 millions de marks à la police turque pour combattre ce trafic de drogue", a commenté le présentateur de l'émission. Selon ce dernier, les autorités allemandes sont parfaitement au courant de l'implication du gouvernement turc dans ce trafic mais "pour des raisons diplomatiques Bonn préfère se taire". Un ancien responsable des services secrets allemands (BND), M. Erich Schmidt Eenbohm a confirmé ce pont de vue: "En vérité, le BND informe parfaitement le gouvernement au sujet de l'implication du gouvernement et des services secrets turcs dans l'organisation des gangs et des trafiquants d'héroïne. Mais à cause du caractère sensible pour sa politique étrangère le gouvernement allemand évite de dire directement cela à Ankara". L'émission s'est terminée avec une image de Tansu Çiller scrutant avec des jumelles l'héroïne accompagnée de ce mot de la fin du présentateur: "L'argent même s'il est sale ne pue pas. C'est pourquoi lorsque Madame Tansu Çiller apparaît tantôt comme Premier ministre, tantôt comme ministre des Affaires étrangères, Bonn ne sent pas son odeur. Et quand l'odeur dégagée pue vraiment fort, comme l'OTAN a besoin de la Turquie, le ministre des Affaires étrangères Klaus Kinkel se bouche le nez".

# Eight Arab nations agree on common market

Arab foreign ministers also call on Turkey, to reconsider its cooperation pact with Israel 'and to return to the ties of good neighborliness and cooperation with Arab countries'

*Latakia-Reuters*

■ Syria, Egypt and six Gulf Arab states ended talks in the Syrian resort of Latakia on Thursday by agreeing to set up a common market among the eight countries.

A communique issued by ministers of the so-called Damascus Declaration grouping said they had assigned a committee to meet before September in Saudi Arabia to prepare measures for establishing the market.

The ministers also expressed deep concern over Turkish-Israeli military and security cooperation, which "constitutes a threat to the security of Arab countries and to stability in the Middle East", the communique said. They "called on Turkey, a member of the Organization of the Islamic Conference, to reconsider its

cooperation pact with Israel and to return to the ties of good neighborliness and cooperation with Arab countries, to preserve the mutual interests and the historical links between the two sides"

The ministers also "jointly rejected attempts by the Israeli government to avoid its commitment to withdraw fully from the Golan (Heights) to the June 4, 1967, (prewar) boundaries".

In an indirect reference to Qatar's plans to hold a Middle East and North Africa economic summit in November, the communique stressed the need for Arab countries to abide by resolutions adopted by the Arab League in March regarding normalization with Israel and regional cooperation.

Qatar has said it would



Syrian Foreign Minister Farouq al-Shara leaves with his Egyptian counterpart after reading the establishment statement of the Damascus Declaration foreign ministers meeting in Latakia. Syria, Egypt and six Gulf Arab states ended talks in the Syrian resort by agreeing to set up a common market among the eight countries.

go ahead with the meeting because it had a commitment to the countries participating, despite criticism from several Arab countries, mainly Syria.

Qatar's foreign minister did not attend the Latakia meeting but sent his deputy.

The communique said ministers would reconsider their view on the Qatar meeting depending on progress in the Middle East peace process.

Conference sources said Syria had pushed for a pledge not to attend the economic summit.

Along with Syria and Egypt, the Damascus Declaration grouping includes the countries of the Gulf Cooperation Council (GCC) — Saudi Arabia, Kuwait, Oman, Qatar, Bahrain and the United Arab Emirates.

Conference sources said the shape of the proposed common market was not now clear, but it was expected that the eight states would start by establishing a free-trade zone.

Those sources said an economic agreement signed by the GCC would constitute a guideline for the market.

A key meeting on the proposal will be held in Cairo as soon as possible after the gathering in Saudi Arabia, the communique said.

## La Turquie retire ses troupes du nord de l'Irak

LE MONDE / SAMEDI 28 JUIN 1997

**DIYARBAKIR.** La Turquie a annoncé, jeudi 26 juin, qu'elle avait retiré la majorité de ses forces du nord de l'Irak où l'armée avait lancé, le 14 mai, une offensive contre les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Selon le colonel Suleyman Canpolat, la Turquie maintiendra plusieurs unités à la frontière, prêtes à intervenir si besoin. Les autorités militaires ont affirmé que l'offensive, qui aurait, selon leurs chiffres, causé la mort de 3009 combattants du PKK et de 113 soldats turcs, a atteint tous ses objectifs en un temps record. Des quantités importantes d'armes et plusieurs centaines de tonnes de nourriture auraient été saisies. Quelques prisonniers, syriens pour la plupart, membres du PKK, ont été présentés à la presse. Parmi les captifs figuraient une douzaine de toute jeunes filles à l'air accablé, âgées de quatorze et quinze ans, qui correspondaient mal à l'image traditionnelle du « terroriste » dont parlent les autorités turques. - (Corr.)

SATURDAY, JUNE 28, 1997

Turkish Daily News

## US Congress links Turkish aid to NGOs

Support fund clipped to \$40 million;  
military financing down by \$6 million

**UĞUR AKINCI**

*Washington - Turkish Daily News*

■ U.S. legislators discussing assistance to Turkey at the House Subcommittee on Foreign Operations, Export Financing and Related Programs, have placed a condition on the Economic Support Fund (ESF) to Turkey. The aid has been reduced from \$50 million, as proposed by the administration, to \$40 million and half the amount is to be directed to non-governmental organizations (NGOs).

The Appropriations Subcommittee, thanks to efforts from such members as John Porter of Illinois, decided to have \$20 million of the ESF made available to NGOs in Turkey that promote human rights. In the past, such organizations have been very active in Turkey's troubled south-eastern region.

The Foreign Military Financing to Turkey has also been reduced

by \$6 million as compared to last year's sum.

The official Turkish response in Washington was as could have been anticipated.

The condition proposed by the House of Representatives has been regarded as interference in Turkey's domestic affairs, and also as violating the letter and spirit of the Defense and Economic Cooperation Agreement signed between the United States and Turkey.

The Turkish Embassy has told the Clinton administration that Turkey could not accept the \$20 million portion of the ESF with such a condition attached to it.

The embassy has reportedly asked the administration to intensify its efforts to remove all conditions from the assistance.

The bill still has to be debated by the full Appropriations Committee and then by the House before it can be sent to President Clinton for ratification.

# Ex-CIA officer: Plan to topple Saddam was too much

'Bob Plan' included secret help from Iran to attack Saddam's troops

Washington - Turkish Daily News

■ A retired Central Intelligence Agency (CIA) agent, Warren Marik, revealed to the Washington Post the details of an elaborate CIA campaign to get rid of Saddam Hussein in the aftermath of the Gulf War. However, due to a mid-course shift in policy by President Bush from a gradual weakening of the Saddam regime to an outright coup, the CIA efforts backfired, Marik told the Washington Post's Jim Hoagland. President Bush had signed what CIA personnel call a "lethal finding" and ordered the CIA to create the conditions that would lead to a change of regime in Baghdad.

Marik is a veteran of the CIA's successful insurgency campaign in Afghanistan and is reportedly a Turkish-language expert.

When Saddam Hussein captured Erbil in September 1996, he also collapsed the CIA operations headquartered in the city of Salahuddin.

The CIA effort was carried out by collaborating with such Iraqi opposition groups as the Iraqi National Congress (INC) in Erbil, and later the Iraqi National Accord headquartered in Amman, Jordan.

According to Marik, the INC, under Ahmed Chalabi, agreed to work with the CIA in 1992, and eventually drew \$326,000 a month from Washington. Over the next two years, 50 CIA agents rotated in and out of northern Iraq, working six to 10 agents per team and living in Salahuddin for six weeks at a time.

Chalabi was against a coup to topple Saddam, Marik said. "Instead of banking on a coup, Chalabi proposed establishing a political and administrative structure in the northern enclave that would become an alternative to Saddam," as his powers were worn down.

"The idea was to hollow out the Iraqi army by making defection to the north safe," Post said.

According to the "Bob Plan," named after the CIA agent "Bob, the blonde, blue-eyed, six-foot-tall agent who reportedly still works for the agency, 20,000 Kurdish guerrillas, 1,000 INC soldiers and 1,000 Iraqi Communist Party members would hit Saddam's troops in Mosul and Kirkuk on March 4, 1995.

Iranian help was also requested at a meeting Chalabi held with Iranians at Khadra Hotel in Salahuddin. The incredulous Iranians were explained that if they

deployed troops along the border before the offensive began, Saddam would be distracted and Washington would appreciate that.

But on March 3, Washington changed its mind. "Bob" told Chalabi that if he went ahead with the offensive, he was on his own.

"The effect of the message was to split the Kurds," the Post said. Massoud Barzani, leader of Kurdish Democratic Party, would a year later invite Saddam Hussein to the north to break the back of the CIA-backed INC operation.

**Some of the details of the CIA-operation in Iraq supplied by Marik are as follows:**

"A top CIA covert operative — known to the Iraqis as 'Bob' and not further identified in this account because he is still in covert service with the CIA — designed what the Iraqis called the 'Bob plan' for a direct attack on the Iraqi army in March 1995.

The goal was to demonstrate the rebels' strength and, hopefully, highlight the unwillingness of Iraqi troops to fight to defend Saddam. Marik and 'Bob' were the two principal CIA agents working in northern Iraq with the National Congress rebels."

"According to Chalabi, the 'Bob plan' included a secret contact with Iran — a neighbor and bitter foe of Iraq — seeking Iranian complicity in the Iraqi rebel attack. But Washington quickly disavowed that message and withdrew support for the operation."

"As its first step in the campaign to bring down Saddam, the agency hired an American public relations and political lobbying firm, the Rendon Group of Washington, to develop a worldwide propaganda campaign. John Rendon, head of the firm, is a former campaign consultant for Jimmy Carter."

"Congress — particularly the Senate Intelligence Committee, which sent two staff aides along with CIA agents on evaluation missions in the north — has played a major role in pressing for covert action and in shaping a program that many at the agency saw as doomed to fail from the outset."

"The CIA official with direct departmental responsibility for the ill-fated operation, Steven Richter, is said by agency insiders to be the leading candidate for the powerful position of director of operations at the agency — head of the CIA's clandestine wing — if President Clinton's designated director of central intelligence, George J. Tenet, is confirmed by the Senate in mid-July as expected."

## Un tribunal turc convoque un journaliste décédé

LE MONDE / DIMANCHE 29 - LUNDI 30 JUIN 1997

UNE SCÈNE INSOLITE s'est jouée, mercredi 25 juin, devant la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara, une juridiction d'exception chargée de juger les délits relevant de la loi antiterroristes. L'inculpé, Mustafa Ekmekçi, soixante-dix-huit ans, journaliste au quotidien *Cumhuriyet*, était cité à comparaître pour « propagande séparatiste » et encourait à ce titre entre six mois et deux ans de prison. Poursuivi à plusieurs reprises pour ses écrits, le journaliste, qui souffrait d'insuffisance respiratoire, est décédé au mois de mai, mais a tout de même reçu une convocation à se rendre au tribunal.

Son coïnculpé, Akin Birdal, président de l'Association des droits de l'homme de Turquie, contre qui de une à trois années d'emprisonnement étaient requises pour le même chef d'inculpation, a donc installé sur le banc des accusés un portrait du vieux journaliste et un œillet. « Si l'inculpé Ekmekçi n'a pu répondre aux questions des juges, il a assisté à son procès jusqu'au bout », ironisait le quotidien *Milliyet*.

Désarçonnés, les juges ont renvoyé le procès à une date ultérieure en réclamant à la famille un certificat de décès. Car, malgré un léger toilettage en octobre 1995, à la demande des parlementaires européens, l'arsenal de la loi antiterroristes, et plus particulièrement son article 8, punissant tout « acte de propagande contre l'unité indivisible de l'Etat », continue d'être à l'origine de nombreux emprisonnements d'intellectuels en Turquie. Huit journalistes purgent actuellement des peines de prison pour délit d'opinion.

Face au zèle excessif mis par la justice à traquer journalistes, éditeurs ou écrivains pour leurs écrits, l'impunité dont jouissent les forces de l'ordre laisse pantois. Jeudi 26 juin, s'est ouvert à Afyon - à plus de 400 kilomètres d'Istanbul - la quatrième audience du procès de quarante-huit policiers accusés de violences. Aucun des prévenus n'y a assisté. Onz d'entre eux, inculpés d'« homicide collectif » sur la personne de Metin Göktepe, vingt-sept ans, journaliste-photographe au quotidien d'extrême gauche *Evrensel* et dont le corps, horriblement

mutilé, fut retrouvé dans une salle de sport d'Istanbul au lendemain de son interpellation, le 8 janvier 1996, ont tout bonnement disparu dans la nature.

Alors que les faits reprochés aux policiers s'étaient déroulés à Istanbul, les audiences du procès sont itinérantes. Si, le 18 octobre 1996, la première audience s'ouvrait à Aydin (ouest de la Turquie), les suivantes ont, « pour raisons de sécurité », eu lieu à Afyon, une ville dépourvue d'aéroport, à plus d'une nuit de train d'Istanbul, un vrai casse-tête

pour les proches de la victime et la presse stambouliote.

Enfin, après la fermeture, fin mai, de l'association des droits de l'homme de Diyarbakir, dans le sud-est anatolien, celle d'Izmir vient d'être fermée sur décision de la préfecture locale, le 19 juin 1997. La police avait trouvé dans ses locaux un livre au contenu sensible : « *De l'aspect général des droits de l'homme en Turquie* » !

Marie Jégo

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, JUNE 28-29, 1997

## Turkish Secularist Near Majority After 5 Deputies Shift Allegiance

Reuters

ANKARA — Mesut Yilmaz, Turkey's "secularist hope," was within one vote Friday of a parliamentary majority to deny Islamists power after five members of Parliament abandoned parties in a pro-Islamic partnership.

Resignations reduced the Islamists and their allies to 274 deputies, compared with 273 who are likely to back Mr. Yilmaz.

"This government is not going to win by just a hair's breadth, it will comfortably carry the confidence vote," Murat Basesgioglu, a senior member of Mr. Yilmaz's Motherland Party, said at a news conference.

The vote is due within two weeks.

Mr. Yilmaz, 50, was appointed prime minister-designate last week to replace Necmettin Erbakan, who resigned after a stormy year as modern Turkey's first Islamist prime minister.

The Islamists' coalition with the con-

servative leader Tansu Ciller was hampered by frequent disputes with secularists, led by the army, over the role of religion in public life and Turkey's ties to the Muslim world.

"The new government will heal the social wounds," Mr. Basesgioglu said.

The five deputies, four from Mrs. Ciller's True Path Party and an Islamist from the Welfare Party, sent their resignations to the office of the Parliament speaker.

The deputies, two of whom joined a far-right grouping, were expected to back Mr. Yilmaz in the 550-member Parliament.

Two seats in the assembly are empty and the speaker does not vote.

About a fifth of the True Path's deputies have quit the party since Mrs. Ciller dropped strong criticism of the Islamists and joined Mr. Erbakan in government last year.



11:42  
GMT, 30  
Juin 1997

©AFP  
1997

## ● Le gouvernement Yilmaz approuvé par le chef de l'Etat

ANKARA, 30 juin (AFP) - Le président turc Suleyman Demirel a approuvé lundi un gouvernement de coalition droite-gauche laïc formé par Mesut Yilmaz, qui devient officiellement Premier ministre, a annoncé la présidence dans un communiqué.

La première tâche de ce cabinet à base élargie sera d'effacer les effets du passage au pouvoir pendant un an du Parti islamiste de la Prospérité (Refah) du Premier ministre sortant Necmettin Erbakan et de son alliée conservatrice Tansu Ciller, coalition qui avait été rejetée par la société civile et surtout par les militaires.

M. Yilmaz, 49 ans, a formé son gouvernement entre son Parti de la Mère Patrie (Anap, droite) et ceux de la Gauche démocratique (DSP, gauche nationale) et pour une Turquie démocrate (DTP, droite).

Comme prévu, M. Yilmaz aura deux vice-Premiers ministres, deux politiciens chevronnés, Bulent Ecevit, 72 ans, chef du DSP, et Ismet Sezgin, 69 ans, membre du DTP. Ce dernier devient également ministre de la Défense.

Dans ce gouvernement de 38 membres où figurent deux femmes, l'Anap détient 21 postes dont celui de Premier ministre, le DSP 11, le DTP 5, le dernier portefeuille étant attribué à un député indépendant.

M. Erbakan avait démissionné le 18 juin sous une intense pression des militaires, qui l'accusaient de remettre en cause le caractère laïc des institutions.

"Nous allons faire tous les efforts pour l'intégration de la Turquie dans le monde contemporain", a déclaré M. Yilmaz dans une conférence de presse après la ratification de son cabinet.

Ce gouvernement "a été formé pour sortir le pays de la crise de régime que le gouvernement précédent a créée et pour renforcer la République laïque et démocratique", a-t-il ajouté.

A cet égard, on note que le DSP de M. Ecevit, farouche défenseur de la laïcité et donc opposant acharné de la coalition sortante, prend plusieurs ministères clés, notamment les affaires étrangères avec Ismail Cem, mais aussi deux postes qui étaient détenus par les islamistes dans la coalition sortante, les Finances et la Culture.

Il obtient également l'Education, détenue jusque-là par un ministre du parti de la juste Voie (DYP, droite) de Mme Ciller, qui avait été accusé de fermer les yeux sur l'infiltration de militants islamistes au sein de son ministère.

Lors des négociations avec M. Yilmaz en vue de la formation du nouveau gouvernement, M. Ecevit avait laissé entendre son intention de "nettoyer" les dégâts commis selon lui par les islamistes dans certains secteurs.

L'Anap obtient quant à elle les ministères de la Justice (Oltan Sungurlu), de l'Intérieur (Murat Baseskioglu), de l'Energie (Cumhur Ersumer) et un de ses ministres d'Etat, Gunes Taner, sera probablement chargé de l'Economie.

Le DTP prend notamment le ministère de la Défense (Ismet Sezgin). Ce parti, dirigé par Husamettin Cindoruk qui n'a pas souhaité faire partie personnellement du cabinet, est formé d'anciens membres du DYP qui avaient quitté ce parti pour protester contre son alliance avec le Refah.

Ces derniers jours, la vague de désertion des députés du DYP s'est accélérée et l'une des plus récentes transfuges, Mme Isilay Saygin, qui a rejoint l'Anap, devient ministre d'Etat dans le cabinet Yilmaz.

Ces défections du DYP ont fait perdre la majorité absolue à l'assemblée à la coalition sortante et rendu quasi certaine l'obtention de la confiance par le gouvernement Yilmaz.

M. Yilmaz, qui doit d'abord présenter au parlement son programme de gouvernement, a indiqué qu'il prévoyait que le vote de confiance aurait lieu vers le 12 juillet.

HC/dfg eaf



### • Le nouveau gouvernement droite-gauche turc de Mesut Yilmaz

11:00  
GMT, 30  
Juin 1997

©AFP  
1997

ANKARA, 30 juin (AFP) - Voici la liste du gouvernement de coalition pro-laïc turc formé lundi entre le Parti de la Mère Patrie (Anap) du Premier ministre Mesut Yilmaz et ceux de la Gauche démocratique (DSP, gauche nationale) de Bulent Ecevit et pour une Turquie démocrate (DTP) de Husamettin Cindoruk.

Dans ce gouvernement de 38 membres dont deux femmes, l'Anap compte 21 postes, y compris le Premier ministre, le DSP 11 et le DTP 5. Un portefeuille va à un député non-inscrit.

Les attributions des ministres d'Etat ne sont pas encore connues.

Premier ministre: Mesut Yilmaz (Anap)

Vice-premier ministre: Bulent Ecevit (DSP)

Vice-premier ministre et ministre de la Défense: Ismet Sezgin (DTP)

Ministre d'Etat: Gunes Taner (Anap)

Ministre d'Etat: Husamettin Ozkan (DSP)

Ministre d'Etat: Yucel Seckiner (Anap)

Ministre d'Etat: Mme Isilay Saygin (Anap)

Ministre d'Etat: Hikmet Sami Turk (DSP)

Ministre d'Etat: Salih Yildirim (Anap)

Ministre d'Etat: Rifat Serdaroglu (DTP)

Ministre d'Etat: Metin Gurdere (Anap)  
Ministre d'Etat: Sukru Gurel (DSP)  
Ministre d'Etat: Ahat Andican (Anap)  
Ministre d'Etat: Isin Celebi (Anap)  
Ministre d'Etat: Mustafa Yilmaz (DSP)  
Ministre d'Etat: Refaettin Sahin (DTP)  
Ministre d'Etat: Burhan Kara (Anap)  
Ministre d'Etat: Cavit Kavak (Anap)  
Ministre d'Etat: Eyup Asik (Anap)  
Ministre d'Etat: Kazim Yucelen (Anap)  
Ministre d'Etat: Hasan Gemici (DSP)  
Ministre d'Etat: Mehmet Batalli (DTP)  
Ministre de la Justice: Oltan Sungurlu (Anap)  
Ministre de l'Intérieur: Murat Baseskioglu (Anap)  
Ministre des Affaires étrangères: Ismail Cem (DSP)  
Ministre des Finances: Zekeriya Temizel (DSP)  
Ministre de l'Education nationale: Hikmet Ulugbay (DSP)  
Ministre des Travaux publics et du Logement: Yasar Topcu (Anap)  
Ministre de la Santé: Halil Ibrahim Ozsoy (Anap)  
Ministre des Transports et des Communications: Necdet Menzir (DTP)  
Ministre de l'Agriculture et des Affaires rurales: Mustafa Tasar (Anap)  
Ministre du Travail et de la Sécurité sociale: Nami Cagan (DSP)  
Ministre de l'Industrie et du Commerce: Yalim Erez (non inscrit)  
Ministre de l'Energie et des Ressources Naturelles: Cumhuri Ersumer (Anap)  
Ministre de la Culture: Istemihan Talay (DSP)  
Ministre du Tourisme: Ibrahim Gurdal (Anap)  
Ministre des Forêts: Ersin Taranoglu (Anap)  
Ministre de l'Environnement: Mme Imren Aykut (Anap).

KG-CE/hc/php e

# Solidarité internationale

Les 8 et 9 mai devait avoir lieu à Ankara une conférence internationale intitulée «Dialogue pour un règlement pacifique de la question kurde en Turquie». Michel CHESSERON témoigne.

## Kurdistan Conférence interdite

Cette conférence avait été organisée par l'Association des droits de l'homme de Turquie et bénéficiait de l'appui de la Fondation France-Libertés, de la Fondation Olof Palme, de l'Institut Sakharov et de l'Institut kurde de Paris, ainsi que de nombreuses ONG et associations européennes ou nord-américaines.

La Maison du Monde en faisait partie, puisque quelque temps plus tôt elle avait été sollicitée d'accepter de figurer symboliquement dans le comité de soutien : depuis plusieurs années, en effet, un groupe «Kurdistan» soutient la cause kurde et s'est intéressé tout particulièrement au parrainage d'une école du Kurdistan irakien, celle de Guirdanazir. En même temps, j'avais donné mon accord pour m'y rendre en raison d'un intérêt personnel pour tout ce qui touche à la Méditerranée.

Le premier jour, il était prévu d'aborder les conséquences du conflit kurde sur le plan écologique, sanitaire, économique, de l'urbanisation, sur le plan politique interne et

externe, d'étudier «le système judiciaire turc et les Kurdes» et de présenter des exemples de sociétés plurilinguistiques en Occident : Espagne, Belgique, Suisse, Canada, Grande-Bretagne ou Scandinavie. Le lendemain, on devait passer à la discussion de solutions à proposer, avec des représentants des principaux partis politiques turcs, des partis kurdes légaux, d'organisations de la société civile, et s'interroger sur «quelle Turquie pour quelle Europe». Et notre séjour devait s'achever par une journée à Diyarbakir, dans le Kurdistan proche de la Syrie.

Or, la veille de mon départ, j'apprenais que cette conférence était interdite mais pas annulée, qu'elle aurait lieu malgré tout, au siège d'un syndicat par exemple. C'était bien compromis, mais il ne m'était pas désagréable d'être témoin de ce qui allait se passer. C'est donc une relation de ce que j'ai vu, entendu et appréhendé que je vais faire.

claré que son organisation soutient depuis longtemps le peuple kurde pour des raisons médicales mais aussi au nom des droits de l'homme et que ce peuple, fort de vingt-cinq millions d'individus, doit être reconnu dans sa spécificité culturelle et qu'on ne règlera pas le problème par la force, mais par le dialogue démocratique. Tous se sont étonnés de l'interdiction d'une conférence dont le seul objectif était la recherche d'une solution pacifique à un conflit meurtrier qui s'éternise. Le soir, au cours du dîner, le président de l'Association des droits de l'homme de Turquie nous annonça, sous un tonnerre d'applaudissements, que huit ministres en exercice désapprouvaient l'interdiction. Aussitôt j'ai entendu les commentaires les plus optimistes mais qui furent très vite relativisés : sept sur huit de ces ministres étaient du parti Refah, le parti islamiste, qui auraient été élus avec les votes protestataires des Kurdes... Dans l'après-midi, une lettre ouverte s'élevant contre l'interdiction et adressée au gouvernement turc, aux ambassadeurs des Etats européens ainsi qu'à l'ambassadeur des Etats-Unis avait circulé auprès de personnalités et des représentants des diverses ONG présentes : je l'ai signée au nom de la Maison du Monde (Cf Annexe 2).

### Ankara

J'avais rendez-vous à Orly, ce matin du mardi 7 mai, avec les sept ou huit personnes qui, comme moi, avaient décidé de faire le voyage. Danielle Miterrand, en tant que présidente de France-libertés, nous y a rejoints. Décidée à nous accompagner, elle y a renoncé au tout dernier moment, afin, nous a-t-on dit, de ne pas provoquer le gouvernement turc. C'est ce qu'elle a confirmé dans une déclaration aux divers participants datée du 27 mai (cf. Annexe 1 : fax envoyé à la Maison du Monde). Une chaîne de télévision devait la rencontrer à Orly, mais n'est pas venue. Par contre, nous apprenions le lendemain qu'elle avait été interviewée sur Arte au sujet de la question kurde en compagnie d'une personnalité américaine qui lui aurait déclaré que la Turquie entrerait dans l'Europe, quoi qu'il arrive, le problème kurde réglé ou non !

A l'aéroport d'Ankara, nous avons déjà fait une première constatation : la police possédait la liste des participants ! A notre arrivée à l'hôtel, nous avons compris qu'il n'était plus du tout question de conférence, malgré la venue de nombreuses délégations étrangères. C'est ce soir-là, durant le dîner, au cours duquel diverses person-

nalités ont pris la parole, que le président de l'Association des droits de l'homme de Turquie nous l'a annoncé. Et dès ce moment-là, le ton fut donné : pendant toute la durée de notre séjour, où que nous soyons, où que nous allions, des policiers en civil nous ont accompagnés et filmés. Parfois, ce fut même assez comique, comme lors de ce même dîner : un caméraman filmait la personne qu'une journaliste interviewait ainsi que l'interprète, ils l'étaient eux-mêmes par un policier, ostensiblement, sans complexe, et tous l'étaient à leur tour par un cinéaste qui faisait partie de la délégation française !

La matinée du 8 s'est passée à notre hôtel, où devait se tenir la conférence : devant de nombreuses télévisions turques ou étrangères convoquées pour l'événement, diverses personnalités se sont exprimées, en présence du président de l'Association des droits de l'homme de Turquie. Mais parmi les prises de parole, il y eut également celles de parlementaires turcs et d'anciens ministres. Bernard Granjon, président de Médecins du Monde, le seul à s'exprimer en français avec l'ex-député européen Max Siméoni, a notamment dé-

claré que son organisation soutient depuis longtemps le peuple kurde pour des raisons médicales mais aussi au nom des droits de l'homme et que ce peuple, fort de vingt-cinq millions d'individus, doit être reconnu dans sa spécificité culturelle et qu'on ne règlera pas le problème par la force, mais par le dialogue démocratique. Tous se sont étonnés de l'interdiction d'une conférence dont le seul objectif était la recherche d'une solution pacifique à un conflit meurtrier qui s'éternise. Le soir, au cours du dîner, le président de l'Association des droits de l'homme de Turquie nous annonça, sous un tonnerre d'applaudissements, que huit ministres en exercice désapprouvaient l'interdiction. Aussitôt j'ai entendu les commentaires les plus optimistes mais qui furent très vite relativisés : sept sur huit de ces ministres étaient du parti Refah, le parti islamiste, qui auraient été élus avec les votes protestataires des Kurdes... Dans l'après-midi, une lettre ouverte s'élevant contre l'interdiction et adressée au gouvernement turc, aux ambassadeurs des Etats européens ainsi qu'à l'ambassadeur des Etats-Unis avait circulé auprès de personnalités et des représentants des diverses ONG présentes : je l'ai signée au nom de la Maison du Monde (Cf Annexe 2).

passer son temps à dénoncer la politique menée par les autorités turques mais de leur faire des propositions constructives, auxquelles, semble-t-il, elles ne seraient pas opposées. Car, ai-je entendu, la situation au Kurdistan serait en quelque sorte semblable à celle de la France en Algérie à la fin de la guerre : l'armée se rendrait compte de l'impasse dans laquelle elle se trouve ; en effet, à quoi cela sert-il qu'elle soit maîtresse du terrain si c'est au prix d'une occupation qui paralyse tout développement et d'une mobilisation coûteuse qui ne peut durer éternellement ?

Finalement, puisque la conférence n'a pu avoir lieu, c'est cette même interdiction qui a constitué l'événement. Cela nous a fait mesurer l'extrême complexité des problèmes, comprendre la nécessité d'être modeste et de se défier de toute conclusion hâtive. Personnellement, j'ai mieux saisi le fonctionnement des institutions turques, le pouvoir réel étant entre les mains des militaires et non du gouvernement.

## Diyarbakir

L'approche concrète des problèmes nous a été permise, par une véritable leçon de choses, au cours du voyage à Diyarbakir, qui, lui, a quand même eu lieu ! Sans être spécialistes, le survol du territoire kurde avant l'atterrissage nous a fait constater l'extrême faiblesse du réseau routier, l'isolement des villages ou leur destruction (deux en particulier très nettement), le peu de champs cultivés autour d'eux, sauf à l'approche de la ville de Diyarbakir. Quant à l'aéroport, c'est un véritable camp retranché, avec casemates, hélicoptères de combat, militaires en position partout. Cela se justifiait peut-être plus spécialement au moment de notre arrivée puisque dans l'avion se trouvaient, récemment sortis de prison, le président du parti Hadep (autorisé malgré tout) et quelques députés. Une délégation les attendait et nous avons dû gagner notre hôtel en contournant la ville pour éviter la foule qui les a escortés au son des klaxons et en brandissant le drapeau du parti.

Ce soir du 10, nous sommes allés à une soirée de musique traditionnelle très simple mais très prenante compte tenu du contexte : ces gens qui nous accueillaient luttent pour la survie de leur culture. Vivre un tel moment dans un pays où il est interdit de parler sa langue maternelle - n'oublions pas que Leila Zana a été condamnée à quatorze ans de prison pour avoir prononcé une phrase en kurde au Parlement -, permet de mieux comprendre le prix que sont prêts à payer ces gens pour sauver leur culture ainsi que la notion de droits des peuples. Interdire à un peuple l'exer-

cice de sa langue, de sa musique, de sa danse, c'est véritablement le supprimer en tant que peuple. Lutter pour le respect des droits de l'homme, oui évidemment, mais pour celui du droit des peuples, tout autant !

La journée du 11, elle, fut consacrée à rencontrer des représentants de la Chambre de commerce, de l'ordre des médecins, du barreau et de la plateforme démocratique qui regroupe beaucoup d'associations locales. Une seule fois, pendant cette journée, le mot «kurde» fut prononcé... Ces gens nous ont décrit une réalité assez inimaginable dans une région qui connaît l'état d'urgence sans interruption depuis dix-sept ans, où le super-gouverneur édicte les lois qu'il veut, quand il le veut, où les emprisonnements, la torture, les enlèvements et les meurtres sont le lot quotidien de la population et plus particulièrement du corps médical. Et il semblerait que la

montée de l'islamisme ne soit pas à prendre à la légère...

Le lendemain 12, au moment de notre départ, il nous est arrivé un petit incident tout à fait révélateur mais que nous n'avons pu interpréter qu'après coup. Nous étions installés dans l'avion et attendions le départ, quand on nous a tous fait descendre. Près de deux heures plus tard, sans que nous ayons eu aucune explication, nous sommes remontés dans l'appareil, ce qui nous a valu de rater notre correspondance à Ankara et fait passer une journée supplémentaire dans la capitale ! L'attaque de grande ampleur qui se préparait contre le Kurdistan irakien en fut certainement la cause : il ne fallait pas encombrer l'espace aérien. Nous étions vraiment dans un pays en guerre ! Et notre conférence pour «un règlement pacifique de la question kurde» tombait, n'est-ce pas, à un bien mauvais moment...

Michel CHESSERON

### Annexe 1

FRANCE-LIBERTES

## Déclaration de Danielle Mitterrand aux participants de la Conférence.

*Vous avez sans doute été surpris de mon absence à Ankara alors que je vous y avais invité pour la conférence de paix qui devait s'y tenir les 8 et 9 mai.*

*Croyez que jusqu'au départ de l'avion, j'étais déchirée entre le désir d'être auprès de nos partenaires turcs et kurdes, organisateurs de la conférence, et la crainte que ma venue malgré l'interdiction ne soit perçue par les autorités turques comme une provocation et que cela ne nuise gravement à la sérénité et à la sécurité de ceux qui allaient se rencontrer à Ankara.*

*L'ordre d'interdiction étant signé d'un fonctionnaire de 3ème ordre, j'ai envoyé un fax au président Demirel pour le mettre en face de ses responsabilités et lui demander ce qu'il pensait de cette interdiction. Par son silence, peu courtois, il a signifié clairement qu'il approuvait cette décision d'interdire une conférence pacifique d'information et de réflexion réunissant des personnalités de tant de pays. Cette décision a montré, une fois de plus, à l'opinion publique la nature policière et dictatoriale d'un régime qui ose cependant frapper à la porte de l'Europe pour être admis dans l'Union.*

*Les événements qui ont suivi - l'invasion du Kurdistan irakien par l'armée turque, les arrestations de militants des droits de l'homme - ne font que confirmer la gravité de la situation en Turquie, le péril que fait courir à la paix régionale le régime militariste turc et la nécessité d'alerter l'opinion dans nos pays.*

*J'ai interpellé, sur leurs positions envers le régime turc, par voie de presse, les responsables politiques actuels de mon pays et tous ceux qui aspirent à gouverner la France. Au-delà de la nécessaire solidarité avec les démocrates turcs et kurdes, cette question me paraît très importante pour nous, Européens, car l'Europe de paix, de liberté et de justice sociale que nous voulons construire ne saurait s'accommoder de compromission et de coupable indulgence envers un gouvernement qui bafoue les libertés, massacre et déporte une partie de sa population et envahit le territoire d'un Etat voisin.*

*La Conférence d'Ankara était une tentative de stopper cet engrenage infernal. Le fait qu'elle ait été soutenue par tant de députés et personnalités, dont onze ministres en exercice, le fait que quelques jours plus tard, l'initiative pour la Paix remette solennellement au président du Parlement turc un million de signatures en faveur de la paix montrent combien celle-ci est devenue une exigence pour de larges secteurs de la société civile en Turquie.*

*Cela indique aussi que nous devons persévérer et agir ensemble dans cette voie difficile.*

*Dans l'espoir de vous rejoindre et d'associer France-Libertés à vos initiatives, je vous prie de croire à l'expression de mes sentiments les meilleurs.*

Danielle MITTERRAND

# Kurdes

# Turkey to equip its helicopters against missiles

A consortium of Israeli firms including Rafael, Elta and Israeli Military Industry has been lobbying in Ankara for days to persuade Turkish officials to purchase its anti-missile system 'Guitar'

## METEHAN DEMİR

Ankara - Turkish Daily News

■ Turkey is to launch a bid to equip all its helicopters with active and passive anti-missile systems in an effort to protect the helicopters against terrorist missile attacks, the Turkish Daily News has learned.

American, French, Swedish and Israeli firms are among those keen to submit bids in the Turkish tender for anti-missile systems. Israel, with a consortium comprising the firms of Rafael and Elta and Israeli Military Industry has been lobbying in Ankara for days to persuade Turkish officials in favor of its anti-missile system named "Guitar."

Defense experts say that Turkey has nearly 50 Sikorsky helicopters, 19 Cougars, 17 Mi-17s and around 30 Cobra helicopters (AH-1P) and it will cost around \$100,000 for each helicopter to be equipped with such systems. In addition, Turkey is to produce 30 Cougar Mk-I helicopters in a joint project with Eurocopter.

Sources say that self-defense and radar warning receiver systems AN/APR-39A(V)2, ALQ-144 — ALQ-157 IR Jammers, ALQ-136 — ALQ-162 RF Jammers, AAR-47 infrared warning system, ALE-39 and ALE-47 chaff-flare systems are the vital systems for helicopters for both general purpose and attack models.

Some of these should be mounted on helicopters to avert the threat of missile attacks, they added, although the use of such systems would not prevent the rules of flight safety over critical areas still being fully implemented.

The recent crash of the French Eurocopter general purpose Cougar AS-532 helicopter and the American Bell-Textron Super Cobra, both hit by separatist SA7-B missiles in the Zap region of northern Iraq, has forced Turkey to take radical measures to prevent such incidents in future. The lack of high-tech radar warning and self-defense systems on Turkish helicopters, both general purpose and attack, has been an issue on the agenda of the Turkish Armed Forces since the two helicopters crashed.

The General Staff disclosed in an unusually open statement that the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK) had downed the two military helicopters over the last month. Speaking at a press conference in June, the secretary-general of the General Staff, Erol Özkasnak, announced that a Super Cobra helicopter and a Cougar helicopter were attacked by Russian-made surface-to-air SA7 missiles and were downed by the outlawed PKK on May 18 and June 4 respectively. Two pilots lost their lives in the Super Cobra while another 11 military personnel, including eight officers, died in the Cougar crash.

# IHD takes action against closure of its branches

IHD invites Foreign Ministry to celebrate with it the 50th anniversary of the human rights declaration

Ankara - Turkish Daily News

■ Akın Birdal, the head of the Human Rights Association (IHD) condemned the attacks and closure of the branches in Diyarbakır, İzmir, Urfa. In an interview with the TDN, he stated that there are planned attacks against the IHD personnel, as well as attacks against the IHD offices and that a trial was opened for the closure of the organization, which will celebrate its eleventh anniversary on July 17. Birdal said such attacks are not only against IHD, but against people who are not adequately represented Parliament. "The solidarity of civic forces will overcome these pressures," he stated.

## 50th anniversary of rights document

Remarking that 1998 will be the 50th anniversary of the Universal Declaration of Human Rights, Birdal called on all the bodies interested in human rights, especially the Foreign Ministry, to celebrate this meaningful anniversary together.

"We are open to any kind of cooperation with the state for human rights," he stated. IHD will organize meetings and activities on the occasion of the 50th anniversary.

## An organizational rebuilding

Emphasizing that the IHD does not work against the Turkish state, Birdal stated that their only aim was to improve the human rights standard. "We fight for the right for organizing associations and unions and freedom of thought," Birdal declared.

Birdal told the Turkish Daily News that it plans to meet with a number of officials to continue promoting human rights. "We will visit the new interior minister, because we do not think that Meral Akşener respected democracy and human rights.

We will also organize a press conference in front of the Parliament after the new government is formed. On July 17, we will organize a rally from the Human Rights statue (in Kızılay) to the IHD office (on Tunali Hilmi street) on the occasion of our 11th anniversary."

In the October assembly of the association, IHD will review and renew its approach to furthering awareness and ethics with regard to human rights. "An organizational rebuilding regarding the number of offices and personnel will be on the agenda," Birdal said.

Asked whether changes will concern charges by the state that IHD is a "political" association, Birdal said "the human rights struggle is already a political fight."



IHD Chairman Akın Birdal